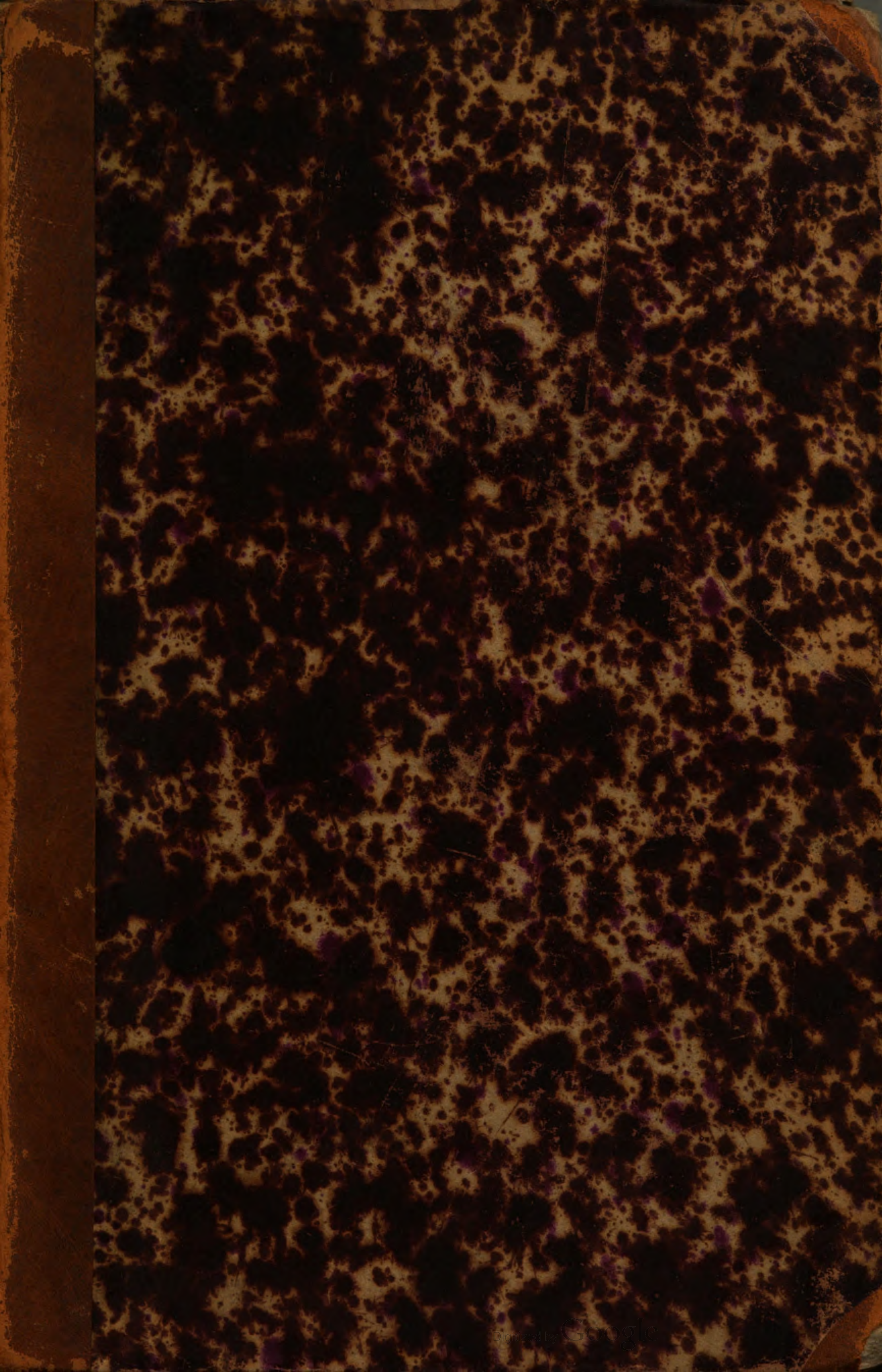




Analectes

ANALECTES

POUR SERVIR A

L'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE

DE LA BELGIQUE

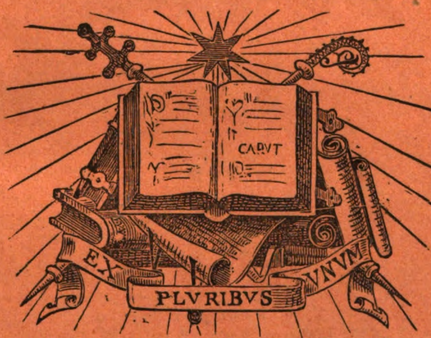
PUBLIÉS PAR

EDM. REUSENS, prof. à la fac. de théol. et biblioth. de l'Univ. cath. de Louvain

et J. BARBIER, curé à Liernu (Namur)

TOME XV — 1878

PREMIÈRE LIVRAISON



LOUVAIN
CH. PEETERS
Rue de Namur, 22

BRUXELLES
H. GOEMAERE
Rue de la Montagne, 52

TABLE DES MATIÈRES.

ANALECTES

POUR SERVIR A

L'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE

DE LA BELGIQUE

ANALECTES

POUR SERVIR A

L'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE

DE LA BELGIQUE

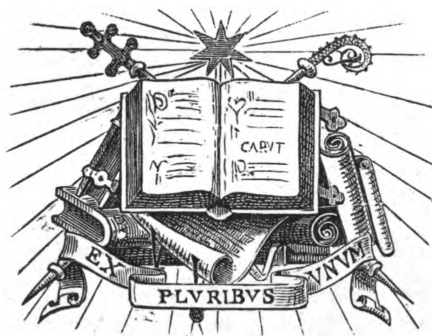
PUBLIÉS PAR

EDM. REUSENS, prof. à la fac. de théol. et biblioth. de l'Univ. cath. de Louvain

et J. BARBIER, curé à Liernu (Namur)

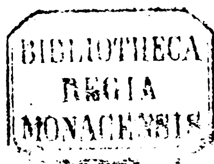
—

TOME XV — 1878



LOUVAIN
CH. PEETERS
Rue de Namur, 22

BRUXELLES
H. GOEMAERE
Rue de la Montagne, 52



Recueil de lettres adressées, pendant le xiv[e] siècle, aux papes et aux cardinaux pour les affaires de la principauté de Liége, communiqué par M. E. SCHOOLMEESTERS, doyen de Saint-Jacques, a Liége.

Les archives de l'ancienne église collégiale de Sainte-Croix, à Liége, forment une des plus riches et des plus complètes collections de ce genre que possède le dépôt des Archives de l'État, à Liége. Les nombreux cartulaires de cette collection sont une mine précieuse pour l'histoire tant politique que religieuse de la principauté. En parcourant le registre côté nº 2049, nous vîmes sur-le-champ qu'il contenait bien des documents intéressants. Formé d'une série de cahiers, de formats divers, il renferme des actes très disparates par leur nature et leur objet. Le registre s'ouvre par quelques feuillets en papier, sur lesquels se trouvent transcrites : 1° une charte sans date, émanée du clergé secondaire et intitulée : *De peculio reperiendo pro defensione privilegiorum cleri secundarii Leodiensis per modum solutionis unius nobilis aurei in receptione uniuscujusque canonici* ; 2° une ordonnance de l'évêque Jean de Bavière promulguant des lettres pontificales du pape Innocent VII (1404-1406) et approuvant les *receptionem, admissionem, remissionem, absolutionem, abolitionem, rehabilitationem, restitutionem, etc., in eisdem litteris apostolicis contentas.* Malheureusement le copiste a négligé de transcrire le texte de ces lettres, qui traitaient probablement de la réconciliation de Jean de Bavière avec le pape légitime.

A la suite de ces pièces se trouvent : 1° divers statuts de l'église de Sainte-Croix écrits sur parchemin et datés des années 1231, 1232, 1302, etc., jusqu'en 1345 (fol. 38 à 46) ; 2° divers statuts de l'église collégiale de Saint-Jean se rapportant à la même époque (fol. 46); enfin : 3° les *statuta, que ordinavit legatus de latere in ecclesiis civitatis Leodiensis x ·kal. novembris, pontificatus Innocentii anno decimo* (1252)[1].

Les feuillets suivants contiennent des documents de toute espèce, concernant les biens du chapitre de Sainte-Croix à Bovenistier, Visé, Amerires, Liers, Jupille, Slins, Nederheim, Russon, etc.; le texte du serment que l'évêque de Liége devait prêter, lors de son inauguration (fol. 88); une ordonnance concernant les maisons claustrales; la teneur de la paix de Fexhe (fol. 101); un obituaire de la collégiale de Sainte-Croix (fol. 121-142 v°); quelques pièces d'un procès (fol. 144-153); les *Statuta synodalia nova* du 22 novembre 1360; la *Reformatio curie Leodiensis, prepositi et archidiaconorum, seu jactus emendationis conceptus per deputatos ecclesie majoris et aliarum ecclesiarum civitatis et dioecesis Leodiensis, cum additamentis factis pro parte domini Leodiensis episcopi, Johannis de Bavaria*, portant la date : *m°cccc° quarto, mense decembris* (fol. 158-165 v°).

Enfin, l'inscription suivante annonce, au folio 174, une nouvelle catégorie de documents : *Copie litterarum missilium tam ad papam et cardinales singulos quam*

[1]) Ces statuts du cardinal-légat Hugues de Sainte-Sabine ont été imprimés par Martène et Durand.

ad cetum cardinalium super diversis negociis. Sous ce titre sont transcrites des lettres adressées aux papes d'Avignon, ou à leurs cardinaux, pour les affaires de la principauté et du diocèse de Liége. Le copiste a négligé d'annoter la date précise de ces lettres, mais nous pourrons réparer en partie cette fâcheuse omission, au moyen des noms propres et des faits historiques qui y sont rapportés. Ces lettres appartiennent à peu près toutes à la première moitié du XIV[e] siècle, tandis que la copie que nous avons sous les yeux semble dater du XV[e].

Leur objet est aussi varié que leur titre *super diversis negociis* l'indique : elles traitent de l'élection d'un abbé pour le monastère de Saint-Jacques, des réserves pontificales, de la vente de la ville de Malines, des affaires du comté de Looz, de difficultés avec le duc de Brabant et le comte de Namur, d'une présentation de candidats pour le siége épiscopal de Liége, du nonce du pape Jean de Forly, etc., toutes choses qui offrent de l'intérêt pour l'histoire et méritent d'être connues. Jean de Hoxem a inséré dans sa chronique une série de pièces diplomatiques d'une haute importance ; les lettres que nous publions complèteront la collection du célèbre chroniqueur.

E. SCHOOLMEESTERS,
Curé-doyen de Saint-Jacques, à Liége.

I.

L'église de Liége se plaint au pape des vexations exercées par le comte de Namur[1].

Vers la fin de 1319, éclata entre les Dinantais et les Bouvignois une querelle dont la lettre suivante nous révèle l'objet, et qui, peu après, fit éclater la guerre entre la principauté de Liége et le comté de Namur. Les hostilités commencèrent au mois d'avril 1320, et durèrent presque sans interruption jusqu'au 13 novembre 1322; et bien que la paix fût alors conclue, le clergé liégeois dut néanmoins intenter au comte de Namur un procès en cour de Rome pour le paiement d'une juste indemnité. Cette affaire fut définitivement réglée le 2 mars 1326[2].

La lettre que nous publions émane du clergé liégeois, et paraît avoir été écrite durant les hostilités, après les excès et les dévastations que les Namurois commirent vers la fin de l'année 1321[3]. L'église de Liége s'adresse au pape pour demander aide et protection contre les violences du comte de Namur, Jean de Flandre.

1322.

Sanctissimo patri et domino, etc., devotissima pedum oscula beatorum. Quotidianam Vestrae Sanctitatis instantiam ecclesiarum vacare remediis et quieti prospicere firmiter arbitrantes, miserabilem calamitatis angustiam, qua temporis hujus diffusa

[1]) Ce document est intitulé : *Notula super querimonia ecclesie Leodiensis de comite Namurcensi ad papam*.

[2]) Voyez St. Bormans, *Cartulaire du clergé secondaire*, nos 36 à 43.

[3]) « Nobis, qui sine dubio cordialiter de guerra dolemus. »

malitia undique nos valuit[1], eidem spe solaminis obtinendi decrevimus etsi non plene littera scribere, saltem aliquatenus crebris agitati singultibus aperire. Dudum siquidem inter quosdam de temporali districtu Leodiensis episcopatus necnon quosdam alios de terra comitis Namurcensis super juridictione dominii temporalis, quam queque partium predictarum suum dumtaxat dominum in quodam certo loco posse exercere dicebat, orta materia questionis[2], indeque postmodum, inimico homine superseminante zizaniam, inter reverendum dominum nostrum dominum Adulphum, Dei gratia Leodiensem episcopum[3], volentem cum suis hominibus patrimonium ecclesie Leodiensis et jura, pro quorum certe deffensione multa sustinuisse dinoscitur, tueri fideliter, ut juravit, dominumque Johannem de Flandria, comitem Namurcensem[4], et suos, guerra durissima subsequuta, idem comes, qui etiam ante guerram, velut semper, ecclesiasticis prerogativis ab olim infestus, tam ecclesiarum et monasteriorum bona diripere, quam in illos, qui ecclesiastica mandata per terram suam exequenda portabant, crudeliter plerumque consueverat desevire, nunc ex ipsa guerra grassandi per amplius occasionem assumens, adversus ecclesias et ecclesiasticas libertates toto malignitatis spiritu debachatur; nam, ut ex multis singulariter pretermissis ad presens pauca generaliter perstringamus, profecto nec bonis quorumdam ecclesiarum et monasteriorum ex nostris, infra terram dicti domini comitis consistentibus, domesticus prodest favor, nec eis, que alibi possidemus, defensionis cujusque presidium suffragatur, quum et illa pro libitu quasi sua recipiat, et ista similiter, oportunitate captata, violenter invadat. Et utinam hiis contentus, nil per suos satel-

[1]) Ne faudrait-il pas lire : *Qua temporis hujus diffusa malitia undique nos involvit?*

[2]) Il s'agit ici des querelles entre les communes de Dinant et de Bouvignes en 1320.

[3]) Adolphe de la Marck, évêque de Liége de 1313 à 1344.

[4]) Jean de Flandre, comte de Namur de 1297 à 1330.

lites et ministros deterius attemptasset! Nam et ipsi non solum pluresque nostras domos et grangias combusserunt, sed, quod est dictu terribile nec minus compassivum auditu, calcata prorsus omnium reverentia divinorum, quamplures ecclesias suis libris, vestibus sacris, calicibus, coclearibus et aliis ornamentis, necnon pixide, in qua tunc habebatur Eucharistie sacramentum, ausu sacrilego spoliantes, sex consecratas hostias in illa repertas ad perpetue sue damnationis interitum, derisorie quasi communicando sumere minime formidarunt, ecclesias ipsas et ymaginem Crucifixi nihilominus incendio funditus devastantes. Licet autem ob premissas injurias aliaque multa gravamina, quibus idem comes affligit ecclesias et ecclesiasticas libertates infringit, et que notoria sunt apud nos, tam ipse quam sui complices in hac parte sacrorum auctoritate canonum necnon Leodiensium synodalium statutorum excommunicati publice nuntientur, totaque terra dicti comitis ecclesiastico subjaceat interdicto, tamen ipse, cum aspide suas aures obturans, non vult intelligere, ut bene agendo a talibus resipiscat, quin ymo nonnullis execrandis sacerdotibus et ministris, inductis ad hoc forte terroribus vel promissis illectis, facit in multis ecclesiis terre sue damnabiliter per eosdem etiam coram se prophanari divina, non absque contemptu clavium et in enervationem ecclesiastice discipline. Quamobrem supplicamus humiliter Vestre Sanctitatis pietati, quatenus, premissis injuriis interna compassione pensatis, nobis, qui sine dubio cordialiter de guerra dolemus et qui, materialibus armis abjectis, ad preces habemus et lacrymas armorum loco recursum, de oportuno remedio misericorditer providere dignemini, dictoque comiti vel suis litteris sive missis de levi non credere, si forsan aliquando super istis ad se quomodolibet excusandum excusationes quereret in peccatis, presertim cum de superius enarratis plenaria possit fieri fides Vestre piissime Sanctitati, quam in pace longeva custodiat pacis auctor.

Fol. 176 v° et 177.

II.

Le chapitre de Saint-Pierre, à Liége, recommande au pape son doyen, Jean de Nucerio[1].

Vers 1324.

Vicedecanus et capitulum. Quum Beatitudinis Vestre clementie benemeritos quosvis acceptos arbitramur et gratiosos, venerabilem virum magistrum Johannem de Nucerio, decanum ecclesie sancti Petri Leodiensis[2], exhibitorem presentium, cujus a puerilibus exordiis usque ad profectiores annos ita per scolastice discipline stipendia cucurrisse dinoscitur omnis etas, ut post dudum adeptum, nedum in artibus sed in medecina, condignum cathedre magistralis honorem, jam in theologica facultate Parisiis statum bachelarii consecuto, deinceps et doctoratus insignia debeantur, Vestre Sanctitatis pietati tanto recommendamus cordialius, quanto verius in ipso scientie claritatem adeo morum honestas et vite perornat, quod ex omni parte cedit ad gloriam toti clero; humillime supplicantes, quatenus super hiis, que pro suis et ecclesie sue predicte negotiis Vestre Sanctitati diffusius explicabit, aures benevolas accomodans eidem, ipsum ad exauditionis optate gratiam admittere dignemini misericorditer super illis. Vestram autem benignissimam Sanctitatem Ecclesie sue sancte conservet Altissimus per tempora longeva.

Folio 179 v°.

[1]) Ce document est intitulé : *Notula supplicationis ad papam pro Johanne de Nucerio.*

[2]) Jean de Nucerio est cité comme doyen de Saint-Pierre en 1324 ; il était médecin, *physicus*, et chanoine de Sainte-Croix : il devint chanoine de Saint-Lambert (1338 et 1343) et archidiacre.

III.

Adolphe de la Marck, prince-évêque de Liége, demande au pape le pouvoir de relever les Liégeois de l'interdit[1].

En 1324, la guerre civile désolait la principauté de Liége. Le prince-évêque, s'étant transporté à Huy, fulmina, le 24 février 1325, l'interdit contre la ville de Liége.

Les hostilités et les dévastations continuèrent pendant trois années, jusqu'à ce que la paix fût conclue à Wihogne, le 4 octobre 1328.

La lettre que nous publions est postérieure à la paix de Wihogne. Adolphe de la Marck, prince-évêque de Liége, demande au pape les facultés nécessaires pour relever les Liégeois de l'interdit et pour les absoudre de tous les crimes commis et de toutes les censures encourues.

Après le 4 octobre 1328.

Significat Sanctitati Vestre ADOLPHUS, humilis Leodiensis episcopus, quod idem dudum propter multas et graves injurias, quas magistri, jurati totaque communitas civitatis Leodiensis in enervationem paulatim omnimodam utriusque dominii, quod idem episcopus habere dignoscitur in civitatem predictam, necnon in multiplicem lesionem ecclesiastice libertatis, a longis retro temporibus, presumptione dampnabili patenter admittere et continuare notorie non cessabant, magistros et juratos hujusmodi nedum denuntiavit et denuntiari mandavit tam a jure quam auctoritate provincialium et synodalium Leodiensium statutorum excommunicatos, necnon civitatem eccle-

[1]) Ce document est intitulé : *Notula de impetrando per episcopum Leodiensem relaxationem interdicti a papa.*

siastico suppositam interdicto, sed et in eosdem magistros ac juratos excommunicationis, et in predictos civitatem et locum propter hoc interdicti sententias auctoritate sua ordinaria promulgavit. Quibus quidem sententiis, licet universaliter totus clerus Leodiensis, merito parvipendens ut frivolam appellationem pro parte civitatis et civium contra sententias et processus hujusmodi ad Sedem Apostolicam interjectam, parere studuerint et adhuc pareant reverenter, ipsi tamen cives, pretextu hujusmodi appellationis suum pallfiantes errorem, per duos de curatis ecclesiarum parochialium civitatis ejusdem et nonnullos alios conductitios presbiteros peregrinos non solum sibi fecerunt prophanari divina, verum etiam, pene omnibus aliis curatis sive rectoribus aliarum parochialium ecclesiarum civitatis ejusdem servantibus interdictum extra civitatem per eos irreventer expulsis, ac in eorum ecclesias dictis prophanis intrusis, receperunt ab eis ecclesiastica sacramenta, facientes mortuos suos, etiam aliquos excommunicatos nominatim, per prophanos hujusmodi, tam infra nonnullas dicte civitati ecclesias propter hoc violatas et fractas, quam in eorum cimeteriis sollempniter et publice sepeliri; ac districte mandarunt universis et singulis personis dicte civitatis, certis penis adjectis, quod divinis et sepulturis hujusmodi interessent, nec ecclesiastica sacramenta reciperent, nisi dumtaxat a prophanantibus supra dictis; nec contenti premissis, de appellationis sue remedio diffidentes, manum ad gladium converterunt, motaque dura guerra per eos, tam prefatum episcopum quam fautores et adjutores ipsius cujuscunque status, gradus aut ordinis, hostiliter persequentes, etiam in personam ejusdem episcopi, querentes ipsum extinguere, non sunt veriti manus injicere temere violentas. Et quamvis binos jam passi conflictus[1], contritio et infelicitas eis occurrerint, nunquam tamen viam reconcilia-

[1]) Ces combats eurent lieu au mois de mai 1328 aux alentours de Huy.

tionis et pacis cognoscere voluerunt, donec ei, qui habitans in excelsis humilia respicit et superbis reddit opportune mercedem, ipsos humiliare complacuit sub manu sua potenti; multiplicatis enim ad ultimum infirmitatibus et ruinis potentatus eorum, eisque tertio[1], sicut et anthea, non tam viribus humanis quam divinis auxiliis quasi miraculose prostratis, acceleraverunt ad pacem. Post multa vero discrimina hujus pestis nonnulli, tam prelati quam principes et barones, inspirante pacis auctore, certam pacem inter partes ipsas ordinare curarunt, quam, datis mutuo super ipsius observatione certis litteris et sigillis, gaudet ad presens tota Leodiensis patria stabilitam[2]. Quum autem preter insolentias supradictas circa violationem interdicti predicti commissas et violentos excessus in personam ejusdem episcopi perpetratos multi casus occasione dicte guerre contigerint, propter quos, quum de jure communi tum etiam quia Vestra Benignitas per suas certi tenoris litteras[3] dudum ad se totum litis sive dissentionis predicte negocium revocavit, est ad Sedem Apostolicam pro opportunis remediis recurrendum, ut pote cedes, mutilationes, lesiones et captiones tam clericorum et religiosorum quam laycorum, insuper violationes et effractiones ecclesiarum earum et aliarum domorum, et grangiarum ecclesiasticarum et secularium destructiones, incendia et ruine, spoliationes et invasiones et rapine tam bonorum ecclesiarum et ecclesiasticarum quam secularium personarum, supplicat eidem Sanctitate Vestre dictus episcopus, ut misericorditer concedere sibi dignemini plenariam facultatem, postquam de premissis injuriis, violentiis atque dampnis passis eisdem satisfactum fuerit competenter, non solum juxta formam Ecclesie relaxandi interdicta premissa, et a predictis

[1]) A la bataille d'Oreye du 25 septembre 1328.

[2]) La paix fut conclue à Wihogne le 4 octobre 1328.

[3]) Les lettres du pape Jean XXII sont du 31 juillet 1327; voyez Chapeaville, *Gesta pontificum*, II, p. 389.

excommunicationis sententiis absolvendi, sed et, tam per se quam per alios, omnes et singulos suos subditos, tam vivos quam defunctos, si tamen decesserint penitentes, satisfactione debita precedente, similiter absolvendi, prout singulis opus fuerit, ab omnibus reatibus, processibus et sententiis, quos et quas incurrisse noscuntur pro casibus supradictis, vel aliquo eorumdem, aut aliis quibuscunque commissis vel secutis ex guerra quomodolibet vel ob eam, communiter vel divisim, et eis singulis injungendi penitentias salutares, ac etiam dispensandi similiter juxta formam Ecclesie super receptis, ut dictum est, ab eis illicite medio tempore quibuslibet ecclesiasticis sacramentis, et adeptis indebite ecclesiasticis sepulturis, non obstantibus tam revocatione predicta quam aliis constitutionibus contrariis quibuscunque.

Fol. 178.

IV.

Le chapitre de Saint-Lambert demande au pape de ratifier la vente de la ville de Malines[1].

Le 18 mai 1333, l'évêque de Liége Adolphe de la Marck avait vendu la ville de Malines à Louis, comte de Flandre. Le chanoine de Saint-Lambert Antoine de Bugella fut envoyé à Avignon pour obtenir du pape Jean XXII la confirmation de la vente. La lettre que nous publions fut écrite par le chapitre de Saint-Lambert au même pape (puisqu'elle lui rappelle la mission confiée à Antoine de Brugella), pour le même objet,

[1]) Ce document est intitulé : *Notula ut papa confirmare velit venditionem de Mechlinia.*

[2]) Balusius, *Vitae paparum Avenionensium*, II, col. 549; David, *Geschiedenis van de stad en de heerlykheid van Mechelen*, bylage n° XVI.

après que le comte de Flandre eut déjà fait le relief de la ville de Malines (28 juillet 1333) : *Quum jam factum ecclesie Leodiensis ab ipso comite Flandrensi homagium et prestitum fidelitatis debite juramentum.* Elle doit être antérieure à la mort de Jean XXII qui arriva le 4 décembre 1334.

1334.

Sanctissimo in Christo patri et domino, etc., capitulum Leodiense etc. devotissima pedum oscula beatorum. Multipharie multisque modis hucusque, videlicet scriptis et nuntiis et presertim per venerabilem virum dominum Anthonium de Bugella, nostrum concanonicum, reverendus in Christo pater et dominus dominus Leodiensis episcopus nosque secum explicare studuimus Vestre sanctissime Pietati, quanta necessitas et quam urgens nos dominium temporale, quod in villa Maghlinia, Cameracensis diocesis, habebamus, in magnificum principem et potentem comitem Flandrie, sub certis tamen modis et pactis nobis et ecclesie nostre predicte evidenter utilibus, et condigna nichilominus summa pecunie mediante, transferre coëgit. Villa namque predicta sic adversus Leodiensem ecclesiam jam dudum erexerat pro debita subjectione cervicem, sic eidem pro fidelitate perfidiam rependebat et contumeliam pro honore, ut non jam ejusdem ecclesie filia sed privigna, non devota sed hostilis et noxia merito censeretur effecta. Quamvis enim hactenus duces Brabantie nichil juridictionis aut juris habuerint in eadem, quemadmodum etiam pater hujus coram multis adhuc viventibus publice recognovit, tamen homines dicte ville, preter et contra beneplacitum ecclesie Leodiensis et scitum, duci, qui nunc est, sub quorumdam interventu pactorum ita sua colla submittere presumpserunt, ut nedum eidem adversus externas nationes frequenter in armis assistere, sed et patriam Leodiensem, quam potius contra omnem hominem deffendere tenebantur, ad

ipsius ducis instinctum aliquando vastare temptaverint, et armata manu plerumque hostiliter invadere fines nostros, in tantum quod patria Leodiensis, que ante confederationem dicte ville cum duce sola plures obtinuit contra Brabantinos eidem ex more semper infestos, Deo suffragante, triumphos, adaucte non modicum per confederationem hujusmodi potentie dicti ducis modernis temporibus nequivisset quandoque resistere, quin ex potentia, predis et cedibus, exterminio forsan omnimodo patuisset, nisi divina clementia prefatique nostri pastoris animosa strenuitas occurrisset. Ad veritatem itaque premissorum, Pater sanctissime, convertentes apostolice considerationis acumen, prefatum contractum tam necessario initum ac pro ecclesie Leodiensis et patrie nostre tutela tam utiliter ordinatum, quem pars ducis et homines dicte ville, non solum apud Vestram Sanctitatem, sed et apud dominum regem Francorum et regni majores laborant infringere viis et modis, quibus possunt, non sinat Vestra Clementia retractari, quum jam factum ecclesie Leodiensis ab ipso comite Flandrensi homagium et prestitum fidelitatis debite juramentum pro dicta villa Maghlinia, quam idem comes ab ecclesie Leodiensi relevavit in feudum. Sicut enim homines Maghlinienses hactenus erraverunt ab utero Leodiensis ecclesie, sue matris, sic, ut fertur, adhuc non cessant adicere falsa loqui, dicentes oriri debere graves dissentiones et scandala, bonumque pacis, et per consequens terre sancte passagium impediri, nisi contractus hujusmodi rescindatur. Nos sub propriis juramentis atque periculis animarum singulorum ex nobis unanimiter contestamur, quod,quemadmodum contractus ipse, si stet et manserit, causam dabit inter patriam Leodiensem et ducem hujusmodi tranquillitatem et pacem[1], ita procul dubio, si, quod absit, retractetur aut forsitan immutetur, augebitur per hoc potentia dicti ducis, provocatusque ex pluribus victoriis de gente Bra-

[1]) Lisez : *tranquillitatis et pacis.*

bantinorum per gentem patrie Leodiensis temporibus suorum progenitorum obtentis, invadet et destruet terram nostram; cujus certe contentionem et excitationem omnimodam ipse gerere manifeste videtur in votis, prout alias etiam satis adinventa per eum novitas, procurando videlicet in suo ducatu novum episcopum, comprobavit[1]. Quamobrem, Pater clementissime, filie vestre devote Leodiensi ecclesie ac totius ejus terre, quas hucusque favorabiliter confovistis, tam expressis et promptis periculis pietate solita misericorditer precaventes, providere dignemini, quod prenominatus contractus non pereat, sed procedat maneatque perpetua firmitate subnixus. Vestram autem sanctissimam Pietatem longeve conservet et custodiat Jhesus Christus. Datum, etc.

Folio 177.

V.

Lettre du chapitre de Saint-Lambert adressée au pape Benoît XII touchant les affaires de Looz[2].

Louis, comte de Looz, étant mort sans enfants le 22 janvier 1336, le chapitre de Saint-Lambert prétendit que le fief de Looz devait faire retour à l'église de Liége. Thierri de Heinsberg, neveu et légataire du comte, s'opposa à cette prétention, et se mit en possession du comté. Dans la lettre que nous publions, le chapitre de Saint-Lambert s'adresse au pape Benoît XII pour obtenir la confirmation de ses droits.

[1]) Le fait que le chapitre impute ici au duc de Brabant est aussi mentionné par l'historien de Dynter : *L'evesque de Liége avoit présenté au roi de France ses complaintes... entre lesquelles une, qui plus le poignoit, estoit que le duc avest fait traiter à Rome pour avoir évesque particulier pour ses pays.*

[2]) Ce document est intitulé : *Notula de comitatu Lossensi ad papam ex parte capituli majoris.*

1336.

Sanctissimo in Christo, etc., devotissima pedum oscula beatorum. Leodiensis ecclesia supradicta devotione sedula reminiscens, quovis hactenus articulo, necessitate urgente, sibi semper Sedis Apostolice, sue matris, presidium affuisse, quamdam nimirum exinde sumit audaciam filialem ad Sedem ipsam humiliter recurrendi, quotiens rerum cursus et tempus id exposcit. Quamobrem, Pater beatissime, Vestram scire cupimus sanctissimam Pietatem, quod quamvis, viro magnifico domino comite Lossensi novissime sublato de medio, comitatus ipse, quem idem Ludovicus ab ecclesia tenebat in feudum et quem inclite memorie dominus Henricus tertius, rex Romanorum, utpote verum et proprium feudum imperii, cum superioritate directi dominii et omni jure, quod cogitari posset aut scribi, olim ecclesie Leodiensi pia largitate concessit et in eandem ecclesiam transtulit, nichil sibi vel imperio juris in eodem feudo retento, prout in privilegiis imperialibus atque regalibus, que in ipsius ecclesie conservantur archivio, plenissime continetur, per mortem dicti Ludovici, qui absque legitimis ex suo corpore liberis noscitur decessisse, sit virtute concessionis et translationis regalium predictarum, tam de juri communi quam de consuetudine speciali dicti imperii hactenus irrefragabiliter observata, et in contradictorio curie regalis obtenta, multotiens ab ipsius regni paribus approbata, ad sepedictam ecclesiam devolutus; quia tamen, sicut venerabilis vir dominus... talis[1], noster concanonicus, de singulis hujus rei circumstantiis plenius informatus, auribus Vestre Sanctitatis exponet. Nonnulli enim ex latere dicti defuncti comitis, consanguinei seu nepotes, ex successione hujusmodi sibi vindicant comitatum, et precipue nobilis vir et potens

[1]) Il s'agit ici d'Antoine de Bugella, envoyé à Avignon vers le milieu du mois de mars 1336, comme l'atteste Jean de Hoxem ; voyez CHAPEAVILLE, *Gesta pontificum*, II, p. 430.

dominus talis[1], filius quondam primogenite sororis comitis sepedicti, comitatum ipsum, quamplurium in hac parte principum vicinorum auxilio confortatus, etiam, si oporteat, violenter usurpare disponit, in enormem nostri juris et dicte Leodiensis ecclesie lesionem. Nos ad apostolice pietatis asilum consueta fiducia recurrentes, humillime supplicamus, quatenus hiis, que prefatus talis super multimoda perplexitate nostra vobis aperiet, solita pietate pensatis, dignemini nobis auxiliis juxta rei exigentiam oportunis assistere, ac Leodiensem ecclesiam, Apostolice Sedis alumpnam, in suis juribus confovere. Sicut enim principes nostri temporis seculares, quasi communiter imprecationes davidicas non curantes, satis, proh dolor, hodie parati sunt velle sanctuarium Dei hereditarie possidere, sic persone ecclesiastice, quibus data Dei hereditas est in sortem, non possunt conscientia salva negligere, quin, sicut Vestra Benignitas plene noscit, etiam usque ad effusionem proprii sanguinis hereditatem hujusmodi, necesse sit, deffensione[2]. Ceterum super contractu dudum inito per nos de villa Maghliniensi cum comite Flandrie, super quo dictus talis vos, Pater sanctissime, dudum, cum adhuc locus bassior vos teneret[4], specialiter informavit, eidem talem adhibere dignemini fidem credulam in dicendis. Vestram autem Beatitudinem Jhesus Christus Ecclesie sue sancte longeve conservet.

Fol. 177.

1) Thierri de Heinsberg.

2) Lisez : *Si necesse sit, defendant.*

3) Antoine de Bugella fut donc à Avignon une première fois, lorsque Benoît XII n'était pas encore monté sur le Siége Apostolique (20 décembre 1334) : *Cum adhuc locus bassior vos teneret.* Il y retourna en 1336. Voyez aussi la lettre précédente.

VI.

Lettre adressée par des religieux du duché de Brabant au pape Benoît XII[1].

Le duc de Brabant et de Limbourg, Jean III, se trouva, dès le commencement de son règne, dans de grands embarras financiers, qui s'accrurent encore à la suite des guerres fréquentes qu'il eut à soutenir. Pour se procurer l'argent dont il avait besoin, il imposa de lourdes contributions à son peuple, et les monastères eurent à supporter des charges considérables. Les religieux du duché de Brabant s'adressèrent au pape Benoît XII (1334-1342), pour se plaindre de ces exactions, et lui députèrent à cet effet l'abbé de Bonne-Espérance et quelques autres religieux. La lettre suivante a trait à cette affaire.

Entre 1334 et 1342.

Sanctissimo in Christo Patri domino domino Benedicto, divina providentia sacrosancte Romane ac universalis Ecclesie summo pontifici, talis et cetera devotissima pedum oscula beatorum. Cogente prorsus importabili mole gravaminum diversorum, quibus princeps illustris dominus Johannes, Brabanticus, Lotharingicus et Limburgensis magnificus dux et potens, aliquorum forsan sequens in hac parte consilium, quos ut plurimum tradit antiquitas, ecclesiasticis opido personis infestos, tam ecclesias et monasteria terre sue, quam alias in suo districtu bona seu possessiones habentes, angariis, talliis, impositionibus et collectis hactenus affecisse dinoscitur et

[1]) Ce document est intitulé : *Notula super queremoniis religiosorum de Brabantia de duce Brabantie ad papam.*

afficere non desistit, venerabilem patrem dominum abbatem monasterii Bone Spei, ordinis Premonstratensis, diocesis Cameracensis, una cum quibusdam aliis ex parte regularium prelatorum monasteriorum et ecclesiarum hujusmodi gravatarum, nuper ad Beatitudinis Vestre pedes recolimus fuisse transmissos, videlicet ut, per eos premissis gravaminibus Apostolice Sedi diligenter expositis, Vestra Benignitas, super afflictos viscera pia gestans, ad illa clementer apponeret remedium oportunum. Cum autem domino duci predicto, quemadmodum hiis diebus satis inde commotus nobis exposuit, sit noviter intimatum, quod procuratores et nuntii supradicti, in Sanctitatis Vestre presentia constituti, ipsum, ut obtenta venia sic loquamur, dyabolum nominaverint, suamque presumpserint certis aliis contumeliis suggillare personam, certe miraremur admodum, si sic esset, quin ymo nullatenus credimus ita esse, videlicet quod viri tam circumcisi labiis et sermone modesti, preter omnium et singulorum eos mittentium propositum et mandatum, in talia, presertim in auribus apostolice majestatis, tam temere prorupissent. Fuit enim et est omnium, a quibus missi noscuntur, intentio non quidem inflammare per eos contra personam dicti domini ducis Vestre Pietatis animum ad rigorem, sed contra premissa gravamina cum debita mansuetudine tale remedium optinere, quod ipsi, sub domini ducis predicti districtu tranquille degentes, tam pro ipsius domini ducis salute suorumque progenitorum, quam pro statu pacifico totius terre sue, possint quietis conscientiis apud Deum effundere juges preces. Ad quod, Pater sanctissime, cito dignetur intendere Vestra Clementia solita pietate; quam longeve conservet Altissimus Ecclesie sue sancte. Datum, etc.

Folio 176 v°.

VII.

Le chapitre de Saint-Lambert fait l'éloge de Jean de Forly, nonce du Saint-Siége[1].

L'évêque de Liége, Adolphe de la Marck, eut, en 1343, des démêlés avec la ville de Huy, au sujet de la monnaie. Les Hutois eurent recours au duc de Brabant et firent une alliance avec lui, le 4 mai 1343. De commun accord l'évêque, la ville de Huy et le duc de Brabant confièrent leurs différends au jugement de deux arbitres : Guillaume, comte de Hainaut, et Jean, sire de Beaumont. Les arbitres prononcèrent leur sentence le 8 août 1343[2].

La paix ne fut pas sitôt conclue qu'elle fut violée par les Hutois ; car, lorsque le légat du pape, Jean de Forly, vint à Liége le 30 septembre 1343, l'évêque se plaignit à lui de la révolte des Hutois. Le légat excommunia le magistrat de Huy et le duc de Brabant, et mit en interdit cette ville et le Brabant.

La paix fut renouvelée le 8 novembre 1345[3].

Dans la lettre que nous publions, le chapitre de Saint-Lambert expose au pape Clément VI les services que le nonce Jean de Forly lui avait rendus dans cette affaire.

[1]) Ce document est intitulé : *Notula super recommendatione domini Johannis, episcopi, Apostolice Sedis nuntii, ad papam.*

[2]) SCHOONBROODT, *Inventaire des chartes du chapitre de Saint-Lambert, à Liége*, nos 635 et 636.

[3]) *Paweilhars* de la bibliothèque de l'université de Liége, n° 545, fol. 236 v°.

Octobre 1343-1344.

Pater beatissime.

Sacrosancta Romana, cui, disponente Domino, presidetis, Ecclesia materne dilectionis affectum, quem ad nos et patriam nostram totam, tanquam ad peculiares suos gerit, pio, siquidem hisce diebus declaravit effectu, dum, audito nuper, quod opidani Hoienses, membrum certe non mediocre terre nostre, federe cujusdam alligationis cum magnifico principe Brabantie duce contracto, a domini sui, veri videlicet domini, Leodiensis episcopi, subjectione se velle subtrahere videbantur, Vestra Benignitas id equanimiter ferre non valens, ilico reverendum in Christo patrem dominum Johannem, Dei et Apostolice Sedis gratia Forliviensem episcopum, utpote specialem nuntium dicte Sedis, tam ad partes Brabantie quam ad nostras non distulit destinare, qui scilicet, prius dicta confederatione disrupta, converteret cor patris ad filios, et per debitam obedientiam subjectorum inter eos et dominum suum verum unionis et pacis vinculum reformaret. Quum igitur idem nuntius seu legatus apostolicam missionem sic sagaciter, sic solerter, etsi non plene valuerit, tamen pro posse studuerit adimplere, nunc scilicet mansuetudinis utendo remediis, nunc antidota subjungendo rigoris, propter cujusque potentiam de contingentibus nil omittens, quod exinde meruisse dinoscitur apud Deum et homines honorem et laudem, ipsum recommendamus attentius Vestre sanctissime Pietati, cui nichilominus gratias referimus devotas et humiles super eo, quod ad conciliationem nostram et patrie huc destinare dignata est talem virum. Propter quod etiam zelum devotionis, quem ad Sedem Apostolicam semper habuimus in nostris cordibus, excrevisse magis magisque sentimus. Jhesus Christus, qui vos in terris voluit habere vicarium, Vestram Beatitudinem longeve conservet incolumen et felicem. Datum, etc.

Fol. 179 v°.

VIII.

Lettre du clergé liégeois au pape Clément VI à propos d'une visite canonique.

Le pape Clément VI (1342-1352) avait, paraît-il, conféré à l'évêque de Liége le pouvoir et le soin de faire une visite canonique des églises cathédrale et collégiales de son diocèse, ainsi que de toutes les personnes attachées aux chapitres. L'écrit que nous publions ci-dessous est un projet de lettre pour prier le pape de revenir sur sa décision[1].

1342-1352.

Rationes contra visitationem, quam papa Clemens VI facere intendebat, sunt iste, que sequuntur :

Si solum animarum salus attenditur, si, ut cleri mores difformes et discoli reformentur in melius et sui corrigantur excessus, optatur, procul dubio non est opus, presertim in nostris terminis nec apud nos, ut super hujusmodi reformationibus solito diligentius exequendis ordinariorum sollicitetur officium, vel amplior sive major episcopis demandetur auctoritas visitandi, nisi forsitan, ut levando in pecunia numerata procurationes et pastus seu caritativa pabula marsupia mi-

[1]) Dans le même registre 2049, fol. CLVII, à la suite des *Statuta synodalia nova*, du 22 novembre 1360, se trouve la note suivante, qui se rapporte à une difficulté analogue à celle qui est mentionnée ici : « Anno 1360 a sancta Sede Apostolica littere et processus emissi fuerunt, et late sunt in universos subditos per archiepiscopum Coloniensem et episcopum Leodiensem exequende contra difformitatem et inhonestatem status et morum cleri dictarum partium ; et ipse clerus, mallens seipsum corrigere, quam contra libertates suas corrigi et visitari suos et statum reformavit secundum tenorem et formam statuti super hoc editi, ut declaratur ad longum in magno libro, fol. 371. »

nistrorum visitationum hujusmodi repleantur. Canonicorum namque, capellanorum atque coralium, tam majoris quam col legiatarum Leodiensium ecclesiarum, hactenus per singulos singularum ecclesiarum ipsarum decanos et capitula communiter vel divisim, a tempore, de cujus contrario memoria non existit, corrigi consueverunt, et ita per eos solum, et in solidum quotienscunque necesse est, corriguntur. Quod nullus unquam Leodiensis episcopus in prefatis ecclesiis exercuit visitationis vel cujusvis correctionis officium, nec etiam ab eisdem procurationem aliquam habuit vel exegit, salvo si cognito per ipsum capitulum et comperto, persone cujusquam dictarum ecclesiarum excessum adeo gravem existere, quod ejus enormitas mereatur privationem beneficii sui vel penam aliam graviorem; hanc siquidem ad denuntiationem ejusdem capituli contra talem episcopus exequi consuevit. Similem etiam consuetudinem quasi communiter habent et servant singule collegiate ecclesie diocesis Leodiensis seculares, per se videlicet corrigendi personas omnes et singulas ad sua collegia pertinentes, similique gaudent cum collegiatis ecclesiis civitatis quantum ad hoc libertate, nisi quod in quibusdam ex ipsis ecclesiis Leodiensis episcopus aut specialiter vocatus ab eis, aut propter vehementem infamiam contra personam aliquam laborantem, quandocunque proprio suo motu visus est visitasse, quasdamque ibidem tunc correxisse personas. Residuum vero generaliter clerum totum, tam seculare quam etiam regulare, predictarum civitatis et diocesis, vel archidiaconi, vel prepositi, sive seculares vel regulares abbates et alii immediate prelati, singulis saltem annis et crebrius, si sit opus, singuli eorum singulos sibi subditos curant assidue tam studiose corrigere quam solerter. Quoad correctionem talium pleniorem, etiam si sequatur episcopalis visitatio, nichil aut modicum superaddit, nisi dumtaxat illud inconveniens manifestum, quod pro eodem excessu bis aliquis corrigatur, cum nec Deus bis judicet in idipsum. Quod quidem inconveniens forte signanter

attendit apostolica nuper episcopis, ut dicitur, facta commissio, videlicet quod a visitationibus faciendis ab eis exemptos excludit, non quod et ipsi tanquam homines labiles ad peccatum correctione quandoque sint digni, sed certe quasi sufficiat eos, si forte deliquerint, ab immediatis suis prelatis semel esse correctos. Nec aliqui, queso, mirentur de vel super consuetudine,quam, sicut premittitur, in hac parte pro se major et alie predicte ecclesie collegiate pretendunt. Nam hujusmodi consuetudo, prout Vestra reverenda Paternitas plene novit, non solum a jure scripto non discrepat, sed ab illo potius coloratur[1] expresse, satisque consonat equitati, ne scilicet ecclesie vel persone ecclesiastice nimirum ex diversarum ac plurium correctionum iteratione graventur; de qua etiam consuetudine bone memorie dominus Johannes quondam papa XXII[2], dudum plenius informatus, similem gratiam visitandi quam domino tunc episcopo Leodiensi concesserat, nolens consuetudinem ipsam in ecclesiarum ipsarum prejudicium et grave scandalum plurimorum infringere, retractavit, et aliam pro illa gratiam sibi fecit, prudenter attendens, quod ecclesiasticus ordo confunditur, si sua unicuique juridictio non servatur. Quem nimirum ordinem constaret a parte confundi, si decanis, capitulis aliisque prelatis superius memoratis juridictionem sibi per consuetudinem tractu tanti temporis acquisitam et habentem cujusdam exemptionis effectum, eis contingeret non servari. Sed neque timendum est, quod ob correctionis opportune defectum, quevis exempli mali pernicies vel erroris a clero nostrarum partium debeat in populum derivari, quin potius etiam communi judicio laycorum omnium, qui multas patrias lustrarunt et urbes, adeo clerus iste laudatur, ut dicant se nunquam in aliquo loco fuisse, ubi clerum viderint communiter tam in gestu quam habitu tam honestum, et qui

[1]) Ne faudrait-il pas lire *roboratur ?*
[2]) 1316-1334.

divinum officium devotius atque solempnius exequatur. Premissis possunt addi per industriam circumspectam alicujus et alie rationes, quibus dominus papa possit induci, ut a concepto proposito de visitationibus faciendis, saltem in nostris finibus, supersedere dignetur.

Fol. 176.

IX.

Lettre du clergé liégeois exposant au pape les inconvénients qui résultent des réservations de bénéfices[1].

Dans les deux lettres qui suivent, le clergé liégeois expose au pape les graves inconvénients qui résultaient des réservations de bénéfices, que la chancellerie pontificale avait commencé à pratiquer au diocèse de Liége. Il s'agit ici du pape Clément VI, puisque dans la première lettre on fait allusion à son nom de Clément ; « *A sanctissima Vestra Sanctitate, utpote a vestri realis nominis exorbitantes clementia.* » Ces lettres ont, sans doute, été rédigées vers 1350.

1350.

Pater beatissime[1].

Sicut nostre devotionis intentio, quam ab olim constat fuisse semper et esse quibusvis mandatis apostolicis obedire paratam, pavet hac vice verbo vel scripto quicquam edicere, quod vel leviter apostolicis possit auribus displicere, sic et illud ad presens omnino reticere veretur, unde siquidem infinita, nisi Deus et suus in terra vicarius oportune provideant, inconvenientia proventura timentur. Res namque

[1]) Ce document est intitulé : *Littera cleri Leodiensis ad papam super reservationibus beneficiorum cassandis et revocandis, quam fecit dominus Philippus Bruni, dudum decanus sancte Crucis Leodiensis.*

subjecta, tante multitudinis nedum cleri sed et populi nostrarum partium ac etiam vicinarum tam manifesta quam gravia tangit incommoda, quod ex hoc apud plerosque, qui consueverant usque nunc Sedem Apostolicam in omnibus revereri, jam aliqualiter contra illam, propter aliquos suos actus, murmura nascantur, incultique clamores insurgant. Quum enim, Pater sanctissime, dudum, et maxime circa vestre promotionis ad [Sedem] Apostolicam exordia, liberalitas vobis innata, quam plurimis litteratis viris et aliis benemeritis ac famosis quasi generaliter in omnibus et singulis ecclesiis tam civitatis et diocesis Leodiensis quam vicinis eisdem, de dignitatibus, personatibus aliisque beneficiis aut prebendis tunc ibi vacantibus, vel proxime vacaturis gratias concesserit speciales, Vestra deinde Benignitas, que libenter se petentibus exhibet liberalem, am-

[1]) Philippe Bruni était originaire de Florence, et peut-être n'était-il pas étranger à la famille du célèbre Léonard Bruni, surnommé l'Arétin, qui naquit à Arezzo en 1370. Il se distingua particulièrement dans l'étude du droit et de la rhétorique, et devint doyen du chapitre de Sainte-Croix, à Liége, le 13 juin 1314, à la mort de Jean Ursi. Il gouverna cette église pendant l'espace de cinquante ans, de manière à mériter par son zèle et ses travaux le titre de *Bon Doyen*. Il mourut le 17 septembre 1361. Voici son épitaphe :

Hujus hic ecclesie prudens opifexque decanus
Vivens eam festis, capsis, proventibus, aris,
Libris, veste, capis, fabrica, splendore, columpnis,
Ac multis aliis, divinum qualibus olim
Templum predoctus Salomon munivit, adornans,
Juris honor, laus rethorice, patientis asilum,
Sydus honestatis, fratrum concordia, nexus
Pacis, egenorum facies, hospesque benignus :
A re nomen habens equi Philippus amator,
Emoriens fabricam cunctorum fecit heredem;
Sancte verna crucis per eam conscendat in altum;
Bis D, C ter, LX obiens I conjuge luce
Lamberti media situs hic virtutis ad instar.

bitiosa quorumdam, ut creditur, importunitate devicta, singulas dignitates et alia beneficia supradicta, priusquam etiam illa vacaverint sive vacent in singulis prefatis ecclesiis, ut de regularibus taceamus, sue vel Sedis Apostolice dispositioni specialiter reservasse dicitur, et de illis ab inde vacantibus aliis providisse, qui quasi continue cum apostolicis super hoc sibi datis, si tamen veraciter apostolice dici possint, litteris accurrentes, priores, ut dictum est, obtinentes a Vestra Clementia gratias speciales in assequendis beneficiis, que sibi deberi putabant, non solum impediunt et excludunt, sed, quod plus est, nonnullos ex eis a beneficiis et prebendis, dyu sibi predictarum specialium gratiarum virtute collatis et jam annis pluribus, septem[1] videlicet plus vel minus bona fide possessis ab eis, et ad quorum titulum quidam ex eis se fecerant ad sacros [ordines] promoveri, pretextu reservationum hujusmodi, per processus, quos ostendunt, ejiciunt; aut coguntur hujusmodi possessores ad appellationis convolare remedium, litesque sumptuosas et longas inire; sicque fit, et certe nec mirum, quod obtinentes, ut diximus, priores gratias speciales, in quarum prosequutione multis gravati jam erant laboribus et expensis, et quarum etiam gratiarum jam obtentu se beneficiandos in brevi sperantes, quamplures ex eis suis fratribus aut propinquis jam cesserant de bonis patrimonialibus proprias partes suas, nunc evidentius attendentes, quod hujusmodi reservationes inopinate non cessant, sed assidue dilatantur, in tantum, ut hodie vix aliquis in beneficio suo, quod etiam tempore quantocunque possedit, se putet esse securum, nisi sibi per Sedem Apostolicam confirmetur, jam viri simplicis et recti Jobi patientiam imitando non dicant : *Dominus dedit, Dominus abstulit, sit nomen Domini benedictum,* sed potius nedum ipsi se querulose clamitent promotionis omnimode esse frustratos, verum etiam nonnulli de vulgo, quos amicitie private ratione vel sanguinis

[1]) Il semble donc que cette lettre a été écrite vers 1350.

specialiter tangit in hac parte negotium, prorumpant et dicant, quod apostolice gratie, que super obtinendis beneficiis modernis temporibus conceduntur, et etiam quas dicunt esse mansuras, pertusi quodammodo sacculi instar habent, de quo, quando aliunde mittitur, exit, ut ait beatus Gregorius, aliunde. Premissa, Pater sanctissime, nos certe non scribimus, quin sciamus ad hujusmodi reservationes pro libitu faciendas apostolicam potestatem extendi secundum canonicam veritatem, sed quid secundum communem utilitatem expediat, desideranter optamus attendi. Reservationes namque predicte, tam passim atque generaliter nunc ab Apostolica Sede, sicut premissum est, emanantes, que transactis retro temporibus ubique fuerunt, et adhuc alibi quam in nostris finibus esse dicuntur magis insolite, sed nec vise, eo quidem ad presens apud nos minus esse noscuntur acceptabiles sive grate, maxime quoad multitudinem copiosam, cui multipharie multisque modis adeo prejudiciales existunt, ut sit valde timendum, si non cito remedium apponatur, ne multis inobedientie causa prestetur, quos hucusque continue constat Ecclesie Romane fuisse devotos. Quamobrem, Pater beatissime, cujus quidem circumspecta prudentia brevi verbo comprehendere multa novit, memoratas reservationes, in quantum effectum precedentium specialium gratiarum enervant, sic simpliciter et omnino revocare dignemini, quod non solum prefatas speciales gratias obtinentes earum effectum deinceps libere se posse gaudere letentur, sed et omnium communiter, tam cleri quam populi, nostrarum partium ad Romanam Ecclesiam hucusque continuata devotio per hoc ad illam amplius accendatur. Suspensiones enim ad tempus presertim ambiguum dictarum reservationum, que facte fuisse quandoque dicuntur, dederunt hucusque modo praedictis expectantibus provisiones sibi debitas potius materiam litigandi quam pacis. Vestram ad ultimum Beatitudinem ita semper Deus dirigat in agendis,

quod universalis Ecclesia, cui divina providentia presidetis, sub regimine vestro se gaudeat assidue permanere tranquillam.

Folio 175.

X.

Lettre du clergé liégeois touchant le même objet.

1350.

Cum dudum civitatis Jherusalem futura mala previdens, lacrymarum rivos super illa profuderit compatiens totius fons pietatis Jesus Christus, in dubium, Pater sanctissime, minime revocamus modernis vos, disponente divina gratia temporibus in terris Christi vicarium et caput nostrum, vestris membris, nunquam a Vestre Sanctitatis capite per hereses aut scismata divisis, sed per vere semper obedientie vinculum unitis eidem, egre multum nunc patientibus compassurum, si quos jam graviter perpetimur, ac in futurum, nisi Vestre clementia Benignitatis celeriter occurrerit, gravius perpeti formidamus, Vestre nostri dolores innotuerint Pietati, quos siquidem communi nostrorum civium populique totius Leodiensis districtus preveniente consensu pariter et assensu, Sanctitati Vestre primum aperire dignum duximus et salubre, ut, eisdem in lucem Vestre Majestatis deductis, nobis ad vestre clementie januam pro remedio nostris predictis doloribus adhibendo lamentabiliter pulsantibus, vestris commotis ad pietatem visceribus, exauditionis aditus prebeatur. Sane, licet nostrorum predictorum civium et compatriotarum quampluribus filiis ac nepotibus, scientiarum floribus et fructibus redimitis virtutum, Vestre Sanctitatis clementia super obtinendis ecclesiasticis beneficiis, tam ex solite sue dono liberalitatis quam eorumdem intuitu meritorum, gratiam fecerit, illorum nonnullis hujusmodi virtute gratie beneficia magnis expensarum ac continuis corporalium laborum oneribus assecutis, nonnullis vero sub beneficiorum adhuc expectatione remanentibus, longo quamvis a data sue gratie tractu temporis subsecuto, plerique

[1]) Ce document eet intitulé : *Notula super eadem materia super reservationibus revocandis, quam non fecit decanus sancte Crucis.*

nichilominus adverse nimiumque, prout veremur, importuni, quos nec ullus virtutum decor aut honestas morum aliqualis ornant, nullus litterarum titulus, sicut a fide dignis peritisque didicimus, nobilitatis aut generis splendor, sub quodam reservationum velamine, quas a sanctissima Vestra Sanctitate, utpote a vestri realis nominis exorbitantes clementia, maxime cum beneficium principis clementis potissime mansurum et ratum esse debeat, emanare non credimus, in beneficiis eadem canonice possidentium ac dyutinis possessa temporum intervallis, novo ac miro procedendi modo, quod alias invisum et inauditum est, in plurimum intollerabile prejudicium intrudi se procurant; adeo quod ex vicino jam ardenti pariete, ceteris expectantibus prehabita spes adimitur, et in ipsis pari timetur verisimiliter incendium generale. Ex premissis igitur, sanctissime Pater, insolitis novitatibus varios discriminum morbos ad manum subrepere continue pensantes ac in intimis sollicite curioseque revolventes insultus, videlicet rapinas, cedes ac inobedientiam, ecclesiasticique status, multorum in desperationis impetus laxatis frenis, omnimodam subvertionem, et quod, proh dolor! deterius est, ut de singulis reliquis taceamus, animarum periculum, humani generis inimici nocivas semper et que divortium inter caput et membra pariant, seminantis zisanias, latenti malitia procurante, ad Vestre Beatitudinis providentiam, que sola nobis in tantis periculis unicum dumtaxat refugium existit, recurrentes, quanto vires nostre suppetunt desiderio nostrorum singulorum corporis et cordis flexis genibus imploramus, quatenus vestre prime gratie, possidentibus et expectantibus prefatis valiture, cessantibus quibusvis intrusionibus, rate permaneant in effectum, ne nobis etiam invitis et renitentibus extingant[1], quod absit et avertat Vestre Sanctitatis prudentia, tam expressa superius quam suppressa. Quin ymo potius capite membris per compationem,

[1]) Il faut, sans doute, lire *contingant* au lieu de *extingant*.

membris vestro capite per obedientiam in unitatem mystici corporis ac dilectionis mutue soliditatem compaginatis, pacatis omnino procellis instantibus, militantis Ecclesie navicula, cujus remum Vestra Sanctitas propriis moderatur manibus, sinistra naufragari pretermissa, feliciter ad honorem triumphantis in dextram portus salutiferi solito vestro beato regimine dirigatur.

Folio 175 v°.

XI.

Lettres écrites au pape et à des cardinaux pour demander la confirmation de Gérard d'Awans comme abbé de Saint-Jacques, à Liége.

Jean Pullus, abbé de Saint-Jacques, à Liége, mourut le 20 avril 1351. Les religieux s'empressèrent de le remplacer et élurent Gérard d'Awans ou de Streel. L'évêque de Liége, Engelbert de la Marck, confirma cette élection. Après l'installation du nouvel abbé, le bruit se répandit que le pape s'était réservé cette nomination abbatiale. De là grand émoi dans le monastère, et même dans la cité de Liége. L'évêque, les chapitres de la cathédrale et des églises collégiales de Liége écrivirent au pape pour obtenir la ratification de l'élection; l'abbé Gérard et ses religieux, le mayeur, les échevins et les maîtres-jurés de la cité se mirent de la partie; enfin le chapitre de Saint-Lambert et les religieux de Saint-Jacques s'adressèrent à des cardinaux pour leur recommander cette affaire. Ce sont ces lettres que nous publions.

A.

L'évêque de Liége Engelbert de la Marck, le chapitre de l'église cathédrale et les chapitres des églises collégiales demandent au pape de vouloir confirmer l'élection de Gérard d'Awans comme abbé de Saint-Jacques, à Liége.

1351.

Quemadmodum, Pater beatissime, circumspecta vestra prudentia plene novit, casuum transactorum eventus presentibus et futuris opportunam aliquam suadent adhiberi cautelam. Cum igitur in monasterio sancti Jacobi Leodiensis, ordinis sancti Benedicti, quod olim fuisse recolitur multipharie dissolutum, tandem post reformationem ipsius cujusdam valentis abbatis, de dicto cenobio tunc assumpti, studio vigilantī multisque laboribus procuratam, sic ab inde continue, tempore scilicet plurimorum abbatum, qui eidem monasterio prefuerunt, hucusque, gratia suffragante divina, viguit observantia regularis ad unguem; qua, religionis ibidem assidue fervore crescente, dictique loci monachis, qui juvenes ut plurimum nullis videlicet adhuc imbuti maliciis, sed innocentes et puri monasterium ipsum ingressi sunt, de virtute simpliciter ambulantibus in virtutem, jam persone dicti monasterii censeantur effecte quedam norma precipua monastice discipline, sintque tam in civitate Leodiensi quam in patria nostra tota ceteris aliis religiosis ac merito speculum et exemplar, Clementia Vestra dignetur congrua consideratione prospicere, ne cujusvis necessitatis occasio, prout habetur in canone, desides eos faciat, aut, quod absit! in eis robur sancte conversationis infringat, quod idcirco scripserimus; nam cum, abbatia dicti monasterii de novo vacante, prior totusque conventus ejusdem verisimiliter metuentes, ne, si diu patre spirituali carerent, religio consueta tepesceret dictique monasterii facultates et redditus, quos respectu supportandorum onerum diversorum esse constat plurimum tenues et exiles, leviter deperirent, ad electionem

novi processerunt abbatis, ipsum de propria congregatione concorditer juxta jussa canonum assumentes, dicti videlicet loci priorem[1], virum utique multipliciter comprobatum in ordine ac longis retro temporibus in ipso loco laudabiliter conversatum. Cujusmodi electionem etiam procurarunt auctoritate ordinaria confirmari, ipsumque confirmatum in corporalem ejusdem abbatie possessionem induci, omnibus rite actis. Verum, quia post omnia supradicta quorumdam susurratio supervenit, predictam scilicet abbatiam alias dispositioni fuisse apostolice reservatam, de quo certe non solummodo personarum prelibati conventus, verum etiam tam in clero quam in populo communiter omnium sunt corda turbata, timentium, si, quod absit! regimen dicti monasterii forsan ad manus extraneas perveniret, ne, humani generis inimico suadente, monasterium ipsum de levi redire contingeret ad statum dissolutionis antique. Quod, o Pater sanctissime, misericorditer precaventes, premissam electionem et quicdquid ex ea secutum est, solita Vestra Benignitas, reservatione qualibet non obstante, misericorditer confirmare dignetur, ut quos constat in observatione monastice discipline pre ceteris religiosis nostrarum partium potiores, Apostolice Sedis gratiam impendi sibi pre aliis gaudeant ampliorem. Vestram autem sanctissimam Pietatem Christus conservare dignetur longeve felicem et in suo beneplacito semper dirigat actus vestros. Datum, etc.

Engelbertus, episcopus, ac majores necnon septem aliarum collegiatarum Leodiensium ecclesiarum decani et capitula, Vestre Sanctitatis humiles oratores, sub appositione sigillorum nostrorum, videlicet episcopi, ac majoris necnon ecclesie sancti Petri, quo utuntur alie secundarie Leodienses ecclesie communiter ista vice.

Folio 174.

[1]) Le nom du nouvel abbé nous est fourni par la lettre suivante. Il s'agit de Gérard d'Awans (Voyez les *Annales sancti Jacobi Leodiensis*, Liége, Grandmont-Donders, 1874, p. 28) ou de Streel (Daris, *Notices sur les églises du diocèse de Liége*, VI, p. 211).

B.

Lettre de l'abbé et des religieux de Saint-Jacques au cardinal Guillaume de Monte Olivo[1].

Pater reverendissime. Quamvis apud vos privata seu familiaris notitia nobis desit, quia tamen, sicut omnium communiter habet assertio, zelus vester ad illa libenter intendit, que sapiunt pietatem, quamdam ad vos hac vice recurrendi fiduciam parat in nobis, quod tam in religione quam ordine convenientes, dudum pro modulo nostro vobiscum communem patrem spiritualem habemus, beatum videlicet Benedictum, dictorum religionis et ordinis primarium fundatorem. Quamobrem Vestre reverende Paternitati devotissime supplicamus, quatenus negotium, quod non mediocriter nostrum et nostri monasterii tangat statum, prout ab exhibitore presentium et ex copiis litterarum, quas de hoc tam dominus Leodiensis episcopus ejusque capitulum quam clerus residuus fere totus, ac Leodiensis communitas civitatis, domino nostro pape transmittunt, poteritis latius informari, dignemini tanto cordialius promovendum assumere, quanto verius ab eodem tam nostra quam dicti nostri consilii salus tota dinoscitur dependere, prout etiam poterit manifeste perpendere Vestra circumspecta Paternitas reverenda; quam Jesus Christus conservare dignetur longeve felicem. Datum, etc.

Humiles vestri filioli Gerardus, dictus abbas[1], totusque conventus monasterii sancti Jacobi Leodiensis, ordinis sancti Benedicti.

Folio 174.

[1]) Ce document est intitulé : *Notula littere mittende ex parte conventus ad Guillelmum de Monte Olivo titulo sancti Stephani in Celio Monte presbiterum cardinalem.*

[2]) Gérard d'Awans resta abbé de Saint-Jacques et mourut en 1361.

C.

Lettre du mayeur, des échevins et des maîtres-jurés de la cité de Liége touchant le même objet.

Pater beatissime,

Sentientes ad maximam civitatis Leodiensis gloriam, honorem et commodum, tam hactenus cessisse, quam adhuc cedere manifeste, quod in monasterio sancti Jacobi Leodiensis, ordinis sancti Benedicti, pre ceteris aliis monasteriis ejusdem ordinis dicte civitatis et partium vicinarum ejusdem, nedum observatur exacte religio, verum etiam de bonis ipsius monasterii, quamvis satis exiguis, plurimorum utriusque sexus nostrorum concivium inopie subvenitur, valde dolemus et merito si, quod absit ! pretextu cujusvis reservationis abbatie dicti cenobii, quam vacare contingit hiis diebus, facte, prout ab aliquibus murmuratur, per Apostolicam Sedem, conditionis ac status monasterii prelibati sicut inopinatam, ignaram aliquam ibi contingeret fieri novitatem ; que siquidem vel minuende religionis aut etiam eleemosine solite subtrahende quomodolibet causam daret. Ex hoc enim preter divinam offensam, quam auctores hujusmodi novitatis incurrerent, intolerabile tam in clero quam in populo scandalum nasceretur, quemadmodum de levi presumere circumspecta Prudentia Vestra poterit. Quamobrem, ut premissis inconvenientibus occurrant, humilime supplicamus, quatenus, quod circa novi creationem abbatis pro pace et quiete dicti monasterii factum est concorditer per conventum ejusdem, confirmare dignemini tam liberaliter quam instanter, reservatione qualibet non obstante, ne, protracto diu negocio, monasterium ipsum insolitis occasione reservationis hujusmodi gravetur expensis, et provide pauperibus elargiri non valeat elemosinas consuetas. Jesus Christus, cujus geritis, providentia disponente divina, vices in terris, post hujus vite longeve curricula, collocet vos in celis.

Villicus, scabini, magistri jurati totaque communitas civitatis Leodiensis, servuli Beatitudinis Vestre tam humiles quam devoti.

Folio 174 v°.

D.

Lettre adressée au pape pour le même objet par l'abbé Gérard et les religieux de l'abbaye de Saint-Jacques.

Quia scimus, Pater sanctissime, vestram cotidianam instantiam commodis libenter intendere subjectorum ac voluntarios pro illorum amplecti quiete labores, ad illam hac vice decrevimus tam humiliter quam fidenter in arcte necessitatis articulo recurrendum. Siquidem hiis diebus abbatia monasterii nostri vacante, nos eam dispositioni apostolice quomodolibet reservatam probabiliter ignorantes, adhuc de hoc certitudinem aliquam non habemus, ac etiam attendentes ex hujusmodi vacatione diuturna tam monasterio nostro quam nobis in cura spiritualium posse non modicum imminere periculum, et nihilominus in nostrorum administratione bonorum temporalium notabile sustinere jacturam, utpote que, pensatis cotidianis expensis, nedum pro nostro procurando conventu, sed et pro recipiendis juxta morem hospitibus, elemosinis communibus pauperibus largiendis ad portam, ac aliis diversis omnibus oportunis videlicet, certe multum exigua deperirent, si superintendentem sollicitum non haberent, de proborum et precipue jurisperitorum consilio procedendum duximus ad novi subrogationem abbatis, ac juxta canonicas sanctiones, formaque servata canonica, personam de nostra congregatione concorditer elegimus tam ydoneam quam probatam, utpote que jam annis triginta et octo vel circiter transactis regularem[1] expresse professa dinoscitur in nostro monasterio tam laudabiliter conversata, quam prioratus ibidem jam gessit officium

[1]) Suppléez : *vitam*.

multis annis; cujusmodi etiam electionem per Leodiense capitulum, ut moris est, approbatam procuravimus a domino Leodiensi episcopo confirmari, et ejus auctoritate personam ipsam in ejusdem abbatie corporalem possessionem induci, omnibus rite actis, circumspecta dumtaxat reservatione predicta, prout in litteris super electionis celebrate processu confectis ac aliis exinde secutis latius continetur. Quamobrem humillime supplicamus, quatenus nostram electionem hujusmodi non siquidem, novit Deus, ex contemptu presumptam, sed pro tam nostro quam monasterii nostri statu pacifico et quieto simpliciter et sinceris animis actitatam, et quidquid exinde secutum est, reservatione qualibet non obstante, eo favorabilius dignemini confirmare, quo plus favoris apud Vestram Beatitudinem reperire speramus, ex eo quod eadem quippe religio et ab eodem patre spirituali statuta, que siquidem in Dei servitio nostrum adhuc cotidianum laborem exercet, vos in illa jam dudum exercitatos plenius et fundatos, tandem ad pontificii summi gradum, gratia cooperante divina, provexit. Orat ad ultimum nostra devotio qualem nobis Deus inspirat, ut ipse Vestram Sanctitatem in suis beneplacitis exequendis conservare longeve dignetur. Datum, etc.

Sanctitatis Vestre servuli tam devoti quam humiles, abbas et conventus monasterii sancti Jacobi Leodiensis, ordinis sancti Benedicti.

Folio 174 v°.

E.

Lettre adressée pour le même objet à un cardinal par le chapitre de Saint-Lambert.

... suique capituli[1].

Pater reverendissime. Monasterii sancti Jacobi Leodiensis,

[1]) Une ligne entière a été rognée par la faute du relieur; les mots « *suique capituli* » combinés avec le contexte de la lettre, nous apprennent que celle-ci a écrite par le doyen et le chapitre de Saint-Lambert.

ordinis sancti Benedicti, negotium, super quo tam nos quam clerus Leodiensis residuus fere totus, ac etiam tota communitas civitatis Leodiensis scribimus domino nostro pape et de quo tam ab exhibitore presentium viva voce quam ex predictarum copiis litterarum plene poteritis informari, reverende Paternitati Vestre recommendamus ex corde, devotissime supplicantes, quatenus, motivis singulis, que in premissarum litterarum copiis verissime continentur, attentis, negotium ipsum tanto studiosius assumere dignemini promovendum, quanto certe verius ab eodem tam dicti monasterii quam totius congregationis ejusdem pax et quies dependere noscuntur, prout etiam poterit manifeste perpendere Vestra circumspecta Paternitas reverenda, quam Jhesus Christus conservare dignetur longeve felicem. Datum, etc.

Folio 175.

XII.

Lettre adressée au pape par un pèlerin liégeois[1].

Un Liégeois, se rendant en pèlerinage, à Rome, aux tombeaux des saints apôtres, peut-être à l'occasion du grand jubilé de 1350, passa par Avignon, et fut reçu en audience par le pape. Celui-ci se recommanda à ses prières. Le pèlerin, de retour à Avignon, ne put avoir accès auprès du pape, et voulant retourner au plus tôt dans sa patrie, il écrivit au pape la lettre suivante :

Pater beatissime. Dum alias versus Romam peregre profecturus, ad Sanctitatis Vestre presentiam de speciali gratia introissem, ut scilicet ad itineris exequendi solatium apostolica[2] peregrinationis mee baculum confortaret, michi, licet ad hoc

[1]) Ce document est intitulé : *Notula supradicta est excusationis apud Summum Pontificem.*

[2]) Suppléez : *Benignitas.*

minus ydoneo, puta cujus merita culmen Vestre Sanctitatis longe precellit, familiariter injunxistis, ut Rome pro vobis orarem, et quamvis hoc non solum ibidem, conscientia mea teste, fideliter ac pro mee devotionis modulo diligenter impleverim, quando videlicet ecclesias atque loca sanctorum singulis diebus totius quadragesime visitabam, sed etiam ubicunque tenear et proponam orare pro vobis, sive cum ad hoc servus inutilis et indignus, juxta illud Luce : „ Cum feceritis omnia, que precepta sunt, dicite : Servi inutiles sumus ; fecimus quod debuimus, „ rediens de dicta peregrinatione per curiam, etsi diebus plurimis traxerim ibi moram, ut iterum ad vos possem habere accessum, ob magna tamen et ardua negotia, que vos tunc temporis occupabant, hominem invenire nequivi, qui vobis hoc diceret aut me mitteret in piscinam. Propter quod ex longo nimirum itinere corpore debilitatus et bursa, presertim guerris patrie Leodiensis auditis, curiam romanam exivi, non valens in illa pro tunc amplius remanere. Quod enim senescit prope interitum est, secundum apostolum ad Ebreos. Hec idcirco, Pater sanctissime, scribo vobis, ne forsan ex eo, quod personam vestram in reditu meo non vidi, cujusvis ingratitudinis aut negligentie notam incurrerim, sed potius apud Vestram Beatitudinem habear excusatus ; quam longeve conservet incolumem, cujus vices in terris geritis, Jhesus Cristus. Datum, etc.

Ex parte vestri humilis oratoris.

Folio 175.

XIII.

Le chapitre de Saint-Lambert demande au pape pour l'un de ses membres, le chanoine Ferry de Bar, une dignité ou un office ecclésiastique quelconque dans le diocèse de Liége[1].

1341-1363.

Pater sanctissime.

Dum venerabilis viri domini Ferrici de Barro[2], nostri concanonici, recolende memorie domini Theobaldi de Barro, quondam Leodiensis episcopi, nepotis, genus attendimus, dumque non minus ejusdem Ferrici morum honestatem et vite pensamus, tanto nimirum cordialius ejus promotionem presertim apud nostram ecclesiam affectamus, quanto verius pro sua generosa progenie suorumque potentia propinquorum eidem ecclesie Leodiensi promotionem eamdem ad presens magis accomodam sentiremus, utpote quam a multis retro temporibus canonicorum nobilium veneranda presentia constat multipliciter destitutam. Quamobrem Vestre Sanctitati supplicamus, quanto valemus humilius et ex corde, quatenus, premissis paterna consideratione pensatis, eidem Ferrico de dignitate, personatu vel officio, etiamsi curam habeat animarum, in ecclesia, civitate vel dyocesi Leodiensi, facere dignemini gratiam specialem cum acceptatione, inhibitione et decreto consuetis, necnon aliis clausulis non obstantibus opportunis, juxta formam, que super hoc porrigetur pro parte dicti Ferrici Vestre sanctissime Pietati, quam conservari dyutius incolumem et felicem omnimodis votis nostris optamus. Datum, etc.

Folio 178.

[1]) Ce document est intitulé : *Notula supplicationis capituli Leodiensis pro Ferrico de Barro.*

[2]) Ferry de Bar était déjà chanoine résident de Saint-Lambert en 1341. Il vivait encore en 1364.

XIV.

Le chapitre de Saint-Lambert recommande au pape Raynald de Barbenchon, candidat du roi de France pour l'évêché de Liége, pour le cas où Engelbert de la Marck serait transféré du siége épiscopal de Liége à celui de Cologne[1].

Vers 1364.

Pater sanctissime. Quamvis in casu, quo per translationem reverendi patris domini Enghelberti, Leodiensis episcopi, ad Coloniensem ecclesiam nunc vacantem, Leodiensem ecclesiam pastore contingeret indigere, personam venerabilis viri Ferrici de Barro, nostri concanonici, quem generis certe nobilitas, morum honestas et vite reddunt merito laude dignum, vestre clementie per nostras litteras multipliciter recommendandam duxerimus hiis diebus, quia tamen postmodum, intellecto, quod excellentissimus princeps dominus Philippus, Dei gratia Francorum [rex] illustris, pro translatione predicti domini Leodiensis episcopi Vestram Beatitudinem per litteras suas et nuntios cordialiter interpellans, instat nichilominus consequenter, quod venerabilis vir magister Raynaldus de Barbenchons, noster simili modo concanonicus, in pastorem Leodiensis ecclesie subrogetur, cupimus ut sciatis, quod, attento cumulo multiplicium gratiarum, quibus magister Raynaldus pollere dinoscitur, utpote quem non solum mores et natio generosa vere nobilitatis, sed et obtenta jamdudum in utroque jure licentia, justicie zelus et plurium aliorum suffragia meritorum exornant, intentio nostra nullatenus discrepat a regia, sed sedet plurimum votis nostris, si translatione premissa forsan habente processum, personam hujusmodi virtutibus preditam tot et tantis, apostolica providentia circumspecta nobis et ecclesie

[1]) Ce document est intitulé : *Notula superioris decani et capituli Leodiensis, ut, si episcopus transferatur ad Coloniensem, Raynaldus de Barbenchons, etc.*

nostre preficeret in pastorem. Oramus autem, ut Deus tam in hac parte quam in suo beneplacito semper dirigat actus vestros ad universalis Ecclesie tranquillitatem et pacem, amen. Datum, etc.

Folio 186.

XV.

Le chapitre de Saint-Jean, à Liége, demande au chapitre de Saint-Jean de Latran des reliques de saint Jean l'Évangéliste et de saint Jean Baptiste[1].

Venerabilibus viris dominis archipresbitero vel ejus vicario, totique capitulo basilice Salvatoris seu sancti Johannis Lateranensis, vicedecanus et capitulum ecclesie sancti Johannis Leodiensis quidquid possunt reverentie et honoris. Diversorum universitas populorum, longe lateque diffuse per orbem quantumlibet unione fidei christiane conjuncta, mutuo sibi percipiet spiritualium meritorum effectum, illos tamen obnixius ad participationem hujusmodi vinculum caritatis astringit, quos ejusdem spiritualis patroni vocabulum peculiari quadam societate connectit. Attendentes itaque, quod, quamvis ecclesia nostra predicta olim divino nomini, specialiter ad honorem beatorum nedum Johannis Evangeliste verum etiam et Baptiste dicata, non mediocriter inter alias collegiatas ecclesias Leodienses celebris habeatur, ex quo tamen indicem dextre manus gloriosi Baptiste, quo sanctum Agnum Dei presentialiter demonstravit, jamdudum aliquorum nostrorum majorum industria tam temeraria quam dolosa subtraxit, nulle nobis de ipso, nec de Evangelista similiter reliquie notabiles remanse-

[1]) Ce document est intitulé : *Copia littere misse archipresbitero et capitulo sancti Johannis Lateranensis in urbe ex parte vicedecani et capituli sancti Johannis Leodiensis.*

[1]) Pour fixer la date de cette lettre il faudrait savoir en quelle année Henri de Tirlemont fut chapelain de la collégiale de Saint-Jean.

runt. Quamobrem fidenter ad vestre recurrimus latitudinem caritatis, humiliter supplicantes, quatenus reliquiarum, quas de memoratis patronis apud vestram venerabilem basilicam prelibatam copiose reconditas arbitramur, nobis dignemini portiones aliquas inpartiri, easque nostre devotioni per virum providum et discretum dominum Henricum de Thenismonte, presbiterum, ecclesie nostre predicte perpetuum capellanum, exhibitorem presentium, sub litterarum vestrarum testimonio fide digno, tanto liberius destinare, quanto verius, ipsas, ut dignum est, suscipere votive curabimus et studiose venerari susceptas, ut sic Deus, in sua majestate mirabilis, in sanctis suis predicetur ubilibet gloriosus, nostrisque desideriis in hac parte favorabiliter satisfiat.

XVI.

Le chapitre de Sainte-Croix demande au pape certaines faveurs, afin de se procurer les ressources nécessaires pour l'achèvement de l'église[1].

Significant Sanctitati Vestre devotissimi fideles servi et oratores vestri, decanus et capitulum ecclesie sancte Crucis Leodiensis, quod predicta ecclesia, que construitur opere sumptuoso, propter defectum expensarum, quas opus predictum requirit, et ad quas plenarie supportandas eorum non suppetunt facultates, remansit jamdyu et adhuc remaneat imperfecta, nec perfici posse speratur in brevi sine Apostolice presidio Sanctitatis. Quare humiliter supplicant, quatenus ob reverentiam sancte Crucis, in qua salus nostra pependit, erga dictam vestram ecclesiam oculos munificentie convertentes, omnes fructus, redditus et proventus secundi anni prebendarum, quas in dicta ecclesia ubicunque vacare contigerit, ad

[1]) Ce document est intitulé : *Notula super supplicationibus fiendis ad papam pro fabrica sancte Crucis.*

fabricam dicte ecclesie in perpetuum vel usque ad perfectionem operis inchoati, sicut Sanctitas Vestra dignum duxerit, juxta moderamen vestre constitutionis super hoc edite, dignemini apostolica auctoritate deputare, non obstante, quod fructus, redditus et proventus primi anni prebendarum hujusmodi canonico defuncto cedere consueverint ab antiquo, et adhuc de consuetudine, salvo tamen vestro moderamine, cedant eidem, cum aliis non obstantibus et clausulis opportunis.

Item supplicant, quatenus ad hoc, ut opus predictum celerius vestre cooperationis auxilio valeat consummari, omnibus vere penitentibus et confessis, qui eidem operi de bonis eorum manus porrexerint adjutrices, aliquas indulgentias toties concedere dignemini, prout Sanctitas Vestra dignum et congruum reputabit.

Item supplicant, quatenus, cum ipsi super bonis, juribus et redditibus ejusdem ecclesie a nonnullis illarum partium quasi continue multiplices recipiant molestias et jacturas, dignemini eis conservatorias in favorabili forma concedere sine limitatione temporis alicujus.

Item supplicant, quod transeant sine alia lectione.

Folio 178 vº.

XVII.

Dans un document intitulé : *Notula supplicationis capituli sancti Johannis Evangeliste ad papam pro domino Johanne Ardennoso, de Bastonia,* le chapitre de Saint-Jean-l'Évangéliste, à Liége demande au pape de vouloir conférer une prébende de leur église à Jean Ardennosus, de Bastonia, prêtre et chapelain : *Cum sit ei pre ceteris collegii nostri personis, experientia longa docente, plena notitia totius temporalitatis ad nos et nostram ecclesiam pertinentis.*

XVIII.

Supplique adressée au pape par l'évêque de Liège en faveur de Lambert Reneri et de Paul de Birbhet[1].

Urgent grata servicia prolixique labores, quibus in Christo mihi dilecti Lambertus de Stabulis, presbyter, et Paulus de Birbhet, clericus, a longo jam tempore meis obsequiis insistentes pro se suisque non modica reddiderunt provisione se dignos, ut, quod possibilitas mea non obtinet, a Pietatis Vestre clementia devotius postuletur. Quamobrem Vestre humiliter supplico Sanctitati, quatenus Paulo predicto de aliquo beneficio ecclesiastico seculari, Lamberto vero Reneri, nepoti videlicet prefati Lamberti, presbiteri, de monachatu monasterii Stabulensis, ordinis sancti Benedicti, Leodiensis diocesis, pro quo jam semel et iterum abbati et conventui dicti loci preces et mandata miserat, nondum tamen habuerunt effectum, speciales gracias faciendo, petitiones super hiis porrigendas eidem Vestra Sanctitas misericorditer exaudire solita pietate dignetur.

Folio 178 v°.

XIX.

Suppliques adressées au pape par Thierry, seigneur de Seraing.

Supplicat Sanctitati Vestre suus devotus orator Theodericus, dominus de Seraing, baro, Leodiensis diocesis, quatenus sibi, quod tempore interdicti, cui siquidem nullam omnino causam dederit, ipse miles in capellania, quam dudum in honorem sancti Georgii, martiris, et beati Nicholai, episcopi et confessoris, consecrata infra proprium suum castrum de Serayn fundasse dinoscitur ac dotasse, non obstante hujusmodi inter-

[1]) Ce document est intitulé : *Notula supplicationis domini episcopi ad papam pro domino Lamberto de Stabulis et Paulo, suo clerico.*

[1]) Ce document est intitulé : *Notula supplicationum ad papam pro domino Theoderico de Serangnio, milite.*

dicto, absque tamen alia violatione quavis ejusdem, audire divina, necnon salvo [jure] matris ecclesie, recipere, si necesse fuerit, Ecclesie sacramenta, de gratia speciali dignemini misericorditer indulgere, qualibet constitutione non obstante, cum aliis non obstantibus et clausulis in oppositum.

Le même seigneur prie le pape de conférer une prébende à son parent et chapelain particulier (*secretarii, capellani*) Gilles de Ora, nonobstant que le dit Gilles possède déjà un canonicat à Sainte-Croix, qu'il soit investi de l'église paroissiale de Rodus[1] dans le concile ou doyenné de Gedinne, et qu'il soit le doyen rural de ce concile. Il est prêt à renoncer à cette cure et à cette dignité *eventu, quo de dignitate, personatu aut alio beneficio vel officio cum cura contigerit pretextu hujusmodi gratie provideri.*

Folio 179.

XX.

Dans un document intitulé : *Notula supplicationis capituli Hoyensis ad papam pro Jacobo, nato Jacobi de Leodio, oppidani Hoyensis*, le chapitre de Notre-Dame, à Huy, prie le pape Clément[2] de vouloir conférer un canonicat de leur église à Jacques, fils cadet de Jacques de Liége, bourgeois de Huy, dont ils connaissent d'autant mieux les qualités, qu'il a fréquenté leurs écoles depuis son enfance : *utpote quem frequentantem ecclesie nostre scolas a sua quasi pueritia*; son père, *diversis temporibus dicti oppidi Hoiensis magister existens et rector nobis et ecclesie nostre predicte curavit tam liberaliter quam utiliter multoties complacere.*

Folio 179.

[1]) *Rodus* ou *Roducum*, aujourd'hui Redu, était, d'après le pouillé de 1558, une paroisse du concile ou doyenné de Graide, dans l'archidiaconé de Famenne. Notre texte porte : *In concilio de Gedines.*

[2]) Clément V (1305-1314).

Dans un autre document intitulé : *Alia notula pro eodem,* le chapitre de Notre-Dame à Huy réitère au pape Jean[1] la demande faite auparavant en faveur de Jacques, fils de Jacques de Liége, bourgeois de Huy.

Folio 179 v°.

XXI.

Dans un document intitulé : *Notula ex parte comitis pro filiis subvillici Leodiensis,* on lit : « Quanto majores et plures gratias a vestre plenitudine largitatis hactenus mea devotio sibi sentit impensas, tanto certe timidius pro novis graciis obtinendis ad Beatitudinis Vestre sinum iterato recurrerem, nisi scirem, quod fons apostolice pietatis cum exhauriri non possit, se tam liberaliter quam libenter petentibus exhibere non desinit in graciis affluentem. Quamobrem et cetera. » (*Le reste manque*).

Folio 179 v°.

XXII.

Dans un document intitulé : *Notula super supplicatione capituli sancti Bartholomei Leodiensis pro domino Lamberto de Awans ad papam,* le doyen et le chapitre de Saint-Barthélemi demandent au pape de conférer un canonicat de leur église à Lambert d'Awans, prêtre et chapelain perpétuel, qui, pendant plusieurs années, y a fidèlement rempli l'*officium camerariatus.*

Folio 177 v° et 180.

Dans un document intitulé : *Notula ad cardinalem super eodem negotio,* le doyen et le chapitre de Saint-Barthélemi s'adressent au cardinal Bernard (lisez Bertrand) du titre de Sainte-Marie-in-Aquiro (1337), pour qu'il veuille bien appuyer

[1]) Il doit s'agir ici du pape Jean XXII (1316-1334).

la demande qu'ils ont faite au pape en faveur de Lambert d'Awans.

Folio 177 v°.

XXIII.

Dans un document intitulé : *Notula supplicationis ex parte capituli sancte Crucis Leodiensis ad papam pro domino Johanne de Waremmia,* le doyen et le chapitre de Sainte-Croix prient le pape de conférer une prébende de leur église au prêtre et chapelain perpétuel Jean Cope, de Waremme.

Folio 180.

XXIV.

Dans un document intitulé : *Notula supplicationis ex parte capituli sancti Dyonisii Leodiensis pro filio domini Bertholdi Barest, militis, ad papam,* le vice-doyen et le chapitre de Saint-Denis demandent au pape de conférer une prébende de leur église à l'un des fils de Berthold Bareit[1], chevalier et seigneur de Voroux (Vorues), attendu que ce seigneur leur a rendu de grands services, lorsqu'il était bourgmestre de Liége.

Folio 180 v°.

XXV.

Demande de dispense pour un sous-diacre[2].

Significat Sanctitati Vestre humilis et devotus orator G., filius famosi et potentis baronis domini etc. N., quod ipse

[1]) Berthold Bareit fut bourgmestre de Liége en 1346. Thonard Bareit, de Voroux, est mentionné comme chanoine de Saint-Denis en 1367 et 1377.

[2]) Ce document est intitulé : *Notula ad papam, ut papa dispenset cum quodam subdiacono, ut possit ad statum se transferre laycalem et matrimonium contrahere.*

olim ad ejusdem sui patris inportunam instantiam et preceptum, quibus certe contraire nullatenus tunc audebat, tamen voluntate renitens et infra legitimam constitutus etatem, in subdiaconum exstitit ordinatus. Et quamvis interius plura beneficia ecclesiastica fuerit assecutus, quin tamen unquam gessit in animo, neque gerit in statu clericali finaliter remanere, dicta beneficia dimittere est paratus, affectans ad statum laycalem posse licite se temporalis dominii sui patris...(*La suite manque*).

Folio 188 v°.

Notes et documents concernant le monastère des Bénédictines de la Paix-Notre-Dame, a Namur[1].

Vers la fin de l'année 1781, une vive inquiétude se manifesta tout à coup dans la plupart des établissements monastiques de nos contrées. Le bruit venait de se répandre que l'empereur Joseph II était dans l'intention de supprimer diverses maisons religieuses de l'un et de l'autre sexe établies dans les Pays-Bas. Les religieuses Bénédictines de la Paix-Notre-Dame, à Namur, craignirent, non sans raison, la suppression de leur couvent. En effet, le 24 avril 1782, le procureur Regnard, adjoint du procureur général Grosse, vint officiellement leur annoncer qu'elles étaient comprises dans la liste des maisons religieuses à supprimer à Namur, et il réclama, en conséquence, tous les registres, qu'il fit transporter chez lui, afin de dresser un tableau exact des revenus de la communauté et le comparer avec l'état des biens qui lui fut remis le 13 avril 1781, par ordre supérieur[2].

[1]) Voyez sur le monastère de la Paix-Notre-Dame, à Namur, *Analectes*, XIV, pp. 99 et suiv.

[2]) «Vers la fin du mois de mars 1781, nous reçumes une lettre de mon» sieur le procureur général, qui par ordre du gouvernement de Bruxelles » nous demande la spécification exacte de nos revenus et rentes tant » irrédimibles que rédimibles, les rentes de nos fondations et les années » de leurs créations, avec les charges y affectées ; de plus la liste spéci» fiée du nombre et nom des religieuses qui composent notre commu» nauté, la taille que nous avons paié depuis dix ans des maisons que » nous avons bâtis sur notre terrain amorti. Ce que nous avons produit » à monsieur le procureur général le treize avril 1781. » *Annales Bénédictines*, II, fol. 90 et 91.

A la suite de cette visite, les Bénédictines se crurent perdues; le crédit de madame la marquise de Herzelles les sauva. Cette dame avait été autrefois, à Vienne, gouvernante de la fille de Joseph II[1]. Depuis plusieurs années elle occupait, à Namur, dans le couvent de la Paix, un quartier où elle trouvait une retraite agréable. Craignant, en cas de suppression du monastère, de se voir dans la nécessité de quitter un établissement qu'elle affectionnait pour chercher un refuge ailleurs, elle se rappela la considération dont l'empereur l'avait constamment entourée[2]; elle

[1]) Cette fille, qui mourut en bas âge, naquit de l'union de Joseph II avec Isabelle de Parme. Après la mort de cette dernière, l'empereur épousa Marie-Joséphine de Bavière, dont il n'eut pas d'enfant.

[2]) Voici en quels termes les *Annales Bénédictines* donnent la relation de trois visites faites par Joseph II à la marquise de Herzelles au couvent de la Paix-Notre-Dame, à Namur : « Sa Majesté l'empereur « Joseph second est arrivé à Namur le 5 juin 1781, vers les sept heures « et demi du matin. Il est allé à l'auberge enseignée l'*Hôtel d'Harscamp.* « Sitôt qu'il fut descendu de voiture, il s'est fait conduire de pied par « un barbier à notre monastère pour y rendre visite à Son Excellence « madame la douairière marquise de Herzelles, ci-devant grande maî- « tresse de Son Altesse royale madame, fille de Sa Majesté l'empereur. « et il s'annonça au parloir sous le nom de Joseph second, et il se « rendit de suite à l'appartement de madame la marquise, où il resta à « peu près deux heures. Au sortir de sa visite madame Aldegonde Chos- « signon, notre abbesse, eut l'honneur de le complimenter et de lui « présenter sa communauté, aux prières de laquelle il s'est recom- « mandé, et est sorti de notre monastère sans autre compliment.

« Le même jour, vers le cinq à six heures du soir, il est revenu chez « madame la marquise et y est resté jusques vers les neuf heures qu'il « est retourné à son auberge où il a logé. Le lendemain 6, il est encore « venu à l'appartement de laditte dame, entre les neuf et dix heures « du matin, et y est resté jusques vers les onze heures. Dans ces deux « dernières visites Sa Majesté l'empereur avoit demandé que les reli- « gieuses ne se trouveroient point dans son chemin; à quoi on a déféré

lui écrivit directement pour le prier de conserver aux Bénédictines de Namur leur existence légale, et, afin d'assurer davantage le succès de cette démarche, les religieuses s'offrirent à ouvrir une école publique pour donner gratuitement l'instruction aux enfants pauvres du sexe.

L'empereur répondit à madame la marquise de Herzelles, le 12 mai 1782, de la manière suivante :

Madame, j'ai reçu la lettre que vous avés bien voulu m'écrire; je dois me servir d'une main affidée pour avoir l'honneur d'y répondre. Mes yeux, quoique mieux, exigent encore ce ménagement, quelque désagréable qu'il me soit. L'intérêt que vous prennés à la conservation des Bénédictines à Namur est digne de votre belle âme et du désir que vous avés que l'instruction de la jeunesse fasse des progrès. Je dois attendre, avant de me décider finalement, les rapports que le conseil privé, par le gouvernement, me fera de ces différens objets. Je ne puis donc, avec tout le zèle et le plaisir que j'aurais de vous satisfaire pour le moment, y faire autre chose que de vous donner quelque bon conseil, sçavoir que vous engagiés les supérieures de ce couvent de faire au gouvernemcnt et aux commissaires y envoyés les mêmes offres pour l'éducation et l'établissement des écoles publiques que vous avés bien voulu me marquer. Pour lors je ne doute point que le gouvernement me représentera l'utilité de la conservation de cette

» comme étant des ordres supérieurs, et pas une ne s'est montrée ny à » son entrée ni à sa sortie.

» Le même jour 6, Sa Majesté est partie vers les trois heures après » midi, et en passant vis-à-vis des fenêtres de madame la marquise, il » se leva dans sa voiture et la salua en ôtant le chapeau et le tenant dans » la main élevée pour lui faire ses adieux. *Annales Bénédictines*, fol. 91 » et 92.

communauté, surtout si le besoin réel de la population de Namur l'exige.

Croyés moi, madame, pour la vie avec toute la considération possible

Votre très affectioné,
JOSEPH.

Vienne, le 12 mai 1782.

Cette réponse, on le voit, était assez encourageante. L'espoir d'échapper à la suppression s'accrut encore davantage à la lecture d'une lettre que Son Altesse le prince de Starhemberg, ministre plénipotentiaire pour le gouvernement des Pays-Bas, adressa, le 27 mai suivant, à madame la marquise de Herzelles, et qui était conçue en ces termes :

Madame,

Votre Excellence est sans doute informée du travail que l'on fait dans plusieurs maisons religieuses pour la rédaction des états de leurs biens. Le couvent des religieuses Bénédictines est entre autres dans ce cas, mais on m'assure que ces religieuses seroient utiles au public, ou qu'au moins elles auroient proposée ou se proposeroient de se charger de devoirs qui les rendroient telles. Je ne me rappelle pas d'avoir vu quelque proposition ou représentation de leur part, quoiqu'il se puisse qu'elles aient fait des ouvertures à cet égard aux commissaires chargés de faire l'état de leurs biens; mais, en tout cas, si elles se sont déjà déterminées au parti de servir le public par l'instruction de la jeunesse, par le soin à prendre des malades ou autrement, il serait certainement beaucoup mieux qu'elles en fissent l'exposé par une requête en forme à Leurs Altesses royales, et qu'elles y développent les moïens aux quelles elles s'engageroient ou se soumettroient, afin d'être mises ou de mettre leur communauté dans le cas d'être

exceptées du principe de la suppression. Étant naturel que Votre Excellence prenne intérêt à cette maison, j'ai cru, madame, ne pouvoir mieux faire que de vous en écrire directement, afin que vous veuillez bien, si les choses sont comme on me l'a dit, disposer les religieuses à faire rédiger ou à vous remettre une requête ou représentation dirigée dans l'esprit de ce que dessus, et me la faire parvenir, afin que je puisse la faire examiner; je serais aise de pouvoir concourir à l'objet de cette requête, si les circonstances le permettent, mais d'ailleurs je crois devoir prier Votre Excellence de vouloir bien ne faire aucune mention de ma lettre ni de moi à ces religieuses, et de ne leur demander une requête que sous la forme d'une tentative qu'elle se propose de faire de son chef en faveur de leur communauté.

Je suis avec respect, Madame, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur

STARHEMBERG.

Bruxelles, le 27 mai 1782.

Les conseils de l'empereur et de son ministre étaient trop bons pour que les Bénédictines hésitassent à les suivre. Aussi, deux jours après, le 29 mai, elles adressèrent à Leurs Altesses royales la requête suivante :

A Leurs Altesses roïales, gouverneurs généraux des Païs-Bas.

Représentent très humblement l'abbesse et les religieuses Bénédictines de Namur que, comme Sa Majesté I. R. A. paroît bien inclinée à conserver les couvens de filles utiles au public pour l'enseignement de la jeunesse, elles osent espérer à ce titre de favorables égards qu'elles implorent très respectueusement par la gratieuse médiation de Vos Altesses roïales pour ne pas être supprimées. En effet, il est de notoriété publique que nous, les très humbles remontrantes, avons donné

nos soins à l'éducation des jeunes demoiselles pendant nombre d'années.

Mais les enfans des pauvres étant ordinairement la partie la plus négligée, nous nous offrons, sous le bon plaisir de Vos Altesse roïales, à ouvrir incessamment une école externe pour y donner les leçons élémentaires aux petites filles du peuple. Les Ursulines en cette ville ne peuvent suffire à la multitude des enfans et le besoin y est d'autant plus grand qu'il ne s'y trouve presque point de maîtresses séculières. L'utilité, pour ne point dire la nécessité, d'une nouvelle école est donc évidente.

Appuiées sur la vérité de ces motifs et plus encore sur la piété et la charitable bienveillance de Vos Altesse roïales, nous les supplions très profondément de vouloir bien nous prendre sous le manteau de leur gratieuse et puissante protection pour la grâce désirée qui doit nous fixer dans notre saint état.

Quoi faisant etc...

S. A. Chossignon, *abbesse.*

Quelques mois après, n'obtenant aucune réponse, les Bénédictines se décidèrent à faire parvenir à messieurs les députés des États provinciaux, une supplique dont voici la teneur :

A messeigneurs, messeigneurs les députés des trois membres de l'État, du Païs et comté de Namur.

Messeigneurs.

Il y a quelques mois que les religieuses Bénédictines de cette ville ont adressé leur respectueuse supplique au gouvernement pour prévenir leur suppression éventuelle dans le cas de l'édit de Sa Majesté impériale, royale, apostolique, et être comprises dans l'exception à faire des religieuses utiles à l'enseignement ; mais ne paroissant point avoir été favorablement écoutées, par défaut sans doute de témoignages décisifs qui

pourroient donner du poids à leur exposé, elles se retirent très humblement vers Vos nobles Seigneuries pour qu'il vous plaise appuier de vos respectables suffrages et de vos propres vœux auprès de Sa Majesté les motifs qui pouroient leur mériter une existence légale aux termes mêmes de l'édit portant suppression. Car vous avez apperçu, messeigneurs, que, quoique la loi du souverain paroisse nous supprimer à titre de religieuses contemplatives, il semble néanmoins, vu l'intention expresse de Sa Majesté de maintenir celles qui s'occupent de l'éducation des jeunes personnes, que cette loi est faite bien plus pour nous conserver, dès là qu'il sera constaté par les faits que, quoique vouées au cœur pour l'office divin, nous ne nous sommes pas moins dévouées à l'instruction des jeunes demoiselles, depuis que notre maison, aiant pris de l'étendue et une certaine consistance, la commodité des bâtiments nous a invitées à nous charger de cette laborieuse mais inestimable fonction.

Il est, messeigneurs, de votre connoissance et de mémoire encore récente que nous tenions de jeunes pensionnaires que la noblesse principalement nous confioit de toute part[1]. Il est

[1]) « Sur la fin du mois de mars 1766, aiant longtemps considéré les « inquiétudes et tracasseries qu'on étoit obligée d'essuier au sujet des « petites pensionnaires, surtout depuis la révocation des permissions « d'entrer dans le monastère, devant prêter un parloir aux demoiselles « pour y voir leurs parens et amis et les parens des enfans, voulant « leur donner des maîtres pour la musique, le clavecin, les dances, etc... « et surtout n'aiant pas de place pour y réfugier les malades dont on en « avoit eu bon nombre, la dame abbesse, aiant bien pesé toutes choses « et voiant que ses religieuses avoint une extrême répugnance de si « voir emploiées, craignant pour sa conscience et celles de ses filles, fit « assembler la communauté au chapitre et leur proposa de s'en deffaire. « Elles donnèrent leurs voix par billiet unanimement (à la réserve de « deux ou trois au plus), qu'elles demandoint qu'on ne tiendroit plus à « l'avenir des petites pensionnaires, tellement qu'on remercia celles qui « y étoient encore; mais on n'en put être quitte que 3 mois après. La

vrai que quelques maladies et divers accidens ont dispersé tout d'un coup nos élèves et rendu notre pensionat désert. Mais cette interruption, en quelque sorte forcée, ne nous a jamais fait absolument renoncer à cette partie précieuse de nos religieuses occupations, toujours disposées à rendre les mêmes services à la ville, si l'exigence, le concours et les besoins eussent été les mêmes. En effet, nous avons dans l'intervalle, lorsque l'occasion s'en est présentée, donné des leçons élémentaires, témoin tout récemment la petite nièce de madame la marquise de Herzelles, formée par nos soins, pendant plusieurs années, à lire, à écrire, etc... Nous avons déclaré dans nos représentations à la cour, et nous le déclarons itérativement aux pères de la patrie, dont nous implorons la médiation auprès de Sa Majesté, que nous sommes prettes à continuer aux enfans l'enseignement qui n'a été que pendant quelques années interrompu dans notre monastère, et que nous ouvrirons une école pour les petites filles du peuple avec l'attention la plus exacte à entretenir, comme nous le faisions ci-devant, des maîtresses destinées à cet emploi ; et l'on ne peut disconvenir de la grande utilité que la ville en tirera. Vous n'ignorez pas, messeigneurs, que les Ursulines sont souvent surchargées et obligées de refuser quantité de petites filles dont le nombre excéderoit l'espace de leurs classes et encore plus la proportion du tems nécessaire à chaque enfant, de même que les forces des maîtresses, malgré toute leur bonne volonté. Les maîtresses séculières, du moins les bonnes, sont ici très rares, et les Récollectines, admises à partager le soin de la jeunesse, ne pa-

» communauté témoigna bien par les remercîmens qu'elle fit à la supé-
» rieure le plaisir qu'elle leur avoit fait de les en décharger. La supé-
» rieure ne laisse pas d'avertir avant la réception d'une novice à profes-
» sion qu'elle doit se soumettre, au cas qu'on trouve à propos d'en
» recevoir à l'avenir, d'exercer cette fonction, comme toutes les autres
» de la maison, où elle pourroit être emploiée. *Annales Bénédictines*, II,
» fol. 11 et 12. »

roissent pas d'ailleurs pouvoir suffire pour la multitude des enfans.

Dans la confiance, Messeigneurs, que, comme pères de la patrie et zélés protecteurs des sujets utiles, vous daignerez vous intéresser à notre conservation et au bien qui doit en revenir aux vertueux citoiens, nous osons supplier Vos nobles Seigneuries de représenter pour nous de nouveau à la cour les raisons ci-dessus énoncées et autres, qui leur paroîtroient plus efficaces. Pour nous, nous ne cesserons d'adresser au Tout-Puissant nos vœux et nos prières pour la propre conservation et la constante prospérité de Vos nobles Seigneuries, étant respectueusement,

Messeigneurs,

Vos très-humbles et très-dévouées servantes,

S. A. CHOSSIGNON, *abbesse.*

Pendant que les Bénédictines employaient tous les moyens capables d'assurer la conservation de leur monastère et qu'elles attendaient avec confiance l'heureux résultat de leurs efforts, le procureur général se transporta dans leur établissement pour y procéder à l'inventaire du mobilier de la maison et de l'église, après avoir requis l'abbesse et la célerière de prêter serment qu'elles n'avaient détourné aucun objet[1].

Enfin, le 16 avril 1783, madame la marquise de Herzelles reçut la lettre suivante, qui mit fin à toutes les inquiétudes :

[1]) Les Bénédictines se virent contraintes de supporter elles-mêmes les frais de l'inventaire, ainsi que nous l'apprend la note suivante des *Annales* : « Le 12 juillet 1783, nous avons paié à monsieur le procureur « général Grosse la somme de deux cents seize florins treize sols pour les « honoraires de l'inventaire fait de nos biens meubles et immeubles. » *Annales Bénédictines*, II, fol. 99.

Madame,

C'est avec bien de la satisfaction que je me donne l'honneur d'informer Votre Excellence, qu'en vue des soins que les religieuses Bénédictines de Namur ont offert de prendre pour l'éducation de la jeunesse, Sa Majesté a daigné ne pas comprendre leur maison dans la suppression résolue des couvents inutiles; mais, indépendamment de l'avantage que le public pourra ressentir de l'accomplissement des offres de ces religieuses, il a certainement fallu un appui aussi fort que celui de la protection de Votre Excellence pour faire tomber l'exception sur la maison que Votre Excellence a choisie pour sa demeure; et cette circonstance est certainement celle qui a contribué essentiellement à la conservation de cette maison. Il est à espérer que la communauté répondra par son exactitude et ses soins à répondre aux services qu'on attend d'elle pour l'utilité publique et à la protection de Votre Excellence, et je suis bien persuadé, Madame, que vous les y exhorterez, d'autant plus que c'est de là que dépendera sa conservation future.

Je suis avec respect,

Madame,

De Votre Excellence

Le très humble et très obéissant serviteur,

STARHEMBERG.

Bruxelles, le 16 avril 1783.

Le 24 août de la même année, le procureur général Grosse remit aux religieuses Bénédictines l'extrait suivant d'une lettre que lui avait adressée Son Altesse royale Marie Christine :

MARIE-CHRISTINE, princesse royale de Hongrie et de Bohême, archiduchesse d'Autriche, etc., etc...

Cher et bien amé. Sa Majesté aiant bien voulu agréer les offres faites par les Bénédictines à Namur de se dévouer entiè-

rement à l'éducation de la jeunesse du sexe, en tenant et instruisant des pensionnaires et en ouvrant une école publique gratuite, nous vous faisons la présente pour vous charger de les en informer, et de concerter avec elles les arrangemens qu'elles auront à prendre pour l'ouverture de ce pensionnat et de cette école, et pour les rendre les plus utiles au public qu'il sera possible; vous prévenant que l'ordre que nous vous avons donné, par une dépêche particulière du 18 avril de l'année dernière, de ne point permettre de profession sans notre aveu exprès dans les couvens, où vous avez été chargé de faire des inventaires et états de bien, vient à cesser à l'égard du couvent ci-dessus dénommé, etc., etc.

Et, comme il convient que les personnes emploiées à cette occupation intéressante ne soient pas surchargées d'ailleurs par des pratiques religieuses qui pourroient les en distraire, nous vous chargeons de vous entendre avec l'évêque pour qu'à l'instar de ce qui se pratique à l'égard des hospitaliers, toutes les religieuses emploiées à l'instruction et à l'éducation de la jeunesse soient exemptées des devoirs du chœur, et généralement de tout ce qui pourroit les empêcher de donner à cet objet essentiel tout le tems nécessaire, etc. etc.

A tant cher et bien amé, Dieu vous ait en sa sainte garde.

De Bruxelles, le 18 août 1783.

Signé : MARIE ET ALBERT, avec paraphes.

Paraphé : RULB : v^t^.

Concorde par extrait : TEMBE.

Étoit signé : J. J. GROSSE.

On voit par ce qui précède que les Bénédictines n'échappaient à la loi de suppression qu'à la double condition d'ouvrir un pensionnat et une école publique et gratuite à l'usage des enfants pauvres du sexe. Mais les quartiers du couvent étant occupés par des

dames du monde[1], qui y vivaient retirées, et les ressources pour construire un nouveau local faisant défaut, les religieuses se virent fort embarrassées de tenir des pensionnaires. Elles se hasardèrent donc à demander au gouvernement la dispense de cette obligation. Voici la requête qu'elles adressèrent à ce sujet à Leurs Altesses royales :

A Leurs Altesses roiales.

L'abbesse, prieure et religieuses Bénédictines de la ville de Namur ont l'honneur de se mettre aux pieds de Vos Altesses roiales pour leur faire agréer leurs respectueux et humbles remercîmens de la haute protection qu'elles ont daigné leur accorder pour l'existence de leur communauté. Elles osent en même temps exposer en toute soumission à Vos Altesses roiales que le conseiller procureur général du conseil de Namur leur auroit signifié, le 24 du mois passé, qu'elles continueroient de subsister parmi qu'elles se dévouent entièrement à l'éducation de la jeunesse du sexe, en tenant et instruisant des pensionnaires et en ouvrant une école publique et gratuite, ordre qu'elles rempliront avec le plus grand zèle quant à l'école externe et publique, qui est des plus nécessaire et utile, vu la grande population qui se trouve dans cette ville. Mais, comme à cet effet elles sont obligées de donner les places qui servoient autrefois aux pensionnaires, elles sont par là hors d'état d'en tenir, étant trop pauvres pour faire bâtir des quartiers nécessaires à cet objet ; ceux qui sont occupez

[1]) Les Bénédictines eurent de tout temps des dames en quartier Entre plusieurs autres, on trouve, d'après les *Annales*, une demoiselle de Spontin, sœur de l'abbesse de ce nom, une de Mérode de Nalinne, chanoinesse de Maubeuge, et, vers la fin du XVIIIe siècle, mademoiselle de Bode et madame la marquise de Herzelles. Ces deux dernières payaient 1100 florins par an, tant pour elles que pour leurs trois filles de chambre et pour leur quartier, ce qui fait 12 sols par tête chaque jour.

par des dames retirées ont été distribuez de façon qu'ils ne sont pas susceptibles à en tirer un autre parti. Vu cet exposé, les suppliantes osent espérer que Vos Altesses roiales daigneront les borner à l'école externe, au soin de laquelle elles s'appliqueront de manière à remplir les vues bienfaisantes de Sa Majesté impériale et roïale.

C'est la grâce, etc.

S. A. CHOSSIGNON, *abbesse*.

Namur, le 2 septembre 1783.

Cette lettre demeura sans réponse. Les Bénédictines se décidèrent sans doute alors à prendre chez elles quelques élèves pensionnaires, afin d'ôter au gouvernement le moindre prétexte de revenir sur une décision qui garantissait l'existence de leur communauté. Enfin, le 9 novembre 1783, elles annoncèrent à l'évêque l'ouverture de leur école pour le lendemain, et réclamèrent le secours de ses prières pour l'heureux succès de leur entreprise. Le procureur général Grosse, accompagné de son adjoint, vint visiter les classes, approuva leur organisation et adressa de ce chef aux religieuses les félicitations les plus chaleureuses.

L'école paraît avoir subsisté jusqu'à la suppression du monastère en 1793.

Les documents publiés dans cet article sont extraits du manuscrit des *Annales Bénédictines du monastère de la Paix-Notre-Dame*, dont nous avons parlé précédemment[1].

J. B.

[1]) Voyez *Analectes*, XIV, p. 105.

Notes historiques sur Rummen, par J. DARIS, professeur au séminaire de Liége.

§ 1. *Le château de Vrundt.*

Au hameau de Vrundt sous Rummen. existait anciennement un grand bien allodial, avec cour de justice, qui fut successivement la propriété de trois familles, savoir des Kerckem, Segraedt et Hoen de Cartiels.

Adam de Kerckem, écuyer, seigneur de Graesen, fonda, en 1430, près de son château, la chapelle de Graesen, avec le consentement de son épouse Catherine et de ses enfants. D'après Lefort (XII, 141), il laissa les enfants suivants : *a*) *Adam*, qui suit ; *b*) Catherine ; *c*) Anne, qui épousa Jean de Warsage (Weerst), seigneur de Warsage ; *d*) Isabeau, qui épousa Hubin de Comognes, chevalier.

Adam, dit *Doeme de Kerckem*, écuyer, seigneur de Haneffe et de Graesen, épousa, en 1438, Jeanne de Naivagne, dame de Lexhy en Hesbaye. Ils acquirent, en 1464, la seigneurie de Cortis et celle de Haneffe de Jean, comte de Nassau. Ils habitèrent leur château de Graesen. On trouve encore cité Adam de Kerckem, en l'année 1488. Ils laissèrent plusieurs enfants : *a*) Jean, écuyer, seigneur de Lexhy, qui épousa Jolende de Longchamps et qui mourut sans hoirs ; *b*) *Renier*, qui suit ; *c*) Conrard ; *d*) Jeanne, qui épousa Jean Bolle, seigneur de Ryckel, écuyer ; *c*) Marie, qui épousa Raes de Guygoven, chevalier ; *f*) Élisabeth, qui épousa en premières noces Renart de Neufchâteau, et en secondes noces Louis d'Argenteau.

Renier de Kerckem, écuyer, seigneur de Haneffe, de Cosen, de Cortis, de Wyer, qui épousa Marie de Huldenbergh, mourut en 1530, laissant deux enfants : *a*) *Renier*, qui suit ; *b*) Jeanne, dame de Cortis, qui épousa, en 1506, Jean de Streels, écuyer, demeurant à Alken.

Renier de Kerckem, seigneur de Cosen, Wyer, épousa, en

1531, Catherine de Mohr de Waldt, et laissa trois enfants : *a*) *Adam*, qui suit; *b*) Françoise, qui épousa, en 1557, Renier Hoen de Hoensbrouch et mourut sans hoirs; *c*) Géorgine, qui épousa, en 1562, Jean de Geloes, écuyer, seigneur de Nysweiler.

Adam de Kerckem, seigneur de Cosen, de Weyer, de Neerharen, de Cortis, de Graesen, membre de l'État noble et du conseil ordinaire, lieutenant des fiefs de la salle de Curange, épousa Walburge de Horion, dite de Colonster, dont il eut sept enfants : *a*) Guillaume, seigneur de Neerharen et de Kerckem, lieutenant des fiefs de la salle de Curange, membre du conseil ordinaire et de l'État noble, épousa, en 1587, Élisabeth de Borchgrave, puis Anne de Glimes; *b*) Christophe, chanoine de Saint-Lambert à Liége, et de Notre-Dame à Tongres; *c*) Renier, chanoine de Saint-Martin; *d*) Robert, seigneur de Wyer et de Cosen; *e*) Madeleine, qui épousa Godefroid de Rhoe d'Opsinnich, seigneur de Zippernaw; *f*) *Anne*, qui suit; *g*) Catherine; *h*) Walburge, religieuse à Hocht.

Adam de Kerckem, seigneur de Haren et Vrundt, conféra, en 1601, à un certain Christophe de Kerckem le bénéfice de Graesen, qui était devenu vacant par la résignation d'un Charles de Kerckem.

Anne de Kerckem, épousa Henri de Segraedt[1] et lui apporta en dot les seigneuries de Vrundt et de Graesen. Ils habitèrent le château de Vrundt, qui portait aussi le nom de château de la famille Kerckem, et eurent le droit de patronage sur la chapelle de Graesen. Henri de Segraedt la conféra, en 1611,

[1]) Voici l'origine de la famille Segraedt : *Godeschalk de Segraedt*, échevin à Aix-la-Chapelle, épousa Anna Van Eyll. On les trouve cités dans un acte du 2 juin 1555. Leur fils, *Richard de Segraedt*, épousa Anne de Hochkirken, fille d'Edmond de Hochkirken. Le fils de ceux-ci, *Henri de Segraedt*, épousa Anne de Kerckem de Graesen, qui mourut le 4 août 1628.

à Christophe de Kerckem, chanoine de Saint-Lambert. Étant lieutenant d'un régiment du comte de Nassau, au service du roi d'Espagne, il rendit quelques services à la commune de Rummen, pendant qu'il commandait à Diest. En reconnaissance de ces services, la commune lui accorda, le 19 mars 1623, l'exemption de tout logement et de toute contribution militaires. Toutefois quelques habitants protestèrent immédiatement contre cette concession. Henri de Segraedt, après avoir abandonné le service militaire, passa le reste de sa vie au château de Vrundt. Il y mourut vers 1650, laissant cinq enfants; *a*) Jean-Adam; *b*) *Adélard-Alexandre*, qui suit; *c*) Augustin-Robert, chanoine régulier de Sainte-Gertrude, à Louvain; *d*) Walburge, religieuse à Borcette; *e*) Anne-Marguerite, religieuse à Hoeven.

Adélard-Alexandre de Segraedt, seigneur de Vrundt, capitaine de cavalerie, membre de l'État noble, gentilhomme de la salle de Curange, épousa Élisabeth d'Eynatten de Thys. Le 10 juillet 1650, il releva, après la mort de son père, le bien de Vrundt (*rentschap van Vrunde*) de la salle de Curange, quoique aucun relief de ce bien n'y eût jamais été fait. Il eut à soutenir un long procès contre la commune de Rummen, au sujet de l'exemption de tout logement et de toute contribution militaires. Il gagna le procès en appel devant la cour de l'official, le 10 juillet 1660. En sa qualité de collateur de la chapelle de Graesen, il accepta la résignation que lui en fit, le 9 décembre 1668, son neveu Arnold-Louis d'Eynatten, chanoine de Saint-Martin. Adélard-Alexandre de Segraedt laissa deux enfants: *a*) *Étienne-Théodore*, qui suit; *b*) Élisabeth de Segraedt, qui épousa Ignace-Valentin d'Orjo, seigneur de Repen.

Étienne-Théodore baron de Segraedt, seigneur de Vrundt, fut reçu à l'État noble, le 30 mars 1686. Il faisait aussi partie de la salle de Curange. Il avait épousé Anne-Françoise de Hemricourt, à Forville, où il leur naquit un fils (Richard), le

17 décembre 1676. Étienne-Théodore de Segraedt conféra, en 1689, la chapelle de Graesen à Mathias Robeyns. Il hérita la terre de Hardumont (52 bonniers) d'Arnold-Louis baron d'Eynatten de Thys, chanoine de Saint-Martin, et en fit le relief en 1691. Sa veuve céda, le 3 octobre 1703, son usufruit sur cette terre, à ses enfants. Ils laissèrent six enfants : *a*) *Richard*, qui suit ; *b*) Marie-Angéline, qui épousa Jean-François de Lonchin d'Awans de Flémalle, et mourut en avril 1746 ; *c*) Mathilde ; *d*) Françoise : *e*) Anne-Marguerite, qui épousa Jean-Hyacinthe de Couwenhoven, écuyer, seigneur de Winxel ; *f*) Thérèse, qui épousa Chrétien-Frédéric baron de Bonloun.

Richard baron de Segraedt, destiné d'abord à l'état ecclésiastique, reçut la tonsure, le 27 avril 1692, mais il renonça à cet état et épousa, en 1703, Christine-Marguerite de Voordt de Meldert. Il était, comme ses ancêtres, gentilhomme de la salle de Curange, et membre de l'État noble, car il produisit les huit quartiers de noblesse requis par l'édit impérial du 13 août 1691. Ayant acheté, vers 1713, la terre de Rullingen, dont son épouse avait déjà hérité une partie en 1702, il abandonna Vrundt et alla habiter le château de Rullingen. Il mourut le 8 novembre 1735, et son épouse le 9 décembre 1753, laissant six enfants : *a*) *Charles-Richard*, qui suit ; *b*) Constance-Mathilde, religieuse à Herckenrode ; *c*) Anne-Françoise, née à Vrundt le 12 décembre 1708, qui épousa, le 2 février 1739, Pierre-Antoine baron de Tiribu, seigneur de Berlingen ; *d*) Christine-Élisabeth, morte célibataire le 20 mai 1762 ; *e*) François-Arnoul, qui épousa, par contrat du 18 janvier 1734, Barbe-Catherine de Bauwen ; *f*) *Théodore-Nicolas*, né à Rullingen en octobre 1714, qui suit en second lieu.

Daus le partage des biens, l'aîné obtint le château de Rullingen. Il est probable que François-Arnoul eut celui de Vrundt. Toutefois ce dernier château fut aliéné ; car, en 1773, il était déjà la propriété du comte Hoen de Cartiels, seigneur de Rummen.

Charles-Richard baron de Segraedt fut reçu gentilhomme à la salle de Curange en 1737. Il mourut célibataire le 21 avril 1744 et fut enterré dans la chapelle de Sainte-Barbe de l'église de Looz. Il laissa son château de Rullingen à son frère Théodore-Nicolas.

Théodore-Nicolas baron de Segraedt était également membre de la salle de Curange et servit dans les armées impériales. Il mourut subitement au château de Voordt, le 5 avril 1775. Comme il mourut *ab intestat*, ses biens dévolurent à sa sœur Anne-Françoise, et aux deux enfants de son frère François-Arnoul, savoir *Richard-François-Joseph* et Aurélienne-Françoise, qui avait épousé, le 27 août 1773, Antoine-Ferdinand Goswin de Sprimont. Dans le partage, le château de Rullingen avec ses dépendances échut à Richard-François-Joseph.

Richard-François-Joseph baron de Segraedt était, en 1775, capitaine au régiment de Vierset, au service de l'empereur. Il y parvint au grade de colonel et fit plusieurs campagnes dans la guerre entre l'Autriche et la république française. Blessé à Spineto, près d'Alexandrie, il fut proclamé général sur le champ de bataille; mais il mourut, quelques jours après, à Milan, des suites de ses blessures (22 juillet 1799). Le colonel de Segraedt avait épousé N. de Walschape et ne laissa qu'une fille héritière de son nom et de sa fortune.

Rosalie baronne de Segraedt, née à Bruxelles, le 30 janvier 1788, épousa, le 29 novembre 1805, Gilles-Henri Claes, maire de Fologne, et mourut, le 6 novembre 1874, au château de Rullingen.

§ 2. — *Les tailles au pays de Liége.*

Au pays de Liége, la taille était une somme capitale d'environ 12,000 florins, qui devait être fournie, par les villes, les villages, la noblesse et le clergé. Le clergé était taxé à 1,490 florins, la noblesse à 165, la cité de Liége à 1,600, les bonnes villes à 1,335, les quartiers du plat pays à 7,408.

La commune de Rummen devait payer, dans chaque taille, 29 florins, 10 sous.

Les tailles imposées au pays de Liége par les trois États ou leurs députés, de 1616 à 1660, sont les suivantes :

En 1616.	2.
En 1617.	2.
En 1618.	2.
En 1619.	9 1/2.
En 1620.	8.
En 1621.	8.
En 1622.	13.
En 1623.	1.
En 1624.	1.
En 1625.	5.
En 1626.	4.
En 1627.	2.
En 1628.	1.
En 1629.	7.
En 1630.	1.
En 1631.	1.
En 1632.	1 1/2.
En 1633.	1 1/2.
En 1635.	5 1/2.
En 1638.	3.
En 1639.	9 1/2.
En 1640.	5.
En 1641.	9.
En 1642.	5.
En 1643.	13.
En 1644.	13.
En 1645.	14.
En 1646.	24.
En 1647.	13.
En 1648.	5.

En 1649.	8.
En 1650.	5.
En 1651.	5.
Et pour les Suédois. . . .	120.
En 1652.	5.
En 1653, pour l'avance de la milice.	8.
Et pour l'entretenance de trois mois.	7 1/2.
De 1654 à 1660, une taille par mois.	72.

Ce qui fait ensemble 451 tailles, dans lesquelles la commune de Rummen est intervenue pour 13,079 florins. »

Au pays de Liége, les trois États établissaient encore d'autres impôts pour un terme de trois ou quatre ans, d'après les besoins publics. On peut consulter à cet égard notre *Histoire du diocèse et de la principauté de Liége pendant le* XVII[e] *siècle*.

§ 3. — *Contributions et extorsions militaires.*

En 1622, le comte d'Anholt, à la tête de troupes allemandes qu'il conduisait au secours des Espagnols, logea avec elles pendant plusieurs semaines, à Rummen, aux frais des habitants. Il le fit une seconde fois à son retour, en 1626.

Le comte de Salazar logea aussi à Rummen, en 1632, avec ses troupes espagnoles, qui épuisèrent le village.

Depuis le 25 mars 1636, la commune eut à loger et à nourrir une compagnie de cavalerie allemande (probablement celle de Jean de Weert); elle dut, en outre, lui donner 190 patacons par semaine. A bout de ressources, la commune emprunta, le 25 avril 1636, la somme de 500 florins de Brabant, et le 8 mai suivant 1500 florins, etc.

Au mois de juillet 1650, les trois États votèrent 80 tailles, pour satisfaire aux exigences des Suédois. La commune de de Rummen, pour payer sa part, emprunta, le 8 août 1650, la somme de 1,200 florins.

Pendant les premiers mois de 1654, la commune de Rummen eut beaucoup à souffrir des troupes du prince de Condé et de

celles du duc Charles de Lorraine. Nous donnons icile résumé qui en a été fait à cette époque par l'administration communale. On y voit les noms des principaux officiers, ainsi que les mouvements des troupes.

" In den eersten, aen den hertoch van Lorrynen 500 patacons of 2,000 guldens.

Item aen secretaris voor de rechten van de gedeputeerde sauvegarde en accordt 80 gulden Brabants, *facit* 133 gulden, 7 stuyvers.

Hiertoe den Heer baron (Franciscus-Theodorus Hoen de Cartiels, heer van Rummen) naer Loven en Brussel geryst (12 februari) om hetselve geld op te lichten, overmits alhier niet te bekomen en was, verteert met syn volck en peerden, gaen en wederkeeren, 153 gulden.

Aen den colonel Veniancourt getelt, innegereekent het ontfangen gelt der sauvegarde, 540 gulden.

Item een nieuwe cleedt voor de sauvegarde... 81 gulden.

Item het tractement over die seven weecken van den sauvegarde met synen knecht en peerden op het huys, 159 gulden.

Joncker Oultremont naer Diest geweest synde, om den grave de Longueville te vinden over die drygementen van Bouteville te comen beleegeren Rummen, verteert tot Diest, 4 gulden.

Den baron Damgnicourt alhier getracteert en gesonden aen den selven te Duras, 24 flessen wyns, 38 gulden.

Den colonel Veniacourt adhier getracteert op het casteel mede hebbende geselschap tot diverse rysen ende sterck wyn gedroncken, beloopt met die peerden, op minsten genomen, 80 gulden.

Dat verschooten gelt door den heer baron de Stockem soo ten regaerde van sauvegarde van den hertoch van Lorrynen, van den grave van Longueville, en polver, beloept, 101 gulden.

Myn heer Du Pullenoy met ettelycke treffelycke officieren *en suite* tot 14 toe, met die peerden, treffelyck getracteert en abondantie den wyn gedronken, daar voor 68 gulden.

Aen den selven hier met syn volck in het dorp gelogeert, gesonden ses flessen... 5 gulden.

De officieren des graeven van Holbach, mitsgaders de officieren des graven La Cenutier, beschonken; gesonden aen den grave La Cenutier een vaetken wyns ven 26 potten, 29 gulden.

Aen den baron Damgnicourt, op dat hy alhier niet en logeeren en soude in het dorp, gegeven voor een dronck wyns, 18 patakons, 72 gulden.

Den 20 february 1654, gegeven aen den scholtus 10 patacons, om te solliciteeren by den hertoch van Lorrynen dat die sauvegarde beter mochte onderhouden worden, 40 gulden.

Den 7 martii, ses soldaten gevoecht door den hertoch van Lorrynen by den luitenant-capitaine alhier in sauvegarde liggende, betaelt voor twaelf dagen 39 gulden.

Peter Kerstens diverse brieven gedragen soo naar den hertoch van Lorrynen tot Ryckel ende Waremme, naer de grave van Longueville in de Kempen, Duras, en Herck, beloopen syne vacatien 25 gulden.

Myn heer baron (van Rummen) laten tappen vier potten bier voor die Pullenoese trouppen voor die hameye, overmits het bier van Lens gefailleert was, 12 stuyver.

Den 6 maert 1654, voor 31 prinsen volck laten tappen, om dat er geen bier was te koop, 16 potten, *facit* 2 gulden, 11 stuyver.

Onderhoudt van de ses soldaten gevoecht by de sauvegarde, 85 gulden.

Een capitaine met eenen adjudant van den colonel Veniacourt hier comen aen myns heeren tafel den tyd van thien dagen, om ons van brandt te bewaren et tot hostagie van dien, 15 gulden.

Den brigadier Pullenoy hier in het dorp twee nachten gelogeert, weg naer die Kempen gelyt, 6 gulden.

Den 12 february 1654, myn heer baron geweest zynde naer Brussel en Loven voor de gemeynte om gelt op te lichten voor

den hertoch van Lorrynen te geven, en andersints, is cranck t' huys gecomen, den doctoor van Diest hem besocht om te helpen in syne crankhyt, gegeven voor syne voyage 10 gulden.

On peut consulter notre *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège pendant le* XVIIe *siècle*, sur les nombreuses extorsions du duc de Lorraine.

§ 4. — *Acte d'érection de la chapelle de Graesen.*

13 juillet 1430.

Reverendo in Christo patri et domino Johanni de Heynsbergh, Dei et Apostolicae Sedis gratia episcopo Leodiensi et comiti Lossensi, ac venerabili viro domino archidiacono Hasbaniae in ecclesia Leodiensi, humilis vester ADAM DE KERCKEM, armiger, Leodiensis dioecesis, commodum, reverentiam, devotionem et honorem. Pio proposito cupiens ex speciali affectu, quem ad divini cultus augmentum, zelo devotionis accensus, gerere dignoscitur, de dominae Catharinae, meae uxoris legitimae, consensu et ratihabitione in ea parte intervenientibus, necnon pro me, meisque heredibus et successoribus, in praesentia venerabilium virorum domini Wenerici de Mosa, notarii publici, et testium infra scriptorum, ad infra scripta per me vocatorum specialiter, de bonis et facultatibus meis unam capellam, et in eadem unum altare construi facere, fundare et dotare mentaliter desidero juxta fortalitium meum seu mansionem sitam infra metas seu limites parochiae et parochialis ecclesiae de Rummen, Leodiensis dioecesis, ad honorem gloriosissimae Virginis Mariae, accedente etiam ad hoc consensu expresso reverendi in Christo patris domini Danielis, permissione divina abbatis, totiusque conventus monasterii Averbodensis, ordinis Praemonstratensis, Leodiensis dioecesis, praesertim cum locus tam fortalitii quam situatio capellae praedictae infra parochiam dictae parochialis ecclesiae, quae ad domini abbatis praefati collationem seu praesentationem spec-

tare dignoscitur, situata existit, in titulum perpetui beneficii ecclesiastici ex mei meorumque successorum, seu heredum, possessorum si quidem mansionis praedictae, praesentatione et praedicti domini archidiaconi institutione vacationum temporibus clericis saecularibus assignandum et conferendum, conditionibus infra scriptis in istis semper salvis, talibus videlicet, quod ad statim, dum altare et capella supradicta constructa fuerint et fundata pro futuris rectoribus in eodem altari divina celebraturis, ipse rector pro tempore existens in dicto altare in divinis officiare, tres missas in qualibet septimana celebrandas, pro mea meorumque parentum et amicorum ac progenitorum animarum salute, per se vel per alium presbyterum idoneum celebrare teneatur. Et ob hoc rectori pro tempore praedicti altaris ad solutionem viginti modiorum siliginis,pactus et mensurae oppidi sancti Trudonis, obligor et sum efficaciter et debite adstrictus, bona omnia et singula infra scripta, ad valorem viginti modiorum siliginis vel circiter ascendentia, praefato pro tempore rectori melioribus via, jure, modo et forma, quibus possum et debeo, assigno realiter, et in perpetuum, propter hoc obligo per presentes, contradictione cujuscumque non obstante. Volo insuper et consentio per praesentes, quod statim ipsius altaris rector pro tempore existens singula, prout inferius descripta sunt atque specificata, habeat, teneat, possideat nomine praedicti sui altaris immediate et hereditarie, veluti bona spiritualia ad ipsum altare spectantia, et quod idem rector in ipsis bonis per judices et curias, a quibus hujusmodi bona moventur et dependent, conjunctim vel divisim per legis operas seu debitas investituras adheredetur; quodque idem per se vel alium idoneum tres missas septimanatim celebrare teneatur, tali tamen in praemissis adjecta conditione, quod in eventum, in quem quisquam rectorum hujusmodi pro tempore existentium missas per me ordinatas septimanatim modo et forma praenarratis, per se vel alium, celebrare neglexerit, legitimo cessante impedimento, in hoc casu talis rector pro

qualibet missa sic neglecta de bonis inferius specificandis unum grossum veterem monetae communis oppidi sancti Trudonis, pauperibus praedictae ecclesiae de Rummen per mamburnos pro tempore sancti Spiritus ibidem ex praedictis bonis recipiendum et pauperibus distribuendum, exsolvere teneatur. Idem ordino et desidero, quod jus praesentandi rectorem ad beneficium tamquam juris patronatus prima vice ad me, sive in morte per meam finalem voluntatem aut alias id ordinavero, spectabit pleno jure et pertinebit; et ex tunc in antea meus heres et successor praedicti mei fortalitii seu mansionis pro tempore dominus temporalis pro futuris dicti beneficii seu altaris vacationibus rectorem ad illud domino archidiacono loci, quando et quoties ipsum beneficium vacare contigerit, dummodo idoneo conferatur, qui infra annum a tempore sibi factae collationis altaris hujusmodi ad omnes sacros ordines, cessante legitimo impedimento, licite et canonice poterit promoveri, praesentabit, prout juris et moris fuerit et rationis. Et quia praemissa suum consequi seu sortiri nequeunt effectum, nisi ordinaria auctoritate confirmentur et approbentur, idcirco, patres reverendi supradicti, tam humiliter quam devote vestras reverentias deprecor et exhortor, quatenus praesentes meas ordinationes fundationum et dotationum per me salubriter factas et ordinatas, secundum omnem earum formam et tenorem approbare dignemini et confirmare velitis, bonaque infra scripta praefato altari et ejus pro tempore rectori in dotem per me assignatam eidem appropriare, et appropriata et affectata esse, et perpetuo debere tamquam ecclesiastica deinceps teneri et possideri, decernere, et jus patronatus hujusmodi mihi primo, et deinceps in perpetuum domino temporali pro tempore fortalitii seu mansionis meae antedictae, suisque heredibus et successoribus hujusmodi fortalitium seu mansionem dominio temporali possidentibus, reservare, vosque, reverende in Christo pater, domine episcope, novam capellam seu novum altare, sic fundatum et dotatum, in titulum eccle-

siastici et juris patronatus beneficii erigere dignemini et velitis.

Bona vero, de quibus supra fit mentio ad numerum viginti modiorum siliginis ascendentia et quae in dotem altaris seu capella per me data sunt, subsequuntur, speciatim in modum qui sequitur, specificata :

Primo, do pure propter Deum et in remedium meorum parentumque meorum peccaminum, nullo metu infirmitatis compulsus, sed spe aeternae retributionis inductus, unum domistadium cum suis pertinentiis in villa de Beeths prope Halen situatum inter curtem Johannis de Perpel, ab una, et bona Johannis Mons, ex altera partibus, legatumque in fundationem et dotationem praedictae capellae per matrem mei fundatoris, prout apparet lucidius ex tenore cujusdem instrumenti desuper rite confecti, valens annuatim quatuor modios siliginis mensurae oppidi Diestensis; et descendit seu movetur a curia capituli sancti Bartholomaei Leodiensis, estque oneratum duobus denariis censualibus annuatim exsolvendis.

Item, do praedictae capellae pratum quoddam jacens infra districtum dictae villae de Beeths seu Eeckeut, inter prata Henrici de Liefkensrode, ab una, et Waltheri Minten, ab altera partibus, valens currentibus annis octo grieffones, quolibet grieffone pro viginti bodedrager communis pagamenti Leodiensis computato. Quod quidem pratum movetur a praedicta curia sancti Bartholomaei, estque obligatum undecim denariis census seu duobus monetae Brabantiae ecclesiae parochiali de Beeths singulis annis exsolvendis.

Item, do unum bonarium terrae arabilis in praedicta villa de Beets prope locum quemdam dictum *de Zueperoede*, collocatum inter bona abbatis et conventus, ab una partium, et bona Godefridi Berinx, ab alia parte; cujus valor effractus est ad viginti duo vasa siliginis mensurae Diestensis annuatim exsolvenda, descendens a curia priorissae et conventus de Odeighem, atque oneratum censu quatuor aureorum cum

duobus solidis in festo sancti Remigii cujuslibet annorum exsolvendis.

Item, do septem zillas terrae arabilis, situatas infra limites parochiae de Rummen retro curiam Pauli Siebbers, ab una parte, et bona Pentecostes Broeckmans, ab alia parte, singulis annis valentes quatuor modios siliginis mensurae Trudonensis; et moventur a curia de Waenroede in villa de Rummen, suntque oneratae censu duorum grossorum veterum annuatim.

Insuper, do duo bonaria terrae arabilis inter villam de Aelst et communitates oppidi sancti Trudonis, valentia singulis annis quatuor modios siliginis cum quatuor halsteriis mensurae Trudonensis; et moventur a curia domini Leodiensis, onerataque duobus denariis censualibus.

Praeterea, do quamdam mansionem cum una curia super wariscapiis, situatam inter domum Henrici Nagel, ab una, et domum Arnoldi de Binckem, ab alia partibus. Et cum eadem domo jam ultimo tacta do conjunctim quoddam pratum inter bona Johannis Tuhuve et Gerardi Tilens ab ambabus partibus situatum. Quam domum cum praedicto prato suo proprio censu conjunctim volo esse obligatum et oneratum exsolutione unius griffonis seu viginti bodedrager communis pagamenti Leodiensis, post datam harum litterarum, ecclesiae parochiali de Rummen ratione certorum servitiorum, in quibus eadem ecclesia de Rummen obligabitur annuatim facienda, omnibus et singulis dolo, fraude, adinventionibus, aliisque exceptionibus, tum statutis, privilegiis, francisiis et libertatibus quibuslibet, quibus mediantibus effectus praemissus in aliquo impedire valeat quomodolibet vel differri, exclusis penitus et semotis.

In quorum omnium fidem et testimonium, ego Adam, fundator, pro me et domicella Catharina, uxore mea, meisque heredibus et successoribus quibuscumque, sigillum meum proprium praesentibus duxi apponendum.

Acta sunt haec in domo seu mansione mea, sub anno a Nativitate Domini millesimo quadringentesimo trigesimo, mensis julii die decima tertia.

§ 5. — *Approbation de la fondation précédente.*

26 mars 1433.

Johannes, Dei et Apostolicae Sedis gratia episcopus Leodiensis et comes Lossensis, notum facimus universis, quod nos erectionem, fundationem et dotationem capellae et altaris ad laudem et honorem gloriosissimae Virginis Mariae per Adam de Kerckem, armigerum, nostrae Leodiensis dioecesis, juxta fortalitium seu mansionem ipsius infra limites parochialis ecclesiae de Rummen situatae, prout et quemadmodum in litteris, quibus praesentes nostrae litterae sunt infixae, continetur et narratur, perpetuo valiturae in futurum, ac omnia alia in eisdem litteris contenta in omnibus, auctoritate nostra ordinaria, quantum in nobis est, laudamus, ratificamus, approbamus, et per praesentes in Dei nomine confirmamus, juribus nostris et matricis ecclesiae semper salvis. Et nihilominus de nostris conceditur litterarum consensu et assensu, quod hujusmodi capella et altare per suffraganeum nostrum in pontificalibus cum solemnitatibus in talibus adhiberi consuetis consecrentur et benedicantur, dum et quando idem suffraganeus desuper fuerit requisitus.

In cujus rei testimonium, sigillum nostrum ad causas praesentibus nostris litteris duximus appendendum.

Datum anno a Nativitate Domini millesimo quadringentesimo trigesimo tertio, mensis martii die vigesima sexta.

§ 6. — *État de l'église de Rummen en* 1643, 1666 *et* 1701.

Modo nullus rector est institutus. Collator est R. D. abbas Averbodiensis.

Habet pastor domum pastoralem, eamque liberam. Nec scitur ecclesia in aliqua sua parte polluta, neque prophanata.

Locus repositionis Venerabilis Sacramenti est secus murum a latere cornu Evangelii, cancellis ferreis bene munitus sub clausura; in eoque conservantur Hostiae sacrae juxta numerum communicantium, qui sunt circiter quadringenti. Splendet

lumen coram Venerabili Sacramento tempore diurno, nec credunt fieri posse nocturno propter incursus latronum.

Baptisterium est integrum, cancellis munitum et bene clausum.

Sunt sacrarum unctionum vasa argentea, conservata in loco repositionis Venerabilis Sacramenti.

Habet pastor registrum baptisatorum, confirmatorum, matrimonio junctorum et mortuorum.

Quando obeunt parvuli sine baptismo, locus parentum arbitrio praeter coemeterium relinquitur.

Decimas majores, ascendentes ad triginta duo paria, habet R. D. abbas Averbodiensis; minores habet pastor.

Computus fabricae et pauperum sunt redditi coram pastore et communitate; in reddendis computibus parva aut nulla fit consumptio.

Distribuuntur bona pauperum in singulos pauperes juxta exigentiam necessitatis singulorum.

Imagines nullae sunt deformes; aliquae in parietibus pictae obliterabuntur.

Tenetur pastor ad cathedraticum et obsonium.

Calices sunt duo : unus argenteus in cuppa, pede aeneo deauratus; candelabrorum aeneorum par; unum thuribulum cupreum; ampullarum stannearum duo paria; casulae cum reliquis ornamentis sufficientes; dalmaticarum par unum; vela calicis duo aut tria; mappae sunt tres integrae; cortinarum paria duo; albae duae; totidem amictus et cingula; quae omnia in sacristia conservantur.

Altare sub invocatione beatae Mariae Virginis est incorporatum ad usum primissarii (23 februarii 1633), per pastorem et communitatem eligendi. Tenebatur ad duas missas, quae fiunt per rectorem. Rescribitur ad 26 aut 27 modios. Habet sua ornamenta.

Altare sanctae Annae, cujus collator est R. D. abbas Averbodensis, sub onere unius missae, quae deservitur per capellanum.

Matricularia est officium ad electionem pastoris et communitatis. Habetur schola et catechismus per capellanum.

Nullus suspectus est de haeresi aut alio notabili crimine.

L'église de Rummen était dédiée à saint Ambroise. En 1666, le Saint-Sacrement était conservé dans le tabernacle au milieu de l'autel; le nombre des communiants était de cinq cents environ; les revenus de la fabrique et de la mense des pauvres réunis montaient à 36 muids; il y avait trois cloches : une fournie par l'abbé d'Averbode, une par la fabrique et une par les paroissiens.

En 1701, la mense des pauvres avait un revenu de 150 setiers de seigle; la paroisse comprenait 80 ménages, c'est-à-dire, environ 330 communiants.

L'église de Rummen possédait anciennement deux cloches, qui dataient du XIVe siècle. Sur la plus grosse se trouvait l'inscription suivante : *Campana ista delata fuit Averbodii per dominum Inghelbertum de Lavierna, qui habuit tertiam partem decimae hujus villae, et per fratrem Arnoldum de Tuldel, abbatem Averbodiensem, qui habuit duas partes decimae etiam hujus villae, anno Domini m. ccc. lxxxv, in fine junii.* Sur l'autre cloche, on lisait : *Maria nomine vocor. O rex gloriae, veni cum pace; anno Domini m. ccc. lxxxv.*

§ 7. — *Administration communale.*

La commune de Rummen était divisée en trois quartiers. Chaque quartier élisait, chaque année, son bourgmestre. Les trois bourgmestres faisaient la recette de revenus communaux et les appliquaient à leur destination. Les affaires majeures étaient réservées à la décision de la généralité des habitants. Ce régime démocratique est resté en vigueur, croyons-nous, jusqu'en 1796.

Testaments des premiers évêques d'Anvers[1].

I.

Testament de François Sonnius, premier évêque d'Anvers[2]

6 mai et 25 juin 1576.

In nomine Domini, amen. Tenore presentis publici instrumenti cunctis pateat evidenter et sit notum, quod anno a Nativitate Domini millesimo quingentesimo septuagesimo sexto, indictione quinta, mensis junii die trigesima, pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini nostri, domini Gregorii, divina Providentia pape decimi tertii, anno quinto, coram venerabilibus atque eximiis dominis decano et capitulo insignis ecclesie cathedralis Antwerpiensis, judicibus ordinariis omnium et singulorum dominorum canonicorum, vicariorum, capellanorum, beneficiatorum et aliorum suppositorum ejusdem ac aliarum ecclesiarum parochialium in eadem civitate et extra illam juxta muros situatarum, ac in mei notarii publici et testium infra scriptorum presentia personaliter constituti venerabiles atque eximii viri domini et magistri Jacobus de Campo, juris canonici licentiatus, archidiaconus et canonicus, Silvester Pardo, sacre theologie licentiatus, etiam canonicus pretacte ecclesie cathedralis, ac Michaël Rutten, oeconomus, executores testamenti seu ultime et extreme voluntatis reverendissimi in Christo patris et domini nostri, domini Francisci Sonnii, episcopi Antwerpiensis, habentes et suis in manibus tenentes quedam pergamenea instrumenta, clausa signo ac cognomine propriis magistri Mathei Yerssel, notarii publici, ab extra, uti clare apparebat, signata et subscripta, extremam

[1]) La copie de ces documents nous a été communiquée par M. Louis Theunissens.

[2]) Ce document est intitulé : *Testamentum clausum reverendissimi domini domini episcopi Antwerpiensis, Francisci Sonnii.*

voluntatem prefati domini reverendissimi continentia, ac parvo signeto dicti domini reverendissimi testatoris, uti prima facie apparebat, desuper impresso sigillata, petentes eadem per dictos dominos decanum et capitulum aperiri et ad executionem eorumdem inibique contentorum procedi. Unde, auditis et examinatis honorabilibus viris dominis Theodorico Bochout et Wilhelmo Neulen, presbyteris, capellanis dicte ecclesie, super dicto signeto impresso, necnon subscriptione et signatura prefati magistri Mathei Yerssel, notarii, illisque sufficienter et legitime per eosdem recognitis, ad eorumdem dominorum executorum instantiam et petitionem fuerunt hujusmodi instrumenta clausa, de mandato ac licentia dictorum dominorum decani et capituli, per me, eorumdem dominorum decani et capituli notarium et scribam juratum infra scriptum, aperta et lecta; et, ut eadem in hanc publicam formam redigerem, mandaverunt. De et supra quibus omnibus et singulis antedicti domini executores, ad opus omnium et singulorum interesse habentium, a me notario publico subscripto unum vel plura publicum seu publica fieri petierunt confici atque tradi instrumentum et instrumenta.

Acta fuerunt hec in loco capitulari pretacte ecclesie cathedralis, capitulo ad hoc specialiter congregato, sub anno, indictione, mense, die et pontificatu quibus supra, presentibus ibidem supradictis honorabilibus viris dominis Theodorico Bochout, Wilhelmo Neulen et Johanne Tack, dictorum dominorum decani et capituli virgerio, testibus ad premissa vocatis specialiter atque rogati.

Tenor vero superscriptionis dicti instrumenti clausi primo loco exhibiti, de quo supra fit mentio, sequitur et est talis :

Anno Domini millesimo quingentesimo septuagesimo sexto, mensis maii die sexta, reverendissimus dominus dominus Franciscus Sonnius, episcopus Antwerpiensis, in presentia mei notarii subsignati et testium subscriptorum declaravit hoc instrumentum continere suum testamentum seu ultimam et

extremam suam voluntatem, et idcirco mandavit idem hoc instrumentum claudi ac signeto sue reverentie sigillari.

Actum ut supra, presentibus Michaële de Wesele et Laurentio Bunden, incolis et civibus Antwerpiensibus, testibus ad hoc specialiter vocatis et rogatis, et me Matheo ab Yerssel, notario publico per concilium Brabantie admisso, unacum prenominatis testibus presente.

Quod attestor :

M. Yerssel.

Tenor vero dicti testamenti seu ultime voluntatis, unde prefertur, sequitur de verbo ad verbum, et est talis :

In nomine Domini, amen. Ego Franciscus Sonnius, episcopus Antwerpiensis, sanus Dei gratia mente, licet corpore eger, attendens humani status inconstantiam et fragilitatem, et quod morte nihil sit certius et hora ejus nihil incertius, volens idcirco juxta verba prophete dicentis : „ Dispone domui tue, quia morieris „, disponere de bonis mihi ab Altissimo collatis, omnibus melioribus modo, forma et jure, quibus melius possum et valeo, ordino, facio et condo meum testamentum seu ultimam et extremam meam voluntatem in hunc, qui sequitur, modum :

In primis, revoco, casso et annullo omnia alia testamenta, codicillos et ultimas voluntates per me antehac factas et facta. Deinde animam meam, dum ab hoc corporis ergastulo migrabit, commendo Deo, misericordiarum Domino, et corpus meum terre sancte, eligens sepulturam meam in ecclesia nostra cathedrali in choro majori, in dextero latere summi altaris retro presbiterium. Qua autem elegantia debeat fieri monumentum et quam alte elevari ad murum, committo meis executoribus infra nominandis, qui in casula aliqua alba curabunt me sepeliri. Cuperem equidem hos sumptus transferri in usum pauperum, sed, quia primus sum episcopus residens, pro decore ecclesie cathedralis et honore dignitatis episcopalis placet, ut

predicti sic faciant, sicut eis videbitur, cum inscriptione epitaphii, quod ipse composui.

Deinde lego fabrice matricis cathedralis ecclesie nostre predicte, pro injustis bonis, si que habeam (de quo tamen nihil mihi conscius), unam libram grossorum Flandrie semel. Deinceps volo et ordino, quod distribuantur pauperibus viginti fertelle optimi tritici converse in panes de stufero vel duabus blancis, aut alias pro numero pauperum, partim in die sepulture mee, partim vero in die exequiarum mearum. Volens, ut cor meum transferatur decenter ad monasterium sancti Bernardi ad Schaldim, unitum cum episcopatu Antverpiensi, ubi prelatus existo, et ibidem sepeliatur inter domunculam Venerabilis Sacramenti et summum altare, ad murum, ea elevatione et elegantia, sicut predictis videbitur; volens ulterius, quod conventui dicti montsterii detur in die exequiarum mearum, quas ibidem facient, presentibus nostris executoribus et aliquot nostris domesticis, honestum convivium; pro quo legamus eis viginti quinque florenos semel, et singulis annis in die anniversarii mei, quod ibidem singulis annis celebrabunt, octodecim florenos annuos (pro pitantia) perpetui redditus, emendos et hypothecandos denario decimo sexto. Preterea cupio fundari anniversarium in ecclesia nostra cathedrali, quod sit decanale, cum *Miserere* et *De profundis* ad sepulchrum meum; pro quo lego ei viginti quatuor florenos annuos, emendos ut supra, ita ut tertia pars transeat ad capellanos sive beneficiatos ejusdem ecclesie cathedralis, inclusis duobus viceplebanis et omnibus pastoribus civitatis Antwerpiensis; volens nihilominus, ut in premissis solummodo gaudeant presentes et continuantes in vigiliis et missa, tam canonici quam capellani. Item lego singulis confratribus meis canonicis praetacte ecclesie nostre cathedralis Antwerpiensis, qui intererunt exequiis meis, unum philippum in specie semel, vel ejus valorem, decano autem duplum.

Nepoti meo, domino magistro Jacobo de Campo, juris licen-

tiato et ecclesie nostre cathedralis pretacte archidiacono et canonico, quia hujusmodi beneficia ex nostra collatione obtinet, lego et relinquo casulam nostram rubram cum suis albis et corporali, et preterea unum angelotum semel et decentem habitum lugubrem ; domino autem Cornelio de Campo, nepoti etiam meo, canonico metropolitano ecclesie Trajectensis, lego casulam nostram albam cum suis albis et corporali, et preterea unum angelotum semel et decentem vestem lugubrem. Nepoti autem meo, Rutgero Rutgerts, in Gestel prope Buscumducis, et Yde, sorori ejus, in Geffen, donavi donatione inter vivos centum viginti quatuor florenos renenses annuos, per me emptos super Statibus Brabantie, secundum formam donationis, quam inde feci et adhuc ratam habeo; rogans, ut illa donatione velint esse contenti. Prolibus vero fratris mei Sebastiani, Egidio de Campo et Hester de Campo, lego centum viginti quatuor aut viginti octo florenos annuos, secundum formam et tenorem literarum coram scabinis Antverpiensibus desuper confectarum, quoad usumfructum dumtaxat, proprietate manente penes ipsorum proles. Et ulterius lego eisdem Egidio et Hester de Campo, singulis unum angelotum semel, necnon eisdem ac magistro Joachimo Postelio, prefate Hester marito, et uxori dicti Egidii, singulis decentem vestem lugubrem.

Pro seminario autem erigendo Antwerpie lego bis mille quingentos florenos semel, quos mihi testatori optimo jure debet reverendissimus in Christo pater dominus Laurentius Metsius, episcopus Buscoducensis et prelatus Tungerloënsis; cujus debiti syngrapham ipsius apud me habeo, salvo quod duo pauperes de parentela mea alimententur in eodem seminario secundum leges ibidem erigendas, si sint aliqui apti ad studium literarum et volunt ibidem habitare; si non sint aliqui de sanguine meo hoc cupientes, acceptentur duo alii ex pauperioribus et magis idoneis de hac civitate vel diocesi.

Oeconomo autem meo necnon Michaëli de Wezel, conservatori domus nostre, lego singulis unum angelotum semel et ves-

tem decentem lugubrem. Item magistro Matheo Typoets, U. J. licentiato, lego duos angelotos semel et vestem decentem lugubrem. Domesticis et familiaribus seu servitoribus meis, tam minoribus quam majoribus, singulis lego unum angelotum semel, preter mercedem servitii sui, et singulis unam vestem lugubrem persone sue convenientem. Natali vero van Blyenberch ac Siberto van Berchem et notario hujus testamenti mei, lego cuilibet unum angelotum semel. Capellano meo, qui tunc temporis erit, et cubiculario meo adhuc lego ampullas nostras argenteas cum capsula hostiarum argentea, inter se dividendas. Gosvino, itidem cubiculario meo, adhuc et ultra mercedem servitii sui lego et relinquo quinquaginta florenos renenses semel pro bono servitio mihi in infirmitatibus meis per ipsum prestito. Domino Petro Grinsvenne, a Geffen, quondam servitori et sigillifero meo, lego tres angelotos semel. Dominis canonicis Buscoducensibus, magistro Johanni Degens et magistro Gisberto Coeverincx, sacre theologie licentiatis; item pastori in Son, et ancille mee Margarete, quam habui ex Buscoducis; item Wilhelmo Laerschot et sorori ejus Christine int Haenken, similiter sorori Gertrudi, cognatis meis, necnon Marie van Hove, relicte fratris mei Henrici, et Catharine Meeussen, lego singulis coronatum unum semel.

Item singulis monasteriis ordinum mendicantium civitatis Antverpiensis, item hospitali ac monasteriis Clarissarum et Albarum Sororum Antverpiensibus, item monasteriis Tersiecken extra muros Antverpienses et in *de Luythagen*, cuilibet lego et relinquo unam libram grossorum Flandrie semel. Item eleemosinariis civitatis Antverpiensis lego, ad usum pauperum ejusdem civitatis, centum daleras semel.

Item pro iis, qui constituti sunt ad impediendum deambulationes in ecclesia nostra cathedrali, lego tres libras grossorum Flandrie annui reditus, emendos et hypotecandos nummo decimo sexto; et casu, quo non impendatur predictus reditus ad hujusmodi deambulationes impediendas, tunc volo et lego

per presentes, ac hujusmodi reditum applico ad usum domus pauperum puellarum hujus civitatis dicte *het Meyskenshuys*.

Item Jesuitis Antverpiensibus, qui nondum sunt sufficienter dotati, lego octodecim florenos semel.

Item nepti nostre, sorori Barbare Maes, professe monasterii Syon, oppidi Lirensis, lego singulis annis unam libram brabanticam ad vitam ipsius.

Item monasterio sancti Bernardi predicto pro bibliotheca sua lego omnia opera veterum doctorum, que nos habemus et ipsum non habeat. Reliquos vero libros nostros lego et relinquo prefato cognato nostro, domino et magistro Jacobo de Campo, archidiacono.

Argentea autem illa, que accepimus, et redditus, qui nobis obvenerunt ex domo mortuaria quondam fratris nostri, domini Christiani de Campo, lego heredibus, qui eidem domino Christiano succedere debuissent, aut precium eorum.

Executores ibidem hujus testamenti mei seu ultime et extreme voluntatis mee eligo eximios viros dominum et magistrum Jacobum de Campo, archidiaconum ecclesie nostre cathedralis predicte, cognatum nostrum prenominatum, necnon dominum et magistrum Silvestrum Pardo, sacre theologie licentiatum, canonicos et confratres meos, et magistrum Michaëlem Rutten, oeconomum meum, volens, quod habeant honestam renumerationem pro laboribus suis, et preterea singuli unam pateram argenteam ex melioribus, quas habeo.

Pompa autem funebris fiat decenter, sed citra excessum.

Cetera non specificata committo discretioni executorum meorum prenominatorum.

Et si quid, his omnibus expletis, superfuerit, id volo applicari partim monasterio sancti Bernardi supratacto et partim ac equaliter capitulo ecclesie nostre cathedralis Antverpiensis ad eum finem, ut utrobique, tam ibi quam hic, festum sancti Francisci elevetur et fiat duplex in commemoratione pro anima mea in medio chori.

Premissa autem hec declaro esse meum testamentum seu

ultimam et extremam meam voluntatem, quod et quam valere et robur firmitatis obtinere volo sive jure testamenti, sive jure codicillorum aut cujusque alterius ultime et extreme voluntatis, vel eo modo, quo melius valere potest, non obstante, quod in illis aut illorum aliquibus aliqua juris vel facti solemnitas sit omissa.

In quorum omnium et singulorum premissorum fidem hoc presens instrumentum per notarium publicum infra scriptum fieri postulavi, et manu mea propria, nomineque et cognomine meis subscripsi ac per eumdem notarium subsignari mandavi et feci.

Acta fuerunt et sunt hec in domo nostra episcopali Antwerpie sita anno Domini millesimo quingentesimo septuagesimo sexto, mensis maii die sexta.

Sic erat subscriptum manu propria supranominati reverendissimi domini testatoris :

Franciscus SONNIUS.

Item sic : M. Yerssel, notarius publicus.

Superscriptio autem alterius pergamenei instrumenti clausi, de quo supra fit mentio, sequitur et est talis :

Anno Domini xv^{c} septuagesimo sexto, mensis junii die vigesima quinta, reverendissimus noster dominus Franciscus Sonnius, episcopus Antverpiensis, in mei notarii infra signati et testium infra scriptorum presentia declaravit hoc instrumento certum[1] codicillum et legata, que ultra testamentum suum relinquere voluit, illudque presentibus iisdem testibus claudi et signeto suo sigillari mandavit, prout etiam illud clausi et sigillavi.

Actum ut supra, presentibus domino et magistro Reinero a Brakel, canonico Antverpiensi, et Michaële de Wesel, testibus ad premissa vocatis et rogatis, et me Matheo ab Yerssel, notario publico, unacum predictis testibus presente.

M. Yerssel.

[1]) Il faut sans doute lire *contineri* au lieu de *certum*.

Tenor vero dicti pergamenei instrumenti clausi sive codicilli, de quo proxime supra fit mentio, sequitur et est talis[1] :

In nomini Domini, amen. Ego Franciscus Sonnius, episcopus Antverpiensis, sanus Dei gratia mente, licet corpore eger, quia ambulatoria est hominis voluntas usque ad ultimum vite spiritum, idcirco addendo testamento meo seu ultime mee voluntati alias coram notario infrascripto conditis per modum codicilli, lego et relinquo singulis famulis seu servitoribus meis, qui vigilando nocte simul et die mihi in infirmitati mea astiterunt, centum florenos semel, idque ultra legata in pretacto meo testamento seu ultima voluntate ipsis relicta, pro bono et grato servitio mihi per ipsos hactenus prestito et adhuc prestando in hac mea infirmitate. Ulterius lego et relinquo singulis prolibus Hester de Campo, neptis mee, et singulis prolibus Egidii de Campo, nepotis mei, centum florenos semel, applicandos ad redditus hereditarios in usum et ad opus earumdem prolium.

Ceterum per hanc codicillarem dispositionem ne in minimo quidem volo mutari aut minui predictum meum testamentum, sed illud in omnibus suis clausulis et particulis adhuc plenissime confirmo et ratum habeo et haberi volo. Et hanc presentem dispositionem declaro etiam esse meam ultimam voluntatem, quam valere volo jure codicillorum vel cujuscunque alterius ultime et extreme voluntatis, quo melius valere potest, et eam firmiter observari volo.

In quorum omnium et singulorum premissorum fidem et testimonium hoc presens instrumentum per notarium publicum infra scriptum fieri et scribi postulavi, et per eumdem notarium (quia per infirmitatem meam scribere non valeo) in presentia testium clausure hujus adhibitorum subsignari mandavi.

Acta fueruut hec Antverpie, in domo nostra episcopali, sub

[1]) L'original de ce codicille se trouve aux archives de Notre-Dame, à Anvers.

anno Domini millesimo quingentesimo septuagesimo sexto, mensis junii die vigesima quinta.

Sic erat subscriptum : De speciali mandato domini reverendissimi prefati :

M. Yerssel.

Et ego Gerardus Diemen, publicus sacris apostolica et imperiali auctoritatibus per concilium Brabantie admissus, ac prefatorum venerabilium dominorum decani et capituli notarius ac scriba juratus, quia preinsertorum testamenti ac codicilli sive pergamenei codicum sive instrumentorum presentationi sive exhibitioni, signetorumque et subscriptionum recognitioni et aperture unacum prenominatis testibus ut notarius interfui, eaque omnia et singula sic fieri scivi et audivi, ideo hoc presens publicum instrumentum manu mea propria scriptum et cum preinsertis testamento et codicillo diligenter collatum, exinde confeci et in hanc publicam formam redegi, signoque majori ac nomine et cognomine meis solitis et consuetis signavi et subscripsi in fidem, robur et testimonium omnium et singulorum premissorum.

II.

Testament de Liévin Torrentius, deuxième évêque d'Anvers.

29 mars 1594.

In nomine Domini nostri Jesu Christi, cui laus et gloria cum Deo Patre et Spiritu sancto in aeternum. Amen.

Ego Laevinus Torrentius, ex canonico et archidiacono Leodiensi, necnon ex abbate saeculari ecclesiae collegiatae Cinacensis factus episcopus Antverpiensis, indignus Dei servus, humanae vitae incertitudinem ante oculos ponens, hoc praesens testamentum seu qualemcunque ultimam voluntatem, salva semper facultate addendi, minuendi et quomodolibet mutandi et revocandi, manu domini Cornelii Camerarii, presbyteri mei, me dictante scriptum et a me subscriptum, a notario etiam

publico signari procuravi, revocans quascumque alias dispositiones, ut ratum semper ac firmum sit, si non jure testamenti saltem codicillorum.

In primis commendans corporis et animae meae custodiam omnipotenti Deo, beatae Mariae semper virgini, ac toti curiae coelesti, ut gressus meos dirigant et a sancta fide catholica, apostolica, romana nunquam declinem, juxta professionem fidei ex formula concilii Tridentini saepius a me reiteratam et in mente perpetuo retentam, ubicumque mori me contigerit, sepulturam meam eligo in ecclesia mea cathedrali, loco, quem executores mei confratrum meorum consensu elegerint; idque quam simplicissime et quam minimo fieri poterit sumptu tam funeris quam sepulchri, ne exequiae diutius differantur; quarum die numerari volo trecentos florenos eleemosinariis seu praefectis pauperum, ut illam summam pro arbitrio distribuant, ac pauperes Christi communibus precibus Deum suppliciter pro me orent. Fabricae praeterea ejusdem ecclesiae lego duodecim florenos, et totidem fabricae Leodiensi, semel praestandos. Lego praeterea tribus conventibus fratrum mendicantium in civitate Antverpiensi, nec non fratribus Capucinis et Bogardis, necnon monasteriis virginum, quas *tertiarias* vocant, et de Facues, item Nonnarum et Albarum ac Nigrarum Sororum, singulis decem florenos; Clarissis vero viginti, patribus Societatis Jesu quadraginta; item sororibus magni hospitalis sive xenodochii pro refectione aegrotantium triginta, et sororibus leprosorum quindecim. Communibus etiam mendicantibus tam die depositionis meae quam exequiarum volo distribui panes triticeos pro arbitrio executorum, et ut communiter fieri solet, ut animam meam simul omnes divinae misericordiae commendent. Capitulo ecclesiae Antverpiensis pro perpetua nostri memoria comparari volo annuum reditum viginti quinque florenorum denario decimo sexto, distribuendum in die anniversarii mei inter praesentes tantum a principio usque ad finem, tam in vigilia quam in laudibus

et missa; et similiter communibus capellanis cantoribusque reditum quindecim florenorum, distribuendum arbitrio domini decani et cantoris pro tempore futurorum, ut tantum comprehendantur praesentes in choro, et non alii, quacunque de causa absint; quorum perditiones dari volo servientibus ad altare; pastores autem sive supplebanos annumerari volo dominis canonicis. Ecclesiae Leodiensi, de qua satis bene meritum me esse existimo, jacto Leodii fundamento collegii Societatis Jesu, lego praeterea cappam, ut vocant, sive ornamentum circiter trecentorum florenorum. Ecclesiae Cinacensi ultra ornamenta anno superiori a me donata valoris trecentorum florenorum dari volo reditum quindecim florenorum pro anniversario; unde tres floreni dentur capellanis, reliqui canonicis officio tam vigiliae quam laudum et missae interfuturis ab initio. Quod si forte vel Antverpienses vel Leodienses quovis praetextu aliquid sibi a me deberi praetenderint et jure velint agere, tunc legatis eos privari volo; imo, et antequam haec solvantur, volo mihi satisfieri quicquid illi comperti fuerint ratione praebendae mihi debere. Idem de Cinacensibus dictum sit. Domesticis meis, qui mortis tempore servient, praeter antea debitum dari mando stipendium adhuc trium mensium post obitum, necnon vestem lugubrem executorum arbitrio. Gertrudi solvi volo ducentos florenos semel ex voluntate sororis suae Annae defunctae, nisi, quod futurum spero brevi, vivens solvero. Joanni, famulo seniori, quoad vixerit, post obitum meum dentur annui viginti quinque floreni. Joanni vero de Leeu, cognato et secretario meo, praeter reditum lxii florenorum super aedibus Joannis De Vel relinquo adhuc centum florenos annuos perpetuos, redimendos 1600 florenis aut dando in solutum literas totidem florenorum super ditione Leodiensi, ut inter ipsum et executores poterit convenire; sorori autem ejus, Margaritae, cognatae meae, memoriae causa do nobilem rosatum, sed filiolo ejus quinquaginta florenos semel, ut commodius discat literas; alteri vero sorori ejus, Livinae, cui jam dedi subsi-

dium dotis ultra alia beneficia, do praeterea similem nobilem rosatum. Neptibus meis, Livinae et Elizabethae, jam pridem nuptis collata ipsis dote satis honesta, lego singulis cruciardum portugallensem seu valorem; earumdem autem liberis, quotquot extabunt tempore obitus mei, in singula capita tam studiorum quam dotis nomine centum et quinquaginta florenos semel. Nepti meae Joannae, religiosae habitanti Gandavi in beguinagio, ultra reditum, quem illi dedi aut dari curavi, viginti quinque florenorum annuorum super dominiis Regiae Majestatis in territorio Lovaniensi cum omnibus terminis decursis, lego alios florenos annuos quinquaginta, quoad vixerit tantum, et non aliter; reditum autem viginti quinque florenorum qui perpetuus est, post hujus Joannae mortem redire volo ad Livinam vel ejus liberos. Aegidio Lievens, canonico Cinacensi, sororis meae Clarae filio, quia abunde ei prospectum est, lego tantum memoriae causa quinquaginta florenos semel. Item fratri ejus, Livino, quoniam in donationem propter nuptias donavi duabus vicibus praesenti pecunia florenos bis mille octingentos, eidem Livino lego duas pateras argenteas ejusdem formae; et Petro Gillis, neptis meae Elizabethae marito, pateram argenteam deauratam cum fabula Apollinis et Daphnis; marito item alterius neptis Livinae, Ludovico Tortequesne, aliam pateram deauratam sculptam cum historia Rebeccae aquam praebentis famulo Abrahae et camelis ejus. Nepoti meo Joanni Livinaeo, cantori et canonico Antverpiensi, cui inter propinquos omnes praecipue faveo, quanquam beneficiis ecclesiasticis satis honeste provisum est, et miscere non convenit sacris profana, maxime eum, qui sacerdos est, ne tamen hoc calamitoso tempore ipsi quicquam desit, relinquo adhuc centum florenos annuos, sed tantum quoad vixerit. Fundum meum sive villam Busbecanam, quae majorum meorum fuit, volo ad posteros pervenire, eandem relinquens tribus partibus aequalibus sive in stirpes, unam Livino, secundam Livinae, tertiam Elizabethae, atque eorum liberis; et similiter si quid

aliud profectum a majoribus ad me spectat; mandans Joanni Livinaeo, ut, si qua hac occasione controversia orta fuerit, ipse, qui sacerdos est, illam componat; eidem relinquens hujus officii causa et aliorum, quae in edendis meis libris praestare poterit, scyphum meum argenteum deauratum, quem a praeposito olim Leodiensi Wyngarda dono accepi, una cum salino mediocri argenteo et duodecim cochlearibus, cum furcilla, qua utor, itidem argentea. Nonnulla alia legata reservo codicillo, quem facere decrevi pro diversis amicis meis ac familiaribus. Quod vero attinet ad residuum bonorum meorum, quae honesta parcimonia ex officiis publicis ac donis et stipendiis principum citra cujusquam injuriam conquisivi, ut semper eo animo atque intentione vixi, tanquam si ea non possiderem, contentus usu sive usufructu tantum, sic nunc quoque in proposito persevero. Et quoniam ad hunc ipsum effectum fundavi gymnasium philosophicum in Academia Lovaniensi, cui patres sanctae Societatis Jesu praesunt, sponte ac libera mea voluntate pollicitus ad eum effectum summam viginti quatuor millium florenorum Brabantiae, hactenus tamen non solvi nisi quatuordecim millia, juxta promissionem factam suppleri volo reliquum, quam citissime fieri poterit, scilicet adhuc alia decem millia, sperans interim nonnulla adhuc alia superfutura, quae ad Dei gloriam ordinari poterunt, et futurum expectans, ut non tantum dicti gymnasii philosophici, verum etiam totius collegii patrum Societatis Jesu Lovanii fundator esse declarer. Relinquo iisdem patribus ultra priora viginti quatuor millia, adhuc alterum tantum, sive alia viginti quatuor millia, idque titulo sive donationis inter vivos sive haereditatis tam virtute testamenti quam codicillorum, salvo quod bibliothecam, meam aestimari volo [cum tamen multo plus valeat] quatuor millibus similium florenorum, ita ut desiderentur adhuc tantum viginti millia, quae spero facile posse confici. Et, si Dei beneficio plura superesse contigerit, solutis ante omnia legatis atque aliis summis praedictis nec non sumptibus funeris,

totum hoc ipsum, quod supererit, do, lego et quovis alio titulo relinquo ad usum seminarii clericorum in ecclesia mea Antverpiensi; cujus seminarii institutioni atque administrationi praefectos esse cupio atque desidero futuros pro tempore decanos et archidiaconos, necnon binos praecipuos eleemosinarios pro spatio duorum annorum, quibus curae pauperum praeerunt, sic tamen ut in dubiis recurrant ad episcopum suum, cujus arbitrio illa decidantur. Et quoniam praeter omnia praedicta in eventum, quo rex catholicus petitam mihi non annuat separationem ecclesiae meae Antverpiensis a monasterio divi Bernardi (quam petitionem, quoad vixero, ob causas maxime necessarias urgere non desinam), debentur mihi a monasterio praedicto circiter quatuordecim millia florenorum ex proprio peculio mutuo data; ex qua summa in eventum, quo separatio praedicta succederet, monasterio donare decrevi duodecim millia; de his ipsis fieri volo id, quod in alio quodam meo scripto per formam codicilli faciendum[1] esse declaravi, nempe ut haec simul omnia serviant praedicto seminario clericorum ad Dei gloriam et Ecclesiae suae sanctae incrementum.

Postremo, quo praedictis omnibus oneribus promptius et facilius satisfiat, numismata mea antiqua, tam aurea et argentea quam cujuscunque alterius metalli, atque adeo rem omnem antiquariam una cum vestimentis meis necnon vasis argenteis, tam deauratis quam aliis, item picturas cujuscumque generis et similia omnia in auctione vendi ac distrahi volo plus offerentibus, et pecuniam inde redigendam servari a magistro viro domino Cornelio Pruenen, amico meo summo, ipsius arbitrio ad praedictos effectus expendendam vel distribuendam; cui etiam adjungo magistrum, virum affinem meum, Joannem Van Hove, seniorem, ut se mutuo juvent. Quod, ut ad nominis nostrae memoriam faciant libentius, lego singulis effigiem meam

[1]) Nous publions ce codicille à la suite du testament, ci-dessous, p. 99.

ab Othone Venio nuperrime pictam, sive ejusdem picturae exempla, quam fieri poterit peritissime depicta; autographon vero ipsum suspendi volo in sacrario sive vestiario ecclesiae meae juxta imaginem reverendissimi domini domini Francisci Sonnii, primi episcopi Antverpiensis.

Executores autem tam hujus testamenti quam codicillorum, quos reservo, praeter praedictos Cornelium Pruenen et Joannem Van Hove, ordino atque instituo venerabiles confratres meos Joannem del Ryo, archidiaconum et officialem, et Sylvestrum Pardo, vicarium meum, dari volens singulis cruciardum portugallensem memoriae causa.

Scriptum sive datum Antverpiae in domo nostra episcopali anno a Christo nato mdxciv, mensis martii die xxix.

Ego L. TORRENTIUS, episcopus Antverpiensis, hoc testamentum dictavi die quo supra.

Ego Cornelius Camerarius, presbiter, hoc testamentum, dictante reverendissimo domino meo, scripsi mea manu.

Anno a Nativitate Domini millesimo quingentesimo nonagesimo quinto, mensis martii die vigesima nona, coram me notario publico, per concilium Brabantie admisso et approbato, infrascripto, et presentibus testibus infrascriptis, reverendissimus dominus D. Laevinus Torrentius, episcopus Antverpiensis supranominatus, declaravit scriptum in quinque paginis precedentibus positum esse suum testamentum seu ultimam suam voluntatem; hecque in fidem veritatis a me signari petiit, prout et rogatus feci.

Actum ut supra, presentibus magistro Guillielmo Van den Kriecke et Carolo Van der Cameren, testibus ad premissa vocatis et specialiter rogatis.

Van Eersel.

III.

Codicille ajouté au testament de Liévin Torrentius, deuxième évêque d'Anvers[1].

2 avril 1595.

Laevinus Torrentius, honestis parentibus natus Gandavi, quae comitatus Flandriae metropolis est, ibidemque a prima pueritia literis et bonis artibus institutus, annum aetatis ingressus decimum sextum, Lovanium (quae celebris academia est) majorum studiorum causa accessit. Ubi cum annos circiter quinque literis humanioribus ac jurisprudentiae impendisset, in Galliam se contulit ac deinde in Italiam; primum Patavium, nec ita multo post Bononiam, secunda ubique fama. Nam Bononiae publice tum disputando tum profitendo non leviter commendatus, inde discedens cum celeberrima quaeque Italiae loca cognoscendae antiquitatis praecipue causa adiisset, tandem multorum literis commendatitiis Romae mansit, summis quibusque cardinalibus atque aliis viris doctissimis usus admodum familiariter. Quibus omnibus annitentibus, ut ibidem sedem figeret ac majora expectaret, singulari patriae affectu redire maluit, quam apud exteros vivere. Profectus est itaque Neapolim, ubi, cum in comitatu Petri Camagni, episcopi Fesulani ac tum temporis nuncii apostolici, honestissime conversatus fuisset, rediens Romam oblatam sibi conditionem ab illustrissimo principe Roberto Bergensi, designato episcopo Leodiensi, libenter amplexus est, factus ipso statim initio consiliarius creati jam episcopi, necnon canonicus et archidiaconus perinsignis ecclesiae Leodiensis. Qua in dignitate variis functus honoribus atque legationibus publicis, annis paene triginta duobus permansit,

[1]) Ce document, qui présente le plus haut intérêt, est plutôt une apologie de la conduite de Torrentius à l'égard de l'abbaye de Saint-Bernard, incorporée à la mense épiscopale par la bulle d'érection des nouveaux évêchés en Belgique, qu'un codicille proprement dit.

factus interea temporis etiam vicarius generalis principis ac domini sui; eaque occasione postquam ab anno millesimo quingentesimo quinquagesimo septimo, cum majore ferme temporis parte tam apud alios principes quam in Belgio apud legatos Philippi, Hispaniarum regis, egisset, ac proinde vivens sumptibus alienis ex reditibus satis amplis peculium satis honestum collegisset, anno post (1577) in locum Francisci Sonnii, primi episcopi Antverpiensis, a rege subrogatus, episcopatum tantae urbis quamquam difficillimis temporibus non potuit non acceptare; sed, perditis paene rebus ob haereticorum ac rebellium tumultus, et nomine designati episcopi et omni administratione prorsus abstinuit, manens interea temporis Leodii, et (quantum in ipso fuit) ecclesiae ac reipublicae consulens, donec tandem toto post decennio regis in provinciis Belgicis imperio virtute Joannis Austriaci primum ac deinde Alexandri Farnesii, ducis Parmensis, utcunque confirmato, ac longa difficileque obsidione recepta in gratiam Antverpia, operam suam laboranti ecclesiae ac reipublicae diutius denegare nec voluit nec potuit. Certis itaque conditionibus se adduci passus est, ut, relicta Leodiensi provincia, in Brabantiam se conferret, consentiretque, impetrata Summi Pontificis, qui tunc erat Gregorius XIII, singulariter erga eum affectus, confirmata gratia, totum negotium conficeretur. sed, quoniam res erat perdifficilis, ipsa Antverpiensi ecclesia una cum dote (quae sumenda erat ex proventibus monasterii sancti Bernardi, ordinis Cisterciensis, tunc incensi ac penitus desolati) vehementer afflicta, ne nimium sui patrimonii seu peculii sui (de quo ante dictum est) dispendium pateretur, exemplo majorum ab ipsis usque apostolorum temporibus, nec non sanctorum consilio, antequam ecclesiae suae administrationem aggrederetur, re cum confratribus suis canonicis communicata coram duobus notariis, altero canonico, publicum instrumentum confici curavit, in quo fiebat distinctio bonorum, quae tunc secum afferebat, eorum maxime, quae ex industria

sua ac principum donis sibi comparasset, ea semper intentione atque animo, ut de bonis ecclesiasticis, cum ecclesiae deserviret, tum ipse viveret, tum aliis quoque ex piis causis subveniret, reliqua vero retineret pro suo disponenda arbitrio ac libera voluntate. Quod utique instrumentum publicum etiam monasterii sui fratribus exhibuit, ne quis ignorantiam obtendere posset, ut ex ipso instrumento confecto die primo mensis septembris anno millesimo quingentesimo octogesimo septimo manifeste constat; cum protestatione se ulterius quomodolibet nolle obligari, ac nihilominus promittendo ita se gesturum, neque aliqua avaritiae subesset suspicio; id quod ultra honestam episcopi necessitatem superesset, non in suum conversurus commodum, sed ipsius vel ecclesiae, vel monasterii; quod etiam reipsa satis ostendit. Hoc igitur jacto bonae ac felicis administrationis veluti fundamento, quanta potuit diligentia atque industria efficere conatus est, ut res paene deploratae aliqua saltem ex parte restaurarentur. Quoniam vero ipso statim initio canonici tot annis carentes episcopo non ita faciles ac proni reperiebantur ad obediendum, fulti maxime antiquis privilegiis atque exemptionibus suis, sanctam Sedem Apostolicam consulendam esse censuit, ac sine longioris litis ambage declarandum, utrumne fortiora essent dicta privilegia, an vero literae apostolicae super erectione novorum in inferiore Germania episcopatuum. Quae tamen controversia diutissime mansit, sed tandem decisum per tertiam sententiam (ita ut abierit in rem judicatam) privilegia non subsistere, ac proinde reducta esse omnia ad jus commune. Super qua sententia secuta etiam regis tam in secretiore ejus consilio quam cancellaria Brabantiae approbatio est. Qua concordia in hunc modum semel inita, etsi facilius atque expeditius erat bene ecclesiam administrare, uno tamen eodemque tempore tot tantisque oblatis difficultatibus fieri vix potuit, ut pro voto res succederet. Verum adfuit omnipotens Deus, nec suorum auxilio defuit. Summa autem difficultas in eo versabatur, quod ex conditionibus pacis initae

cum Antverpiensibus licebat haereticis et rebellibus toto adhuc quadriennio suo more vivere, concessa libertate conscientiae, quatenus sine offensione aliqua manifesta cum catholicis versarentur; finito vero quadrienno, quamvis acerrime per quosdam de prorogatione ejus temporis ad alterum tantum ageretur, attamen dissuadendo ac contradicendo effecit episcopus, ne quicquam mutaretur. Reductis itaque ad religionem catholicam aliquot hominum millibus, qui erant contumaciores sponte sua in alias terras commigrarunt. Atque ita, expurgata civitate, major inter unanimes secuta tranquillitas est, data diligenter opera, ut catholici pro debita sua modestia nemini reconciliato de praeteritis aliquid objiceret, neque vicissim ipsi reconciliati petulanter sese gererent, aut his, qui semper constantes fuerant, sese omnino pares esse arbitrarentur, praecipue in obtinendis publicis officiis, aut loco et ordine in senatu. Qua ratione, Deo propitio, tandem evenit, ut ab omni hominum memoria visa nunquam fuerit major in religione pietas, neque frequentior sacramentorum sanctae Ecclesiae usus. Verum adversus reliqua incommoda gravissima, quae belli assiduitas ac temporum calamitas atque incredibilis annonae raritas secum attraxit, non usque adeo prompta fuere remedia. Vacante enim ecclesia cathedrali per annos ferme undecim, nihil prorsus repertum est, quod ad tuendam dignitatem episcopalem quovis modo servire posset. Supellex penitus nulla, neque sacra neque profana; monasterium sancti Bernardi miserrime conflagratum ac fundotenus eversum expoliatumque, cum aliis mobilibus admodum pretiosis, tum etiam arboribus, quae longe lateque per circuitum non levis pretii antea cernebantur. Atque ita contigit ut, quod loco dotis cathedralis ecclesiae esse debebat, alendis monachis, qui adhuc supererant numero circiter viginti, nullo modo vel ad necessitatem tantum sufficeret, neque alio in loco simul vivere ac contineri possent quam in opido Lyrano, Antverpiae vicino. Quo loco tamen constituto praesidio militari, ipsi quoque praeter reliquas molestias non levi

sumptu premebantur. Inventa nihilominus fuit per episcopum ratio, qua alio transferrentur, ubi cum minore impensa tum majore conscientiae fructu ex monasticae vitae disciplina quietius atque securius viverent, et ex veteri ordinis sui consuetudine agricultura sese ex parte aliqua sustentarent. Sed quoniam, cum nihil necessitati eorum superesset, nulla inveniri potuit ratio, qua aes alienum ingens varie contractum dissolveretur, urgentibus interea creditoribus ac jure agentibus, ita ut periculum subesset, ne fundi etiam atque agri (quorum mira tunc erat vilitas) miserrime distraherentur, hic episcopus rebus ita afflictis de suo succurrere maluit, quam cernere commissum sibi gregem dispergi ac prorsus interire. Cum ergo aliter facere non posset, proprium peculium (de quo supra dictum est) hunc in usum expendere decrevit, convocatisque creditoribus misericordia commotis, et quorum plerique partem aliquam accipere mallent quam totum perdere (praesens enim offerebatur pecunia) non malis conditionibus transegit. Et cum alioqui consuetis debitorum, qui sine culpa ad paupertatem devenerant, privilegiis uti posset, nempe ut quinquennali vel longiori etiam temporis spatio ad solutionem non compelleretur, aperte tamen et ingenue ecclesiae et monasterii sui inopiam fateri maluit, quam incurrere hominum invidiam gravibusque litibus exagitari. Debebantur autem plurima; accidit tamen ut, corrasis undique, quae haberi poterant, emolumentis, expendendo de suo circiter quatuordecim florenorum millia, difficultatem omnem magna ex parte superarit, ac plerasque res monasterii male et contra juris ordinem alienatas recuperarit, idque sine judicum opera, pura et libera transigentium voluntate. Ita ut dicta summa quatuordecim millium communi omnium judicio monasterio atque ecclesiae suae plus conferre ac prodesse videretur, quam si simpliciter donasset summam triplo aut etiam quadruplo majorem; quemadmodum haec omnia ex rationibus desuper confectis liquido constant, ut taceantur interim diversae instaurationes tam palatii epis-

copalis in civitate Antverpiensi, quam domus, in qua religiosi nunc habitant; diversorum praeterea praediorum atque villarum, necnon molendinorum et praecipue aggerum, pro recuperatione terrarum, quae hostili injuria atque vindicta per inundationem immisso oceano perierant. Quae res praeter gravissimos sumptus etiam molestissima fuit, praesertim deficientibus facultatibus ad tale opus necessariis, nulla intercedente remissione aut gratia, quin is, qui praescripto die paratam pro portione sua non repraesentat pecuniam, bonis suis exuatur; venduntur enim in auctione publica plus offerentibus, eique cedunt in perpetuum. Episcopus igitur, praeterquam quod de suo praestitit quantum potuit, nonnullos quoque amicos suos persuadendo adduxit, ut gratis darent mutuo non leves summas, quibus tantum opus promoveretur. Quae utilitas quo magis sit conspicua, sciendum est episcopum a primo suo adventu ratione emolumentorum episcopatus nullo unquam anno, omnibus computatis, plus recepisse quam quatuor millia florenorum, duo scilicet ex pensione gratuita, quam rex in subsidium ipsi annuit, mille vero super monasterio sancti Michaëlis in civitate Antverpiensi (quae se recepisse fatetur); praeterea mille super monasterio Villariensi, ordinis Cisterciensis, sed non sine gravi controversia mota per abbatem, ita ut solutio impediretur. Debentur autem praedictae pensiones ex assignatione in subsidium dotis facta per sanctam Sedem Apostolicam, ita ut sint perpetuae. Quare pro integris ferme undecim annis, quibus sedes episcopalis vacaverat, episcopus jure sibi satisfieri petere poterat; ipse tamen sua non quaerens, utrique abbati remisit in solidum, ac proinde plus quam viginti millia florenorum; nihil amplius exigens, quam quod a die confirmationis apostolicae ei debebabatur. A monasterio autem suo, cujus (ut dictum est) fructus alendis monachis aegre sufficiebant, nihil unquam vel directe vel indirecte obtinuit, nisi frumenta tantum, quibus nutriendae familiae opus erat, et praeterea nonnulla alia. Sed ipse vicissim

monachos eorumque familiares Antverpiam venientes hospitio suo liberaliter excepit, neque alibi diversari passus est. Quae impensae commodum omne, quod ab illis percipiebat, facile superabat, ut ipsi illi quoque fatentur, quorum interest. Et quoniam toto administrationis suae tempore nihil aeque ipsi cordi fuit, quam ut, stabilito semel honestis ac perpetuis reditibus sive fundis et agris tantae urbis episcopatu, nobilissimum ac olim pulcherrimum splendidissimumque monasterium ad pristinum statum, quoad fieri posset, reverteretur, firmiter sibi proposuit nullas inutiles vel superfluas impensas facere; et quicquid quovis modo superesse contingeret, ad unum finem destinare, ut simul nempe utrumque consisteret ac conservaretur, tam ipsum videlicet monasterium quam noviter erecta ecclesia cathedralis. Quae etiam causa fuit, quod a multis retro annis, quanta potuit diligentia, a rege catholico impetrare conatus est, ut Majestatis ejus consensu facta semel unio sive incorporatio (ut vocant) monasterii cum episcopatu per pontificem dissolveretur, quemadmodum factum est de monasterio Tongerlensi ratione episcopatus Buscoducensis. Verum hoc hactenus non successit, non sine summo supplicantis animi dolore, quod futurum metuat, ne, manente dicta unione, et disciplina monastica ob praelatorum negligentiam (ut plerumque fieri cernimus) prorsus pereat, et ipsa quoque Antverpiensis ecclesia grave inde detrimentum patiatur. Non equidem quod futuri pro tempore episcopi sint ditiores, sed multo potior mediocritas est, ne detur occasio ambiendi majora, atque ecclesiae deserendae, dum aulicis negotiis ac hujus mundi pompis magis quam custodiendis Christi ovibus attenditur. Cujus rei utinam non plura etiam in Belgicis provinciis exempla viderentur! Quas ob causas longe gravissimas declaravit episcopus, dummodo voti sui compos fiat, se ex ea pecuniae summa, quam ipsi per monasterium deberi constat, remissurum duodecim millia florenorum, nullam omissurus occasionem, qua regis animum flectat atque in suam adducat sententiam. Quod tamen

si non fiat, in hunc eventum ductus poenitentia, ad usum seminarii in ecclesia sua applicari praecipit; quod sane cum honestius tum utilius esse existimat, quam nutrire episcoporum superfluam omnino potentiam, neglectis monachis, quibus (ut plerumque contingit) necessaria subtrahuntur. Si igitur episcopum mori contingat, antequam rex petitam concesserit gratiam, aut saltem intra biennium ab obitu episcopi non subsequatur, per hunc veluti codicillum suum mandat, ut praedictum monasterium integram summam, quam deberi constabit, in rem atque utilitatem Antverpiensis ecclesiae persolvere cogatur. Atque in hunc quidem modum, quantum in ipso fuit, conatus est episcopus res plane collapsas ac perditas restituere; temporum tamen malitia factum est, ut tam brevi spatio adimpleri non potuerit; multa enim adhuc supersunt debita, atque aliae difficultates non paucae; debita tamen dilui poterunt, si (quod similiter a rege petitum est) ornamenta ecclesiastica dicti monasterii Majestatis Suae mandato sequestrata in Hispania, vendi ac distrahi ad satisfaciendum creditoribus (ut juris et aequitatis ratio postulat) permittantur. Quod ut facilius intelligatur, sciendum est monachos, sede episcopali vacante, destitutos praeterea legitimo abbate, ornamenta illa alienandi causa in Hispaniam olim misisse, atque adeo ea vendidisse pretio trium millium et quingentorum ducatorum; verum, re penitus intellecta, regem non tantum impedivisse, quo minus venditioni locus esset, verum etiam expresse mandasse, ut per Petrum Raustinum, cubicularium suum, in vestiario regis servarentur, donec aliter disponi contingeret, et consensisse quidem, creato jam episcopo, ut ea traderentur. Sed quoniam, cum nulla supersit monasterii jam diruti facies, et qui monachi adhuc superstites sunt, ruri sive in pago non sine periculo degunt, et alioqui tam pretiosis ornamentis non indigent, nec sine creditorum injuria fieri potest, ut solutio diutius differatur, omnino consultius fore visum est, ut simpliciter res tota episcopi ipsius arbitrio ac

discretioni relinquatur. Quo facto (ut dictum est), aes alienum dissolvi poterit, et similiter reliqua cessabunt incommoda sive difficultates, si pacis spes aliqua affulgeat et militares insolentiae compescantur. Affulget autem Dei beneficio spes maxima : nullum enim malum potest esse perpetuum; et alioqui inimicorum ac rebellium nostrorum improbitas, violentia atque audacia jam venit ad summum; cumque ulterius progredi nequeat, ut tandem ad consolationem bonorum frangatur ac desinat, necesse est. Justus enim judex est Dominus, qui, cum iratus fuerit, misericordiae suae reminiscitur, nec suos deserit in perpetuum. Excitabit itaque pios atque catholicos reges atque principes, quorum corda in manibus ejus sunt, ut Ecclesiae causam fortiter tueantur, effectores divinae justiciae ac vindices christianae veritatis. Fateri quidem debemus res mortalium nullo fere tempore tam prospere agi, ut non multa una cum bonis eveniant mala, quo videlicet meminerēmus nihil hic esse perfectum, nec aliam existere pacem, quam eam, quae in Deo est, hominibus bonae voluntatis. Qualiscumque tamen humano more loquendo evenerit tranquillitas, tametsi non multo major, quam hactenus experti sumus, dubitari verisimiliter non potest, quin facultates monasterii sancti Bernardi tam monachis ipsis, etsi non exiguo numero sunt, quam episcopo ejusque ministris posse sufficere. Placuit Regiae Majestati, cum primum consensu Sedis Apostolicae fundabantur novi per Belgium episcopatus, spondere pro dote Antverpiensis ecclesiae octo millia florenorum annua; quam summam ad omnem honestatem satis magnam esse atque idoneam, vel inde tantum manifestum est, quod praesens episcopus vix dimidium ejus, quamdiu praefuit, consecutus fuerit; ut nihilominus vixerit etiam cum aliqua dignitate; usque adeo non difficile est intra rationis praescriptum viventi honestae necessitati satisfacere. At illi, qui a ratione semel discesserit, nihil unquam sufficit. Immensa namque atque infinita hominum cupiditas est. Vivendum itaque non ad opinionem sed ad vir-

tutem. Porro constat ex vetustis dicti monasterii rationibus, non ita multos ante annos, administrante ecclesiam felicis memoriae Francisco Sonnio, ordinarios proventus valuisse plus minus triginta millia florenorum; sit tantum dimidium, quo recte sperari non potest minus (quantulacunque succedat in melius temporum mutatio), nihil honeste agentibus deerit. Attenta igitur cum honestate tum utilitate, quae, conservato simul cum ecclesia Antverpiensi monasterio, subsequetur, non desinet unquam, qua decet, humilitate ac modestia regem solicitare episcopus, ut supplicantem pro innata sibi clementia exaudire non dedignetur. Absit autem, ut non fiat, quod futurum est omnibus ordinibus ac regi etiam honorificum. Si tamen, ut incerta sunt mortalium consilia, quovis modo impediatur, neque succedat (uti dictum est) intra biennium ab episcopi morte, tunc revocando duodecim millia florenorum, quae monasterio pro faciliore ejusdem restauratione donare jam certe constituerat, ad usum ecclesiae suae seminarii praecipit applicari. Cujus seminarii curatores sive administratores praeter futurum pro tempore decanum atque archidiaconum constituit etiam quatuor pauperum praefectos, quos eleemosinarios vocant, ita ut mutari illos contigerit; quorum pretati atque industriae hoc initium tam necessarie fundationis (quantum in ipso est) commendat.

Reservans tamen sibi potestatem haec aliter ordinandi, quoad vixerit; sperans nihilominus donum perseverantiae, ac Deum, quantis potest precibus, orans, ut consilia ipsius non ad alium finem dirigat, quam divinae Majestatis gloriam atque ecclesiae, cui praeest, salutem et dignitatem. Quin imo hoc ipsum institutum sive consilium usque adeo cordi est episcopo, ut non possit non orare etiam magistratum civitatis Antverpensis et quotquot sunt optimates, qui catholicae religionis curam gerunt, simul omnes, pro virili quisque sua tam apud regem ejusque posteros pro suo in patriam amore, quotiescunque oportunum videbitur, hoc ipsum agant diligentissime, ut non minus monasterium

tam nobile quam ecclesia ipsa cathedralis conservetur; quia hoc Domino Creatori nostro, a quo omne bonum, futurum est gratissimum. Meminit autem hujus intentionis suae episcopus etiam in testamento, prout in morte constabit, nec non etiam alio quodam scripto de remissione duodecim millium florenorum; quod tamen scriptum irritum esse declarat atque invalidum, nisi secuta jam toties repetita separatione. Melius est modicum justo super divitias peccatorum multas; dummodo igitur sit, quod satis est ad bene et laudabiliter administrandam ecclesiam, reliqua committantur Deo, cujus benignitati quo simplicius confidimus, eo plura ac majora consequimur bona. Quod si vero juvat esse solicitum de ejusmodi rebus etiam temporalibus, tunc tam successores suos quam futuros pro tempore decanos ac reliquos confratres rogatos esse cupit episcopus, ut apud regem optimum ac potentissimum regisque consilium dent operam atque adlaborent, non ut propria cujusque crescant commoda, sed totius veluti corporis honor atque utilitas. Multo enim honestius est id, quod commune dicimus, magnum atque conspicuum esse quam privatum cujusque hominis censum. Porro hoc futurum est, si immmunitati atque ecclesiastici ordinis privilegiis recte consulatur, ne bona Ecclesiae assignata Deo, ac per hoc veluti extra commercia hominum posita, communibus et promiscuis vectigalibus, impositionibus ac cujuscumque generis oneribus sive collationibus publicis praegraventur; quandoquidem enim clericis, qui ad sortem Domini vocati sunt, peculiare est in diem vivere, nec minus solicitos esse de crastino, ut voluntariam suam paupertatem sive servitutem facile ferunt, sic, cum aliquid extra ordinem imminet, quod ipsis molestum et insolitum sit, difficillime restituuntur. Eadem ratio est de bonis pastorum ecclesiarum, de bonis xenodochiorum sive hospitalium, de bonis pauperum sive mensae sancti Spiritus ac similibus. Nam indignum est ac quodammodo contumeliosum nomini christiano non aliam haberi istiusmodi exemptionum rationem, ut

Deo videamur detrahere, quod nostris commodis atque utilitatibus cedat. Cogitent ista diligenter viri principes, in quorum manu sunt omnium jura regnorum, meminerintque ab omni hominum memoria nullos reges imperatoresque felicius praefuisse atque opibus magis abundasse, quam qui Christum ejusque Ecclesiam fisco suo praetulerunt; cujus virtutis exempla omnibus nota sunt. Et profecto si genus sacerdotale, quod per se quoque regium est, Deum quodammodo repraesentat, in Dei honorem atque gloriam servanda est, quam dicimus, immunitas, ut non a filiis Dei sed a filiis hominum ea, quae administrandis imperiis necessaria sunt, exigantur. De qua re tamen diligentius cogitandum. Suo interim officio non defuturus est episcopus, quin istiusmodi semper suggerat consilia, quae Deus omnipotens prosperare dignetur. Denique cum ex voto decreverit episcopus (quantum in eo est) omnibus sese bonis exuere, eademque divino nomini dedicare ad usum gymnasii philosophici sive etiam totius collegii patrum sanctae Societatis Jesu, quo stabilius hoc esse possit et firmius, unice petit episcopus hoc etiam institutum suis omnibus amicis ac fratribus in Christo prae caeteris esse commendatum. Unde videlicet ratio studiorum ac scientiae his maxime temporibus ad convincendos haereticos necessariae manifeste dependet.

Actum in palatio episcopali, secunda die mensis aprilis anno millesimo quingentesimo nonagesimo quinto, Antverpiae.

Ego L. Torrentius, episcopus Antverpiensis, hoc scriptum, me dictante, a D. Cornelio Camerario, presbytero meo, octo paginis exceptum, tanquam codicillum servari volo, et ejus extari memoriam, die ut supra, Antverpiae.

L. TORRENTIUS, episcopus Antverpiensis.

Ego Cornelius Camerarius, presbiter, hoc scriptum, dic-

tante reverendissimo domino meo episcopo Antverpiensi, manu propria excepi.

Anno Domini millesimo quingentesimo nonagesimo quinto, mensis aprilis die tertia, ego Mattheus Yersselius, notarius publicus, presentibus infranominatis testibus, requirente reverendissimo domino Laevinio Torrentio, episcopo Antverpiensi, in fidem premissorum hoc subsignavi.

Actum in pallatio episcopali, die ut supra, presentibus reverendo D. domino Johanne Vander Noot, administratore abbatie sancti Bernardi, et Francisco Schottere, testibus ad premissa vocatis et rogatis.

VAN EERSEL.

IV.

Testament de Jean Le Mire, quatrième évêque d'Anvers[1].

3 janvier 1611.

In nomine Domini, amen. Cum nihil certius sit morte, nihilque incertius hora ejusdem, testamentum hoc meum condo. Commendo Dei infinite misericordie animam meam et patrocinio beate Virginis, patrone mee, et aliorum sanctorum meritis. Corpus cupio sepultum in choro ecclesie cathedralis, cum epitaphio et tumba in similem aut aliam formam, ut habet dominus Torrentius. Exequie fient juxta ceremoniale.

Eleemosinariis hujus civitatis quinquaginta florenos semel. Distribuantur panes pro 25 florenis, ipso die depositionis. Ferentes thecas pauperes vestiantur. Quatuor ordinibus mendicantibus, Capucinis, monasterio Petri Pots, et omnibus et singulis monasteriis mihi subditis in mea diocesi sex florenos semel; mihi vero non subditis tres florenos. Omnibus hospita-

[1]) Ce document est intitulé : *Testamentum Joannis Miraei, episcopi Antverpiensis.*

libus seu domibus pauperum duos florenos semel, ut decantent missam, aut legant, aut orent pro refrigerio anime mee. Singulis parochiis hujus civitatis duodecim florenos semel, ex quibus sex impendentur pro missa et officio defunctorum, reliqui sex in usu fabrice.

Redditum septuaginta duorum florenorum a me emptum super Status lego seminario meo.

Domos vicinas a me emptas et reparatas estimari cupio, et dari optionem successori meo, pro primo trimestri post consecrationem, illas applicandi aut utendi pro suis usibus; et pro rata estimationis capitalis, dempta una quarta parte summe capitalis, dabit redditum annuum denario decimo sexto redimibilem. Si vero domos habere noluerit, fiat omnimodo separatio a domo episcopali, et aptentur, ut separatim elocentur. Pretium elocationis aut redditus pro rata dividetur famulis meis et ancille Joanne, pro arbitrio et judicio meorum executorum, qui singulis assignabunt ex istis proventibus redditum vitalem, ut et redditum quinquaginta florenorum emptum super Statibus a mercatore Smit. Ipsis vero morientibus, devolvetur tunc ad seminarium Antverpiense.

Fiat fundatio quadraginta florenorum in ecclesia cathedrali, in qua volo distribui episcopo presenti coronatum aureum franciscum pro singulis officiis, reliquum tertiatim dividi; ex quibus canonici habebunt duas tertias, et alia tertia dividetur equaliter inter capellanos et cantores.

Ex redditu quinquaginta florenorum, quem debet mihi frater meus Guilielmus, volo relinqui duodecim florenos annuos pro anniversario meo, patris, matris et amicorum in ecclesia dive Gudile Bruxelle; item duodecim florenos annuos pro choralibus, quando ab officio chorali dimittuntur Bruxelle; sex florenos annuos ex eodem redditu pro monasterio Bruxelle in Cauwenberghe; celebretur anniversarium.

Lego fratri meo Thome, sorori Catharine, nepoti Auberto Mireo, pecuniam, quam dedi illis mutuo; quam ab illis repeti nolo.

Bibliotheca mea distribuatur judicio fratris Judoci Le Mire inter nepotes nostros studiosos.

Singulis fratribus et sororibus unam pateram argenteam vel deauratam ex iis, que invenientur in mea suppellectile; ex quibus ad me etatis senior eliget, quam vellet.

Patrimonium meum relinquo legittimis meis heredibus, qui equaliter inter se divident prout juris.

Solutis debitis et legatis, quicquid supererit bonorum aut actionum mearum, quocumque titulo nominentur, volo dividi in tres partes; videlicet, una pars erit pro meis legittimis heredibus, inter se equaliter dividenda, ita tamen ut frater meus et Anna eadem post mortem suam relinquant ad pios usus, si ea non consumpserint. Due alie tertie impendentur in emptione reddituum pro fundatione bursarum, quarum una erit in collegio regio Duaceno pro studioso litterarum aut philosophie; alia vero pro studioso theologie in seminario regio Duaceno sine tamen ulla obligatione ad pastoratum, quando erit ex consanguineis. Burse ille fundabuntur cum conditionibus, que videbuntur executoribus testamenti convenire, ita tamen ut illa conditio addatur semper preferendos esse fundatoris consanguineos. Si quid supersit, volo fundari quinquaginta florenos annuos pro subsidio aliquo dando puellis ex sanguine nostro, que sustententur in beguinagio Bruxelle, cum illa modificatione, que videbitur fratri meo Judoco. Si quid adhuc supersit, impendetur in fundandam bursam, ut supra. Ita quod constituam et nomino meos heredes pro una tertia consanguineos meos, pro vero aliis tertiis duabus bursarios seu bursas fundandas.

Executores testamenti hujus nomino dominum Joannem Del Rio, decanum nostre ecclesie, magistrum Judocum Le Mire, Aubertum Mireum et Franciscum Van Zype; singulis ultra vacationes unam pateram argenteam quinquaginta florenorum.

Hanc esse meam voluntatem extremam et verum ac legitti-

mum testamentum, licet omnes solemnitates non sint servate, aut etiam alique sint omisse, declaro ac signatum manu mea confirmo.

Actum Antverpie, tertio januarii anno millesimi sexcentesimi undecimi.

Ita est : JOANNES MIRAEUS, episcopus Antverpiensis.

IV.

Testament de Jean Malderus, cinquième évêque d'Anvers[1].

26 juillet 1633.

In nomine Domini, amen. Notum sit universis, quorum interesse poterit, nos Joannem Malderum, episcopum Antverpiensem, condidisse in his scriptis testamentum nostrum in hunc, qui sequitur, modum.

Sepulturam eligo e regione sepulchri praedecessoris mei domini Joannis Miraei, piae memoriae, in choro cathedralis ecclesiae. Anniversarium fundo ibidem ad eum modum, quo fundatum est pro domino Guillielmo a Bergis, piae memoriae, in eadem ecclesia, relinquens similem summam similiter distribuendam.

Singulis monasteriis civitatis Antverpiensis, quorum religiosi comitabuntur et intererunt in exequiis meis, relinquo 18 florenos semel; aliis autem monasteriis ejusdem civitatis sex florenos semel, ita tamen quod hospitale magnum et monasterium *Tersiecken* loco sex habitura sint utraque centum, hoc est 200 florenos simul; monasterio Sion, Vredebergh, hospitali et Nigris Sororibus Lirae, relinquo singulis xii florenos semel. Lego sodalitati beatae Virginis in domo professa Societatis Antverpiae centum florenos semel.

[1]) Ce document est intitulé : *Testamentum Joannis Malderi, episcopi Antverpiensis.*

Executores mei tempore exequiarum curabunt celebrari centum missas, solvendo in singulas 10 stuferos; facient eleemosinas in panibus aut aliter veris pauperibus eodem tempore ad valorem centum florenorum, et honestum convivium dominis de capitulo et proximis amicis.

Monasterio sancti Bernardi ad Schaldim relinquo 800 florenos semel, ut memoriam mei habeant anniversariam.

Dominis de vicariatu et secretario ejusdem, singulis relinquo pateram unam quinquaginta florenorum.

Monumentum meum sumptu haeredis mei cupio fieri instar monumentorum aliorum episcoporum nostrae ecclesiae.

Testamentum, quod anno 1624 condidi, et omnia testamenta vel codicillos antehac a me factos revoco vigore hujus ultimae meae voluntatis.

Praeses collegii mei Lovaniensis supra mensam suam et communem famulum habebit centum florenos in singulos annos. Sit autem sacrae theologiae licentiatus vel doctor. Omnia munimenta concernentia collegium meum in eodem asserventur. Praeses singulis annis circa festum sancti Joannis reddet computum; ipsum enim habere volo administrationem proventuum collegii.

Singulis prolibus fratris mei Reyneri vel sororis Joannae defunctae, in primis suis nuptiis post obitum meum ineundis, do, lego centum florenos semel.

Item ad ornatum altaris beatae Virginis Lewis sancti Petri do, lego sexcentos florenos semel, salvo quod tres floreni annui ex illis impendentur pro anniversaria mea memoria in eadem parochiali ecclesia celebranda, nummo 16°.

Si contingat, quod bonus Deus avertat! Lovanium obtineri ab hostibus religionis nostrae catholicae, in potestate provisorum eo eventu erit transferre fundationem nostram (ad tempus, quo ista occupatio duraret) ad alium commodum locum sibi placentem.

Bibliothecam meam relinquo collegio a me fundando. Eidem

collegio do, lego omnia scripta mea theologica. De libris prohibitis relinquo judicio executorum meorum, quinam sint asservandi sub clausura, quinam vero flammis tradendi.

Executoribus meis relinquo singulis pateram argenteam 75 renensium. Ex pecunia parata et ex eis pecuniis, quae mihi tempore obitus mei debebuntur, volo ante omnia solvi expensas funerales, fundari anniversarium tam in cathedrali quam in monasterio sancti Bernardi, debita mea solvi et onera domus mortuariae ferri, quantum se extendent. Si quid vero ex eis superfuerit, cupio converti ad ferendos reditus vitales, quos alioqui ferret collegium meum, infra exprimendos.

Collegium autem meum Lovaniense fundo et doto in hunc modum : In primis domum et fundum integrum, prout eum emi a domino Ludovico Tempelio, drossardo Brabantiae, situm prope monasterium sancti Martini, vel ejus pretium, pleno jure reliqui et relinquo ad usum dicti collegii. Habeat autem pro dote reditus, quos emi tempore episcopatus mei, usque ad tria millia florenorum annue cum suis areragiis; et, si quid defuerit (nunc enim tantum habeo ejusmodi reditus usque ad 2892 florenos annue), illud supplebitur ex praedio de Berschot per haeredem meum statim a morte mea. In collegio autem volo singulas bursas esse centum florenorum annue. In his praeferri volo consanguineos, et inter eos magis mihi conjunctos iis, qui minus conjuncti fuerint. Et quamvis optem omnes, qui eis gaudebunt, fieri studiosos theologiae, ne tamen consanguineis meis libertatem adimam, et ut citius ipsis subsidio sim ad literarum studia, volo descendentes ex sorore Joanna vel fratribus meis Reynero et Laurentio illarum bursarum capaces esse ab eo tempore, quo poterunt studere latinae linguae, modo tamen sint ad minimum duodecim annorum. Et, si post promotionem in artibus voluerint studere sacrae theologiae, poterunt, sicut et alii bursarii, gaudere suis bursis, donec expleverint tempus in studio theologico requisitum ad licentiae gradum. Si autem alteri studio se dedere

velint, liberum ipsis erit post promotionem in artibus collegium nostrum relinquere, in quo omnes oportet esse theologos. Post consanguineos, publicata tamen Lewis sancti Petri bursae vacatione, tres ex alumnis seminarii episcopalis Antverpiensis habebunt praeferentiam; quos nominabunt superintendentes eidem episcopali seminario provisoribus nostri collegii. Plures autem quam tres simul hoc nomine non recipientur; et obligati manebunt episcopatui, non secus ac si in seminario Antverpiensi mansissent. Post istos volo conferri bursas meas per concursum magis idoneis operam daturis sacrae theologiae; extra consanguineos enim descendentes ut supra nullus admittetur, qui non sit in artibus promotus et idoneus, ut theologiae studeat, eique studio actu ac reipsa sese applicet. Si tamen, ut praedictum est, non aliter provisum fuerit, collegium meum gravabitur vitalibus reditibus, prout sequitur: Joannae Pypenbuys ad vitam dabit quinquaginta florenos, Annae Walravens centum florenos reditus vitalis, et Margaritae Herbrants 48 florenos, similiter durante ejus vita. Provisores collegii mei nomino perpetuos praesidem seminarii regii Lovanii, et seniorem regentem in facultate theologica ibidem, et fratrem meum Laurentium Malderum ad vitam suam, ejusque loco postea, quem dictus praeses et senior regens ex consanguineis meis assument. Suae tamen vitae tempore dominus Petrus Coens, secretarius meus, erit primus et extraordinarius provisor. Provisorum erit admittere bursarios et dimittere.

Reliqua mea mobilia bona, quae non fuerint pecuniae paratae aut mihi debitae, de quibus supra, aut eorum mobilium pretium, volo dividi in 12 partes aequales, ex quibus duas relinquo seminario Antverpiensis diocesis, unam seminario regio Lovanii, unam haeredibus sororis meae Joannae, piae memoriae, unam Reynero, fratri meo, aut ejus haeredibus, unam Laurentio, fratri meo, unam Joannae Pypenbuys et Annae Walravens, aequaliter inter ipsas dividendam; unam aliis, qui tempore mortis meae mihi cohabitabunt, inter ipsos

judicio executorum meorum distribuendam, duas in eleemosinam domus professae Societatis Antverpiae. Reliquas vero duas partes relinquo haeredi meo infra nominando, nisi quod ex illis habebit dominus Jacobus Malderus ducentos florenos et Laurentius De Bast, artium magister, theologiae studiosus, alios ducentos.

Domos meas cum suis fundis et hortis, quas habeo in hac civitate, relinquo Laurentio, fratri meo, sub onere pendendi fratri meo Reynero et liberis dictae sororis meae Joannae, jure representationis venientibus, 200 florenos reditus perpetui redimibilis nummo 16°, hoc est Reynero centum et totidem liberis sororis meae. Eidem Laurentio, fratri meo, quem et haeredem meum nomino, relinquo domum meam cum appendicibus, fundo suo, pomariis et hortis sitam te Berschot, salvo onere antedicto centum et octo florenorum reditus perpetui nummo 16° solvendi collegio nostro, et quod post mortem suam relinquet reditum 100 florenorum nummo etiam 16° pro distributione capellanorum cathedralis ecclesiae nostrae interessentium matutinis horis. Eidem fratri meo Laurentio relinquo domum, fundum ac hortum meum situm Lovanii inde Broeckstraet. Reliqua mea immobilia, quae nimirum Lewis sancti Petri aut prope Lewas sita sunt, sive patrimonialia sive acquisita, aequaliter inter se divident Reynerus et Laurentius van Maldere, fratres mei, et proles sororis meae Joannae, piae memoriae, repraesentando matrem.

Ad discretionem executorum volo dari amicis proximis et famulis singulis pro veste lugubri honestam, non tamen excessivam, summam reipsa impendendam ad luctum externi habitus, servata decenti proportione. Relinquo insuper 100 florenos reditus vitalis distribuendos inter famulos, quibus per bursas aut aliter per praedicta provisum non fuerit, ad discretionem executorum meorum, quos nomino RR. DD. Franciscum Zypaeum, archidiaconum, Petrum Coens et Henricum Walravens, cathedralis ecclesiae canonicos.

Caeterum, si quae bona immobilia vel reditus me emere posthac contigerit, de illis libere disponendi, uti et mutandi singula praedicta, potestatem mihi reservo. Si non aliter disposuero, illa recens conquesta etiam cedent haeredi mei antedicto Laurentio Maldero, fratri meo, qui tenebitur cum omni praeferentia sartam tectam ac integram conservare dotem illam perpetuam trium millium florenorum, quam collegio meo constitui. Cui statuta et leges cum consilio jurisperitorum intendo particularius praescribere; quae servari etiam per hoc meum testamentum ordino.

Actum in palatio episcopali Antverpiae, die 26 julii anno Domini 1633.

JOANNES, episcopus Antverpiensis.

Testamur nos vidisse ipsum reverendissimum dominum signari hoc suum testamentum die 26 julii 1633

J. Van Huffel, junior, notarius.
Marcus Antonius Garsilli, tanquam testis.
Rumoldus de Valckenaer, tanquam testis,

V.

Testament d'Ambroise Capello, septième évêque d'Anvers[1].

16 mars 1674.

In den naeme ons Heeren Jesu Christi, amen. Ick frater Ambrosius Capello, eerst geprofessit religieus der Predickheeren ordre in het convent van sinte Paulus binnen Antwerpen, en nu tegenwoordich door de gratie Godts ende geheugenisse des Roomschen apostolycken Stoel bisschop deser stadt Antwerpen, overdenckende de broosheyt der

[1]) Ce document est intitulé : *Testamentum reverendissimi domini Ambrosii Capello.*

menschelycke natuere, en datter nyet sekerder en is als de doodt, en nyet onsekerder als de ure der selve, soo hebbe ick met goeden voordacht, eer ick van dese werelt quaeme te scheyden, met vollen verstande en vryen wille gedisponeert, gelyck ick disponere by desen, als mynen testamente ende vuytterstsen wille in der voegen als hier naer volght.

In den eersten, wederroepende, casserende, doodt ende te nyet doende alle voorgaende testamenten, codicillen ofte ordonnantien van vuyttersten wille by my voor dathe deser oynt gemaeckt ofte bekent, mondelinge oft schriftsgewyse, willende dat dit myn tegenwoordich testament ende ordonnantien van vuyttersten wille naer myne aflyvicheyt altyt van weerden stadt grypen en syn volcomen effect sorteren sal, nyettegenstaende alle solemniteyten van geestelycken ende werelycke rechten hierinne nyet volcomentlyck geschiet ofte onderhouden en waeren; en comende nu alsoo voorts tot het maecken van desen mynen testamente, en daertoe wel expresselyck gebruyckende ende vuyt cracht ende macht en consent van onsen alderheylichsten vader Alexander den VII, paus van Roomen, aen my gegeven ende gegunt, als breeder is blyckende vuyt het breve apostolicke gegeven tot Roomen anno 1656, om volcomentlyck te mogen disponeren van alle myne goederen, geene vuytgenomen ofte gereserveert, synde de voorseyde brieven oft breve apostolicke geplaceteert by den coninck in synen raede van Brabant, op den xxi[ten] ... van 1673.

In den eersten bevele ick myne siele, soo wanneer sy door den wille Godts vuyt mynen lichaem sal comen te scheyden, aen Godt van hemelrycke, Maria, syne gebenedyde moeder, mynen heyligen vader Dominicus, ende al het heylig hemelsch geselschappe, ende mynen lichaeme de gewyden aerde, kiesende myne sepulture in den hoogen choor van onse cathedraele kercke van onse Lieve Vrouwe binnen deser stadt Antwerpen, om aldaer begraeven te worden, ende de vuytvaert te geschieden, alles conform de rubriecke van den Roomschen

ceremonieel van de bisschoppen, gemeyn nochtans, met de meeste oodtmoedicheyt, simpelheyt en minste costen, sonder grooten wereltschen pracht te gebruycken, dan wel volcomentlyck het gene raeckt het geestelyck, te weten, dat de heeren van de capittels, oock de pastoors, capellaenen ende religieusen van de cloosters, degene gewoon syn tot de begraeffenisse der bisschoppen geroepen te worden, ieder een wassche keersse in de hant gegeven sal worden. Item, begeere dat by de paters Predickheeren int' convent alhier, in hunnen hoogen choor eene eerelycke vuytvaert sal gehouden worden met den eersten bequaemen tyt naer dat de principaele vuytvaert inde cathedrale kercke sal geschiet wesen, behoudelyck dat daeghs te vooren naer den middach de vigilien oft het geheel *officium defunctorum* met allen de commendatien voor de siele sal gehouden worden en gesongen, stellende eene baere met behoorlycke keersen rontsomme, als oock op den hoogen autaer. Voor welcke vuytvaert het sterfhuys aen het convent sal betaelen sestich guldens eens, ende voor der selve noenmael een recreatie in den refter hondert en viertich guldens eens. Alnoch sullen de voornoemde paters ten selven daege vuytreycken vier hondert terwe brooden, elck van vier stuyvers; het welck den sterfhuyse sal betaelen, wenschende dat de selve brooden meest aen de arme huysgesinnen, arme siecken en godtshuysen gedistribueert te worden. Item, voor soo veel missen als de selve paters Predickheeren alhier in hunne kercke van hunne eygen religieuse priesters sullen connen lesen dry daegen achter malcanderen, sal voor ieder misse aen hun betaelt worden twaelff stuyvers. Alnoch sullen de selve paters Predickheeren genieten de somme van een hondert pattacons eens; waer vooren de selve sullen gehouden wesen tot laeffenisse mynder siele te celebreren een daegelycxe lesende misse met den *Misserere* aen de tombe in hunnen choor gedurende den tyt van een jaer en sesse weken. In de gesonge misse mynder vuytvært tot de paters Predickheeren voorscreven

sullen gebeden worden al de religieusen, degene gewoon syn in de solemnele generaele processien te compareren, om aldaer *in corpore* met haer cruys te comen ende voor myne siele bidden ten tyde der gesongen misse ende commendatie. Voor welcke presentie en gebeden ieder gemeynte sal genieten, voor eene charitative recognitie, vyff en twintich guldens eens, ende allen de priesters van de orders der mendicanten, degene sullen comen celebreren voor myne siele dese dry daegen vervolgens, beginnende smorgens vroegh van den daege mynder vuytvaerte in de kercke van de paters Predickheeren alhiere, eene misse met den *Miserere* aen de baere in den hoogen choor, sullen genieten voor ieder misse twee schellingen. Alnoch sal men terstonts naer myne afflyvicheyt last geven om tot laeffenisse mynder siele te doen celebreren missen van *Requiem* in de volgende cloosters, te weeten tot de paters Predickheeren alhier twee hondert missen, tot de paters Minnebroeders alhier twee honderd missen, tot de paters Onse Lieve Vrouwe broeders alhier twee hondert missen, ende tot de paters Augustynen alhier twee honderd missen, tot de paters Capucinen alhier een hondert, tot de paters Beggaerden alhier een hondert, tot de paters Carmeliten discalceaten alhier een hondert, tot de paters Minimen alhier een hondert, ende tot de paters Predickheeren van Lier een hondert missen. Dese sal men alle soo haest achter malcanderen lesen, als het mogelyck sal syn, ende sal voor ieder misse genoten worden thien stuyvers. Item, al de capellaenen van onse cathedraele kercke, de welcke in de selve voor myne siele sullen misse celebreren, van den dach mynder begraeffenisse tot acht achtervolgende daegen, sullen voor ieder misse genieten thien stuvers.

Item voor den meganck van de thien, *dico* thien aelmoesseniers met myne begraeffenisse, ieder thien guldens, is te saemen een hondert guldens eens, ten behoeve van de huysarmen deser stadt, ende voor den medeganck van vier kerckmeesters van onse cathedraele kercke, ieder thien guldens, is te saemen

viertich guldens eens, ten behoeve van de fabriecke der selve kercke.

Item hebbe gelegateert aen de schamel huysarmen deser stadt in handen van de aelmoesseniers twaelf duysent guldens eens; de welcke ick met den levenden lyve betaelt hebbe, als blyckt by quittantie van de vier dienende aelmoesseniers.

Item, aen mynen secretaris en capellaen, die ten tyde mynder aflyvicheyt in mynen dienste sullen bevonden worden, een rouwcleet volgens de schriftelycke specificatie daer van synde, ofte ter discretie van de executeuren mynder testamente. Item aen allen de cnechts van mynen huyse mitsgaeders de twee coetsiers, de welcke de livreye draegen, en in mynen actuelen dienst alsdan sullen bevonden worden, daeronder begrepen Wilhelmus Africanus, mynen moor, laete van gelycken eenen rouw, bestaende in broeck, wambas, justacoor, mantel, hoet, coussen, schoenen, op de maniere van de livreye, het laecken van het cleet van ontrent vyff guldens d'elle. Item van 't selve laecken een rouwcleet aen de keuckenmaert. En sal aen ieder cnecht en maerte voorschreven het begonnen halff jaer huere pro rata ten vollen betaelt worden; ende boven dien laete aen ieder van hun noch een jaer huere voor legaet. Maer aen Wilhelmus Dominicus Africanus, mynen moor, laete ende maecke ick een ledicant met behanghsel van Brugh satyn gestrept met lange strepen met syn toebehoorte, met een nieuwe wolle matrasse met den hooftpeulinck ende twee nieuw sargien, al dwelck hy nu gebruyckende is. Item, aen den selven alnoch twaelff nieuw hemden, die tot mynen lyve gemaeckt syn, met ses paer van de beste knechtslaeplaeckenen, die in mynen sterffhuyse sullen bevonden worden. Item, aen den selven moor laete eene lyffrente van dry hondert guldens tsjaers op synen lyve geconstitueert, geheven wordende op ons capittel cathedraele volgens de brieven daer van synde, laetende hem hetselve legaet met alsulcken conditien ende restrictien, als wy hier naer aen synen momboir ofte toesinder

sullen determineren, synde onse intentie, dat mits dit legaet van dry hondert guldens lyffrente sullen comen te cesseren ende te nyet syn alle donatien, het sy *inter vivos* oft *causa mortis* van erff oft lyffrenten, die tot behoeve ende onderhout van den voorschreven moor soude gepasseert oft verleden hebbe, oock alwaert dat daer schepenen brieven aft waeren, allen 't selve mits desen doodt ende te nyet doende. Item laete en maecke aen Jan Hincq, mynen camerlinck, soo voor legaet als in recompense van particuliere diensten my gedaen, de jaerlycxe verloopen van elffhondert guldens capitael, die ick hebbende ben op de abdye van Nazareth, ende voor syn leven alleenelyck en nyet langer. Item laete aen broeder Hendrick, leeckebroeder, synde mynen dispensier, voor een rouweleet, een nieuw wit habyt van engelsch packlaecken met eenen swerten schapulier en keuvel, een swerte cap met keuvel van Aken saeye,met eenen nieuwen hoet gelyck men int' convent gewoon is te draegen, mitsgaeders allen de witte stoffe cleederen, die tot mynen lyve gedient sullen hebben, te weten habyten, schapuliers, saeye hemden, coussens en witte saeye slaeplaeckens. Item laete aen de selven broeder Hendrick alnoch, soo voor legaet als in recompense van syne lange ende getrouwe diensten, een hondert guldens jaerlycx, zyn leven lanck gedurende,tot laste van syn convent,die aen hem t' selve sullen moeten betaelen van het gelt, dat sy van my noch in bewaernisse hebben.

Item laete en hebbe gelaeten en gemaeckt aen de heeren van het cappitel van onse cathedraele kercke alhier, ten behoeve ende gebruycke van de selve kerck en fabriecke, twee stucken tappyten, geteekent met myn wapen, de welcke nu eenige jaeren in den hoogen choor neffens den autaer gehangen hebben, het eene stuck synde vyff ellen ende het ander sese ellen diep, door my andermaels *donatione inter vivos* gegeven ende gelevert. Item laete mynen gouden kelck met goude patene, voor desen door my gecocht in den sterffhuyse van

den hoochweerdigen Triest, saliger memorie, bisschop van Gendt, in den voet van welcken kelck ick hebbe doen stellen mynen besten diamant vuyt mynen rinck van de weerde van ontrent vyff a sesse duysent guldens, gelyck *donatione inter vivos* gegeven ende gelevert hebbe in handen van de heeren van de cathedraele kercke voornoemt tot een eeuwighe memorie, om te gebruycken tot den goddelycken dienst inde selve kercke, nochtans met den last ende conditie, dat den selven kelck met de patene ende diamant in den selven kelck gestelt noyt en sal mogen verandert noch vermindert worden int' geheele noch in deele, noch vercocht noch veralieneert worden, alles op pene dat den selven sal keeren en toebehooren aen de paters Predickheeren alhier, om denselven te gebruycken als hun eygen goet, gelyck voorder is blyckende by het contract daerover gemaeckt tusschen my ende de heeren van het cappittel voorschreven in dathe van 15 april 1673. Item, alnoch en op den selven voet ende conditie alsvooren laete ende maecke ick aen de voorschreve heeren, ten gebruycke der goddelycken dienst der misse in de selve onse cathedraele kercke, myn silver vergult lampetschotel met den lampetpot, ende twee silvere vergulde ampullen met de silver vergulde tellioor van de ampullen; dat 't saemen een werck maeckt, ieder stuck geteekent met myn wapen, hetwelck past ende gesloten is in eene leire casse daertoe gemaeckt, nochtans sonder het selve te mogen veranderen, nochte in geender manieren te mogen verwisselen, alles op de conditien, restrictien en penen, gelyck ten regarde van den kelck voorschreven is.

Item laete ende maecke aen het vicariaet van de paters Predickheeren tot Lier mynen tweeden silveren vergulden kelck ende patene, die ick gecocht hebbe in het sterffhuys van den doorluchtigsten heere Boonen, saliger memorie, aertsbisschop van Mechelen. Item laete aen 't selve vicariaet eenen violetten cassuyvel met groote silvere blommen met insteecksel tot een autaer cleet van den selven, en daertoe eenen omloop best gelyckende ende bequaem.

Item legatere aen de priorinne en de religieusen van 't convent van sinte Catharina van Senen Predicarinnen binnen dese stadt mynen groenen silveren laeckenen cassuyvel, corporaelborse ende kelckdoecke van de selvere groene stoffe.

Item legatere aen de priorinne van het clooster van Audergem buyten Brusselen mynen witten sattynen geborduerden kelckdoeck met de corporaelborse, voor desen in het selve clooster gemaekt.

Item legatere aen de religieusen van de Engelsche Teresiaenen in het Hoplant alhier mynen rooden silveren laeckenen casuyvel gewatert, met den kelckdoeck ende corporaelborse van den selven.

Item, aen de religieusen van de Engelsche Teresiaenen tot Lier legatere ick eenen witten sattynen geborduerde kelckdoeck met corporaelborse, eertyts by de selve religieusen gemaeckt.

Item geve en maecke aen de paters Predickheeren tot Brussel een ledicant met een violet saeye behangsel met breede saeye passement geboort, met twee wolle matrassen, twee nieuwe sargien, d'eene violet en het ander wit, met een ongeboort violet taeffelcleet met het leegh viercant taeffeltien ende een cleerschappraeye, daer ordinarelyck myne cleeren in laegen, met noch eenen leegen ouden leiren swerten leinstoel, twee viercante brantysers met copere bollekens daerop, met een tange en vierschuppe met coper beslaegen, ende allen het behangsel daer myne slaepcamer tot Brussel mede behangen is, met allen 't gene op de selve bevonden sal worden my toebehoorende, met de oude goude leiren, daer de voorcamer van de selve refugie mede behangen is, met noch ses roode pruysse leire leinstoelen.

Item soo begeere ick wel expresselyck, ende is oock mynen vuyttersten wille, dat al de legaten oft ordonnantien de welcke naer myn doodt sullen bevonden worden met myn eygen hant geschreven ende met mynen naeme geteeckent synde, promp-

telyck sullen achtervolght worden, als by forme van codicille, met de selve macht ende cracht, als dit myn tegenwoordich testament. Van gelycken al hetgene by de selve sal herroepen oft verandert wesen in desen testamente gemaeckt ende geschreven, sal volgens den inhout der voornoemde forme oft specie van codicille achtervolght ende voor goet gehouden worden, sonder tegenseggen van iemanden.

Van gelycken begeere ick, dat allen de schilderyen, meubelen ofte andersints, op het welck een briefken met myn hant geschreven ende met mynen naeme geteekent sal bevonden worden opgepleckt oft aengehecht te syn, sal volgens den inhout van soodanich brieffken den legataris deughdelyck gegeven ende voldaen worden, ten waere door de doodt van den legataris voor my stervende caduc geworde waere en by vergetinghe het selve brieffken nyet affgetrocken.

Item, voor het jaergetye, dat jaerlycx op mynen sterffdach sal moeten gehouden worden by de paters Predickheeren alhier ter presentie van allen de religieusen, soo in de vigilien als in de solemnele gesongen misse, hebbe ick in myn leven gefondeert ende in contant gelt betaelt, in den eersten sesse duysent guldens tot het opbouwen van de bibliotheke; item vier duysent guldens tot het opbouwen van den opperdormpter van het novitiaet boven den pant; item hebbe alnoch betaelt anno 1662 achtien hondert guldens voor het welven van twee panden, eenen onder de bibliotheke ende eenen onder het novitiaet; item aen twaelff voëyen van lavendelsteen in de kercke hebbe betaelt acht hondert guldens; item aen de twee ander dormpters, voor optrecken ende maecken, heb noch betaelt voor ieder vier duysent guldens; bedraegende al te saemen twintigh duysent sesse hondert guldens, sonder alnoch den hoogen autaer van marber met de scilderye, den welcken veele duysenden gecost heeft, en noch eene schilderye van sinte Dominicus de Soriano, geschildert van Cavallier Lanfranchi. Op welcken dach des voorscreve myns jaergetyde

ieder keer eene recreatie in den refter wesen moet, als breeder blyckt by eene bysonder geschrifte daervan gemaeckt.

Item, alnoch hebbe ick gefondeert myn jaergetyde met twee fondatien, de eene op den feestdach van den heylighen patriarch Dominicus, ende de andere op den feestdach van den engelschen doctoor den heyligen Thomas van Aquinen, in onse cathedraele kercke alhier, volgens de conditien en contract daer van gemaeckt tusschen my ende de heeren deken en canonincken *capitulariter* geschiet. Item, alnoch hebbe gefondeert een eeuwich jaergetye in 't clooster der Predicarinnen tot Audergem buyten Brussel met den last van een singende misse voor myne siele; waer vooren ick met den levende lyve betaelt hebbe twaelff hondert ende vierthien guldens eens. Item, diergelycke eeuwich jaergetyde hebbe ick oock gefondeert in d'abdye genaemt den Grooten Bygaerde, ook buyten Brussel, met eene singende misse van *Requiem* als vooren; ende 't selve betaelt aen mevrouwe de abdisse de Viefville, alles blyckende by de bescheeden daer van synde.

Item, ick noeme ende designere voor toesiender ende momboir van mynen minderjarigen moor Wilhelmus voorscreven den eerweerden heere canoninck Hoeffslach, president van het seminarie alhier, met alsulcken macht en autoriteyt over den selven als eenen vader ende momboir is toecomende, in der voegen dat all het gene den selven heere sal doen ende disponeren van de voorscreve lyffrente aen hem hierboven gemaeckt tot cleederen, montcosten, schoolgelt ende andersints, ten behoeve ende nootsaeckelyckheden des geseyden moor, alles wel gedaen sal wesen, sonder aen iemant rekeninge te moeten doen als aen Godt. Maer in gevalle den voorscreven heer Hoeffslach quaeme afflyvich te worden voor ende aleer den selven moor gecomen waere tot xxv jaeren, oft tot eenen geapprobeerden staet, sal den selven per testament oft andersints eenen anderen momboir in syne plaetse mogen noemen en surrogeren met alsulcken macht over den moor, als hy selver is hebbende.

Doch, ingevalle het gebeurde dat den selven moor quaeme verleyt te worden, oft sich onbehoorlyck, ongehoorsaem oft quaetwillich thoonde en droege, sal de voorscreve lyffrente geschorst worden naer het goetduncken van den voornoemden momboir en toesiender; doch alsoo het geschiede, dat denselven moor sich publieckelyck schandaleus quaeme te draegen, dat den goeden Godt verhoeden wil, oft sich geheelyck begaeve buyten den raedt ende ordonnantien van den voornoemden heere oft syne in de momboirdye successeurs, als sich begevende in vremde quartieren, in peryckel van syne Roomsche religie te verminderen oft verliesen, oock al waer hy boven den ouderdom van xxv jaeren ofte geapprobeerden staete gecomen, soo sullen de paters Predickheeren met den momboir alsdan wesende volle macht hebben, om allen hetgene het welck den voornoemden moor tot de voorscreve lyffrente ende anderssints vuyt crachte van desen testamente soude connen pretenderen, aen hem te ontrecken, ende allen het selve appliceren aen de armen deser stadt, emmers totter tyt van syn beter comportement.

Item ick maecke ende legatere aen het convent der paters Predickheeren binnen dese stadt eenen geborduerden myter van silvere laecken met verscheyden gesteenten daerinne, comende van syn eerweerde heere Ophovius, saliger memorie, bisschop van den Bossche. Item, aen de selve noch twee cleyn silvere fleskens, te saemen in een leire casken gesloten daertoe gemaeckt, dienstich ende gewyt om de heylighe olien inne te doen. Item, alnoch het slecht silvere panneken ende kandeken, ieder met een houte steeltien. Item, sint Jans Evangelium, gesneden in een silvere plaete met een copere vergulde leyste, met noch de forme van de heilighe consecratie, van de selve stoffe ende op de selve maniere; het gene sy my geleent hebben ende aen haer moet gerestitueert worden. Item laete aen de selve paters Predickheeren van het convent van Antwerpen myne beste tapisserye van Dido ende Æneas, bestaende in

seven stucken, ieder ses ellen diep, met myn eygen wapen in ieder stuck gemerckt, om op hunne principaelste feestdaegen in hunne kercke te hangen. Welcke tappyten aen haer noch *donatione inter vivos* gegeven hebbende, ben 't selve mits desen confirmerende. Item, aen de selve alnoch twee goude laecken cassuyvels met twee autaercleederen met de bovenbancxkens, al van den selven stoffe, het eene voor sinte Dominicus, en het ander voor het heyligh Cruys autaer in de voorscreve kercke, alle met myn wapen geteeckent; met noch een cleyn autaercleedeken voor de credentie, alle van de selve stoffe, gelyck het beste ornament ende *pluvialia* in onse cathedraele kercke. Item aen de selve het silvere cruys met de reliquien van den heylighen apostel Paulus, ende een stuck van de doorne croone Christi met noch andere reliquien, dewelcke in den voet van het selve cruys syn berustende, het gene nu eenige jaeren by de voornoemde paters Predickheeren in bewaernisse is geweest. Item, aen de selve mynen besten silveren vergulden kelck ende patene, geteeckent met wapen van 't capittel, den welcken het capittel mynder cathedraele alhier voor eenen willecom my vereert heeft. Item myne twee silvere ampullen met een cleyn gedreven silvere taillioor, met myn silvere lampetschotel ende lampetpot, alles met myn wapen geteeckent. Ende allen welck silverwerck voornoemt ick daer gelycx was gebruyckende, als wanneer ick in myn capelle binnens huys was celebrerende. Item, aen de selve eenen violetten casuyvel van damast met armosyn gevoedert, met fyn goude passement geboort, geteeckent met de wapen van myne ouders, met den kelckdoeck ende corporaelborse van den selven stoffe. Item, aen de selve paters Predicheeren alnoch eenen swerten flouweelen casuyvel met een goude laeckene cruys, met swerte syde ende silvere frenien geboort, oock geteeckent met myn wapen, als oock al de andere casuyvels en de autaercleeden, dewelcke bevonden sullen worden in myn sterffhuys, ende by my aen andere niet wech gegeven oft gelegateert en

syn. Item al de alben, amicten, autaerdweilen, corporaelen ende ander lynwaet, dat tot den autaer in myne capelle gedient heeft. Item sullen de selve Predickheeren den besten van myne spiegels mogen kiesen om in sacristie te hangen tot het cleeden der priesters ten dienste der misse.

Item alle myne boecken van myn bibliotheke maecke en legatere aen het convent van de paters Predickheeren voorscreven om de selve op haere bibliotheke te stellen; en welcke boecken daer tweemael bevonden worden, sal men de beste daervan behouden, en de andere verhandelen tegen andere boecken meest dienstich voor de selve bibliotheke.

Item legatere aen de selve alle damaste, syde en fluweele behanghsels, om daervan kerckelyke ornamenten van te maecken, als casuyvels, choorcappen, autaercleederen, ende anderssints, daer het selve best toe sal dienen. Item aen deselve alnoch mynen silveren vergulden cop met syn decksel op, met het drinck gelas van cristal *de montagne*, welck is geweest myne fontgifte; het welck sal bewaert worden tot mynder gedachtenisse.

Item alsoo ick met den levenden lyve in 't voorscreven convent der Predickheeren deser stadt ten vollen gefondeert hebbe het *studium generale* en borsen voor de studenten der Predickheeren ordre ten vollen gefondeert, ende daer vooren in contante penningen betaelt de somme van vyff en viertich duysent ende een hondert guldens, met al sulcken conditien ende lasten, als blyckt by den contracte, bescheede en quittantie daervan synde, soo comen te cesseren, syn doodt ende te nyet, gelyck te nyet doen, soo veel als noodich, mits desen, allen designatien, belydenisse ende donatien, die ick voor desen tot de promotie en fondatie van het studie generael voorscreven gedaen hebbe, oock met renten daertoe te verbinden ende affecteren, mits welcken het voorscreven convent my gehouden is en sal syn te besorgen van degene, die daerover moeten staen, eene acte van acquit ende declaratie,

dat sy geen recht meer en hebben oft en pretenderen vuyt crachte van eenige donatien, designatien oft verbintenissen van renten, tot de promotie ende fondatie van het *studium generale* voornoemt, by ons geschiet ende verleden. Van gelycken comen te cesseren alle donatien, designatien en verbintenissen en affectatien van renten ende anderssints by my voor desen geschiet ten behoeve van myn jaergetyde in 't voorscreven convent der Predickheeren; item, van myn jaergetyde ende twee fondatien een van onsen heylighen vader den patriarch Dominicus, en het ander van sinte Thomas van Aquinen, op haere respective feestdaegen in onse cathedraele kercke alhier. Allen dewelcke fondatien en jaergetyden, mits voor desen by my ten vollen betaelt ende voldaen syn, als blyckt by de bescheeden daer van synde, soo syn de voorscreven capittel cathedrael en convent der Predickheeren respective my daerover te leveren behoorlycke acte van acquit en renuntiatie als vooren, emmers in gevallen allen tselve in myn leven by haer niet gegeven en verleden en is.

Item laete ende maecke aen het voorscreven convent der Predickheeren binnen dese stadt alle myne schilderyen, dewelcke naer myne aflyvicheyt bevonden sullen worden in mynen sterffhuyse, behalven nochtans degene, die ick by legaet oft donatie *inter vivos,* gelyck hier vooren noch geschreven is, wechgegeven oft gelegateert syn. En sullen nochtans de voorscreve paters Predickheeren de groote schilderye van den engelenval, geschildert van Petro Paulo Rubbens, niet minder mogen vercoopen als omtrent vyff a ses duysent guldens.

Alsoo ik in myn leven gefondeert hebbe eene collegie voor arme weirelycke priesters, die pastoors, vicarissen oft onderpastoors in dit bisdom geweest hebbende door ouderdom, sieckte oft andersints soo gecrenckt syn dat sy haere pastoreele fonctien nyet meer en connen bedienen, ende, by gebreke van dese, voor andere arme priesters, seminaristen en theologanten, alles conform de conditien van de fondatien daer van

synde, waer by geconstitueert hebbe vier proviseurs, aen de welcke tot het volvoeren van de voorscreve fondatie getelt hebbe de somme van een hondert elff duysent en sesse hondert guldens eens, met autorisatie omme deselve penningen met de eerste occasie ten meesten proffyte ende ten eynde voorscreven aen te leggen, soo ist dat ick noch voor legaet aen het selve collegie laete ende maecke allen het tennewerck van myne menage, te weeten tenne schotels, tenne taillooren, commekens, lepels, soutvaten en andere tenne, sommighe stucken geteekent met myn wapen.

Ende opdat desen mynen vuyttersten wille, het sy in forme van testamente, codicille oft andersints, in de besten manieren als 't mogelyck is, soude stadt grypen en naer myne afflyvicheyt ter behoorlycke executie soude gestelt worden, en allen de voorscreve ende naerschreven legaeten ende dispositien ten behoorlycken tyde soude voldaen worden, soo ist dat ick testateur voor executeurs van desen mynen testamente oft vuyttersten wille genoemt ende gestelt hebbe, gelyck ick noeme en stelle mits desen, den eerweerden heere Aubertus Van den Eede, canoninck graduaet en archidiaken van onse cathedraele kercke, den eerweerden heere Paulus van Halmale, canoninck graduaet en segelaer, den eerweerden pater Dominicus De Herre, predicant der Predickheeren ordre en mynen biechtvader, ende D. Petrus de Bisthoven, mynen secretaris. Ende ingevalle een van de voorscreven vier executeurs voor my come te sterven, soo substituere ick in syne plaetse voor het executeurschap voorscreven den eerweerden heer Anthonis Hoeffslach, canonick graduaet onser cathedraele kercke, president in ons seminarie. Welcke voorscreve vier executeurs ick volle macht ende autoriteyt geve om alles te doen dat aen goede executeurs toestaet en behooren te doen, het selve aen haer ten vollen betrouwende ende wille toebetrouwt te worden; laetende ick en maeckende aen de voornoemde executeurs, in consideratie van de moeyte van 't selve executeurschap, ieder van

hun de somme van een hondert pattacons eens. Voirders begeirende ende belastende myne voorscreve executeurs, dat sy alle myne resterende goeden, roerende en onroerende, renten, schulden, actien, penningen en crediten, hoedanich die wesen mogen, waer ende tot wat plaetsen die gelegen syn oft bevonden sullen worden, geene daer van vuyt genomen oft gereserveert, de welcke sullen comen te overen, alle myne schulden ende legaeten betaelt synde, vuytdeelen ende distribueren sullen aen de schamel huysarmen ende behoefftighe huysgezinnen deser stadt in handen van de almoesseniers deser stadt; de selve armen, schamel ende behoefftighe huysgezinnen nominerende ende instituerende met vollen recht van institutie myne erffgenaemen, om voorts vuytgereyckt te worden, alles naer het eygen discretie ende goetduncken van de aelmoesseniers, het en waere ick een declaratie, specificatie en forme met myn eygen hant geschreven ende met mynen naeme onderteeckent achterliete, met dewelcke ick beschreve hoe, aen wien ende in wat maniere, ick begeire ende determinere de voorscreve vuytreyckinge ende distributien van aelmoessen sullen moeten geschieden ende volbrocht worden. In welcken gevalle de voorscreve executeurs de selve myne schriftelycke declaratie ende vuyttersten wille gehouden sullen syn preciselyck in alles te volbrengen, aen de selve wel expresselyck, voor soo veele als noodich is, verbiedende eenige detractie van falcidie, trebellianicgue oft andere diergelycke portien van de voorscreve legaeten ende van myne goeden ten behoeven van den armen gelaeten; maer sullen hun met de gemelde vereeringe van een hondert pattacons voor elck te vreden houden, sonder iet voorders oft meeder te connen oft mogen pretenderen.

Aldus gegeven in Antwerpen in ons bisschoppelyck paleys op den vierthienden dach van meert anno sesthien hondert vier en seventich.

Is onderteeckent : Frater AMBROSIUS CAPELLO, bisschop van Antwerpen.

Copye van den endorssemente :

Op den vierthienden marty xvi^c ende vier ent seventich compareerden voor my Adriano Beerendoncq, openbaer notaris by den raede van Syne coninckIycke Majesteyt geordonneert, in Brabant geadmitteert, t' Antwerpen residerende, ende in de presentie van de getuygen naergenoemt, den eerweerde heere Ambrosius Capello, bisschop van Antwerpen, ende heeft verclaert dat in dit toegesloten papier is syn testament, leste ende vuytterste wille, willende en begerende dat selve sal stadt grypen ende van weerde gehouden worden, 't sy by forme van testament, codicille oft anderssints, als iemants testament ende vuytterste wille best mach van weerden gehouden, niettegenstaende alle solemniteyten daer in niet volcomen en waeren geobserveert, versoekende van my notaris daerop gestelt te worden dusdaenige acte in de beste forme.

Aldus gedaen ten palleyse episcopael den xiiii^en martij 1674, ter presentie van Bartholomeus Thys ende Joannes Hincq, als getuygen hiertoe geroepen ende gebeden.

Is onderteeckent : Frater AMBROSIUS CAPELLO, bisschop van Antwerpen.

JOANNES HINCQ, BARTHOLOMEUS THYS ; A. BEERENDONCQ, notarius publicus.

Copye van de openinge :

Hodie quarta octobris latum est presens testamentum clausum et obsignatum sigillo reverendissimi domini Ambrosii Capello ad capitulum extraordinarie convocatum per R. D. Petrum Bisthoven, ejusdem R^mi D^ni secretarium, obsignatum sigillo ejusdem R^mi D^ni in quinque diversis partibus, presentibus D^no Gabriele Fernandes, presbitero, et D^o Laurentio Van Bael, diacono, testibus ; item R^do eximio patre N. Marquis, priore Dominicanorum, et R. P. Janssens Elinga, S. T. professore ; item eodem R. D. Bisthoven, secretario.

Signatum : ARN. EYBEN, actuarius.

Gecollationneert dese copye met het voorscreven testament, endossement ende acte van openinge, accordeert by my onderscreven priester, notarius apostolick, by Syne coninckIyke Majesteyt prieven ende souvereynen raeden van Brabant geadmitteert, t'Antwerpen residerende, desen xxvii[en] octobris 1676.

Quod attestor

NICOLAUS DE RIEMER, presbiter, notarius apostolicus.

VI.

Testament d'Aubert Van den Eede, huitième évêque d'Anvers[1].

3 avril 1662.

In nomine Domini, amen. By den inhouden van desen tegenwoordigen openbaeren instrumente van testamente sy condt ende kennelyck eenen iegelycken, dat op den derden aprilis van den jaere duysent sesse hondert ende tweentsestig voor my Peeter Van Baest, openbaer notaris apostolicq ende by den souvereynen raede van Brabant geadmitteert, 't Antwerpen residerende, inde presentie van de getuygen onder genoempt, gecomen ende gecompareert is in persoone den seer eerweerden heere Aubertus Van den Eede, presbiter prothonotaris apostolicq, canonick ende thresorier van de cathedrale kercke van Antwerpen ende lantdeken van den districte der selver stadt, sieck naer den lichaeme ende te bedde liggende, des nochtans zyne memorie, verstant ende vyff sinnen over all wel machtich synde ende volcomentlyck gebruyckende, soo dat opentlyck scheen ende bleke. De welcke, aenmerckende de broosheyt der menschelycker natuere, ende datter niet sekerder en is dan die doodt, ende niet onsekerder dan die ure der selver, heeft daeromme wel bedacht synde, onbedwongen oft

[1]) Ce document est intitulé : *Testamentum illustrissimi domini episopi Auberti Van den Eede.*

onverleyt van iemanden, soo hy verclaerden, gemaeckt, gesloten ende geordonneert, maeckt, sluyt ende ordonneert mits desen syn testament, lesten en uuttersten wille, begeirende dat 't selve naer syne doodt sal worden achtervolght ende volcomen effect sorteren, 't sy by forme van testamente oft codicille, gifte ter saecken van der doodt, oft eeniger hande uutterste dispositie, soo ende gelyck hy 't selve best valideren can, nyettegenstaende eenige stadts oft lantrechten ter contrarien; ierst ende alvoore wederroepende, doodt ende te nyet doende mits desen alle voorgaende testamenten, codicillen, donatien *causa mortis* oft allerhande uutterste willen by hem testateur voor dato deser eeningsints gemaeckt.

In den iersten, heeft hy heere testateur syne siele, soo wanneer die by den wille Goidts vuyt synen sterffelycken lichaeme scheyden sal, bevolen in de grondeloose bermherticheyt Goidts, ende de gebeden ende intercessien van alle Goidts lieve heyligen; ende syn doode lichaem der christelycke begraeffenisse kiesende de selve in de voorschreve cathedraele kercke van Antwerpen onder syns heere testateurs sarck gelegen achter den hoogen choor in de selve kercke, daer syne heere testateurs suster, jouffrouwe Franchoise Van den Eede, begraeven is; begeirende daer opgestelt te worden de inscriptie syns heere testateurs; begeirende dat naer syne doodt tot laeffenisse synder sielen sullen gecelebreert worden duysent missen in de voorschreven cathedraele kercke door de heeren cappellaenen aldaer met exclusie van andere.

Item begeirt hy heere testateur dat tot augmentatie van 't jaergetyde van wylen den eerweerdigsten heere bisschop Joannes Mireus, syne heere testateurs outoom, in plaetse van syns heere testateurs jaergetyde sullen worden gegeven ende gesuppleert acht hondert guldens capitaels.

Item maeckt ende laet hy heere testateur aen de capelle van de heylige maghet ende marteleresse Barbara inde voorschreve cathedraele kercke, tot onderhout van de maendelycke misse, vier hondert guldens eens.

Item laet ende maeckt hy heere testateur aen d'heer Philips Vincentius Franchein de helft van den pampier molen gestaen en gelegen tot Ucle onder Carloo. Item aen jouffrouwe Caroline Françoise Franchein laet ende maeckt hy heere testateur de weerde van de selve helft in den voorschreven pampier molen, begeirende dat sy totte selve weerde ende valeur vergeleken worde.

Ende raekende alle ende iegelycke syns heere testateurs resterende ende andere overschietende goederen, soo rurende als onrurende, tegenwoordige ende toecoemende, gout, silver, gemunt ende ongemunt, actien, credieten ende gerechticheden, geene gereserveert oft vuytgenomen, waer ende op wat plaetsen de selve sullen bevonden werden, allen de selve goederen heeft hy heere testateur gegeven, gejont gelaeten ende gemaeckt, geeft, jont, laet ende maeckt mits desen aen den eerweerdigen heere Joannes Baptista Van den Eede, canoninck van de voorschreve cathedraele kercke, synen broedere, ende jouffrouwe Maria Van den Eede, syns heere testateurs sustere, elck voor de helft, om de selve te gebruycken, te genieten ende possederen als hun eygen ende propre goet, den selven eerweerden heeren Joannes Baptista Van den Eede ende jouffrouwe Maria Van den Eede in de selve goederen instituerende met volle rechte van institutie, ende syne gerechte erfgenaemen noemende mits desen.

Ende op dat dit syn tegenwoordigh testament ende uuttersten wille tot behoorlycke executie soude worden gestelt, heeft hy heere testateur gecosen ende genomineert voor executeur van den selven synen vuyttersten wille den voorschreven eerweerdigen heere Joannes Baptista Van den Eede, ende beneffens hem den eerweerdigen heere Anthonius Van Berchem, canonick ende ertspriester van de voorschreve cathedraele kercke, 't selve hun lieden wel toebetrouwende met macht ende authoriteyt van eenen oft meer executeurs te mogen assumeren, laetende aen den selven eerweerdige heere Van Berchem *pro honorario* hondert guldens eens.

Dit seyde ende verclaerden hy heere testateur de wesen syn testament, lesten en uuttersten wille, begeirende daer aff geexpedieert te worden acte een ofte meer inder bester formen.

Aldus gedaen ende gepasseert tot Antwerpen, ten huyse des heere testateurs, op den voornoemden derden april duysent sesse hondert ende tweeent sestich, ter presentie van Jan Cools, ceuster der voorschreve cathedraele kercke ende François Colis, als getuygen daer toe versocht ende gebeden.

Ende is de minute deser by den testateur ende getuygen ten prothocolle myns notaris beneffens my notaris onderteeckent.

In quorum fidem ac robur, etc.

P. Van Baest. notarius apostolicus.

(*La suite à la prochaine livraison*).

Notice sur Fologne, par J. DARIS, professeur au séminaire de Liége.

§ 1. — *La paroisse.*

La paroisse de Heers comprenait, dans le principe, les villages de Heers et de Fologne, et peut-être même ceux d'Op-Heers et de Bas-Heers. Par suite de la rivalité qui existait entre les seigneurs de Fologne et ceux de Heers, il fut bâti de bonne heure, à Fologne, une chapelle où un prêtre disait la messe les dimanches et les fêtes pour le service des habitants. Cette chapelle était dotée, avec charge de deux messes par semaine. Jean, écuyer, et les habitants de Fologne demandèrent à l'évêque, en 1450, que leur chapelle fût érigée en église paroissiale, et ils lui promirent de respecter les droits de l'abbé de Saint-Laurent, à Liége, ainsi que ceux du curé et du sacristain de Heers. L'abbé de Saint-Laurent percevait la grosse dîme et un pain par ménage; le curé de Heers percevait également des pains et des oblations aux grandes fêtes; le sacristain enfin recevait aussi un pain par ménage[1]. Le 13 novembre de l'année précitée, l'évêque érigea la chapelle de Fologne en église paroissiale avec fonts baptismaux et assigna au curé la dotation offerte par les habitants. Il confirma aussi le droit, qui revenait au curé de Heers et au seigneur de Fologne, de nommer le recteur de la chapelle ou église. Ce droit de patronage fut, au XVIIe siècle, l'objet d'un conflit. Le seigneur de l'endroit prétendait pouvoir l'exercer seul, à l'exclusion du curé de Heers. Le conflit se termina par une transaction conforme à l'acte même d'érection de la nouvelle paroisse.

L'église de Fologne est dédiée à l'Assomption de la sainte

[3]) Quatre pains équivalaient à un setier de seigle, mesure de Looz; ils se payaient ordinairement en argent.

Vierge. Il n'y fut fondé aucun bénéfice simple. La tour actuelle a été bâtie ou bien restaurée vers l'an 1609.

La population de la paroisse était, en 1700, de 150 communiants. Aujourd'hui elle est de 344 habitants.

Lors de la réorganisation des paroisses, en 1803, l'église de Fologne fut conservée au culte sous le titre civil d'annexe de Heers, mais le titulaire était curé dans l'ordre ecclésiastique. Le 15 septembre 1807, elle fut érigée en chapelle auxiliaire et, en 1842, en église succursale, pour ce qui concerne le traitement du recteur.

§ 2. — *Série des curés.*

Jean Quyts est le plus ancien curé connu ; on le trouve cité en 1477. Il mourut le 12 octobre 1514, comme le porte son épitaphe : *Hic jacet venerabilis vir dominus Johannes Quyts, quondam hujus ecclesiae pastor, qui obiit anno xv^c^ xiiii, die xii mensis octobris. Cujus anima requiescat in pace.*

Chrétien Voets, qui est cité en 1526 et 1527, faisait remplir ses devoirs pastoraux, pendant ces années, par le vicaire Jacques Oesterwyck.

Gilbert Cruyts mourut en 1545.

Jean de Ryckel, son successeur, fut nommé, en 1546, par Jean de Fois, curé de Heers, avec le consentement de Henri de Mérode, seigneur de Fologne.

Arnold Gysbrechts résigna la cure en 1598.

Pierre Montanus, de Jeneffe, son successeur, fut nommé, en 1598, par Arnold de Vivario, curé de Heers.

Henri Delaet, de Fologne, nommé, en 1624, par la dame de Fologne, vivait encore en 1655.

Renier Jacobi, son successeur, mourut le 18 juillet 1662.

Lambert Robyns obtint la cure de Fologne en 1665. Ce curé fut l'objet d'une tentative d'assassinat de la part de François Malaise. Le coupable fut jugé appréhensible le 14 août 1679. Nous ne possédons point de détails touchant cette

affaire. Le curé mourut le 27 avril 1691, et fut enterré dans l'église, où son épitaphe existe encore : *Venerabilis dominus Lambertus Robyns, pastor Folloniensis ab anno* 1665 *ad annum* 1691. *Obiit die* 27 *aprilis* 1691.

Georges Bartholeyns, de Grand-Jamine, qui obtint la cure de Fologne, sur la présentation du curé de Heers en 1691, la résigna en 1694, après avoir obtenu celle de Grand-Jamine.

Mathias Vanderhoven, de Fologne, qui était curé de Hern-Saint-Hubert, devint curé de Fologne en 1694, et régit sa paroisse avec le plus grand zèle jusqu'à sa mort arrivée en 1723.

Son successeur, *Jean Knapen*, de Gutschoven, se distingua également par son zèle dans l'accomplissemeut de ses devoirs (1729 à 1758).

Richard Knapen, de Gutschoven, neveu du précédent, eut un très long pastorat, savoir de 1758 à 1801. Ce fut sous lui que l'église fit l'acquisition d'une nouvelle cloche, bénite le 27 septembre 1762. Le comte Mercy en fut parrain. Pendant la révolution française, Knapen crut pouvoir prêter le serment de haine, mais il le rétracta, dès qu'il connut les décisions du Saint-Siége qui le condamnent.

Depuis le concordat, de 1801, la cure de Fologne a été conférée directement par l'évêque du diocèse. Ses recteurs ont été *Ferdinand Claes*, d'Engelmanshoven, (1801-1818), *Pierre Clerinx*, de Kerckom, (1818-1825), *Coune*, de Heers (1825-1827), M. *Geurts* (1827-1828), *J. Smets* (1828-1842). Le curé actuel, nommé en 1842, est *G. Plevoets*, de Saint-Trond.

§ 3. — *La mense des pauvres.*

La mense des pauvres était régie comme dans la plupart des paroisses rurales. La généralité des paroissiens choisissait, chaque année, un mambour, qui faisait la recette des revenus. Il les répartissait entre les pauvres de concert avec le curé. En l'année 1700, la mense des pauvres possédait un revenu de 200 setiers de seigle.

La fabrique de l'église était régie de la même manière.

Le mambour de l'une, comme de l'autre, devait, chaque année, rendre compte de sa gestion aux paroissiens réunis devant la porte de l'église.

§ 4. — *La cour de justice.*

Il y avait, à Fologne, une cour de justice, dont le mayeur, les sept échevins et le secrétaire étaient nommés par le seigneur du village. Elle ressortissait en appel à celle de Vroenhoven, à Maestricht. Il paraît qu'en matière criminelle elle pouvait juger sans ordre ou recharge de celle de Vroenhoven. Celle-ci en fit la déclaration formelle le 27 février 1557 : « Dat in saecke criminaele die gerichte van Vroenhoff niet costumelyck en syn geweest den gerichte van Veulen eenige leer oft hooftvonnis te geven. » Elle ajouta cependant qu'à la demande de la cour de Fologne, elle pouvait lui donner conseil : « Dat die gerichte van den Vroenhoff den gerichte van Veulen in criminaele saecke voor raedt tot hunnen versoecke gegeven hebben gehadt en geen leer oft hooftvonnis; naer welcker usantien ghy als gerichte van Veulen, en wy als gerichten van Vroenhoff, als uw hooft, ons behooren te reguleren, soo wy oock ter meyninge syn te doen; want anders doende, soude men eenig van beyde heeren in syne juridicte vercorten. »

Au pays de Liége les échevins des cours de justice, nommés à vie, étaient inamovibles. Ceux de Fologne l'étaient aussi. Cette inamovibilité déplut à Marie d'Argenteau, dame de Fologne, parce que, parmi les sept échevins, un nommé Rupkens était vieux et sourd, un autre ne se rendait jamais aux séances, etc. Elle demanda au conseil de Brabant la faculté de ne nommer les échevins que pour une année et de les remplacer par d'autres après ce terme. Le conseil lui accorda cette faculté le 22 juin 1614; nous ignorons si les seigneurs de Fologne en ont jamais fait usage.

§ 5. — *La commune.*

Le régime démocratique s'est conservé dans la commune de Fologne jusqu'en 1796. La généralité des habitants réunie soit sur la place publique, soit au *banpaenhuys*, choisissait chaque année un bourgmestre (*dorpmeester*) et quatre conseillers (*schatmannen*). Le bourgmestre faisait la recette des revenus communaux et les appliquait à leur destination. Il en rendait publiquement compte, l'année écoulée.

Les quatre *schatmannen* fixaient le taux de la contribution foncière d'après les besoins de la commune. Un nouveau besoin se faisait-il sentir, par exemple à la suite des exigences de soldats étrangers, le bourgmestre réunissait les *schatmannen*, qui décrétaient une ou plusieurs contributions foncières (*schattingen*). La contribution foncière était d'un florin par bonnier (*eene schatting*). Dans des temps de calamités, les *schatmannen* durent décréter jusqu'à six ou sept contributions, c'est-à-dire six ou sept florins par bonnier.

A la fin du XVIIIe siècle, la contribution foncière était, pour ainsi dire, l'unique ressource de la commune. Pendant le XVIe et le XVIIe siècle, elle avait été contrainte de vendre ses prés communaux pour satisfaire aux extorsions des troupes étrangères.

Il y avait 339 bonniers soumis à la contribution. Celle-ci était, dans les derniers temps, de deux ou trois florins par bonnier.

La principale charge du village consistait dans les *redemptie-penningen* (404 florins), qu'il payait aux États-Généraux des Provinces-Unies, et dans les *protectie-penningen* (216 florins) qu'il payait au duc de Brabant, c'est-à-dire au gouvernement des Pays-Bas. L'abbé de Saint-Laurent de Liége, qui percevait la grosse dîme, y intervint, depuis 1719, par une rente annuelle de 60 florins.

Nous n'avons point de détails sur les événements qui se sont passés à Fologne dans le cours des siècles.

§ 6. — *La souveraineté.*

La couronne d'Allemagne possédait un grand bien à Fologne. Il en est fait mention dans une charte de Frédéric Barberousse (1174-1177). Cet empereur, ayant emprunté mille marcs à Radulphe, prince-évêque de Liége, lui assigna, comme gage, tous ses biens situés au-delà de la Meuse savoir : Maestricht, Rothem, Vibeir (Wilre), Monteigney, Frère, Fologne et Saint-Trond, à l'exception de la prévôté de Maestricht et de l'abbaye de Nivelles (SCHOONBROODT, nº 14).

Dans le conflit qui existait entre Philippe de Souabe et Othon IV touchant l'empire, le premier, pour s'attacher Henri, duc de Brabant, lui donna en fief, entre autres biens, la terre de Fologne. Par une charte du 29 avril 1219, l'empereur Frédéric II reconnut que le fief impérial de Fologne appartenait uniquement au duc de Brabant.

Les ducs de Brabant devinrent les véritables souverains de Fologne, qui fit partie de leur duché. Comme ce village était enclavé dans le comté de Looz, les ducs ne pouvaient pas facilement y faire percevoir les impôts. Pour obvier à cet inconvénient, il fut convenu que le village payerait chaque année une somme déterminée, qui fut fixée à 216 florins.

La paix de Westphalie de 1648 et celle de Nimègue de 1678 ayant garanti la ville de Maestricht avec le comté de Vroenhoven aux États-Généraux des Provinces-Unies, ceux-ci réclamèrent les villages qui ressortissaient en appel à la cour de Vroenhoven, entre autres celui de Fologne. Le duc de Brabant, de son côté, soutenait ses droits sur ces villages. Dans ce conflit, ces villages durent payer aux États-Généraux des *redemptie-penningen*, et au duc de Brabant des *protectie-penningen*. De là leur est venu le nom de *villages de rédemptions*, parce qu'ils avaient rédimé par une somme fixe et annuelle l'obligation de payer les impôts. Ces villages étaient Fologne, Moppertingen, Russon, Nederheim, Paifve, Her-

malle-sur-Meuse, Fallais-sur-la-Mehaigne et Houppertingen.

Le conflit de souveraineté fut levé par le traité de Fontainebleau du 8 novembre 1785 ; le duc de Brabant céda ses droits sur les huit villages de rédemption aux États-Généraux. Ceux-ci réclamèrent immédiatement la somme annuelle payée au duc de Brabant (les *protectie-penningen*). Les villages eurent beau protester ; il leur fallut payer annuellement les deux sommes, les *redemptie-penningen* et les *protectie-penningen*.

§ 7. — *La seigneurie.*

Les ducs de Brabant donnèrent de bonne heure la seigneurie de Fologne en fief à des chevaliers.

Le seigneur de Fologne jouissait de plusieurs priviléges. Il nommait le mayeur, les échevins et le secrétaire de la cour de justice. Il possédait une brasserie banale où les habitants devaient faire brasser leur bierre et un moulin banal où ils devaient faire moudre leurs grains. Il recueillait la succession des bâtards qui ne laissaient point de descendants légitimes. Il y possédait une cour censale et une cour féodale. Les habitants étaient obligés de lui fournir un chariot attelé de quatre chevaux, quand il devait suivre son suzerain à la guerre, à raison du fief de Fologne. Les habitants lui payaient aussi une certaine contribution, quand il prenait possession de la seigneurie, se mariait ou était armé chevalier. Les corvées que les habitants lui devaient étaient de charrier son chauffage et de faner ses foins. Aucun étranger ne pouvait s'établir à Fologne sans le consentement du seigneur. A la mort d'un chef de ménage, ses héritiers ne pouvaient prendre possession de sa maison qu'avec la permission du seigneur.

Jean de Gutschoven, chevalier, est le plus ancien seigneur de Fologne qui soit connu. Il était aussi vicomte de Looz et membre de la cour féodale de Curange. On le trouve cité avec ces deux qualifications dans un acte du 4 février 1370, (registre de Colen, page 166). Il avait épousé Élisabeth, fille

d'Abraham de Looz, chevalier. Il mourut vers l'année 1376. Sa veuve mourut le 24 avril 1387, et fut enterrée dans l'église de Looz.

Jean de Gutschoven, chevalier, fils du précédent, fit, en 1376, le relief de quelques fiefs lossains qu'il avait hérités de son père. Il était, ainsi que son père, membre de la cour féodale de Curange et vicomte de Looz[1].

Jean de Gutschoven, seigneur de Fologne, et son épouse Dorothée de Schoonhoven contribuèrent largement, en 1438, à la fondation du couvent de Colen. Dorothée mourut le 9 septembre 1442, et fut enterrée dans l'église de Colen devant l'hôtel de Sainte-Dorothée, qu'elle avait fondé. On mit sur son tombeau l'inscription suivante : *Hier leet begraeve juffrouwe Thorothee van Schoenhoven, vrouwe van Voelen, borchgravin van Loen ende van Dormale, die sterfft int jaer ons heeren m. cccc. ende xlii, op ten ix dach in september.* Son époux passa les dernières année de sa vie au couvent de Colen, où il mourut le 28 avril 1460. Il fut enterré devant le maître-autel. La pierre qui recouvre son tombeau porte l'inscription suivante : *Hier leet begrave joncker Jan van Gutschoven, heer tot Voelen en borchgrave van Loen, die sterfft int jaer m. cccc. lx, op ten xvii dach van aprille. Bidt voer die siele.*

Jeanne Van der Aa de Randeraedt, fille de Jean Van der Aa de Randeraedt et d'Anne de Montfort, fut investie de la seigneurie de Fologne avec Guillaume de Mérode, son fiancé, par le duc de Brabant, le 18 décembre 1454. Guillaume mourut le 24 novembre 1483, comme le porte l'inscription mise sur son tombeau dans l'église de Fologne : *Hier leet begrave joncker Willem van Mérode, heer tot Voelen, borchgrave tot Loen ende heer van de vochdye van Duffel, die starff int jaer m. cccc. lxxxiii, op ten xxv dach november. Bidt voor die siele.* Sa veuve céda, le 13 janvier 1486, la seigneurie de Fologne à

[1]) Voyez *Les fiefs du comté de Looz*, par le chevalier de Borman.

son fils aîné, comme dot de mariage. Elle mourut le 4 juillet 1494 et fut enterrée dans l'église de Fologne. On mit sur son tombeau l'inscription suivante : *Hier leet begrave Janne Van der Aa, vrauwe tot Voelen ende erfborchgravinne tot Loen, wettige huysvrouwe Joncker Willem van Mérode, die sterft int jaer m. cccc. xciii, den vierde dache julii. Bidt voer die seele. Non vi, sed virtute.* Leurs enfants furent : (a) *Guillaume,* qui suit; (b) Arnoul, chanoine de Saint-Lambert, de Notre-Dame à Aix et prévôt de Notre-Dame à Maestricht, mort en 1527; (c) Jean, chanoine de Saint-Lambert ; (d) Bernard, chanoine de Saint-Lambert, prévôt de Saint-Martin, mort en 1548 ; (e) Béatrice, qui épousa Guillaume de Gertzen, seigneur de Sintzich.

Guillaume de Mérode, seigneur de Fologne et vicomte de Looz, amman de Bruxelles en 1520 et 1523, épousa Catherine de Bau, dame de Gossencourt, Meer, etc. Il mourut le 24 août 1525, et fut enterré dans l'église de Fologne, où son tombeau portait l'inscription suivante : *Hier leet begrave heer heer Willem van Merode, ridder, heer tot Voelen, Goetsenhoven en der vochdye van Duffelt, erfborchgrave tot Loen, die starff int' jaer ons heeren, doe men schreeff m. v^c xxv. den xxiv dach in de oestmaend op sint Bartholomeus dach, des morgens omtrent negen uren. Bidt voor die seele.* Il laissa plusieurs enfants, savoir : (a) *Henri,* qui suit; (b) Richard, seigneur de Gossencourt, de Meer, etc., qui épousa Anne de Berlo; (c) Warnier, chanoine chantre de Saint-Lambert, prévôt de Notre-Dame à Maestricht, qui mourut en 1550 ; (d) Jean, seigneur de Muggenberg, voué de Duffel ; (e) Jacques, chanoine chantre de Saint-Lambert, qui mourut en 1532 ; (f) Bernard, chanoine de Saint-Lambert ; (g) Arnoul, seigneur de Royenberg ; (h) Anne, qui épousa Raes de Corswarem ; (j) Guillaume, chanoine de Saint-Lambert, qui mourut en 1517 ; (k) Jeanne, qui épousa Antoine Sauvage, seigneur de Beauvois; (l) Catherine, religieuse à Béthanie près de Malines ; (m) Catherine, religieuse à Forest.

Henri de Mérode, seigneur de Fologne et vicomte de Looz, épousa Marguerite de Corswarem, fille de Thierri de Corswarem, seigneur de Momalle et de Braives. Ce Henri de Mérode releva, en 1538, *a novo domino*, la châtellenie de Looz, avec ses biens. Il devint un des seigneurs les plus riches du pays. Son épouse hérita d'Arnold de Momalle la terre de Riddersherck et de son propre père les seigneuries de Momalle et de Braives. Henri mourut en 1557. Il laissa plusieurs enfants, savoir : (a) *Guillaume*, qui suit ; (b) *Jeanne*, qui suit en second lieu; (c) Bernard, reçu chanoine de Saint-Lambert en 1541; (d) Jeanne dite la jeune dame de Riddersherck, qui épousa Jean d'Oyenbrugge de Duras, seigneur de Graesen et de Budingen; (e) Marguerite, dame de Momalle et de Braives.

Guillaume de Mérode hérita de ses père et mère les seigneuries de Fologne, de Ciplet, le vicomté de Looz et la haute avouerie de Moxheron. En sa qualité de seigneur de Ciplet, il était pair de Namur. Il mourut célibataire vers 1569.

Jeanne de Mérode, sa sœur aînée, hérita de lui la terre de Fologne et le vicomté de Looz. Elle avait épousé Guillaume de Berlo, seigneur de Keerberghen et bourgmestre de Malines. Elle mourut, le 25 septembre 1572, laissant plusieurs enfants : (a) Guillaume de Berlo, mort sans postérité ; (b) *Jean de Berlo* qui suit; (c) Isabelle; (d) Marguerite, chanoinesse de Nivelles ; (e) Marie, qui épousa Englebert d'Immerzeel, vicomte d'Alost.

Jean de Berlo, seigneur de Fologne, de Braives, de Sclessin, de Keerbergen, vicomte de Looz, épousa Marie d'Argenteau et mourut vers l'année 1599 sans laisser de postérité. Par testament conjoint de 1599, les époux léguèrent à leur filleul et neveu, *Florent d'Argenteau*, seigneur de Sterpignies, de Herck et de Momalle, la terre de Fologne, celle de Teerwinkel et le vicomté de Looz, à charge de faire desservir les services religieux fondés dans l'église de Fologne ; et, en cas qu'il vînt à décéder sans postérité, ils lèguent ces biens à leur filleul Jean de Bourgogne, fils de Pierre de Bourgogne, seigneur de Bredam, et de Catherine d'Oyenbrugge.

Florent d'Argenteau, seigneur de Fologne, de Sterpignies, de Braives, de Ciplet, de Momalle, de Herck, vicomte de Looz, pair de la province de Namur, épousa Anne de Brandebourg. Il mourut avant l'année 1637, laissant plusieurs enfants : (a) *Jean-François*, qui suit; (b) Pierre-Ernest; (c) Florent-Jérôme; (d) Christophe-Albert; (e) Anne-Marguerite, qui épousa Florimond d'Allamont; (f) Madeleine-Henriette, chanoinesse de Poussay; (g) Christine-Marie, qui épousa Gaspar de Mercy, colonel de cavalerie dans l'armée impériale.

Jean-François-d'Argenteau obtint en dot de mariage, le 1 février 1637, les terres de Fologne, de Momalle, de Riddersherck, de Noville, et le vicomté de Looz. Il épousa Agnès-Ernestine de Rivière de Heers. Après la mort de Jean de Bourgogne, il obtint encore, en 1652, les terres de Braives et de Ciplet. Il servit comme colonel de cavalerie dans l'armée impériale. Pendant la guerre civile qui désolait la cité de Liége, il tint le parti du prince contre les Grignoux. En 1649, il aida Ferdinand de Bavière à s'emparer de la cité de Liége et commanda, dans cette circonstance, les milices de la Campine. L'année suivante, huit nobles manquèrent à leurs devoirs en se déclarant contre leur prince et en s'alliant avec Charles, duc de Lorraine, contre leur propre pays. Jean-François d'Argenteau, qui était au nombre de ces huit, se réconcilia bientôt avec Ferdinand de Bavière. Il fut tué, en novembre 1673, par le comte d'Arberg, baron d'Elsloo, nous ignorons pour quels motifs et dans quelles circonstances. D'Arberg fut arrêté et jeté en prison à Liége, mais, sur les vives réclamations du comte de Monterey, gouverneur des Pays-Bas, il fut conduit à Namur, et là, probablement, mis en liberté. Jean-François d'Argenteau, laissa plusieurs enfants : (a) *Henri-François*, qui suit; (b) *Robert-Ernest*, qui suit en second lieu; (c) Pierre-Ernest; (d) Charles-Alexandre, qui devint Capucin; (e) Gaspar capitaine au service du roi d'Espagne; (f) Marie; (g) Antoinette.

Henri-François baron d'Argenteau, né en 1637, hérita de son père les terres de Fologne, de Braives, de Noville et le vicomté de Looz. Il fit partie de l'État-noble, comme ses ancêtres et les seigneurs de Fologne. Il mourut sans postérité, en laissant ses biens à son frère.

Robert-Ernest baron d'Argenteau, seigneur de Fologne, de Braives, vicomte de Looz, haut avoué de Moxhe et Moxheron, épousa, en 1689, Agnès de Renesse d'Elderen. Le 25 mai de cette année, le prince de Liége le nomma commissaire pour les affaires militaires. Le baron d'Argenteau mourut, le 27 février 1690, sans postérité et légua tous ses biens à son cousin sous-germain, Florimond-Claude comte de Mercy.

Florimond-Claude comte de Mercy était lieutenant-colonel commandant du régiment de Lorraine au service de l'empereur. Le 23 septembre 1712, il vendit à Philippe-Balthasar baron de Villers, conseiller du roi, « la franche seigneurie de Fologne, avec haute, moyenne et basse justice, le droit de chasse et de pêche, le droit d'établir la justice; item une cour féodale avec droit de juridiction et de relief et annates; item les titres tels qu'ils lui peuvent compéter, cens seigneuriaux, épeautre, wassend, avoine, chapons, oies, poules, œufs, deniers, rentes, château, maisons, bois, brassine bannale, franche taverne, les prairies, terres, jardins, vignes, viviers, appendices et appartenances, le titre et le moulin de Wyngaerde, prés et terres en dépendantes, auquel est annexé le titre de vicomte de Looz, avec la collation de la cure de Fologne et du bénéfice castral de Gossoncourt. » Le prix de la vente fut 64,000 florins avec la charge de servir des rentes dont les capitaux montaient à 55,995 florins. Le comte de Mercy vendit, pour 64,632 florins, au baron de Stockem de Vieux-Waleffe les terres de Momalle et de Noville, et à Marie de Stockem, douairière de Gérard-Martin de Charles, les terres de Braives et de Ciplet.

Florimond-Claude comte de Mercy adopta son cousin An-

toine-Ignace-Charles-Augustin baron d'Argenteau[1] et fit confirmer l'acte d'adoption par l'empereur (11 déc. 1725). Il lui céda même tous ses biens par un acte de 30 mai 1730. Le comte fut tué à la bataille de Parme, le 29 juin 1734.

Philippe-Balthasar baron de Villers conserva, jusque vers l'an 1735, la terre de Fologne. Il dut la rétrocéder au fils adoptif et héritier du comte de Mercy. Les deux frères, Jean-Herman de Stockem, chanoine-tréfoncier, et Nicolas-Érasme de Stockem, conseiller ordinaire, durent également rétrocéder à ce dernier les terres de Momalle et Noville (11 janv. 1747).

Charles-Antoine-Ignace-Auguste comte de Mercy-Argenteau servit dans l'armée impériale. Il obtint les dignités et grades de chambellan de l'empereur, général feld-maréchal, lieutenant des armées, colonel d'un régiment d'infanterie. Le 19 juin 1726, il épousa Thérèse-Henriette de Rouveroit de Pamele, qui mourut le 13 avril 1729. L'année de la mort du comte de Mercy-Argenteau nous est inconnue.

Florimond-Claude-Charles comte de Mercy-Argenteau, fils du précédent, naquit à Liége le 20 avril 1727. Ayant été ondoyé ou assuré ce jour à Liége, les cérémonies du baptême ne furent suppléées que le 29 octobre 1734, dans l'église de Vaux-Sainte-Anne. Le comte de Mercy fournit une brillante carrière. Elevé dans la diplomatie, il remplit successivement les fonctions d'ambassadeur à Varsovie et à Saint-Pétersbourg. En 1774, l'empereur le nomma ministre plénipotentiaire à Paris, où il resta jusqu'en 1790. Il y négocia le traité de Fontainebleau du 8 novembre 1785. Envoyé à la La Haye, il y négocia et signa le traité du 10 décembre 1790, qui mit fin à la révolution brabançonne. L'empereur Léopold, qui avait grande confiance dans ses talents, le nomma, au mois de jan-

[1]) Antoine-Ignace-Charles-Augustin baron d'Argenteau était fils de Charles-Ernest baron d'Argenteau et d'Anne-Marie baronne de Schoonhove-Arschot.

vier 1791, gouverneur-général des Pays-Bas; et quand la guerre avec la France eut éclaté, il le nomma ministre plénipotentiaire de l'empire pour les affaires de la guerre (19 septembre 1792). Les Français s'étant emparés des Pays-Bas en 1792, le comte de Mercy se retira à Wesel, mais après la défaite des Français en 1793, il revint à Bruxelles. Ce fut dans cette ville qu'il fit son testament le 6 mars 1794. Envoyé à Londres par l'empereur pour les affaires politiques du temps, il y mourut le 24 août 1794. Son corps fut inhumé dans la chapelle d'Argenteau.

François-Joseph-Charles-Marie baron d'Argenteau, fils aîné de Joseph baron d'Argenteau d'Ochain et de Marie-Josèphe-Louise-Ghilaine comtesse de Limbourg-Stirum, fut l'héritier universel du comte de Mercy, qui, outre les terres de Fologne, de Momalle et de Noville, possédait encore de grandes propriétés en Alsace, en Lorraine, en Bohême et même à l'île de Saint-Domingue. François prit le nom de son bienfaiteur, comte de Mercy-Argenteau, mais il eut à se défendre dans un procès que lui intenta la famille de Rouveroit; celle-ci voulait faire annuler le testament du comte de Mercy. Les tribunaux, à tous les degrés, en reconnurent la validité. François comte de Mercy-Argenteau fut le dernier seigneur de Fologne. Il vendit cette propriété au chevalier de Donnea de Liége. Après avoir rempli successivement les fonctions d'ambassadeur à Munich, de chambellan de Napoléon, et de gouverneur du Brabant, il rentra dans la vie privée, au château d'Argenteau, où il mourut le 25 janvier 1869, à l'âge de 89 ans.

Les comtes de Mercy qui furent seigneurs de Fologne pendant le XVIIIe siècle n'y ont guère résidé.

§ 8. — *Acte d'érection de l'église paroissiale de Fologne.*

13 novembre 1450.

JOHANNES, Dei et Apostolicae Sedis gratia episcopus Leodiensis... Inter curas, quarum quotidianis pulsamur agitatio-

nibus, illa potissimum premimur, ut ad ea, quibus Christi fidelium animarum periculis salubrius providetur pastoris vigilantia, mentem dirigamus. Sane exhibita nuper pro parte dilecti nobis in Christo Johannis, armigeri, domini temporalis villae de Folonia, ac universitatis incolarum ejusdem, nostrae dioecesis, petitio continebat, qualiter dicta villa de Folonia ab ecclesia sua parochiali et baptismali villae de Heers castri ita noscatur distare, quod hyemali praesertim, tempore etiam aestivali, ex rivuli intermedii satis frequenti inundatione, parvulis inibi baptizandis, in quorum delatione mulieres saepe notorie vexantur, similiter et presbytero ipsius ecclesiae de Heers castri sacramenta Eucharistiae et extremae unctionis pro Christi fidelibus dictae villae de Folonia ad eamdem deferenti, quemadmodum et vicinis aliarum ecclesiarum parochialium adjacentium presbyteris, quandoque in absentia presbyteri dictae ecclesiae baptismalis de Heers castri desuper aditis, hactenus pericula plerumque successerint, etiam provectae aetatis incolis ex loci ipsius villae praedictae distantia, adeo quod, nuntiis ob praedicta sacramenta percipienda e vestigio ad dictum presbyterum parochialem de Heers castri destinatis, nihilominus plures e dicta villa de Folonia absque Viatico et hujusmodi salutiferis sacramentis, proh dolor ! transierint. Et, ut eadem petitio subjungebat, villae hujusmodi separandae omnino sub diverso territorio existunt, villa de Heers castri est de comitatu Lossensi, ac villa de Folonia feudum Brabantiae ducatus, et propterea, diversis occurentibus interdum causis, dictis incolis de Folonia alias in sanitate constitutis onerosum quoque redditur ecclesiam parochialem de Heers castri pro divinis audiendis accedere ; proindeque, ne incolae hujusmodi villae de Folonia a divinis sic distrahantur, erecta fuit in eadem villa quaedam capella cum duabus septimanalibus missis, dotata et consecrata, absque praejudicio rectoris seu investiti praedictae ecclesiae de Heers castri, et sub onere eorumdem de Folonia incolarum. Quare pro parte

Johannis, armigeri, et incolarum suorum praedictorum fuit nobis humiliter supplicatum, quatenus, salvis juribus religiosi in Christo abbatis monasterii nostri sancti Laurentii extra et prope Leodium, annuatim et ab quolibet incola unum panem siliginis ultra grossam decimam ac matricularii de Heers castri consimilem panem, quorum quatuor vas siliginis oppidi Lossensis continere consueverunt, hinc inde percipiendi, necnon panibus rectori ejusdem ecclesiae de Heers castri atque accidentiis et oblationibus ab antiquo in principalibus festis et alias sibi debitis; pro quibus eidem rectori et suis successoribus hujusmodi ecclesiae de Heers castri rectoribus in futurum ad et super pratum unum trium bonuariorum et quinque magnarum virgatarum inferius declaratum annuum et perpetuum reditum sex modiorum speltae praedictae mensurae, singulis annis in festo sancti Andreae levandum, efficaciter assignandum et per investitum pro tempore ipsius ecclesiae de Folonia annuatim dicto rectori ecclesiae de Heers castri et suis successoribus in festo sancti Andreae exsolvendum promittunt, supradicta capella de Folonia in separatam parochialem et baptismalem ecclesiam erecta; ita etiam quod ipse Johannes, armiger, et incolae de Folonia de cetero eorum parochiali presbytero et investito, eamdem erigendam ecclesiam administranti, de congrua sustentatione in solidum absque aliquo detrimento investiti de Heers castri subvenire teneantur, prout in causa hujusmodi sustentationis ultra accidentia eidem presbytero suo parochiali assignare offerunt et assignant imprimis viginti duas magnas virgatas terrae dictas *dat Dorplant*, in ipsa villa de Folonia constitutas, unde annuatim percipiuntur in annuo reditu quatuor modii speltae mensurae Lossensis; item adhuc unum pratum ibidem jacens atque continens tria bonuaria cum quinque virgatis magnis in una petia, ex quibus annuatim habet duodecim modios speltae mensurae Lossensis, ipsi Johanni, armigero, et incolis super his et aliis opportune providere dignaremur. Nos igitur, qui Christi fidelium quorumlibet salutem intensis desideriis affec-

tamus, hujusmodi supplicationi, ad obviandum periculis supratactis, inclinati, post diligentem examinationem desuper pro parte nostra habita, salvis praetactis juribus religiosi abbatis monasterii sancti Laurentii ac matricularii de Heers castri, necnon praescriptis sex modiis speltae annui reditus pro ipso investito de Heers castri, in quantum his consenserit, suisque juribus parochialibus quoad panes, oblationes et accidentia, memoratam capellam de Folonia in ecclesiam parochialem et baptismalem, ab ipsa ecclesia de Heers castri separatam, mediantibus dictis bonis et annuis reditibus, pro parte Johannis, armigeri, et incolarum assignatis, accidentiisque in panibus et oblationibus solitis et ante datam portionem ipsum investitum de Heers castri respicientibus, quos et quae presbytero olim capellae de Folonia et suis in eadem successoribus consignamus et appropriamus, et ordinaria nostra auctoritate sub omnimodo onere Johannis, armigeri, et incolarum suorum, quodque rector duas missas septimanales singulis dominicis et festivis diebus adhuc celebrare teneatur, erigimus et constituimus; ipsisque Johanni et incolis suis, ut fontem baptismalem in dicta olim capella, nunc ecclesia parochiali de Folonia, pro parvulis suis inibi baptizandis ponere seu poni facere, quodque ab hujusmodi presbytero ejusdem ecclesiae, qui pro tempore fuerit, sacramentum baptismatis, Eucharistiae et extremae unctionis, et alia quoque sacramentalia in illa et sua parochiali ecclesia de Folonia, atque ecclesiasticam sepulturam in coemeterio adjacente, recipere, divinumque officium in missis et aliis opportunis in eadem ecclesia de Folonia, sine eo, quod ecclesiam de Heers castri de cetero teneantur visitare, et idem presbyter sacramentalia ministrare atque divinum officium dicere et celebrare libere hinc inde possit et valeat, eadem auctoritate et licentiam concedimus et facultatem; et nihilominus jus patronatus et praesentandi rectorem ad olim capellam, nunc vero parochialem ecclesiam de Folonia, a praedicto investito parochialis ecclesiae de Heers castri et Johanne, armigero praedicto, ut domino temporali

loci, et eorum successoribus, juxta hactenus observatam consuetudinem auctoritate praedicta confirmamus.

In quorum omnium fidem et testimonium sigillum nostrum ad causas praesentibus duximus appendere, sub anno a Nativitate Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo, mensis novembris die decima tertia.

§ 9. — *Les privilèges du seigneur de Fologne.*

Les seigneurs de Fologne avaient donné en fief à des habitants de Fologne et du voisinage un grand nombre de pièces de terre. Les possesseurs de ces terres féodales devaient en faire deux fois le relief et payer, en même temps, les droits de relief, à savoir à l'avènement d'un nouveau seigneur et à chaque changement de propriétaire. Ces terres ne pouvaient être l'objet d'une aliénation quelconque sans le consentement du seigneur, et les actes y relatifs devaient être réalisés et inscrits, moyennant certains droits à payer. A la demande du seigneur de Fologne, l'empereur ou le duc de Brabant y érigea une cour féodale dont tous les membres furent nommés par le seigneur. Cette cour était chargée de faire la recette des droits, de recevoir les reliefs et de réaliser et transcrire, dans ses registres, tous les actes relatifs à ces terres féodales. Dans un registre de 1621 se trouvent spécifiées toutes ces pièces de terre, sous la rubrique : *Manschappende leenen die voor den heer van Veulen op en afgaen synde.*

Les seigneurs de Fologne avaient aussi donné aux habitants un grand nombre de pièces de terre pour des rentes annuelles et perpétuelles ou pour des corvées. Une cour censale y avait été érigée pour faire la recette de ces rentes et réaliser les actes y relatifs. Le registre précité renferme aussi toutes ces rentes sous la rubrique : *Corf en cheynslande waervan een iegelyck bonder jaerlyckx op sint Machiels dach, van corfland schuldig is een en twintig spint gersten, en van iegelyck bonder van cheynsland twee spint gersten.*

Enfin, dans le même registre se trouvent exposés les privi

léges du seigneur de Fologne, dont nous donnons ici le texte :

Eerst, het dorp en vreyheerlyckheyt Veulen, gelyckerwys als hetselve gelegen is binnen de paelen van den lande van Loon, ruerende aen de heerlykheyt van Borchheer en Horpmael, item aen de heerlyckheyt van Goetschoven tot op de beecke dewelcke geheel dese heerlyckheyt toebehoort, alsoo dat die van Veulen gehouden syn die brugge daerover liggende te maeken; item aen de heerlyckheden van Voordt, Mettecoven en Klein-Gelmen.

Item, die heerlyckheyt en dorpe van Veulen, appendentien en dependentien van dyen, heeft het recht van hooge, middelen en leege heerlyckse gerichten in alle saecken, schoutet en schepenen te setten, erfven en onterfven te regelen en te patriseren, als oock conynen te vangen ; mede soo wysen de schepenen in alle crimineele saecken by arrest volgens de verclaeringen van die van den Vroenhoff.

Item, in dese vryheerlyckheyt mach niemant brouwen, noch eenig bier van buyten inbrengen dan des heeren van Veulen brouwer, ten sy met wille en consent van den heer; op de verbeurte van eenen reynsgulden, soo dickmael als hetselve geschiede en het bier verloren.

Item, niemant van de ondersaeten deser heerlyckheyt Veulen mach buyten maelen, dan alleen op den molen des heeren van Veulen, op de pene van eenen rynsgulden en den molder doppel molster, al soo menighwerfven hetselve geschiede ; des soo is de molder gehouden goet gerief te doen aen de gemeynte en syn molster niet hooger nemen als naer luyt syne conditie en den ban daervan synde.

Item, de bastaerden stervende sonder eenige wettige geboorten achter te laeten, hunne erfve en have den heere van Veulen toebehoort.

Item, een yegelyck die laetgoederen hebben onder dese voorscreve heerlyckheyt en chynshove ressorterende, syn daeraf schuldig aen den heer van Veulen te betaelen wisselingen, soo dick en menigmaelen als de selve goederen by de

eygenaers verandert, veralieneert, vercocht, beswaert oft belast worden; mitsgaders oock de weduwen die naer doodt huns mans, en de kinderen naer doodt huns ouders achter blyven, oft vrinden die daerinne souden willen succederen, syn gehouden binnen ses weken deselve goederen te comen releveren, gicht te ontfangen, wisselingen te betaelen en den behoorlycken eedt te doen, die sy van laetschappe presteren moeten, op pene van aen den heere te verbeuren seven schillinge.

Item, wanneer den heer van Veulen onsen gnadigen heer den coninc van Spanien als hertog van Brabant dienst moet doen van syne heerlyckheyt en leenen van Veulen, soo syn hem deselve syne ondersaeten schuldig te leveren eenen wagen met vier goeder peerden, om des heeren van Veulen tente daerop te voeren ten dienste alsvooren.

Item, soo wanneer den heer van Veulen eerstwerf, heer wordt, ridder geslaegen, of een wyf neemt in houwelyke jaere, oft oock gevangen wordt, alsdan syn hem syne ondersaeten schuldig een redelyke bede te geven.

Item, allen diegenen die ackerpeerden hebben tot Veulen syn schuldig een voeder colen elcken waegen te doen allen jaere, soo als wanneer sulcx hun geboden wordt metten schoutet oft metten vorster, ende den heere van Veulen 't huys te brengen; en wie dat niet en dede als hun bevolen waere, die soude verbeuren aen den heere eenen rhynsgulden, alsoo dickwerf als sy ongehoorsaem waren, maer den heer moet hun den redelyken cost doen.

Item, wanneer den heer van Veulen syn gras in syne bempden tot syner peerden behoefden gehooit wilt hebben, dat moeten hem syne ondersaeten hooyen, en degene die waegen en peerden hebben moeten hetselve hooy in des heere van Veulen schuere voeren, soo wanneer hun sulcx bevolen wordt van des heeren wegen by den schoutet of vorster; en soo wie dien gebode ongehoorsaem waere, die soude aen den heere verbeuren eenen rynsgulden, maer den heer moet hun, als voorseyt is, den redelycken cost doen.

Item, dat niemant van de ondersaeten van Veulen vermach den een den anderen te betrecken, noch presumere met recht te bespreken elders als in de banck van Veulen, op confiscatie van hunne erfgoederen tot Veulen hovende; soo mede andere persoonen buyten dese heerlyckheyt woonende ende alhier laetgoederen hebbende en sullen hun presumeren malckanderen aen te spreken, betrecken, becommeren, oft arresteren buyten de banck van Veulen (soo vele is aengaende derselver laetgoederen) al op confiscatie van deselve laetgoederen; soo oock dese ondersaeten niet en vermogen de voorscreven laeten in recht te betrecken of aen te spreeken voor personeele actie elders als voor dese banck, al op confiscatie van hunne erfgoederen alhier hovende.

Item, dat niemant sal mogen van buyten alhier in dese heerlyckheyt comen metter woon zonder consent van den heer en voor aleer hy den eedt sal hebben gedaen dat hy van de armen goederen alhier niet en sal leven, ende tot versekerheyt van dyen, ten minsten vercautioneeren de somme van drie hondert guldens brabants eens.

Item, niemant en vermag syne huysingen of timmeragie laten vervallen, op pene dat den heer alsulcken grond beclaegen en vervolgen mach metten rechte totten geleytenisse toe; ende soo al eenige partyen souden willen comen tot purseringe, is schuldig boven alle melioratie aen de selve geleege gedaen te betaelen een pene van dry rynsgulden.

Item, dat geen ondersaet van Veulen, als het hooft van den huyse gestorven en begraeven wesende, en sal vermogen weder in hetselve gaen, ten sy met oorlof te heyschen aen den heer.

Item, die ondersaeten syn schuldig op den jaergedinge consamentlycken te sweeren dese hoogheyt te vermeerderen en niet te verminderen, den clockslaeg gehoorsaem te syn, soo dick en menigwerfven sulcx sal geschieden, op pene van seven schellingen.

CHRONIQUE DE L'ABBAYE D'ÉPINLIEU, A MONS.

L'abbaye d'Épinlieu, de l'ordre de Cîteaux, prit naissance en 1216. Elle s'élevait à proximité de la ville de Mons, entre le faubourg du Parc et les villages de Ghlin et de Nimy.

En 1678, le gouverneur général, duc de Villa-Hermosa, craignant que les ennemis ne vinssent s'établir dans les bâtiments du monastère, en ordonna la destruction. Les religieuses durent, sans aucun délai, se fixer dans leur refuge de Mons, qui fut depuis augmenté de bâtiments claustraux et d'une église assez importante.

Les matériaux de l'ancienne abbaye servirent à la construction d'un fort sur la rivière de Haine, et les bâtiments que la pioche avait épargnés furent convertis en une métairie que dirigeaient des sœurs converses : c'est aujourd'hui la belle ferme de M. Gillion, conseiller provincial.

La petite chronique qui va suivre donne de curieux détails sur les événements intérieurs de la communauté. Nous l'avons complétée par des notes et par le texte de quelques pièces extraites des archives[1].

LÉOP. DEVILLERS.

La célèbre abbaye de Notre-Dame d'Épinlieu, ordre de Cysteaux, de la ligne de Clairvaux, présentement dans la ville

[1]) Voyez, sur les titres et papiers de l'abbaye d'Épinlieu, ma *Notice sur le dépôt des Archives de l'État, à Mons*, pp. 402-404, et, sur le cartulaire de l'abbaye, ma *Description analytique de cartulaires et de chartriers... du Hainaut*, III, pp. 1—84; *Bulletins des séances du Cercle archéologique de Mons*, 1re série, pp. 63—144.

de Mons, commença l'an douze cent-seize, à un quart de lieue de la ditte ville, proche la rivière de la Hayne, par la vénérable demoiselle Béatrix de Lens, issue des seigneurs du même nom, qui, méprisant la gloire du monde, se consacra à Dieu, apportant avec soy l'argent que ses parents luy avoient donnez pour son mariage, qu'elle employa à l'achapt et institution du lieu anciennement nommé *Épinlieu*, à cause qu'il ne produisoit qu'épines, ronses et broussailles; où il y avoit un hermitte que l'on congédia avec l'agréation de celuy à qui ce lieu appartenait; elle prit l'habit de l'ordre de Cysteaux et y construisit un oratoire, pour que ce lieu qui ne produisoit qu'épines, ronses et broussailles, pût fructifier en dévotion, louanges de Dieu et oraisons, suivant que l'avoit prévu et prédit notre père saint Bernard en passant, lorsqu'il revenoit de la visitte des abbayes de Villers et de Cambron, que ces épines produiroient de belles fleurs de son ordre, comme il arriva.

L'an donc de l'Incarnation douze cent-seize, de l'année troisième du pape Honorius, Willème, alors archevêque de Rheims, et Jean, évêque de Cambray, du règne de Philippe, roy de France, de Jeanne, comtesse d'Haynaut, et de Ferrant, comte de Flandre, son marit, qui, par elle, etoit aussi comte d'Haynaut, un samedi, vers les vespres, la susditte Béatrix entra avec la sacrée compagnie des dames de Wautibraine en Brabant, qui ont étez appellées pour fonder en l'honneur de la glorieuse Vierge Marie le monastère d'Épinlieu, ce qui fait qu'elles sont de la ligne de Clairvaux. Elles y restèrent quelque tems, pour leur enseigner la manière de vie de l'ordre ; en quoy elles ne les ont seulement point égalez, mais surpassez, de leur aveu même.

Peu de temps après que la vénérable dame Raimburge fut faite abbesse, qui étoit très dévote vers Dieu et la sainte religion, plusieurs saintes et vertueuses filles de noble extraction se rangèrent sous sa conduitte. Elles vivoient si saintement

avec une si grande régularité, qu'elles faisoient l'admiration d'un chacun, qui s'empressoient d'exercer vers elles leurs libéralitez. Du tems de la susditte abbesse, la comtesse Jeanne d'Haynaut donna à perpétuité en aumône, pour le salut de son âme et de ses prédécesseurs, à l'église d'Épinlieu, six bonniers de terre proche de Mons, pour achever laditte église et monastère. La lettre de donation commençant ainsi : *Ego* JOHANNA, *comitissa Flandriae et Hannoniae, notum esse volo tam praesentibus quam futuris, quod ego concessi in perpetuam eleemosinam*, etc. Cette lettre, qu'elles conservent encore, fut faite et signée à Gand, l'an douze cent dix-sept, le jour de sainte Catherinne[1].

Par une seconde, elle leur donna encor vingt livres de rente perpétuel, payable le jour de saint Jean Baptiste, à prendre sur toutes les censes et terres d'Épinlieu ; elle est de cette teneur : *Ego* JOHANNA, *Flandriae et Hannoniae comitissa, omnibus fidelibus Christi salutem in Domino. Noverint universi tam praesentes quam futuri, praesentem paginam inspecturi, quod ecclesiae sanctae Mariae de Spinlieu dono, etc.* Cette lettre fut faite et scellée l'an douze cent dix-sept, au mois de juin[2].

Par plusieurs autres lettres, qui se conservent encor dans laditte abbaye tant de donation de biens que confirmation d'iceux, il conste que la comtesse Jeanne et son marit Ferrand sont les premiers fondateurs de cette abbaye, à laquelle elle assigna encor treize livres des prémices de Monissart[3].

Le comte Thomas, successeur de Ferrand, donna plusieurs autres biens avec les bois d'Haynaut nommez Monissart.

[1]) Voyez *Annexe* A.

[2]) Voyez *Annexe* B.

[3]) On appelait *Sarts d'Épinlieu*, *Moinsart*, *Muinsart*, *Monissart* et abusivement *Manissart*, des terrains situés entre l'abbaye et le village de Nimy. Les fortifications de Mons étaient protégées, en 1709, par un ouvrage dit la *redoute Manissart*, établi sur la Haine en cet endroit.

Des tous ces bois de Monissart et de toutes ces épines, ronses et broussailles qu'elles ont dérodez, l'on n'y void que de belles prairies verdoyantes, et y bâtirent une des plus belles et florissantes abbayes qu'il y ait eu dans le comté d'Haynaut.

Je ne sauroy faire une description du monastère comme il a étez et de l'église, puisque l'on ne voit plus aucune autre vestige que la porte et un reste de murailles qui faisoit le carré des cloistres.

Un mauvais mémoire et mal écrit m'a fait entendre que leur église étoit conforme à celles de l'ordre et même assez grande pour une de filles, avec deux chapelles au croiset, l'une dédiée à saint Jean-Baptiste, l'autre à saint Bernard, un clocher y joignant avec un beau quarillon.

Les bienfaiteurs qui suivirent l'exemple de la comtesse Jeanne furent : Henri, châtelain de Mons et seigneur de Havré, avec Mechtilde, sa femme, et leurs successeurs ont même renoncé à la haute justice qu'ils y avoient en qualité de seigneurs de Ghelin ; ce que Charles de Croy confirma, à la charge de faire un obit tous les ans, et que toutes les nouvelles abbesses feroient hommage, luy présentant une couronne de fleurs[1]. Waltère, seigneur de Lens, leur donna la haye de la Vakerèche de trente-six bonniers de bois[2].

Bauduin de Lobes[3] donna quarante bonniers de terre à l'abbaye d'Épinlieu, gisant à Trivière, paroisse de Péronne, l'an douze cent dix-huit, au mois de juin[4].

Ainsi à mesure qu'elles s'avançoient au chemin de la perfection, les biens temporels s'augmentoient ; et furent assez tranquilles l'espace de trois cens ans, puisque je n'ai rien

[1]) Voyez *Annexe* C.

[2]) Par acte de juin 1217. Wautier de Lens était pair de Hainaut.

[3]) Sénéchal de Valenciennes.

[4]) Cette donation fut confirmée par la comtesse Jeanne de Constantinople, en août 1218.

trouvé de mémorable jusqu'en quinze cent soixante-dix, que le comte de Lalaing, grand baillif d'Haynaut, et Jean d'Offegnies, chef des échevins de la ville de Mons, firent annoncer à madame Hélène de Lannoy, lors abbesse, qu'ils avoient pris la résolution de démolir et ruiner entièrement leur abbaye. Elles firent leurs efforts pour éviter ce coup fatal, mais inutilement; car elles furent obligées de se réfugier une partie à la maison des orphelins de Mons, l'autre au collége d'Houdain, pendant qu'on la démolissoit[1] avec grand désordre, et y restèrent jusqu'à ce qu'elles s'y rétablirent, et furent assez tranquilles : mais par les guerres et révolutions qui arrivèrent au pays, elles furent fort molestées, comme il se voira dans deux articles suivans.

Les calamitez qu'elles soufrirent par les guerres commencèrent l'an seize cent trente-sept, du vivant de madame l'abbesse Anne l'Évêque, par le jour de saint Jean Baptiste, qu'elles furent obligées de se réfugier avec tous leurs effects dans la ville de Mons, n'y laissant que trois sœurs converses; et Picolomini, général de l'armée allemande, s'y logea avec les officiers, et y resta six semaines; ils y firent un tel ravage qu'il ne le leur laissèrent que la peste, dont dix-sept religieuses tant dames que converses moururent avec tous leurs bestiaux en moins de deux ans.

L'an seize cent quarante-un, l'armée vint encor camper dans les environs de Mons, la veille de la Trinitez, et dom Francisco de Melo, gouverneur des Pays-Bas, s'y logea avec sa suitte, pendant cinq jours[2].

[1]) Pendant l'occupation de Mons par Louis de Nassau (mai—septembre 1572), ce comte établit à Épinlieu un ouvrage de défense contre les troupes de Philippe II. Le duc d'Albe, voulant frapper un coup décisif, dirigea sur ce point une épouvantable attaque. Deleste, chef des volontaires du comte de Nassau, s'y maintint longtemps.

On peut croire que les bâtiments du monastère furent alors complètement ruinés. Quant aux religieuses, elles s'étaient réfugiées à Ath.

[2]) Le 5 mai 1649, Jean, abbé de Cambron, vicaire général de l'ordre

L'an seize cent quarante-neuf, au mois d'aoust, elles se réfugièrent encor à Mons, à cause de l'armée françoise qui vint au Pays-Bas, et qu'on y logea quatre régimens, pendant six semaines.

L'an seize cent cinquante-deux, le gouverneur des Pays-Bas se logea encor à l'abbaye avec les officiers, pendant dix jours, et la communauté y demeura.

L'an seize cent cinquante-trois, le prince de Condet, qui avoit pris partie avec l'Espagne, s'y logea pendant quinze jours avec les officiers; il y eut de grands désordres, ce qui causa de grandes épouvantes à la communauté.

L'an seize cent cinquante-cinq, le quinze d'aoust, la communauté fut obligée de se réfugier à Mons; les François ayant pris Condet et Saint-Ghislain, elle y demeura jusqu'en may cinquante-sept; elles eurent si grande disette qu'elles furent obligées de vendre leurs argenteries pour avoir de quoy vivre[1].

Le premier de novembre de la même année, madame l'Évêque décéda, et le premier de l'année suivante, madame Malapert

de Cîteaux aux Pays-Bas, permit à l'abbaye d'Épinlieu de lever, en constitution de rente, une somme de 8,100 livres tournois, pour ses besoins. Cette somme avait été fournie par messire Jacques L'hermite, écuyer, seigneur de Bettissart, dès le 15 juin 1641, « pour subvenir aux « nécessités urgentes provenues et causées par les guerres en estre « contre la France, qui avoient rendues une bonne partie des biens et « revenues dudit monastère à non valoir et les avoient mis en frice. » (Requête apostillée par l'abbé, avec cachet en cire rouge, aux *Archives de l'État à Mons*).

[1]) Jacques, abbé de Cambron, supérieur et commissaire spécial et ordinaire de l'abbaye d'Épinlieu, autorisa celle-ci, par apostille du 12 juin 1656, « à prendre à cours de rente, pour survenir aux alimens et entre- « tènement de ses religieuses et domestiques, la somme de quinze mille « livres, une fois, à charge de la rembourser le plus tost que faire se « pourra. » L'abbaye d'Épinlieu avait, à cette époque, un personnel de 80 personnes, y compris les religieux et serviteurs, et elle ne percevait qu'un quart de ses revenus. (Original signé et scellé, aux *Archives de l'État, à Mons*).

luy succéda : elle ne fut abbesse que deux ans cinq mois. Elle décéda le sept juin seize cent-soixante.

La crosse vaqua jusqu'au premier juillet seize cent soixante-un, que madame Jonnart fut nommée abbesse. Tout fut assez tranquille jusqu'en seize cent soixante-six.

Au may seize cent soixante-sept, la guerre recommença, et on les obligea de se réfugier à Mons, pour loger dans leur abbaye quatre régimens; elles y restèrent un an, puisqu'elles n'y retournèrent qu'au may soixante-huit. Elles furent assez tranquilles jusqu'en seize cent soixante-quatorze, qu'elles furent averties par le duc d'Arscot, le jour de la Pentecoste, de se retirer incontinent, pars qu'il y avoit ordre de brûler leur abbaye; mais, à leurs instantes prières, Son Excellence se contenta d'y préparer tout ce qu'il convenoit de faire, si l'ennemi en eût approché; elles échappèrent encor pour la peur.

Le onze d'aoust de la même année, se donna la bataille de Snef[1]; on y logea treize cents blessez, qui y restèrent jusqu'au novembre. La communauté demeura à Mons jusqu'en aoust seize cent soixante-quinze, qui se pressa de retourner, parsqu'on les menaça de rechef d'y mettre des malades.

L'an seize cent soixante-seize, le prince d'Orange avec les officiers y prit son logement, au mois de may, pendant dix jours; ils y firent de terribles fracas, brisans portes et murailles, toute la communauté y étant restée, dont elles eurent grande peine et effroy.

L'an seize cent soixante dix-sept, les villes de Valenciennes et Condet ayans étez rendues aux armes françoises, on les obligea de rechef de se réfugier à Mons : d'où elles ne sortirent plus, au sujet de l'article suivant.

La démolition et ruine entière de leur abbaye et premier établissement commença le vingt-six décembre l'an seize cent

[1]) Seneffe.

soixante-dix-sept, madame Hélène Jonnart, abbesse, en ayant été advertie le soir précédent par monsieur Le Roy, conseiller ecclésiastique de la cour à Mons, de la part du duc d'Arschot, grand baillif d'Haynaut et gouverneur de Mons.

Elles firent leurs efforts pour éviter un coup si fatal; mais après tous les mouvements qu'elles se sont donnez, elles apprirent avec douleur que le service du Roy le requéroit ainsi[1]. Ils le firent si précipitamment et avec si peu d'ordre qu'elles ne purent profiter ny des boiseries, ny des vitres, ny de tous autres matériaux qui auroient pu servir pour se loger ailleurs[2].

Pendant qu'elles demeuroient dans leur refuge qu'elles avoient bâti l'an seize cent-seize, qui avoit étez autrefois l'hôtel des princes de Chimay, pour surcroît de malheur, l'an seize cent soixante dix-huit, les François, tenant la ville de Mons bloquée pendant neuf mois, leur brûlèrent la burie, la boulangerie et le moulin à farinnes, qui avoient échapez au sacagement de leur abbaye, et qui lenr étoient encor d'un grand secours.

[1]) Le duc d'Aerschot, gouverneur et capitaine général de Hainaut, avait reçu l'ordre suivant :

« A Nimy, 11me de décembre 1677.

« Ayant esté jugé estre indispensable pour le service du Roy et conservation de la ville de Mons, dans les présentes conjonctures, de faire brusler et razer entièrement l'abbaye de Spinlieu, je vous en charge très expressément, au nom de Sa Majesté, d'y faire travailler incessament et sans dilay ny considération aucune, vous déclarant que je prend à moy tout ce qui en peut arriver, et que de plus vous seriez responsable en vostre propre et privé nom, si, à faute de la prompte exécution du présent ordre, il en arrivât du déservice à Sa Majesté; auquel effect vous y employerez la guarnison de Mons et tous autres moyens possibles, pour en venir incessament à bout; vous pourrez cependant assurer de ma part les intéressez que je tâcheray de rechercher et trouver les moyens de pourvoir à leur dédommagement à la charge de Sa Majesté. *Signé sur l'original* : EL DUQUE DE VILLA HER[a], CONDE DE LUNA. (*Vidimus* délivré, le 5 février 1701, par le magistrat et sous le cachet de la ville de Bruxelles, aux *Archives de l'État, à Mons*.)

[2]) Voyez *Annexe* D.

Ne pouvant rester si petitement et si peu commodément logées, elles firent le bâtiment qu'elles habitent à présent[1]. Il est de quatre étages; en dessous sont les caves et les officines; au-dessus sont le réfectoir, chapitre, ouvroir, infirmerie; au-dessus il y a deux étages de dortoir et un grenier au-dessus, qui règne partout. Au quarré des encloistres, il y a une cysterne d'une grandeur prodigieuse pour y recueillir les eaux de pluie, qui leur servent à brasser leur bierre et à faire la lexive. L'on y peut loger soixante religieuses. Il fut achevé l'an seize cent quatre-vingt-deux. Ce fut madame Jonnart que le fit bâtir. Elle décéda le 26 janvier 1685. Mais elles eurent à souffrir; elles vendirent à ce sujet et pour se nourrir, pour soixante mil d'argenteries et ornemens d'église, et avec octroy du roy et de l'ordre, de leurs biens pour la valeur de dix mil livres de rente.

Le quinze de mars 1691, que les François siégèrent la ville de Mons, qui ne capitula que le huit d'avril, leur bastiment souffrit beaucoup par les boulets de canon et la communauté,

[1]) Par ordre de l'abbé et général de l'ordre de Cîteaux, François, abbé de Cambron, fit la visite des bâtiments du refuge que le monastère d'Épinlieu possédait à Mons et dans lesquels la communauté devait définitivement s'installer à cause de la ruine et démolition de l'abbaye. Il reconnut qu'il était absolument nécessaire de transformer ce refuge, de manière à le rendre propre à la profession des religieuses de son ordre, et qu'en conséquence, il était indispensable de faire un emprunt ou d'aliéner des biens de la communauté. (Procès verbal du 9 octobre 1682, signé et scellé, aux *Archives de l'État, à Mons*.) Frère Jean Petit, abbé de Cîteaux, chef et supérieur général de l'ordre, — par lettres ainsi datées : *A Mons, au refuge de ladite abbaye d'Espinlieu, dans le cours de nostre visite*... le 26 octobre 1682, — autorisa l'abbaye à lever une somme de 15,000 florins, pour être employée à son rétablissement dans ledit refuge, qui était dépourvu de cloître et d'église. Le roi avait octroyé cet emprunt ou l'aliénation de biens jusqu'à concurrence de la somme mentionnée, dès le 17 juillet précédent. D'autres lettres, du 6 mai 1683, furent délivrées à cet effet par Sa Majesté. (*Archives de l'État, à Mons*).

par les ravages que les François et Hollandois faisoient dans les endroits où elles avoient leurs biens. C'estoit du tems de madame Marie-Françoise de Lens.

Elles faillirent encor de voir leur maison crouler par un tremblement de terre épouvantable, qui se fit le dix-huit septembre l'an seize cent quatre-vingt-douze.

L'an 1693, elles achetèrent leur grain pour vivre d'un prix exorbitant; la communauté étoit lors de soixante personnes; elles furent même obligées de se retirer quelques-unes chez leurs parens, d'autres dans des abbayes, et de lever de l'argent à cours, leurs biens étant confisquez.

L'an 1694, elles obtinrent de la cour de Bruxelles la main-levée de leurs biens.

L'an 1695, on surchargea leurs greniers de farinnes pour les trouppes, qu'ils furent en péril de crouler par la surcharge.

En 1697, on remplit leur maison de biscuits à ne savoir où se loger.

La même année, madame de Lens voulut se déporter de la crosse, pour se disposer avec plus de tranquillité à la mort; on la dissuada et elle mourut abbesse en 1713.

Madame Marie-Joseph Croquette lui succéda; elle arrangea louablement les affaires de l'abbaye tant au spirituel qu'au temporel. Elle décéda l'an 1720.

Madame Humbertine Migeotte lui succéda et gouverne actuellement la communautez avec douceur et tranquillitez. L'an 1725, la cinquième de son abbatialité, après avoir fait abattre la chapelle qui n'étoit qu'une grande salle où elles ont fait l'office divin l'espace de 50 ans, et avoir fait dresser un autel dans le chapitre, le quinze février, jour des cendres, l'an 1725, afin d'y faire les offices pendant que l'on bâtiroit l'église comme elle est à présent, ce qui dura cinq ans, fit ouvrir les fondemens de ce bel édifice et le huit d'avril de la même année, vers les quatre heures après midy, l'on posa vingt-quatre pierres fondamentales qui furent bénittes par monsieur Steenhault, abbé de Cambron :

La première, gravée aux armoiries de la ville, fut posée par François-Philippe Huet, second échevin, et Charles-François Patoul, premier conseiller-pensionnaire, au nom de tout le corps du magistrat.

La seconde, aux armoiries de monsieur l'abbez[1], fut posée par luy-même.

La troisième par madame l'abbesse, avec cette devise :

JESUS MARIE JOSEPH
JE VOUS PREND POUR PROTECTEURS
PRÉSERVEZ NOUS DE TOUS MALHEURS.

Monsieur Daneau, leur baillif, et monsieur Buisseret, leur avocat et greffier, la dame prieure, la procuratrice et d'autres religieuses posèrent le reste.

Madame l'abbesse fut aidée dans cette grande entreprise par dame Marie-Anthoine Hoquart, procuratrice, fille fort industrieuse et infatigable; elle décéda après l'avoir veu daus la perfection, l'an.....

L'église étant achevée, le 20 juillet 1730, monsieur de Steenhaut, abbé de Cambron et vicaire général au Pays-Bas austrichiens, fit la bénédiction d'icelle, à cinq heures et demye le matin.

Le dix d'aoust de la même année, monsieur le susdit abbé fit l'entrée solennelle de l'église, au son de la grosse cloche et carillon du château, portant le Seigneur, accompagné de la communauté, du baillif, de tous autres officiers et fermiers de l'abbaye, n'admettant personne du peuple d'y entrer avant que le Seigneur n'y fût exposé. Il y célébra pontificalement et un peuple innombrable y accourut. Ensuitte l'on y a mis : la prétieuse relique l'épine de la couronne du Seigneur, que la comtesse Jeanne leur fit présent; celles de sainte Pharaïlde, fille de sainte Amalberge, sœur de Wautier, quatrième comte d'Haynaut, que madame Madeleine le Cocq, dix-septième ab-

[1]) L'abbé de Cambron.

besse, reçût de Gand l'an 1576, qui ont opérez plusieurs miracles bien authentiques tant en leur ancienne abbaye qu'en la moderne; il y vient un grand concours de peuple et de pèlerins la servir au printems[1]; on l'invoque principalement pour la maladie de la jalousie, et les chemises bénittes en son nom guérissent les personnes attaquées de cette maladie.

On y mit aussi de la sainte étole de saint Hubert avec sa représentation en sculpture qui a opérez diverses miracles avérez, puisque plusieurs personnes y ont étez préservées de la rage et délivrez et du démon et de leurs maladies, comme elles l'auroient étez au grand Saint-Hubert, en faisant la grande neuvaine.

On y mit aussi beaucoup de reliques des Onze mille Vierges, de saint Maurice et de ses compagnons, enfin tout ce qu'elles avoient retirez et conservez, qui avoit étez en vénération dans leur ancienne abbaye[2].

[1]) « La servir aux festes de may : ce qui la fait surnommer sainte Vère. » Copie signée par *F. Henry Lenglez, directeur.*

[2]) Voyez, sur les reliques que possédait l'abbaye d'Épinlieu, Brasseur, *Origines omnium Hannoniae coenobiorum,* pp. 146—149.

En 1610, François Buisseret, évêque de Namur, natif de Mons, fit présent à cette abbaye d'une relique de sainte Marie d'Oignies, par lettres dont voici la teneur :

« François, par la grâce de Dieu et du Sainct-Siége apostolicque, » évesque de Namur, à noble et vertueuse dame D. Anne de Lannoye, » abbesse du monastère dict Espinlieu lez la ville de Mons en Haynault, » de l'ordre de Cisteau, et à toutes les religieuses du mesme lieu, salut » en Nostre-Seigneur et Rédempteur Jésus-Christ. La dévotion et » grande révérence qu'avez et portez aux reliques des saincts, qui se » faict paroistre en ce que les gardez avec grand honneur, les ornez ri- » chement, et parez curieusement les autelz sur lesquelz elles reposent, » nous a esmeu de vous faire part des sainctes reliques de madame » saincte Marie d'Oingnies, reposant en nostre diocèse, dont vous en- » voions et donnons à tousiours une partie de l'une de ses costes, que » nous avons retirez de la reste de ses sainctes relicques, le jour que les » avons solemnellement transférés et remis en fiettres, nous asseurant

Je ne sçaurois donner au juste la description de l'église, n'étant pas architecte ; je dirai seulement que de toutes les églises ou chapelles que l'on a bâti dans les convens de filles de la ville de Mons, quoique fort belles, elle est plus grande, la mieux réussie et d'un goût merveilleux ; elle est ornée de sa seule architecture ; il y a une orgue parfaitement bien placée au fond du chœur des dames, proche la tour qui soutient l'église et tient lieu de grand portail, comme l'endroit par où viennent les séculiers pour entendre la messe.

Au chœur, sur le maître-autel, qui est à la rotonde, *il y a un des beaux tabernacles que l'on puisse*[1] ; il y a deux petites chapelles, l'une dédiée à la sainte Vierge, mère de Dieu, l'autre à sainte Pharaïlde, dont j'ai parlez cy-dessus.

La porte d'entrée par où les séculiers entrent à l'église est magnifique ; elle fait face à la rue nommée la Terre-du-Prince ; l'on y monte par un bel escalier de pierres bleues.

Elle[2] n'a seulement point fait bâtir l'église, mais en même tems une nouvelle infirmerie et treize parloirs, qui font l'admiration d'un chaquun qui sont surpris de voir que l'on a employé si utilement un petit terrain et si irrégulier.

Succession des abbesses.

Les deux premières, nommées *Raimburges*, ont vécu saintement et illustré l'ordre et la maison ; les religieuses et les

« que la garderez en vostre église et l'honorerez comme elle mérite, et
« participerez au thrésor des grâces que nostre Dieu luy a faict en ce
« monde, et luy faict davantage au ciel. En tesmoignage de ce, nous
« avons signez ceste de nostre seing manuel et y faict apposer nostre
« séel. Donné en nostre palais épiscopal de Namur, le dernier jour de
« febvrier l'an mil six cent et dix.

« (Signé) : FRANÇOIS BUISSERET, ÉVESQUE DE NAMUR. »

(Original sur papier, sceau en placard aux armes de l'évêque, aux Archives de l'État à Mons).

[1]) Les mots en italique ont été ajoutés.

[2]) L'abbesse précitée.

peuples les révèrent comme bienheureuses ; elles en conservent leurs ossemens prétieusement. Les biens spirituels et temporels se sont augmentez de leur tems, comme il se voit par les lettres et archives.

A ces deux succéda[1] madame *Élisabeth de Jauche*, de la famille de Jauche-Mastaing.

A celle-cy succédèrent :

Madame *Agnès*[2].

Madame *Marguerite*[3].

Madame *Félicitez*[4].

Madame *Marguerite*[5].

Madame *Marie*[6].

Madame *Jeanne*.

Madame *Marie Razoir*[7].

Madame *Jacqueline*[8].

Madame *Juliène de Pottes*[9].

Madame *Jeanne de Festelle*[10].

[1]) Avant Élisabeth de Jauche, on trouve des mentions de l'abbesse Gertrude, dans un acte de juin 1218, et de l'abbesse Ide, en 1267 (VINCHANT, *Annales de Hainaut*, éd. des Bibl., t. II, p. 312. Cet annaliste a commis plusieurs inexactitudes dans sa chronologie des abbesses d'Épinlieu).

[2]) « Quae obiit octavo calendas decembris. » BRASSEUR, *Origines omnium Hannoniae coenobiorum*, p. 144.

[3]) « D. Margarita obiit octavo idus nov. » Ibid. p. 144.

[4]) « D. Felicitas obiit decimo sexto calendas martii. » Ibid.

[5]) « D. Margarita obiit 10 januarii. » Ibid. p. 145.

[6]) « D. Maria obiit 16 februarii. » Ibid. Vinchant mentionne Marie I et Marie II avant Félicité.

[7]) « D. Maria Rassoir obiit 5 kalendas novembris. » BRASSEUR, op. cit. p. 145.

[8]) « D. Jacoba obiit 15 calendas decembris. » Ibid.

[9]) « D. Juliana de Potes obiit 8 idus aprilis. » Ibid.

[10]) « D. Joanna de Festelle obiit 2 nonas augusti. » Ibid.

Madame *Jacqueline Rogier*, qui la première embrassa la réforme[1].

Madame *Hélène de Silly*[2].

Madame *Hélène de Lannoye*[3], morte l'an 1572.

Madame *Madeleine Le Cocq*[4], morte l'an 1594.

Madame *Jacqueline Cousin*[5], qui fit rebâtir l'abbaye après sa première ruine. Morte en 1598.

Madame *Anne de Lannois*[6], morte en 1611, après avoir fait reédifier l'église.

Madame *Marie de Buzegnies*[7], qui changea une grande partie des bâtimens, morte en seize cent dix-neuf.

Madame *Philippine de Beugnies*[8], morte en 1625.

Madame *Madeleine Farinart*[9], morte le 10 septembre 1636.

Madame *Anne Lévêque*[10], morte le premier novembre 1656.

[1]) Morte au commencement de l'année 1524.

[2]) Installée le 17 mai 1524. (Acte orig. sur parchemin, aux Archives de l'État à Mons). Cette abbesse se démit volontairement de ses fonctions, en juillet 1534.

[3]) Hélène de Lannoye ou de Lannois reçut l'investiture le 27 juillet 1534.

[4]) Madeleine Le Cocq, nommée par lettres patentes du roi, du 28 mars 1573, fut installée le 17 mai suivant et confirmée par l'abbé de Clairvaux le 23 novembre 1574.

[5]) Élue le 20 novembre 1594 ; les lettres patentes du roi lui furent adressées le 9 décembre suivant.

[6]) De Lannoy ou de Lannoye. Elle reçut du roi ses lettres patentes de nomination le 11 septembre 1598, fut installée le 27 du même mois, et confirmée par l'abbé de Clairvaux le 24 avril 1599.

[7]) Marie de Buzegnies reçut ses patentes le 12 mars 1611, fut mise en possession le 10 avril suivant et confirmée par l'abbé de Clairvaux, le 5 mai de la même année.

[8]) Cette abbesse, précédemment boursière de la communauté, fut nommée par lettres patentes du 11 novembre 1619.

[9]) Madeleine Farinart reçut ses patentes d'abbesse le 1 août 1625.

[10]) Les lettres patentes d'Anne Levesque lui furent délivrées le 12 janvier 1637, et le 2 mai suivant, l'abbé de Clairvaux la confirma dans ses fonctions.

Madame *Marguerite Malapert*[1], morte le 7 juin 1658.

Madame *Hélène Jonnart*[2], morte le 26 janvier 1685.

Madame *Marie-Françoise de Lens*[3], morte le premier d'avril 1713.

Madame *Marie-Joseph Croquette*[4], le 10 may 1720.

Madame *Humbeline Migeot*[5], de laquelle j'ay parlez en son lieu[6].

1) Ou de Malapert.

2) Les lettres patentes d'Hélène Jonnart sont datées du 27 juin 1661. L'abbé de Cambron, Jacques Séjournet, ratifia sa nomination le 16 août suivant, et l'abbé de Clairvaux la confirma le 14 mai 1663.

3) Les patentes de cette abbesse lui furent délivrées le 14 mars 1685. Sa nomination fut confirmée le 9 juillet 1685.

4) Ou Crocquette. La nomination de cette abbesse est datée du 30 mai 1713. Elle fut confirmée le 11 juillet suivant.

5) Humbeline Migeot fut nommée abbesse par lettres patentes du 28 juin 1720 et confirmée le 30 septembre suivant.

6) Voici quelques indications sur les dernières abbesses et sur les dernières années de l'abbaye d'Épinlieu.

20 juin 1765 : confirmation, par l'abbé de Clairvaux, de la nomination de *Marie-Catherine Hardy*, par lettres patentes du 22 mai précédent, et par suite de la mort de Marie-Florence Day.

Marie-Catherine Hardy gouverna le monastère pendant vingt ans.

En 1784, Épinlieu avait 39 religieuses et 22 personnes à leur service.

L'abbaye demeura sans abbesse pendant deux ans, jusqu'à la nomination de dame *Angéline Crapols*. La bénédiction de cette abbesse fut faite le 15 février 1789, par l'abbé de Cambron, dom Florent Pépin. Une pièce de vers lui fut présentée par les jeunes religieuses ; elle a été imprimée et surmontée des armoiries de l'abbesse.

Angéline Crapols conserva la crosse abbatiale jusqu'au jour de la suppression du monastère en exécution de la loi du 15 fructidor an IV (1 septembre 1796).

Un arrêté de l'administration centrale du département de Jemmapes, du 24 germinal an V (13 avril 1797), établit dans les bâtiments de l'ancienne abbaye la bibliothèque départementale. Cette bibliothèque fut successivement installée dans l'église, qui était encore garnie de ses autels, de ses stalles et de tous ses ornements religieux, et dans les cloîtres, que l'on avait encombrés de tableaux, de statues et d'une foule

Dom Jean d'Assignies, religieux de Cambron, ensuite abbé de Nizelles en Brabant, dans la vie du bienheureux Arnould,

d'objets d'art qui provenaient des églises, des monastères et des maisons d'émigrés, tandis que le quartier de l'abbesse était provisoirement occupé par les enfants de la fondation *Derquenne*. L'église d'Épinlieu, qui formait la salle principale de la bibliothèque, présentait un vaisseau vaste et élevé; les quinze arcades qui régnaient le long du pourtour de l'église avaient été recouvertes d'une boiserie très simple jusqu'à la hauteur des deux tiers environ de l'édifice. En l'an X, les livres que l'on avait rassemblés à l'abbaye formaient un total d'environ 33,000 volumes.

La bibliothèque centrale ayant été cédée par l'État à la ville, lors de la suppression des écoles centrales, le gouvernement ne tarda pas à ordonner la vente des bâtiments de l'ancienne abbaye d'Épinlieu, qui eut effectivement lieu le 29 octobre 1807. La ville obtint cependant la jouissance, pendant deux ans, de la salle principale de la bibliothèque (l'église), du logement du bibliothécaire (le quartier abbatial) et de ses dépendances, et ce, moyennant un loyer de 500 francs. Une résolution prise par le conseil municipal, le 15 mai 1808, ordonna la translation de la bibliothèque dans les bâtiments de l'ancien collége des Jésuites, à front de la rue des Gades. Ce précieux dépôt y fut ouvert au public, le 6 août 1811, et c'est là qu'il se trouve encore aujourd'hui. CH. DELECOURT, *Notice historique sur la bibliothèque de Mons*.

Aussitôt après l'évacuation des bâtiments d'Épinlieu, la démolition de l'église, des cloîtres et de leurs dépendances fut commencée. On n'a laissé debout de l'ancienne abbaye que les bâtiments du quartier abbatial, dans lesquels est installée depuis 1840 l'Académie des Beaux-Arts.

Le couvent s'étendait de la rue de la Réunion à la rue de la Grosse-Pomme, où se trouvait une porte d'issue surmontée d'armoiries.

Les armoiries de l'abbaye d'Épinlieu figurent sur les cartes héraldiques du comté de Hainaut. Elles portent sur fond d'or une aubépine au naturel.

L'abbaye se servait d'un sceau qui représente la Vierge Marie tenant l'Enfant Jésus. Ce sceau a pour légende : SIGILLUM. CONVENTUS. BEATE. MARIE. SPINOSILOCI.

Voyez ma *Description analytique de cartulaires et de chartriers accompagnée du texte de documents utiles à l'histoire du Hainaut*, III (Cartulaire de l'abbaye d'Épinlieu), et ma *Notice sur le dépôt des archives de l'État à Mons*, p. 402.

de l'abbaye de Villers, mort l'an douze cent vingt-huit, fait une honorable mention d'une prieure d'Épinlieu nommée Lucie, qui, à l'imitation du susdit Arnould avec lequel elle avoit relation, vécut en grande austéritez et saintetez.

Il y a toujours eu grand nombre de religieuses dans ce monastère ; elles sont actuèlement cinquante-quatre avec les converses.

L'an 1743, le 10 de novembre, dom Henri Lenglez, directeur des dames de l'abbaye d'Epinlieu, a donné et exposé en vénération dans l'église de laditte abbaye, avec la permission de dom Jacques François, abbé de Cambron, et de la vénérable abbesse d'Épinlieu (dame Humbeline Migeot), le tableau du bienheureux Idesbalde avec un morceau de sa corde noire, pour la plus grande gloire de Dieu, l'honneur du bienheureux et de ceux qui obtiendront soulagement de leurs infirmitez, par son intercession ; il a aussi fait présent de la vie et histoire dudit bienheureux.

Archives de l'État à Mons[1].

Annexes.

A.

Lettres par lesquelles Jeanne de Constantinople, comtesse de Flandre et de Hainaut, concède six bonniers de terre situés à Épinlieu, près de Mons, pour y bâtir un monastère de l'ordre de Cîteaux, et pour les besoins de cet établissement.

25 novembre 1217.

Ego Johanna, Flandriae et Hannoniae comitissa, notum esse volo tam praesentibus quam futuris, quod ego concessi in

[1]) La chronique d'Épinlieu a été transcrite plusieurs fois. Elle a servi, selon toute apparence, à faire valoir les droits de l'abbaye à la haute bienveillance du gouvernement.

perpetuam eleemosynam, pro salute animae meae et antecessorum meorum, sex bonaria terrae apud Spinlieu juxta Montes jacentia ad superaedificandum monasterium ad opus monialium Cisterciensis ordinis et necessaria monialium; ita quod ipsae moniales libere et sine contradictione praedicta sex bonaria terrae in perpetuum possideant.

Actum apud Gandavum, anno Dominicae Incarnationis mccxvii, in die beate Catharinae virginis.

Original avec sceau, aux Archives de l'État, à Mons.

B.

Lettres par lesquelles la même comtesse accorde au monastère 20 livres blancs de rente.

Juin 1217.

Ego Johanna, Flandriae et Hannoniae comitissa, omnibus Christi fidelibus salutem in Domino. Noverint universi tam praesentes quam futuri, praesentem paginam inspecturi, quod ecclesiae beatae Mariae de Spinlieu xx libras albas in puram et perpetuam eleemosynam libere contuli possidendas, in festo beati Johannis Baptistae annuatim persolvendas, et ad censum terrae meae de Spinlieu percipiendas. Quod ut magis firmum permaneat, praesentem chartam sigilli nostri munitione communivi.

Actum anno Domini mccxvii, mense junio.

Original avec sceau, aux Archives de l'État, à Mons.

C.

Lettres de restablissement et nouvel accord faict par monseigneur le marquis de Havrech à l'église d'Espinlieu, regardant la haulte justice sur leur maison, brasserie, jardin et héritaige c'on dist de le Haisne, et aultre héritaige la joindant.

15 novembre 1584.

Charles-Philippes de Croy, marquis de Havrech, baron

de Fontenoy en Bosges et de Fenestraiges, seigneur de Bièvre, d'Acrène, d'Éverbecque, chastelain héritable de la ville de Mons, à tous ceulx quy ces présentes lettres voiront ou oiront salut. Comme de la parte des damme abbesse, religieuses et couvent de l'église et monastère Nostre-Damme d'Espinlieu, nous ayt esté resmonstré que, doiz l'an mil deux cens-seize, avoient et ont esté donnez par les comtes et comtesses et aultres seigneurs du pays de Haynnau pluisieurs parties, quy par ensamble ont estez rejoinctes et en faict une seulle masse, sur laquelle avoit esté édiffyée ladicte église et monastère d'Espinlieu lez la ville de Mons, quy estoit en tèle grandeur comme elle est présentement, et dont les dittes dammes remonstrantes en ont joy et possessé avecque droist de mortesmain et toute justice haulte, moyenne et basse, saulf que noz prédicesseurs, seigneurs de Ghelin[1], avoient réservé sur la portion tenue d'icelle nostre ville et seigneurie dudit Ghelin, la haulte justice pour aultant que touche le laron, rapt et murdre tant seullement. Depuis disoient lesdittes dammes remonstrantes estre advenu que, pour certains affaires survenus à laditte église, icelle avoit aliesné par arrentement les maisons, héritaiges et appendences quy furent les hoirs Francquet et Fiacre Dault, scituées à froncq la cauchie au devant du tordoir et moelin de le Haisne, tenant de costé et par-derière aux héritaiges de leur ditte abbaye, et d'aultre costé à la rivière de Haisne, y ayant esté retenu par elles douze livres tournois de rente et ung demy-chapon chacun an, quy en avoient joy, en payant la rétribution susditte par le terme et espace de cent ans et plus. Touttesvoyes environ l'an quinze cens-soixante-treize, certaine personne loye, pour et ou nom desdittes dammes remonstrantes, auroit prins les deux maisons et héritaiges susdits, l'une par rendue à nouvelle loy solempnizée par devant les gens de loy dudit Ghelin, et l'aultre à ferme main. Mais pour et aultant

[1]) *Ghelin*, Ghlin, village situé à 1 l. O. de Mons.

que les dittes remonstrantes avoient désiré les rejoindre avecq la masse, comme elles estoient auparavant, ce que faire ne pooient sans nostre congié et licence, comme seigneur dudit Ghelin, en avoient obtenu de nous ung admortissement absolut, par lequel nous avions consenty qu'icelles et leur ditte église tiengnent et possèdent à tousiours les deux maisons et héritaiges susditz comme biens et héritaiges admortis à icelle, à cherge de certain et perpétuel obit avecq quelque aultre recongnoissance à la création de chasque nouvelle abbesse. Et comme lesdittes remonstrantes, suyvant la reprinse et ratraicte par elles faictes des susditz maisons et héritaiges et l'admortissement subsécutifz, par lequel estoit dict qu'icelles en debvoient joyr comme de bien amorti à leur ditte église, et par conséquent selon droict, raison et équité, joyr et posséder desdittes maisons et héritaiges ainsy par elles ratraictes en tel estat, franchise et liberté qu'elles faisoient auparavant l'aliesnation d'icelles, quy estoit en toute justice et seigneurie haulte, moyenne et basse, avecq droict de mortesmain, saulf les trois cas susdictz seullement réservez par noz prédicesseurs seigneurs dudict Ghelin, comme estant lesdictz héritaiges revenus et rejoinctz à sa masse, comme ilz estoient auparavant, ce néantmoins, elles nous auroient faict déclarer que noz officiers dudict Ghelin, sans avoir regard à l'admortissement susdict, prétendoient encorre avoir sur lesdittes maisons et héritaiges la totalité de la haulte justice, sans exceptions, comme du passé, avecq droict de mortesmain et de gambaige, quy estoit directement contre les tiltres anchiens et admortissement susdictz, avecq aultres, et desquelz elles nous avoient offert faire foy et ostension, pour plus grant appaisement, par lesquelz se voiroit appertement que jusques à présent elles avoient uzé d'act de justice haulte, moyenne et basse, et joy du droict de mortesmain au trespas des personnes décédées ès lieulx et place de la haulte justice dudict Ghelin, réservée pour aultant seullement que touche les trois cas susdictz, comme elles disoient

se debvoir trouver par la donation originelle des héritaiges contensieulx et aultres du pourpris d'icelle abbaye, restablissemens d'exploictz ci-devant fais et l'admortissement susdict. Nous ayant partant requis que, comme seigneur dudict Ghelin, les volsissions remettre et leissier en tèle leur haulte justice, droix de mortesmains, cambaige et aultrement, que joy et possessé avoient sur lesdittes maisons et héritaige, auparavant l'aliesnation du fond d'iceluys, hors mis et excepté les trois cas susdictz, assavoir : murdre, rapt et larchin, que s'estoit réservé le seigneur donateur, pour luy et ses successeurs seigneurs dudict Ghelin ; moyennant quoy, lesdittes dammes supplyantes avoient offert nous quitter et remettre certain tax de despens par nous à elles deu, émané de la court des mortesmains dudit pays de Haynnau, ad cause du procez que nous avions illecq heu allencontre desdittes suppliantes, portant à la somme de trois cens-cincq livres douze sols syx deniers tournois.

Sçavoir faisons que, désirans par nous donner adresche et toutte bonne faveure ausdittes dammes abbesse, religieuses et convent d'Espinlieu, à l'inmitation de noz nobles progéniteurs, comme desjà en aultre partie faict avons, adfin aussy que riens ne soit de nostre parte empiété contre lesdittes dammes et les biens de leur église affectez au divin service, en ses actions fabvorisée du droict commun, raison et équité, et pour aultres justes causes et raisonables ad ce nous mouvant, après deue information et appaisemens suffissans par nous faicte, prins et heu, des tiltres et documens anchiens de leur église, par lesquelz le contenu et dispositifz de leur remontrance susditte se trouvoit estre véritable, avons, pour nous, nos hoirs et successeurs, seigneurs de Ghelin, remis et leissié, et de faict remettons et leissons, par ces présentes, entant que en nous est, lesdittes dame abbesse, religieuses et couvent d'Espinlieu et leur ditte église en tèle leur haulte justice et seigneurie, droix de mortesmains, cambaige et aultrement, dépendant d'icelle leur dicte

haulte justice, et dont joy et possessé en avoient anchiènement sur les dittes maisons et héritaiges, auparavant l'aliesnation du fond d'iceluy, consentant qu'elles et leur successeurs les tiengnent et possèdent d'ores en avant et à tousiours, par la manière avandicte, excepté touttesfois les trois cas susdictz, assavoir : murdre, rapt et larchin, que s'estoient noz prédicesseurs, seigneurs dudict Ghelin, ci-devant réservé pour eulx et leur successeurs, sy que dict. Parmi tant, nous et noz hoirs demorerons deschergiez du tax de despens susdictz, comme en semblable seront aussy deschergées lesdictes dames d'Espinlieu de la première année du sourcens de la prinse à rente par elles faictes des maisons et héritaiges avant dictes, quy estoit escheue doiz le jour du Noël de l'an quinze cens-soixante-treize, portant à la somme de soixante dyx-huyt livres seize solz huyt deniers tournois, en nous ayant donné pour gratuit du présent nouvel accord ung courtault de cent daldres. Lequel nouvel accord, recongnoissance et restablissement voluntaire, par nous ainsy faict que dict est, nous promettons entretenir et faire entretenir, sans faire ou aller, ne souffrir estre faict ou allé au contraire, en manière que soit, meisme que sy à l'advenir aulcun doubte ou scrupule survenoit à l'interprétation et esclarcissement de ceste nostre présente recongnoissance et volunté, que le tout soit interprété et entendu au prouffict et intention desdictes dammes d'Espinlieu et de leur église. Mandant et commandant, en oultre, à noz bailly, receveur, mayeur et aultres officyers dudict Ghelin, présens ou futurs, et chacun d'eulx cuy ce regardera, que de nostre présent nouvel accord, recongnoissance et restablissement voluntaire susdictz, ils leissent, seuffrent et fachent icelles dammes abbesse, religieuses et couvent d'Espinlieu plainement et paisiblement uzer, joyr et possesser à tousiours, sans nul contredict. Car tèle est nostre volunté et intention. En approbation de quoy, nous advons à ces présentes faict mettre et apposer

nostre seyel[1] armoyé de noz armes et icelles signées de nostre nom.

Donné en nostre chasteau de Havrech, l'an mil cincq cens quattre-vingtz et quattre, le quinzeysme jour du mois de novembre.

(*Signé*) : CHARLES PHILIPPES DE CROY.

Original sur parchemin endommagé, sceau détruit. — Autre expédition originale, signée par le même, avec cachet en placard, et contre-signé : *Par ordonnance de Son Excellence :* N. FRANCQ. Archives de l'État, à Mons ; *abbaye d'Epinlieu.*

D.

Requête présentée à la cour de Bruxelles, en 1683, *pour obtenir le désintéressement des pertes faites par la démolition de nostre abbaye en l'an* 1677.

10 mars 1683.

A Son Excellence.

Remonstrent très humblement la dame abesse et religieuses de l'abbaye d'Espinlieu, naguères située lez la ville de Mons, que, pour la conservation d'icelle ville et de tout le pays, elles ont souffert en particulier une grandissime perte, estimée à plus de quattre cent mille florins, par le démolissement enthier de leur maison et abbaye, le 20 décembre 1677, fait par ordre exprès du seigneur duc de Villa Hermosa, avec promesse de la part de Sa Majesté de les désintéresser. Ce que touttesfois n'a esté fait jusques à présent, ne leur ayant pas seulement esté permis de retirer aucune chose des matériaux qui ont tous esté employez ès fortifications de la mesme ville ; et s'estantes réfugiées en icelle, les remonstrantes y ont souffert

[1]) *Sur l'autre original on lit* : cachet... pour cause que nostre grant séel estoit pour l'heure présente au lieu de nostre résidence en Loraine.

beaucoup de misères, et pour subsister au nombre de soixante religieuses ont deu engager tout ce qu'elles ont vaillant, mesmes vendu les ornemens de leur église, jusques aux argenteries et calices des autels. De sorte qu'elles se trouvent dans la dernière nécessité, sans moyens ny crédit. Estant cette abbaye une fondation royale, faite par les augustes prédécesseurs de Sa Majesté, elles désireroient bien s'establir dans la ville de Mons, pour y continuer les offices et services divins, et satisfaire aux intentions des fondateurs. A quel effect, elles ont commencé à y édifier une demeure : ce qu'elles n'ont peu continuer et deu le tout abandonner, pour se trouver sans crédit et aucuns moyens pour y subvenir. Et se trouvantes parmy ce chargées de tailles et impositions, tant pour leur consomption que de leurs immeubles, elles avoient supplié de pouvoir estre exemptées et affranchies, du moins pour quelques années, et que leur quote auroit peu valider aux estats de Haynau, dont après une longue poursuite et plusieurs advis sur ce demandez, tant du conseiller et advocat fiscal Malengreau que desditz estats, que l'on suppose estre du tout favorables, comme estant leur demande fondée en équité et justice, elles auroient esté assez malheureuses que d'avoir esté esconduites au conseil des finances, où lesdictz advis reposent encor au greffe, tellement que se trouvant abandonnées et hors d'espoir de pouvoir estre secourues de personne, elles s'adressent à Vostre Excellence, La suppliant très humblement estre servies, qu'ayant compassion des misères qu'elles ont souffert et souffrent encor pour le service de Sa Majesté et de la promesse que leur a esté faite au nom et de la part d'icelle par ledit seigneur duc de Villa Hermosa, les vouloir secourir dans les extrêmes nécessitez où elles se trouvent, d'une somme considérable en diminution de la perte qu'elles ont fait estimer, ainsy que dit est, à quattre cent mille florins, pour subvenir aux bastimens de leur demeure et maison en laditte ville de Mons, ou autrement, comme Vostre Excellence jugera mieux convenir. Ce faisant, etc.

Apostille.

Son Excellence, ayant eu rapport du contenu en cette requeste et des advis y rendus tant par les députez des Estats d'Haynau que par Jean Malengreau, conseiller et advocat fiscal des conseils establis en la mesme province, et par le conseiller commis aux causes fiscales du conseil privé, et le tout considéré, a, pour et au nom de Sa Majesté, par advis de ceux du conseil des finances, accordé et accorde par cettes aux suppliantes une somme de six mille livres, du prix de quarante gros, monnoye de Flandres, la livre, pour s'assister à édifier leur demeure dans la ville de Mons. Ordonnant à Louys Muitzen, escuyer, seigneur de Montigny, Cousret, receveur général des aydes et subsides de la ditte province d'Haynau, d'en faire le payement, en six termes et ans consécutifs, des deniers desdittes aydes et subsides, etc.

Fait à Bruxelles, le 10e de mars 1683.

Paraphé, D. E. *Vt.*; *signé* : El m Dal Caretto; *plus bas contresigné,* P. D'Ennetières, Le comte de St Pierre et J. Dognato.

Copie aux Archives de l'État à Mons, *abbaye d'Épinlieu.*

Notes historiques sur Houpertingen par J. DARIS, professeur au séminaire de Liége[1].

§ 1. — *Mémoire adressé à l'archiduc Léopold en* 1649.

La commune de Houpertingen adressa, en 1649, une supplique à l'archiduc Léopold, gouverneur des Pays-Bas, qui la transmit, pour avis, au conseil souverain de Brabant, puis à la chambre des finances. La même année encore, la commune donna, à l'appui de sa requête, les preuves et renseignements suivants :

Houpertingen est situé au pays et diocèse de Liége ; il fait partie du comté de Looz, et, il y a une centaine d'années, on y appelait encore des décisions de sa cour à celles de la haute cour de Vliermael. Il n'y a que 80 ans, qu'on a commencé à connaître et reconnaître le conseil souverain de Brabant. Ses habitants n'ont jamais été chargés d'impôts par les États de Brabant, mais, depuis quelques années, ils ont payé au roi quelques subsides mensuels volontaires (*eenige volontaire recognitie*). C'est avec peine et étonnement qu'ils se sont vus chargés d'une garnison par l'archiduc le 1 janvier 1649 ; il eût fallu les laisser dans leur état, c'est-à-dire, libres et exempts de toute garnison, moyennant le subside annuel ; c'est ce qu'ils demandent à Son Altesse impériale pour l'avenir. Houpertingen est situé au comté de Looz et non au duché de Brabant ; il fait partie du diocèse de Liége et non d'un diocèse des Pays-Bas ; les échevins ont trouvé dans leurs archives que des décisions de leur cour on a appelé à la cour de Vliermael, notamment en 1529, 1530, 1539, 1542, 1547, 1548, 1550, 1554, 1556, 1558, 1559 et 1561. On n'a commencé à avoir recours au conseil souve-

[1]) J'ai publié une notice sur Houpertingen dans mes *Notices sur les églises du diocèse de Liége*, I, page 425.

rain de Brabant qu'à l'occasion d'un procès devant la cour de l'official de Liége entre la dame de Lamarck demeurant alors à Houpertingen, et Pierre Elbrechts, mayeur; celui-ci s'adressa au conseil de Brabant pour faire évoquer l'affaire devant lui sous le prétexte que Houpertingen était un arrière-fief relevant de la cour féodale de Heeswick dans la mairie de Bois-le-Duc, pays de Brabant; le conseil de Brabant évoqua l'affaire devant lui et cassa les sentences portées par l'official. Telle est l'origine de la juridiction brabançonne à Houpertingen, qui n'a cessé de s'y affermir chaque jour davantage. Les habitants ne réclament pas contre cette juridiction, mais ils demandent qu'on respecte leurs exemptions d'impôts et de garnisons et qu'on se contente du don mensuel et volontaire. Houpertingen ne dépend d'aucune ville brabançonne et ne figure dans aucun acte de Joyeuse-Entrée. Dans la guerre précédente les habitants ont payé des subsides (*recognitie*) aux Provinces-Unies pour ne pas être molestés davantage, car ils n'étaient pas secourus par le gouvernement des Pays-Bas; et maintenant ce gouvernement les charge d'une garnison de quinze cavaliers avec leurs femmes, chevaux, domestiques et familles; les Provinces-Unies de leur côté continuent à exiger les subsides annuels.

§ 2. — *Mémoire de Gamarra du* 26 *novembre* 1668.

Les États-Généraux des Provinces-Unies réclamaient les huit villages appelés de *rédemption*, comme dépendants de Maestricht ou de la mairie de Bois-le-Duc, tandis que le gouvernement des Pays-Bas les considérait comme dépendants du duché de Brabant. Gamarra, ambassadeur du roi d'Espagne à La Haye, adressa à ce sujet le mémoire suivant aux États-Généraux : « Le soussigné, ambassadeur d'Espagne, a eu ordre de Son Excellence le connestable de représenter à Vos Seigneuries que le receveur Van Ylem a fait publier, afin que les bourgmestres des villages de rédemption dépendants du duché de Brabant, qui sont enclavés au pays de Liége et ont toujours

contribué au roi son maître une somme raisonnable au lieu de l'aide, sans avoir jamais eu aucune connexion ou dépendance de la ville de Maestricht comme n'étant pas de son ressort, obligeraient tous leurs habitants à exhiber dans deux mois une liste pertinente de tous les bonniers de terre qu'ils possèdent, comme aussi la grandeur de leurs maisons, jardins, vergers et pâturages, afin de payer de chaque bonnier trois florins par an, et trois sols pour chaque verge; sur quoi on a fait émaner un placard au nom de Sa Majesté, daté de Bruxelles le 16 de septembre dernier, par lequel on a défendu et on défend à tous les sujets et habitants des seigneuries de Moppertingen, Rutten, Nederheim, Paifve, Falais, Fologne, Houpertingen et Herstal au-delà de la Meuse, comme aussi de Hermal et autres terres dépendantes de la souveraineté de Sa Majesté, d'obéir ou déférer aux ordres du receveur Van Ylem à peine, en suite du placard publié le 16 d'août 1662, de payer au profit du roi la même somme qu'ils fourniront au dit Van Ylem; lequel, aussitôt que le terme qu'il avait préfigé a été expiré, a envoyé des soldats de Maestricht, qui ont enlevé quantité de lits et de hardes semblables des receveurs ou habitants des villages susmentionnés; ce qui tend à leur entière ruine et les obligera à déserter, avec quoi ni l'un ni l'autre des souverains n'en pourront tirer aucun profit, outre que c'est notoirement contre le droit évident de Sa Majesté. Son Excellence le connétable trouvera ce nouvel attentat bien étrange et surprenant, puisque Vos Seigneuries n'ignorent pas, ni le dit Van Ylem non plus, que cette affaire est en litispendence devant la chambre mi-partie[1]. C'est pourquoi le soussigné ambassadeur prie et requiert très instamment Vos Seigneuries de vouloir faire surseoir des procédés si injustes et de rétablir la dite chambre en la forme qui a été concertée

[1]) Cette chambre tint plusieurs séances à Bruxelles, puis à Middelbourg, mais se sépara sans avoir aplani les conflits.

le 9 avril 1665, et de nommer le temps auquel les seigneurs juges instructeurs devront se rendre ici pour cet effet, ce qui a été accroché par la mort du sieur de Bordenburg et pour avoir été devant icelle occupé dans d'autres affaires, qui était dénommé avec le sieur Panhuys pour un des juges instructeurs, afin de pouvoir prévenir tous ces désordres et inconvénients et vider les autres différents qui restent encore entre Sa Majesté et cet état pendants indécis devant la dite chambre et les sujets respectifs des deux parties, afin qu'il n'y demeure plus aucun sujet de plainte ou mécontentement qui puisse altérer la bonne correspondance que Sa Majesté désire conserver avec Vos Seigneuries. Fait à La Haye le 26 novembre 1668. GAMARRA. »

Les États-Généraux firent examiner ce mémoire par leurs députés pour les pays d'Outre-Meuse et par le pensionnaire Jean Pesters.

Le conflit de souveraineté resta indécis. Entretemps il fu convenu que Houpertingen payerait annuellement une somme déterminée aux États-Généraux (400 florins) et une autre au roi d'Espagne (aussi 400 florins).

Les appels de la cour de Houpertingen ne furent plus portés devant le conseil souverain de Brabant depuis 1708, mais devant les commissaires-déciseurs à Maestricht, tribunal qui avait été érigé, en 1547, par le duc de Brabant et le prince de Liége, et dont ils nommaient chacun deux membres.

En 1767, les États-Généraux ordonnèrent que les mayeurs nommés par les seigneurs devaient être agréés par les commissaires-déciseurs et prêter devant eux le serment de fidélité. La douairière baronne de Sluse, dame de Houpertingen, et le baron Van Eyll, seigneur de Mopertingen, réclamèrent contre cette décision, qui était contraire à leurs droits seigneuriaux et pouvait susciter de nouveaux conflits avec le duc de Brabant.

Le traité de Fontainebleau du 8 novembre 1785 mit fin au conflit de souveraineté. Les États-Généraux, devenus seuls

souverains de Houpertingen par ce traité, exigèrent dès ce moment les deux sommes prémentionnées.

§ 3. — *Les invasions militaires de* 1692 *à* 1706.

Pendant les guerres de Louis XIV, les communes du pays de Liége eurent beaucoup à souffrir. Elles durent payer des contributions et fournir des vivres, des fourrages, des logements à toutes les parties belligérantes. On voit, à ce sujet, de tristes détails dans les comptes communaux.

La commune de Houpertingen établit une contribution d'un florin par bonnier (*eene schatting*) et renouvela cette contribution plusieurs fois par année, d'après ses besoins. Elle fit souvent des cadeaux en nature aux chefs des corps d'armée pour être épargnée par leurs soldats, ou recevoir une sauvegarde. Nous donnerons ici quelques extraits des comptes des bourgmestres, qui ne sont pas sans intérêt. Le bourgmestre qui faisait la recette de l'impôt foncier é:abli sur les biens des habitants s'appelait *interne,* et celui qui faisait la recette de l'impôt établi sur les bonniers appartenant à des étrangers s'appelait *externe.* Ces derniers biens sont appelés, dans les comptes, en partie *biens du Brabant,* parce qu'ils appartenaient pour la plupart à des habitants de Zepperen, et en partie *biens liégeois.*

Compte rendu par Rut Quaetperts, bourgmestre interne, pour l'année 1692, des six taxes (*ses dobbele schattingen*); recettes 3,152 florins; dépenses 3,067 florins.

Le 9 juillet, payé à Maestricht 400 florins de contributions.

Payé notre contribution de l'année 1692 aux Français dans les mains de Clercx à Liége, 600 florins.

Payé à Léau pour les palissades exigées par le général Carloo (Calvo? 109 florins.

6 août, donné au commandant de Léau 4 dindons, ce qui fait 5 florins.

Payé deux dindons et seize poulets pour être donnés au général de Boufflers, à Montenaeken, 16 florins.

Payé à la sauvegarde française de Boufflers 53 florins.

16 septembre, donné aux Français qui ont convoyé madame de Montenaeken jusqu'ici 4 florins.

Le 2 novembre, voyage à Russon pour y régler la répartition des contributions françaises, 4 florins.

Payé pour un voyage à Namur 24 florins.

20 janvier 1693, donné à des Hollandais 11 florins.

10 février, donné à des Espagnols 5 florins.

1 mars, donné à des Hollandais 11 florins.

9 mai, donné à un messager venant de Maestricht et apportant les ordres de Groutars pour avoir des chariots 2 florins.

1 juillet, voyage à Saint-Trond près du comte d'Athlone, 10 florins.

2 juillet, voyage à Saint-Trond et donné au colonel qui nous a envoyé une sauvegarde de trois cavaliers 9 florins.

3 juillet, donné un déjeuner au capitaine De Vocht, au lieutenant et au trompette qui montaient la garde au *dorpvelt*, 2 florins.

6 juillet, donné à trois sauvegardes nous envoyées par le colonel, comte de Lostenge, 26 florins.

Donné à madame, au château, 32 florins, pour payer la sauvegarde française.

Fait prisonnier par les Français et conduit, le 20 février 1694, jusque près de Huy, où il est resté détenu quatre jours, 12 florins.

Le lieutenant en chef De Setau logé à la cure, 6 florins.

Donné pour payer les contributions françaises 109 florins.

Compte rendu par Pierre Houbrechts, bourgmestre externe, des six taxes ou impôts (*schatting*) pour l'année 1692 ; recettes 1459 florins, y compris la taxe sur les brassins; dépenses 1442 florins.

10 septembre 1692, payé à Maestricht le quart de la contribution, 93 florins.

10 octobre, payé à Léau pour les palissades 200 florins.

5 novembre, payé à Maestricht un quart de la contribution, 93 florins.

4 juin 1693, payé aux gens du général Cerclar 3 florins.

Le 5 juillet 1693, les bourgmestres et les six conseillers (*schatmannen*) établirent quatre taxes (*schattingen*) sur les bonniers internes et trois sur les externes.

Compte rendu par Gilis Benats, bourgmestre interne, pour l'année 1693. Recettes 1977 florins de l'impôt foncier; 50 florins de l'impôt sur les vaches; 33 florins de fermage des prés communaux ; dépenses 2100 florins.

Le 8 juillet 1693, payé les contributions à Maestricht, 100 florins.

19 juillet, donné une aime de bière à la sauvegarde française au châ-

teau, 18 florins ; la sauvegarde française faite prisonnière par des Espagnols.

20 juillet, conduit la sauvegarde française à Chapon-Seraing, 6 florins.

25 juillet, rendu à notre curé La Haye ce qu'il avait déboursé à la sauvegarde du roi d'Angleterre qui a gardé notre cimetière, 7 florins.

2 août, sauvegarde française au château.

14 août, voyage à la ferme du Temple et cadeau au marquis d'Artagnan ; chapons et poulets, 6 florins.

9 septembre, hébergé huit dragons du général quartier-maître Dopff, 8 florins.

3 décembre, donné à boire à 113 Hollandais, 61 florins.

Le 23 avril 1694, est arrivé ici un commandant de Léau avec 500 hommes.

Le 22 mai 1694, voyage à Alken et à Kermpt pour y parler au général Athlone des fourrages qu'il exigeait.

Juin, donné à la sauvegarde du marquis d'Artagnan deux pistoles ; 20 florins.

9 septembre 1694, dépensé en bière pour l'élection des bourgmestres 5 florins.

5 octobre 1694, dépensé pour des soldats français 29 florins.

21 février 1694, voyage à Waremme et à Liége, le jour que Quaetpers fut fait prisonnier par les Français.

Salaire du rendant compte, 40 florins ; rédaction du compte, 6 florins ; dépensé à l'examen et à la clôture du compte 107 florins.

Compte rendu par Lambert Vrydag, bourgmestre externe, de quatre taxes à payer par les habitants du territoire brabançon, et de trois par ceux du territoire liégeois pour l'année 1663.

Payé à Liége pour les contributons françaises de Namur 119 florins. Total des recettes 1,001 florins ; total des dépenses 979 florins.

Compte de Jérôme Thonet, receveur des taxes externes, pour l'année 1694 ; quatre taxes de ceux du pays de Brabant (Zepperen), trois de ceux du pays de Liége ; les bonniers des habitants de Zepperen sont au nombre de 83, rapportant 335 florins ; les bonniers des habitants du pays de Liége sont au nombre de 102, rapportant 307 florins ; le quart des prés communaux 119 florins, les trois autres quarts ayant été remis à cause des fourragements des soldats étrangers.

Compte de Lambert Vrydag, bourmestre interne, pour l'année 1694, de quatre taxes. Total des recettes 1,962 florins, le bonnier à 4 florins et y compris la taxe sur les vaches ; total des dépenses 1933 florins.

Payé à Maestricht le quart des contributions, 100 florins.

Payé à un guide, quand les Français étaient campés à Saint-Trond, 5 florins.

26 février 1695, payé au comptoir de Namur, à Liége, 100 florins.

Janvier 1695, logé 53 soldats au village; pour chacun quinze sous.

Quand les Français étaient campés ici, il a dû faire seul le relevé des bestiaux internes et externes.

Compte rendu par Thomas d'Entbroeck, bourgmestre externe, pour l'année 1695 ; les bonniers de ceux de Zepperen 81, rapportant 324 florins ; les bonniers de ceux du pays de Liége 118, rapportant 356 florins ; les revenus des prés 480 florins ; total des recettes 1, 161 florins ; total des dépenses 1213 florins.

Le 13 octobre 1695, a été ici un commandant du régiment de Holstein conduisant des blessés à Liége.

Le 27 novembre 1695, payé aux convoyeurs du général-major Hubert.

Compte rendu par Ernest Hamont, bourgmestre interne, pour l'année 1695. Les bonniers internes au nombre de 437 ont rapporté 1893 florins; la taxe sur les vaches a rapporté 145 florins; total des recettes 2,038 florins ; total des dépenses 1,934 florins.

12 octobre 1695, porté au général-major De Hubert deux couples de dindons, 10 florins.

17 octobre, conduit des soldats malades à Heerstapel, 8 florins.

20 décembre, voyage à Heers où il avait été commandé par le général De Hubert.

Payé sur les contributions françaises 200 florins.

Donné un tonneau de bière de Hougarde, à Maestricht, au général major, 10 florins ; item au général Vryberg à Maestricht, 10 florins.

9 mars 1696, le régiment de Berchfeld a logé ici : 441 florins ; donné un agneau au lieutenant en chef du prince Berchfeld, 8 florins.

Donné un veau au commandant à Looz, 7 florins.

Donné des veaux gras au duc Plum et au géneral Dopf, 50 florins.

Fourni du beurre au général De Hubert, 16 florins.

Compte de Rut Quaetpers, bourgmestre interne, pour 1693, de quatre taxes ; 507 bonniers, à quatre florins par bonnier, ont produit 2,029 florins.

Voyage à Saint-Trond, où il avait été appelé par le général-major De Hubert.

19 mai 1696, donné pour une lettre de sauvegarde du général De Nassau, que nous avait procurée le général-major De Hubert.

Payé à Liége pour les contributions françaises 200 florins.

11 septembre 1696, payé, à Liége, pour les contributions françaises 300 florins.

16 octobre 1696, conduit à Léau les bagages du général-major De Salis.

Henri Jacobs a été à Dinant pour y libérer notre prisonnier Jean Rutten, 17 florins.

3 septembre 1696, conduit de la paille au baron de Rosen, 10 florins.

Réparations au bâtiment d'école, 10 florins.

Logement du régiment du prince de Berchfeld, le 12 mars 1696, 646 florins.

Compte rendu par Thomas Van Entbrouck, bourgmestre externe, pour l'année 1696, de quatre taxes (*schattingen*) de ceux du Brabant, et de trois de ceux du pays du Liége, ainsi que des revenus des prés : 73 bonniers de ceux de Zepperen ont rapporté 293 florins; les prés 480 florins; les dépenses ont été de 1119 florins.

Payé le quart des contributions de rédemption à Maestricht, 93 florins.

15 octobre 1696, payé à des soldats du prince Holstein-Bex 5 florins.

Payé le quart des contributions de protection à Bruxelles, 93 florins.

Mai 1697, donné au baron Heyden campé à Looz cinq poulets.

Salaire du bourgmestre, 35 florins. Rédaction du compte, 5 florins.

Compte rendu par Thomas Van Entbrouck, bourgmestre externe, pour l'année 1697. Les 73 bonniers de ceux de Zepperen à six florins, les 115 bonniers de ceux du pays de Liége à 4 florins, et les 481 florins des prés, ensemble 1345 florins; les dépenses ont été de 1359 florins.

21 juin 1697, voyage à Bommershoven pour demander au comte de Rummen (Hoen de Cartiels) si les Brandebourgeois passeraient par ici.

17 septembre, voyage à Jodoigne pour y porter une lettre de madame de Sluse au général Tilly; une lettre de sauvegarde, 15 florins.

20 septembre, porté une lettre au baron de Cortenaeken à Voordt, une autre à Saint-Trond au prélat et au comte de Rummen, pour apprendre si le camp du comte d'Athlone était levé.

28 octobre, donné des poulets au quartier-maître des Hessois à Saint-Trond.

Compte rendu par Henri Houbrechts, bourgmestre interne, pour l'année 1697, des six taxes; total des dépenses 2,613 florins; les 490 bonniers internes ont rapporté 2,940 florins; la taxe sur les vaches a rapporté 178 florins.

20 mai 1697, donné des poulets au général Heyden campé à Looz; item un bélier gras.

Payé pour les contributions françaises 200 florins.

28 mai, voyage à Tongres et chargé Chrétien Hamont de payer 100 patacons aux Français.

17 juillet, remboursé à madame 200 florins qu'elle avait payés à Liége pour les contributions françaises.

26 août, donné à l'écoutète 56 florins, pour payer la rançon de Rut Quaetpers pris avec ses chevaux par les Français; envoyé des chapons et un bélier gras, avec ceux de Zepperen, à Jodoigne, au général Athlone.

Donné 40 florins au quartier-maître Valkeshove.

Payé au comptoir à Maestricht 100 florins.

Donné pour deux sauvegardes du principe Philippe de Brandebourg 24 florins.

Donné au quartier-maître général Valkeshove à Maestricht 70 florins.

Donné un pot de beurre au général Dopf à Maestricht.

3 octobre, payé au comptoir à Maestricht 100 florins.

Donné deux dindons au capitaine Champagne.

Donné à Rut Quaetpers 10 florins en dédommagement de son emprisonnement à Dinant.

La sauvegarde du prince Philippe pendant 25 jours a coûté 62 florins.

Un dragon de Slipenbach a coûté 66 florins.

Une sauvegarde de l'écoutète a coûté 69 florins.

Les logements de deux compagnies de cavalerie et de l'état-major du prince Philippe ont coûté 798 florins.

Compte rendu par Pierre Houbrechts, bourgmestre interne, pour l'année 1698, des trois taxes. Recettes 1701 florins; dépenses 1707 florins.

Payé à Maestricht un quart et demi de la contribution 140 florins.

21 mars 1699, payé à Maestricht un quart de la contribution, 96 florins; item le 16 mai.

Compte rendu par Arnold Hayen, bourgmestre externe, pour l'année 1698. Recettes 822 florins; dépenses 774 florins.

4 août 1698, payé à Bruxelles un quart de la contribution, 100 florins; item le 16 novembre; item le 2 février 1699; item le 2 mai.

Compte rendu par Ernest Hamont, bourgmestre interne, pour 1699. Recettes 1623 florins; dépenses 1676 florins.

Payé à Maestricht deux quarts de la contribution, 200 florins; item quatre quarts, 408 florins.

Compte rendu par Jean Rutten, bourgmestre externe, pour l'année 1699. Trois taxes de ceux du Brabant et deux de ceux du pays de Liége: recettes 824 florins; dépenses 809 florins.

Payé à Bruxelles six quarts des contributions, 600 florins.

Compte rendu par Ernest Hamont, bourgmestre interne, pour 1700, de trois taxes foncières et de la taxe des vaches; recettes 1695 florins; dépenses 1586 florins.

Terminé à Maestricht l'affaire des rations, 45 florins; item 26 florins; item 55 florins.

Payé différentes rentes, 540 florins.

Payé deux quarts des contributions, 200 florins.

Compte rendu par Jean Rutten, bourgmestre externe, pour l'année 1700, de trois taxes de ceux du Brabant et de deux de ceux du pays de Liége, ainsi que des revenus des prés; recettes 827 florins; dépenses 818 florins.

Payé à Bruxelles trois quarts des contributions, 300 florins.

Payé différentes rentes, 300 florins.

Compte rendu par Rut Quaetpers, bourgmestre interne, pour 1701, de 4 taxes foncières et de la taxes sur les vaches; recettes 2,151 florins; dépenses 2,294 florins.

6 septembre 1701, conduit à Lowaige les soldats qui avaient campé derrière le château, 4 florins.

Octobre, voyage à Maestricht au sujet des chariots demandés; donné au secrétaire du général Dopff 14 florins.

19 octobre 1701 à novembre 1702, fournitures faites à la garde qui était au château.

Novembre, avoines et fourrages donnés au général à Maestricht.

Décembre, fourni des palissades et du foin au commandant à Saint-Trond.

Juin ou juillet 1702, voyage à Duras où campaient les Français.

Compte rendu par Tilman Van Weddingen, bourgmestre externe, pour 1701; recettes 1,010 florins, dépenses 1089 florins.

Conduit à Looz un déserteur arrêté par la garde, par ordre d'Albergati.

Novembre 1701, nourri des chasseurs du maréchal de Boufflers.

28 janvier 1702, il est arrivé de Saint-Trond un brigadier avec deux dragons exigeant du foin et des palissades.

Compte rendu par Henri Jacobs, bourgmestre interne, pour l'année 1702, de trois taxes foncières; recettes 1,434 florins; dépenses 2,014 florins.

Donné 52 livres de beurre au commandant de Léau, 26 florins.

20 janvier 1703, donné à des soldats hollandais 20 florins; item 16 florins.

Février, donné à madame pour une sauvegarde qu'elle nous a obtenue du comte de Tilly, 7 florins.

29 mars, donné à une centaine de soldats hollandais 32 florins.

19 juillet, donné à une sauvegarde anglaise 55 florins.

Transporté des palissades à Tirlemont.

Compte rendu par Jean Renaers, bourgmestre externe, pour 1702. Les 78 bonniers de ceux du Brabant, à trois florins le bonnier, ont produit 236 florins ; les 100 bonniers de ceux du pays de Liége, à deux florins le bonnier, ont produit 200 florins ; le fermage des prés a été réduit de moitié à cause des fourragements faits par les soldats étrangers; restait 174 florins ; recettes 612 florins ; dépenses 607 florins.

1703, les Français à Bommershoven.

1703, les Français campés à Houpertingen.

Compte rendu par Martin Tossaint, bourgmestre externe, pour l'année 1703, de quatre taxes de ceux du Brabant et de trois de ceux du pays de Liége ; 85 bonniers de ceux du Brabant et 99 de ceux du pays de Liége ; recettes des bonniers 642 florins ; dépenses 1656 florins.

30 novembre 1703, dépenses faites pour la sauvegarde hollandaise, 59 florins ; item 120 florins ; item 30 florins ; item 112 florins ; item 122 florins.

Donné au général 482 florins.

La taxe sur les maisons, chevaux et meubles, avait produit 769 florins ; celle sur les cochons et les moutons 98 florins. Pendant l'année 1703 les bestiaux avaient été mis en sûreté au château et au cimetière.

Compte rendu par Josse Vrydagh, bourgmestre interne, pour 1703, des quatre taxes sur les 482 bonniers, qui ont rapporté 1929 florins.

Les dépenses ont été de 1991 florins.

Voyage à Milen au quartier du général Dopff.

Donné des chapons au général Slangenbourg à Aelst.

Donné des chapons au général Vandernat à Milen.

Donné du beurre et de l'avoine au général Heuclom à Brusthem.

Donné de la bierre et des chapons au général Dopff à Jaminne.

Le 3 avril 1704, fait un cadeau au général Dopff.

Fait un cadeau, à Saint-Trond, au comte De Gasse.

Donné des chapons et des poulets au général Dopff à Lowaige.

Compte rendu par Lambert Vrydag, bourgmestre interne, pour 1704. Les bonniers internes, à quatre florins le bonnier, ont produit 1984 florins ; les taxes sur les vaches et moutons 165 florins. Les dépenses ont été de 2,216 florins.

6 juin 1704, porté une lettre de madame de Sluse au général Dopff à Aelst.

Porté à Saint-Trond de la volaille, pour le général Penxterren (?).

11 août, porté à Gingelom de la volaille pour le général Dopff.

24 août, voyage à Saint-Trond, quand on demandait des charrettes pour transporter du fourrage au général Ouwerkercke.

12 septembre, porté à Seraing-le-Château de la volaille au général Dopff.

Des dragons de Dopff placés comme sauvegarde à Houpertingen, pendant quinze jours, 114 florins.

Du 4 au 7 octobre, voyages à Looz, quand l'armée hollandaise d'Ouwerkerke y était campée.

Octobre, fourni des vivres et des fourrages à la garde, au Nieuwemolen.

Octobre, fait des présents au général Heuclum à Looz.

25 octobre, porté de la volaille au quartier du général Dopff à Jesseren.

Les Hollandais quittèrent Looz vers le 8 novembre.

6 février 1705, porté de la volaille, à Maestricht, au général Dopff et à Valckeshoven.

Compte rendu par Martin Tossaint, bourgmestre externe, pour 1704; les bonniers de ceux du Brabant avaient rapporté 320 florins, et les 107 bonniers de ceux du pays de Liége 322 florins. La taxe sur les bestiaux réfugiés au château et au cimetière avait produit 345 florins, et le revenu des prés 315 florins.

Compte rendu par Tilman Van Weddingen, bourgmestre interne, pour 1705, de quatre taxes et une demie. Recettes 3,010 florins; dépenses 3,101 florins.

6 juin 1705, voyage à Tilff, quand l'armée française était devant Huy.

21 juin, fourni de l'avoine au général Dopff à Maestricht.

14 juillet, rendu à madame l'argent qu'elle avait déboursé pour une lettre de sauvegarde, quand l'armée était près de Liége.

28 août, donné de la volaille à un officier de la garde bleue logée à Landen, pour avoir une sauvegarde.

30 août, fait des cadeaux au général Dopff.

7 septembre, demandé une sauvegarde à Marlborough, quand l'armée était à Léau.

En août et septembre, donné de la bierre et du pain à la garde anglaise.

10 septembre, fourni de la farine au général Dopff, à Attenhoven.

Le 22 octobre, sont arrivés quatre soldats français de ceux qui avaient été battus en Campine.

8 décembre, fait à Hasselt un présent au prince d'Auvergne.

Les garnisons de Liége, Huy et Maestricht se sont trouvées au-dessus de Wellen.

24 décembre, donné de la volaille au général Dopff, à Maestricht.

1 mars 1706, le baron d'Els, gouverneur de Léau, demande de la paille.

6 mars, donné de la volaille au commandant Balduin à Tongres.

Compte rendu par Mathias Machiels, bourgmestre externe, pour 1705, de quatre taxes et une demie. Recettes 822 florins ; dépenses 712 florins.

15 septembre 1705, voyage à Attenhoven près du général Dopff pour traiter avec lui au sujet de la sauvegarde qui se trouvait ici.

18 septembre, conduit à Montaigu six soldats anglais qui avaient été ici comme sauvegardes.

15 mai 1706, un homme de Looz vient annoncer que l'armée hollandaise y viendra.

19 juin, voyage à Gelmen, où se trouvait l'armée, pour avoir une sauvegarde.

22 juin, voyage à Oplinter pour y libérer Quaetpers détenu.

Les comptes de 1706 à 1716, ceux de 1717 à 1750, et ceux de 1772 à 1776 manquent dans les deux registres qui se conservent encore aux archives.

§ 4. — *Les droits du seigneur de Houpertingen.*

Extract uyt den leenboeck van den leen sorteerende onder den eedelen leensaele der heerlyckheit van Heesewyck, beginnende met den jaere 1476 *uyt verscheyde chartres gecollationeert en overgeset.*

Ende vooreest, soo is onder die voornoemde leensaele ressorteerende die heerlyckheit met het gansche dorp van Houpertingen, appenditien en dependentien, goederen en inkomen daertoe gehoorende.

In den eerste, die heerlyckheit van Houpertingen extendeert haer in jurisdictie ter syden naer Ryckel omtrent een quartier uers, en naer Zepperen oock soo veel, naer Berlingen een half quartier uers, naer Gothem oock soo veel.

Daer syn twee gehuchten dependeerende van de heerlyckheit

Houpertingen, te weten Ter Eycken en Beurs, en extendeerende wel een uer van Houpertingen. Ieder gehucht is van thien huysen of schouwen. Daer syn omtrent sestig huysen in Houpertingen. Den heer heeft in de selve heerlyckheit hooge, leege en middele jurisdictie met macht van aan te stellen meyer en schepenen tot administratie van jnstitie.

Hy heeft het recht van die amenden, soo geestelycke als andere, en daer neffens het recht van *feu* en *chasse,* als iemand dootslag heeft gedaen.

Daer syn omtrent tachtig leenen, waervan, naer de doot van den eygenaer, betaelt wordt voor recht, te weten soo veel aen den heer als het goed op een jaer rendeert; hetselve wordt oock geplogen in die verkoopingen der voorscreve leengoederen. Men mag dieselve leengoederen niet belasten sonder octroy van den heer of synen bailli, op pene dat den heer dieselve goederen sal meugen uytverwinnen.

Daer is een schoon leenhoff onder hetwelck syn twee eedele leenen, te weten eenen chynshoff, den welcken genaemd wordt *den hoff van Gulick,* en een ander goet waerop den heer den eygenaer kan dwingen swaenen te hauden.

Daer syn seven peerdskeuren, die staen op verscheyde partyen van erfven; en, als den eygenaer derselve komt de sterven, soo heeft den heer alsdan den keus van die peerden hebbende dieselve erfven geackkert; en by gebreck van voldoenig is hy gerechtigt die erfven te evinceeren; en in cas van verkoop van dese keurmoedige goederen treckt den heer daervan een vliegende keur, te weten de helsicht.

Item, soo wordt betaeldt voor iederen vreemden wagen op die voorscreven heerlyckheit passeerende eenen halven stuyver, en voor ieder karre een oordt, ter onderhoud van een kleyn bruckxken, waervan die van Loon betaelen de wederhelsicht.

Noch heeft den heer daer by eene vrye konynwarande; item eenen bosch beplant met eyckenboomen, groot twee bonders; item twee vrye herbergen waervan de eene annex

heeft dry bonderen weyde met een bloock van acht roeden, en aen d'ander gehoort oock een bloock. Voorts heeft den heer aldaer een huys rondom bewaterdt, en daerby veertien bonders soo hoff als weyde; noch in de voorscreven hoff een pachthoff, waeraen in diverse partyen gehooren seven en dertig bonderen ackerland; noch competeeren den heere vyf gulden op die meule van Hoopertingen; item heeft hy eenen chynshoff, waer-van die chynsen betaelt moeten worden penalyck op sint Remeesdach, bedragende omtrent twelf gulden; item nog eenige andere chynsen oock penalyck te betaelen saterdach naer sint Remeesdach bedragende ses gulden; item op sint Stevensdach worden oock penalyck betaelt seven en seventig capuynen; item soo worden op den selven dach oock penalyk betaelt dry gulden acht stuyver, enz.

Item, heeft noch den heer dry andere peerdskeuren op ses bonder land, de welcke naederhand by accoord syn leen gemaeckt.

§ 5. — *Les curés de Houpertingen.*

Dans notre *Notice sur Houpertingen*, nous avons donné la série des curés, mais elle renferme des inexactitudes que nous rectifions ici.

Arnold Bartheleyns, qui était encore aux études en 1486 et 1490, vint résider à Houpertingen, après les avoir achevées, et y remplit par lui-même ses devoirs pastoraux.

La cure fut mise au concours en 1598. Il y eut deux concurrents, *Jean Cognoul* et Renier Turrinus, curé d'Attenoven. Le premier l'obtint; il avait été, depuis onze ans, confesseur des religieuses de Herckenrode, où il avait aussi résidé.

Le curé *Jean Frédéric* fit ériger dans son église la confrérie de la Très-Sainte-Trinité pour la rédemption des captifs par Jean Delessaux, vicaire général de l'ordre pour la Germanie inférieure, et résidant à Douai (9 novembre 1662). Le baron de Scharenberg le seconda dans cette bonne œuvre.

L'autel qu'Anne de Lynden avait fait dresser, dans l'église,

à la mémoire de son mari, Guillaume de Scharenberg, vers l'année 1633, fut transporté vers la fin de ce siècle dans la chapelle de Saint-Job. Les bas-reliefs en pierre blanche qui ornent cet autel et qui représentent l'Immaculée Conception viennent d'être restaurés (1876), grâce aux soins de M. le curé et à la générosité de mademoiselle la baronne Clémentine de Stembier.

Sous le curé *Pierre Van den Griff*, la fabrique fit faire par un sculpteur de Hasselt la statue de l'Ange Gardien, pour la somme de 41 florins (1744). Elle fit aussi l'acquisition d'un nouveau ciboire, en donnant l'ancien en échange avec une soulte de 125 florins (1747).

Le curé *Liévin Coxheur* (1747-1778) soigna aussi l'ameublement et l'ornementation de son église. Il acheta un nouvel ostensoir chez Bartholomeus, orfévre à Saint-Trond, en donnant l'ancien en échange avec une soulte de 110 florins (1774); il fit faire par Roeth, menuisier à Waremme, un nouveau confessionnal pour la somme de 220 florins (1777). De nouveaux fonts baptismaux furent placés à l'église, la même année, pour la somme de 30 florins; le pavé du chœur et celui des nefs latérales furent renouvelés; le maître-autel et les deux petits autels latéraux furent repeints par Loncin de Liége pour la somme de 500 florins; un nouveau dais de procession coûta 123 florins.

La famille Trois-Marie de Honpertingen fournit à l'église à la fin du XVIIIe siècle quatre frères prêtres, savoir : Bernard-Liévin et Vincent, qui furent successivement curés de leur paroisse natale; Jean Baptiste, qui devint religieux à Averbode et fut fusillé par les Français, le 15 avril 1800, à Deurne, près de Diest, dans une ferme de l'abbaye; et Pierre, qui devint curé à Wolverthem près de Bruxelles, où il mourut en 1828.

Guillaume-Jean Vandenborn, de Cortessem, après avoir achevé ses études au séminaire de Liége, fut ordonné prêtre à Tournai, le 19 septembre 1818. Il fut d'abord vicaire à Herck-

Saint-Lambert, puis curé à Guygoven. L'évêque lui conféra, le 4 mai 1824, la cure de Houpertingen. Vandenborn soigna les intérêts spirituels de sa nouvelle paroisse avec le plus grand zèle. En 1836, il procura à ses paroissiens le bienfait d'une mission, qui fut une des premières que les Rédemptoristes donnèrent dans le Limbourg. Aidé par la générosité de la famille de Stembier, il acquit de nouvelles orgues pour son église pour la somme de 5,000 francs, et fit réparer le chœur en marbre blanc et gris. Ce digne curé, qui était doué d'une rare piété et d'une grande charité envers les pauvres, mourut le 18 mai 1868, laissant d'unanimes regrets.

§ 6. — *Le père Dosithée.*

Henri Kempeneers naquit à Houpertingen le 21 novembre 1795, de Guillaume Kempeneers et de Catherine Van Stralen. Appelé par la Providence à la vie religieuse, il s'adressa aux Trappistes de Westmalle. Il entra au noviciat le 12 septembre 1819, mais ne put être admis à la profession qu'en 1822, à cause des difficultés du temps. Le père Dosithée (c'était le nom qui lui fut donné) conserva la ferveur et le zèle du novice, et s'appliqua avec succès à l'étude de la théologie. Promu au sacerdoce en 1824, il se rendit encore plus utile à sa communauté, ainsi qu'au public, par l'exercice du saint ministère. Sa vertu et sa piété le firent nommer maître des novices, fonction qu'il remplit, à la satisfaction de tous, jusqu'en 1835. A cette époque, il fut envoyé à Rome avec le père Ivon pour y solliciter l'érection du monastère de Westmalle en abbaye et la création de la congrégation belge de Notre-Dame-de-la-Trappe, d'après la réforme de l'abbé de Rancé. Grégoire XVI accorda la double demande par un bref du 22 avril 1836. De retour de Belgique le père Dosithée fut nommé prieur titulaire du monastère de Saint-Sixte à Westvleteren, en Flandre, par dom Martin, abbé de Westmalle et vicaire général de la congrégation belge (novembre 1836). Pendant tout son priorat, il ne cessa d'édifier sa communauté par la pratique de toutes

les vertus qui caractérisent le parfait religieux. Aussi, lorsque le monastère de Saint-Sixte fut érigé en abbaye (1871), tous les suffrages se portèrent sur lui pour les fonctions d'abbé; mais son grand âge et son état maladif, non moins que sa profonde humilité, lui firent refuser cette dignité. Après une vie remplie de bonnes œuvres, de pénitences et d'abnégation, le père Dosithée mourut le 4 février, 1872.

§ 7. — *L'hermitage de Helshoven.*

Au hameau de Helshoven ou Hellingsfoort, sous Houperlingen, fut fondé, en 1254, un prieuré de l'ordre teutonique. Au mois de juin 1295, l'abbaye d'Averbode donna en fermage aux prieur et frères de Hellingsfoort deux bonniers de terre situés près de leur maison, pour trois muids de seigle à livrer chaque année à Brusthem.

Nous ignorons combien de temps ce prieuré a subsisté. Il fut converti, à une certaine époque, en un ermitage à la collation du grand commandeur du Vieux-Joncs. En 1693, Henri de Wassenaer, de Warmond, le conféra à Étienne Vranken.

Pendant les troubles du XVIe siècle, vers 1574, la chapelle de Helshoven fut incendiée et détruite. Le grand commandeur Edmond, baron de Bocholt et d'Oreye la restaura vers l'année 1661. Ce commandeur mourut le 26 octobre 1690.

Au-dessus de la porte de la chapelle se trouvent les armoiries de ce commandeur avec l'inscription suivante : *Mater Dei laetare. Ave, pacis regina, ora pro nobis. Hanc anno* 1254 *erectam capellam bellicis temporibus annis circiter* 320 *depost igne combustam restauravit ordinis teutonici ballivus de Juncis provincialis Edmundus baro in Bocholt et in Oreye.*

L'ermitage de Helshoven avec la chapelle et l'enclos furent révélés au bureau de bienfaisance de Berlingen, au commencement de notre siècle. Mis en location avec les autres biens de ce bureau, ce bien a été loué jusqu'ici par des ermites.

DOCUMENTS RELATIFS AU RÉTABLISSEMENT, A MONS, DE LA COMMUNAUTÉ DES CLARISSES DE DELFT, COMMUNIQUÉS PAR M. DEVILLERS, CONSERVATEUR DES ARCHIVES DE L'ÉTAT, A MONS.

Le 23 avril 1573, les religieuses de Sainte-Claire de Delft, en Hollande, se virent obligées d'abandonner le couvent qu'elles possédaient dans cette ville depuis plusieurs siècles, et de chercher un refuge dans les provinces des Pays-Bas qui étaient demeurées fidèles à la foi catholique. Ces religieuses[1] se dispersèrent à Anvers, à Malines et dans d'autres localités, où elles tentèrent vainement de s'établir. Dans cette triste situation, huit d'entre elles rencontrèrent une zélée et puissante protectrice en madame de Pamèle, épouse du président du conseil privé, qui les accueillit et résolut de rassembler toute leur communauté. Cette dame habitait alors la ville de Mons avec son mari, qui s'y trouvait à la suite du prince de Parme ; ils étaient logés chez la dame Jeanne de Beauffremez, veuve de Jean de Pottes, seigneur d'Aulnois. Par ses démarches auprès des chanoinesses de Sainte-Waudru, madame de Pamèle obtint de pouvoir loger provisoirement ses protégées dans le couvent des Pauvres-Sœurs du béguinage de Cantimpret. Les Clarisses, au nombre de vingt-deux, y demeurèrent jusqu'au 25 septembre 1586, époque où elles furent mises en possession de l'ancien monastère de Sainte-Croix.

[1]) Au nombre de soixante, d'après Brasseur, *Origines omnium Hannoniae coenobiorum*, p. 348.

Ce monastère, appelé vulgairement la *Maison du Borgne-Agace*, avait été fondé, en 1358, par frère Jean Borgne-Agace en faveur de religieux du tiers-ordre de Saint-François. Il était régi par le magistrat et placé sous le patronage de la sainte Croix, que l'on y honorait spécialement. Ses bâtiments s'étendaient de la rue des Sarts à la rue des Ursulines. Sa chapelle avait une dotation assez importante, et de nombreuses indulgences y attiraient les fidèles, particulièrement aux fêtes de la sainte Croix et de saint Gilles, jour de la dédicace[1].

[1]) Brasseur, Op. cit., p. 321 (*Conventus Bogardorum Montibus*), et Vinchant, *Annales du Hainaut*, V, p. 232, de l'éd. des Bibliophiles, ont avancé que le monastère de Sainte-Croix de Mons fut fondé, en 1520, par une dame de Chièvres, à l'instance de frère Alard, surnommé *Borgnagasse*, religieux du tiers-ordre de Saint-François, et que des frères tertiaires de Brugelette y furent admis par le conseil de ville, pour soigner et inhumer les pestiférés. De Boussu, *Histoire de Mons*, p. 180, assigne aussi à l'année 1520 l'institution de cette maison par madame de Chièvres. Ces auteurs ont commis une grave erreur, ainsi que le font voir les actes relatifs à cet établissement, actes qui remontent à 1358 et dont nous avons publié ailleurs le texte et des analyses (*Description de cartulaires et de chartriers accompagnée de documents utiles à l'histoire du Hainaut*, VIII, pp. 65 et suiv., et *Bulletins des séances du Cercle archéologique de Mons*, 3e série, pp. 360 et suiv.). Il est vrai, que les frères Bogards de Brugelette avaient présenté, en 1520, au conseil de la ville de Mons, une demande ayant pour objet d'obtenir pour eux la maison de Sainte-Croix ; mais on ne voit pas qu'elle leur ait été accordée.

On lit dans le registre aux résolutions du conseil de l'époque, qu'à l'assemblée du 18 février 1519 (1520 n. st.), « il fu leu une requeste » apportée et mise oultre par les frères qu'on dist Bocars de Bru- » gelette, tendant adfin et requérant avoir le lieu de la maison et » chapelle de Borgne-Aghace des frères de Saincte-Croix, sur les » conditions contenues en leur requeste. Se furent leuz oudit conseil les » lettres de fondation et amortissement de ladicte maison, dont Martin

Plusieurs ermitages du Hainaut dépendaient de la maison de Sainte-Croix.

La mort de la plupart des religieux, lors de l'épidémie de 1530, avait rendu cette maison déserte. L'abbé et les religieux de Saint-Adrien, de Grammont, obtinrent du magistrat de Mons, le 30 juillet 1580, l'autorisation de s'y établir jusqu'au jour où il leur serait possible de rentrer dans leur monastère. Par acte du 2 août 1580, le chapitre de Sainte-Waudru donna son adhésion à cet arrangement. Les religieux de Saint-Adrien quittèrent leur refuge de Mons, le 1 septembre 1586.

Dès le 23 septembre 1585, des religieux du tiers-ordre demeurant à Bruxelles, avertis du départ prochain des religieux de Grammont, avaient sollicité du conseil de la ville de Mons de pouvoir occuper la maison de Sainte-Croix du Borgne-Agace. Plusieurs personnes notables, qui habitaient dans le voisinage de cette maison, avaient appuyé leur demande.

Mais les Clarisses, qui étaient trop à l'étroit dans la maison des Pauvres-Sœurs du béguinage, avaient, de leur côté, réclamé l'autorisation de s'établir dans le monastère de Sainte-Croix. De hauts personnages les secondèrent dans leurs efforts. Le prince de Parme exhorta le magistrat à faire droit à leur demande.

« de Hauchin fist ostention, qui est commis à l'admenistration d'icelle
» maison. — Sur ce, conclud, pour pluiseurs raisons alléghies oudit
» conseil, par espécial que ladicte ville estoit assez chargie de frères et
» de seurs religieulx et religieuses, et que lesdittes fondation ne sont
» que pour frères de la tierche ordre de ceulx qui n'ont nulz veulx que
» d'obédience soubz le grant menistre de Haynnau, et de refuser aux
» frères Bocars ladicte maison et demeure. »

D'autre part, l'archevêque de Cambrai, Louis de Berlaimont, qui s'était aussi réfugié à Mons, et son official François Buisseret, natif de cette ville, firent en sorte d'écarter les Franciscains de Bruxelles.

Une nouvelle requête ayant été présentée au magistrat par frère Philippe de Montmorenci et par frère Martin Smecth, au nom de leur ordre, l'archevêque de Malines intima au premier, le 3 septembre 1586, l'ordre de renoncer à ses prétentions sur la maison de Sainte-Croix de Mons. Les Clarisses purent entrer dans de cette maison, le 24 du même mois, avec le consentement des échevins et du conseil de ville[1].

Une bulle du pape Sixte V, datée du 5 juin 1587[2], supprima l'ancien couvent de Sainte-Croix de Mons et en affecta les bâtiments aux religieuses de Sainte-Claire de Delft. Des lettres du roi Philippe II, du 18 septembre suivant, approuvèrent cette cession.

Les pièces qui suivent font connaître dans tous leurs détails les faits que nous venons de mentionner.

[1]) C'est ce que fait voir l'inventaire publié plus loin, sous le n° VIII; mais le magistrat maintint toujours son autorité sur la dite maison.

[2]) *Analectes*, XIV, p. 389.

I.

Requête adressée au magistrat et au conseil de la ville de Mons par le pater et les religieux du tiers ordre de Saint-François, de Bruxelles, pour obtenir la permission de rétablir l'ancien couvent de Borgne-Agace de ladite ville de Mons.

1585[1].

A mes très honorez seigneurs messieurs les bourgemaistres, escevins et conseil de la ville de Mons.

Remonstrent en toute humilité le pater et aultres religieux de la tierce-ordre de Sainct-Franchois demourant en la ville de Bruxelles, que leurs prédécesseurs, passé cincquante ans et plus, ont, du gré et consentement de messrs de la loy de ceste ville de Mons, obtenu lieu et place pour ériger en ceste dicte ville ung couvent et monastère de leur ordre, comme ce ensuyvant ilz ont establi ung couvent à la place dicte Borgne-Agace, auquel iceulx leurs prédécesseurs ont encommencé d'entretenir leurs dits ordres, et y résidé par longue espace de temps et leur estants succédé après leur trespas d'aultres, estant advenu (comme les remonstrants entendent) que, passé certains ans, ladicte place soyt esté accordée aux relligieux de Grandmont, lesquels l'ont possédée jusques ores; et comme iceulx de Grandmont sont d'intention soy retirer en leur couvent audit Grandtmont, de sorte que ladicte place et couvent dudict Borgne-Agace demoureroit vuide, hors mis ung frère lay profès audict couvent, sy seroyent lesdis remonstrans bien d'intention envoyer audict couvent aulcuns de leurs relligieux, pour illecq servir Dieu et la commune, suyvant les riègles et ordonnances de leur ordre, et ce de tant plus que lesdicts remonstrans sont en bon nombre et qu'ils ont peu de moyen pour eulx entretenir, comme ayant leur couvent esté grande-

[1]) Présentée au conseil de la ville de Mons, dans son assemblée du 23 septembre 1585.

ment endommagé tant en édifices que biens, dont les meubles leurs sont esté emblez et ostez des hérétiques et soldats, que aussy affin que leur ordre ne tourne du tout en décadence en ceste province ; ce que adviendroit ladicte place estant accordée à aultres religieux. Supplient par tant lesdicts remonstrans que le bon plaisir de vos seigneuries soit accorder et consentir qu'ils puissent par aulcuns de leurs religieux faire restablir ledict couvent de Borgne-Agace et y faire l'office divin, selon leur règle et ordre, comme du commenchement leursdis prédécesseurs ont faict, espérans lesdicts suppliants de faire tenir audict couvent tel ordre comme appartient, tant pour le service de Dieu que de la communaulté et qu'ils ne donneront à personne occasion soy avecq raison plaindre d'eulx, et prieront lesdicts suppliants, jour et nuict, pour le bien et prospérité de ceste ville et de la foy catholique, apostolycque, romaine.

Copie sur papier, aux archives de l'État, à Mons. *Clarisses de Mons.*

II.

Requête adressée aux échevins et au conseil de la ville de Mons, par des habitants de la rue des Sarts.

1585.

A Messeigneurs eschevins et conseil de la ville de Mons.

Remonstrent humblement à Voz Seigneuries le pluspart de vos bourgeois et soubz-mannans de ceste dicte ville de Mons, résidens à l'environ de l'église et monastère de Saincte-Croix c'on dist communément Borgne-Agache, tant hommes que femmes, en espécial les sieurs de la Porte, de Masnuy, pluisieurs aultres gentilzhommes et damoiselles, tant allyées que non allyées par mariaiges, et pluisieurs aultres bons bourgeois d'icelle ville, comme ilz ont entendu que les religieux de Sainct-Adréan de Granmond, résidens audit lieu, font estat de brief eulx rethirer audit Grandmont, et que les povres religieuses de Saincte-Claire de Deelfd, résidentes pour les trou-

bles en ceste ville, désirent avoir laditte église, maison et lieu susdicts, pour elles y accomoder et faire leurs services et dévotion en icelle église; or, pour aultant, Messeigneurs, que lesdittes religieuses ont seullement ung prebtre, qui est leur pater, pour célébrer une seule messe basse par jour, encore à telle heulre que bon leur sambleroit, au grand regret desdicts remonstrants, estans bien affectionnées au service de Dieu et de l'église, ayans accoustumez la pluspart, tant riches que povres hommes, femmes et filles de allenviron d'icelle église, oyr journellement une messe de bon matin, ou que faillant à la première, ilz y retournoient à la seconde, tierche ou bien à le iiij^e desdictes messes, par après l'après-disner aulx vespres, complies et *Salve* de la Vierge Marie par lesdis religieux de Saint-Adréan : ce que ne se poldra faire par icelui pater seul. Cause pourquoy, Messeigneurs, et affin que lesdits remonstrants peullent continuer leursdictes dévotions accoustumées, iceulx suplient unanimement Vos dictes Seigneuries de vouloir accepter les religieux de l'ordre de Saincte-Croix résidens en Bruxelles, désirans fort y venir résider, pour y faire telz services en icelle dicte église que ceulx de Sainct-Adréan; ayant regard que la fondation dudict cloistre estoit de leur ordre. Quoy faisant, Messeigneurs, Vos dictes Seigneuries feront fort bien.

Copie sur papier, aux archives de l'État, à Mons. *Clarisses de Mons.*

III.

Lettre du prince de Parme au magistrat de la ville de Mons, pour l'exhorter à recevoir les religieuses de Sainte-Claire de Delft dans l'ancien monastère des frères de Sainte-Croix dit du Borgne-Agace.

6 mai 1586.

Alexandre, prince de Parme, chevalier de l'ordre, lieutenant-gouverneur et capitaine-général.

Très chiers et bien amez. Entendant le peu de commodité

que les religieuses de l'ordre Sainte-Claire en la ville de Delft en Hollande réfugées à Mons doiz quatre ans ençà ont illec, tenant seullement une chambre qui leur sert de dormitoire pour vingt-deux qu'elles sont, sans avoir aultre retraicte quelconque, tellement que par la discommodité et petitesse de leur demeure elles se treuvent souvent malades et ne peuvent deuement exercer le service divin et entretenir la riègle de leur profession, si elles ne sont pourveues de quelque aultre place plus commodieuse, et nous ayant faict entendre que, par le trépas de tous les religieux du monastère de Bornagasse situé audict Mons, le dict lieu leur seroit fort propre, après que les religieux de Grandmont y résidens présentement en seront sortiz, comme ilz pensent faire de jour à aultre pour se retirer en leur couvent, et que la disposition dudict monastère de Bornagasse vous appertient; ce que considéré, nous vous avons bien voulu requérir que, meu de compassion, vous leur veuillez octroyer la demeure de ladicte maison, après que ceulx dudict Grandmont en seront sortiz, affin que lesdictes suppliantes ayent tant meilleur moyen de pouvoir continuer à faire le service divin, en attendant que le temps permecte qu'elles se puissent retirer en leur résidence ordinaire. Et oultre que ferez une œuvre pieuse et charitable, nous aurons aussy à plaisir et contentement le bien et repos qu'elles en recepvront. Et sur ce, très chiers et bien amez, Nostre-Seigneur vous ait en sa saincte garde.

De Bruxelles, ce vj^e de may 1586.

Signé : ALEXANDRE.

Et plus bas contre-signé : GARNIER.

Suscription : A nos très chiers et bien amez les prévost, mayeur et eschevins de la ville de Mons.

Original sur papier, cachet en placard appliqué sur papier blanc, aux archives de l'État, à Mons. *Clarisses de Mons.*

IV.

Requête adressée aux échevins et au conseil de la ville de Mons par les religieux de l'ordre de Sainte-Croix.

1586.

A messeigneurs messieurs échevins et conseil de la ville de Mons.

Remonstrent humblement frère Philippes de Memorency (*sic*), prebtre, religieux profès de l'ordre Sainte-Croix, de la troixysme ordre de Saint-Franchois, eaigié de lxvj ans et plus, aussy frère Martin Smecth, profès laix de la dicte ordre en la maison et monastère de Saincte-Croix en ceste ville de Mons, tant pour eulx que leurs confrères de la meisme ordre, comment de leur anchienne dotation et don ci-devant fait par dévôt et pieux homme Jean de Borne-Agache, par le lot et consentement de Mahieu[1] de Borne-Agace, son frère, demeurant en la ville de Vallenchiènes[2], ilz sont et doibvent demorer héritiers et possesseurs d'icelle maison Saincte-Croix dudict Mons; sur lequel lieu en premiers, à leurs fraix et labeurs, y joinct les aumosnes des bonnes gens de bien et affectionnez à la pieuse et religieuse vie de leurs anchestres confrères, ilz avoient édiffyé le réfectoir, dortoir, cloistre, et en après l'église, à celle fin que le sainct service divin y fuist fait et continuet; et estoit la dédicasse, comme encoires est d'icelle église, ou lieu du jour de dimence, par permission de monseigneur le révérendissime archevesque de Cambray, le jour saint Gilles : ce qu'avoit esté accordé à la requeste et humbles supplications de tous hermites du pays de Haynnaut, comme le dit saint Gilles, père et patron, pour cause de sa vie austère comme hermite ès lieux solitaires, dont

[1]) C'est Jacques que les requérants auraient dû dire.

[2]) Voyez l'acte du 9 octobre 1358, dans ma *Description de cartulaires et de chartriers du Hainaut*, VIII, p. 65, et dans les *Bulletins des séances du Cercle archéologique de Mons*, 3e série, p. 360.

en dérivoient lesditz religieux de Saincte-Croix, tant de nation du pays de France que de ces Pays-Bas et ailleurs. A ce propolz, ladicte maison de Saincte-Croix anchiennement estoit appellée hermitaige de tout le pays, et qu'ainsy soit une fois l'an, ledit jour saint Gilles, tous hermites dudit pays de Haynnau, du moins les plus prochains de ladicte ville de Mons, y venoient célébrer ladicte dédicasse et faire leur dévotion. Sy avoient le pater d'icelle église et maison pour chief et supérieur et demandoient de luy leurs obédiences et signe de subgection, et donnoit place à ceulx quy volloient entrer en hermitaige, comme président; chantoient et célébroient messes et hymnes à haulte voix, par auctorisation des damoiselles du vénérable collége et chapitre madame saincte Waldrud dudict Mons[1], à subgection de comparoir et les accompaignier aux processions, ainsy tenant lieu et condition de hermites prenant l'ordre de prebtrise ou non, par n'avoir fondations de biens héritiers, comme encoires n'ont, pour leur alimente requise, alliont et ont tousiours continuet de aller cercher et mendyer leur pain par ceste ville de Mons. En laquelle bonne vie et service divin continuant avecq l'aumosne et assistence de nobles et bons seigneurs comte, comtesse, dammes, damoiselles, bourgeois et bourgeoises, les aiant assistez, sy que dit est, pour l'augmentation de leur monastère, frère Adrien Moulin, pater, pour et au proffit dudit couvent, en l'an xv^{c} chincquante-chincq, le iij^{e} jour d'octobre, avoit esté acheteur et ainsy dénommet par Chrispofle Noël et Martin Hallet, de l'éritaige d'une maison et héritaige selon qu'il se contient présentement affectée et annexée audict couvent, gisante au devant de la chapelle des Sars *aliàs* Saincte-Marguerite, appelée ci-devant la maison Nicaise à Vaches, dont ledit pater avoit racheté à Jean Leurent, filz Germain, le sourcens

[1]) Voyez un acte du 15 septembre 1545, dans ma *Description de cartulaires et de chartriers du Hainaut*, VIII, p. 76, et *Bulletins des séances du Cercle archéologique de Mons*, 3e série, p. 371.

de soixante et seize livres sept solz trois deniers tournois l'an, portant en somme capitale treize cens soixante et quatorze livres dyx solz syx deniers tournois; lesquelz deniers sont estez remployez à la rédemption d'aultre semblable rente deue sur la maison des pauvres chartriers de ceste dicte ville, prinse à rente par feu maistre Claude Franeau, vostre premier conseillier et greffier, si qu'apert par lettres estantes ou ferme Henry Dessus-le-Moustier, lors eschevin. Et comme la maladie contagieuse et de peste estoit advenue oudit couvent de Sainte-Croix, n'y a guère d'années, pour hoster la mémoire à ung chacun bourgeois, tous religieux y estoient décédez, saulf ledict frère Martin Smecth, quy n'a habandonnet ledict couvent ne son veux, et prestement ladicte fortune, les guerres intestines sont survenues en ces pays et villes bas, aiant commandé et forcez tous religieux d'un costé et d'aultre se tenir et réfugier, tellement que l'opportunité libre n'avoit permis aux supérieur et religieux d'icelle ordre Saincte-Croix pourveoir leur dicte maison d'aultres religieux pour y faire le service et queste anchiennement accoustumet, tellement que, trouvant en telle inhabitation icelle dicte maison de Saincte-Croix, messeigneurs les prélat et religieux de l'église et abbaye monsieur sainct Adrien de Gérardmont, comme déchassez et réfugez, s'y estiont mis et introduictz, à l'advanchement de Son Altèze le prince de Parme et aultres, aussy du consentement de mesditz sieurs eschevins et conseil de ceste dicte ville[1], touttefois sans légitisme droit ne action appertenant au dict de Gérartmont, lesquelz présentement se retirent en leur abbaye[1]. A ceste cause, lesdictz remonstrantz avecq aultres religieux prebtres

[1]) *Description de cartulaires*, VIII, pp. 87-91.—*Bulletins du Cercle*, 3e série, pp. 382-386.

[1]) Les religieux de Saint-Adrien de Grammont rentrèrent dans leur abbaye le 3 septembre 1586, sous la prélature de dom Benoît Séjournet, qui avait été consacré à Mons, dans la chapelle des Sœurs-Noires, le 31 août précédent.

de leur dicte ordre de Saincte-Croix, désirant maintenir, garder et eulx introniser en leur dicte église, maison et héritaige de Saincte-Croix (comme ils sont jà entrez), supplient Vos Seigneuries en leur introduction ne laisser suffrir quelque empeschement, requérant vostre adresse comme garde du bien spécialement de maintenir en vostre ville et jugement le sainct service divin estre fait, à la commodité de la républicque, duquel, du temps qu'ilz ont tenuz et occupez leur dict monastère, ilz ont ressentuz sans disgrâce deue récompense, mendyant leur pain, qu'ilz espèrent itérativement parvenir et obtenir; et se trouvera le peuple mieulx servy de messes chantées et basses, eauwe bénite et complies, confessions en langue flamenge que aultrement : ce qu'ilz ne scauroient avoir (leur faisant tort, qu'ilz n'espèrent), sy l'on y intronisoit les sœres Clarisses du couvent de Delf. Quoy faisant, ferez œuvre méritoire, et les assister à la restitution de tant peu de meubles qu'ilz ont délaissez en leur dicte maison par leurs feux prédicesseurs, en cas de défaulte de la restitution, et ilz prieront Dieu, de jour et de nuict, pour la prospérité bonne et heureuse de vos seigneuries et de ladicte républicque.

Copie sur papier, aux archives de l'État, à Mons. *Clarisses de Mons.*

V.

Lettres de l'archevêque de Malines, par lesquelles il enjoint à frère Philippe de Montmorenci, religieux du tiers ordre de Saint-François, à Bruxelles, de cesser de mettre empêchement à ce que les Clarisses chassées de Hollande soient installées dans l'ancien couvent que son dit ordre avait à Mons.

3 septembre 1586.

Johannes Hauchiniae, Dei et sanctae Sedis Apostolicae gracia archiepiscopus Mechliniensis, religioso viro nobis in Christo dilecto fratri Philippo de Montmorenci, professo tertii

ordinis sancti Francisci in oppido Bruxellensi, nostrae Mechliniensis diocesis, salutem in Domino. Nuper litteras dimissorias propter penuriam et paupertatem extremam tui conventus, ut ad tempus te in aliam diocesim, ubi ministerio ecclesiae pro tua vocatione Deo servire et commodius vivere posses, concessimus ; nunc autem intelligimus te earundem litterarum vigore, seu alio quovis titulo, praesumptione temeraria et de facto monasterium sanctae Crucis, pridem a fratribus ejusdem ordinis desertum, in oppido Montensi, Cameracensis diocesis, occupare, et ne in eundem locum religiosae virgines sanctae Clarae propter fidem catholicam in exilium Hollandia expulsae recipiantur, impedire velle. Hinc est, quod tibi harum tenore serio mandamus, ut dictum monasterium statim, his visis, accepto alimenti subsidio ex nomine dictarum religiosarum tibi oblato, earum usui liberum dimittas, nec ullum ipsis deinceps impedimentum prestes, ac te ita nostris mandatis morigerum exhibeas, ne contra te tanquam inobedientem procedere debeamus. Si autem (quod absit) mandatis nostris parere distuleris aut immorigerum seu rebellem praebueris, requirimus in Domino honorabilem virum dominum officialem Cameracensem, ut te tamquam rebellem dicta diocesi Cameracensi discedere compellat.

Datum et actum Mechliniae, nostrae diocesis, sub nostro contrasigillo presentibus subimpresso, anno Domini millesimo quinquagesimo octuagesimo sexto, mensis septembris die tertia. *A dextro latere scriptum erat* : De mandato reverendissimi domini archiepiscopi praefati ; *et subscriptum.* P. Van Asbroeck, notarius, loco secretarii cum contrasigillo dicti reverendissimi domini archiepiscopi.

Copie sur papier, certifiée par le notaire J. Overduytsche, aux archives de l'État, à Mons. *Clarisses de Mons.*

VI.

Requête présentée à l'archevêque de Cambrai par les religieuses de Sainte-Claire de Delft.

1586.

Au révérendissime et illustrissime archevesque de Cambray.

Remonstrent très humblement à Vostre illustrissime et révérendissime Seigneurie les pouvres seurs religieuses de Saincte-Claire de Delft en Hollande, que, comme la fortune leur a esté tant contraire qu'elles ont esté contrainctes, pour éviter la furie des gens de guerre, ennemis de Dieu et de Sa Majesté, elles réfugier en ceste ville de Mons, où (par la grâce de Dieu et de messeigneurs de la dicte ville) elles font encores présentement leur résidence au convent des pouvres sœurs du béguinage (non sans le grand discommodement d'icelles), là où qu'elles ont jà demeuré quatre à cincq ans, se contentant de la petite place qu'elles ont, scavoir est : deux chambres servant de dormitoire, réfectoire, infirmarie, ouvroir, chapitre, estant elles en assez grand nombre, sur l'espérance toutteffois que Hollande, d'année en aultre, se rendroyt à Sa Majesté (de quoy il a encores bien peu d'apparence). Pour ceste cause, supplient en toutte humilité qu'il plaise à Vostre illustrissime Seigneurie les pourvoir d'ung lieu plus convenable; et comme de brief sera vacant le monastère de Saincte-Croix par le partement des religieux de Saint-Adrien qui l'ont occupé jusques à présent, si par le moyen, crédit et auctorité de Vostre révérendissime et illustrissime Seigneurie les dictes pouvres suppliantes y pouvoient estre accommodéez, seront icelles pouvres remonstrantes tenues (comme tousjours) prier Dieu le Créateur pour le salut et prospérité de Vostre révérendissime et illustrissime Seigneurie.

Apostille.

Soit ceste envoyée à messieurs du magistrat et du conseil

de ceste ville de Mons, pour avoir leur advis ou leur consentement.

Faict à Mons, le 7 de septembre 1586.

Par ordonnance de Sa Seigneurie illustrissime révérendissime.

(*Signé*) : BUISSERET.

Original sur papier, aux archives de l'État, à Mons. *Clarisses de Mons.*

VII.

Lettre de François Buisseret, vicaire général de l'archevêque de Cambrai, au bailli Alauwe, membre du conseil de la ville de Mons.

13 septembre 1586.

Monsieur le bailly Alauwe. J'ai induist les deux frères de Saincte-Croix, venus de Brusselles, soy retirer et céder la place aux Clarisses par forme de prest comme à ceulx de Sainct-Adrien, et non aultrement.

Quant à frère Martin, il sera nourry avec le pater des Clarisses, ou, s'il se veult aussi retirer, nous trouverons moyen de luy donner quelque pension raisonnable durant son absence. Ce que vous ay bien voulu advertir, affin que par ne le sçavoir rien ne se passe au conseil de la ville au contraire, moy recommandant à voz bonnes grâces et de messieurs voz confrères. Ce 13 septembre 1586.

Votre affectionné serviteur et amy,

(*Signé*) : FRANÇOIS BUISSERET.

Original sur papier, aux archives de l'État, à Mons. *Clarisses de Mons.*

VIII.

Inventoir faict par messieurs eschevins de la ville de Mons, telz que maistre Philippes de le Samme et Charles Bocquet, aussy de Martin Hallez, greffyer, tant des relicquières, ornemens d'autel, comme de pluisieurs parties de meubles, trouvez en la maison et couvent de Saincte-Croix d'on dist les Borgnes-Agaches, à l'entrée en icelle maison par la mère et religieuses de Saincte-Clare de la ville de Delfe, et ce, du consentement de mesdits sieurs eschevins de Mons et conseil d'icelle ville, icelluy inventoir faict l'an xv^c iiij^xx syx, le xx iiij^e jour du mois de septembre.

Premiers :

Ou cœur[1] d'icelle église,

Une paire de gourdines[2] de caffa cramoisien.

Dyx draps servans pour mettre aux autelles.

Ung de satin blan.

Ung de trippe noir.

Ung de saye rouge et blan royé.

Ung de tapisserie.

Ung laissien de fillet noir, ouvret de sayette et la bordure servante.

Ung tapy de dama bleu.

Ung de dama rouge.

Ung pety de soye bleu.

Ung de saye bleu.

Ung de drap ouvret par ququelin, de bleu et de blan.

Ung drap d'autel de fillet laissiet.

Syx gourdines de saye verde et rouge.

Ung tapy de table de saye ouvré.

[1]) *Ou cœur*, au chœur.

[2]) *Gourdine*, rideau.

Ung pavillon de laissure, pour servir au Sacrement allant à la procession.

Une cappe[1] de camelo rouge.

Une casure[2] et deux tournequez[3] de satin rouge.

Une casure et deux tournequez de fustainne blanche.

Une casure de dama rouge.

Une casure et deux tournequez de camelo noir.

Une casure et deux tournequez de saye verde.

Une casure et deux tournequez de saye noir.

Une casure de noir velour.

Deux coussins de vert velour.

Une cappe[3] de velour violé.

Deux cappes de velour bleu.

Une cappe de dama blanc broudé d'argent.

Une cappe de saye noir.

Une casure de saye bleu.

Une casure de bleu dama.

Une casure de satin gaune.

Une casure de sayette sur fillet gaune et rouge.

Une casure de camelo noir.

Une aultre casure de samy rouge.

Chincq aubbes pour servir à la messe, une amitte moins.

Ung souply.

Deux nappes d'autel.

Une simbolle[4] d'argent où que repose le *Corpus Domini*.

Une aultre simbolle d'argent, faicte comme une couppe.

Ung anneau d'argent doré pendant à la simbolle, et ung *Agnus Dei*.

Ung tapy de soye, le fond de fil d'or, ayant ung calice d'or de brodure dessus.

[1]) *Cappe*, chappe.

[2]) *Casure*, chasuble.

[3]) *Tournequé*, tunique.

[4]) *Simbolle*, ciboire.

Une croix d'argent.

Ung calice d'argent à bor doré, platine et loucette.

Ung aultre d'argent doré avecq la platine et loucette.

Encore ung aultre calice d'argent à bor doré, platine et loucette.

Noef grandes boittes de corporalz, les quattre furnis de corporalz.

Huyt aultres de touttes sortes.

Quattre Jésus acoustrez de satin rouge.

Quatre aultre petit.

Ung petit Jésus doré.

Trois petits coussins.

Deux gourdines de camelot rouge devant le grant autel du cœur avecq le fronteau.

Quattre gourdines de toilles blanches tant bonne que mauvaise.

Encore deulx, pour mettre devant la grande table d'autel.

Sept chandellers de keuwre, tant grand que petit.

Syx petits potz d'estain servans à l'autel.

Ung plat.

Quattre petits potz d'estain servans à l'autel.

Une lampe de keuwre.

Ung chaudron servant de benoictier.

Ung missel à l'usaige nouveau de Romme.

Ung aultre à tel usaige anchienne.

Troix aultres vielz.

Ung ensensoir de keuwre.

En la chambre du pater :

Ung lict en chêne.

En la cuisine :

Troix grant platz d'estain.

Sept aultres moyens.

Syx petitz platz.

Quinze trenchoirs d'estain.
Quattre escuelles d'estain.
Deux pots de lot d'estain.
Deux hastirs[1].
Deux payelles.

Touttes lesquelles parties cy-dessus déclarées ont estez délivrées à moy frère Jacques de Lengaigne, pater desdictes religieuses de Saincte-Clare, pour par moy ou aultres ad ce commis les rendre et relivrer ès mains de mesdis sieurs eschevins de Mons touttes fois que requis en serons. Tesmoing mon seigne cy mis, aussy de la mère dudit couvent de Saincte-Clare, ce xxiiij^{e} jour du mois de septembre, l'an mil chincq cens iiij^{xx} syx.

Signé : Fr. Jaques de Lengaigne.

Sust. Cornelia van Dieve, onwaerdige abdisse der armer Clarissen van Delf.

Original sur papier, avec cachet en placard appliqué sur papier blan, au centre duquel est un tau et sur la bordure : † S. Clara Delphensis. — Archives de l'État, à Mons. *Clarisses de Mons.*

IX.

Lettres du roi Philippe II approuvant et confirmant l'établissement des religieuses de Sainte-Claire, réfugiées de Hollande, dans l'ancien monastère des frères de Sainte-Croix, à Mons.

18 septembre 1587.

Philippe, par la grâce de Dieu roy de Castille, d'Arragon, de Léon, des Deux-Sicilles, de Hiérusalem, de Portugal, de Navarre, de Grenade, de Tolède, de Valence, de Galice, des

[1]) *Hastir*, grand chenét de cuisine à plusieurs crans pour y recevoir des broches.

Maillorcques, de Séville, de Sardaine, de Corduve, de Corsicque, de Murcie, etc., etc., à noz amez et féaulx les chief présidens et gens de noz privé et grand consaulx, nostre grand bailly de Haynnau et gens de nostre conseil à Mons, et à tous aultres noz justiciers et officiers cui ce regardera, salut et dilection. Receu avons l'humble supplication et requeste des sœurs et religieuses de l'ordre saincte Clare de la première reigle, réfugiées doiz quelques années ençà du pays d'Hollande en nostre ville de Mons, où présentement, tant du consentement de l'archevesque de Cambray que du magistrat de ladite ville de Mons, elles ont leur retraicte en la maison des fratrès illecq, contenant, comme pour estre icelle maison maintenant et doiz longtemps despourveue de tous religieux, saulf ung frère lay, elles auroient puis naguères obtenu de nostre sainct Père le Pape bulles apostolicques par lesquelles Sa Sainctetété leur accorde l'incorporation de ladicte maison, afin de la tenir à perpétuité et y continuer leur vie et conversation monasticque, selon que leur ordre et reigle le requiert[1] ; mais, comme lesdictes bulles ne leur peuvent estre fructueuses sans nostre bon plaisir et adveu, supplioient très humblement qu'il nous pleust sur ce leur accorder noz lettres patentes à ce servantes et pertinentes. Pour ce est-il que nous, ce que dessus considéré, et veues en nostre conseil privé lesdictes bulles apostolicques, inclinans favorablement à la supplication et requeste desdictes sœurs et religieuses de l'ordre saincte Clare de la première reigle, suppliantes, leur avons au cas susdict consenty et accordé, consentons et accordons, en leur donnant congé et licence de grâce espécialle par ces présentes, qu'elles puissent et pourront mectre à exécution deue lesdictes bulles apostolicques selon leur forme et teneur, et en vertu d'icelles tenir ladicte maison à perpétuité et y continuer leur vie et conversation monasticque, selon que leur ordre et reigle le requiert,

[1]) *Analectes*, t. XIV, p. 389.

sans pour ce aucunement mesprendre ny encourrir envers nous, ayans, de nostre plus ample grâce et pour aultant que toucher nous peult, aggréé et ratifié, aggréons et ratifions par cesdictes présentes l'incorporation susdicte, le tout aux charges, conditions et restrictions reprinses par lesdictes bulles apostolicques, pourveu aussy que, si pour raison d'icelle incorporation se mouvoit procès ou débat, lesdictes suppliantes seront tenues de se reigler et conduire selon et en suyvant la forme de noz ordonnances sur ce faictes. Si vous mandons et à chacun de vous endroict soy et sicomme à lui appartiendra, que de nostre grâce, congé et licence, ensemble de nosdictes aggréation et ratification selon et par la manière dicte, vous faictes, souffrez et laissez lesdictes suppliantes plainement et paisiblement joyr et user, cessans tous contredictz et empeschemens au contraire. Car ainsy nous plaist-il.

Donné en nostre ville de Bruxelles, le dix-huictiesme jour de septembre, l'an de grâce mil cincq cens octante-sept, de noz règnes assavoir : de Naples et Hiérusalem le xxxiiij[e], de Castille, Arragon, Sicille et des aultres le xxxij[e], et de Portugal le viij[e].

PAMELE vidit.

Par le Roy en son conseil,
D'ENGHIEN.

Original sur parchemin, sceau de majesté avec contre-scel et dont une partie est détruite, aux archives de l'État, à Mons. *Clarisses de Mons.*

X.

Lettre du roi Philippe II autorisant les Clarisses à faire des quêtes dans toute la province de Hainaut, pour les travaux de leur couvent de Mons.

3 décembre 1588.

PHILIPPE, par la grâce de Dieu roi de Castille, d'Arragon, de Léon, des deux Sicilles, de Jérusalem, de Portugal, de

Navarre, de Grenade, de Tolède, de Valence, de Galice, des Maillorcques, de Séville, de Sardaine, de Corduve, etc., etc., à tous abbez, prélatz, doyens, chapitres, pasteurs, chapellains, recteurs et gouverneurs de nostre mère saincte Église, grand bailly, nobles, chevaliers, escuyers, baillyfz, prévostz, justiciers, officiers et subiectz, et tous aultres féaulx et bons catholicques de nostre pays et conté de Haynnault, salut et dilection. De la part des pauvres sœurs de Saincte-Claire chassées de Delft en Hollande par les héréticques, nous at esté exposé que comme, il y a bonne espace, qu'à l'instance de nostre très chier et très amé bon nepveu le duc de Parme et de Plaisance, lieutenant-gouverneur et capitaine général de noz pays de par-deçà, elles furent receues en nostre ville de Mons, leur ayant, puis peu de temps, nostre sainct Père le Pape Sixte donné la maison des frères de Saint-Francois, du tiers ordre, par iceulx délaissée, l'érigeant en ung monastère de Saincte-Claire, où présentement elles demeurent, en ayants priies possession avecq nostre consentement et placet; et parce qu'il leur convient maintenant faire ung oratoire sur la naif de l'église, et mectre ladicte maison en closture et l'accommoder selon leur reigle et usaige, pour y pouvoir faire convenablement le sainct service divin et vivre en la deue observance de leurs vœux; et que, à ces fins, elles auront besoing de grande assistence, elles nous ont très humblement supplié qu'il nous plaise leur répartir de noz aulmosnes et octroyer nos lettres de recommandation à tous bons catholicques, pour assister aussy de leurs bienfaictz et aulmosnes à œuvre si saincte et méritoire. Pour ce est-il que nous, les choses dessus dictes considérées et désirans favoriser et avancer tant que faire se peult la bonne et pieuse intention des dictes religieuses suppliantes, inclinans favorablement à leur supplication et requeste, leur avons, par la délibération de nostre dict bon nepveu, octroyé, consenty et accordé, octroyons, consentons et accordons, en leur donnant congé et licence par ces présentes, que, durant le temps et terme d'ung an à com-

mencer doiz ce jourd'huy date de cestes, elles puissent et pourront envoyer leurs procureurs, facteurs et messaigiers avecq ces dictes présentes, vidimus ou copie autenticque d'icelles, par tout nostre dict pays et conté de Haynnault, et illecq se représenter ès églises, hospitaulx et tous aultres lieulx, pour y remonstrer leur dicte bonne et pieuse intention et désir, et requérir à ce les aulmosnes et assistences des gens de bien telles que, par charité et dévotion, ilz leur vouldront faire, et icelles pouvoir recepvoir et employer aux effetz que dessus, vous exhortans partant et requérans et chacun de vous bien affectueusement qu'ausdictes suppliantes, leursdicts procureurs, facteurs et messaigiers, quand devers vous s'adresseront, vous les veuillez recepvoir et traicter gracieusement, en leur répartissant libéralement (chacun selon sa faculté et dévotion) des biens temporelz que Dieu vous a prestés, pour d'iceulx faire commutation en biens éternelz en la gloire perdurable; et, au surplus, leur monstrer et faire toutte faveur, adresse et assistence que pourrez, ensemble les laisser de ceste nostre présente grâce, octroy et consentement, durant le terme et en la manière que dessus, plainement et paisiblement joyr et user. Et parce que lesdictes supplyantes pourront avoir besoing de ces dictes présentes en divers lieulx, nous volons qu'au vidimus ou copie autenticque d'icelles, subsignées par l'ung de noz secrétaires, soit donnée et adjoustée entière foy comme à ces meismes présentes. Car ainsi nous plaist-il.

Donné en nostre ville de Bruxelles, le troisiesme jour en décembre, l'an de grâce mil cincq cens octante et huict, de noz règnes, assavoir : de Naples et de Jérusalem le xxxve, de Castille, d'Arragon, Sicille et des aultres le xxxiij^e^, et de Portugal le ixe.

Par le Roy en son conseil, PAMELE vidit.

Signé : PRATS.

Original sur parchemin, sceau de majesté dont une partie est détruite, aux archives de l'État, à Mons. *Clarisses de Mons.*

XI.

Lettre par laquelle l'abbesse et les religieuses de Sainte-Claire, de Mons, reconnaissent que le chapitre de Sainte-Waudru les a autorisées à construire un nouveau clocher et à y pendre une petite cloche, moyennant l'offrande d'une platine d'argent[1].

24 septembre 1602.

A tous ceulx quy ces présentes lettres verront ou orront, sœure Jenne de le Hamaide, humble abbesse de l'église et monastère de Sainncte-Clare en la ville de Mons, de l'ordre de Saint-Franchois, et tout le couvent de ce lieu, salut. Comme il nous estoit grand besoing de faire ung clochier nouveau à nostre église située à froncq la rue des Kiévroix en la ville de Mons, à l'opposite et au devant de la maison feu monsieur de la Porte, où que ci-devant résidoient les religieux de Saint-Adrien et auparavant ceulx de Sainte-Croix *alyàs* Borgnagasse, que, pour y pendre une clochette de meilleur résonnance que n'estoit celle cy-devant par estre du tout carchée, affin aussy de évocquer le peuple au saint service divin, pour à quoy parvenir, sachant l'église madamme saincte-Wauldru estre mère des églises de toute la ville de Mons et que ne poons érigier oratoire, chapelle, faire clochier nouveau, ny pendre cloche sans en préalable obtenir grâce et licence de ce povoir faire, nous avons par l'intercession de nostre bien amé

[1]) On lit dans le registre aux résolutions du chapitre de Sainte-Waudru, qu'à l'assemblée capitulaire du 17 septembre 1602, il fut « ordonné au recepveur général de donner en aulmosne et advancement des « fraix du nouveau clochier que les religieuses de Saincte-Clare ont fait « sur leur église la somme de douze livres tournois ; » et que » les « dictes sœurs ont fait présenter par ledict recepveur général en chapitre « une platine d'argent en recongnoissance de la grâce et accord à elles « fait de povoir érigier ledict clochier. »

Me Jean Mainsent, dyen de l'église madamme saincte Wauldru, fait requerre aux damoiselles du noble et vénérable chappitre de l'église madame saincte Wauldru que consentir elles volzissent et permettre que puissons érigier nouveau clochier pour y pendre une nouvelle clochette. Ce que nous at esté libérallement accordé, moyennant que, pour recongnoissance d'icelle grâce, nous offrirons une platine d'argent pour une fois au prouffit de leur église : ce qu'avons fait, et meisme de en donner lettres de recongnoissance. Savoir faisons que nous congnoissons et confessons que ladite grâce de povoir faire et érigier ung nouveau clochier et y pendre une clochette de meilleur résonnance, elle nous at esté donnée et accordée par grâce desdites damoiselles de chappitre à nostre très instante pryère et requeste ; de quoy les remerchions humblement. Pour atestation de ce que dessus, nous advons ceste signée de nous abbesse et couvent, l'an de grâce Nostre-Seigneur mil syx cens-deux, le vingt-quattreisme jour du mois de septembre.

Ont signé : Sr Jenne de La Hamaide.
Sr Barbera Nellens vicaria.
Sr Élizabeth Anthonii.
Sr Élisabeth van den Eyken.

Parchemin, aux archives de l'État, à Mons. *Chartrier de Sainte-Waudru*, titre coté : *Mons*, n° 720.

XII.

Lettres délivrées au chapitre de Sainte-Waudru par l'abbesse et les religieuses de Sainte-Claire, de Mons, pour l'amortissement de deux maisons annexées à leur monastère.

1 septembre 1608.

A teus ceulx quy ces présentes lettres voirront ou oiront,

les mère abbesse et religieuses du couvent de Saincte-Clare en la ville de Mons, salut. Comme pour le bien et commodité de nostre dict couvent, en espécial, pour estre plus serrées et moins descouvertes, avions trouvé convenir et du tout nécessaire de joindre et applicquer à icelle nostre maison et couvent deux maisons, jardins et héritages cy-après déclarez, assçavoir l'héritage d'une maison et jardin gisant en la rue du Sart, au devant de la chimetière c'on dit Saincte-Marguerite[1], tenant d'un costé et par-derrière à nostre dit couvent et de l'autre costé à maistre Andrieu Hardy, présentement à l'église de Saint-Nicolas en la rue de Havrech, en vertu d'arrentement fait à nostre proffit par Jean du Ponceau, en l'an seize cens et quattre, et ladite maison et héritage appertenant à ladite église Saint-Nicolas, tenant d'un costé à nostre dite maison, quy fut Jean du Ponceau, d'autre à Jean de Thuing, et parderrière à nostre dit couvent, à nous arrentée semblablement par les mambourgs de ladite église en l'an mil six cens-huyt; et sçachans que ce ne povoit estre fait, ny icelles maisons estre mises et adjoinctes à nostre principalle sans le consentement, aggréation et licence du noble, illustre et vénérable chappitre de l'église madamme saincte Wauldru, luy avons faict remonstrer bien humblement de nostre parte ce que dessus, et que leur bon plaisir fust de nous permectre, concéder et aggréer l'amortissement des deux susdittes maisons et héritages. Ce que les personnes dudit chappitre, de leur grâce, nous ont accordé, pourveu la recongnoissance que nous leur en avons fait de la somme de quatre livres dix solz tournois une fois.

Et affin qu'il appert de ce que dessus, nous avons ces présentes lettres cachetées du cachet de nostre dit couvent, et y mis le

[1]) Cimetière de Sainte-Marguerite, dit l'*Atre-à-cats*, qui était situé entre la rue des Sarts et la rue du Gaillardmont.

signe manuel de moy ladite mère abbesse, l'an mil six cens-huyt, le premier jour du mois de septembre.

Signé : SŒUR JENNE DE LA HAMAIDE, ABBESSE INDIGNE DU COUVENT SUSDIT.

Parchemin, avec cachet en placard empreint sur papier blanc. Ce cachet représente un tau et porte pour inscription : † S. CLARA. DELPHENSIS. — Archives de l'État, à Mons. *Chapitre de Sainte-Waudru*, titre coté : *Mons*, n° 722.

TESTAMENTS DES DERNIERS ÉVÊQUES D'ANVERS[1].

I.

Testament de Pierre-Joseph de Francken-Sierstorff, onzième évêque d'Anvers.

16 juin 1727.

Opschrift des testaments.

In den naeme Godts, amen. Den sesthienden dagh van de maent van juny van den jaere seventhien hondert seven en twintigh, voor my Guillielmo Van der Cruyssen, apostolycken ende coninclycken notaris, soo by Synen Majesteyts raeden van staeten als raede van Brabant geadmitteert, t' Antwerpen residerende, ende de getuygen naergenoemt, compareerde Syne Doorluchtigste Hooghweerdigheyd Petrus Josephus, bisschop van Antwerpen, etc., my notaris wel bekent; denwelcken aen my notaris presenterende dit tegenwoordigh cohier ten dry plaetsen gesegelt met het cachet van Syne Doorluchtigste Hoogweerdigheyd voorschreven, verclaerde daer inne besloten te wesen syn testament ende uyttersten wille, oock ten twee plaetsen toegesegelt, willende ende begeirende dat het selve sal volkomen stad grypen ende effect sorteren, niet tegestaende dat allen de formaliteyten, die naer den geschreven geestelycken ofte weireltlycken rechte hier inne behoorden geobserveert te worden, niet alle mochte volkomentlyck en souden wesen achtervolght; oock niet tegenstaende eenige costhume, wetten ofte statuten daer aene contrarierende; revocerende, casserende alle voorgaende testamenten ofte dispositien van

[1]) La copie de ces documents nous a été communiquée par M. Louis Theunissens. — Voyez les testaments des premiers évêques d'Anvers, ci-dessus, pp. 80-139.

uyttersten wille die hy heere testateur voor desen soude hebben gemaeckt.

Actum t' Antwerpen, ter presentie van de eerweerde heeren Guilielmus Antonius Josephus de Bezerra, canoninck, etc., ende Judocus Edmundus Poll, canoninck, als getuygen daer toe versoght; die beneffens den heere testateur verclaeren te konnen schryven, des door my notaris afgevraeght synde.

P. J., bisschop van Antwerpen.
G. A. J. De Bezerra.
J. E. Poll.
G. V. Cruyssen, notarius regius.

Opschrift der opening.

In den naeme Godts, amen. Den 21^en dagh der maende van october 1727, voor my Guillielmo Van der Cruyssen, coninck-lyken ende apostolycken notaris, t' Antwerpen residerende, ende in de presentie van getuygen naergenoempt, compareerden de ondergeteekende heeren van het bisdom deser stadt; de welcke, alsoo Syne Doorluchtighste Hoogweerdigheyt Petrus Josephus Francken de Sierstorff, bisschop deser stadt, op gisteren nacht is overleden, aen my notaris overleverende dit tegenwoordigh cohier, toegesegelt met het cachet van Syne Doorluchtighste Hooghweerdigheyt ten drye plaetsen in rooden lacke, waer van de superscriptie al gelyck voor my notaris is gepasseert, verclaerde daer inne besloten te wesen desselfs testament ende dispositie van uyttersten wille, versoeckende tselve geopent, ende den inhout van dien gepubliceert te worden, welcken volgende het voorschreven cohier behoorlyck toegesloten, gecachetteert ende ongecancelleert bevonden hebbende, soo hebbe ick notaris geprocedeert tot de openinge van 't selve inder manieren ten desen geobserveert.

Actum t' Antwerpen ter presentien van de eerweerde heeren

Guiellielmus Cabot ende Joannes Franciscus Bogaerts, beyde canonicken van de tweede fondatie, als getuygen.

G. A. J. De Bezerra.
Joannes F. Bogaerts.
G. Cabot, ceremonarius cathedralis.
C. L. Geelhand.
G. V. Cruyssen, notarius regius.

Testamentum.

Ego infrascriptus considerans mortem certam, horam incertam, ultimam meam voluntatem hisce declaro.

Animam meam in vulnera Christi, Redemptoris nostri, commendo, protegentibus apud divinam Suam Majestatem beatissima semper Virgine Maria, angelo tutelari, sanctis Josepho, Petro, aliisque, quorum intercessionem enixe efflagito.

Corpus meum terrae detur minimis, quibus fieri potest, sumptibus.

Haeredem scribo fratrem meum, suffraganeum Coloniensem, qui omnia pro sobrietate status mei disponet.

Volo, ut sumptus in residentiam episcopalem impensi computentur in compensationem summae, quae per me dequictari debet.

Executorem ex parte capituli rogo dominum cancellarium Geelhand.

Ita disposui hac 16 junii 1727.

P. J., episcopus Antverpiensis.

II.

Premier testament de Charles d'Espinosa, douzième évêque d'Anvers.

21 juin 1732.

Au nom de la très sainte et adorable Trinité, un Dieu en trois personnes divines. Puisqu'il a plu au Toutpuissant de

me placer dans l'état et condicion d'évêque d'Anvers, et qu'ainsi il reste après ma mort quelques petits effets, desquels il convient de savoir à quoy je les destine ; dans la certitude de ce passage et l'incertitude du moment, il est d'une juste prudence d'en laisser à tems la connaissance par cette suivante déclaracion :

1° Je recommande mon âme pécheresse (et vous savez, ô mon Dieu, combien elle l'est) à votre miséricorde infinie, par les mérites de la passion de mon divin Sauveur Jésus-Christ, qui font toute ma confiance. Je supplie la très sainte Vierge, refuge des pécheurs et la consolacion des affligez, de me vouloir prendre en sa puissante protection, mon saint père François et touts les saints d'intercéder pour moy. J'espère tout de la bonté infinie de mon Dieu ; je craings tout de mes péchez. Si je suis assez malheureux de tomber soubs la rigueur de ses justes jugemens, j'embrasse du fond de mon cœur, dès à présent, ma punicion, pour autant qu'elle part de la justice infinie, que j'adore ; mais je déteste mes péchez qui en sont la cause funeste, et prosterné au pied de son thrône adorable, les pleurant amèrement, j'en demande pardon. Mon plus grand tourment serat et ce doit estre de ne pas pouvoir bénir son très saint nom et adorer ses divins jugemens. Heureux mille fois si, dans ces supplices, on pouvoit avoir cette consolacion.

2° Mon corps instrument malheureux de mes péchez, je le rends à la terre d'où il est sorti, voulant qu'il y soit mis sans aucune ostentacion, et qu'on ne l'en retarde pas trop longtems, afin que ma puante charogne n'infecte personne. On l'enterrerat dans l'église cathédrale devant le chœur ; et on en commetterat tout le soin aux maîtres d'église pour le faire sur le pied qu'ils ont réglé, leur donnant ou payant la somme réglée, pour débarasser ma maison mortuaire.

3° On posera sur ma sépulture une pierre bleu avec ce suivant épitafe, à dessein que touts ceux qui le liront bénissent le Seigneur dans touts ses saints et justes jugemens :

F. CAROLUS D'ESPINOSA
EX ORDINE CAPUCINORUM EPISCOPUS TRICALENSIS
SUFFRAGANEUS EMTmi CARDINALIS ALSACIE
DEMUM EPISCOPUS ANTVERPIENSIS
HIC JACEO
ULTIMUM JUDICII DIEM EXSPECTANS
SORS MEA QUE TE LATET LECTOR
MIHI MODO NOTA EST
AUT BENIGNISSIMUM REDEMPTOREM
AUT EQUISSIMUM JUDICEM EXPERIOR
HIC STA
ET SUPPLICI VOTO ANNUE
TU HUNC ET ILLUM PRO ME
(SI FORTE INFELICI NON LICEAT)
IN ETERNUM LAUDA.
IDEM ENIM DEUS ET SANCTUS ET JUSTUS
IN OMNIBUS OPERIBUS SUIS.
R. I. P.[1]

Après quoy venant à la disposicion du temporel, je déclare que toute la vaisselle d'argent que j'ay est à ma sœur la baronne de Mierbecq et à ses enfans, qui me l'ont bien voulu pretter, suivant l'inventaire que je luy en ay laissé. Et le peu qui pouvait y avoir du mien ne vaut pas la peine d'estre consideré et entrerat dans la masse du partage à faire entre mes neveux et nièces, de la manière à marquer icy bas, sauve le grand bassein d'argent aux armes de feu le comte et la comtesse d'Esseneux, lequel je laisse à ma nièce Hélène-Josèphe-Christine de Mierbecq, et l'autre pièce de vaisselle que je laisse à sa sœur, et qui m'est venue de présent de monseigneur l'évêque de Ipres à son sacre, leur en ayant donné la propiété dès à présent.

Tout le reste de mes meubles, sauve ceux qui sont encor

[1]) Cette épitaphe a été modifiée en quelques endroits par le deuxième testament de d'Espinosa. Voyez, dans DE RAM, *Synopsis actorum ecclesiae Antverpiensis*, p. 76, l'épitaphe telle qu'elle a été placée sur la tombe du saint évêque.

à ma sœur ou à ses enfans suivant l'inventaire qui en a esté fait, chevaux, carosses, tapisseries, et généralement tout ce qu'il y aurat à moy de meubles, argent contant, arriérages de mes revenus de l'évêché, qui tout ne suffirat pas pour dédomager la famille de ce qu'elle m'a fourni l'espace de six ans que j'ay esté évêque *in partibus*, après mes debtes payées, serat partagé également entre les quatre enfans de ma sœur.

La somme que je trouve encor de reste sur la terre de Raimbaucourt à raison de ma pension assignée ou constituée par feu mon frère le comte de Raimbaucourt, créant mon titre à l'évêché de Tricale, et qui monte au pied de cincq mille frans, argent courant, come l'on pourat voir hors des acquits que j'en ay donné à mon frère le prévost moderne comte de Raimbaucourt, et hors du mémoire que j'en ay fait dans un petit livre couvert de parchemin blanc, le même où sont marquez les gages de mes domestiques, serat partagé entre mes deux nièces, come aussi cent pistolles que je trouve à charge de mon frère le prévost, payant pour luy, le 19 de juin 1732, une année de la rente viagère à M. de Groof, dont je n'ay point d'obligacion, mais sa lettre par laquelle il me promet de m'en tenir compte[1].

L'avantage particulier que je pourois faire pendant ma vie à un de mes neveux ou nièces leur demeurerat et n'entrerat pas dans le susdit partage à faire après ma mort, et n'en devront rendre compte ou raison.

J'ordonne mille messes pour le repos de mon âme à dix sols; lesquelles seront distribuées aux Capucins d'Anvers, de Bruxelles et de Malines, me réservant d'autres disposicions pieuses, après que j'auray connu l'état de mes affaires, et que Dieu me donne la vie et les moyens.

[1]) On lit en marge: « Changeant cet article pour des raisons, je donne à ma nièce la cadette la somme totale de cincq mille francs et de cent pistolles que je trouve à mon frère. »

Je laisse à ma gouvernante Jeanne Moore une rente viagère de cent cinquante florins par an, argent courant, que ma nièce Hélène-Joséphe-Christine de Mierbecq luy devrat payer de six mois en six mois suivant l'obligacion qu'elle m'en a fait. En quoy n'est pas compris ce qu'on trouverat luy estre dû de ses gages; tout ce qui luy serat payé fidelement, tant parce qu'elle m'a servi fidèlement et longtems pour un petit gage, que parce qu'elle est d'une santé infirme et faible, peu capable de gaigner son pain, et que je croy que Dieu veut luy donner ce petit secours pour celuy qu'elle a donné à sa mère autant qu'elle le pouvoit. Je luy laisse encor un des petits tombaux qu'elle choisira avec le lit de plumes, traversein, deux coussins, trois bonnes couvertes de laine, cincq pairs de linceuls médiocres, deux dousaines de serviettes, trois petittes nappes, une garderobe, six chaises d'osière, deux tables, le tout à son choix, une dousaine d'assiètes et quatre plats, au dessus de peut estre quelques autres petittes bagatelles dans sa chambre que je pourois luy avoir donné.

Je laisse à Cartel, mon maître d'hôtel, une demy-année de gage au dessus de ce qu'il trouverat luy estre dû au jour de mon décez, et à De Hont, mon sommelier, une année de gage, regretant que jusques apprésent, ne sachant pas à quoy se termineront mes affaires, je ne suis pas en état de leur faire plus de bien et de me souvenir des autres.

A Esther, qui m'a servi longtemps, je luy laisse vint écus une fois au dessus de ce qu'elle trouverat bon de ses gages au jour de mon décez.

Et, si quelqu'un de mes neveux ou nièces ne seroit pas contant de cette disposicion, il en serat exclu. Je suis cependant dans la confiance que personne d'eux voudrat la troubler.

Tout cecy ne doit pas estre considéré dans l'ordre d'une disposicion testamentaire, mais véritablement une restitucion, que je fay à la famille de ce que j'en ay profité le tems que j'ay esté évêque de Tricale, tant pour mon entretien, do-

mestiques, chevaux, meubles, etc., que pour les frays de mes bulles à Rome, à la nonciature à Vienne, etc., dont je dois une partie qui court à interest, et qui doit estre payé à celuy des enfans de ma sœur à qui touche le capital, à quatre par cent.

Mais, si par quelque chicane de droit mon chapitre voudroit disputer cette mienne disposicion, soubs prétexte que je ne peu tester estant religieux, ou autrement, ou que Rome même voulût s'en meller, j'espère au moins qu'on ne me disputerat pas le devoir indispensable de restituer à la famille ce que je luy dois, et dont je n'ay pas cru pouvoir la charger qu'à condicion de le rendre, si un jour je m'en trouvois en état. Ainsi mes neveux et nièces avec leur mère n'ont qu'à se régler sur l'obligacion que je leur en ay fait à juste titre.

Et pour que le contenu de cet escrit tant en général qu'en particulier fût exécuté fidellement, je prie M. Verroten, mon secrétaire, de vouloir s'en charger, luy laissant pour mémoire deux cent francs, argent courant, une fois.

Pour conclusion, prosterné devant la face adorable de mon Dieu et Seigneur Jésus-Christ, je pleure de nouvau amèrement mes péchez, le suppliant par les mérites de sa sainte passion de me faire grâce et misericorde.

Escrit signé de ma main et cacheté de mes armes, ce 21 de juin 1732.

F. CHARLE, évêque d'Anvers.

III.

Tableau des honoraires attribués par Charles d'Espinosa, douzième évêque d'Anvers, à ceux qui assistent à l'anniversaire fondé pour le repos de son âme, dans la cathédrale d'Anvers.

11 avril 1739.

Schema anniversarii fundati ex capitali summa bis mille florenorum cambialium ad onus Statuum Brabantie, cujus pro-

ventus ad quatuor in centum, monete currentis, facit annue octoginta florenos sub conditionibus et retributionibus, ut sequitur :

Tenebuntur omnes esse corporaliter presentes ab initio introitus misse usque ad collectam post missam pro defuncto inclusive, nulla admissa excusatione nisi eorum, qui eo tempore missam celebrare tenentur in sacellis sanctissimi Sacramenti aut beate Marie. Absentium vero pars accrescet presentibus. Hec tamen lex non tam stricte afficit illustrissimum ac reverendissinum dominum episcopum, sed sufficit, quod sit presens in missa vel parte ejus.

Intelligitur, quod hoc anniversarium decantandum erit sine musica, solo cantu chorali ; nullus campanarum sonus, nullus exterior apparatus, sub distributione sequenti :

Illustrissimo ac reverendissimo domino episcopo. fl.	6	〃
Rdo admodum D. decano celebranti.	8	〃
Rdo D. cantori cum supplemento	2	〃
Rdo D. succentori	2	〃
Rdo D. diacono et subdiacono	2	〃
Rdis DD. canonicis secunde fundationis. . . .	3	〃
32 DDis. capellanis senioribus, exclusis parvis canonicis, ...	6	〃
Phonasco et 7 vicariis	2	10
6 choralis ipsismet percipientibus	〃	18
Fabrice pro luminari et optimis ornamentis. . .	3	10
D. ceremonario et notatori	〃	14
Assistenti Rdo admodum D. decano.	〃	8
Sacriste	〃	8
Virgario	〃	6
Tribus seminaristis servientibus	〃	12

Reliquum RR. DD. magnis canonicis ea lege ut, si postea superveniat aliqua reductio annui interesse, ipsi soli ferant et minus habeant.

Quos duos suprafatos reditus dono et transfero pro una medietate capitulo meo cathedrali et pro altera seminario meo episcopali sub prefatis oneribus et obligatione, 11 aprilis 1739.

F. Carolus, episcopus Antverpiensis.

IV.

Deuxième testament de Charles d'Espinosa, douzième évêque d'Anvers.

12 octobre 1739 et 20 mai 1740.

In nomine sanctissime et individue Trinitatis, amen.

Quandoquidem omnipotenti Deo placuerit me plus quam immeritum et imparem ad hanc episcopalem sedem evocare, atque ea ratione aliqua mihi disponenda ante obitum incumbant, hinc, ne preventus ultimum diem claudam, breviter hic mentem meam circa ultimam voluntatem exponendam duxi. Quam, ut equam illam et justam secundum Deum arbitror, sic a nullo impugnandam fore spero, nec in aliquo immutandam, non obstantibus quibuscumque juris formalitatibus.

Primo igitur animam meam peccatricem infinite Dei bonitati et misericordie humillime commendo, salvandam, ut spero, per sacratissima merita passionis pretiosissimique Sanguinis Domini mei Jesu Christi, spei unice nostrorum omnium.

Beatissimam semper Virginem Mariam, solatium et refugium peccatorum, humiliter deprecor, ut mihi in auxilium esse dignetur, et precipue in hora mortis mee, sanctum patrem meum Franciscum, sanctum Carolum, patronum meum, omnesque sanctos, ut pro me intercedere velint. Omnia spero ex infinita Dei bonitate, omnia timeo pre multi udine peccatorum meorum. Si mihi infelici obveniat divine subire justicie rigorem, poenam meam ex nunc, quoad possum, amplector, in quantum hec scilicet a justo Dei judicio (quod adoro) procedit. Peccata vero mea, justi hujus judicii funesta irritamenta, de-

testor et, ante thronum divine Majestatis provolutus, amare illa deflendo, gratiam et misericordiam profundissime ingemiscens imploro, ut vel saltem usque ad extremum pro illis in purgatorio satisfacere misericorditer mihi concedatur. Patiar quidem, sed amabo et adorabo justa sed et misericordie plena Dei mei judicia; quod omnium bonorum felicissimum, contrarium vero omnium malorum et tormentorum acerbissimum.

Corpus meum, infelix et detestandum peccatorum meorum instrumentum, terre mando, ex qua factum est; et in qua illud sine ulla exteriori pompa vel apparatu (campanarum ut de more sonitu excepto) solo christiano et catholico modo et ritu, collocatum et sepultum volo in cemeterio ad pedes imaginis Salvatoris mei ibidem e cruce pendentis. Quod si difficile fuerit propter congeriem lapidum vel acervum ibidem factum, laute solvantur operarii, nec ea de causa defraudetur mens mea. Tumulo meo imponatur lapis sepulchralis cum hoc sequenti epitaphio vel inscriptione :

F. CAROLUS D'ESPINOSA
EX ORDINE CAPUCINORUM EPISCOPUS TRICALENSIS
SUFFRAGANEUS EMMI CARDINALIS DE ALSACIA
ARCHIEPISCOPI MECHLINIENSIS
DEMUM EPISCOPUS ANTVERPIENSIS
HIC JACEO
ULTIMUM JUDICII DIEM EXPECTANS
SORS MEA QUE TE LATET LECTOR
MIHI MODO NOTA EST
AUT BENIGNISSIMUM REDEMPTOREM
AUT EQUISSIMUM JUDICEM EXPERIOR
HIC STA
ET ENIXO VOTO MEO ANNUE
TU HUNC ET ILLUM EX NUNC
IN ETERNUM LAUDA.
IDEM ENIM DEUS EST SANCTUS ET JUSTUS
IN OMNIBUS OPERIBUS SUIS
ORA PRO ME UT ETERNA
R. I. P.

Et quamvis in depositione mea nullum velim exteriorem apparatum vel pompam, sed unice nudum, christianum et catholicum ritum, solvantur equidem ad amussim omnia jura, ac si exterior ille apparatus ut de more adhibitus fuisset, omnino alienus a jurium defraudatione. Et, ne inde graventur executores testamenti mei, committitur hoc DD. magistris fabrice exequendum illo modo et conditionibus, quibus illud pro omni volenti inter se disposuerunt et in se susceperunt.

Omnia mobilia mea, argentum, aurum et quidquid meum est, vel de quo non invenietur antea dispositum, divendantur. Quibus divenditis, et ex nummis, qui in erario meo invenientur, nec non ex illis, qui post obitum meum adhuc percipiendi remanebunt, solvetur primo summa illa, que episcopatui competit ratione dequitationis quinte partis summarum levatarum ad onus mense episcopalis, quod omnibus episcopis incumbit pro toto vel ad ratam temporis, deductis tamen illis, qui mihi debentur causa restaurationum, quas feci et solvi; mihique, ut spero, addicentur in compensationem hujus debiti per sententiam concilii Brabantie.

Dein solventur omnia alia mea debita, que nec notabilia fore credo, etiam ratione reparationum, quas semper illico quotannis faciendas mandavi.

R^do^ D. de Quiquelberghe, archidiacono, pro memoria lego centum imperiales; totidemque R. D. Verroten, secretario meo; quinquaginta D. Wouters, et idem N. Cuylits.

R^do^ D. canonico Stevens, vicario meo, pro memoria lego crucem meam pectoralem diamantinam cum adjuncto annulo vulgo *emerode*, reposita in parva theca nigra in modum crucis formata.

Servis meis et ancillis ultra currentem annuum stipendium addetur ipsis adhuc unum aliud, excepto N. Cartel, cui, ultra id quod ipsemet a me exquisierat, dum illum conduxi, adjeci liberaliter annuam notabilem summam, attento obsequio, quod defuncto fratri meo prestiterat, et qui eum mihi commenda-

verat, si quandoque facultas foret. Orent pro me et ignoscant, si quid in ipsis peccaverim.

Quingenti floreni monete currentis solventur PP. Capucinis hujus conventus Antverpiensis pro quingentis missis ad decem asses in refrigerium annime mee; reliquum cedet pro eleemosina. Alias missas, sive hic sive alibi, in vita mea legendas curavi.

Centum florenos monete currentis habeant PP. Capucini conventus Meerselensis pro eleemosina, et sint mei memores in precibus et sacrificiis.

Domino de Hont, canonico Turnhautano, ultra id, quod ipsi debetur juxta priorem conventionem, dum illum ad servitium meum adhibui, lego ei centum quinquaginta florenos monete currentis.

Quingenti floreni cambiales ponentur ad annuum censum vel reditum pro pauperibus; scilicet cuilibet ad ratam reditus dabitur unus panis quinque assium cum quinque stuferis in moneta eadem, qua occurret dies anniversarii mei. Qui numerus pauperum manebit ad designationem vel nominationem illustrissimi ac reverendissimi domini episcopi vel ejus, cui voluerit committere.

Sexcenti floreni monete currentis dividendi erunt inter moniales Ursulinas hujus civitatis, Discalceatas Anglas Antverpie, Lire et Hooghstrati, ut Deum pro me orent. Item in eumdem finem 200 floreni monete currentis collegio Hibernorum, in usum designandum ab executoribus testamenti mei. Centum imperiales lego D. comiti de Welderen ad nostram fidem converso; et idem domicelle, sorori ejus, in memoriam et sublevamen aliquod.

Nullo modo volo, quod in depositione mea, deferantur arma mea vel scutum gentilitium, et cum eo ibi ante altare duo stent quasi scutiferi vel satellites. Nullam orationem funebrem, nec scedulam mortuariam, vana si non plerumque, saltem in me, et excogitata congeries adulationum, unam volo, que

coram Deo et hominibus in veritate stat et permanet, estque hec :

Obiit die... mensis.... anni..... F. Carolus, dum viveret, episcopus Antverpiensis. Si bene fecit, habet; si male fecit, luet justo et eterne adorando judicio Dei. Orate pro eo, ut eterna requiescat in pace.

Nec volo, quod corpus meum per plateas circumferatur; non enim lubet post mortem deambulare, sed recta deferatur putridum et foetidum cadaver meum ab ecclesia ad locum sepulture; quod sicut terra teget, ita et ego delear de memoria hominum, preterquam in orationibus et sacrificiis.

Reliquum, quod ex spoliis meis supererit et non adeo exiguum fore confidens, dividendum relinquo inter episcopatum vel mensam episcopalem, ut ad reditum annuum exponatur, et inter seminarium ad eumdem finem, ita quod ex illa parte, que seminario obveniet, tenebitur illud erogare pastori ecclesie arcis Antverpiensis in perpetuum pro duobus anniversariis; unum scilicet pro patre meo ibidem sepulto, aliud vero pro matre mea, Margareta d'Aubremont, ceterisque propinquis meis defunctis, pro singulo anniversario ad ratam trium florenorum monete currentis pro domino pastore, 14 assium pro diacono assistente, et totidem pro subdiacono, pro custode 1, pro cera et ornamentis 30, et pro musica 54 : in toto pro duobus anniversariis 18 florenos monete currentis. Primum fiet in die obitus patris mei, quem in arce annotatam habent, secundum una alterave die post.

Tandem, si hec dispositio mea umquam pateretur aliquam difficultatem, vel alicui ex ea, quisquis fuerit, moveretur vel minima molestia, tunc omne, quod ex residuo, ut supra, relinquitur episcopatui et seminario, cedet eleemosinariis hujus civitatis ad solatium pauperum, cum onere adjecto duorum anniversariorum ut supra, et totam illam summam exponere ad annuum interesse.

Et hec ultima voluntas mea, cui signaturam meam et si-

gillum apposui, servans tamen mihi facultatem addendi et demendi, prout bene visum fuerit.

Datum et factum in palatio nostro episcopali, hac 12 octobris 1739.

F. CAROLUS, episcopus Antverpiensis.

Defunctis testamenti mei executoribus, illud 20 maii 1741 aperui eorum loco requirendo RR. DD. De Quiquelberghe, archidiaconum, et Verroten, secretarium meum, in recognitionem laboris, eis legando vas argenteum, vulgo *lampet,* cum suo orbe; duo scilicet illa que exstant ejusdem forme.

Nunc vero, accrescente paululum erario meo finitaque lite cum heredibus illustrissimi predecessoris mei, relinquo eleemosinariis hujus civitatis mille florenos monete cambialis in solatium pauperum.

Dono etiam N. Dechamps 50 imperiales, qui computus consumptionis mee quotidiane confecit et direxit ab eo tempore, quo id non valuit N. Cartel, et hoc in recognitionem impensi laboris.

Si summa, solutis debitis meis, et que relinquitur, ut supra dictum est, dividenda inter episcopatum vel mensam episcopalem et seminarium, excedat summam duorum millium florenorum cambialium, ab una et altera parte tunc, si hereditas ferat, (feret, ut spero), addentur mille floreni cambiales ad fundationem antea factam pro anniversario meo. Et pro illis mille sic additis decantabantur vigilie mortuorum semper et ubique cantu chorali ; residuum vero iterum dividendum inter episcopatum et seminarium, ita tamen quod episcopatus et seminarium, tam ex primo capite quam ex hoc jam dicto residuo, subvenire teneantur oneri fundationi pro anniversario meo imposito, hinc et inde, uterque pro tertia parte, una remanente ad onus fundationis, juxta conditionem in schemate hic adjuncto prescriptam, ut sic fundatio pro anniversario meo, pro majori parte exonerata, statim ab obitu meo, am

in cathedrali quam in seminario sortiri possit suum effectum.

Quoad summam vero mille florenorum hic supra additam pro decantandis vigiliis, sic intellige : Venient illustrissimo ac reverendissimo domino episcopo quatuor floreni monete currentis, et sic pro ceteris ad ratam, continuando ordinem adjuncti schematis pro anniversario, ea semper stabili lege ut supra, quod nulli ex testamento meo vel alia quavis dispositione fiat vel oriatur minima molestia ; et hoc sub supra dictis clausulis et conditionibus.

Actum Antverpie in palatio nostro, hac 20 maii 1741.

F. CAROLUS, episcopus Antverpiensis.

V.

Codicelle ajouté au testament de Charles d'Espinosa, douzième évêque d'Anvers.

19 avril 1742.

Primum codicillum testamenti R. D. C. d'Espinosa, episcopi Antverpiensis.

In nomine Domini, amen.

Sit hoc subsequens additum testamento meo per modum codicilli, per quod aliqua in priori immutanda et pro parte addenda censeo, juxta facultatem mihi in illo reservatam, eamdemque vim habeat. Sit ergo :

1° Quod instructus circa ea, que mihi ex reditibus meis post obitum meum adhuc percipienda remanent, percepi, quod hereditas mea dividenda, ut in testamento meo inter mensam episcopalem et seminarium, non adeo exigua futura sit ; ex qua ratione per hoc presens codicillum transfero in utrumque (quisque pro medietate) onus in testamento meo impositum anniversariis in ecclesia cathedrali et seminario, reditus victalitii pro tribus domesticis, juxta dispositionem meam testamentalem ; ita quod totum istud onus ibidem expressum in-

cumbet illis duobus heredibus, quibus, ut spero, abunde pro solutione ad tempus remanebit.

Aliud vero ordinatum pro duobus anniversariis in arce Antverpiensi, unum pro patre meo, aliud pro matre mea, remanebunt ad onus seminarii, prout in testamento meo.

2° Ex ea parte testamentaria, quam acquiret seminarium, creabuntur una vel plures burse juxta exigentiam fundi, cedentque ille Hollandis bene meritis, et de quibus sperandum, quod in istis missionibus uberem fructum sint allaturi.

3° Ducenti floreni cambiales separatim a divisione hereditatis dabuntur seminario meo, quod ex illo capite vel interesse solvet in perpetuum pastoribus in Isendyck et Sambeeck duos florenos et decem stuveros monete currentis, duos scilicet cuique pastori, et 10 stuferos pro custode, ut annue legant unum anniversarium in refrigerium anime mee.

4° Ultra centum imperiales in testamento meo legatos domine comitisse de Welderen addentur ei adhuc centum alii.

Tandem commendo, ut post mortem meam servetur concordia et pax inter meos, quas semper conatus fui colere. Cujus intuitu multa pertuli et sacrificavi, quod ferre aliquibus non ignotum. Nulla ergo post obitum meum moveantur jurgia, nulle exprobrationes vel his similia. Unicuique detur suum, sicque in pace dimittantur, et Deum pro me orent.

Actum in palatio nostro episcopali, 19 aprilis 1742.

F. CAROLUS, episcopus Antverpiensis.

VI.

Deuxième codicelle ajouté au testament de Charles d'Espinosa, douzième évêque d'Anvers.

27 juin 1742.

Tweede codicille des testaments van Zyne Doorluchtigste Hoogweerdigheyd Carolus d'Espinosa.

In den naeme Godts, amen.

Zy kondt ende kennelyck eenen igelycken die dese tegen-

woordigen openbaeren instrumente van codicille sullen sien oft, hooren lesen, dat, op heden den seven en twintichsten juny, seventhien hondert tweenveertich, voor my Peeter Gerardi, coninckIycken notaris van den getalle der stadt ende secretarye van Antwerpen, ende in de presentie van de getuygen naergenoemt, compareerde Syne Doorluchtighste Hooghweerdigheyt Carolus d'Espinosa, bischop deser stadt Antwerpen, my notaris bekent, sieckelyck naer den lichaeme te bedde ligghende, nochtans syne memorie ende verstandt overal wel machtigh wesende ende volcomentlyck gebruyckende, soo dat claerelyck scheen ende bleke. Den welcken in alle deelen ende conditien by desen verclaerde te lauderen en te approberen de testamentaire dispositien beyde in beslotene forme gemaeckt, respective op een en twintich augusti 1741 ende 25 deser maent juny 1742, voor my notaris ende getuygen besloten gerecognosceert, voor soo vele het een aen het ander niet en is contrarierende, heeft voorts by dese syne tweede codicille geordonneert het naervolgende :

Ende in den eersten verclaerde Syne voorseyde Doorluchtigheyt vaste resolutie gehadt te hebben uyt syne eyghene penningen te fournieren tot restauratie der vervallene parochiale kercke van de heylighe Walburgis geseyt de Borght, binnen dese stadt, de somme van ses hondert guldens wisselgelt, tgene tot hier toe onderbleven is ter oorsaecke van de oneenigheden voorgevallen tusschen de kerckmeesters der selver kercke. Soo ist ende ordonneert Syne voorseyde Doorluchtigheyt dat de gemelde somme van ses hondert guldens wisselgelt corts naer synen overlyden tot voltreckinge van de restauratie der selver kercke sal moeten gegeven worden, de gemelde somme aen de fabricque der selver kercke by desen legaterende.

Ende alsoo den eerweerde heere Adrianus De Hondt, canoninck der collegiale kercke tot Turnhout, aen Syne Doorluchtigheyt getrouwelyck overgeteldt ende behandigt heeft

alle ende igelycke de penningen by hem door ordre ende voor rekeninge van Syne Doorluchtigheyt ontfangen der goederen tot 's Gravenwezel als elders, soo verclaerde Syne Doorluchtigheyt den selfden tot dato deser over alles te acquitteren, mits welcken denselven by desen oock ontlast wordt van te doen eenige de alderminste rekeninge, bewys ofte *reliqua*.

Item, laetende legateert Syne voorseyde Doorluchtigheyt aen Joannes De Bruyn, desselfs koetsier, den ooghst ofte vruchten staende op de landen tot 's Gravenwezel, degene Syne Doorluchtigheyt voor eyge rekeninge heeft laeten besaeyen ende labeuren, mitsgaeders de kerre ende peerdt, met allen de labeur instrumenten der lantbouwinge aen Syne voorseyde Doorluchtigheyt competerende, existerende tot 's Gravenwesel, geene daer van uytgenomen nochte gereserveert, met conditie dat hy sal moeten blyven woonen by den heere canoninck De Hondt, emmers soo lange als denselven heere canoninck aldaer sal blyven woonen; naer welckers vertreck den voorschreven koetsier alles sal hebben in eygendom, te weten het voorschreven gelegateerde.

Item, laet ende legateert Syne voorseyde Doorluchtigheyt aen Egidius Vloeberghe, desselfs domesticq, den ooghst te velde staende op de landen van Cornelis Geeraert tot 's Gravenwezel; dengene denselfden aen Syne voorseyde Doorluchtigheyt by acte van transport heeft gecedeert volgens de selve acte van transport daer van synde.

Allen 't welck Syne voorseyde Doorluchtigheyt wilt ende begeirt dat naer synen overlyden sal moeten standt grypen ende achtervolght worden met ende beneffens de voorschrevene dispositien, voor soo vele het een aen het ander niet en is contrarierende, versoeckende hier van door my notaris gedepescheert te worden instrument *in forma*.

Aldus gedaen ende gepasseert t'Antwerpen, in het bissehoppelyck paleys, ter presentien van Martinus De Leeuw en Jan Baptista Van Berckelaer, als getuygen hiertoe specialyck aen-

soght; die beneffens Syne voorseyde Doorluchtighste Hoog-weerdigheyt verclaert hebben te connen schryven, eerst aen hun respective door my notaris dat afgevraeght synde, ende is de minute deser by den hoogweerdighsten heere codicillateur en getuygen beneffens my notario onderteeckent.

Quod attestor : P. Gerardi, notarius regius.

VII.

Testament de Guillaume-Philippe de Herzelles, treizième évêque d'Anvers.

12 août 1744.

Alsoo Syne Doorluchtighste Hooghweirdigheyt Guillielmus Philippus De Herzelles, bischop deser stadt Antwerpen, op heden voor middagh, corts naer ses uren deser werelt is comen te overleyden in het bisschoppelyck pallys alhier, soo is door de seer eerweerde ende edele heeren deken ende capittel deser cathedrale aen my notaris behandight de testamentaire dispositie van Syne voorseyde Doorluchtigheyt, in beslotene forme gemaeckt, op den twelfsten augusti van desen jaere 1744, voor my notaris present, getuygen, besloten, gerecognosieert, ten vyf plaetsen met het cachet van waepenen van Syne gemelde Doorluchtigheyt gecachetteert; ende naer dien het selfde bevonden is behoorlyck gecachetteert te wesen, versochten het selfde geopent te worden om den inhoudt van dien geexecuteert te connen worden. Welcken volgende soo is den voorschreven besloten testamente door my notaris geopent.

Actum in capitulo, ter presentien van de eerweerde heeren Gerardus Scheirders ende Josephus Kindermans, cappelaenen deser cathedrale, als getuyghen, desen 2den septembris 1744.

Gerardus Scheerders, G. Kindermans.

Quod attestor : Gerardi, notarius regius, 1744.

In den name Goidts, amen.

Op heden den twelfsten augusti seventhien hondert vier en veertigh, voor my Peeter Gerardi, coninckłycken notaris van den getalle der stadt ende secretarye van Antwerpen, ende inde presentie van de getuyghen onder genoempt, compareerde den doorluchtighsten en de hooghweirdighsten heere Guillielmus Philippus De Herzelles, bischop van Antwerpen, sieckelyck naer den lichaeme, nochtans syne memorie ende verstant overal wel magtigh wesende ende volcomentlyck gebruyckende, soo dat claerelyck scheen ende bleke. Den welcken aen my notaris overleverende dit teghenwoordigh cohier ten vyff plaetsen met desselfs cachet van wapenen in rooden lack gecachetteert, verclaerde daer inne gesloten te wesen desselfs acte van uyttersten wille, d'welck Syne gemelde Hooghweirde ordonneert, dat naer desselfs overleyden sal moeten standt grypen ende volcomen effect sorteren, 't sy by forme van testamente, codicille, gifte ofte maeckagie ter saecken des doods, ofte in alsulcken weys als iemants testament best naer den geestelycken ofte weirelycken reghte subsisteren can ende magh, niettegenstaende hier inne niet geobserveert en syn alle de solemnityten naer reghte gerequireert, oock niettegenstaende eenighe municipaele, stadts ofte slants reghten ten contrarie, allen deselve derogerende by desen; revocerende oock, casserende, doodt ende te niet doende alle testamenten, codicillen, giften ofte maeckagien ter saecken des doodts door Syne voorseyde Doorluchtigheyt voor dato deser eenighsints gemaeckt ofte gepasseert, reserverende Syne voornoemde Doorluchtigheyt de maght om onder syne enckele signature te moghen disponeren als te raede, d'welck oock sal moeten sorteren volcomen effect als oft allen tselve van nu af aen in syne teghenwoordighe acte van uyttersten wille waere geinsereert.

Aldus gedaen ende gepasseert in het bisschoppelyck paleys alhier, ter presentien van Joannes Jacobus Le Piusnier ende

Henricus Verreydt als getuyghen hiertoe versoght, die beneffens Syne voorseyde Hooghweirde verclaert hebben te connen schryven, eerst door my notaris aen de selfde dat afgevraeght synde.

GUIELIELMUS PHILIPPUS, bisschop van Antwerpen.

J. J. LE PIUSNIER, H. VERRYDT.

Quod attestor : GERARDI, notarius regius.

In den naem Goidts, amen.

Wy Guillielmus Philippus De Herzelles, by der gratie Goidts bisschop van Antwerpen, overdenckende der menschelycker natueren brooscheyt ende datter op der aerde niet sekerder en is dan de doodt, ende niet onsekerder dan de uere derselver, willlende daer omme uyt dese weirelt niet scheyden sonder alvorens gedeclareert te hebben onsen uyttersten wille, vervolgentlyck soo verclaere wy onse ziele scheydende uyt onsen sterffelycken lichaeme voor al te recommanderen aen Godt almaghtigh, onsen schepper ende salighmaecker, inde voorspraecke van de alderheylighste maget ende moeder Goidts Maria ende van alle Goidts lieve heylighen, laetende de plaetse onser begraeffenisse ende de formalityten van dien in de dispositie van onsen naer te noeme erffgenaem.

Wy ordonneren datter immediatelyck naer onsen overleyden tot laeffenisse onser ziele, door de eerweerde paters Capucienen alhier sullen moeten gecelebreert worden duysent missen van *Requiem*, aen de welcke voor honorair sal gegeven worden eenen gulden voor ieder derselver missen.

Item, wy laeten ende maecken mits desen aen onsen successeur het gebruyck van alle onse pontificale ornamenten, te weten in den gevalle onsen successeur is eenen uyt het cappittel van onse cathedrale, ende andersints niet.

Item, wy laeten ende maecken by desen aen onsen heere broeder den marquis De Herzelles de tappyte ende alle andere

meubelen die bevonden sullen worden in ons beneden groot sallet.

Item, wy laeten ende maecken voor een present aen seer eerweerde heere prelaet der abdye van sint Geertruy binnen Loven een van onse coetsen met een coppel peirden tsynen keuse.

Wy laeten ende maecken mits desen aen den seer eerweerden heere Guilielmus Anthonius Josephus De Bezerra, officiael van ons bisdom ende canoninck gradueel onser cathedrale, onse biblioteque met alle onse boecken.

Van gelycken laeten en maecken wy aen den seer eerweerden heere Franciscus Josephus Verroten, canoninck gradueel onser cathedrale en onsen eersten sekretaris, een paer silvere candelaere met den snutter, ende snutterback, als oock een half dosyn silvere lepels ende ditto forchetten, beneffens ses messen met silvere heghten.

Item, wy laeten ende maecken mits desen aen den eerweerden heere Petrus Wouters, onsen tweede secretaris, een half dosyn silvere lepels ende forchetten met ses messen met silvere heghten.

Item, wy laeten ende maecken mits desen aen den eerweerden heere Maximilianus Hanraert, onsen intendent, een half dosyn silvere lepels ende forchetten met ses messen met silvere heghten.

Item, wy laeten ende maecken aen ieder van onse domestiequen, sonder distinctie, twintigh pattacons wisselgelt boven hunne openstaende gagie.

Voorders wy institueren voor onsen eenighen ende universelen erffgenaem *pleno jure institutionis* de seer eerweerde ende edele heeren deken en canonincken van onsen capitule cathedrael ten behoeve van hetselve ons cappittel.

Wy verclaeren dese te wesen onse acte van uyttersten wille, willende dat het selfde naer onsen overleyden sal moeten sorteren syn volcomen effect. Ende des toirconden hebben wy

dese onderteekent ende met ons cachet van wapenen bevestight in ons bisschoppelyck palleys, desen twelfsten augusty xvii hondert vier en veertigh.

GUILIELMUS PHILIPPUS, bisschop van Antwerpen.

VIII.

Testament de Dominique de Gentis, quinzième évêque d'Anvers.

12 juin 1758.

Copye uyt den prothocolle van my onderschreven notaris t'Antwerpen residerende, waer onder inne andere staet het volgende :

In nomine Domini, amen.

Op heden den twelfsten juny 1700 acht en vyftig voor my Petrus Schepmans, keyserlyken ende coninglyken notaris, by Haere Majesteyts souvereynen raede van Brabant geadmitteert, t' Antwerpen residerende, ende in de presentie van de naertenoemene getuygen, compareerde Syne Doorlugtigste Hoogweerdigheyt F. Dominicus Gentis, uyt het Predikheeren ordre, bisschop deser stad ende diocese derzelve, mitsgaeders raed van staet van Haere rooms-keyserlyke ende coninglyke Majesteyt, my notaris bekent, eenigsints siekelyk naer den lichaeme, nogtans gaende ende staende, zyne memorie verstant ende sinnen in ende overal wel magtig zynde ende gebruykende, gelyk dat aen my notaris ende de naertenoemene getuygen claerlyk scheen ende bleke. Den welken overdenkende der menschelyke nature broosheyd ende krankheyd, de sekerheyd des doods ende de onsekerheyd van de ure derzelve, met volle liberteyt ende goede overweginge in raede heeft gevonden, van alvorens uyt deze turbulente weireld te scheyden, te maeken dit zyn testament, ende inder voegen naervolgende te disponeren van de tydelyke goederen, die den almogenden God aen hem op deze aerde goedertierentlyk heeft gelieven te verleenen,

ende met zyne dood zal komen te ontruymen, willende ende begeirende hy heere testateur, dat deze zyne dispositie naer zyn overleyden zal staut grypen ende punctuelyk agtervolgt worden, 't zy in forme van testamente, codicille, donatie, ofte in zulker wyse, als 't zelve naer den regte best valideren ende subsisteren kan ende mag, niettegenstaende dat eenige edicten, municipale stads ofte lands rechten daer aen contrarie waeren disponerende, waer aen ende tot subsistentie dezer hy heere testateur is derogerende, revocerende ende annullerende tot dien ook alle voorgaende testamenten, codicillen, donatien ende hoedanige andere dispositien van laesten wille, door hem heere testateur voor dato dezer eenigsints gemaekt ofte gepasseert, 't waere mondelinge ofte by geschrifte.

Ende alvorens daer toe te komen, zoo recommandeerde hy heere testateur zyne ziele, soo wanneer die by den bevele Gods uyt zyn sterffelyk lichaem zal komen te scheyden, in de grondeloose bermhertigheyd van God almagtig, synen schepper, verlosser ende saligmaeker, ende in de gebeden ende voorspraeke van de alderheyligste maget ende moeder Gods Maria, van zynen heyligen vader Dominicus, ende van alle Gods lieve heyligen, ende syn dood lichaem ter geweyder aerde, begeerende dat 't zelve zal begraeven worden in de sepulture voor de bischoppen dezer stad gedestineert in den hoogen choor der cathedrale kerke van onse Lieve Vrouwe alhier, ordonnerende dat ontrent dezelve zyne begraeffenisse ende *funeralia* sullen worden geobserveert alle de formaliteyten, die ordinairelyk zyn geplogen in het begraeven van zyne voorsaeten, gewesene bischoppen deser stad.

Voorders ordonneert hy heere testateur datter aenstonts naer syn overleyden tot laeffenisse van syne ziele zullen worden gecelebreert dry hondert missen door de eerweerde paters Predikheeren in hunne kerke binnen deze stad.

Item, laet ende maekt hy heere testateur aen Joannes Hertsbecker, syne camerlink, eerst de somme van dry hondert gul-

dens courant gelt eens, ende boven dien nog alle zyns heere testateurs kleederen ende lynwaert, die gedient zullen hebben ofte gedestineert zyn tot zyn lyff ende lichaem, sonder nogtans hier onder te begrypen eenig kerkelyk gewaet; ende dit alles ook maer ingevalle den zelven zyns heere testateurs kamerling ten daege synder aflyvigheyd by hem nog woont, doch andersints niet.

Item, laet ende maekt hy heere testateur aen zynen secretaris den heere chevalier Rosetti de somme van dry honderd guldens eens, courant geld.

Item, prelegateert aen zynen kleynen neve Dominicus Mejer een duizend guldens eens, courant.

Item, laet aen iederen van zyne knegten, die t' zynder overleyden by hem heere testateur zullen woonen ende syne liverye draegen, een pistool in specie.

Item, aen zyne lingere ende keukenmeyssen onder hun beyden ieder voor de helligt twee pistolen in specie.

Ende komende hy heere testateur hier mede voorts tot de dispositie van zyne voordere resterende tydelyke goederen, aen hem door God almagtig op deze aerde goedertierentlyk verleent ende alnog te verleenen, allen dezelve, zoo meubele als immeubele, haeffelyke ende erffelyke, actien ende crediten, van wat nature ofte situatie die mogten zyn, geene gereserveert, overschietende boven het hier voren gedisponeerde, ende alle andere wettige schulden ende lasten van zyne sterfhuyse heeft hy heere testateur gegeven, gegunt, gelaeten ende gemaekt, gelyk hy doet by desen, aen zynen broeder d'heer Martinus Gentis, schepene der souvereyne heerelykheyd ende stad van Herculeus, voor een sesde paert.

Item, aen syne swaegerinne, jouffrouwe de weduwe van wylen zynen broeder d'heer Thomas Gentis, voor een gelyk sesde paert.

Item, aen de wettige kinderen van denzelven synen lest genoemden broeder d'heer Thomas Gentis voor twee sesde paerten.

Item, aen jouffrouw Francisca Mejer, zyns oudste susters dogtere wylen, voor het vyfde sesde paert.

Ende aen den voornoemden Dominicus Mejer Gerardi zone voor het resterende sesde paert, alles in vollen eygendom ende libere dispositie, ende eeniglyk op expressen last ende conditie van jaerlykx te moeten uytkeeren ende betaelen, eerst aen syne sustere Bonaventura Gentis, religieuse Capucinersse op Sion tot Maeseyck, twee ducaeten in specie, ende aen syne nigte Anna Gertrudis Mejer, religieuse chanoinesse regulier tot Maeseyck voorschreven, een pistool in specie 's jaers, hunne respective levens gedurende, ende alzoo lyfrentsgeweyse, waer van de eerste te doene betalinge zal vallen met den dag zyns heere testateurs overleyden.

Den heere testateur zyne hierboven genoemde erfgenaemen, op dien voorschreven last ende conditie, mits dezen alzoo in alle zyne agter te laetene ende over te schietene goederen institueren de met vollen regte van institutie, begeirende ook wel expresselyk dat representatie zal plaets grypen in de wettige descendenten van syne hier voore geinstitueerde respective erfgenaemen by aflyvigheyd van iemand van hun voor hem heere testateur, gelyk ook het *jus accrescendi* op de overblyvende, *casu quo* iemand van hun voor hem heere testateur aflyvig wirde, sonder wettige descendentie naer te laeten.

Ende op dat den uyttersten wille van hem heere testateur in dit zyn testament vervat punctuelyk volbrogt ende geexcuteert zoude worden, zoo verklaert hy voor executeurs van 't zelve mits dezen aen te stellen ende te nomineren de eerweerde heeren Engelgraeve ende De Bruyn, beyde canoninken der cathedraele kerke deser stad, beneffens den eerweerden heere Petrus Carolus Weiler, zynen secretaris, ende by vooroverleyden van iemand der zelve dry heeren, ofte wel dat iemand van hun, ten tyde der aflyvigheyd van hem heere testateur, binnen deze stad niet meer en woonde, de overblyvende van hun, die alhier zullen woonen, tot den laesten inclues ; ge-

vende aen de zelve heeren executeurs gesaementlyk, ende aen elk van hun int particulier, zoodanige ongelimiteerde magt ende authoriteyt, als sy respective tot finale effeninge ende liquidatie van zyn sterfhuys mogten noodig hebben, ende aen eenigen executeur ten dien effecte nae regte kan ende mag gegeven worden, hun respective versoekende van dien last te willen aenveerden, verbiedende aen alle degene des raekende de zelve heeren executeurs af te danken ofte te licentieren, gelyk men volgens dezer stads costume vermag te doen; waer aen den heere testateur ten dien opsigte wel expresselyk is derogerende, gelyk ook hy heere testateur wel scherpelyk is verbiedende aen alle degene des raekende, van dezelve dry heeren executeurs, ofte iemand van hun, ievers over te doen reponderen, in eygen naem, op wat tittel het mogt wezen, 't zy in ofte buyten regte, in eeniger manieren, alzoo hy heere testateur alles aen dezelve heeren wilt toebetrouwt hebben wat zyn sterfhuys concerneert. Ende ofte het by geval gebeurde datter eenige minderjarige ten overleyden van den heere testateur in zyn sterfhuys geregtigt waeren, zoo verklaert hy als momboir over dezelve minderjarige by dezen aen te stellen ende te nomineren den seer eerweerden heere Ambrosius Specht, prelaet der abdye van Gladbach, der Benedictinen ordre, ende by zyn overleyden zyne successeurs, gedurende de minderjarigheyd van de zelve minderjarige, met magt om hun ende derzelve goederen zoodanig te regeren, te gouverneren ende te administreren, als 't den zelven heere prelaet, nu zynde ende in tyde wezende, goetdunken ende gelieven zal, hem eensgeykx aensoekende van dien last te willen aenveerden.

Finalyk reserveert den heere testateur de magt ende faculteyt om naer het sluyten ende passeren dezer, onder zyne signature te mogen disponeren van eene somme van twee duysend guldens op zoodanigen voet ende maniere, als hem dat zal goet dunken, begeirende wel expresselyk dat alle zulkdanige dispositien zullen stand grypen ende wezen van alzulke

kragt ende magt, even ofte die van woorde tot woorde in dezen zynen testamente waeren begrepen ende geinsereert.

Ende dit alles mits verscheyde redenen hem heere testateur daer toe moverende, dit seyde ende verklaerde hy heere testateur te wezen zyn testament ende ordonnantie van laesten wille, versoekende ende consenterende hier af door my notaris voornoemt een ofte meer openbaere instrumenten van testamente *in forma* geexpedieert te worden.

Actum int bisschoppelyk paleys dezer stad Antwerpen, dato ut supra, ter presentie van Franciscus Lefever ende Josephus Franciscus Van Berckelaer, myns notaris clerquen, als getuygen hiertoe aensogt. De voorschreve Syne Doorlugtigste Hoogweerdigheyd, testateur in dezen, ende getuygen door my notaris afgevraegt zynde ofte sy konden schryven, hebben alle geantwoord jae.

Onderteekent : F. DOMINICUS, bisschop van Antwerpen.

F. LEFEVER, J. F. VAN BERCKELAER; ende P. SCHEPMANS, notarius regius.

Concordantiam attestor : SCHEPMANS, notarius regius.

IX.

Testament de Henri-Gabriel van Gameren, seizième évêque d'Anvers.

30 novembre 1770.

In nomine Domini, amen.

Op heden den dertighsten novembris 1700 seventigh, voor my Francois Bernard Beltens, openbaer notaris by Haere Majesteyts souverynen Raede van Brabant geadmitteert, t'Antwerpen residerende, present de ondergenoemde getuygen, compareerde Syne Doorluchtigste Hoogweirdigheyt monseigneur Henricus Gabriel van Gameren, bisschop van Antwerpen, etc., etc., syn verstandt ende memorie wel machtigh

synde ende volcomentlyck gebruyckende, soo aen my notaris ende de ondergenoemde getuygen heeft gebleken. Denwelcken verclaerde met wel bedachte sinnen te willen maecken ende ordonneren dit syn testament ende dispositie van uyttersten wille als volgt, begeirende dat het selve naer syne doodt sal standt grypen *omni meliori modo*, derogerende, soo veel in hem heere testateur is, aen alle locale rechten ter contrarie, wederroepende ende te niet doende alle dispositien van uyttersten wille, die hy voor *dato* deser mochte hebben gemaeckt.

In den eersten, den doorluchtighsten en hoogweirdighsten heere testateur, bevelende zyne ziele aen Godt almachtigh ende in de voorspraecke van de alderheylighste Maeght ende van alle heyligen, ende syn doodt lichaem ter geweyder aerde, verclaert de plaetse van syne begraeffenisse te verkiesen in de cathedraele kercke deser stadt in de ordinaire begraefplaetse der bisschoppen van Antwerpen, willende dat op eenen sarck binnen het *presbyterium* nevens eenen van de andere bisschoppen sal gecapt worden soodaenighe inscriptie, als syne naer te noemene executeurs *ad pias causas* sullen goetvinden, ordonnerende dat de commendatien, vigilien, begraeffenisse, uytvaert, ende alle andere hoedanige lyckdiensten sullen gedaen ende gehouden worden met soo veele flambeeuwen, keirsen, geluy, etc., ende op soodanige forme ende maniere als syne doorluchtighste voorsaeten syn begraeven geweest, emmers gelyck voor de hoogweirdighste heere van Beughem, Cools, Francken-Siertorf ende de Herzelles, gepleeght syn geweest. Item, ordonneert den welgemelden heere testateur, dat naer syn overleyden, soo haest eenigsints mogelyck is, tot laeffenisse van syne ziele sullen gecelebreert worden een duysent missen van *Requiem* met psalmen *Miserere* ende *De profundis*, etc., cum *collecta pro defuncto pontifice Henrico Gabriele*; te weten een hondert door de eerweerde paters Predickheeren alhier, een hondert door de eerweerde paters Minderbroeders alhier, een hondert door de eerweerde paters Onse Lieve Vrouwe

Broeders alhier, een hondert door de eerweerde paters Augustynen alhier, een hondert door de eerweerde paters Beggaerden alhier, een hondert door de eerweerde paters Capucienen alhier, een hondert door de eerweerde paters Minimen alhier, een hondert vyftigh door de eerweerde paters Discalcen alhier, ende een hondert vyftigh door de eerweerde paters Brigittinen tot Hoboken.

Item, ordonneert dat jaerlyckx op synen sterfdagh, ofte cort voor ofte naer den selven, sal geschieden eene solemneel jaergeteyde in de hooge choor der voorschreve cathedraele kercke door den seer eerweerden heere deken als officiant, ende andere heeren canonincken, tot laeffenisse vans syns heere testateurs ziele, ende voorders ter syne intentie, op soodanige forme ende maniere als den heere testateur heeft gemaeckt ende geordonneert, ende ten dancke geaccepteert is by de voorschreven heeren deken ende capittel, relaes tot het *schema* ende capitulaire acte van acceptatie daer van synde.

Laetende ende maeckende daer vooren aen het meergemeld capittel eene somme van dry duysent guldens courant gelt, in eene somme van twee duysent vyf hondert guldens duyts gelt, ofte dry duysent guldens wisselgelt ten laste van de bancque van Weenen.

Ende de overschietende somme van vyf hondert guldens courant gelt laet ende maeckt den heere testateur ten behoeve van de arme ende behoeftighe menschen deser stadt, om uyt den intrest dier uytgeryckt te worden aen de selve, naer dat sy in het voormelt jaergetyde sullen hebben tegenwoordig geweest ende gebeden hebben ter intentie des heere fondateur, soo veel brooden van dry stuyvers ieder, als er uyt de jaerelycksche croisen sullen connen gevonden worden ter uytdeylinge van de heeren deken ende canonincken der voorgemelde cathedraele kercke.

Verclaerende den heere testateur ten effecte van dese dispositie te gebruycken de opene brieven van octroy verworven

in Haere Majesteyts souverynen Raede van Brabant in *dato* 10 september 1770, geparapheert Crumpt *vidit*, onderteekent ende besegelt *in forma* ten desen *in originali* gebleken.

Laetende alnog aen het voorseyt capittel cathedrael syns heere testateurs besten witten myter om op de baere in het midden van de choor gestelt te worden ten teyde van het jaergeteyde.

Item, laet ende maeckt den hoogweirdigsten heere testateur de somme van ses duysent guldens courant gelt om door de twee heeren plebaenen ende vier heeren pastoors deser stadt in gelycke portien uytgedeylt te worden aen schaemele huysarmen van hunne ses respective parochien.

Item, laet ende maeckt aen de camer van den gemeynen huysarmen deser stadt Antwerpen eene somme van ses duysent guldens wisselgelt, om door de heeren aelmoesseniers deser stadt ter rente aengeleght te worden op goede ende suffisante hypotheque.

Willende ende begeirende dat de jaerelyckscbe intresten dier privativelyck sullen gebruyckt worden tot verhooginge der gagien van de doctoors, chirurgyns ende apotekers, nu reets gestelt ende by tyde aen te stellen ten diensten van den siecken huysarmen deser stadt, sullende de capitaele penningen, in cas van rembourseringe, geramplaceert moeten worden ten selven eynde, ende nergens mogen toe dienen als tot versterckinge van dit bermhertigh *établissement*.

Item, laet ende maeckt den hoogweirdigsten heere testateur, tot ornament van het bisschoppelyck paleys deser stadt, de platfons die hy heere testateur aldaer heeft gemaeckt, als mede de spiegels ende schilderyen in de schouwen, met hunne ciraeten, mitsgaeders het gelint in den hof met de potten ofte vaesen daer op staende ofte toe dienende, ende het perspectif, latwercken ende andere ornamenten in den selven hof reets synde, ende misschien alnogh te maecken, met alle de daer in staende blommen ende fruytboomen, daer noghtans niet inne begrepen de orangnie boomen.

Item, legateert aen synen biechtvader den eerweerden pater Gisbertus a Jesu Maria, Discals, de somme van een hondert guldens courant gelt.

Item, aen den eerweerden heere Henricus van Gameren, canoninck regulier in het clooster van Groenendael, daer den heere testateur peter van is, de somme van twee hondert en tachentig guldens courant gelt.

Item, aen d'heer ende meester Henricus Marchand, sekretaris van de hooftstadt Loven, daer den heere testateur insgelyckx peter van is, de somme van een duysent guldens wisselgelt.

Item, aen joncker Joannes Franciscus van Gameren, schepenen deser stadt, synen neve, tot herkentenisse van syne gedaene diensten, gelycke somme van een duysent guldens wisselgelt.

Item, aen den eerweerden heere Philippus van Gameren, priester, des heeren testateurs besten kelk, besten missaels, breviers *in quarto majori* ende besten diurneel.

Item, aen d'heer ende meester Henricus Polsma, daer den doorluchtigsten heere testateur oock peter van is, tot eene gedenckenisse, syne goude horologie.

Item, aen Joannes van Hoeteren, synen camerlinck, ingevalle hy ten tyde van syns heere testateur overleyden by hem nogh woonachtigh is, ende andersints niet, de somme van twee hondert guldens courant gelt.

Item, legateert aen synen coetsier, postillon, portier ende syne andere lyfknechten, als mede aen de twee keuckenmeyssens ende naeyster, die ten tyde van des heere testateurs overleyden in het bisschoppelyck paleys sullen woonen, aen ieder der selve de somme van vyftigh guldens courant gelt.

Institueerende voorders voor syne eenige ende universele erfgenaemen joncker Amatus van Gameren, synen heere broeder, ofte by desselfs vooraflyvigheyt syne wettige descendenten by representatie, voor d'eene helft, ende vrouwe Isabella van

Gameren, syne suster, in houwelyck met d'heer ende meester Marchand, raedt pensionaris der hooftstadt Loven, ofte by haere vooraflyvigheyt haere wettige descendenten by representatie, voor d'ander helft.

Kiesende voor executeurs van desen synen uyttersten wille, voor soo veel aengaet des heere testateurs begraeffenissen, uytvaert, missen ende andere voorgemelde pieuse legaeten ende fondatien, ende voorders niet, den seer eerweerden heere Ludovicus Wouters, canoninck ende segelaere, ende den seer eerweerden heere Jacobus Josephus Bartels, canoninck gradueel der voorschreven cathedraele kercke; de selve heeren executeurs aensoekende dese ordonnantie van uyttersten wille *quoad pias causas* stiptelyck te willen achtervolgen, laetende aen ieder der selve voor honorair een paer van syne silver tafelcandelaeren.

Allen hetwelck den hoogweirdigsten heere testateur verclaerde te wesen synen testamente ende ordonnantie van uyttersten wille, versoekende hier af openbaere acte geexpedieert te worden in behoorelycke forme, ende dese te worden bekleedt met zegel van twelf guldens.

Aldus gedaen ende gepasseert in het bisschoppelyck paleys binnen Antwerpen, ter presentie van Joannes Baptista Meys en Franciscus Emm. De Buck, als getuygen, dewelcke beneffens den hoogweirdigsten heere testateur hebben verclaert te connen schryven door my notaris gevraeght synde. Ende is deser ten prothocolle myns notaris behoorelyck onderteekent.

Quod attestor : F. B. Beltens, notarius regius.

Concordantiam attestor : F. B. Beltens, notarius regius 1774.

X.

Testament de Jacques-Thomas-Joseph Wellens, dix-septième évêque d'Anvers.

24 janvier 1784.

Op heden den vier en twintigsten january duysent seven hondert vier en tachentig, zoo heeft Syne Doorlugtigste Hoogweerdigheyd Jacobus Thomas Josephus Wellens, bisschop van Antwerpen, ziekelyk naer den lichaeme, nogtans syne memorie, verstand ende sinnen wel magtig zynde, ter presentie van de naergenoemde getuygen, aen my Emmanuel Joseph De Quertenmont, openbaer notaris by den souverynen raede van Brabant geadmitteert, t'Antwerpen residerende, ter hand gestelt dit besloten cohier met dobbel grouw gaeren doorregen ende ten vier plaetsen met het cachet van Syne voornoemde Doorlugtigste Hoogweerdigheyd in rooden lacke gecachetteert ; ende heeft verclaert daer inne te berusten synen uyttersten ende expresse wille, begeerende dat hetzelve naer syn overleyden zal stand grypen ende sorteren volcomen effect, 't zy by forme van testamente, ofte zoo als hetzelve naer den regte best subsisteren kan en mag, niettegenstaende het gebreck van eenige solemnityten costumen ofte usantien, ook niettegenstaende eenige stads ofte lands regten hieraen contrarierende.

Aldus gedaen ende gepasseert 't Antwerpen dato als boven in het bisschoppelyk palys ter presentie van Joannes Martinus Schepens ende van Petrus Segers als getuygen hiertoe versogt. Ende hebben Syne voornoemde Doorlugtigste Hoogweerdigheyd ende de voornoemde getuygen verclaert te connen schryven, zulks alvorens aen hun door my notaris afgevraegt zynde.

J. T. J., bisschop van Antwerpen.
J. M. Schepens.
Petrus Segers.
De Quertenmout, notarius regius.



Projet van testament (gemaekt den 7 september 1783), *het-welk ik verclaer mynen uytersten wille te zyn, ingevalle dat er geen naerder testament op mynen sterfdag gevonden word.*

1. Mynen broeder d'heer Ludovicus Antonius Wellens zal eerts uyttrekken uyt myne naerlatentheyd in effecten tot zynen keus, de weirde van hondert duysent guldens wisselgeld, waer in tot nu toe den fond van myn patrimonium bestaet, en in-gevalle dat d'heer Jacobus Theodorus Wellens, mynen vader, (aen wie Godt lange jaere geve) voor my quamp te sterven, dan zal mynen voorgenoemden broeder noch hebben bovens de voorgeschreve somme alles wat uyt myne vaderlyke erffenisse tot my zal gekomen zyn, en in dat geval schikke ik eenige dis-positien te doen ten opzigt van de jaerlyksche revenuen van myn patrimonium, met naerder handschrift.

2. Al het overig van myne verlatenheyd zal dienen tot eene fondatie in faveur van den algemeynen armen, en aengelegt worden te renten, waervan de jaerlyksche inkomsten zullen uytgedeylt worden aen de arme bejaerde menschen, die fre-quenteren zullen den catechismus, door my opgeregt ten jaere 1779. Deze fondatie zal op haer zelve staen, en daervan zal eenen separaeten boek gehouden worden. Den zelven persoon die den rentmeester van het bisdom zal wezen, zal ook den rentmeester zyn dezer fondatie, en jaerlyks zyne rekening doen aen den bisschop van Antwerpen, den archidiaken en den scholaster by tyde wezende, dewelke ik tot provisores van deze fondatie benoeme. Voorders zullen de jaerlyksche revenuen tot geen ander eynde als boven mogen gebruykt worden, zoo lang als dien catechismus niet teenemael gefondeert is. Maer dat gedaen zynde, zal den bisschop by tyde wezende een deel der revenuen dezer fondatie, mogen emploieeren voor de arme kinders, die den catechismus 't zy in de parochien dezer stad, 't zy in de zondagsche schoolen of cappellen frequenteren.

En, als deze het ook niet noodig zouden hebben, zal den bisschop daervan mogen disponeren in faveur van eenen catechismus voor bejaerde arme menschen tot Lier, ingevalle dat er eene zoodanigen aldaer namaels (zoo ik hope) word opgeregt. Voorders den bisschop van Antwerpen by tyde wezende zal deze dispositien volgens zyn goeddunken doen by een schriftelyk order dat hy geven zal aen den rentmeester dezer fondatie, en niet anders, hem altyd recommanderende en willende dat den catechismus ingestelt voor de arme bejaerde anno 1779 moet in vollen stand zyn en blyven, eer dat er iets van de revenuen dezer fondatie tot de voorgenoemde eyndens gebruykt worde.

3. Eer dat dese fondatie word opgerecht, zal men uyt het deel van myne naerlatentheyd aen haer toegeschikt betaelen de honoraria van duysent missen, ad ratam van tien stuyvers, dewelke seffens naer myne dood tot laeffenenisse myner ziele zullen gelezen worden, alsook de onkosten van de begraevenisse en van den kerkelyken dienst, gelyk men voor eenen afgestorven bisschop gewoon is te doen, en voorders alle actien passive, alle schulden, of andere onkosten, die men noodig of betamelyk zal agten, van wat natuere dezelve mogen wezen.

4. Boven dien zullen afgelevert of betaelt worden de volgende artikels of legaeten :

Aen de kerk van den heyligen Carolus alhier mynen besten kelk en myne beste choorkap van zilveren moor;

Aen mynen eersten secretaris mynen besten albe;

Aen mynen tweeden den albe die volgt.

Aen mynen ordinairen bigtvader hondert guldens courant geld eens; deselve somme eens aen den rentmeester van het bischdom, die er zal zyn op mynen sterfdag, alsook aen ieder van de andere domestiquen die er alsdan zullen wesen.

Daer en boven zal ieder van de livryknegten en van de meyssens alsdan in het bisdom woonende jaerlyks genieten van de fondatie dertig guldens courant geld, waervan het eersten jaer zal vallen op den verjaerdag van myne dood.

5. 1° Ik legateere ook aen het bischdom de muerschilderyen van d'eetkamer, de behangsels van de twee wederzydsche kamers, en van het klyn cabinet daer nevens, als ook de spiegels met hunne ciraeten staende in de schouwen van de dry voorgenoemde kamers.

2° D'alcoive op eene van de bovenkamers, de boiseringen die in het bischdom zyn met hunne toebehoorende lysten, 't zy vergult, 't zy geschildert, zullen generaelyk aen het bischdom blyven, gelyk zy zyn, schoon ik een groot deel van derzelve op mynen eygen koste gemaekt heb.

3° Wat aengaet de kamers dewelke met papier behangen zyn, deze behangsels van papier zullen ook aen het bischdom blyven in denzelven staet, gelyk zy op mynen sterfdag zullen existeren.

6. Eyndelyk verzoeke den zeer eerweerden heer Franciscus Stephanus Bruynincx, mynen actuelen archidiaken en officiael, en mynheer Van Celst, canonik mynen secretaris, dat zy zouden gelieven de executie van desen mynen uytersten wille op zig te nemen, en tot eene gedenkenisse te kiesen, ider van hun, uyt myne bibliotheque een vollen werk dat hun het meesten zal genoegen.

J. T. J., bisschop van Antwerpen, den 7 september 1783.

Dit project maeke ik nu myn testament desen 24 january 1784.

J. T. J., bisschop van Antwerpen.

P. S. Wille alnog dat aen mynen broeder zullen volgen alle de manuscripten dewelke hy zal komen te vraegen, uytgenomen degene dewelke de zaeken van het bischdom aengaen; item dat insgelyks aen zyne dogter Isabella zal privatievelyk toebehooren de somme van vier duysent fransche livres, die alreeds door my naer Parys zyn overgezonden om op haeren lyve te rente gelegt te worden.

† J. T. J., bisschop van Antwerpen.

XI[1].

Testament de Réginald Cools, dixième évêque d'Anvers.

15 avril 1706.

Superscriptio testamenti R. D. Cools.

In nomine Domini, amen. Tenore presentis publici instrumenti cunctis pateat evidenter et sit notum, quod anno a Nativitate ejusdem Domini milesimo septingentesimo sexto, mensis aprilis die decima quinta, coram me Theodoro Van Merlen, notario regio de numero hujus civitatis Antverpiae, et in presentia testium infrascriptorum personaliter constitutus atque comparens illustrissimus et reverendissimus dominus Reginaldus Cools, episcopus Antverpiensis, utcumque egrotans, sensibus, memoria et intellectu valens et vigens, declaravit, prout declarat per presentes, in hac charta sive volumine, manu sua subsignato, debite clauso et sigillato, contineri suum testamentum, factum de licentia pontificia, prout in illo plenius habetur. Quod illustrissimus dominus comparens vult esse validum et plenum suum sortiri effectum per modum testamenti, codicilli vel alterius cujusvis dispositionis facte causa mortis aut alias, cum meliori modo et forma, quibus de jure et stylo firmum et validum esse et suum effectum sortiri potest ac valet, etiam non obstantibus quibuscumque juribus, municipalibus statutis et consuetudinibus in contrarium; etiam si solemnitates ad hoc requisitae non omnes nec integre forent observatae; quibus omnibus praefatus illustrissimus

[1]) Le testament de l'évêque Cools, que nous donnons ici pour clôturer la série des testaments des évêques d'Anvers, a été omis par mégarde à la place qu'il devait occuper d'après l'ordre chronologique. Il nous a été impossible de découvrir les testaments des évêques qui ne sont pas mentionnés dans notre série. L'évêque Werbrouck est décédé subitement sans testament.

dominus comparens derogat tenore presentium, volens insuper, quod omne id, quod postmodum statuerit et disposuerit manu sua firmatum, sortiatur suum plenum et integrum effectum, ac si in presenti testamento insertum foret, et pro inserto habet, petens a me notario hanc actam seu notulam desuper poni et scribi.

Actum Antverpiae, in palatio episcopali, die, mense et anno quibus supra, presentibus domino Joanne Philippo Verbruggen, subdiacono, et Joanne Francisco Verbruggen, procuratore curiae nostrae, testibus ad premissa vocatis. Qui rogati, an scribere possent, responderunt, prout respondit illustrissimus dominus, se scribere posse, prout omnes subsignarunt, uti et ego notarius suprascriptus.

F. REGINALDUS COOLS, episcopus Antverpiensis.
J. P. VERBRUGGEN.
J. F. VERBRUGGEN.
TH. VAN MERLEN, notarius regius.

Testamentum illustrissimi domini Reginaldi Cools, episcopi Antverpiensis.

Ad laudem et gloriam sanctissime Trinitatis, Patris et Filii et Spiritus sancti, nec non beatissime Virginis Marie, sanctissimi ejus sponsi sancti Josephi, sanctorum chororum Angelorum, nec non omnium sanctorum ac sanctarum Dei. Amen.

Benedic, anima mea, Domino et omnia, que intra me sunt, nomini sancto ejus. Dulcissime Domine Jesu, Verbum incarnatum ex purissima Virgine matre, quid potero effari, cum infinite mihi misericordie prestite sint, non solum in creatione ac recreatione gratie, verum etiam in toto decursu vite mee? Non habeo, quod pro illis reponam eterno Patri, nisi infinitum suum amorem, quo misericorditer me redemisti et usque in senectam et senium vexisti et adhuc gubernas. Utinam numquam te offendissem; utinam ab ocultis meis munder a te, et ab alienis parcas servo tuo. Non opto vivere uno momento, nisi ut per me homines et te cognoscant et ament,

presertim oves mee, quas mihi indigno concredidisti, de stercore erigens me pauperem, ut collocares me cum mancipibus populi tui. Sit ergo tibi omnis laus, honor et gloria in secula seculorum, amen. Utinam excessus mentis mee exprimere possem, ut totus mundus cognosceret, quam amabilis et laudabilis sis, dulcissime Domine Jesu, amor meus ac pondus meum; illo semper ad te ferar, presertim quando dignaberis ex hoc carcere corporis educere animam meam, quam tibi ex nunc et semper offero per manus beatissime Virginis matris tue, que me etiam tam mirabiliter semper protexit. Igitur me illi et omnibus sanctis, presertim etiam purissimo ac mitissimo ejus sponso committo. Et, cum benedictissimus Dominus non solum me honoraverit episcopatu Ruremundensi, verum etiam a paucis Antverpiensi extra omne meritum et aparentiam per infinitam misericordiam suam, rogo, quatenus dignetur me etiam honorare protectione sua in episcopatu hoc Antverpiensi, ad quem sine meo conatu et diligentia ab aliquot annis sua bonitate promotus fui.

Et utendo licentia et permissione a sanctissimo nostro Papa Innocentio undecimo nobis Rome concessa duodecima augusti anni milesimi sexcentesimi octuagesimi quarti, nec non decima nona octobris anni milesimi sexcentesimi octuagesimi sexti, et per Suam Majestatem tam in suo concilio privato quam Brabantico approbata, quas hic habemus pro insertis, disponimus in modum sequentem :

Imprimis corpus defunctum inhumari volumus in nostra cathedrali Antverpiensi usque in diem resurrectionis, quando speramus denuo resurgere et in carne nostra videre Deum Salvatorem nostrum, ut eternaliter ipsum laudemus cum celestibus omnibus spiritibus. Amen.

Item domus nostra mortuaria cum tota familia manebit ad sex septimanas (prout moris) aperta cum paucis expensis, et tantum necessariis.

Item famulis nostris ultra annum sui stipendii currentem

relinquimus et legamus adhuc integrum stipendium unius anni, et desuper cuilibet centum florenos monete cambialis pro recompensa et veste lugubri, quos executores infra nominandi impendent in cujuslibet veste facienda.

Item Elisabethe Winckelmeulen preter currens stipendium relinquimus centum ducatones et pro veste lugubri sexaginta florenos monete cambialis.

Item Joanni Smits septuaginta quinque patacones preter currens stipendium et sexaginta florenos pro veste lugubri, ejusdem monete.

Item Marie, tertie ancille, quinquaginta patacones ultra currens stipendium et quadraginta florenos pro veste lugubri, ejusdem monete.

Item legamus reverendo domino Carvayal, canonico graduato ecclesie cathedralis, judici sinodali necnon sigillifero nostro, etc., reverendo domino Duerlincx, secretario nostro, et patri Henrico van Corthem, economo nostro, cuilibet centum patacones preter adhuc centum florenos cuilibet monete cambialis pro lugubri veste, preter rosarium nostrum, quod patri van Corthem relinquimus pro memoria.

Item cubiculario nostro Haefmans centum patacones et centum florenos pro veste lugubri preter stipendium currens istius anni.

Item cuilibet stirpi de Keisgieter, quarum tres hic Antverpie existunt, due relique Bruxellis, centum florenos monete cambialis.

Item legamus familie domini Guilielmi Van Can, advocati, centum ducatones.

Item domino medico nostro Vryelincx duo candalabra nostra argentea majora cum emunctorio.

Item domino Baseliers gutturnium nostrum magnum argenteum, vulgo de *lampet* cum poculo.

Item fabrice ecclesie cathedralis nostre duo millia florenorum, et choro ejusdem mille monete cambialis.

Item conventui Predicatorum Bruxellensi legamus tria millia florenorum monete cambialis, preter bibliothecam nostram, in exstructionem ambitus aut novi refectorii; ad cujus directionem et nummorum erogationem in istum finem committimus dignissimum patrem de Bode, modernum provincialem, aut, eo absente seu deficiente, prefatum reverendum patrem van Corthem. Quod prefatum opus ipsis sedulo commendamus.

Item eidem conventui omnes mappas et mantilia nostra cum omnibus utensilibus culine nostre, et dignissimo patri provinciali de Bode crucem nostram auream cum annulo nostro pretiosiori pro memoria.

Item conventui Predicatorum Antverpiensi duo millia florenorum monete cambialis.

Item nepti nostre in conventu sancte Ursule Lovanii centum ducatones monete cambialis.

Item duabus sororibus nobis per dominum Baseliers commendatis, cuilibet centum monete cambialis.

Item certe filie van Esse centum florenos monete cambialis.

Item ordinario chirurgo nostro centum florenos monete cambialis pro veste lugubri.

Item tribus receptoribus nostris Levens, Walpot et de Latere, cuilibet centum florenos monete cambialis pro veste lugubri.

Item monialibus ordinis Predicatorum *de Predicherinnen* in hac civitate 100 patacones.

Item volumus, ut immediate post obitum nostrum per infra nominandos executores distribuantur pauperibus in pane quinquaginta fertelle siliginis, discretioni eorum relinquentes, quot panes cuilibet familie de Keisgieter et domini advocati van Can distribuendos tradere voluerint.

De anniversario autem nostro non sumus amplius solliciti, utpote ex nunc fundato per actam particularem, rogantes reverendum patrem priorem conventus Predicatorum Antverpiensis

pro tempore existentem, ut cum uno ex religiosis assumendo quotannis intersit in officio ac sacrificio. Pro quo dicto conventui relinquimus duodecim florenos annue, prout constat ex particulari memoria distributionis salariorum et expensarum pro dicto anniversario per nos facta.

Et cum ad majorem Dei beatissimeque Virginis gloriam nuper ex decreto nostro pro instructione seminaristarum hujus nostre diocesis instituerimus et nosmet habuerimus primam lectionem ad litteram textus sancti Thome, que usque successit cum ingenti nostro gaudio et cordis letitia, hinc optaremus ejusdem continuationem pro salute ovium nostrarum nec non aliorum fidelium. Itaque volumus et exoptamus, ut perpetuis futuris temporibus in seminario nostro episcopali sint professores seculares presbiteri, maturi, docti et exemplares, assumendi specialiter, consulto illustrissimo ac reverendissimo episcopo Antverpiensi, et ut pro argumento pensionis secundi professoris indilate et pre omnibus nostris legatis ex bonis nostris super stabili et firma hypotheca applicentur tria millia florenorum monete cambialis; quorum annuum interesse erit pro secundo professore, ea lege ac conditione ut inconcussa tritissimaque divi Thome, doctoris angelici, dogmata (que in *Summa* potissimum *theologica* aut aliis etiam operibus suis complexus est) discipulis suis sincere tradat, ejusdemque textui prelegendo et explanando fideliter inhereat. Quod si secus fiat, et post seriam monitionem hec nostra non servetur pia intentio et ultima voluntas, devolvetur hec fundatio ad scholam conventus reverendorum patrum Predicatorum in hac urbe.

Volumus autem, ut in casum dequitationis prefate summe capitalis eadem iterum applicetur ut supra, previis interventione et speciali decreto illustrissimi ac reverendissimi domini episcopi Antverpiensis pro tempore existentis.

Item relinquimus per infra nominandos executores distribuendum cuilibet ecclesie parochiali hujus civitatis et ecclesie

in castro existenti souveranium seu quindecim florenos monete cambialis, et tantundem cuilibet conventui in memoria hic interjacente descripto.

Que omnia volumus sic observari ad majorem Dei gloriam ac publicam utilitatem, nisi contingat nos post clausuram hujus testamenti aliquid aliud ordinare, mutare, addere, aut diminuere sub nostra signatura; que omnia sic observari, ac si hic fuissent inserta; et que dictis scriptis facienda hisce fuerint contraria, volumus quod, que hic scripta sunt, et nova statuenda habeant suum effectum.

Et ut hoc ultimum nostrum elogium exactius ad effectum reducatur, pro executoribus nostris predicti hujus nostri testamenti seu elosii ac eorum, que adhuc statuenda sunt aut mutanda, nominamus reverendum admodum ac amplissimum dominum Paulum ab Halmale, juris utriusque licentiatum, canonicum graduatum hujus nostre cathedralis, archidiaconum et officialem nostrum, reverendum patrem Henricum Van Corthem, economum nostrum, et dominum Guilielmum Van Can, advocatum ac cognatum nostrum, cum potestate ordinaria, relinquentes cuilibet eorum centum ducatones.

Volentes, quod prefata dispositio nostra habeat suum effectum per modum testamenti, codicilli, donationis, fundationis, aut tali modo via aut forma, prout possibile erit, derogantes propterea omnibus formalitatibus, que possent requiri, revocando etiam omnes et singulas dispositiones ante hac factas huic contrarias.

Quod si contingeret bona nostra revolutione temporis aut quovis alio infortunio (quod Deus avertat) ad supra memorata legata solvenda non sufficere, expresse mandamus et volumus, ut tali casu cuilibet legato detrahatur proportionaliter sive pro rata, sic tamen ut supra dicta fundatio trium millium florenorum pro secundo professore predicti seminarii ante omnia sortiatur suum effectum ; quam integram volumus servare.

Amplissimo domino decano, nec non reverendis admodum

dominis de capitulo, omnibus dominis decanis ruralibus, pastoribus, capellanis, commendamus pacem, concordiam ac zelum salutis animarum, similiter omnibus conventibus ac ovibus, cuilibet juxta suam qualitatem, optaremusque omnibus relinquere signa nostri affectus, si media temporalia adessent; sed cogitent quam ardenter et affectuose pro salute omnium jam per tot annos tam in Hispania, diocesi Ruremundensi, quam in hac nostra moderna laboraverimus, petentes ab omnibus veniam, si quem offendimus; quod tamen studio nos fecisse non recolimus. Condonamus etiam libenter omnibus offensis nobis illatis, omnibusque impertimur nostram benedictionem rogantes, quatenus in vera fide catholica ac obedientia tam Sancte Sedis quam regis nostri catholici perseverent. Sint sobrii, caveant se a potibus, ament et honorent invicem ac Dei precepta bene custodiant, nec umquam beatissime Virginis Marie ac ejus sponsi sanctissimi Josephi obliviscantur. Nos autem libenter nos impendimus ac superimpendimus, et quamvis omnia bene egissemus, non habemus, quod dicamus, nisi quod nos profiteamur fuisse servos inutiles. Et utinam fecissemus, que debuimus! Quare dicemus : Deus noster, misericordia nostra hoc est, quod tota gratia, quam pretendimus, non sit nisi ex Dei misericordia, in quam nos effundimus, ac submergi volumus, ut nos in illo inveniamur ad ipsius gloriam.

Et supra posita jussu nostro scripta sunt, et per nos subsignata, in palatio nostro episcopali Antverpiensi, hac decima quinta aprilis xvii^c sex.

F^r REGINALDUS COOLS, episcopus Antverpiensis.

Liste chronologique et analytique des arrêts de règlement rendus, pendant les XVIIe et XVIIIe siècles, par la Cour et le Conseil souverain de Hainaut, en ce qui concerne l'administration du temporel du culte catholique.

9 *juin* 1617. — Règlement pour l'église et la chapelle de Hal. — *Archives de l'État, à Mons; section judiciaire. Dossier n*o 16,300 *des procès jugés.*

30 *août* 1701. — Arrêt portant des dispositions règlementaires pour l'administration de l'église de Hal. — *Dossier* no 42,708.

23 *juillet* 1703. — Arrêt au sujet de la présence du greffier de la prévôté de Binche à l'audition des comptes de la massarderie, de l'église et des pauvres de Morlanwelz. — *Dossier* no 41,923.

13 *octobre* 1704. — Règlement pour la reddition des comptes de l'église de Houdeng-Goegnies. — *Dossier* no 41,398.

9 *décembre* 1704. — Arrêt pour la formation et la reddition des comptes de la paroisse de Saint-Martin, à Ath. — *Registre aux dictums* de 1703-1704.

12 *mars* 1709. — Règlement pour la reddition des comptes de l'église et des pauvres de Thollembeek. — *Dossier* n° 38,839.

18 *octobre* 1713. — Arrêt sur la reddition des comptes par les mambours de l'église et des pauvres de Moustiers.

« Le mambour établi depuis peu par les Gens de loi pourra rester dans sa fonction pendant le terme d'un an, à charge de par les dits gens de loi de répondre de sa gestion. Les comptes seront rendus pour le 1er mars prochain, et dorénavant les mambours ou receveurs devront rendre compte de leur administration trois mois après le terme expiré, et environ tous les deux ans. » — *Dossier*, no 36,037. — *Registre aux dictums.*

23 *avril* 1714. — Arrêt ordonnant aux gens de loi du Monceau (Élouges) de faire faire à l'avenir par les mambours, dans les comptes de l'église un chapitre séparé des biens affectés aux obits et fondations. — *Dossier* no 35,721. — *Registre aux dictums.*

17 *août* 1714. — Arrêt pour l'administration des biens de l'église et des pauvres d'Harveng. — « Les maïeurs établiront un mambour en mains duquel ils délivreront un chassereau des biens, tenant note des obits. Le mambour rendra compte, de 3 ans en 3 ans, ouï et clos en

présence du bailli, lequel se contentera d'un salaire médiocre; aussi présent le curé du lieu sans frais. » — *Dossier* nº 35,515.

18 *janvier* 1715. — Arrêt pour la reddition des comptes de l'église et des pauvres de Blaton. — *Dossier* nº 35,256.

3 *avril* 1719. — Ordonnance sur la reddition des comptes de l'église et des biens des pauvres de Thulin. — « Les comptes de l'église et des pauvres du lieu devront se rendre tous les trois ans, immédiatement après ceux de la massarderie. Le bailli aura 12 livres pour son intervention aux comptes de l'église et des pauvres, le greffier 8 livres et les gens de loi 6 livres. » — *Dossier* nº 32,229. En cause des administrateurs des biens de l'église et des pauvres du village de Thulin, contre le sieur Massi, écuyer, bailli du dit lieu.

4 *avril* 1719. — Ordonnance sur la reddition des comptes des églises et des pauvres de Baisieux, Hensies et Quiévrain. — « Les comptes de l'église et des pauvres des dits lieux se rendront en même temps. Le prévôt (de Quiévrain) aura pour son intervention aux comptes de chaque année 4 livres, le greffier, 3 livres, les gens de loi ensemble 4 livres jusques à autre ordonnance. » — *Dossier* nº 32,223. En cause de Me Martin-Henry Albran, curé de Baisieux, et consorts, les curés de Quiévrain et d'Hensies, requérants, contre le sieur Danneau, prévôt de Quiévrain, intimé.

26 *février* 1721. — Règlement pour la reddition des comptes de l'église et des pauvres de Dour. — « Les comptes des biens de l'église et des pauvres du dit lieu devront se rendre tous les 3 ans et en un même jour. Chaque bailli intervenant à la reddition des dits comptes aura 5 livres pour ceux de l'église, et 5 livres pour ceux des pauvres. Le greffier de Saint-Ghislain aura pareil salaire pour les vacations à l'audition des dits comptes, y compris les apostilles. Le dit greffier aura 12 sols pour chaque feuillet, quand il formera les dits comptes, y compris les doubles. Les maïeurs et échevins auront ensemble 8 livres pour l'audition des comptes de l'église, et 8 livres pour les comptes des pauvres; ils profiteront aussi des vins ordinaires aux passements des biens de l'église et des pauvres, à la charge de payer les frais des criées et autres fris accoutumés, au sujet des dits passements, et il ne leur sera rien payé pour la distribution des biens des pauvres, assiettes et signatures des dits biens et de ceux de l'église. » — *Dossier* nº 30,829. En cause de Guillaume Anseau, greffier de la ville de Saint-Ghislain, requérant du 16 mars 1720, contre les maïeurs et échevins du village de Dour, prenant fait et cause pour Martin Thon (leur mambour), intimés.

15 *janvier* 1724. — Arrêt fixant les honoraires du bailli, du greffier, des maïeur et échevins de Baudour, pour leur présence à la reddition des comptes des mambours des biens de l'église et des pauvres, et règlementant l'usage des bancs de l'église.

Le curé de Baudour, Me Jean-Pierre Delavacherie, avait exposé à la Cour que : « les auditeurs des comptes recevaient salaires exhorbitants; que divers particuliers s'étaient avisés de placer des bancs dans l'église pour leur seul usage : ce qui occasionnoit fort souvent des contestations entre les manans qui en étoient quelquefois venus à se donner des coups de poing pendant le sacrifice de la messe, au grand scandale de tout le peuple; d'ailleurs ces bancs, étant de différente structure et confusément placés, faisoient un très-mauvais effet dans l'église. »

La Cour détermina les honoraires des auditeurs des comptes, et dédéclara « que les bancs de l'église seraient communs, sauf la faculté de les retirer, si bon semble, dans 15 jours. » Elle décida, en outre, « que les mambours devront se contenter de 60 sols chacun pour leur présence aux comptes, dans lesquels on portera à la suite les menues rentes par un seul article, sauf qu'on pourra les détailler avec leurs hypothèques et tenances tous les 18 ans; les dits mambours dressant les chassereux ou les faisant former à leurs frais. » — *Dossier* nº 28,906.

20 *mai* 1724. — Arrêt pour l'administration de l'église de Hal. — *Dossier* nº 28,726.

13 *mars* 1731. — Arrêt modifiant le règlement du village d'Erbaut, du 13 mars 1717, en ce sens que les comptes de l'église, des pauvres et de la massaderie, seront rendus tous les deux ans, au lieu de l'être au bout de trois ans. — *Dossier* nº 24,984.

21 *février* 1733. — Arrêt entérinant un règlement du 20 avril 1639, pour la conservation des droits de l'église et de la chapelle de Tongre-Notre-Dame. — *Dossier* nº 19,942.

13 *mai* 1734. — Arrêt au sujet des recours publics des biens des pauvres d'Anvaing. — *Dossier* nº 23,221.

6 *septembre* 1734. — Arrêt sur la reddition des comptes de l'église et des pauvres de Frameries. — « Les comptes des église et pauvres se rendront en même temps que celui de la massarderie, vers la fin de mars ou au commencement d'avril, à la rétribution de 20 patars par heure pour le prévôt (de Mons) ou son lieutenant, et 18 pour le greffier, sans autre voyage que celui qui leur sera passé pour l'audition du compte de la massarderie. » — *Dossier* nº 23,087.

29 *avril* 1739. — Arrêt pour l'administration de l'église de Tongre-Notre-Dame. — « Conclu de déclarer, par forme de règlement, que

celui de l'archevêque de Cambrai et du seigneur de Tongre, du 20 avril 1639, sera suivi dans tous ses points, aux termes de l'arrêt du 21 février 1733 ; en conséquence :

« Le trésorier et celui qui est chargé du soin du buffé devront être pris à serment par les administrateurs, si déjà ils ne l'ont été à leur admission ; ce que s'observera à chaque remplacement.

« Les effets, ornements, et généralement tout ce qui se distribue par le trésorier, l'offrandière et autres, devront être donnez, reproduits et respectivement renseignés par inventaire et par compte...

« Il ne se pourra faire aucun ouvrage neuf ou considérable, que suivant résolution par écrit des administrateurs, qui devront à cette fin se procurer un registre dans lequel seront aussi couchés les remboursements des rentes, les remplois qui s'en feront et le montant des argens, des marchandises et du buffé, lesquels se mettront chaque année au ferme après la grande octave.

« L'administration se fera par les curé, bailly et maïeur ; en l'absence du bailly, le lieutenant de maïeur ou premier échevin y interviendra.

« Les criées des biens qui s'exposeront à ferme pourront être faites par le mambour, en y conditionnant, à charge des adjudicataires, 42 sols pour icelles, outre les frais de timbre, billets d'affiches et homages, lesquels devront être exprimés.

« Il pourra aussi conditionner, à la même charge, 4 livres pour la présence du bailli au recours, et la 1/2 pour celle du maïeur, et autant pour celle de son lieutenant, si le bailli n'y est point, sans y pouvoir stipuler aucune autre chose qu'à charge d'en faire renseignement au profit de l'administration.

« La même chose s'observera à l'égard des recours pour la vente des bois, et l'adjudication de la mambournie, sauf que pour ce dernier cas le salaire de la criée ne sera que de 8 sols.

« Le mambour qui tiendra le bâton aux recours, ne pourra le donner que de l'aveu des dits administrateurs présents.

« Les dits bailli, maïeur, son lieutenant ou premier échevin comme dessus, seront paiés à raison de 10 patars chacun par heure pour le temps qu'ils seront occupés à la recette ou aux remplois des deniers, capitaux ; prenant aux dits remplois les précautions suggérées par la Charte, suivant avis d'avocats fameux qu'ils devront consulter, aux frais néanmoins de ceux qui demanderont des deniers...

« L'on rendra exactement chaque année les comptes, auxquels le curé interviendra, sans salaire, aux termes des articles 13 et 14 de l'ordonnance du 1er juin 1587 ; le bailly aura 11 livres pour la présence,

les maïeur et échevins autant pour la leur, à partager également entre les présents ; le greffier 2 livres, compris apostilles, et le compteur 60 sols par dessus. La formation à raison de 12 sols du feuillet, compris double.» — *Dossier* nº 20,754.

6 *mai* 1739. — Arrêt pour l'administration des biens de l'église et des pauvres d'Horrues. — « La mambournie des dits biens sera adjugée par recours public pour 3 ans, se contentant par chacun des maïeur et échevins présents de 10 patars, et d'autant pour les recours des dits biens. Les distributions en faveur des pauvres se feront gratis par les maïeur et échevins, par communication avec le curé. » — *Dossier* nº 20,731.

30 *septembre* 1739. — Arrêt complétant celui donné le 29 avril 1739, pour l'église de Tongre-Notre-Dame. — *Dossier* nº 20,544.

25 *mai* 1742. — Arrêt prescrivant aux maïeur et échevins de Haute-Croix de ne plus conférer la place de clerc marguillier de leur église qu'à une personne capable d'enseigner la jeunesse dans les deux langues, savoir : le français et le flamand. — *Dossier* nº 19,488.

12 *août* 1761. — Arrêt touchant la fourniture des objets nécessaires aux deux paroisses de Quaregnon et Pâturages, ne composant qu'une seule communauté. — *Dossier* nº 30,816. En cause des échevins et habitants de Pâturages de Quaregnon contre les gens de loi et habitants de Quaregnon, intimés.

Il existe dans ce dossier un arrêt du 11 juillet 1766, «ordonnant aux maire et échevins de Quaregnon et Pâturages de faire démolir et reconstruire l'église de Pâturages ; à quel effet, ils devront en exposer les ouvrages à rabais, suivant la criée, le plan, profil et élévation paraffées par le conseiller-rapporteur, après notification en faite par affiches aux dits lieux, lieux voisins et en la ville de Mons. »

16 *octobre* 1772. — Arrêt pour la nomination et la gestion du marguillier ou égliseur, et de l'offrandier de l'église de Mont-Saint-Aubert. « Le curé de Mont-Saint-Aubert, dit de la Trinité, et les maïeur et échevins, comme représentants les habitants et paroissiens du dit lieu, établiront un marguillier ou égliseur, qui, à l'expiration de l'entremise du receveur actuel des biens de l'église, en aura l'administration et recette, en donnant caution. Le cas échéant, le curé, jointement l'égliseur, commettront un offrandier ou offrandière ; et, s'ils n'en conviennent, il sera nommé par le curé et les dits maïeur et échevins. L'offrandier sera tenu de renseigner tous les trois mois aux dits curé et églisseur, ou plus souvent, si ceux-ci le jugent à propos, les offrandes et profit des chandelles et médailles ; de quoi il sera dressé chaque fois acte contenant le montant

de la somme qui aura été renseignée ; lequel acte sera signé par le curé et l'égliseur et délivré à ce dernier pour servir de pièces justificatives à ses comptes qui se rendront par-devant les dits curé, maïeur et échevins, sans l'intervention du bailli de la seigneurie de Laignies. — *Dossier* n° 9,430. En cause des lieutenant-maïeur et échevins, et des habitants du village de Mont-Saint-Aubert, plaidant en appel de la sentence rendue, le 15 juillet 1766, par les officiers du baillage de Tournai-Tournaisis.

21 *décembre* 1775. — Arrêt fixant le mode de recours des biens de l'église et des pauvres de Montigny-lez-Lens. — « A futur, les recours des biens des église et pauvres du dit lieu ne se tiendront qu'après l'annonce faite en la forme ci-devant mentionnée (c'est-à-dire, proclamations et attaches de billets par 3 dimanches consécutifs à Montigny-lez-Lens, et autres lois circonvoisines), sans y stipuler aucun vin, ni corvée de charriage, sauf les frais nécessaires pour la tenue d'iceux. Le mambour devra continuer d'y tenir le bâton et ne pourra se rendre adjudicataire par lui-même ni par personne interposée. » — *Dossier* n° 6,857.

8 *juillet* 1785. — Arrêt déboutant les paroissiens de l'église de N.-D. de Messine, à Mons, de leur prétention de faire déclarer par le Conseil souverain : que la place de clerc-marguillier serait conférée, à la pluralité des suffrages, par tous les paroissiens. La Cour sanctionna l'usage en vigueur dans deux autres paroisses de cette ville : à l'église de Saint-Nicolas-en-Havré la place de clerc se conférait par les mambours et grands-maîtres, à l'agréation du curé ; à celle de Ste-Élisabeth, par le curé et les mambours. (PARIDAENS, *Journal du palais et historique*, manuscrit de la bibliothèque de Mons).

CHARLES ROUSSELLE
avocat à Mons.

Extraits des registres aux résolutions du conseil de la ville de Mons, concernant les couvents d'hommes, fondés en cette ville depuis le xvie siècle.

Parmi les collections riches et importantes que renferment les archives communales de Mons[1], on peut citer, en première ligne, les *Registres aux résolutions du conseil* de cette ville, qui forment une série complète depuis l'année 1406 jusqu'à nos jours.

Nous avons extrait de ces nombreux registres des documents qui jettent la lumière sur les origines des communautés religieuses, fondées à Mons depuis le xvi[e] siècle. Ceux de ces matériaux relatifs aux couvents de femmes ont déjà servi à la rédaction de notices que nous avons publiées sur les Ursulines[2], les Carmélites Déchaussées[3], les Annonciades Célestes[4], l'abbaye des Bénédictines[5], ou seront prochainement employés, lorsque nous mettrons la dernière main aux monographies que nous préparons, sur la célèbre abbaye d'Épinlieu, le couvent des Pauvres-Sœurs, celui des Sœurs-Grises, la Bonne-Maison des Filles-de-la-Madeleine, le monastère des Pauvres-Clarisses, la congrégation libre des Filles-de-Notre-Dame et le couvent des Religieuses de la Visitation.

[1]) Ces archives, réunies à l'hôtel-de-ville, ont fait l'objet d'une notice publiée par M. Gachard dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 2e série, tome IV.

[2]) *Annales du Cercle archéologique de Mons*, XIII, p. 1.

[3]) *Collection de précis historiques*, 2e série, V, 1876, p. 556.

[4]) *Collection de précis historiques*, 2e série, VI, 1877, p. 577.

[5]) *Annales du Cercle archéologique de Mons*, XV, p. 521. — Une intéressante *Notice sur les Sœurs-Noires* a été publiée par M. Léopold Devillers dans les *Annales du Cercle archéologique de Mons*, XII, p. 257, et le R. P. Richard, des PP. Capucins de Mons, a publié, en 1877, une monographie sur *le Monastère des Pénitentes-Capucines*.

Mais Dieu sait si, après l'achèvement de cette entreprise, nous aurons le loisir de poursuivre nos recherches, en ce qu concerne les couvents d'hommes, et d'écrire l'histoire de ces maisons religieuses : il nous reste, en effet, à consulter à leur égard, les collections considérables du dépôt des Archives de l'État, à Mons, et d'autres établissements scientifiques.

Aussi, ne voulant pas retarder la publication de documents authentiques qui viennent détruire les erreurs accréditées par les anciens historiens et annalistes, nous destinons aux *Analectes* ce travail, dont l'utilité sera, sans doute, reconnue.

CHARLES ROUSSELLE.

JÉSUITES.

12 janvier 1583.

Les lettres de monseigneur le révérendissime de Cambray[1] et de Son Altéze[2] ont esté leutes, touchant la réception des

[1]) Ces lettres revêtues de la signature de Mgr Louis de Berlaymont, archevêque de Cambrai, et datées du 15 décembre 1582,sont conservées aux archives communales de Mons, dans un recueil petit in-fol., relié, portant ce titre sur la couverture : *Établissement des Jésuites, à Mons*, 29 *octobre* 1582 *au* 21 *juin* 1578.

[2]) Les lettres adressées au magistrat de Mons par Alexandre Farnèse, duc de Parme, gouverneur général des Pays-Bas espagnols, se trouvent également dans le recueil mentionné à la note précédente. En voici la teneur d'après l'original :

Alexandre, prince de Parme et de Plaisance, lieutenant-gouverneur et capitaine-général.

A ceux du magistrat de Mons.

Très chiers et bien amez.

Le grand zèle, diligence et vigilance dont les adversaires de la saincte foy usent pour sçusciter et introduire leurs erreurs et perverse doctrine, establissans et instituans partout des escoles de leur secte pour corrompre et pervertir la jeunesse, estimans par icelle perpétuer leurs nouvelles introductions et hérésies, démonstre la voye par la quelle se peult et doibt restaurer, retenir et conserver en la république la vraie religion

Jésuites en ceste ville de Mons, et les accomoder à l'escolle de Housdain; ce que messieurs en assamblée de ceulx de la maison n'avoient trouvé convenable; trop bien leur accorder la maison de Sainte-Croix.

A suspenser jusques au prochain conseil, auquel tous se

catholique romaine. A quoy Dieu (comme en aultres semblables adversitez et persécutions de son église) a suscité contre ce temps des instrumens bien propres pour par bonne et pieuse intention réduyre les desvoyez, former et conserver en la dicte vraye religion ceulx par lesquels au temps advenir son église debvra estre maintenue et soustenue; entre lesquels le principal bruict (pour l'expériance grande que l'on en a en aultres royaulmes, pays et provinces) tiennent les pères de le Société de Jésus, que nous faictestimer et juger que ce soit chose très nécessaire que ès principalles villes de ces provinces soient instituez colléges d'icelle Société; et mesmes que pour conserver ce que au faict de la religion en la ville de Mons avez louablement maintenu, ce sera ung bon œuvre que le mesme y soit aussy effectué. A quoy entendons jà quelques bons personnages avoir présenté notable aide. Que nous a meu vous exhorter et et requérir que ne veuillez estre en faulte de poursuyvre ceste occasion, mesme de procurer avecq ferveur que au plus tost y puist estre fondé ung collége tel que dessus, accomodant à cest effect une maison à ce propice avec quelque revenu annuel pour partie de la fondation et dotation. Et que, comme entendons, vous pourra estre de moindre dépence sy y applicquez une maison voisine à l'escole que jà y avez, de laquelle les pères puissent faire leurs leçons et institutions aux paces à ce préparées tant aux enffans qui se trouvent à la dite escole que tous aultres, par lequel moien pourrez estre exusé des grandz fraiz que portez de la norriture et salaire des maistres par vous y entretenuz. Et vous acquictant en cest endroict, comme le bien publicque requiert selon la saincte intention de Sa Majesté et la nôtre, ne fauldrons aussy tenir la main que par aultres moyens sera suplée ce que sera requis pour la compétence de la dote du dit collége. A laquelle fin vous requérons, et néantmoins aussy de la part de Sa Majesté vous ordonnons, que de brief nous advertissiez de ce que faict en aurez. Très chiers et bien amez, Dieu soit garde de vous. De Tornay, le xxixe d'octobre 1582.

ALEXANDRE,
J. de Grimaldi.

debveront trouver sur paine d'exécuter sur les deffaillans iiij livres tournois au proffit de la Grande Aulmonsne et povres infectez, n'est qu'il y ait excuse légitime.

12 mars 1583.

En premier lieu, a esté représenté par monseigneur de Caumont[1], qu'estant ces jours passez à Tournay, Son Altèze avoit par le président de Pamele[2] faict traictier le faict des Jésuites pour les recevoir en ceste ville, selon que Son Altèze en avoit escript, comme pareillement avoit esté faict par monseigneur le révérendissime de Cambray; dont lecture a esté faicte des lettres pour meilleure intelligence.

Conclud de pourjecter une lettre à Son Altesse avec pluisieurs raisons militantes, pour estre leute et communiquée au prochain conseil, auquel tous se debveront trouver.

10 janvier 1587.

Touchant l'exemption de la maltôte de vin et bière, que seroit bien requis accorder aux pères de la Société de Jésus.

Considérant le grand fruict que feront les dits pères pour l'instruction chrétienne, aussy pour confesser et faire chose redondante à l'honneur de Dieu, service du roy et de la républicque;

Conclut de leur accorder libéralement l'exemption des maltôtes de vin et bière de ceste ville, qu'ils dispenseront en leur maison.

23 décembre 1589.

Messieurs eschevins ont fait rapport de la proposition à eulx faicte par révérend père en Dieu, père Olivier Mannart, provincial des pères de la Société de Jhésus ès Pays-Bas, tendante à deux fins : l'une de deschergier leur maison de deux cens cinquante florins de rente, et l'autre leur faire ad-

[1]) Le seigneur de Chaumont.
[2]) Le président du Conseil privé.

vance par aulmosne arbitraire et non aultrement, de quelques autres deniers, selon que contient plus amplement l'escript exhibé et leu.

A ceste assemblée s'est trouvé monsieur Du Flos de la part de monseigneur le révérendissime et illustrissime archevesque et ducq de Cambray, ayant donné à congnoistre que Sa Seigneurie désiroit fort que pleût considérer le faict des dicts pères de la Société et y prendre une bonne résolution, se remestant pour le surplus aux lettres de Sa Seigneurie illustrissime, qu'il avoit exhibé et en fait lecture; recours aux escriptz.

Conclud que, prenant regard aux bons offices des dits pères, et aultres bonnes considérations, de leur donner gratuitement et en aulmonsne la somme de quattre cens livres tournois pour ceste fois.

15 janvier 1594.

La requeste présentée par les pères de la Société de ceste ville au roy, nostre seigneur, pour obtenir en eschambge la maison et hostel d'Espinlieu joindant le leur en la rue d'Enghien contre la maison de la Magdelaine, dicte des Repentyes, et envoyée par messieurs du conseil du roy à messieurs eschevins, pour y dire ce qui bon samblera pour la garde du droict de la ville.

Conclud que aucuns messieurs eschevins avec ceulx du Conseil qu'ils vouldront appeller, avec pentionnaire et greffier, visiteront ladite requeste ensamble les estats de la fondation de la dite maison de la Magdeleine et aultres qu'ilz trouveront convenir; et au surplus donner solution par escript au contenu de la dicte requeste, pour, l'ayant représenté au conseil, en faire ce qu'il appartiendra.

8 febvrier 1594.

Pour furnir à la conclusion du conseil, comme aucuns de messieurs et eschevins et du conseil ont fait debvoir de visiter de rechief la requeste présentée par les pères de la Société au

roy pour obtenir la maison de la Magdelaine pour en faire contrechambge contre la maison et hostel d'Espinlieu, avec les tiltres et aultres escriptz servant à propolz, et le tout suyvant ce estre redigé par escript pour maintenir l'anchienne fondation de madame Marguerite d'Engleterre, ducesse de Bourgongne et de Brabant, et y recepvoir povres filles selon son intention et institution, et dont lecture a esté faicte, pour l'advouer, augmenter et diminuer, ainsy que l'on trouveroit convenir.

Ayant par ceulx de l'assemblée meurement le tout considéré, ensamble le contenu du dit escript responsif, ont conclud de l'advouer et le servir ès mains de messieurs du conseil du roy en ceste ville, avec les copies des tiltres et munimens dont est faicte mention par le dict escript, pour par eulx en user selon la charge qu'ilz ont de court.

La requeste présentée par les dits pères de la Société de Jhésus donnant à congnoistre que ilz se trouvoient en nécessité, pour l'exercice de leur vocation, des livres et oeuvres plus que nécessaires, si comme *Sainct Augustin*, les *Vies des saintz* escriptes par Surius et plusieurs aultres semblables qu'ilz n'avoient moyen d'acheter; requérant leur vouloir ordonner quelque chose pour employer aux meismes fins.

Conclud (de tant que l'on trouve les prétentions des dits pères fort raisonnables) de acheter les oeuvres de sainct Augustin, sy avant qu'ilz ne les ayent, ou bien aultres qu'ilz ont de besoin, pour et jusques à la concurrence de iiij^{c} livres, pour estre payez des deniers venant de l'augmentation des maltôtes et y apposer enseignemens sur les couvertures qu'ilz viendront de la ville, pour mémoire.

16 juin 1598.

Suyvant ce, messieurs eschevins par la bouche du sieur de Calnel ont fait entendre fort amplement le bien que doibt résulter en une république quant la jeunesse est bien instruite en piété, dévotion et bonnes meures; et combien qu'il ait lieu

comme il y a encore escoles en ceste ville, néantmoins, comme l'on voit que, ès villes de Vallenciennes, Tournay, Lille et aultres, où les pères de la Société enseignent, que la jeunesse est fort bien instruite, sambloit que, si l'on vouloit requérir les pères estans en ceste ville, l'on debvoit espérer qu'ilz amplecteroient de tenir escolles, qui seroit un grand bénéfice; mais d'aultant qu'ilz ne thirent quelque recognoissance des personnes, raison requiert qu'ilz ayent quelque traictement de la ville, attendu que seront employées onze à douze personnes, qui auront l'œil sur tout; ce que a esté trouvé expédient de représenter icy pour y adviser et quelle intention l'on seroit, ayant par le dit sieur Calnel fort amplement discouru les fruycts que adviendront d'icelle escolle.

Conclud que l'on trouve convenable de requérir les dits pères aux fins dictes; mais avant y résoudre sera mieulx de communiquer avec les dits pères pour entendre leur intention plus particulière, fuist pour le traictement comme pour les ouvraiges et commoditez qu'il conviendra faire et à quelle charge le tout poura redvenir, pour suyvant ce en faire rapport et y prendre résolution.

20 juin 1598.

Suyvant la résolution du conseil dernier, qui portoit de communicquier avec les pères de la Société pour accepter de dressier une escolle pour instruire la jeunesse; comme faict a esté et entendu qu'il conviendroit avoir par-dessus le nombre qu'ilz sont présentement douze à treize personnes, auxquelz l'on ne pouroit moins accorder que cent florins pour chasque personne. Sur quoy avoit esté conclud, soubz le bon plaisir de ceste assamblée, de faire offre de la somme de mille florins annuel à payer demy an en demy an, et à commenchier dès le jour de l'ouverture de l'escolle et le continuer tant et sy longuement qu'icelle escolle demeurera en son entier, sur le pied admist, qui est de six maistres et un préfet avecq telz adjointz pour service que les dicts pères trouveront convenir. Bien entendu qu'iceulx se

debvront contenter des dits mil florins, sans rien prétendre davantaige, soit pour ouvraiges, réparations, ameublement et choses samblables, comme contiennent plus amplement les escripts leuz. De laquelle résolution l'on avoit fait rapport au supérieur quy avoit promis d'en faire part au provincial de leur ordre.

Ceulx de l'assamblée ont advoé la dicte résolution ès propres termes qu'elle est conceupte et couchée.

Et, afin de donner contentement à aucuns qui présupposent que par moyen d'icelle conclusion l'escolle de Housdaing se pouroit diminuer, a esté aussy conclud que messieurs pourront mander le recteur d'icelle escolle et luy faire entendre que l'intention est de la maintenir et conserver en son estre, le requérant de faire son debvoir, et que de la part de la ville luy sera donné la faveur et assistence requise comme du passé, l'exortant d'estre pourveu de bons maistres; et, sa response entendue, y adviser du surplus, selon que sera trouvé expédient.

Et au regard des moyens que conviendra pour furnir à la dite somme de mil florins, l'on y poura adviser avec le temps et par bonne occasion.

Cela estant ainsi passé, l'on a faict entre les lx hommes qui estoient semons et assez en bon nombre, pour leur représenter les mérites de ceste matière et le fruict que l'on espère en rethirer.

Lesquels ont unanimement conclud de confremer la dicte résolution.

17 septembre 1598.

At esté adverty par messieurs eschevins d'avoir entendu du père recteur des Jésuytes qu'ilz avoient lettres de leur supérieur et général pour la résolution du collége en ceste ville, et que, suivant ce, le recteur de l'escolle de Houdeng avoit esté mandé pour sçavoir sa résolution pour le maintenement d'icelle escolle, suivant la conclusion dernière du conseil; lequel avoit remonstré d'avoir souffert grands despens et estoit

fort intéressé, tant à cause de la maladie contagieuse, comme du petit traictement que il avoit receu jusques à présent de la ville, et que par ainsy ne se povoit plus maintenir aux gages ordinaires; pryant néantmoins d'avoir son congié. Ayant exibé ung escript de son intention pour pouvoir maintenir, portant le tout à xij^c florins par an, par ainsy sçavoir jusques à quelle somme l'on polra traictier, et en cas de refus d'accepter l'offre, sy l'on escripvera aux universitez pour ung aultre recteur.

Conclud d'augmenter les gages du dit régent de quattre cens florins outre deux cens, qui font six cens florins par an; le pryant de se voloir accomoder pour demorer et où adviendroit après toutes instances son refus et retraicte, luy faire instance de demorer seulement demi-an après la saint Remy prochain pour maintenir cependant l'escole et adviser d'un aultre aux universitez; et où le dit régent demoroit demi-an après la saint Remy, lui offrir iij ou iiij^c florins pour le dit demy-an.

5 avril 1599.

Les pères de la Société de Jhésus ont fait advertir qu'ilz attendent ces jours prochains leur provincial auquel ilz désirent faire foy de la convention faicte par la ville, et pour ceste cause désiroient l'avoir en parchemin, soubz le sceel aux causes de ceste ville, en conformité de la résolution dont ilz ont acte attesté du greffier; et davantaige qu'il plaise réduire le terme de payement, au lieu de demy-an, de trois mois à aultres, en quoy n'y a que commodité de payement aux massards pour rencontrer plus aisement v^c livres que mil.

Conclud que l'on donnera lettres aux dicts pères en parchemin, sur le sceel aux causes, en conformité de l'acte qu'ilz ont en papier, et aussy faire payement de trois mois à aultres par les massars.

16 juin 1607.

La requeste des pères de la Société de Jhésus a esté veue,

par laquelle ilz prétendent d'obtenir la maison et héritaige de la Magdelaine pour en faire eschambge contre l'hostel d'Espinlieu en la rue d'Enghien pour y accomoder leur collége et église, avec aultres heritaiges qu'ilz ont achetez y joindans par ce que le lieu est plus ample et spacieu que là où ils sont présentement, et aussy le peuple seroit mieulx servy et accomodé par ce qu'en ce quartier il n'y a église; pryant leur accorder.

A cest effet, monseigneur l'illustrissime de Cambray en avoit escript à messieurs eschevins apparant par ses lettres en datte de Bruxelles le vj^{e} de juing 1607, quy ont pareillement esté leutes. Comme a samblement fait l'illustrissime nonce apostolique, passant par ceste ville allant en Espaigne, tant verballement que par lettres du xij^{e} jour de juin 1607, quy ont aussy esté leutes; et le rapport fait par le pensionnaire De Boussu de la charge qu'il avoit receu.

Les dames abbesse et religieuses de sainte Claire ont aussy présenté requeste affin d'avoir partie du jardin de la dite maison de la Magdelaine avec quelque édifice pour l'applicquier à leur maison, pour avoir quelque eslargissement plus ample qu'elles n'ont, principallement advenant contaigion. Suyvant ce, ont esté prins appaisemens des escriptz cy-devant fais et exhibez en court en l'an mil v^{c} iiij^{xx} xiij et xiiij, que lors lesdits pères avoient encoire faict poursieulte pour obtenir la dite maison de la Magdelaine à mesme fin que dessus. Et cela fait, avoit esté opiné.

Ayant par ceulx de l'assamblée en grand nombre considéré l'importance de la matière, laquelle ne se trouve encoire disposée pour y résouldre, ains y convient meurement adviser; et pour ceste cause a esté conclud en d'y penser pour le prochain conseil qui se debvera assambler à vij heures, affin d'avoir le temps pour résouldre tant plus sérieusement, après avoir entendu la lecture des escriptz servant à propolz.

12 juillet 1607.

L'assamblée présente s'est faicte en suyte de la conclusion du conseil dernier, tant pour veoir les pièces des difficultez cy-devant entre les dames d'Espinlieu et la ville touchant la maison de Magdelaine qu'elles prétendoient en propriété en l'an iiij^{xx} iij et iiij, comme aussy de ce que les pères avoient prétendu la dite maison ès années iiij^{xx} xiij et xiiij pour en faire eschambge contre l'hostel d'Espinlieu en la rue d'Enghien pour eulx accomoder. Ayant par les dits pères de la Société présenté aultre requeste par laquelle ilz offrent la maison de la *Pomme*, pour y accomoder les filles des Répenties, qu'ilz disent estre bastante pour icelles. Et les mère et sœurs de la Magdeleine ont pareillement présenté requeste pour estre maintenue en conformité de la fondation de la dite maison. Et après avoir le tout leu et examiné bien particulièrement, a esté demandé advis à ceulx de l'assemblée et chacun par ordre.

Ayant le tout meurement considéré, a esté conclud au plus grand advis de ne céder le droit d'administration et supérintendance que messieurs eschevins et personnes du conseil ont sur la maison de la Magdelaine, à laquelle la propriété compète et appertient pour tousiours.

27 mars 1608.

Messieurs eschevins ont adverty que les pères de la Société estoient venus vers eulx, donnant à congnoistre qu'ilz ont ordre de leurs supérieurs de faire préparations de matériaux pour au plus tôt entamer les fondations de leur église et la continuer selon les comoditez et que la saison le permettera et sy avant que possible sera. Et comme il leur convient amasser grand nombre de matériaulx et qu'il leur sera besoing avoir place spacieuse et com mode pour les mettre, et n'ayant trouvé place plus propre que celle-là où marchié au fillet se fait, car de se servir de leur jardin et héritaiges est impossible, à raison qu'il est requis de le ravaller et thirer grande quantité

de terre; ayant requis qu'il pleût transporter le dit marchié en aultre lieu que se pouroit adviser : quy est la cause principale d'avoir fait la présente assamblée.

Conclud par messieurs eschevins et personnes du conseil, désirant accomoder les dits pères de ce qu'est de leur povoir, de transporter le marchié au fillet du lieu où il est à présent, et le remettre au lieu que l'on dict la Croix-Place, comme le plus propre et accomodable à tel usaige que nul aultre que l'on avoit mis en terme, à condition que le droit du prince y sera gardé et maintenu en la mesme forme qu'a esté faict, sans y vouloir toucher. Et quant au poix du cavenne, estans puis aucunes années remis au dit lieu de la Croix-Place, sera transporté au Trou-Oudard, en tel place que sera advisé par messieurs eschevins, et aussy pour le marchié au fillet et là où on poura asseoir les poix et balanches le plus comodément pour le bien, comodité; ordonnant de faire paver et cauchier la dite Croix-Place.

Les dits pères ont encoire déclaré qu'il y avoit aucuns bons personnaiges quy offroient livrer chevaulx pour s'en servir à leurs ouvraiges, restant seullement d'avoir les harnachures et beneaux; pryant de les accomoder, par forme de prest, de deux beneaux de ceulx de la ville avec les harnachures y servantes, offrant les rendre.

Conclud d'accomoder libérallement aux dits pères les deux beneaux qu'ilz demandent avec les harnachures et esquipaiges servant à propolz, pour s'en servir, sans subiection de les rendre, encoire qu'ilz l'ayent offert.

Et vendre prestement ceulx en rest par les massars.

28 mai 1608.

Le père recteur de la Société de Jhésus a présenté requeste par escript, par laquelle a esté prétendu d'avoir quelque peu de waressaix au marchié au fillet pour dressier le bastiment de leur église en quaireure, quy portera fort peu et n'y aura aucune incomodité à la rue parce qu'elle est large et ample.

Conclud de visiter le lieu par messieurs et du conseil telz que bon semblera s'y trouver avec les francqz cerquemanneurs et leur greffier, pour en faire rapport à la première assamblée et y résouldre.

29 mai 1608.

Son Excellence de Croy et d'Arschot a escript lettres à messieurs eschevins et du Conseil, donnant à congnoistre que les dits pères de la Société l'avoient requis de venir asseoir la première pière pour la fondation de leur église : ce qu'il avoit promis. Et comme ilz n'ont les comoditez et moyens de pouvoir furnir aux grans fraix que conviendra supporter pour mener à chief ung tel bastyment que cestuy-là, portant de les secourir et assister aultant qu'il sera possible, à l'exemple de ce que ont fait aultres villes voisines où telz et semblables bastymens ont esté fait, auxquelles ceste ville ne doit céder ny en religion ny en piété, moins en libéralité ; les dites lettres, en datte de Beaumont, le xxiij de may 1608.

Suyvant ce, a esté mis en terme ce que les dits pères prétendent par la requeste quy fut leute le jour d'hier, pour le waressaix qu'ilz désirent avoir sur le coin du marchié au fillet allant à la rue de derière le château, à l'endroit du puich, à sept piedz près d'iceluy, et rallant à néant jusques à leur porte et entrée, revenant quasy à une verge, platte mesure, selon le rapport que ont fait ceulx ayant assisté à la visitation, et ce pour dressier leur bastiment en quairure ; dont aucuns ayant esté à la visite ont déclaré qu'il souffira de quatre piedz demy, et samble qu'ilz s'en pouront contenter.

Conclud d'accorder aux dits pères quatre pieds demy de large vers le puich revenant à rien vers la porte de leur yssue, et ce pour tousiours. Aussy leur permettre de mettre les pilliers et arboutans sur la rue de derrière le Château, d'ung pied.

Le père recteur du collége de la Société a présenté aultre requeste donnant à congnoistre que Son Excellence leur avoit promis de leur faire tant d'honneur que de soy trouver en

ceste ville pour asseoir la première pière des fondemens de leur église, pryant que messieurs veuillent dénommer l'un d'entre eux pour asseoir la ij^{me}. Et davantaige, comme il n'a les moyens de furnir aux fraix qu'il faudra journellement aux ouvriers quy seront en grand nombre, il a requis le vouloir assister de leur libéralité à mesure et proportion de la grandeur et importance de ces ouvraiges, ainsy que s'est faict naguerres passé en pluiseurs aultres villes voisines, en cas samblables, auxquelles villes ne voudroit céder aucunement de couraige, piété et dévotion.

Après avoir particulièrement considéré la saison du temps, a esté conclud d'accorder présentement pour les raisons prémises mil florins à payer durant quattre mois et à proportion et quantité par chacun mois ; et pour asseoir la ij^{e} pierre de la part de la ville, monsieur de La Motte.

Par une aultre requeste le dit père recteur a remontré que pour les causes susdites Son Excellence et madame sa compaigne, aussy monseigneur l'illustrissime et révérendissime archevesque et duc de Cambray et aultres se devoient trouver en ceste ville pour disposer et planter la première pierre. Et, comme il n'avoit moyen de povoir les accomoder à sa maison pour diverses raisons déduictes par sa requête, avoit requis vouloir prendre à la charge de la ville le bancquet.

Prenant regard à diverses considérations icy amenées, a esté résolu de donner iiij^{c} livres pour en user selon qu'ilz trouveront convenir.

20 septembre 1611.

La requeste présentée par damoiselle Anthoinette Ghodin, vesve de Franchois de Le Haize, a esté leue, par laquelle elle requiert de vouloir exempter le séminaire qu'elle entendra fonder pour instruire la jeunesse, des maltôtes et impôts qui se lièvent au proffit de la ville sur la cervoise, et quelque quantité de vin pour célebrer et communier à la chappelle.

Conclud de prendre à suspenser quand à présent.

29 octobre 1611.

Les lettres de Son Excellence, escriptes en faveur des pères de la Société de Jésus, pour leur advanchier encoire, oultre deux milz florins receuz, trois milz florins, pour mener à fin les ouvraiges de leur église, ont esté leutes, avec leur requeste y joinctes, remplyes de beaucoup de raisons.

A esté prins à suspenser jusques au conseil prochain pour le petit nombre de ceulx de l'assemblée; et cependant donner response à Son Excellence.

14 mars 1612.

La requeste des pères de la Société avec les lettres de Son Excellence escrites en leur faveur ont esté veues, par où ilz requièrent leur advanchier quelque somme pour employer au parachèvement des ouvrages de leur église.

Conclud de leur donner mil florins à prendre sur les plus apparans moyens de la ville, ou bien sur ce que Nicolas Brassart a mis en terme : qu'il sçayt personne quy offre quattre milz livres, sy on luy veult accorder la livrance du charbon de la ville au pris courant, et pour noef ans.

11 juin 1615.

Les pères de la Société de Jhésus ont présenté requête, donnant à congnoistre que les ouvraiges de leur église vont achevant, ne restant que à parachever le pavement de leur église : ce qu'ilz ne peuvent faire sans assistance; pryant que la ville veuille continuer ses libéralitez encoire ceste fois, qu'ilz espère sera la dernière.

Ayant heu rapport de l'estat des affaires de la ville et les grandes charges qu'il y a et mesme que le dernier accord n'est encoire furny, l'on a trouvé convenir de prendre quant à présent à suspenser; mais, comme l'on espère avoir meilleure comodité, lors l'on advisera de s'eslargir sy avant que de raison.

2 décembre 1617.

A esté mis en avant que messieurs avoient esté adverty que

les pères de la Société de Jhésus avoient commenchié à ouvrir leurs escolles, combien que encoire fort tampre, à cause que la contaigion continuoit, et que les estudyans allant et venans par la ville pouroient prendre quelque mal et par ainsy infecter les escolles et de là aussy gaster davantaige la ville; et combien que l'on ayt esté vers les pères pour traictier avec eulx pour faire cesser la dite ouverture, ce qu'ilz n'ont vollu faire, maintenant que messieurs n'avoient quelque auctorité sur eulx ny leurs escolles, et ce qu'ilz en faisoient estoit à la requête des pères des enffans, pour ce qu'ilz disoient perdre leur temps par oisiveté, tellement que l'on avoit fait commandement de deffendre à leurs enffans d'y aller, mais que à ceulx du sepminaire n'avoient voulu entendre, au contraire c'estoit mocquié des sergens par huées et risées; et d'aultant que l'on avoit accordé au dit séminaire exemption de maltôte de bière sans que les Soixante Hommes n'y avoient esté présens ny appelez et consenty, partant sembloit à aucuns que l'accord estoit insuffisant et que on le pourroit bien rappeller, veu qu'ilz ne vouloient ceulx du magistrat.

Conclud de rappeler l'accord de la dite exemption pour les causes congneues, et à ces fins faire deffence aux commis du comptoir de ne donner aucuns billetz pour le dit sepminaire jusques aultrement en soit ordonné; ou bien sy l'on faisoit brasser, ne permettre de mettre la bierre en cave sy premièrement la maltôte n'estoit payée.

8 mai 1618.

Les pères Jésuites ont supplié que l'immunité aultre fois accordée au séminaire Notre-Dame en ceste ville, regardant la maltôte, leur soit continuée, veu qu'ilz ont rendu peine de donner toutte satisfaction à messieurs sur le mal-entendu, s'il en y avoit.

Conclud que le séminaire joyra des mesmes immunitez accordées pour la maltôtte, comme sy rien n'estoit passé.

9 mai 1620.

La requête des pères de la Societé estant intentionnez de faire bastir la porte principalle du séminaire ; pourquoy faire convient prendre sur la rue ung quart de pied d'ung costé, et cincq quarre de l'aultre.

Conclu de leur accorder.

31 octobre 1624.

Sur la requête présentée par les révérends pères Jésuites affin de pouvoir dresser une gallerie pour avoir accès de leur maison aux édifices de leurs noeufves escolles.

Conclu de visiter le lieu pour après en ordonner ; dénommant à ces fins de la part du conseil Christoffle Malapert et le capitaine Buisseré avecq les ordinaires.

25 août 1631.

Sur la requête des révérends pères Jésuites prétendans payement de leur honoraire de mil florins chacun an ; et qu'en conséquence de ce, fuist ordonné aux massars de la ville de leur payer leur don.

Conclu d'ordonner aux dits massars de payer leur dit prétendu au plus tôt que faire se poura.

Capucins.

8 octobre 1595.

Les pères Capucins ont présenté requeste par escript, donnant à cognoistre que madame la ducesse d'Arschot leur avoit dédié l'hostel de Trélon[1] en satisfaisant les rentes : pryant partant leur consentir de prendre demeure et habitation en la dite maison et hostel selon leur désir ; et davantage pour n'avoir moyen tant pour furnir à la descharge des rentes comme à la fabricque y nécessaire, requérant encoire de leur

[1]) Cet hôtel était situé en la rue da la Grande-Guirlande, connue aujourd'hui sous le nom de rue des Capucins.

faire quelque favorable aulmône comme de coutume et ainsy qu'ont faict les villes de Gand, Lille, Tournay, Douay, Anvers, Vallenciennes et aultres villes à leur venue.

Messieurs de ceste assemblée ont doiz loing temps fort bien considéré la bonne et exemplaire vie des dits pères Capucins et le fruict, bien et utilité que en recepvra ceste républicque pour les considérations que chascun sçait ; partant on leur doibt déclarer que très-volontiers on leur consent de prendre leur demeure et habitation en ceste ville, leur donnant pour Dieu et en aulmonsne la somme de mil florins pour estre converty soit en bastiments de la dite maison pour leur comodité, ou bien en rachat de cxj livres de rente en descharge de la dite maison et hostel.

21 mars 1596.

Les pères Capucins acceptez en ceste ville ont remonstré qu'il avoit pleu offrir deux mille livres pour estre employées à la descharge de leur maison. De quoy ilz remerchie bien humblement ; mais comme leur estat et vocation ne permettent de debvoir ny payer aucunes cherges, et n'ayant trouvé moyen de pouvoir deschergier les rentes de la maison qu'ilz ont prins à l'advenant de xxj livres 8 sous tournois, ny du pourchat ny d'ailleurs, pryant au lieu des dictes ij^{m} livres tournois, vouloir prendre à la cherge de ladicte ville clxxij livres que la dite maison doibt aux hoirs Franchois Buisseret d'Ath, ou bien à Nicolas Cambier, son beau filz.

Conclud d'accepter la dite rente à la charge de la ville, à l'indempnité de la maison des povres Capucins, avec l'année qui escherra au jour saint Jean-Baptiste prochain.

14 août 1614.

Les pères Capuchins ont remonstré que en pluiseurs villes où ceulx de leur ordre ont esté receus, ilz tachent d'eulx accomoder plus largement qu'ilz n'estoient du commenchement. Et comme leur maison en ceste ville ilz se sont accomodez au

lieu quy leur a esté présenté où ils se trouvent fort incomodez, tant pour la rue quy est de grand passaige[1] par charoys chergez de fer, bois, quy maine grand bruyt et aultrement, par les voisinaiges, bruyt des moulins des sayeteurs, propoz et chansons mal séantes, empeschant leurs dévotions, tant en célébrant que faisant leurs offices selon leur vocation. Et pour s'eslargier en meilleure aire, avoient visité la place du Parcq[2], quy est vacante et inutile ; pour eulx accomoder en meilleure aire, avoient pryé de leur accorder la place du Parcq, offrant laissier au proffit de la ville (après s'estre servy de leurs matériaulx au bastiment d'une nouvelle église et cloistre) leur héritaige pour l'aplicquier à tel usaige que l'on trouvera convenir, fuist de marchié au poisson ou aultrement.

Conclud d'accorder aux dits bons pères simplement leur requeste et prétendu, moyennant le consentement des lx hommes, à cherge d'eulx accomoder vers tous ceulx qu'ilz auront besoing pour eux eslargir, ayant aussy pryé d'accélération pour en pouvoir faire rapport à la première assamblée de leur chappitre général, quy se tiendra au mois de septembre prochain.

16 août 1614.

Comme au conseil dernier l'on avoit mis en avant ce que prétendoient les pères Capuchins de leur accorder la place du Parcq, pour ce que le lieu est propre pour y bastir une nouvelle église et cloistre, attendu que le lieu où qu'ilz sont présentement n'est propre ny sain pour estre ordinairement sale, en passaige de charyotz chergiez de fer, bois, pierres, menant grand bruict, comme font les moulins, chansons et aultres incommoditez, donnant empeschemens faisant leur office, pryères et dévotions ; affin d'entendre sy l'on trouvera convenir de leur accorder.

[1]) Rue de la Grande-Guirlande.
[2]) Le Mont-du-Parc.

Conclud unanimement d'accorder et céder aux bons pères ce qu'ilz prétendent du Mont du Parcq[1], pour eulx accomoder, à condition de former un modelle du comprendement du lieu pour l'examiner et visiter, pour s'il y estoit trouvé quelque incommodité y donner le remède tel qu'il appertiendra. Et ce sy avant que la ville y a droit et auctorité, sans se vouloir mesler du faict d'aultres, s'il y en a.

21 août 1623.

Aux révérends pères Capucins pour l'achevement de leur maison et église, douquel la ville a donné lettres et obligation d'indemnité en cas de recerche pour iij^{m}. livres, savoir ce que l'on aurat à faire en cest endroict.

Conclu de députer aulcuns, assavoir ceulx qui ont jà vacqué, pour revisiter tous les comptes et acquits des assennes et gagières ; et cependant lettres seront escriptes tant à messieurs des finances comme à monsieur de Kesteler, afin de donner loisir de xv jours pour leur donner résolution finale sur leurs prétentions.

Sur la prétention des RR. PP. Capucins pour avoir party du waressay joindant le pont des Orphelins.

Conclu de faire visite, pour après en ordonner.

CARMES DÉCHAUSSÉS[1].

15 décembre 1607.

L'assamblée s'est faicte pour communicquier la requeste des pères provincial et aultres de l'ordre des Carmes, prétendant leur permettre l'entrée en ceste ville, avec consentement pour y bastir ung cloistre de leur ordre, comme n'ayant trouvé lieu plus propre que ceste ville pour y célébrer et exercer le

[1]) Les pères Capucins ne vinrent jamais résider au Mont-du-Parc ; ils conservèrent leur couvent primitif, qui fut reconstruit et successivement agrandi.

[1]) Ces religieux ne purent s'établir définitivement à Mons qu'en 1647.

sainct service divin, selon leur règle et institution; de quoy réussira du grand bénéfice à l'honneur de Dieu et édification du peuple de la dite ville.

Laquelle estoit acompaignée de pluiseurs lettres d'induction et admonition pour s'incliner à leur acorder ce qu'ilz prétendent. Assavoir de l'archiducq, notre souverain prince et seigneur, en datte du xxixe jour de novembre 1607. Item, de monseigneur illustrissime et révérendissime archevesque et ducq de Cambray, du vij^{e} décembre 1607. Item, de monseigneur le ducq de Croy et d'Arschot, du xiij^{e} de décembre 1607. Item de monseigneur le marquis de Havré, du xxij^{e} jour de novembre 1607. Item, de monsieur de Vendegies, chief des finances, du viij^{e} d'octobre 1607. Et de monsieur le comte de Bucquoy, du xxvij^{e} de novembre 1607.

Ayant le tout meurement considéret, signamment l'estat de la ville, laquelle se trouve merveilleusement chargée de grandz affaires, si comme de la fortification, escolles latines et dominicalles, des hopitaulx, grande aulmosne, et pluiseurs cloistres et ordres mendyantes, avec aultres, de manière qu'est impossible de recevoir les dits Carmes, qui sont aussy mendiant, en ceste ville, pour l'impossibilité quy s'offre en divers endroits; partant conviendra donner à congnoistre à Son Altèze et les sieurs susdits la faulte de moyen de les povoir accomoder en ceste ville, prenant considération que l'on est pourveu de tant de bons prédicateurs que l'on ne trouve des églises pour leur donner stations.

19 décembre 1607.

Le fait des Carmes prétendant d'estre receu en ceste ville pour ériger ung cloistre, avec la conclusion prinse au conseil dernier, a esté représentée.

Tous ceulx de l'assemblée ont résolu de persister en la dite conclusion, attendu l'impossibilité qu'il y a de les pouvoir accomoder en la dite ville.

12 août 1628.

Les lettres de Son Excellence d'Espinoy, en datte de vij^e d'aoust 1628, aux fins que messieurs eschevins et personnes du conseil fuissent servis de recevoir les révérends pères Carmes Deschaussez et les placer en la ville de Mons, ont esté veues et leues en conseil; enssamble la requête verbale et par escript présentées par les dits Carmes à ces fins, avec offre de se placer soit en la Grande-Triperie, la Place Saint-Jean, et vers le vieu Lombart, ou aultre lieu qu'ilz délaissent à la discrétion de messieurs.

Conclu de les admettre en ceste ville, à condition néanmoins de ne se placer en aultres lieux qu'en un de ceulx cy-dessus par eulx offerts.

5 octobre 1634.

A esté veue la requête de RR. PP. Carmes Deschaussez tendante aux fins de se pouvoir placer en ceste ville en nombre de trois à quatre seulement pour assister les religieuses Carmélites de ceste ville de confession et aultres exercices spirituelz; comme aussy at esté examiné l'escrit servyt par les ordres mendyants, qui s'opposent directement au dit placement tant sur pied de quelques bulles obtenues des saints pères, telz que Clément VIIIe, Grégoire quinzième et Urbain huictième, par lesquelz est expressément inhibé d'ériger nouveaux convens sans an préalable appeler les religieux de la mesme ville.

Conclu de servir rescription aux ministres du roy par laquelle les raisons mises en avant par les dits ordres mendyants seront déclarées; que sy néantmoins Sa Majesté est intentionnée de leur faire quelque faveur, que ce soit de leur permettre seulement la demeure en la maison des Carmélites, à l'exemple des paters quy sont aux Clarisses et ailleurs, sans povoir mendyer par la ville.

12 août 1675.

Sur la requeste des RR. pères Carmes Deschaussez demandans qu'en advancement des fraix qu'il leur conviendra exposer pour la béatification du père Jean de la Croix, on voulust leur faire quelque libéralité.

Conclu de leur donner vingt cinc patagons.

MINIMES.

11 septembre 1618.

Les pères Minimes ont présenté requête par escript pour avoir exemption de la maltôte de vin et bierre qu'ils fourferont au refuge de Saint-Denis, où qu'ilz ont esté soubz le bon plaisir et connivence de Messieurs.

Conclu de leur faire la meisme grâce qu'on faict les Estats.

19 octobre 1627.

Sur la requête des révérends pères Minimes, affin d'estre secouruz de quelque aulmosne en leur nécessitez.

Conclu de leur donner en aulmosne la somme de deux cens livres tournois une fois, sans le tourner; en conséquence à convertir en huile.

7 avril 1705.

Sur la requeste des révérends pères Minimes demandans un pied sur le waressaix pour les bases et pilastres du frontispice de leur église.

Conclu de l'accorder.

DOMINICAINS[1].

15 mars 1620.

Les révérends pères Dominicains ont de rechef présenté requête pour estre admis à domicil et résidence en ceste ville.

[1]) *Le couvent des Dominicains à Mons*, traduction d'un chapitre de l'ouvrage de Bernard de Jonghe, intitulé : *Belgium dominicanum;* avec vue de ce couvent, en 1715, dans les *Annales du Cercle archéologique de Mons*, VI, p. 176.

Conclu de leur accorder, à charge que le convent de Valenciennes debvera préalablement renoncher à leur prouffit les stations et meltes déclarées par certaine liste joincte à leur première requête ; et pour le surplus aux conditions portées par leurs dites requestes.

14 décembre 1627.

Sur la requeste des révérends pères Dominicains affin d'avoir permission de faire bastir une brasserie en leur maison et demeure.

Conclu de visiter le lieu ; dénommant à ces fins messieurs du Trieu et Wery du conseil, avecq les ordinaires ; pour après, le tout estre représenté au conseil.

3 juin 1634.

Monsieur le doyen Ansseau, le chanoine Buterne, le pasteur de St-Germain et pasteur de Ste-Élizabeth sont comparus en pleine assamblée et remonstré estre venu à leur cognoissance que les révérends pères Dominicains estoient intentionnez de se mettre en possession de l'usaige de la dite église de Ste-Élizabeth, tant sur pied d'une bulle qu'ilz ont obtenue de Sa Sainteté, que le consentement de Sa Seigneurie illustrissime, et de l'adveu du conseil de ceste ville ; et comme cela sera fort préjudiciable tant au droit anchien que le chapitre de Saint-Germain at sur la dite église ; que les authoritez du magistrat seront diminuéez ; la populace n'y est en façon aulcune portée ; avec aultres raisons qu'ilz ont représentées verbalement et par escrit ; ilz avoient supplié messieurs du conseil de vouloir interposer en ce fait leur authorité et ne permettre aux dits rérérends pères Dominicains la dite entrée, veu qu'il s'agist du maintènement du publique tant en général que particulier ; sans prendre regard à la résolution du conseil de l'an 1629, en tant qu'icelle a esté prinse soubz prétexte que le pasteur y estoit consentant ; ce que néantmoins n'estoit véritable.

Conclu de ne permettre aux dits Dominicains l'entrée ou

usaige de la dite église ; de quoy leur sera faitte advertence par un pensionnaire, affin qu'ilz ne prétendent cause d'ignorance ; sy sera aussi Sa Seigneurie illustrissime suppliée de vouloir en ce fait seconder la bonne volonté du dit conseil ; et en cas qu'il n'y soit porté, de luy déclarer tout à couvert que le magistrat ne le permettra.

18 mars 1637.

Sur la requête des révérends pères Dominicains prétendans faire ériger une brasserie en leur maison, avec celle présentée par la vefve Pottier et Piere Jacques, organisse, présentée au contraire ; heu aussy raport de la visitte des desputez.

A suspencer ; et cependant l'on visittera les résolutions du conseil pour leur admission et à quelle charge ilz ont esté admis.

26 mai 1637.

Sur la requête des révérends pères Dominicains prétendans se povoir eslargir au lieu où ils sont présentement résidens ; avec promesse de n'enprendre en façon que ce soit sur les maisons à froncq de rue, ains seullement s'assister du jardinaige de la damoiselle de Pettegnies, en quoy la bourgeoisie ne sera incommodée ; selon le plan qu'ilz offroient monstrer aux comis du conseil.

Conclud de ne permettre aux dits révérends pères le dit eslargissement, pour le préjudice de la bourgeoisie que l'on y remarque ; authorisant messieurs eschevins d'empescher qu'ilz ne facent act d'héritier.

25 juin 1637.

Les révérends pères Dominicains de ceste ville de Mons ont remonstré qu'au lieu où ilz sont présentement ilz ne se pouvoient eslargir, tant pour estre en pleine ville, qu'en cest endroit aussy les maisons sont de très-grand pris ; et qu'ayans tasché de s'eslargir, ilz en ont esté empesché. C'est pourquoy,

comme le lieu du Parcq, depuis l'issue et extrémité de l'héritaige de la damoiselle de Samion, leur est fort propre, et qu'en cest endroit ilz sont sur le point de traiter pour l'achat de quelques maisons et héritaiges voisins, ilz avoient supplié messieurs du conseil de leur vouloir faire ceste faveur, que de leur accorder le dit Parcq pour y faire leurs jardinaiges.

Conclu de, avant en ordonner, faire visitte du lieu, comme aussy de la grandeur et estendue des héritaiges voisins, et faire un plan du lieu, pour en faire raport.

1 juillet 1637.

A esté fait raport de la visitte que l'on a fait du lieu du Parcq, pour accomoder les révérends pères Dominicains une partie d'icelluy, afin de servir d'eslargissement aux héritages d'Augustin du Bois et aultres qu'ilz sont intentionnez d'acheter pour y bastir leur église et cloistre; selon qu'ilz ont fait paroistre par un plan qu'ilz ont cy-endroit exhibé, ne demandans présentement que cens pieds du dit Parcq, ou telle quantité et grandeur que sera jugé convenir pour la nécessité de leur couvent; ce à quoy ilz se voellent bien référer.

Conclu d'accomoder les dits révérends pères d'une partie du Parcq[1], à prendre depuis le coing de la maison d'Azotte jusques à l'extremité de la rue des Telliers, pour s'en servir à usaige de jardin seullement et non aultrement; et à condition de laisser une rue de trente pieds de large allenthour du dit Parcq pour servir d'accès à la plate-forme quy se retient pour le service de la ville, tant pour l'adresse du canon que pour les comoditez des particuliers; en conformité des éticquets quy se planteront en la présence des comis à députer du conseil, lesquelz ne se pouront excéder; le tout sy avant que la ville y at de droit, réservant par icelle de se servir du lieu accordé en cas de nécessité.

[1]) Le Mont-du-Parc. — Une partie de l'ancien couvent des Dominicains est actuellement occupé par le Collége Saint-Stanislas, dirigé par les pères de la Compagnie de Jésus.

24 juillet 1648.

At aussy esté représenté que les révérends pères Dominicains prétendent ériger une muraille nouvelle, la thirant de ligne droicte jusques vers la maison du sieur de Lambrechies, où il convient d'emprendre deux à trois pieds sur la rue, en longueur de six à sept pieds, là où ilz abandonnoient au proffit de la ville plus de deux cent pied sur leur héritage, selon qu'est apparu par visitte.

Conclu de leur accorder la dite érection.

28 août 1654.

Sur la requeste des pères Dominicquains prétendans applicquer partie du Parcq à leur utilité pour servir en partie aux maisonnettes qu'ilz y ont; après avoir veu la visite faite par messieurs Malapert, de Tercamen, Le Clercq et autres, suivis de maître Jean Mabille, mesureur sermenté, quy a donné act l'héritaige contenir seulement treize verges ou environ.

Conclu de leur accorder les dites treize verges, conformément les esticquettes plantées par le dit Mabille, à charge qu'ilz ne pouront faire un fosset; et aux conditions portées par leur dite requeste, suivant laquelle sera fait contract et iceluy inserré en ce registre avecq aussy les conditions portées par la première cession qu'ilz ont du dit Parcq.

7 mars 1685.

A esté représentée la requeste des révérends pères Dominiquins avec le plan de l'érection de la brasserie et de la muraille,comme ilz demandent de pouvoir ériger sur le Parcq; ensuitte de la visitte faite par le sieur eschevin et pensionaire Houzeau.

Conclu de leur accorder d'establir présentement leur brasserie sur le petit jardin mentionné par la dite requeste; à charge de ne le pouvoir tenir plus haulte que leur sera marqué; les authorisans de bastir une muraille de mesme ligne qu'est produitte la haie à l'opposite de la ditte brasserie seullement;

à condition d'y faire une porte et y mettre les armes de la ville pour marcque de la propriété du fond et de payer une recognoissance de deux chappons par an irrédimible. De tout quoy ilz debvront donner act en bonne forme et vaillable au pied du dit plan.

19 mai 1685.

Sur la requeste des révérends pères Dominicains prétendant que le moulin à vent soit placé ailleurs, offrant de contribuer aux fraix, de crainte que la brasserie qu'ils sont authorisés d'établir n'empèche le vent nécessaire au dit moulin.

Conclu de déclarer qu'ils pourront établir la dite brasserie selon le plan avoué des experts sans l'excéder.

6 juin 1685.

Les révérends pères Dominiquins représentans le plan et estat des despens qu'il conviendra pour desmonter le moulin de desus le Parcq et le remonter entre les tours de Saint-Nicolas et Valenchiénoise, pour quoy ils offroient de contribuer 400 livres.

Conclu de laisser le dit moulin où il est, quant à présent ; et pour le surplus d'anexer l'act que les dits pères ont icy exhibé.

6 juin 1704.

Sur la requête des pères Dominiquains de cette ville demandans une partie de waressaix pour bâtir leur église.

Conclu de leur accorder la partie de waressaix qu'ils demandent, aux conditons reprises en l'avis des controlleur et directeur des ouvrages.

23 juin 1761.

Sur autre placet des pères Dominicains de cette ville demandant un terrein de la ville pour se renfermer, icelui amplement détaillé au plan y joint.

Conclu de le leur accorder suivant l'allignement qu'en feront

les maître et controlleur des ouvrages, aux termes de leur avis du onze avril dernier; remettant l'affaire à messieurs les magistrats pour prendre les arrangements convenables et fixer la reconnoissance selon l'étendue et l'estimation du terrein.

18 juillet 1761.

Sur le nouveau plan du Parc, dressé ensuitte de la résolution du conseil de ville précédent.

Vu les représentations faittes par les propriétaires et locataires.

Conclu d'accorder aux pères Dominiquains le terrein ponctué de rouge au dit plan, parmi la reconnoissance de vingt quatre livres au denier vingt-cinq, argent courant, et un chapon annuellement et sous les conditions à insérer par contrat, pour les marques distinctives du terrein cédé.

Oratoriens[1].

1 juin 1657.

Sur la requeste des révérends pères de l'Oratoire demandant de pouvoir demeurer et enseigner dans le collége de Houdain, aux offres et conditions portées par la dite requeste; aussy sur autre requeste de frère Athanase Maigré, docteur et professeur en théologie de l'ordre de Saint-Augustin, tendant à mesme fin, au nom et par commission de ses supérieurs.

Comme les régent et maîtres du dit collége s'acquittent pertinemment de leur devoir, messieurs du conseil ne sçauroient s'incliner à quelque changement, et autant moins que cela ne se pourroit faire sans un notable préjudice de la ville.

Carmes Chaussés.

27 juin 1665.

Sur la requeste des révérends pères Carmes réformez de la

[1]) *Notice sur la congrégation de l'Oratoire de Mons*, par Ch. Rousselle, dans les *Annales du Cercle archéologique de Mons*, X, 1re partie, p. 325.

province wallonne, supplians que leur soit permis de se pourvoir d'un hospice en ceste ville, à leurs propres fraix; s'obligeans à le renter suffisamment, et de ce faire apparoir avant en prendre possession; protestans ne vouloir estre à la charge de la dite ville ny par questes ny autrement.

Conclu de leur permettre le dit hospice aux offres et protestations portez par leur requeste et soubz les charges et conditions suivantes :

Premièrement, que les dits révérends pères ne feront choix de quelque maison avant l'avoir représentée à messieurs du magistrat et en obtenue l'aggréation; qu'ilz ne pourront estre qu'à quattre religieux, lesquels devront estre suffisamment rentez, si comme chacun de deux cens florins par an; et de quoy ilz donneront les appaisemens avant se mettre en possession.

Sy devront ilz payer vingtièmes, cheminées, maltottes et autres tailles de ville, sans pouvoir avoir brasserie en leur dit hospice et maison. Ilz ne pourront non plus faire aucune queste publicque ou secrette, ny avoir quelque chapelle publicque, ains en secret seullement, non à front de rue, et sans y donner accès aux séculiers.

A tout ce que dessus les dits pères suppliants devront s'obliger par escrit, observant les formalités requises par les statutz de leur ordre; et à defaut d'accomplir les dites offres et conditions ou l'une d'icelles, la dite permission sera nulle, la rétractant pour autant que besoin dès maintenant pour lors.

21 juillet 1672,

Sur la requeste des révérends pères Carmes Chaussez en la rue du Hautbois, prétendans de pouvoir s'establir conventuellement en ceste ville comme les autres religieux, avec ceste mesme condition de n'estre à charge par aucune queste ou mendication : ce qu'ilz promettent d'observer inviolablement.

Conclu de leur accorder aux conditions portées par leur

requeste et autres reprises par la résolution du conseil lors de leur admission, ausquelles n'est dérogé par la présente.

26 août 1700.

Sur la requette des révérends pères Carmes establis en la rue du Hautbois, demandans de pouvoir augmenter leur église en y joignant une maison contiguë en la dite rue.

Conclu de les renvoyer.

10 mars 1704.

Sur la requette des révérends pères Carmes, demandans de pouvoir agrandir leur église en y joignant la maison portant pour enseigne le *Poid d'or*.

Conclu de leur accorder la permission d'incorporer dans leur église la maison portant l'enseigne du *Poid d'or*, parmy caution bourgeoise qu'ils ne demanderont à l'avenir aucun élargissement ou permission de s'agrandir, de quelque costé que ce soit et sous quelque prétexte que ce puisse estre ; à peine qu'ils se soumettent, ainsy que leur caution, dès à présent pour lors, de payer mille escus au proffit de la ville, à la première demande qu'ils feront ou qui sera faitte pour eux, comme prédit, et soit que la grâce qui seroit demandée se refuse ou non ; d'autant que l'on entend de leur oster mesme toutte occasion de demander, la présente permission n'estant accordée qu'à ceste condition et ne pouvant sortir effect qu'après que la dite caution sera donnée et acceptée.

6 juin 1704.

Sur la requette des pères Carmes de cette ville, demandans de pouvoir s'eslargir par derrière.

Conclu de déclarer qu'il n'y a rien à changer à la résolution prise le 10e de mars 1704.

30 juin 1704.

Sur la requette des pères Carmes de cette ville, demandans la permission de prendre quelques pieds sur le waressaix, à effect

d'y placer un escalier de quattre pieds de long et treize de large.

Conclu de leur accorder, à charge de rétribution annuelle d'un demy chapon.

13 mars 1706.

Sur la requette des révérends pères Carmes de saint Albert, demandans de pouvoir aggrandir leur église, sans obligation de donner caution, mais sous protestation de ne jamais rien prétendre pour s'agrandir sur le devant.

Conclu de déclarer que la résolution du 10e de mars 1704 doit sortir son effect, sauf que la caution ordonnée ne devra concerner que les agrandissemens que les supplians pouroient prétendre à froncq des rues, et qu'ainssy il leur sera permis de demander aggrandissement de leur jardin.

28 juillet 1729.

Sur la requeste des pères Carmes Chaussés, demandans trois journaux dans les bruières hors de la porte d'Havré, en dessous de la justice[1], sur la droitte du chemin de la procession venant de la dite porte, pour faire un jardin qui sera aborné.

Conclu de leur accorder aux conditions à régler par messieurs les magistrats, pour être ensuite représenté au conseil de ville.

[1]) C'est-à-dire le pilori où l'on attachait les personnes condamnées par les échevins de Mons.

Documents extraits du cartulaire du chapitre noble d'Andenne.

I.

Rainaud des Pretz, archevêque de Reims, confirme la donation de l'autel de Sassey, faite par Manassès, son prédécesseur, à l'église de Notre-Dame, à Andenne[1].

1127.

Rainoldus, dispensatione divina Remorum archiepiscopus, omnibus sancte Ecclesie filiis tam presentibus quam futuris salutem et, quam mundus non potest dare, pacem. Et scripti documento et honestarum assertione personarum didicimus ecclesiam beate Marie de Andana, in episcopatu nostro, largitione domni Manasse, quondam archiepiscopi, altare de Saceio diu tenuisse, sed processu temporis, quibusdam causis intervenientibus, in manus nostras devenit, ita quod, nisi divini timoris respectu revocaremur, juste illud retinere possemus. Ante oculos vero nostre mentis Dei timorem statuentes, altare prefatum ob nostrorum recordationem delictorum jam dicte ecclesie restituimus, eo videlicet ordine, ut presbiter altaris ab aliquo clericorum supradicte ecclesie decano presentetur; idem vero presbiter nobis vel successori nostro a decano totiens dicti altaris substituendus persona representetur, ita illud altare totiens taxate ecclesie contulimus et sub testimonio probabilium virorum perpetuo possidendum concedimus. Et

[1]) Ce document est intitulé: *Collation de la cure de Sassey appartenante audit noble chapitre.* Sassey est situé, en France, dans le canton de Dun; voyez Jeantin, *Manuel de la Meuse. Histoire de Montmédy et des localités voisines*, III, p. 1809 et suiv.

ne ulterius carta presens alicujus malivoli livore concutiatur, eam imagine nostra roborari jussimus.

Signum Albrici, Catalaunensis electi.

S. Joiranni, abbatis sancti Nicasii.

S. Ursjonis, abbatis sancti Dionisii.

S. Frederici, prepositi; S. Hugonis, archidiaconi; S. Leonis, cantoris; S. Ade, S. Alberti, S. Odonis, presbiterorum; S. Johannis, S. Drogonis, diaconorum; S. Guidonis, subdiaconi.

Actum Remis anno incarnati Verbi m° c° xx° vii°, indictione v, regnante venerabili rege Francorum Ludovico anno xxi°, archiepiscopatus autem nostri anno iii°. Fulcradus scripsit et subscripsit.

II.

Goscelon d'Andenne, son frère Wifrid et les enfants de celui-ci font cession de leurs biens en faveur de l'église de Saint-Étienne, à Andenne[1].

1206 (?).

In nomine sancte et individue Trinitatis. Summa et ineffabilis Dei omnipotentis clementia amplifice sinum sue benignitatis extendens, et lapsos misericorditer revocat et instantibus mirabiliter operat. Hujus itaque instinctu compuncti, ego Goscelo, Andane dictus magister, et frater meus Wifridus, et duo ejusdem fratris mei filii, Goscelo videlicet et Ermenricus, clerici, ob salutem animarum nostrarum et ad remedium animarum antecessorum nostrorum, omnes facultates nostras tam in domibus quam in agris, ortis et pratis, basilice beati Stephani prothomartiris, que secus fontem Andane sita est, sub cognitione presentium et notitia futurorum devote contulimus, hoc habito respectu, ut de fructibus bonorum illorum

[1]) Ce document est intitulé : *Lettre de Goscelo et Wifridus, son frère, contenantes cession de leurs biens à l'église saint Étienne d'Andenne.*

per omnes dies vite nostre sustentetur servitium divinum loco... Hec autem collatio a nobis facta toti capitulo nostro placuit, tum quia prefata basilica reditu carebat, tum quia honore et reverentia digna videbatur haberi. Quia vero prenotate facultates censu quinque solidorum annuatim angariabunt, ne in posterum pensionis hujus vexatione, quod factum fuerat posset irritari, universitas Andanensis capituli, sua liberalitate utens, omnem censum prenotatum, qui sui juris erat, quinque videlicet solidos leodiensis monete, beato prothomartiri in perpetuum remisit, bona presignata in stabilem libertatem emancipans. Hujus autem remissionis gratia ego prememoratus G., magister, quasdam partes majoris ecclesie, que antiquitate labentes ventis et pluvie patebant, multo sumptu et propriis expensis meis redintegravi, lapidea tectura decenter investiens. Ut autem hec bonorum nostrorum exibitio et ab ecclesia census facta remissio indeficientem sui stabilitatem nancisceretur, utrique... capituli nostri auctoritas et presentis scripti attestatione et sui sigilli impressione et hanc et illam sancire, roborare, confirmare dignum duxit.

Facta sunt hec anno dominice Incarnationis m° cc° vi°, epacta xx, indictione viii[1], regnante Domino nostro Jhesu Cristo, cui honor et gloria in secula seculorum, amen.

Dispensationis hujus testes sunt de personis ecclesie : Johanna, preposita; Ermentrudis, decana; Elisabeth, magistra; Helvidis, cantrix; Beatrix, celleraria; Helvidis de Ligni, Berta et Alidis, sorores ; Beatrix de Orcimont, Oda, Helvidis, Alidis, Clementia, Ava, Maria, Gertrudis; de canonicis, Thomas, prepositus; Johannes, custos; Petrus, sancti Albani decanus; Robertus, Fossensis decanus; Gillanus, Henricus, Balduinus, Tiricus, Walterus.

Stocq-registre du chapitre royal d'Andenne, fol. 179, v° et 180, r°, aux archives de l'État, à Namur.

[1]) En 1206, l'épacte de même que l'indiction étaient 9, tandis qu'à l'année 1207 correspondent l'épacte 20 et l'indiction 10.

III.

Déclaration des droits de l'église d'Andenne à Tailly[1].

Juillet 1209.

J., Dei gratia episcopus, domini de Asperomonte et de Duno vices agens, universis Christi fidelibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Universitati vestre notum facio, quod, cum ecclesia Andanensis conquereretur de quibusdam hominibus prefati domini de Asperomonte, fratris mei, tandem de injuriis, quas dicta ecclesia dicebat sibi inferri a domino Richardo de Parnaville, compromissum fuit in dominum Witerum, militem de Willeinnes, et Huanaldum, burgensem Duni. Qui jurati reportaverunt coram domino de Duno in hunc modum : Terra beate Marie Andanensis ecclesie sita apud Tailler debet censum vel aragium predicte ecclesie, et homines ipsius ecclesie manentes apud Tailler debent tria generalia placita annuatim apud Sacei coram villico ecclesie. Et, si forte citati fuerint, de terris ecclesie debent stare juri coram dicto villico. Predicti homines de Parnaville debent placita coram villico memorato, et omnes homines ejusdem ville debent croadas[2] carrucarum suarum dicte ecclesie ter in anno ; debent etiam falcem in pratis ecclesie ; et illi, qui tenent quitteria ecclesie, debent falcem in frumentis et avenis. Et pargerie de Parnaville pertinent ad ecclesiam memoratam. Et dictus dominus de Asperomonte, frater meus, compellere debet dominum R. de Parnaville ad reportationem tenendam. In cujus rei testimonium placuit presens scriptum sigillo nostro communiri.

Actum anno Domini m° cc° ix°, mense julio.

[1]) Ce document est intitulé : *Compromis entre le seigneur d'Aspremont et un bourgeois de Dun sur injures faites aux dames du chapitre en sa terre de Sassey, et les servitudes de la terre de Taillet vers ledit chapitre.* — Tailly est situé en France non loin de Dun; voyez Jeantin. ouvrage cité, III, p. 1979.

[2]) *Croada*, corvée.

IV.

Le chevalier Raoul de Beez et son frère Gérard de Seilles cèdent à l'église d'Andenne certains droits de procuration qu'ils possédaient à Burdinne[1].

16 avril 1231.

Christi fidelibus universis scriptum presens inspecturis Henricus, comes, et Marguereta, comitissa Namurcensis et Vienii, in perpetuum et veritati testimonium perhibere. Noverit universitas vestra, quod cum Radulphus, miles de Bees, et Gerardus de Seillis, filii bone memorie Balduini, militis, fratris dicti R., ex antiqua consuetudine perciperent quamdam procurationem apud Berdines in curia ecclesie Andanensis, iidem R. et G. eandem procurationem et quidquid ex eadem curia sive de consuetudine exigere aut percipere poterant, Andanensi ecclesie nomine elemosine remiserunt et in perpetuum quitarunt. Nos autem hanc remissionem et quitationem ratam habentes et acceptam, consensum nostrum eidem adhibuimus et assensum per annotationem sigillorum nostrorum munimine roboratam.

Actum Namuci feria quarta post dominicam *Jubilate*, anno Domini m° cc° tricesimo primo.

V.

Gobert, seigneur d'Aspremont et de Dun, déclare ne posséder que le droit d'avouerie sur les biens de Sassey et de Dun, appartenant an chapitre d'Andenne[2].

Septembre 1237.

Ego Gobertus, vir nobilis, dominus Asprimontis et de

[1]) Ce document est intitulé : *Cession par Radulphe de Bees et Gérard de Seilles, son frère, de quelques droits de procuration leur compétants au lieu de Burdinnes au profit du noble chapitre.*

[2]) Ce document est intitulé : *Lettres de Ghobert d'Aspremont et de Dun contenant qu'il n'a aucun droit sur les pêche, chasse et bois du chapitre à Sassey et Dun.*

Duno, advocatus ecclesie beate Marie de Andana, de bonis ad curiam de Sacejo spectantibus notum facio omnibus presens scriptum intuentibus, quod ego nullum jus habeo in silvis, piscariis et ceteris bonis dicte ecclesie de Andana in banno sive in dominio meo de Duno, nisi tantum jus advocati, scilicet terciam partem emendarum, et hoc per manum villici ejusdem ecclesie; ecclesia vero duas partes. Et sciendum est, quod ego bona ecclesie jam dicte in banno de Sacejo sive in dominio meo de Duno contra omnes invasores defendere teneor tanquam advocatus et tueri. Preterea, si avus meus vel ego ipse aliquot de bonis prelibate ecclesie in banno de Sacejo sive in dominio meo de Duno injuste saisivi, quitta clamavi, et ab omni exactione libera in perpetuum eidem ecclesie recognovi. Villicum etiam et scabinos de Sacejo libertati restitui, ita sane quod nulla longi temporis tenura ab antecessoribus meis sive a me detenta, neque Juliane, uxori mee, neque heredibus meis, nec etiam ei, quicunque dominium de Duno tenuerit, valere possit in prejudicium et gravamen ecclesie de Andana sepedicte. Ut autem hec omnia rata habeant et robur perpetue firmitatis obtineant, presens scriptum sigilli mei munimine duxi roborandum.

Acta sunt hec anno Domini millesimo ducentesimo xxx° septimo, mense septembri.

Stocq-registre du chapitre royal d'Andenne, fol. 22, r°. aux archives de l'État, à Namur.

VI.

Vidimus *de l'acte de donation de la grosse et menue dîme des Avins, faite au chapitre d'Andenne*[1].

6 décembre 1255 et 31 décembre 1287.

In nomine Domini, amen. Anno Nativitatis ejusdem m° cc° lxxx° septimo, indictione xv^{ma}, pridie kalendas januarii, in

[1]) Ce document est intitulé : *Donation de la grosse et menue dismes d'Avin en faveur du noble chapitre d'Andenne.*

presentia mei notarii et testium subscriptorum ad hoc specialiter vocatorum et rogatorum, venerabiles domine praeposita, decana, cantrix et Agnes de Ham, canonice seculares ecclesie Andanensis, Leodiensis diocesis, nomine dicte sue Andanensis ecclesie petierunt sibi per me notarium subscriptum transcribi, exemplari et in publicam formam redigi litteras vulgari ydiomate scriptas, inferius exemplatas, non cancellatas, non abolitas, nec aliqua sui parte viciatas, sigilloque proprio nobilis viri Wilhemi, domini de Alta Ripa, sigillatas, prout ex ejusdem sigilli inspectione evidenter apparebat; quarum tenor inferius de verbo ad verbum manu mea propria vulgariter scriptus est et cum ipsius originali diligenter ascultatus. Actum in prefata Andanensi ecclesia, presentibus ibidem Johanne de Bomont, sancti Petri Leodiensis, et Fachino, ipsius Andanensis ecclesiarum canonicis, et magistro Gerardo, rectore scolarum predicte Andanensis ecclesie, testibus ad hoc vocatis et rogatis. Tenor vero prefate vulgaris littere talis est :

Je Willeaumes, sires d'Autre Rive, fais counissant à tos cheas ki ces lettres verront et oront, que ju ai acréant et bien est mes acors à cèle acqueste que mes antains andous ma dame de Sain Viz, qui fut, et me damoiselle Ivette, chanoiniesse d'Andenne, qui encor vit, fisent de la dîme d'Avins, grosse et menue, par l'acors de ceas qui à dire i avoient et Wilh..., que le à tos jurs mais demorre ferme et estable li aqueste tot ensi qu'èle est faite.

Et en tesmoignaige de ceste vériteit ai je mis mon saiel à ceste lettre présens, l'an de le Incarnation Notre Sagnour m. cc. et l. cienc, le jor de mon saignour sain Nicholai.

Et ego Egidius de Haneffe, publicus imperiali auctoritate notarius, premissis presens interfui, dictasque litteras vulgariter transcripsi, exemplavi et cum ipsarum originali diligenter ascul-

tavi, ac omnia et singula superius expressa fideliter scripsi et publicavi, meoque signo proprio signavi rogatus.

Stocq-registre du chapitre royal d'Andenne, fol. 49 r° et v°, aux archives de l'État à Namur.

VII.

Gui, comte de Flandre et marquis de Namur, déclare qu'il ne possède aucun droit de chasse dans les bois du chapitre d'Andenne[1].

1283.

Nous Guis, cuens de Flandre et marchis de Namur, faisons savoir à tous ke, comme notre serjant aient faite novèlement une haie pour prendre sainglers parmy les bos dou capitele et de l'église d'Andenne, nous volons ke ce k'ill en ont fait ne puist tourner à nul préjudice ne à nul deshirétement au devant dit capitele, et connoissons ke nous n'avons nul droit ou faire ne nule raison, ore ne aut fois, se n'estoit par le congiet et par l'assentement dudit capitele. En tesmoignage de laquel chose et en perdurable mémore, nous avons ces présentes lettres fait seeler de notre seel.

Ki furent faites et données à Namur, l'an del Incarnation notre Signeur mil deux cens quatrevins et trois, le jour saint Nicholas en mois de novembre[2].

Stocq-registre du chapitre royal d'Andenne, fol. 21 r°, aux archives de l'État, à Namur.

[1]) Ce document est intitulé : *Déclaration de Guis, comte de Flandre, marquis de Namur, selon laquelle il n'a aucun droit sur la chasse et pêche d'Andenne.*

[2]) Il faut sans doute lire *décembre* au lieu de *novembre*.

VIII.

Jean de Flandre, évêque de Liége, confirme l'accord conclu entre le chapitre d'Andenne et l'abbaye d'Heylissem, au sujet du droit de nomination à la cure de Nederwinden.

Avril 1288.

Johannes, Dei gratia Leodiensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis veritatis notitia cum salute. Noverit universitas, quod, cum, vacante ecclesia de Niderwindis per mortem seu liberam resignationem Franconis, presbiteri, prius ejusdem ecclesie investiti, inter personas religiosas abbatem et conventum ecclesie Helechinensis, Premonstratensis ordinis, ex una parte, et personas discretas et honestas prepositam, decanam totumque capitulum secularis ecclesie de Andana, ex altera, super jure patronatus ecclesie antedicte, in quo siquidem jure quelibet dictarum partium se jus habere contendebat, orta esset materia questionis seu controversie, et super hoc inter eos aliquantulum altercatum, tandem, mediantibus bonis viris, super jure patronatus ecclesie prelibate et modo presentandi ad eandem ordinatio et amicabilis compositio intervenit in hunc modum : Dicti etenim abbas et conventus hac vice et primo ad ecclesiam predictam soli presentabunt, et hac vice presentatio ad eandem ecclesiam ad ipsos abbatem et conventum in solidum pertinebit; sequens autem presentatio et immediata modo simili pertinebit ad prepositam, decanam et capitulum antedictos, et in solidum illa vice presentabunt ad eandem. Et sic vicissim ulterius et in posterum partes predicte utentur jure patronatus antedicto, personas scilicet seculares presentando ad eandem. Conventum est etiam inter partes predictas et conditum, quod pars illa, que ultimo presentavit parti alteri, litteras conferat patentes dictam presentationem continentes, in quibus recognoscat et confitebitur, quod sequens presentatio ad partem alteram debebit pertinere, et quod virtute presentationis hujusmodi in

dicto patronatu vel jure presentandi ad eandem nihil juris amplius, quod parti alteri, sibi est acquisitum, ad amovendum scilicet inter eas partes super premissis semen discordie seu controversie questionem. Ordinatum est etiam inter partes predictas, quod, si ipsis communiter vel divisim super jure patronatus supradicto questio seu controversia ab aliquo alio moveretur, vel si persona ab altera partium presentata non sufficeret ad expensas, et propter hoc agendo vel defendendo oporteret ipsas partes vel alteram earundem in judicio contentioso litigare, ipse partes, ne jus suum periclitaret, dictam causam defenderent et persequerentur ipsarum sumptibus communibus et expensis.

Quas quidem ordinationes, conventiones et compositiones recipientes et approbantes partes predicte, promiserunt, stipulatione legitima interposita, fideliter et firmiter observare. Et per suos procuratores specialiter ad hoc deputatos juraverunt, tactis sacrosanctis, in posterum seu in perpetuum in contrarium non venire, se nostre juridictioni supponentes, ut ad observandum premissa possimus per censuram ecclesiasticam compellere et arctare, nobisque humiliter supplicantes, ut easdem approbare et confirmare dignaremur.

Nos igitur, supplicationibus dictarum partium inclinati, ordinationes, conventiones et compositiones predictas universas laudantes et approbantes, nostra pontificali auctoritate confirmamus. In quarum rerum testimonium sigillum nostrum una cum sigillis dictarum partium presentibus est appensum.

Datum et actum anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo octavo, mense aprili.

Stocq-registre du chapitre royal d'Andenne, fol. 86 v° et 87 r°, aux archives de l'État, à Namur.

IX.

Droits du chapitre d'Andenne sur la ville de ce nom[1].

22 octobre 1343.

A tous chiaus ki ces présens letres veront et oront nos ly maires et li eskevins de ban d'Andène salut en Notre Saignour et cognoistre vériteit. Cognute choize soit à tous, ke ilh sont venut pardevant nos, si ke pardevant court et jugeurs, nobles dames et saiges li prévoste, li doienne et tous li chapitre del englise d'Andenne, et ont requis les dittes dames et chapitre à nos à avoir le recort et l'enseignement de nos eskevins devant dis, quel droit li court save et warde l'englize d'Andene et lour chapitre en le ville d'Andenne et ens appartenanches et en villes appendans. Et nos li eskevins, à le somonce de notre maiour, nos conseilhies avons recordeit et raporteit, recordons et raportons par jugement et par pleine sience, ke nos tenons et wardons les dittes dames et chapitre d'Andene à saignour del ville d'Andenne et des appendices entièrement; et ke treffons, hatours et toute justice partient al englize d'Andène et à chapitre, ensi ke ilh appert par lour carte impérial; lequel nos tenons et wardons pour bone et pour vraye, par lapse de nos devantrains eskevins et de nos; et tenons et wardons kant princep et puissant le comte de Namur, avouet dedit ban d'Andenne, et doit tenser et warder li dis voiées englize d'Andenne et tout le ban enthièrement de toir et de forche par la raison del ditte voierie[2]. Et est li ville d'Andenne

[1]) Ce document est intitulé : *Record de la justice d'Andennes sur les hauteur, fond et tréfond du chapitre en vertu de la chartre impériale.*

[2]) Voici la formule du serment que le comte de Namur, en sa qualité d'avoué du chapitre, devait prêter dans l'église d'Andenne, à l'occasion de la prise de possession du comté : « Je N. jure que je warderay à mon » poeer l'église madame sainncte Begge d'Audenne, touttes les personnes » et leurs biens, leurs franchises et droictures, et les tenseray de forche » et de violence à mon léal poeer; et ce je jure par le précieux Corps de

et ses appendices, ville de loy, et tous massuiers, manans et afforins, ki à faire ont en dit ban, doient estre menées de tous caus par loy et par l'enseingnement des eskevins dedit ban, et teil droit ke li cartre impérial dessusdite warde et save al englize d'Andenne et à vouet dessusdit. En teil manière nos li eskevins dessusdis le wardons et savons à le ditte englize et à conte de Namur, vouet de ban dessusdit, sens croistre et sens amenrir à nulles des parties dessusdittes.

Et por tant ke nos li maires et li eskevins dessusdis n'avons tant come ou point de propre seel, nos li maires et li eskevins dessusdis prions et requérons à notaires puble subscript, pour ke ilh mette son signe puble à ces présens lettres en signe de vériteit. Et prions et requérons à saige home et discreit mon saigneur Robert, vestit de Marneffe, doyen de concile d'Andenne, et à Ansial de Mamines, costre de l'englize d'Andenne, ke ilh appendent lours seiauz à ces présens lettres en lieu de nos, en signe de vériteit.

Et nos Robiers, vestis et doiens, et Ansiaux, costres dessusdits, à le prière et requeste dedis maiour et eskevins, avons appendus nos propres seauz à ces présens lettres en signe de vériteit, avoike le signe de notaires chi desous subscript.

Doneit l'an del Nativiteit Notre Saignour mille trois cens et quarante trois, en mois de octembre vingte deulz jours.

Et ego Balduinus Ægidii de Andenella, clericus Leodiensis diocesis, notarius, premissis omnibus et singulis una cum testibus infrascriptis presens interfui; ea vidi et audivi, hasque presentes litteras mea propria manu scripsi signoque meo consueto signavi sub anno, mense, die predictis, indictione un-

» Notre Seigneur Jésus Christ et le corps sainct ycy présent de madame
» saincte Begge devantdite. Amen.

« Item, je N. jure que cely meisme seirement feray jurer le gran
» bailly de ma conté de Namur, le bailly de Waseige et le prévost de
» Poilvache. » (Note transcrite sur un vieux missel).

decima, hora circa missam magnam, presentibus discretis viris dominis Johanne Bondial, Nicholao de Cutich, presbiteris; nobilibus domicellabus Elysabeth de Reves, Maria de Vauz, Maria de Senzelhes, Joanna de Loverval et Marguareta de Doucuer, canonissis ecclesie Andanensis, Leodiensis diocesis, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis.

Actum in banno Andanensi sub villa de Andenella dicte Leodiensis diocesis.

Stocq-registre du chapitre royal d'Andenne, fol. 24 r° et v°, aux archives de l'État, à Namur.

X.

Fondation de la chapellenie de Saint-Jean-Baptiste, à l'église collégiale d'Andenne[1].

2 mai 1345.

A tous chias ki ces présentes lettres veront et oront, nous li prévoste, li doyène et tous li chapitre delle englize d'Andene, del diocèse de Liège, salut en Notre Saigneur et cognoistre vériteit. Nos faizons sçavoir à chascun et à tous ke, com noble damoiselle et saige damoiselle Adlays de Gavres, canoinesse et escolastre de notre englize, aiet fondeit unk auteit en notre ditte englize en l'onour Dieu et de mon saigneur saint Jehan Baptiste; lequeil auteit elle Adlays at doieit de ses propres biens hiretables, et doié pardevant nos sens rapial, à savour : premièrement de trois muis d'espiate, mesure de Huy, hiretables, lesqueis elle assenne perpétuellement à prendre sor se court et sor se maisont séant en notre enclostre Andenne, par manière ke cis ou celle à cui li maison parvenrat hiretablement, les prinst et aquère sour autre hiretaige souffisant par le conseilh de nos et rassener... à dit auteit encor de

[1]) Ce document est intitulé : *Fondation de l'autel de saint Jean Baptiste et ses revenus.*

quatre muis d'espiate hiretables, ke noble damoiselle et saige damoiselle Marie de Wang, canoinesse de notre englize, li doit sor certain hiretaige, ki fut Baduin Bastien, movant et descendant de notre court d'Andène; encor de douze muis d'espiate hiretables, ke elle at à Thienes[1] sor hiretaige Renechon delle Marcelle, movant et descendant de notre court de Thienes; encor de douze muis hiretables, ke elle at à Seilh[2] et à Landines[3], de queis Raous del Ayere doit unk sor certain hiretaige, et Jehan, filz Ernoul Kinart jadit, ausi l'aute sor certain hiretaige movans et descendans delle court de Seilh; encor de douz muis d'espiate hiretables, lesqueis elle assenne à prendre à se rente de Vertbois, movans et deseendans del court de Meffe; lequeis douz muis elle fait protestation ke elle à son vivant puist raquere sor certain hiretaige et remettre à dit auteit et acquitter se ditte rente de Vertbois, some del espiatte devant ditte treise muis espiatte hiretable, mesure de Huy, à payer à Andène devens le jour del fieste mon saigneur saint Andrieu, appostele, d'an en an, perpétuèlement, ensi ke les cours devandittes wardent plus parfaitement. Del quèle some, elle Adlays ordine ke li chappelains ki desservirat à dit auteit pour le temps, done chascun an perpétuelment à jour del obiit damoiselle et saige damoiselle Ysabiel de Vinne, jaditte canoinesse de notre englize, et sor ce tombe le pain d'unk muy d'espiate pour Dieu, et des plus apparliet del ditte some et à savoir que del some devant ditte ilh i at unk mui hiretable pour l'arme damoiselle Mahaut Despagnit, canoinesse jaditte de notre englise, pour prier pour li. Lequeil auteit devant dit liditte damoiselle Adlays, canoinesse, at doiet et ahirreteit par teile ordinanche et condition ke elle vouet et ordine, ke elle puist doner tout le court de se vie, d'an en an, à persone

[1]) *Thisnes*, canton du Hannut, arrondissement de Waremme.
[2]) *Seilles*, près d'Andenne.
[3]) *Landenne-sur-Meuse*.

ydone, prestre, pour déservir; et, après son décès, ke nos li chapitre comons le donons d'an en an à persone ydone, prestre pour déservir. Li queis prestres ensi presenteis et amis à service dedit auteil soit tenus de dire toutes le samaines trois messes. Et s'ensi estoit ke ilh fuist négligens de deservir en le manière devant ditte, ke de tant ke ilh sieroit défallans, ki li avenans del rente voist pour celi temps al amoine de chapit sens contredit. Et ke lidit prestres soit tenu de fréquenter le chonrt de notre englize en telh manière com vicaire. Et est li volontées, li ordinanche del ditte Adlays, ke li dis prestres puist iest vicaire et wany niet, et deservir en tous service et office de notre englize, estoit ke se devant dis autées ne soit défraudées del office devine des trois messes le samaine se ke dit est.

Lequèle ordinanche faite en le manière devant dite, nous li comons chapitre et nos, Katherine de Senzelles, prévoste, pour nos, tant ke nos est, et pour nos successeresse prévoste de notre ditte englize, assentons, gréons, loions, confermons et approuvons, et permettons à warder perpetuèlement sens aler encontre, par nos ne par atrui, si ke derienne volenteit delle ditte Adlays, canoinesse.

Et par tant ke ce soit ferme choize et estable, nos li comons chapitres devant dis et nos, Katherine, prévoste desour nomée, avons appendus nos propres seauz, avoike le seial del ditte Adlays, à ces présens lettres en signe de vériteit.

Et nos Adlays, canoinesse et escolâtre devant ditte, par tant ke toutes les ordinanches devant dittes sont faites de ma plaine volenteit et dairiene ordinanche sens rapial tant ke des choize devantdittes, ai appendu mon propre seal avoike le seal de comons chapitre et madame Katherine, prévoste devant ditte, à ces présens lettres en signe de vériteit.

Fait et doneit l'an del Nativiteit Notre Saigneur Jhésu Crist mille trois cent et quarante cink, en mois de may le dousème jour.

XI.

Vidimus *de Thibaut, évêque de Liége, pour une charte ancienne qui exempte le chapitre d'Andenne de toutes les redevances épiscopales et archidiaconales, autres que les droits d'*obsonium *et de* cathedraticum *dans les paroisses de Thisnes, Ambresin et Burdinne*[1].

10 janvier 1307 (nouveau style).

Theobaldus, Dei gratia Leodiensis episcopus, omnibus et singulis presbiteris, capellanis ceterisque ecclesiarum rectoribus ac nostris officialibus foraneis, ad quos presentes littere pervenerint, salutem in Domino. Noveritis nos certa et legitima privilegia veris sigillis sigillata, non cancellata, non abolita, nec in ulla sui parte viciata, vidisse et audivisse, que ecclesiam Andanensem ab omni onere servicii et jure episcopali et archidiaconali, exceptis obsonio et cathedratico, pro bonis suis ab olim in ecclesiis parochialibus de Thenis, de Ambresin et de Berdines defalcatis, liberam reddunt totaliter et immunem, et vicarios perpetuos ecclesiarum predictarum ad ipsa jura tem... prestantur et debent. Quare vobis precipiendo mandamus, quatinus monitionem, arrestationem, jubaintaonem (*sic*), si quas de predicti capituli Andanensis bonis hujusmodi ob causam predictam fecistis, revocetis et revocatas nuntietis, cum nos eas omnino irritas faciamus et inanes, predicta jura nostra a predictis vicariis perpetuis ecclesiarum parochialium predictarum suis temporibus ut eorum portionibus diligenter requirendo.

Datum anno Domini millesimo ccc sexto, feria tertia post Epiphanyam.

Stocq-registre du chapitre royal d'Andenne, fol. 2 r° et v°, aux archives de l'État, à Namur.

[1]) Ce document est intitulé : *Lettre de Thibaut, évêque de Liège, selon laquelle il n'a aucun droit ou juridiction sur le chapitre d'Andenne, exceptés le droit d'obsone et cathédratique sur les églises de Thines, Ambresin et Burdines.*

XII.

Accord conclu entre le chapitre d'Andenne et les paroissiens de Thines, obligeant ces derniers à fournir, à la place du premier, le pain, le vin et le luminaire de l'autel[1].

7 juin 1401.

In nomine Domini, amen. Cognute chouse soit à tous par le teneure de cesti présent public instrument, que l'an delle sainte Nativiteit Notre Saignour Jhésu Christ mille quatre cent et unc, le indiction noevème, solonc le stiele, coustume et uz delle court, citeit et dyocèse de Liège, le septème jour del mois de juing, à l'heure de medit ou environ de celi jour, en présenche de moy le puble notaire et des témoins subscrips, à ce spécialment appellés et requis pour ce faire que chi après s'ensiet, constitueis personeiment et establis nobles, vénérables et discreit dames et damoiselles les prévoste, doyenne et capitle delle égliese d'Andenne en leur capitle, en laditte égliese spécialment assemblées, d'une part, et homes discreis sire Clouze de Wime, vicaire delle égliese de Tine et canone delle égliese de Amaing, Thiris Godar, Johans de Meffe, Wilheame d'Evre de Bonnevilhe et Wilheame le Marle, mambors et procureurs, ensi qu'ilh apparoit par une certaine procuration sour ce faict et signeie de priveit signe sire acte scriptoris prest exhibueie delle dite égliese de Tine, et pour laditte église stipulant et partie faisant, d'aultre part, et là meismes, en présenche de moy le puble notaire et des tesmoins subscrips, récitant les dittes partyes que unc jour passeis débaus et altercations esmovirent entre elles az cauzes des certaines droitures et redevabliteis que li manans et parochins delle ditte égliese de Tine, pour et en nom de la ditte égliese, clamoyent

[1]) Ce document est intitulé : *Accord entre le noble chapitre et les manans de Thines pour livrer le pain, vin, et les quatre feuz à la décharge dudit chapitre.*

et demandoyent aż dittes dames et damoiselles prévoste, doyenne et capitle; et que sour ce avoit et at esteit sentenchiet par noble, vailhant et discreit saigneur monssangneur li archedyacke de Hannawe, qui de teile chouze doit cognoistre, que lesdittes dames et damoiselles prévoste, doyenne et capitle fussent tenuwes, cargie et redevable de payer et livreir bien et loyalment, chascun an, à perpetuiteit, le pain et le vins pour servier le benoiz Corps de Notre Salveur Jhésu Crist à grant alleteit en laditte égliese de Tine, et avoicque ce encor payer et livreir, chascun an, perpetuelment, quatre feuwe[1], ensi que tout ce est, avoicques altres pronunciations contenut et déclareit en une certaine sentenche et pronunciation sour ce faict de part ledit archediacke et ousi réchiteit, les dittes parties de leurs propres et lige volenteit recognurent avoir sour ce fait par bone et meure délibération nient en préjudisse de leur seriment, ne en défraudant les drois de leur ditte égliese de Tine, ne aussi pour destrure, ne adunuceller laditte sentenche, dont pardevant est fait mention, mais demorant le sourplus de laditte sentenche en sa forche et vertut, sans de rins alleir alle encontre, teils convens et accors cum chi après sensiet. C'est assavoir que li mambor, parochiens delle ditte égliese de Tine de maintenant en avant doyent payer et livreir, paieront et livront, chascun an, à perpetuiteit, en nom des dittes dames et damoiselles prévost, doyenne et capitle, alle ditte égliese de Tine, le pain, le vin et les quatre feuwe desour deviseis, ensi que les distes dames et damoiselles faire le doyent par le vigeur delle sentenche dont pardevant est faict mention, teilement et si à temps que nulle défaulte ne pust en ce avenir. Et parmy ce, en récompensation de ce, lesdittes dames et damoiselles prévoste, doyenne et capitle doyent rendre et payer, renderont et payeront, chascun an et d'an en an, à perpétuiteit, à vicaire et mambor delle ditte égliese, qui

1) *Feuwe*, feu, lumière, cierge.

qui le soyent, présent et futur, owit florins et demey de ciers cinq de Hollande d'or, en monoie availhant, moitié à Noiel et l'autre moitié à jour delle saincte Paske après ensiwant. Et parmy ce lesdittes dames et damoiselles prévoste, doyenne et capitle doyent ravoir leur disme c'on dist de Mons. Lesqueis owit florins et demey de Hollande, teils que devant est déclareit, les dites dames et damoiselles prévoste, doyenne et capitle promissent et orent covent par leur foid corporeiement fianchié en main de moy puble notaire subscrips, en lieu de seriment solempne et sour paine d'excommunication, bien et loyalement payer chascun an et d'an en an, ensi que deviseit est. Et se lesdittes dames et damoiselles prévoste, doyenne et capitle estoyent défalante de payement, soit en tout ou en partie, par lequèle de termine que ce soit, elles les dittes dames et damoiselles prévoste, doyenne et capitle soy obligant à ce que ultre le terme de quinse jours le terme de solution passeit, après ce que elles en aront esteit requise par lesdis vicaire, mambors ou leurs certains messagiés; avoir en ce cauze que lidis vicaire mambors ou leurs procureurs puissent ou pust sour elles ou sour leurs bins despendre chascun jours tant que elle sieront troveie en défaulte de paiement en le ville d'Andene trois vies gros tournois, de cinq le rois Lowi. Lesqueis despens pour ce devoir affaire lesdittes dames et damoiselles prévoste, doyenne et capitle promissent et orent covent, com dit est, rendre et payer bin et loyalment az dis vicaire et manbors, ou à leurs certains procureurs, aveicque laditte debte principaul, et sens lesdis paiemens de rins amenrir. Lesqueis covens et accors, teilement et ordineit que dit est, lesdittes partyes, li une envers l'aute, promissent et orent covent par leur foid par ce renouvelleez en main de moy le puble notaire subscript, stipulant pour tous ceaux à cuy ce toche et porat tochier, tenir et acomplir, sens de rins alleir ne procedeir alle encontre le temps futur.

Che fut fait en l'église d'Andène en présenche homes discreis

sires Johans de Hermey, vestit d'Andène, Johan de Wassège de Berdine, Denis de Monteigney, cleir, Henry Clarin, maistre Collar de Lirouz, Johan de Ries et Johans de Warey de Wansinial, tesmoins à ce appelleis.

Desqueiles chouzes devant escript lesdittes partyes et chascune per ly, à moy le puble notaire subscript en requissent et demandent à avoir puble instrumens fait et donné que devant est contenut.

Et je Gérard Bosketeal, delle dyocèse de Liège, puble delle autteit impérial et delle court de Liège notaire, partant que en lieu et aveicque les tesmoins dessusnomés fuy présens az covens, paxtions, promissions et accors desour deviseit, les bien oy et entendy, je en ay sour ce fait cesti présent puble instrument escript de ma propre main, et l'ay signeit de mon puble signe à moy accoustumeit sour ce requis.

Stocq-registre du chapitre royal d'Andenne, fol. 286 r° et v°, 287 r° et v°, 288 r°, aux archives de l'État, à Namur.

XIII.

Les jeunes dames admises aux prébendes sont obligées de demeurer auprès de la dame écolâtre, à moins qu'elles ne soient très proches parentes d'une dame chanoinesse[1].

29 avril 1519.

MARGUERITE, archiduchesse d'Austrice, duchesse et contesse de Bourgogne, douagière de Savoye, régente et gouvernante. Très chers et bien amées. Combien que selon l'ordre de raison et selon l'usaige et introduction d'ancienneté, ordonné et observé tant en votre collège que en autres semblables, il appartiengne et soit accoustumé que les jeunes damoi-

[1]) Ce document est intitulé : *Lettres de Marguerite, archiduchesse d'Autriche, sur le gouvernement des dames admises au chapitre, par la dame écolâtre.*

selles et nobles filles promeues aux prébendes de votre église soient, à leur advènement ausdittes prébendes, mises au gouvernement, régies et enseignées de l'escolâtresse de votreditte église, pour y estre instruites et endoctrinées de ce qu'est requis touchant le service divin et à l'acquit et satisfaction de la charge à quoy elles sont obligées à cause desdittes prébendes, touttesfois, à l'occasion de ce qu'il a esté accoustumé et permis, que quant icelles jeunes damoiselles à leur dit advènement ont d'aventure aucunes prochaines parentes prébendées en votreditte église, de délaisser en ce cas le gouvernement de telles filles à icelles leurs parentes, l'ordre et introduction dessusdit en a esté souvent divertye par ce meismement que par désir dudit gouvernement l'on allègue à la fois tittre de consanguinité et parentaige où, à le bien enquérir, ne s'en trouveroit guères ou point, ainsy que encores présentement est apparant d'advenir touchant la nièce du sieur Doguen, estant nouvellement promeue à l'une des prébendes d'icelle votre église. De laquelle fille aucunes de votre collège soub umbre de parentaige présument et contendent d'avoir le gouvernement et entremise, nonobstant qu'elles ne sauroient assigner ne démonstrer aucun certain terme ou degré de lignaige. Et pour ce très chers et bien amées que, en matières bénéficiales dépendans de la seigneurie et disposicion de l'empereur, mon seigneur et père, et de monseigneur l'archiduc, mon neveu, voulons et entendons à la descharge d'eulx et de nous estre ensuy et observé ce que ordre de raison et les anciennes constitutions requièrent et ordonent, nous escripvons, pardevers vous en vous advisant et requérant de notre part, et néantmoins mandant par exprès ou nom et de la part de mesdits seigneurs père et neveu, que quant à présent pour laditte niepce Doguen, et cy en après pour toutes aultres qui seront encores promeues à votre église, vous ne souffrez ne permettez icelles jeunes damoiselles demourer ne estre régies et gouvernées ailleurs que par laditte escolâtresse, se n'estoit en cas

que icelles jeunes damoiselles y eussent aucunes parentes prébendées si prochaines de lignaige que par souffisante preuve ou affirmation il apparut que ledit lignaige ou parentaige ne feust élongué oultre le quint degré; afin que par ce moyen soit obvié à tous désordres et différens que maintenant et autres foiz en pourroient sourdre, en vous gardant de faire ou consentir aucune chose au contraire de ce que dit est. Très chers et bien amées, Notre Seigneur vous ait en sa sainte garde.

Escript à Bruxelles le pénultième jour d'avril 1519.

MARGUERITE.

Stocq-registre du chapitre royal d'Andenne, fol. 29 r° et v°, aux archives de l'État, à Namur.

XIV.

Record de la cour échevinale d'Andenne relatif à l'assistance du chapitre aux exécutions des malfaiteurs[1].

24 septembre 1585.

Nous HUBERT DE FANSON le joesne, souverain maïeur de la haulte court d'Andennes et des appendices et appartenances, ANTHOINE DE BIERREWART, PIERRE DE REPPE, JACQUES GOBAU, HIEROSME DE BORSU, GILLES DE BORSU, JEHAN REMY et PAUL PAULI, tous eschevins de laditte court, salut. Sçavoir faisons à unq chascun et à tous, que pardevant nous est comparu sire Rigault Fabri, presbre et chanoine dudit Andenne; lequel nous auroit requis, pour et ou nom des vénérables dames les dames prévoste, doyenne et chapitle de l'église collégiale madame saincte Begge audit Andenne, d'avoir de nous ung bon, juste et léale record en la forme et manière, comment par cidevant nous aviesmes veu user au faict des criminelz quant ils avoient déservi la mort et dernier supplice, et meismes

[1]) Ce document est intitulé: *Record des justiciers d'Andenne sur la présence du chapitre aux exécutions des sentences criminelles.*

des cérémonies que l'on y tenoit, tant de la part desdittes dames que par leurs officiers, et de tout ce que nos avons mémoire touchant le faict cidessus; condeschendant ad ce et veuillantz administrer justice, saulf le droit d'ung chascun, et, après nous avoir reconsilhiez les ung aux aultres, avons dit et recordez, disons et recordons d'une plaine sieulte et accord, que quant il y a ung malfaicteur appréhendé, soit de la part desdittes dames ou leur officier, que icelluy officier luy faict son procès; et quant son cas est cogneult volontairement, judiciairement ou à la torture, alors le jour lymitez pour rendre la sentence, le mayeur le laisse sçavoir à madame et chappitle, que lors l'on sonne la grosse cloche. Incontinent madame la prévoste avecq toutes les dames et le bastonier dudit chapitre s'en vont au pairron, lieu accoustumé. Alors laditte prévoste se mect au plus hault que les aultres; ledit officier avecq la justice ameinent ou accompaignent ledit prisonnier prez et lez ledit pairon. Ce faict, iceluy officier faict et prend ses conclusions et que, suyvant les confessions dudit prisonnier, il soit jugé au dernier supplice tant que mort s'ensuive. Lequel officier semond le plus joesne des eschevins, et aiant donné la sentence, le susdit officier dit: « Vous vous ensuyvés, messieurs? » Lesquels dient que oiz. Lors icelluy demande à ladite prévoste: « Madame, que vous plaît-il que l'on en face? » Icelle lors dit et répond: « Que justice soit accomplie ».

Quy est tout ce que touchant ledit record requist en savons et wardons.

Et en tesmoing de quoy avons à ces présentes faict mectre et appendre nos propres seelz sur l'an de grâce mil cinq cent quatre-vingt et cinq, du mois de septembre le vingt-quatrième jour.

Stocq-registre du chapitre royal d'Andenne, fol. 36 r° et v°, aux archives de l'État, à Namur.

XV.

Règlement de Charles II, roi d'Espagne, touchant le rachat des festins donnés à l'occasion de la réception des dames chanoinesses au chapitre[1].

10 janvier 1697.

Charles, par la grâce de Dieu, roy de Castille, de Léon, d'Arragon, etc. A tous ceulx qui ces présentes verront salut. Receu avons l'humble supplication et requeste des prévoste, doyenne et chapitre du noble collège d'Andenne, contenant que s'estant trouvé cydevant que le défroyement des gentilshommes qui viennent faire preuve des huit quartiers nécessaires de la demoiselle, nommé le festin ordinaire de trois jours lors de la possession, et les autres despenses en résultant montoient à des sommes considérables, l'une famille ne voulant pas céder à l'autre, en telle sorte que plusieurs familles y auroient laissés trois, quatre, cincq à six mille florins, elles auroient trouvé convenable de former, le dernier de décembre xvi^c quatrevingt et deux, la résolution capitulaire sur ce exhibée, nous suppliant très humblement de la vouloir approuver; sçavoir faisons que nous, les choses susdittes considérées et sur icelles eu l'advis de nos chers et féaux les président et gens de notre conseil provincial à Namur, inclinant favorablement à la requeste desdittes supliantes, avons aggréé, approuvé et homologué, aggréons, approuvons et homologuons laditte résolution capitulaire du dernier de décembre mil six cent quatre-vingt deux; et suivant ce ordonnons qu'au lieu des festins et aultres dépenses accoustumées d'estre faites à la réception d'une chanoinesse audit noble chapitre d'Andenne, la demoiselle entrante furnira pour tous fraix ès mains du receveur du chapitre une somme de seize cent florins une fois, sçavoir quatre cents florins six semaines avant sa réception

[1]) Ce document est intitulé : *Lettres de Charles, roy de Castille, sur le rachat des festins*.

pour estre applicquez suivant l'ordonnance dudit chapitre au traitement des sept gentilshommes appellez pour jurer les quartiers de noblesse, et les douze cents florins restans la veille de sa réception ; hors desquels se tireront deux cents florins pour la fabricque de l'église, compris en iceux les trentre pattacons destinez pour le drap d'or ou présent au corps de sainte Begge, et autres répartitions accoustumées d'ancienneté, et vingt florins pour les quatre chappellains présents, ceux de la justice, receveur et officiers, et le surplus se répartira entre les capitulaires résidents et présents à la solemnité, y comprennant les demoiselles en année et escolières, qui tireront leur part pour leur profit particulier ; déclarant que lorsqu'une soeure germaine sera receue audit chapitre, laditte somme ne sera en obligation en son regard. Ordonnant à tous ceux qu'il appartiendrat de se régler selon ce, si donnons en mandement à nos très chers et féaux les chefs présidents et gens de nos privé et grand conseils, ausdits de notre conseil à Namur et à tous autres nos justiciers, officiers et sujets auxquels ce peut ou pourra toucher et regarder, que de cette notre présente grâce, approbation et omologation ils fassent, souffrent et laissent lesdittes suppliantes et tous autres qu'il appartiendra pleinement et paisiblement jouir et user selon et en la forme et manière que dit est, cessans tous contredits et empeschemens au contraire. Car ainsy nous plaît-il.

En tesmoignage de ce nous avons faict mettre notre grand seel à ces dittes présentes données en notre ville de Bruxelles le dixiesme de janvier, l'an de grâce mille six cent nonante sept, et de nos règnes le trente-deuxième.

Cox vidit.

Par le roy en son conseil.

P. de Rivanegro.

Stocq-registre du chapitre royal d'Andenne, fol. 38 r° et v°, aux archives de l'État, à Namur.

XVI.

Le Souverain Pontife Clément XI accorde une indulgence plénière à ceux qui visitent l'église collégiale d'Andenne le jour de la fête de Sainte-Begge et le vendredi après l'octave du Saint-Sacrement[1].

6 juin 1719.

Clemens papa XI. Universis Christi fidelibus praesentes litteras inspecturis salutem et apostolicam benedictionem. Ad augendum fidelium religionem et animarum salutem coelestibus ecclesiae thesauris pia charitate intenti, omnibus utriusque sexus Christi fidelibus vere poenitentibus et confessis ac sacra communione refectis, qui ecclesiam collegiatam sanctae Beggae, oppidi Andennae, Namurcensis dioecesis (cui ecclesiae ejusque capellis et altaribus, sive omnibus sive singulis, eamque seu eas vel ea, aut illarum seu illorum singulas vel singula etiam visitantibus nulla alia indulgentia reperitur concessa), die festo ejusdem sanctae Beggae ac feria sexta post octavam sanctissimi Corporis Christi, a primis vesperis usque ad occasum solis dierum hujusmodi, singulis annis devote visitaverint, et ibi pro Christianorum principum concordia, haeresum extirpatione ac sanctae matris Ecclesiae exaltatione pias ad Deum preces effuderint, plenariam omnium peccatorum suorum indulgentiam et remissionem misericorditer in Domino concedimus, praesentibus ad septennium tantum valituris. Volumus autem ut, si alias Christi fidelibus in quocumque alio anni die dictam ecclesiam seu capellam aut altare, quae in ea sint, visitantibus aliqua alia indulgentia perpetuo vel ad tempus nondum elapsum duratura concessa fuerit, vel si pro im-

[1]) Ce document est intitulé : *Indulgence du pape Clément onzième en faveur de ceux qui visiteront l'église collégiale d'Andenne à la fête de sainte Begge.*

petratione, praesentatione, admissione seu publicatione praesentium aliquid vel minimum detur aut sponte oblatum recipiatur, nullae sint.

Datum Romae, apud sanctam Mariam Majorem sub annulo piscatoris die 6 junii 1719, pontificatus nostri anno nono.

Stocq-registre du chapitre royal d'Andenne, fol. 41 r°, aux archives de l'État, à Namur.

XVII.

Union des bénéfices du Saint-Sauveur, de Saint-Michel, de Sainte-Catherine et de Sainte-Barbe à deux places de semainier du chapitre[1].

25 août 1766.

PAULUS GODEFRIDUS, comes DE BERLO DE FRANCDOUAIRE, Dei et Apostolicae Sedis gratia episcopus Namurcensis, universis et singulis hasce visuris, lecturis pariter et legi audituris, salutem in Domino. Pro parte dominarum praepositae, decanae et nobilis capituli ecclesiae collegiatae Andanensis, nostrae dioecesis expositum est per libellum supplicem tenoris sequentis :

A monseigneur monseigneur l'illustrissime et révérendissime évêque de Namur, etc...

Les dames prévôte, doienne et noble chapitre d'Andenne ont l'honneur de représenter qu'il n'y a que quatre semainiers pour les assister dans la célébration des offices divins ; que ce nombre n'est point suffisant pour soutenir le chœur et pour remplir les autres fonctions attachées à leur place, principalement lorsque l'un d'eux est infirme ou absent. A quel inconvénient lesdittes dames et chapitre aiant cru devoir remédier, et s'étant capitulairement assemblés pour en trouver le moien,

[1]) Ce document est intitulé : *Union des bénéfices de sainte Barbe, sainte Catherine, saint Sauveur, et saint Michel.*

ont résolu, après mure délibération, de faire les devoirs nécessaires pour obtenir, en faveur de la semainerie, l'union de quatre bénéfices simples érigés dans leur église, et leur conversion en offices amovibles, pour par ce moien pouvoir augmenter le nombre desdits semainiers ; lesquels bénéfices, l'un sous l'invocation de saint Sauveur et l'autre de saint Michel, sont à la collation d'une dame prévôte, et les deux autres sous l'invocation de sainte Catherine et de sainte Barbe à la disposition du dit chapitre.

Par ces raisons, qui tendent au progrès et à la plus grande décence de l'office divin, et par conséquent à l'évidente utilité et même nécessité de l'église, les dittes dames et chapitre supplient très humblement Votre Grandeur de leur accorder l'union desdits quatre bénéfices pour la semainerie, et en même temps leur conversion en offices amovibles, en leur faisant dépêcher lettres afférantes en pareil cas, après que les devoirs d'information seront achevés. C'est la grâce, etc...

Signé : L. J. D. Comenne, chanoine d'Andenne, par commission du chapitre.

Nos vero jus uniuscujusque in praemissis illaesum conservare cupientes, et ob id decretis edicti publici litteris contra omnes et singulos sua in praemissis interesse praetendentes a tempore executionis nominandos ad comparendum coram nobis, vel dilecto domino officiali curiae nostrae Namurci constitutae ad dicendum, proponendum et allegandum contra praefatam incorporationem seu unionem et conversionem in officia amovibilia, si quid et quidquid dicere, proponere et allegare vellent; alioquin videndum et audiendum dictam incorporationem seu unionem et conversionem aliaque, quae juris et rationis essent, fieri et decerni ; quibus litteris cum earum executionis relatione judicialiter coram dicto domino officiali nostro reproductis, et citatorum non comparentium contumacia accusata, dominus officialis praefatus mandavit acta deponi et, iis visis, tulit sententiam tenoris sequentis :

Omnibus et singulis visis tactaque inquisitione de commodo et incommodo super unione petita, nos Mathaeus Andreas Hanrot, ecclesiae cathedralis Namurcensis canonicus graduatus ac dioecesis officialis, jus dicentes, declaramus dari locum beneficiorum sancti Salvatoris, sancti Michaëlis, sanctae Catharinae et sanctae Barbarae, de quibus quaestio, unioni petitae et eorum in officia amovibilia conversioni, in favorem scilicet officii divini et ut in posterum loco quatuor psalmistatarum hebdomadariorum, prout nunc sunt, sex constituantur, ea tamen lege expressa, ut onera quaecumque quatuor supra nominatis beneficiis et cujusque speciei sint annexa, exacte et fideliter adimpleantur, prout ab impetrantibus seu a praenobili domina eorum praeposita et capitulo pro bono Ecclesiae et in chori utilitatem regulabitur; quae praefata domina conveniet etiam cum dicto capitulo de modo disponendi de dictis officiis seu beneficiis in officia conversis.

Datum Namurci, hac 23 augusti 1766.

M. A. Hanrot, officialis Namurcensis.

Quam sententiam ratam habentes et approbantes, eadem beneficia seu altaria sub respectiva invocatione sancti Salvatoris, sancti Michaëlis, sanctae Catharinae et sanctae Barbarae, de quibus quaestio, cum omnibus et singulis eorum emolumentis, obventionibus et pertinentiis universis, officiis psalmistarum hebdomadariorum in dicta ecclesia collegiata existentibus, in favorem scilicet officii divini et ut in posterum loco quatuor, prout nunc sunt, sex constituantur, univimus, incorporavimus, et in officia amovibilia convertimus per praesentes, ea tamen lege expressa, ut onera quaecumque quatuor supra nominatis beneficiis et cujuscumque speciei sint annexa, ad mentem fundatorum a provisis exacte et fideliter adimpleantur, prout ab impetrantibus seu praenobili domina eorum praeposita et capitulo pro bono Ecclesiae et in chori utilitatem regulabitur; quae praefata domina conveniet etiam cum dicto capitulo de

modo disponendi de dictis officiis seu beneficiis in officia conversis. Quae omnia et singula decernimus et ordinaria nostro auctoritate ordinamus.

Datum Namurci, die vigesima quinta mensis augusti anno Domini 1766, sub sigillo nostro.

De mandato illustrissimi ac reverendissimi domini mei praefati.

J. B. Fiefvez, pro-graphiarius.

Stocq-registre du chapitre royal d'Andenne, fol. 170, r° et v°, aux archives de l'État, à Namur.

Obituaire du chapitre d'Andenne.

Livre des obits, remis au net l'an 1729, *donnez par madame Marie-Thérèse-Onuphre Doyembrugge des comtes de Duras, baronne de Roost, doienne de l'église collégiale de madame sainte Begge, à Andenne, pour l'usage du chœur, commençant par les promtus de toute l'année, comme s'ensuit* :

Janvier.

Obitus nobilis ac generosae dominae dominae Agnetis de Berlo dictae de Brus, quondam praepositissae hujus Andanensis ecclesiae.

Obitus nobilis ac generosi domini domini Joannis de Merode nec non dominae Constantiae de Lynden, conjugum, et domicellae Mariae de Merode, eorum filiae.

Obitus nobilis ac generosae dominae domicellae Robertae de Merode, canonissae hujus ecclesiae.

Obitus nobilis ac generosi domini domini Henrici de Berlo, equitis aurati nec non toparchae de Fontenoy, et nobilis ac generosae dominae Annae de Krakembeeck, uxoris ejus.

Obitus nobilis ac generosi domini domini Joannis de Crehen et dominae Annae de Saras, uxoris ejus.

Obitus generosissimi olim viri Pauli de Store ejusdemque uxoris nobilissimae Mariae de Senseille, nec non dominae Agnetis de Berlaymont, quondam hujus capituli praepositae, eorumque simul parentum.

Obitus nobilis ac generosae domicellae Agnetis Henricae d'Oultremont, canonissae hujus ecclesiae.

Obitus domini Mathiae Lambertin, presbiteri, hujus ecclesiae canonici, et parentum ejus.

Février.

Obitus nobilis ac generosae domicellae Marguaritae Doyembrug de Duras, hujus ecclesiae canonissae.

Obitus domicellae Beggae de Pottiers, canonissae hujus ecclesiae, et domini Caroli de Pottiers, patris ejus.

Obitus Joannis Gantelet et Mariae Doutroutucq, uxoris ejus.

Obitus domini Guilielmi de Reppe, canonici Andanensis.

Obitus domini Joannis Waleff, pastoris in Reppe et capellani Andanensis.

Obitus domicellae Catharinae de Loe.

Obitus domicellae Mariae de Senseilles, canonicae et scolasticae hujus ecclesiae.

Obitus nobilis ac generosi domini domini Gerardi ab Oyembrugge, ex comitibus de Duras, baronis de Roost, et nobilis ac generosae dominae dominae Mariae Florentiae baronnissae ab Elderen, conjugum, et nobilis dominae Mariae Isabellae Mechtildis d'Oyembrugge, ex comitibus de Duras, ab Elderen, decanae hujus ecclesiae, et dominae Mariae Theresiae baronissae de Roost, sororis ejus, etiam decanae.

Obitus nobilis ac generosae dominae dominae Annae de Grosbeck, hujus ecclesiae decanissae.

Obitus venerabilis et generosae dominae dominae Catharinae de Senseilles, quondam Andanensis praepositissae.

Commemoratio venerabilis Pipini, patris beatae Beggae, nostrae fundatricis.

Obitus dominae Mariae de Burgundia, filiae domini Caroli, ducis Burgundiae, Brabantiae, et uxoris domini Maximiliani, Romanorum regis.

Obitus omnium benefactorum, qui sedes dedere.

Mars.

Obitus nobilis ac generosae dominae Catharinae d'Oultremont, praepositae Andanensis.

Obitus domicellae Anthoniae de Warisoulx, quondam canonissae hujus ecclesiae Andanensis.

Obitus domini Guilielmi de Namurco, presbiteri nec non capellani hujus ecclesiae.

Obitus magistri Nicolai Courtoy et Mariae Unorma, uxoris ejus.

Obitus generosarum nobiliumque dominarum Gertrudis Vander Gracht dictae de Scardau, praepositae hujus capituli, ac Mariae, baronissae de Scharemberg, decanae ejusdem, nec non domicellarum Catharinae Maximilianae Vander Gracht, Isabellae Reginae Brigittae de Scharemberg, et domicellae Plectrudis Christianae Vander Gracht, baronissae de Wanghe, praedicti capituli canonissarum.

Obitus domicellae Catharinae de Namurco, canonissae hujus ecclesiae, patris ac matris ejus.

Obitus domini Joannis Doppagne, canonici hujus ecclesiae et matris ejus.

Obitus domini ac magistri Martini Hillet, capellani Andanensis.

Obitus Englibert de Chaltin et Annae, ejus uxoris.

Obitus providi juvenis Guilielmi Bardoul.

AVRIL.

Obitus nobilis ac generosae domicellae Theresiae Henricae d'Argenteau, canonissae et scholasticae hujus ecclesiae, et nobilis ac generosae domicellae Ludovicae Helenae de Schoonhove d'Arschot, dictae Chantraine, et domicellae Carolinae de Schoonhove, sororis ejus, etiam canonissae.

Obitus dominae Amphlideis de Viacleir.

Obitus nobilis ac generosae dominae dominae Mariae de Berlo, hujus ecclesiae decanissae.

Obitus domicellae Helenae de Hennehove.

Obitus magistri Fabry, canonissi (sic).

Obitus nobilis ac generosae dominae dominae Dorotheae Theresiae de Celles, baronissae de Dorewert.

Obitus nobilis ac generosae domicellae Jaquelinae de Liminghe, canonissae et cantricis hujus ecclesiae.

Obitus nobilis ac generosae dominae dominae Annae du Hamal, quondam praepositissae hujus ecclesiae.

Obitus nobilis domicellae Anthoniae d'Oultremont, hujus ecclesiae canonissae et scholasticae.

Obitus nobilis ac generosae dominae dominae Agnetis de Locquenghien, quondam praepositissae hujus ecclesiae, et domicellae Margaritae de Locquenghien, sororis ejus, hujus ecclesiae canonissae, et domicellae Agnetis Jacquelinae de Locquenghien, earum neptis, hujus ecclesiae canonissae.

Obitus domini Jacobi Dengihoul, hujus ecclesiae canonici et presbiteri.

Obitus magistri Jacobi Kerkove, canonici Andanensis.

Obitus domicellae Mariae de Berlo, ecclesiae Andanensis scholasticae.

Obitus reverendi domini Huberti Remy, pastoris Andanensis.

MAY.

Obitus Petri de Viesme, hujus capituli receptoris, et Annae Pottelet, uxoris ejus.

Obitus Mariae Carolae Clermont.

Obitus domicellae Annae Catharinae de Groesbeck, hujus ecclesiae canonissae, et matris ejus.

Obitus domicellae Catharinae de Monbertin.

Obitus domicellae Agnetis d'Eve, canonissae hujus ecclesiae Andanensis.

Obitus nobilis viri domini Huberti de Fanson.

Obitus dominini Nicolai de Fanson, presbiteri, nec non religiosi sancti Huberti in Ardinia, et patris ejus et matris et omnium parentum.

Obitus domini Ignatii Meunier, quondam hujus ecclesiae canonici, et parentum ejus.

JUIN.

Obitus nobilis et venerabilis dominae dominae Helenae de Berlo dictae de Brus, quondam hujus ecclesiae praepositae.

Obitus domicellae Adrianae de Brant, hujus ecclesiae canonissae.

Obitus Elisabeth de Tony et benefactorum.

Obitus magistri Egidii de Roucourt, capellani Andanensis.

Obitus domini magistri Guillielmi Burlen, presbiteri Andanensis.

Obitus Annae de Braibant.

Obitus domicellae Joannae de Namurco, canonissae hujus ecclesiae.

Obitus nobilis ac generosae dominae Catarinae d'Hoensbrocht, praepositae Andanensis, sororis et fratris ejus.

JUILLET.

Obitus domini Odouardi Doige, hujus ecclesiae canonici.

Obitus domini Leonardi, comitis d'Elsius, et dominae Philippinae Carolinae de Vander Gracht, olim canonissae hujus ecclesiae, conjugum.

Obitus nobilis ac generosae domicellae Margaritae de Brandembourg, canonissae hujus ecclesiae.

Obitus domicellae Claudae de Custine, canonissae hujus ecclesiae et matris Nicolai de Poully, dominae temporalis de Aufflance.

Obitus domicellae Mariae Franciscae de Moytrey dictae Custinne, canonissae Andanensis.

AOUST.

Obitus domini Engelberti Bonen, presbiteri et hujus ecclesiae canonici.

Obitus domini magistri Joannis de Borsut, canonici hujus ecclesiae.

Obitus domicellae Franciscae de Grosbeck, canonissae Nivellae.

Obitus domicellae Agnetis de Berlo, hujus ecclesiae canonissae.

Obitus domicellae Jacobae de Furnau.

SEPTEMBRE.

Obitus domicellae Annae de Nassau, hujus ecclesiae cano-

nissae, nec non domicellae Guillelminae de Nassau, ejus sororis.

Obitus domicellae Annae Catharinae d'Argenteau, canonissae hujus ecclesiae.

Obitus nobilis domicellae Joannae de Rouveroit.

Obitus dominae Annae de Vaulx, uxoris domini de Wisteleiben.

Obitus domini ac magistri Nicolai Boyettermanne, presbiteri et canonici Andanensis.

Obitus domini Bartholomaei Forart, presbiteri et canonici hujus ecclesiae.

Octobre.

Obitus domini Lamberti Dury, presbiteri et hujus ecclesiae canonici.

Obitus nobilis domicellae Catharinae de Berlo dictae de Fontenoy, canonissae et hujus ecclesiae scholasticae.

Obitus domini Everardi Daspe, hujus ecclesiae canonici.

Obitus dominae Catharinae de Hamal, uxoris domini de Wionville.

Obitus domini Joannis Pauli, capellani et custodis hujus ecclesiae.

Obitus domini Joannis de Fourvy, presbiteri.

Novembre.

Obitus nobilium dominarum Mechtildis et Margaritae ab Elderen, sororum, hujus ecclesiae praepositarum.

Obitus dominae Jovettae de Altera Ripa, praepositae.

Obitus domini Joannis André, parochi Andanensis, et propinquorum ejus.

Obitus nobilis ac generosae domicellae Magdalenae de Hanxclaire, hujus ecclesiae canonissae et scholasticae.

Obitus nobilis ac generosae domicellae Mariae Beggae de Groesbeeck, hujus ecclesiae canonissae.

Obitus nobilis domini Ludovici de Fancon, presbiteri et hujus ecclesiae canonici.

DÉCEMBRE.

Obitus domicellae Annae de Crehen.

Obitus domini Henrici de Wistleben.

Commemoratio Pippini, filii beatae Beggae.

Commemoratio nobilis Ytuberge, matris beatae Beggae.

Obitus domini Hugonis, regis.

Commemoratio domini Ansigissi, beatae Beggae conjugis.

Obitus dominae Engelbertinae de Gougnies, scolasticae hujus ecclesiae, dominarum Isabellae de Gougnies, praepositae, Robertinae Carolinae de Gougnies, praepositae, sororum et parentum.

Les obits de praesentibus in choro, *comme s'ensuit* :

JANVIER.

Obitus Mariae de Senseille, decanae, domini Theodorici, militis, et dominae Adde, parentum ejus.

Obitus domicellae Agnetis de Lanoy.

Obitus domicellae Margaritae de Bloise, canonissae et scholasticae hujus ecclesiae.

Obitus domicellae Catharinae de Louverval et de Daysa.

Obitus domicellae Heluidis de Semeng.

Obitus domicellae Joannae de Lyntot.

Obitus domini Michaëlis, presbiteri, dicti Beluvot, quondam custodis istius ecclesiae.

Obitus dominae Mariae de Huppi, praepositae, et domicellae Joannae de Mailli et parentum ejus.

Obitus domini Joannis Jamar, hujus ecclesiae capellani.

Obitus domicellae Yolendis de Senseille.

FEBVRIER.

Obitus domicellae Lore de Dolendor.

Obitus Henrici dicti Badoul, uxorisque et parentum ejus.

Obitus domicellae Joannae de Maulli.

Obitus nobilis et generosae dominae Joannae d'Eve, nec non maritorum ejus et omnium ejus parentum.

Obitus dominae Jacobae de Senseille, decanae.

Obitus domini Hubini de Comongne, militis.

Obitus domini Hugonis de Baluini, militis, et dominae Mariae de Listrenelle, uxoris ejus.

Obitus nobilis domini domini Nicolai d'Oultremont, militis.

Obitus generosi et nobilis viri Judoci de Hun, et domicellae Catharinae de Ceille, ejus conjugis.

Obitus domicellae Joannae Dobenciolle.

Mars.

Obitus domicellae Elisabeth de Rume.

Obitus domini Michaëlis de Warisoul, militis.

Obitus discreti Petri Clausfin.

Obitus domicellae Mariae de Bordeau.

Obitus Nicolai dicti le Crapourceau.

Obitus dominae Heillwidis Derpen, praepositae.

Obitus domicellae Annae de Herenhoven, canonissae hujus ecclesiae.

Obitus domicellae Agnetis de Sentuen.

Obitus Philippi de Raisse et domicellae Catharinae, uxoris ejus, et parentum domicellae Guillelminae de Raisse, et amicorum et benefactorum ejus.

Commemoratio dominae Joannae de Landré.

Obitus dominae de Rez, hujus ecclesiae decanae.

Obitus Joannis de Bossu, uxoris et omnium parentum ejus.

Obitus domicellae Elisabeth de Serclas, una cum....

Obitus domicellarum Catharinae, etiam canonissae Andanensis, et Catharinae viduae, sororum.

Obitus domicellae Margaritae de Mane.

Obitus domicellae Berthelenae Delloye, hujus ecclesiae quondam canonissae.

Obitus domicellae Margaritae de Casteleir.

AVRIL.

Obitus Emelettae de Faict, Henrici Muti et uxoris ejus.

Obitus dominae Mariae de Huppi, praepositae.

Obitus Jacobi de Seille, canonici.

Obitus domicellae Catharinae Dassinniez.

Obitus domicellae Elisabeth de Duaco.

Obitus domicellae Mariae de Pondremi.

Obitus domicellae Joannae de Bienne.

Obitus domicellae Lignoris De Donever.

Obitus domicellae Aelidis de Donever.

Obitus domicellae Franciscae de Boulan, hujus ecclesiae canonissae.

Obitus domicellae Poronae de Recourt, hujus ecclesiae canonicae.

MAYE.

Obitus nobilis et virtuosae dominae dominae Mariae de Reviere, quondam praepositae Andanensis.

Obitus domini Joannis de Malroye, canonici Andanensis.

Obitus dominae Amphlidis de Juri, decanae.

Obitus nobilis ac virtuosae domicellae Guillemettae de Boubbais, cantricis hujus ecclesiae.

Obitus domini Joannis Eletis, canonici.

Obitus Franciscae d'Eve, junioris scholasticae, et nobilis domicellae Joannae de Walef.

Obitus domicellae Mariae de Senseille, hujus ecclesiae canonissae, nec non nobilis viri Henrici de Longo et domicellae Catharinae de Clobier, ejus uxoris.

Obitus domicellae Mariae de Croix.

Obitus domini Richardi Fabri, canonici nec non pastoris Andanensis.

Obitus Simonis Carnificis.

Obitus domicellae Mariae de Mauiens.

Obitus nobilis viri Roberti Delloye, scutiferi.

Obitus domicellae Margaritae de Duaco.

Obitus domini Joannis Boutri, militis, et dominae Mariae, uxoris ejus.

Obitus domicellae Mariae Mansigni.

Obitus domicellae Elisabeth de Senseille, cerariae.

Obitus dominae Catharinae de Lovirval, praepositae.

Obitus dominae Joannae de Birbaco.

Obitus domicellae Mariae de Senseille et nobilis viri Jacobi de Senseille.

Obitus domicellae Elisabeth de Donstien.

Obitus domini Joannis de Furno, patris et matris ejus, omniumque parentum ejus.

Obitus domicellae Annae de Namurco.

Obitus dominae Adrianae de Huy.

Obitus domini Joannis Noël, presbiteri, et Joannis, patris ejus, et matris et omnium parentum.

Obitus Jaspar Noël.

JUIN.

Obitus magistri Jacobi de Lorgies.

Obitus domicellae Elisabeth de Reves.

Obitus domicellae Elisabeth d'Oultremont.

Obitus domicellae Mechtildis de Senseille.

Obitus domini Joannis Carnificis, presbiteri.

Obitus nobilis viri Huberti de Fanchon.

Obitus domicellae Gelae de Soumaingne.

Obitus domicellae Beatricis Dierpen.

Obitus domini Matthei Leffenne, canonici hujus ecclesiae.

Obitus domicellae Aelidis de Ville.

Obitus domini Joannis La Salle, presbiteri canonici.

Obitus Joannis Detiseden et domini Joannis, filii ejus.

Obitus domicellae Margaritae de Brus.

Obitus domicellae Margaritae de Landas.

Obitus domini Petri de Reppe, presbiteri.

Obitus dominae Joannae de Landre, decanae.

Obitus Rasquini de Contiche et parentum ejus.

Obitus domini Joannis Sotteau, canonici hujus ecclesiae.

AOUST.

Obitus domicellae Odae de Longueville.

Obitus domicellae Sibillae et domicellae Joannae de Soumaingne.

Obitus domicellae Beatricis de Lovirvaul.

Obitus domicellae Joannae de Warisoule.

Obitus domicellae Robertae de Sane.

Obitus domicellae Ydae et Perotae de Donever.

Obitus domini Joannis de Petra, canonici nostri.

Obitus domini Petri de Contiche, presbiteri.

Obitus domicellae Simonae de Wuerquineule.

Obitus dominae Elisabeth de Soumaingne, quondam praepositae.

Obitus domini Joannis Hulpan, presbiteri.

Obitus domicellae Mariae de Borlay et Henrici Varté, ejus mariti.

Obitus domicellae Guillemettae de Raisse.

Obitus domicellae Jacobae de Casseler.

SEPTEMBRE.

Obitus domicellae Clemenciae de Rermes.

Obitus Magtildis de Spaingni.

Obitus domini Nicolai, heremitae.

Obitus domicellae Jacobae de Waureumont.

Obitus domini Francisci Maluvar.

Obitus domicellae Eagerumen de Donqueur.

Obitus domicellae Joannae Orimaux.

Obitus nobilis et virtuosae dominae dominae Joannae de Mares, quondam praepositae Andanensis.

Obitus nobilis dominae dominae Elisabeth de Flandria.

Obitus Yolandis de Mansigni.

Obitus domicellae Joannae de Vierceu.

Obitus domicellae Mariae de Vau.

Obitus nobilis domini Balduini de Borlei.

Obitus domini Egidii de Bersee, presbiteri.

Obitus domicellae Agnetis de Sancto Luciano, scholasticae Andanensis.

Obitus domicellae Aelidis de Gavre.

OCTOBRE.

Obitus domini Adulphi, investiti Sachei.

Obitus domini Nicolai Destree.

Obitus domicellae Joannae de Mansigni, ecclesiae Andanensis scolasticae.

Obitus domini Gerardi de Spontin, militis.

Obitus domicellae Annae de Namurco.

Obitus dominae Margaritae, decanae, de Mansigni.

NOVEMBRE.

Obitus domicellae Adelinae de Somaingne.

Obitus domicellae Elisabeth, scolasticae.

Obitus Wilherini dicti Viulina, et Magtildis, uxoris ejus.

Obitus domicellae Mariae de Barbenchon et Gerardi, subdiaconi.

Obitus domini Nicolai de Contiche.

Obitus domicellae Ludovicae de Assigni, quondam hujus ecclesiae canonissae.

Obitus providi viri Mathiae le Scalté, hujus ecclesiae quondam canonici.

Obitus domicellae Catharinae de Ceelle, canonissae hujus ecclesiae.

Obitus Petri de Thenis.

Obitus dominae Joannae de Blargni, decanae.

Obitus dominae Guillelminae de Sane, praepositae.

Obitus nobilis et virtuosae domicellae Mariae Delloye, hujus ecclesiae quondam concanonissae.

DÉCEMBRE.

Obitus Anselmi de Mamines et ejus uxoris.

Obitus domicellae Catharinae de Bohain.

Obitus dominae Catharinae de Senseille, uxoris quondam domini Danielis de Seille, militis.

Obitus nobilis et virtuosae domicellae Margaritae de Brandeburch, quondam hujus ecclesiae canonissae.

Obitus domicellae Gertrudis de Casteleir.

Obitus domicellae Adae de Bieme.

Obitus domicellae Franciscae Deve.

Les obits des communs, comme s'ensuit :

JANVIER.

Obitus Magthildis Weis et Maghinae, filiae le Chauvyal.

Obitus Berthae, uxoris advocati.

Obitus domicellae Elisabeth de Bouleir et domicellae Aelidis Theutonicae.

Obitus Hawidis de Novilia et Hugonis, custodis sancti Albani Namurcensis et canonici Andanensis.

Obitus dominae Magtildis de Bossut, decanae.

Obitus domicellae Aelidis de Ham et Philippi Dierpen.

Obitus domini Balduini Le Potier.

Obitus domicellae Gertrudis de Lovirval.

Obitus Michaëlis, custodis ecclesiae beatae Beggae Andanensis.

FEBVRIER.

Obitus Ricoldis et Mariae Bricque.

Obitus domini Henrici, ducis Limbordiae et Siciliae.

Obitus domini Egidii d'Eve, militis, et dominae Beatricis de Sanzelle, uxoris ejus.

Obitus domini Jacobi dicti Paival, presbiteri, et Idae, uxoris Petri de Mellin.

Obitus domini Warneri de Dinant, militis.

Obitus domicellae Catharinae de Vinalmont et Amelii, ejus mariti.

Obitus nobilis et venerabilis dominae dominae Joannae d'Eve, quondam hujus ecclesiae praepositae.

Obitus nobilium domini Wilhelmi de Flandria, dominae Catharinae de Savoie, comitissae Namucensis, et Roberti de Flandria.

Obitus Hawidis de Hanneche.

Obitus Joannae, filiae Danielis Panificis.

Obitus Nicolai dicti Le Petit Colon et Elisabeth, uxoris ejus.

Obitus Magthildis de Ham.

Obitus dominae Mariae de Soumaingne, decanae.

MARS.

Obitus domini Joannis, quondam praepositi Scladiniensis et canonici Andanensis.

Obitus domicellae Catharinae Serclaus, canonissae Andanensis, et domicellae Catharinae, sororis ejus, viduae.

Obitus domini Nicolai d'Eve, canonici hujus ecclesiae.

Obitus providi viri domini Nicolai Gaillart, presbiteri, quondam hujus ecclesiae canonici.

Obitus Jacobi Sotteau et Mariae, ejus uxoris.

Obitus nobilis domini temporalis Godefridi de Horion.

Obitus honorabilis domini domini Guillelmi de Ville, capellani hujus ecclesiae, et omnium parentum et benefactorum.

Obitus domicellae Gilettae d'Eve, canonissae hujus ecclesiae.

Obitus venerabilis domini Fremini de Campana, capellani hujus ecclesiae, et matris ejus.

Obitus domini Guidonis, comitis Flandriae.

Obitus Joannis dicti Ribodoulle et Mariae, uxoris ejus.

Obitus domini Theodorici, presbiteri, Elisabeth, sororis ejus, Reneri et Balduini, fratris, ejus.

Obitus domini Egidii de Croix, et Peronnae, ejus uxoris.

Obitus domicellae Joannae de Gorgbechon.

Obitus domini Adulphi, comitis.
Obitus Dodae, abbatissae.
Obitus domini Joannis de Fresin.
Obitus domini Joannis Beilleunotte, presbiteri.
Obitus Joannae, uxoris Rigaldi de Falai.
Obitus domicellae Agnetis de Selebes, Joannis de Vare et et Mariae Recoldis.
Obitus domicellae Clausae de Reve.
Obitus domini Anselmi de Lovirval.
Obitus domicellae Margaritae de Warner.
Obitus domini Danielis de Seille, militis.

Avril.

Obitus domini Henrici de Gore, canonici sancti Pauli Leodiensis.
Obitus Facini, canonici.
Obitus Joannis de Curia.
Obitus Mariae, uxoris Nitilardi de Croix.
Obitus Arnoldi de Hupegnies.
Obitus domicellae Adae de Sanseille.
Obitus Joannis de Hainau.
Obitus Joannis de Curia et Idae, uxoris ejus.
Obitus nobilis ac generosi viri Dionisii de Berlo, alias de Brus, et nobilissimae Mariae Doyembrugghe, uxoris ejus.
Obitus Joannae, ancillae domicellae Margaritae de Casseles.
Obitus domini Hugonis Leodiensis.
Obitus dominae Margaritae Doncœur, decanae.
Obitus domini Joannis Matthias, canonici Andanensis.
Obitus domini Simonis de Froidbise, capellani.
Obitus Joannis de Mansigni, et domicellae Mariae, uxoris ejus, et dominae decanae de Mansigni, amicorum et benefactorum eorum.
Obitus Joannis Juvenis, omnium amicorum ejus.

Obitus domicellae Iwettae de Altera Ripa et Gerardi de Paille.

Obitus domicellae Antoniae de Senseilles, canonissae.

MAY.

Obitus Joannis de Ierpen et domicellae Joannae, sororis ejus.

Obitus domini Joannis de Gavres, militis, dominae Sibiliae, uxoris ejus, parentum domicellae Aelidis de Gavres, et amicorum eorum.

Obitus domicellae Margaritae de Warisoul.

Obitus domicellae Guiboidis.

Obitus domicellae Mariae Deskaens.

Obitus domicellae Aelidis de Kevrecuer, scolasticae Andanensis.

Obitus domini Godefridi, militis, et dominae Idae, uxoris ejus.

Obitus magistri Egidii de Baillowel, presbiteri et sacrae theologiae doctoris.

Obitus venerabilis dominae Barbarae de Beaufort, olim decanae ecclesiae collegiatae sanctae Beggae Andanensis.

Obitus domicellae Margaritae de Balwini.

Obitus domicellae Berthae de Han.

Obitus domini Petri de Grosse, presbiteri.

Obitus domicellae Anthoniae de Blois, canonissae hujus ecclesiae.

Obitus domicellae Catharinae Delloye, canonissae hujus ecclesiae.

Obitus domicellae Catharinae Delloye, senioris.

Obitus Jaspar Noël.

JUIN.

Obitus reverendissimi patris in Christo Adulphi, episcopi Leodiensis.

Obitus domini Roberti de Namurco.

Obitus dominae Mariae de Lovirvaulx, quondam decanae ecclesiae nostrae.

Obitus domicellae Idae de Cren.

Obitus domicellae Joannae de Gorgbechon.

Obitus domini Alardi de Soumaingne et dominae Elisabeth, ejus uxoris.

Obitus domini Godefridi d'Eve, militis, et dominae Margaritae Le Pantier, uxoris ejus.

Obitus domini Theodardi, clerici.

Obitus domicellae Margaritae Delloye, canonissae hujus ecclesiae.

Obitus domicellae Mariae de Donever.

Obitus Wilhermi de Comogne, nostri confratris.

Obitus Wilhermi de Longchamp, nostri canonici.

Obitus Joannis Michaëlis, hujus ecclesiae custodis.

Obitus nobilis viri Egidii Delloye.

Obitus nobilis viri domini Delloye et domicellae Adrianae de Hun, uxoris ejus.

Obitus domini Egidii Tibau, presbiteri.

JUILLET.

Obitus domini Nicolai de Contiche, presbiteri, et Mariae, sororis ejus, et Egidii Mouvin.

Obitus venerabilis dominae Annae de Vaux, quondam decanae hujus ecclesiae.

Obitus domicellae Elisabeth de Morgni.

Obitus domicellae Margaritae de Somengne.

Obitus domini Wilhermi, quondam advocati, et Jacobi, claustrarii nostri, et Elisabeth, uxoris ejus.

Obitus Godefridi de Novilia.

Obitus nobilis viri domini Joannis Weyx et domicellae Alerdiae, uxoris ejus, dicti de Giplu.

Obitus domicellae Joannae Delloye.

Obitus nobilis viri domini Thomae de Crupest, equitis.

Obitus nobilis viri domini Gerardi Delloy et uxoris ejus.

Obitus domicellae Mariae de Senseille.

Obitus domini Anselmi de Atrio, presbiteri.

Obitus dominae Margaritae de Donever, decanae, parentum ejus et dominae de Hermeis.

Obitus domicellae Mariae de Baluin.

Obitus Rasonis de Holgnoulle, presbiteri.

Obitus Joannis de Broulle.

AOUST.

Obitus domicellae Elisabeth de Spontin, Gerardi de Fumalia et Elisabeth Le Douche.

Obitus domicellae Hawidis de Houten.

Obitus domini Petri Betunien, praepositi.

Obitus domini Joannis de Marchiel.

Obitus domicellae Mariae de Lovirval.

Obitus Emengardis, filiae Seron.

Obitus domini Joannis de Guistel.

Obitus parentum domicellae Mariae de Vau.

Obitus domicellae Vivette de Boudweyx.

Obitus domicellae Catharinae de Sanselle, quondam praepositae.

Obitus Hubini de Comongne.

Obitus Reginae Plectridis.

Obitus domicellae Aelidis de Kauen.

Obitus domicellae Joannae Daverne.

Obitus Henrici Bonon et ejus uxoris.

Obitus domicellae Annae de Gavre.

SEPTEMRBE.

Obitus domicellae Clemenciae de Mellin et domicellae Julianae, uxoris quondam Baslini Bomlet.

Obitus domicellae Hawidis de Monte.

Obitus Mariae, filiae Hugonis de Salice, et domicellae Philippae de Altera Ripa.

Obitus domini Joannis, militis, de Melbodio.

Obitus Mathildis de Loisi Chauviaux et Aelidis, ejus uxoris.

Obitus Aelidis de Morgni et domicellae Mariae de Cren.

Obitus Theobaldi et ejus uxoris.

Obitus Beatricis de Montigni.

Obitus Nicolai dicti Rosseau et Martinae, uxoris ejus.

Obitus Beatricis Cou et Aelidis Teutonicae, Andanensis canonissae.

Obitus domini Joannis de Lospital, presbiteri.

Obitus Theodorici, militis, de Sanseille et domicellae Elisabeth, ejus uxoris.

Obitus magistri Michaëlis de Warisoul.

Obitus Jacobi de Horseille, villici Andanensis.

Obitus Walteri Boiliawe de Thenis.

Obitus Joannis Roselli, canonici.

Obitus domicellae Lignioris de Sane.

Obitus domicellae Margaritae de Bernaige.

Obitus domini Joannis de Forvie, presbiteri, omniumque ejus parentum.

Obitus domicellae Beatricis Warquinoul.

Obitus Mariae de Givet.

Obitus primus domicellae Elisabeth de Dono Stephani, nostrae canonissae.

Octobre.

Obitus Walteri de Cipplet.

Obitus Agnetis de Han, canonissae Andanensis.

Obitus magistri Leonardi de Pratis, presbiteri.

Obitus dominae Secundae et domini Joannis de Burgundia.

Obitus domini Nicolai de Buai et Paschae, ejus uxoris.

Obitus domini Petri Morlet, presbiteri.

Obitus Joannis Viria et uxoris ejus.

Obitus domicellae Catharinae Doutremont et Margaritae, sororis ejus.

Obitus domicellae Margaritae de Blois, ecclesiae Andanensis scolasticae.

Obitus dominae Elisabeth de Valle, uxoris domini Joannis de Valle, militis, Mariae de Beguine et parentum ejus.

Obitus Balduini dicti Le Grogmis et Catharinae, ejus uxoris.

Obitus Simonis Jodree et Arnoldi Eutare.

Obitus Elisabeth Le Farchie et Egidii de Humin.

Obitus domini Joannis Colaie et Gerardi Le Bugo.

Obitus domini Willermi de Altera Ripa et ejus uxoris.

Obitus Jacobi de Comogne.

Obitus venerabilis viri ac domini Godefridi de Boursoy, presbiteri et canonici hujus ecclesiae.

Obitus domicellae Elisabeth de Gothen.

Obitus domicellae Annae de Quarré, canonissae hujus ecclesiae, ejusque simul parentum.

Novembre.

Obitus nobilium patris et matris nobilis domicellae Agnetis Desclaives.

Obitus domicellae Catharinae de Brandeberghe.

Obitus primus domini Joannis de Malroie, canonici et decani consilii Andanensis.

Obitus domicellae Emengardis de Hauchi.

Obitus Goffardi de Beaurewart, quondam villici de Burdini.

Obitus Magthildis de Fay.

Obitus domini Lucduini, episcopi.

Obitus Perotae, canonissae hujus ecclesiae.

Obitus Agnetis de Spontin.

Obitus Magtildis Dierpen.

Obitus Theodorici Martini, civis Namurcensis.

Obitus domicellae Catharinae d'Eve.

Obitus Iolendis de Monte.

Obitus domicellae Mariae de Sancto Amando.

Obitus domini Walteri de Croix.

Obitus Joannis de Contiche et ejus uxoris.

Obitus providi viri domini Joannis Gransire, presbiteri, quondam hujus ecclesiae canonici.

Obitus Franciscae Gillen.

Obitus domini Joannis de Comongne, militis.

Obitus domicellae de Jacea.

Obitus domicellae Mariae de Boillai et Henrici Watre, ejus sponsi.

Obitus Margaritae de Dormitorio.

Obitus Mariae de Hanuto.

Obitus domini Bertrandi Maroul, presbiteri.

Obitus domini Warneri Anclette.

Commemoratio domini Egidii de Hersee, presbiteri et parentum ejus.

Décembre.

Obitus domini Joannis dicti Le Blons et dominae Joannae de Nameche.

Obitus domicellae Catharinae de Bohen.

Obitus Joannis de Bossu et omnium amicorum ejus.

Obitus magistri Henrici de Poillevache, canonici sancti Albani.

Obitus magistri Hugonis, quondam canonici ecclésiae nostrae Andanensis.

Obitus domicellae Helenae de Mares.

Obitus magistri Egidii Briot, hujus ecclesiae canonici.

Obitus Henrici dicti Lottet et Mariae, ejus uxoris.

Obitus domicellae Iolendis de Pitrainge et domini Simonis de Andana.

Obitus domicellae Clemenciae de Flostoir.

Obitus domicellae Mariae dictae Le Stonee.

Obitus nobilis ac generosi viri Roberti Delloye et domicellae Joannae d'Eve, ejus uxoris.

Obitus dominae Gelae de Sanseille.

Obitus nobilis ac generosi domini Georgii d'Eve, nec non ejus uxoris Margaritae de Martigni.

Obitus domini Godefridi d'Eve, militis, et dominae Mariae de Paneir, ejus uxoris[1].

Obitus domicellae Barbarae de Namurco, canonissae hujus ecclesiae.

Obitus Philippi de Froucourt, nostri canonici.

[1]) Ci-dessus, p. 363, l'épouse de Godefroid d'Eve est nommée Marguerite Le Pantier.

Rapport adressé au Souverain Pontife Grégoire XIV, par Liévin Torrentius, évêque d'Anvers, sur l'état de son diocèse en 1591.

De temps immémorial, les évêques sont obligés de visiter en personne les tombeaux des apôtres saints Pierre et Paul. Le pape Sixte V donna à cette obligation un caractère précis et légal par sa bulle *Romanus Pontifex* du 13 des calendes de janvier 1585. Octave Frangipani, nonce du Saint-Siége à Cologne, intima cette bulle aux évêques de nos contrées et en pressa l'exécution. L'évêque d'Anvers Torrentius avait demandé, à plusieurs reprises, d'être dispensé de la visite *ad limina apostolorum* à cause de son âge avancé et du triste état dans lequel se trouvait son diocèse. Il écrivit au nonce de Cologne, et sollicita, à Rome, l'intervention de son protecteur et ami le cardinal Caraffa. Malheureusement, ce dernier mourut avant d'avoir pu obtenir la dispense désirée. Torrentius confia alors sa demande au père Georges de Duras, recteur du collége de la Compagnie de Jésus à Anvers, qui partait pour Rome. Mais, avant même que celui-ci fut arrivé dans la ville éternelle, Sixte V était mort et remplacé par Urbain VII, qui, lui aussi, succomba peu de jours après. Le père de Duras ne pouvant prolonger son séjour à Rome, l'évêque d'Anvers accorda à son vicaire général François Van Thienen[1] la délégation nécessaire pour faire,

[1]) François van Thienen, licencié en théologie, chanoine de la cathédrale d'Anvers et vicaire général de l'évêque, se rendait à Rome pour défendre ses droits sur une prébende canoniale qu'on voulait lui enlever.

en son nom, la visite *ad limina* et remettre au Souverain Pontife le rapport sur l'état du diocèse d'Anvers que nous publions ci-dessous. Ce rapport est un document des plus intéressants : l'évêque y retrace, d'une manière émouvante la situation désespérée de la religion catholique à Anvers après les exploits des gueux du XVIe siècle.

Dans une lettre, en date du 29 avril 1591, adressée à Grégoire XIV, Torrentius lui recommande vivement son mandataire, et mentionne toutes les persécutions et même la captivité que celui-ci avait endurées, pour la bonne cause, de la part des hérétiques. Van Thienen connaissait parfaitement le diocèse d'Anvers, car il en avait fait lui-même la visite canonique[1].

Il résulte d'une lettre adressée à Torrentius, le 25 septembre 1591, par le cardinal Matthaei (lettre que nous reproduisons aussi ci-dessous) que le rapport remis par Van Thienen fut communiqué à la congrégation du concile de Trente, et excita des sentiments de commisération dans le cœur de tous ses membres.

Voyez, au sujet de la *visitatio liminum*, les *Analectes*, I, pp. 98 sv. où l'on trouve aussi un rapport adressé à Paul V, en 1615, par Maldérus, successeur de Torrentius sur le siége épiscopal d'Anvers.

L. Theunissens.

1) Voyez les lettres adressées par Torrentius au cardinal Caraffa, dans les *Comptes rendus des séances de la Commission royale d'histoire*, 3e série, XI, pp. 208-237.

I.

Rapport de Torrentius, évêque d'Anvers[1].

1591.

Beatissime Pater.

Cum non solum antiqua eaque laudabili constitutione omnes episcopi limina apostolorum Petri et Pauli statutis temporibus visitare ac rationem suarum diocesium reddere teneantur, verum etiam jussu felicis recordationis Sixti papae V, Sanctitatis Vestrae praedecessoris, per episcopum Cajacensem, Sedis Apostolicae nuncium Coloniae residentem, ad observationem constitutionis praedictae omnes episcopi Inferioris Germaniae fuerunt admoniti, devota Sanctitatis Vestrae creatura Laevinus Torrentius, episcopus Antverpiensis, diversis vicibus per bonae memoriae cardinalem Caraffam petiit apud Sixtum, papam praefatum, quod limina apostolorum justissimas ob causas hactenus personaliter non visitasset, excusari; sed nullatenus excusationi locus datus fuit, quin saltem per procuratorem hoc faceret.

Optaret summopere episcopus Sanctitatis Vestrae pedibus provolvi et oretenus miserias incredibilesque calamitates suae diocesis enarrare, sed obstat aetatis gravitas, obstant ista turbulentia tempora et praesentissimum totius suae diocesis periculum; maxima enim diocesis pars ab haereticis occupatur, qui per mare, per terras, singulis horis et momentis usque ad

[1]) On a ajouté postérieurement en tête du document la note suivante : « Praesens Antverpiensis diocesis status fuit, die 7 mensis septembris anno 1591, sub pontificatu papae Gregorii XIV, illustrissimis et reverendissimis dominis cardinalibus sacrae congregationis concilii Tridentini exhibitus et ab eisdem acceptatus, prout in litteris desuper reverendissimo domino episcopo Antverpiensi scriptis constat; quarum copiae in fine hujus sunt adjunctae. »

civitatis Antverpiensis portas excurrunt, et postremo haec diocesis ita militum petulantia depopulata, ita hostium immanitate devastata est, ut villae sine habitantibus atque agri sine colonis passim videantur. Unde fit, ut episcopus senex, in sexagesimo septimo aetatis suae anno constitutus, pauper, tantisque periculis circumcinctus, consulte non possit tantum iter suscipere. Ut autem suae obedientiae debitum, quod huic sanctae Sedi Apostolicae, cujus se obsequentissimum filium profitetur et gloriatur, persolveret, deputavit suum specialem procuratorem ac nuncium Franciscum van Thienen, vicarium suum generalem, sacrae theologiae licentiatum et ejusdem ecclesiae canonicum, ut ejus nomine limina sanctorum apostolorum Petri et Pauli, post Vestrae Sanctitatis pedum oscula et obedientiam praestitam, visitet, ac rationem statumque diocesis Antverpiensis, quam vicarius praedictus non sine maximo vitae suae periculo visitavit, ea qua decet reverentia exponat. Qui pio corde ad praedicta praestanda praesens constitutus, supplicat Sanctitatem Vestram quam humillime, nomine sui episcopi ad visitationem praefatam juxta morem Romanae curiae admitti, praesentemque hunc actum pro primo quadriennio visitationis liminum actis ejusdem curiae inseri, ac suum episcopum pro hoc primo quadriennio a dicta visitatione absolutum declarari, sibique desuper instrumentum concedi.

Inter alias Galliae Belgicae ecclesias ad instantiam Philippi, regis catholici, per felicis recordationis Paulum papam IIII anno 1559 institutas sub archiepiscopatu Mechliniensi, ex collegiata erecta in cathedralem ecclesia Antverpiensis, Cameracensi archiepiscopo olim subjecta, loco tam celebri, ut a nemine ignoretur, erat tunc Antverpia (quantumvis nunc afflicta), emporium totius Europae nobilissimum, ut etiam futurum speratur, si, cessantibus armis, pax redierit.

Sed et durante bello, nulla in tota provincia Belgica civitas majoris momenti est, qua vel sola incolumi, reliquae deper-

ditae recuperari possint, desperaturae propemodum, sicut ante quinquennium fuit, si in hostium veniret potestatem.

Facta autem erectione novi Antverpiae episcopatus in ecclesia collegiata divae Mariae Virginis, primus a rege nominatus episcopus, Philippus Nigri, ante confirmationem defunctus est, eique successit Franciscus Sonnius, episcopus Buscoducensis, qui eidem ecclesiae sex tantum annis praefuit, et anno 76 diem clausit extremum. Interea sedes vacavit per undecim fere annos, succedente interim duci Albano in gubernationem commendatorio majore. Post cujus obitum anno 1577, turbata iterum multo gravius quam ante republica, inscius designatus fuit a rege Antverpiae episcopus Laevinus Torrentius, Gandavensis, canonicus et archidiaconus ecclesiae Leodiensis, et ipsius ibidem episcopi vicarius generalis.

Verum, exorto jam manifesto inter ordines Belgicos et regem catholicum bello, cum omnia in pejus ruerent, neque ecclesiae jurisdictioni locus esset, et novi episcopi multo in numero haberentur, excusavit se praefatus archidiaconus, quod tanto oneri se imparem agnosceret; donec tandem, sub finem ejusdem anni 1577, in Belgium gubernator venisset serenissimus dominus Joannes Austriacus; sub quo anno sequenti, publicata jam pace, vocatus in aulam dictus archidiaconus, qui pacificationi semper adfuerat, ac instantissime monitus, ut episcopatum acciperet, tandem id se facturum pollicitus est, si beneficio pacis res paulo melius ordinarentur, ita ut episcopi officio fungi posset.

Sed paucis post mensibus, cum haereticorum fraude atque perfidia, duce principe Orange, iterum in bellum istud funestissimum, quo hactenus laboramus, res erupisset, rebellante jam universa paene provincia ac vix ullo relicto catholicis religionis suae exercitio, fieri non potuit, ut Antverpiae, quae totius belli tanquam sedes erat, aliqua ecclesiae opera praestaretur, ejecto omni clero atque interdictis divinis officiis, quae sine gravissimis poenis fieri non poterant.

Voluit tamen clemens et misericors Deus, ut catholicorum res primum virtute Joannis Austriaci, ac post ejus mortem Alexandri Farnesii, melius succederent.

Atque ita, recuperatis cum aliis nobilissimis Belgii oppidis tum Antverpia, ac pace facta cum ceteris provinciis, excepta Hollandia et Zelandia, cum regi placuisset praedictum archidiaconum novo diplomate in episcopum postulare, tandem assensus est, sed invitus tam ob innatam sibi humilitatem et modestiam, quam ob incredibilem in administrando tali episcopatu difficultatem atque molestiam, maxime attenta jam graviori aetate sua et quod nulla superesset episcopi dos, et quod totis adhuc annis quatuor haeretici cujuscunque generis Antverpiae tolerarentur.

Quae quidem mala atque incommoda, quanquam ingentia, ipse designatus episcopus, a quo tempore consecratus fuit, nempe anno 1587 mensis septembris die 10, pro virili sua superare conatus est ac, Deo juvante, non parum profecit; sed quoniam, multa adhuc supersunt, et quidem talia, ut sine sanctae Sedis Apostolicae auctoritate atque auxilio sanari nequeant, supplicat humiliter sacris Sanctitatis Vestrae advolutus genibus, ut eadem paucis intelligere et, quod convenit, adhibere remedium non dedignetur.

Episcopatus Antverpiensis continet sub se quinque has partes, videlicet civitatem Antverpiensem, ac quatuor decanatus christianitatis: Lirensem, Herentalensem, Bredensem et Bergensem; et tota ista diocesis continetur sub ducatu Brabantiae.

Antverpia. — Civitas Antverpiensis, quae sedis est episcopalis, quinque et magnas parochiales habet ecclesias; quarum prima atque praecipua est ipsa ecclesia cathedralis, dedicata, ut praefertur, beatae Mariae Virgini. In qua inter omnes alias sanctorum et sanctarum reliquias solet esse praeputium Domini nostri Jhesu Christi, Salvatoris nostri, quod in tanta

veneratione habitum fuit, ut etiam in ejus honorem confraternitas instituta fuerit, in qua solum recipiebantur, et modo adhuc solum recipiuntur, proceres primates civitatis et primarii viri ecclesiastici dictae ecclesiae. Quae quoque confraternitas a Sanctitatis Vestrae praedecessoribus non solum confirmata, sed quam plurimis etiam indulgentiis decorata fuit; et licet hic praeclarus reliquiarum thesaurus in ultima ecclesiarum spoliatione per inimicos crucis Christi seu iconoclastes sublatus sit, tamen praedicta confraternitas permanet; singulisque annis observatur, et debitum divinum officium, sumptibus confraternitatis singulis septimanis constitutum ac a confratribus olim ordinatum, honorifice peragitur, et quotiescumque unus confratrum e vita decedit, statim in praedicta congregatione communibus votis juxta qualitatem defuncti alius eligitur, et electus, quibuscumque non obstantibus, electionem sic factam juxta privilegium praedictae confraternitatis acceptare tenetur.

In hac praedicta ecclesia sunt sex dignitates, videlicet decanatus, cantoria, archidiaconatus, archipresbiteratus, poenitentiaria et plebanatus; officia vero duo, nempe thesauraria et scholastria. Decanus non solum habet curam animarum omnium canonicorum et beneficiatorum dictae ecclesiae cathedralis, sed et beneficiatorum aliarum ecclesiarum et capellarum totius civitatis; et, quotiescunque ad divinum officium eju sdem ecclesiae accedit, praecedentem habet virgarium.

Cantori vero incumbit, ut divinum officium suis horis ac temporibus distincte, rite, suisque solemnitatibus, tam in choro quam extra chorum, a vicariis presbiteris ceterisque aliis ministris peragatur; et, si quid circa illud per praedictos delinquitur, cantoris est admonere et inobedientes capitulo deferre, postulans et insistens juxta qualitates delinquentis vel negligentis pro debita correctione. Estque ipsius cantoris officium omnes differentias inter ministros chori ortas audire et, si fieri potest, eas sopire, aut alias ad capitulum deferre.

Ipsiusque insuper est chorales, magistrum cantus et musicos chori approbare vel reprobare et in servitium acceptare. Et quia cantoria ante episcopatus erectionem fuit secunda dignitas, in sinu capituli et in choro post decanum adhuc, solito more, primum obtinet locum, praeter emolumenta suae praebendae, licet tertia sit dignitas eaque plurimum onerosa, prout ex praelibatis facile colligi potest. Habet circiter viginti aureos de camera, sub onere tamen duarum missarum in hebdomada, per ipsum celebrandarum; de quibus hoc tempore nequaquam recepit decem aureos, idque partim propter difficultatem temporum, partim quia agri inculti jacent, et postremo quod aut hostibus vel aquarum inundationi subjacent.

Tertio loco est archidiaconus, qui juxta concilii Tridentini canones sive in jure sive in theologia graduatus esse debet, ejusque officium est episcopo in omnibus pontificalibus assistere, et beneficiandos extra jurisdictionem capituli ad possessionem suorum beneficiorum admittere, ecclesiasque episcopo subjectas cum vicario, si opus fuerit, visitare. Archidiaconus, ante modernum episcopum Laevinum Torrentium, nullos peculiares fructus habuit praeterquam sui canonicatus; sed is archidiaconatui incorporavit fructus cujusdam personatus ecclesiae de Ballaert[1] prope oppidum Lirense; cujus tamen fructus optimis temporibus non ascendunt ad viginti ducatos de camera. Sed haec incorporatio ob ista infelicissima tempora suum necdum sortita est effectum.

Quarta dignitas autem (juxta Tridentinum concilium) est archipresbiteratus; necdum est erecta, sed tamen, quotiescunque haec dignitas suo loco et tempore aliquam requirit personam dignam, tunc episcopus ad suum beneplacitum aliquem canonicorum assumit.

Quinta vero dignitas est poenitentiaria; quae quidem per praedictum episcopum collata et erecta est, sed necdum ullam

[1]) *Ballaert*, Berlaer.

sive in choro sive in capitulo habet praeeminentiam. Hae duae dignitates alia non habent emolumenta praeter praebendae fructus; quod praeter rationem esse videtur, cum personis has dignitates possidentibus plus oneris quam ceteris incumbat.

Sexta dignitas, quae quoque nullum in capitulo vel choro locum habet seu praeeminentiam, est plebanatus; et qui plebanatum obtinet, curam animarum totius civitatis habet. Et, cum sit superintendens reliquorum pastorum, eorum nomine episcopo in acceptatione plebanatus de sacramentis respondere tenetur. Ipsius quoque officium est omnibus festis triplicibus, tam a populo quam a clero observandis, in ecclesia cathedrali concionari et senatoribus et magnatibus egrotantibus sacramenta administrare, eorum exequias celebrare, eorum proles baptizare, atque eorum matrimonia solemnizare. Iste plebanus ante publicationem Tridentini concilii nullum tenebatur habere gradum, nec quoque canonicus erat, sed canonicorum habitum gestabat. Habetque duos viceplebanos sibi subjectos, qui singulis diebus dominicis concionantur et sacramenta populo ad salutem necessaria administrant. Postquam vero Tridentinum concilium fuit publicatum, capitulum decretis concilii inhaerendo ordinavit, quod in posterum nullus plebanus, qui veteribus canonicis plus commoditatis habere minusque ceteris occupatus esse videbatur, reciperetur et admitteretur, nisi licentiatus aut doctor sacrae theologiae; cui incumberet certis horis ac diebus clero civitatis sacram Scripturam publice exponere. Pro quo onere capitulum plebanatui in perpetuum praebendam incorporavit; et hic plebanus canonicus secundum residentiam in capitulo et choro suum habet locum.

Thesauraria nulla est dignitas, sed nudum officium ad nutum amovibile, quod a capitulo alicui canonico magis idoneo confertur. Cujus officium est omnia et singula ornamenta, paramenta, utensiliaque argentea, divino cultui necessaria, totius ecclesiae conservare, et redditus ac proventus fabricae colli-

gere, ejusque gubernationi ac reparationi una cum duobus laicis e numero ac gremio civium electis diligentissime advigilare. Et huic officio certum assignatum est stipendium, quod persolvitur, dum computus et rationes fabricae ecclesiae singulis annis coram episcopo et capitulo ac civitatis senatoribus redduntur.

Alterum officium est scholastria. Etiam pluralitate votorum alicui canonicorum usque ad revocationem confertur; cui cura scholarum incumbit.

In hac civitate pro praesenti sunt circiter octuaginta masculorum et quadraginta et ultra puellarum scholae; quarum rectores et rectrices in praesentia episcopi ejusque officiatorum professionem fidei emiserunt. De quo actu dictus scholasticus fuit protestatus, sustinens et allegans se in hoc officio nullum agnoscere superiorem praeter capitulum. Et cum plurimum reipublicae intersit, ut juventus bene ac probe instituatur principia, senatus ex praecipuis civibus duos adjutores quotannis scholastico ex antiqua consuetudine adjungit; quorum communi consilio super differentiis inter rectores et rectrices scholarum ortis mature deliberatur, et scholae suo tempore et loco visitantur. A qua visitatione, praeter intentionem decretorum Tridentini concilii, praedictus scholasticus episcopum ejusque deputatos de facto excludit, immo nec scholarum rectoribus aut rectricibus ullam appellationem ad episcopum admittit. Itaque non agnoscit episcopum esse superintendentem omnium scholarum; quem ob quamdam difficultatem inter quemdam magistrum scholae et ipsum ortam coram senatu dictae civitatis, et postea coram cancellaria Brabantiae, non sine magno scandalo et praejudicio Sedis Apostolicae, citari curavit. Supplicat proinde episcopus declarari per Sedem Apostolicam auctoritatem, quam in scholarum rectores et rectrices habere debeat, et oportunum juris remedium in hac parte adhiberi.

Praeterea scolastico pro tempore incumbit registrare decreta

et acta capituli, ejusque causas ac lites forenses nomine capituli prosequi, advocatos procuratores ejusdem super causis et litibus informare.

Sunt in hac ecclesia canonicatus sive praebendae 24. Ex istis autem juxta bullam erectionis episcopatus una praebenda episcopali mensae est incorparata; ex antiqua vero constuetudine una est decanatui annexa. Omnes vero hae praebendae, antequam haec ecclesia in cathedralem fuerat erecta, absolute aut per Sedem Apostolicam aut per capitulum conferebantur. Sed, postquam haec ecclesia facta est cathedralis, duodecim dumtaxat praebendae sive canonicatus ad Sedis Apostolicae aut capituli collationem spectant.

Ad decanatum autem (qui solet esse in hac ecclesia prima dignitas) nominat Hispaniarum rex vigore cujusdam indulti patri suo ejusque successoribus a sancta Sede Apostolica concessi. Novem autem praebendae sive canonicatus juxta tenorem bullae erectionis pro prima vice ab ipso episcopo absolute et simpliciter graduatis dumtaxat conferuntur, sed semel sic collatae, dum pro tempore vacant, alteri graduato (secundum tenorem dictae bullae) episcopi et ceterorum canonicorum graduatorum superessentium communibus votis conferuntur; et, si contingat vota esse paria, duplicem tunc episcopus vocem habet.

De fructibus sive emolumentis singularum praebendarum seu canonicatuum nihil certi dici potest, nam eorum bona partim aquarum inundationi, partim hostibus, proh dolor! subjecta sunt, partim quoque, a quibus aliquod emolumentum sperari posset, propter defectum agricolarum et colonorum infructuosa ac inculta manent; et cum praecipui eorum fructus consistant in decimis, propter defectum agrorum culturae hoc calamitoso tempore decimae nullius sunt momenti. Ex his et ex deducendis facile constat dictos canonicatus sive praebendas exiguos admodum habere fructus; immo ad tantam paupertatem hoc collegium (quod inter omnia collegia totius ducatus

Brabantiae solet esse magnificentissimum) jam est redactum, ut canonici tandem per se ipsos divinum officium peragere teneantur. Solet autem hoc collegium ab unoquoque chori latere quindecim habere simphoniacos, sex juvenes chorales, tres parvos canonicos, et circiter quadraginta capellanos; nunc vero vix ab unoquoque chori latere, canonicis exceptis, septem sunt personae, quae cum tanta difficultate stipendiantur, ut eas dimittere ac licentiare capitulum cogetur, officiumque divinum, ut dixi, solum per canonicos celebrari debebit.

Capellani, cum olim essent octuaginta, hodie non adsunt ultra xxv; cumque numerus capellanorum valde sit exiguus, tamen quotidie propter temporis calamitatem magis magisque minuitur; unusquisque enim sibi de meliori conditione hinc inde prospici curat.

Hujus ecclesiae ac ceterorum subalternarum ecclesiarum beneficiorum collatio spectat ad Sedem Apostolicam in suis octo mensibus, et ad capitulum in ceteris quatuor. Haec de primaria ecclesia.

Secunda parochialis ecclesia dictae civitatis est ecclesia veteris castri, quae olim fuit prima; et dedicata sanctae Waltrudi, virgini. Quae ante catholicorum ejectionem insignis et utcumque bene dotata fuit, et in ea singulis diebus septem horae canonicae celebrari solebant; nunc vero a reductione civitatis vix in praecipuis festivitatibus decantari possunt, nam propter temporis calamitatem ac patriae desolationem pastor cum duobus duntaxat capellanis et custode dictae ecclesiae praeest.

Simile est judicium de tertia parochiali ecclesia, quae dedicata est beato apostolo Andreae.

Idem fere est judicium de quarta ecclesia parochiali, quae est sancto Georgio consecrata. In hac tamen ecclesia ceteris parochiis paulo frequentius horae canonicae decantantur, eo quod plures in ea sacerdotes resideant, ac dictae ecclesiae bona in paulo tutiori loco sita sint.

Et simile judicium est de quinta et ultima parochiali ecclesia, quae dedicata est sancto Jacobo, apostolo.

Computus et rationes harum quatuor ecclesiarum fiunt coram provisoribus ex praefato capitulo desumptis.

Istae quinque ecclesiae parochiales insimul habent etiam hoc tumultuoso tempore quadraginta aut quinquaginta circiter millia communicantium.

Episcopus tam in civitate quam in suburbio Antverpiensi sex habet monialium monasteria, quorum ipse, tam quoad visitationem quam quoad correctionem ac emissionem votorum attinet, est absolutus superior.

Xenodochium. Primum monasterium est illud praeclarum, magnificum ac memorabile xenodochium seu infirmorum hospitale intra civitatis muros situm, in quo sunt communiter moniales viginti quinque, sub regula sancti Augustini emittentes tria substantialia vota, servientes utriusque sexus infirmis. Etsi tempore haereticorum propter necessitatem habitum mutaverint, pro temporis tamen qualitate pauperibus ac infirmis ministrarunt, quorum causa maximum et indicibile aes alienum contraxerunt, a quo hoc calamitoso tempore non absolventur. Excipiuntur hoc loco ducenti, subinde trecenti, saepius quoque quadringenti pauperes. Huic etiam monasterio tam in spiritualibus quam temporalibus praeest secularis sacerdos, qui infirmis necessaria sacramenta administrat. Is seorsum et separatim familiam alit, ita tamen quod nocte aliisque intempestivis horis, quando necessitas infirmorum aut monialium requirit, facile accersiri possit. Ad hoc genus vitae monialium recipiuntur duntaxat optimorum civium filiae, eaeque virgines tamen.

Albae Sorores.—Alterum monasterium est Albarum Sororum, a civibus Antverpiensibus pro convertitis extructum, sub regula itidem sancti Augustini, eleemosinis ac opera manuum sub perpetua clausura viventes. Et quamvis convertitis hoc monasterium sit institutum, tamen plures honestae virgines,

pietatis ac humilitatis causa, vitam ac regulam dicti monasterii suscipiunt. Haereticorum vero tempore satis laudabiliter, etsi publico exercitio catholicae religionis privatae fuerint, constat eas vixisse.

Nigrae Sorores.—Tertium monasterium, quod est Nigrarum Sororum, ordinis et regulae sancti Augustini, non minus ornamenti quam commoditatis omni tempore civitati Antverpiensi adfert, cum hae virgines moniales quorumcumque sexuum infirmis tum in propriis aedibus civium quam in proprio monasterio assistant, ita quod nullum genus morborum apud has virgines nullam habeat exceptionem. Istae moniales ex eleemosinis civium et labore manuum vivunt.

Ternonnen.—Quartum monasterium vocatur *Ternonnen.* Quod olim, videlicet ante depopulationem Martini Rossemii, fuit in suburbio civitatis sumptuosissime extructum; sed, cum illud tunc temporis per hostes patriae funditus eversum fuerit, coactae fuerunt hae moniales sibi comparare in civitate alium locum, et proprium deserere. Vivunt et hae sub regula sancti Augustini, emittentes tria vota absque tamen clausura, ad quam ex institutione ac fundatione minime tenentur. Et quamvis hac libertate prae ceteris monialibus utantur, nunquam tamen ab hominum memoria auditum fuit vel minimum scandalum in hoc monasterio. Proprium harum sanctarum monialium exercitium est horas canonicas in ecclesia decantare, et horis ac diebus non impeditis bonorum civium filias juxta uniuscujusque capacitatem in omni genere manus operum exercere, bonosque mores ac sanam doctrinam eas docere.

Leprosorum monasterium.—Quintum monialium monasterium est domus leprosorum, situm in maximo suburbio nomine Bergem. Quod monasterium non solum fuit insigne sed in toto Belgio celeberrimum, structura amplissimum ac sumptuosissimum, infirmis et monialibus supra modum accommodatissimum; sed proh dolor! saevitia ac furiosa haereticorum insania

ab annis quasi decem funditus radicitusque (monialibus profligatis et ad indusium usque spoliatis) dejectum ac demolitum fuit. Quo tempore moniales cum suis leprosis ad civitatem confugerunt, ibique in quadam vili et angusta domo habitarunt, servatis leprosis et infirmis, quos eleemosinis bonorum civium aluerunt; civitate vero ad obedientiam Regiae Majestatis reducta, sola superfuit abbatissa cum una religiosa. Quibus paulo post senio et temporis praeteriti afflictione mortuis, ne monasterium ejusque bona, quae supererant, in perpetuum desolata permanerent, episcopus ex monasterio Mechliniensi ejusdem ordinis unam prudentem monialem accersivit; cui statim tres sorores virgines optimis parentibus natae se conjunxerunt, et ad habitum et professionem admissae fuerunt; eisque de alio commodiore loco per senatum ad instantiam episcopi provisum fuit. Itaque hoc monasterium sic eversum et olim praeclarissimum fuit restitutum. Juxta statuta tam hujus quam aliorum monasteriorum ejusdem ordinis nunquam plures quam novem moniales admittunt, sed infirmorum lepra infectorum est numerus indefinitus.

Istae moniales suis bonis spoliatae nunc partim piorum eleemosina, partim ex communi aerario ipsius civitatis victitant.

Luythaeghen.—Sextum monialium monasterium est Luythaeghen; quod olim situm erat prope et extra muros civitatis, sed cum haereticorum rabie id dirutum et solo aequatum esset, moniales sibi in civitate prospexerunt de quadam vili domo; nec superest ulla spes monasterium illud erigendi. Istae moniales sunt sub tertia regula sancti Francisci, sed sub obedientia ordinarii, ex piorum eleemosinis ac labore manuum victum quaeritantes. Hujus monasterii adhuc supersunt quatuor aut quinque moniales.

Beghinagium. — Est et alius locus religiosarum, qui beghinasium appellatur; ad quem se conferunt tam virgines quam viduae, quae seculi hujus voluptates ac illecebras

fugere cupiunt, castitatem duntaxat et temporariam obedientiam voventes, quia pro libitu possunt quandocunque locum deserere, et habent propria. Singulae habent proprias aediculas intra septa, et vadunt quo volunt, subsuntque proprio pastori per episcopum illis constituto, et illarum numerus est indefinitus; quandoque enim sunt centum, aliquando plures, nigris vestibus indutae veloque albo tectae. Et quia hic locus propriam habet ecclesiam propriasque domos pauperum et infirmorum, ideo singulis annis rationes administrationis a tribus rectricibus in praesentia episcopi vel ejus vicarii ac burgimagistri civitatis et pastoris loci redduntur.

Sanctae Clarae.—Sunt et alia tria monasteria virginum clausuram perpetuam servantium, quorum primum est monasterium sanctae Clarae, quod meris ac puris eleemosinis sustentatur.

Tertiariorum.—Alterum est monasterium tertii ordinis sancti Francisci. Quae religiosae partim eleemosinis, partim redditibus, partim labore manuum sustentantur, et in utroque monasterio solet esse ingens numerus religiosarum. Et quamvis haec duo monasteria ab haereticis fuerint magna ex parte destructa et violata, tamen, reducta civitate, divino potius quam humano auxilio sic in integrum sunt restituta, ut non videantur aliquod damnum fuisse passa; et numerus religiosarum in tanta rerum paupertate et penuria quotidie quasi in despectum haereticorum augetur. Subsunt haec duo monasteria fratribus sancti Francisci.

Tertium vero monasterium, de *Faeukens* appellatum, quod ex redditibus vivit, subest canonicis regularibus ordinis sancti Augustini.

Mendicantium sancti Dominici, sancti Francisci et Carmelitarum.—Haec civitas Antverpiensis plurimum illustratur tribus magnificis monasteriis ordinis mendicantium, videlicet Carmelitarum, sancti Francisci de observantia et sancti Dominici; quorum religiosorum doctrina, vita et moribus fides catholica aliquando haereticorum pedibus conculcata indies restauratur.

Bogardorum. — Sunt insuper et alia quatuor virorum monasteria. Primum est Bogardorum tertiae regulae sancti Francisci, quod haeretici suis propriis accommodarunt usibus, ecclesia detecta et religiosis expulsis; sed civitate regi catholico reconciliata, religiosi ipsum fundum et monasterii bona a possidentibus repetierunt ac rursum, prout melius potuerunt, sibi accommodarunt; et redditibus et sacrorum librorum scriptione absque civium onere satis honeste vivunt.

Pieter Pots. — Alterum, quod Pieter Pots appellatur, est prioratus maximi nominis, ordinis sancti Bernardi; et quia tempore haereticorum hujus monasterii conditio non fuit antedicto melior, proinde de hoc idem est judicium.

Cellitum. —Tertium vero est monasterium Cellitum; cujus patronus est sanctus Anthonius. Hujus monasterii religiosi non sunt sacerdotes; estque illorum exercitium sepelire mortuos, infirmis morbo contagioso assistere, eosque a dicto morbo curare. Hi partim eleemosinis, partim ex praefatis servitiis, partim quoque ex redditibus, qui perexigui sunt, honeste et probe vivunt; reipublicae plurimum prosunt, licet vile genus religiosorum videatur.

Capucinorum. — Quartum monasterium est Capucinorum; quod, reducta civitate, piorum eleemosinis ab ipsis fundamentis noviter est aedificatum. Hoc religiosorum genus, in toto Belgio antea ignotum, ab episcopo Antverpiensi primum introductum, deinde ab aliis episcopis Bruxellam, Lovanium, Gandavum, Brugas et in alias Belgii partes introducitur maxima cum populi aedificatione. Pii enim viri isti superbis, potentibus, delicatis et luxuriosis civibus Antverpiensibus maximum pietatis, humilitatis, sui contemptus exemplum praebent et maximos indies fructus adferunt.

Sancti Michaëlis. — Restat monasterium virorum sancti Michaëlis, ordinis Praemonstratensis; quod est nobilissimum et prae ceteris aliis structura amplissimum. Hujus monasterii abbas inter ordines status Brabantiae connumeratur, quae est

maxima in illis partibus dignitas. In hoc monasterio imperatores, reges, duces, principes, patriae inferioris gubernatores ab omni hominis memoria hospitari solent; quae consuetudo in hodiernum diem adhuc remansit. Hoc quoque monasterium inter omnia abbatialia monasteria totius ducatus Brabantiae solet esse ditissimum, nunc vero, proh dolor! propter haereticorum insaniam vix duodecim religiosos alere potest et, nisi Deus optimus maximus hanc misere afflictam patriam suis oculis misericordiae aspiciat, abbas cogetur exiguam illam congregationem solvere.

Praeter has ecclesias et monasteria sparsim in civitate plurimae aliae sunt sacrae aedes et capellae.

Magnum adjumentum, immo unicum fundamentum restaurationis fidei ac religionis catholicae, est lectio catechistica, quam episcopus singulis dominicis et festivis diebus in omnibus parochialibus ecclesiis, nec non in tribus praedictis mendicantium monasteriis publice ante prandium fieri curavit et instituit. Quod publicae lectionis genus antea in Belgio erat incognitum; ad quam non solum cives confluunt, sed omnes scholarum rectores et rectrices sub gravi poena cum juventute sibi commissa, singuli in suis ecclesiis, adire coguntur; in qua lectione juventus a catechista per modum interrogationis in doctrina christiana instituitur.

Nec praetereundum est insigne illud collegium patrum societatis Jhesu, sub quorum disciplina sunt plus quam 300 scholares, quos in omni scientia, pietate erudiunt; quae schola hoc calamitoso tempore loco seminarii haberi potest, quod necdum est institutum, nec aliquo pacto ejus instituendi ratio iniri potest, quia episcopus, capitula, pastores, monasteriorum priores et ceteri, qui erectioni seminarii juxta decreta concilii Tridentini contribuere tenentur, non habent unde vivant, immo maxima illorum pars, ab annis decem huc illuc vagabundi, infelicissima ista tempora patriaeque calamitates subterfugiendo in vago exilio incertas sibi sedes quaeritat. Verum est, quod episcopus

omnibus modis apud proceres et magnates suae diocesis instat pro loco extruendo seminario apto (cui se speraret progressu temporis aliquo pacto dotis constituendae rationem invenire posse); sed et illi hoc bello ita defatigantur, ut propriis familiis, non solum ad sufficientiam status, sed nec ad naturae exigentiam, prospicere nequeant.

Quam autem sit episcopo Antverpiensi propagatio fidei et religionis catholicae commendata, ex hoc unico pio opere (quod maximi est momenti) intelligi potest, quod a paucis admodum mensibus ultra supradictam etiam aliam instituerit lectionem catechisticam dominicis et festivis diebus post prandium, per patres societatis Jhesu in sex aut septem diversis locis fiendam; in qua docetur fides ipsa catholica, modus in ecclesia orandi Deum et forma se Creatori suo, more timentium Deum, vesperi et mane commendandi. Ad quam lectionem compelluntur omnes vagabundi, adolescentes artem mechanicam exercentes, parentibus ac tutoribus carentes, et in summa omnes adolescentes scholas non visitantes ac institutionem fidei catholicae ignorantes. Sed, ut istud exercitium religionis christianae commode observari posset, quatuor superintendentes hujus pii exercitii sunt constituti, quorum duo sunt ecclesiastici ab episcopo electi, reliqui duo a senatu dictae civitatis ex primis civibus eliguntur. Et penes hos quatuor est absoluta potestas statuendi ea, quae huic pio exercitio ad continuandum et augendum sunt et erunt necessaria. Isti quatuor sex aut plures habent ministros ex aerario publico stipendiatos, qui circa horam lectionis per vicos et plateas undequaque vagabundos et ludentes ad illam lectionem accedere compellunt. Parentes, tutores et alii, qui in adolescentes aliquod imperium habent, tenentur coram praedictis deputatis reddere rationem, quo minus eorum subjecti hujus institutionis vitae christianae lectionem visitent; et nemo juvenum a visitatione hujus lectionis absolvitur, nisi aetatis suae annum decimum sextum compleverit, vel praedictis de-

putatis constiterit eum in fide catholica sufficienter esse instructum. Singulae istae scholae suos quoque habent praefectos praedictis deputatis subjectos, qui adolescentes ante ingressum catechisticae docent legere, scribere, et ad praedictam lectionem aptos praeparant, eosque interea temporis in silentio tenent.

Sunt in hac civitate plurimae aliae piae fundationes, videlicet infirmorum, peregrinorum hospitalia, puerorum expositivorum domus, furiosorum ac mente captorum ergastula, orphanorum utriusque sexus, virorum mulierumque pauperum utriusque aetatis collegia; sed per cameram eleemosinarum reguntur. Et ad hanc pauperum administrationem non deputantur, nisi ex primis et potentioribus mercatoribus civitatis quotannis a magistratu et a camera eleemosinariorum eligendi; et electi hoc onus suscipere tenentur. Fundationes pauperibus relictae nequaquam pro decima parte sustentationi pauperum sufficiunt, sed quotidianae eleemosinarum collectiones defectum supplent. In domibus puerorum et puellarum unusquisque aptatur illi manufacturae vel arti, cui aptus esse reperitur, ita ut nemo ab illis domibus discedat, quin victum sibi lucrari sit sufficiens. Et simile judicium est de reliquis omnibus pauperibus.

Lyrensis decanatus.—Dictum est Antverpiensem episcopatum distribui in quinque partes, quarum una est decanatus christianitatis Lirensis, qui in primis sub se comprehendit oppidum totius Brabantiae munitissimum, videlicet Liram. Quae triginta sex pagos sub se continet, quorum nonnulli praeter suas parochiales ecclesias capellas habent et monasteria. Qui huic decanatui praeest, dicitur decanus omnium pastorum et ecclesiasticorum illius districtus. Ejusque officium est defectus illorum tam in administratione sacramentorum quam in divino officio curiae spirituali Antverpiensi significare, et jurisdictionem episcopi tam inter laicos quam inter ecclesiasticos defendere, errantes cum omni benignitate admonere, recte viventes confirmare, ut in melius proficiant.

Hic decanatus se extendit ad ipsa moenia civitatis Antverpiensis.

Primum monasterium hujus decanatus est virginum observantium tertiam regulam sancti Francisci, situm in pago celeberrimo de Luythaeghen, translatum ad civitatem Antverpiensem, ut supra dictum est.

Secundum monasterium hujus decanatus est abbatiale, situm in pago Schellena, distans ab Antverpia itinere duarum horarum prope flumen Schaldim. Hoc monasterium olim ante rabiem haereticorum fuit loco, structura et aspectu magnificentissimum et opulentissimum. Hujus quoque abbas ordinibus ducatus Brabantiae annumeratur, sed insania haereticorum hoc monasterium est funditus dirutum ac ita inhabitabile redditum, quod supperessentes religiosi coacti fuerint sese ad oppidum Liranum retrahere; in quo aliquot annis convixerunt, indeque consilio superiorum versum ad quemdam pagum appellatum Puerse[1] in diocesi Mechliniensi situm, commigrarunt, ubi nunc vaccas, porcos aliaque pecora alere propriosque agros colere coguntur; nec hanc quoque agriculturam aggredi ex propriis valuerunt, sed per episcopum Antverpiensem fuerunt adjuti, et quotidie ab eo adjuvantur. Et cum locus, in quo commorantur, ab hostium incursione non sit liber, hostium tributo subjacent; pro quo annuatim persolvunt centum aureos, quod in his religiosis non est reprehensione dignum, cum in toto decanatu Brabantiae non sit vel unus ecclesiasticus aut laicus, extra muros alicujus civitatis vel oppidi habitans, qui non cogatur juxta status sui conditionem et hostibus annuatim tributum solvere; et, quod deterius est, etiam omnes agri extra muros civitatis aut oppidi jacentes secundum ipsorum qualitatem situm ac per civitatem hostibus tributum persolvunt. Hic decanatus Lirensis non habet ultra

[1]) Les religieux de Saint-Bernard habitèrent pendant quelques années le château de Coolhem, sous Puers. Voyez *Analectes*, I, p. 111.

duodecim pastores, cum tempore pacis habere soleat triginta sex et plures, absque capellanis et simplicibus beneficiatis, qui facile centum quadraginta numero esse solent. Nec mirum, cum in hac diocesi alias fuerint complures pagi, in quibus numerus commorantium ascendebat ad duo, tria, quatuor vel quinque etiam millia, nec fuit aliquis tam exiguus aut utilis pagus, quin tempore pacis habuerint septingentos aut octingentos communicantes; nunc vero tanta est populi et sacerdotum raritas et paupertas, ut unus pastor subinde debeat duobus, subinde tribus, subinde etiam quatuor ecclesiis parochialibus deservire, et adhuc de insufficienti competentia dicti omnes pastores merito conqueruntur. Tanta autem in istis pagis est miseria et desolatio, ut, si qui habitatores supersunt, ii in ecclesiis una cum equis, vaccis, porcis et gallinis, die et nocte habitant, et chorus tantum, si quis sit, Dei sacrificio et pastori reservatur, qui in eodem una cum sacristano vivit. Tanta autem fuit haereticorum rabies, ut in hoc decanatu non reperiatur vel una ecclesia aut domus pia, quae non sit profanata, destructa et ab haereticis spoliata; et, si quid integrum remansit, hoc injuria temporis paulatim collabitur; in summa, tanta est calamitas, paupertas, miseria, oppressio et afflictio eorum, qui extra muros civitatum et oppidorum habitant, ut verbo aut scripto nequaquam exprimi possit, et nulla tamen est apparentia melioris fortunae, sed potius deterioris.

Oppidum Lira unicam parochialem habet ecclesiam, eamque collegiatam, structura exterius interiusque amplissimam ac magnificentissimam, et sancto Gomario, sancti Rumoldi fratri[1], dedicatam. Cujus ossa ibi requieverunt et pro majori parte adhuc requiescere putantur, quamvis haeritici hoc oppidum aliquot annis occuparunt, et ecclesias ceteraque pia loca, ecclesiasticis viris explosis, spoliatis, multisque ignominiis

[1]) Saint Gommaire n'était pas le frère, mais seulement l'ami de saint Rombaut.

affectis, spoliarunt, profanarunt, altariaque dejecerunt; quibusdam ecclesiis et capellis horreorum et stabulorum loco usi fuerunt, in quibusdam vero suas habuerunt impias conciones. Tanta vero est hujus oppidi desolatio et civium paupertas, ut, quod adhuc superest, necessario collabi debeat.

Ecclesia collegiata seu parochialis constat duodecim praebendis seu canonicatibus, quorum collatio ad regem catholicum tanquam Brabantiae ducem pertinet. Tres sunt in ea dignitates, videlicet decanatus, cantoria et scholastria; et unicum officium, videlicet thesauraria. Huic ecclesiae collegiatae et parochiali hoc tempore unicus est pastor, qui de exigua competentia non immerito conqueritur, partim propter raritatem subditorum, partim propter eorum calamitatem. Ante ista infelicissima tempora tanta hujus ecclesiae majestas fuit, ut quotidie in ea divinum officium insigni et celebri cantu perageretur, septem horae canonicae indies psallerentur; nunc vero canonici sine vicariis aut ministris illud taliter qualiter peragunt; et de eorum bonis idem est judicium, quale est de bonis praedictae parochialis ecclesiae. Solentque in eadem ecclesia residere quadraginta aut plures capellani; nunc vero sex aut septem sunt residentes.

Istud capitulum tam exemptionem a visitatione et correctione episcopi quam in universum oppidi sui clerum jurisdictionem, exemplo capituli Antverpiensis, sibi usurpat in maximum Ecclesiae disciplinae detrimentum et auctoritatis episcopalis vilipendium.

Quatuor sunt in hoc oppido virginum monasteria, quorum primum est abbatiale sancto Victori dedicatum; fuitque istud ante inconoclastarum rabiem prope et extra dicti oppidi muros situm, sed ab eisdem combustum. Itaque virgines spoliatae suisque bonis privatae confugerunt ad quasdam aedes, quas in dicto oppido habebant, ubi modo partim ex propriis bonis, partim labore manuum cum summa omnium civium aedificatione vivunt. Sunt vero ordinis sancti Bernardi, quamvis et

ad clausuram ratione institutionis et fundationis minime teneantur; nunquam tamen aliquid sinistrum de iis auditum fuit. Suntque adhuc 30 numero, partim velatae, partim non velatae, et quamvis majore ex parte opera manuum hae religiosae vivere cogantur, nullamque ecclesiam habeant, tamen septem horae canonicae ceteraque divina officia in quodam magno cubiculo ad ea aptato quam devotissime et absque ulla intermissione peraguntur.

Alterum monialium monasterium appellatur Syon, dedicatum beatae Mariae Virgini. Tertiam regulam sancti Francisci hae moniales [observant]; partim ex redditibus, partim ex eleemosynis, partim labore manuum victitant; suntque numero quadraginta et plures.

Tertium virginum monasterium est hospitale dedicatum sanctae Elisabeth sub sancti Augustini regula. Ad hoc hospitale concurrunt utriusque sexus infirmi pauperes. Hae moniales, licet sint virgines, tamen indifferenter omnibus advenientibus infirmis inserviunt, et omnia necessaria juxta necessitatem et exigentiam morborum illis administrant. Suntque juxta fundationem numero novem, et episcopo Antverpiensi subsunt; cui quoque singulis annis bonorum administrationis rationem reddere tenentur. Sed ob haec infelicia tempora ratione infirmorum ac propriae necessitatis magnum aes alienum contraxerunt; quomodo illud tandem solvetur, ignoratur, eo quod nulla nobis affulgeat spes melioris seculi.

Superest quartum monasterium religiosarum, quod est Nigrarum Sororum; quod episcopo Antverpiensi subest. Illud monasterium est omnino pauper, nullos habens redditus. Officium vero harum religiosarum est in privatis civium aedibus infirmos custodire eisque servire, et tempore morbi contagiosi infirmos in proprio monasterio recipere eosque curare.

Sunt et in hoc oppido duo virorum monasteria, quorum unum est Carthusianorum; quod a multis annis ex civitate Antverpiensi huc fuit translatum. Istud vero est magnum,

fuitque pulchrum valde; sed,cum religiosi tempore haereticorum id deserere coacti fuerint, ab insanientibus haereticis deformatum ac destructum fuit, et cum 24 religiosi in eo ali consueverint, ad eam redactum est paupertatem, ut vix tres aut quatuor nunc alantur.

Alterum monasterium est Cellitum; quod est ejusdem institutionis, cujus est illud, quod est Antverpiae. Sed istud ita pauper est, ut in eo duntaxat unicus sit religiosus, qui quoque aegre suas expensas et reparationem domus comparare potuit.

Est et in hoc oppido beghinasium amplum et insigne pro virginibus et honestis viduis, simile illi, de quo supra dictum est.

Toto quadriennio, quo modernus episcopus suae ecclesiae praefuit, semel dumtaxat hoc oppidum visitavit. Saepius autem haec aliaque suae diocesis loca visitasset, si per itinerum pericula et assiduas hostium excursiones sibi licuisset. Tractus enim Antverpiensis, immo totius fere Brabantiae, ad miseriam pervenit, ut extra portas civitatum et oppidorum pedem figere non liceat; pagi vero ceteraque castella ita perpetuis hostium incursionibus patent, ut ad redimendum focos et aras in singulas hebdomadas hosti tributa persolvant. Episcopus autem, cum personaliter illud praestare nequeat, saepe mittit ad diversa episcopatus loca suum vicarium, qui de nocte alieno habitu incognitus per secretiores vias et ignotas saepe aliquem rusticum duci procurat.

Herentalensis decanatus. — Tertia pars diocesis Antverpiensis est decanatus Herentalensis, complectens sub se oppidum de Herentals, municipium de Turnhout, et famosum illud monasterium Thronense, ac triginta septem latissimos pagos, qui suas habent proprias parochiales ecclesias, capellas et mensas sancti Spiritus pauperibus deputatas.

Hic decanus sub se ad omne minus deberet habere centum et quinquaginta sacerdotes; sed hoc turbulento tempore non

habet triginta, qui vix sustentari possunt. In toto enim hoc districtu non est vel una integra ecclesia vel capella, et certe magis flere liberet quam hujus districtus calamitates et miserias describere. Plurimis autem in locis ne vestigia quidem ecclesiarum aut capellarum reperiuntur; in quibusdam nudi solum parietes sine tectis, in quibusdam parietes cum tecto reperiuntur; et in istis incolae, si qui supersunt, cum suis vaccis, porcis, gallinis et aliis animalibus habitant; pastor sive sacerdos cum suo sachrista in aliquo ecclesiae angulo se quam miserrime continet, festivis ac dominicis diebus super mensa lignea aut aliqua tabula lapidea officium missae peragit. Fuerunt in hoc districtu quam plurimi pagi complectentes duo, tria, quatuor millia communicantium; vero totus districtus vix duo millia communicantium habet.

Oppidum Herentalense est parvum, sed olim ditissimum, amoenissimum et piis locis ornatum fuit; verum nunc sibi adeo est dissimile, ut nullum pristini decoris vestigium remanserit; longo enim tempore hoc oppidum a calvinistis possessum ad extremam calamitatem redactum est.

Hoc oppidum habet unam parochialem ecclesiam tantum non collegiatam, dedicatam beatae Waltrudi; cujus status est comparandus cum statu ecclesiae veteris castri Antverpiensis.

Sunt quoque in hoc oppido tria monasteria, quorum duo sunt virginum, tertium virorum. Monasterium virginum, quod est abbatiale ordinis Praemonstratensis, servans strictam clausuram, est magnum et amplum, sed plane a prima forma discrepans. Non obstantibus tamen omnibus iconoclastarum aliorumque haereticorum persequutionibus, abbatissa suas religiosas simul in fide ac religione intra muros dicti oppidi conservavit. Hoc monasterium est dedicatum beatae Mariae Virgini; in quo nunc sunt circiter triginta sex moniales, quae pauperem ac miseram vitam agunt.

Alterum monasterium est hospitale; quod juxta institutionem suam recipit novem duntaxat religiosas sub regula sancti

Augustini. Fuit olim hoc monasterium pro loci qualitate satis amplum sufficienterque dotatum; sed ipsa temporis calamitas cogit eas quam miserrime vivere. Hae religiosae subsunt episcopo Antverpiensi, cui rationem bonorum monasterii ac pauperum annuatim reddere tenentur. Sed senatus dicti oppidi negociis hujus monasterii, sicuti aliarum pauperum fundationum administrationi se intermisit plus quam par est; et proinde placebit Sedi Apostolicae tempore et loco de oportunis remediis providere, ne laici judices eorum fimbrias in posterum in administrationem piarum fundationum aut ecclesiasticorum jurisdictionem extendant, prout hactenus non solum in hoc oppido, verum etiam in aliis oppidis, pagis, municipiis episcopatui Antverpiensi subjectis, facere consueverunt.

Tertium monasterium est Fratrum Minorum de observantia; quod ante haereticorum insaniam pro qualitate istius oppidi satis commodum et insigne fuit. In quo communiter habitabant viginti religiosi, qui pastoribus ecclesiarum in administratione verbi Dei assistere erant soliti. Sed, religiosis explosis, a voracibus ac rabidis nostris haereticis fuit adeo dilaniatum ac discerptum, ut praeter parietes nihil remanserit; sed, oppido in potestatem regis catholici redacto, duo aut tres fratres ejusdem ordinis eo redierunt, qui auxilio Joannis Jabesii, nobilis ac pii viri, ejusdem oppidi gubernatoris, ecclesiam sumptuosius, quam ante demolitionem fuerat, extruxerunt. Conventum vero satis feliciter extruere ceperant, verum, gubernatore praedicto jam a duce Parmensi illinc avocato, opus imperfectum manet, et ab incepto opere religiosi desistunt, aliumque ejus ordinis conventum tandem accedere cogentur.

Sunt et aliae plures capellae, domus pauperum et piae fundationes; sed temporum calamitate minantur ruinam, nec erigi facile poterunt, nisi, pace superveniente, aliquorum bonorum alienatio iis concedatur; quae nunc quoque omnino est necessaria, alias enim religiosi et religiosae fame et inedia perire cogentur. Sed, cum haec licentia vendendi, oppigno-

randi et gravandi, magna pecunia et molestia constet, antequam apud sanctam Sedem impetretur, ut religiosi vel religiosae quodammodo cogantur fame ac penuria perire, antequam hujusmodi licentiam impetrent, proinde necessario expedit, ut sancta Sedes Apostolica, durante hoc turbulento tempore, permittat hujusmodi alienationem, oppignorationem et aggravationem bonorum spiritualium discretioni episcopi et nuncii apostolici in illis partibus commorantis.

Insuper in hoc oppido fuit magnificentissimum beginasium, immo tale quod in tota diocesi sibi simile non habuerit, nec unquam facile habebit, quartam enim oppidi partem occupabat. In hoc loco subinde fuerunt ducentae et quinquaginta beginae, aliquando plures. Sed, oppido a calvinistis occupato, bonis omnibus spoliatae et quasi nudae ejectae fuerunt; nec satis fuit inhumanis canibus has virgines tam crudeliter tractatas fuisse, ipsum quoque templum, quod structura et ornatu fuerat interius et exterius magnificentissimum, una cum omnibus totius loci aedibus, non solum funditus devastarunt, sed quasi leonum unguibus ipsa fundamenta evulserunt, et tandem nudum illum locum quasi adhuc odio habentes moeniis ipsius oppidi excluserunt, eumque animalibus pascendis exposuerunt.

Postquam vero oppidum ad obedientiam Regiae Majestatis redactum est, ex omnibus istis sanctis virginibus ad dictum oppidum redierunt circiter octuaginta, et in diversis tuguriolis sparsim habitant, observantes regulam non minus quam in antiquo loco. Reliquae vero aut sunt defunctae, aut propter temporum instabilitatem habitum mutarunt. Quae vero ad dictum oppidum redierunt, proprium habent pastorem sacerdotem secularem, virum insignem et doctum. Bona autem, quae dispersa aut deperdita fuerant, in quantum fieri potuit recuperata sunt. Illis pastor, pauperes, senes ac debiles juxta loci statuta aluntur.

Postremo huic decanatui subest praeclarum illud munici-

pium de Turnhout, quod constat duabus ecclesiis parochialibus, quarum una est collegiata. In qua sunt duodecim praebendae, quarum collationes partim spectant ad episcopum Antverpiensem, partim ad ducem Brabantiae, partim ad dominum de Oienia[1], partim ad capitulum dictae ecclesiae, quae dedicata est sancto apostolo Petro. Sunt et in hoc collegio eaedem dignitates, quibus collegium Lirense supradictum decoratur. Haec vero ecclesia multis simplicibus beneficiis est dotata, quorum collatores sunt Sedes Apostolica et capitulum.

Secundam ecclesiam parochialem capitulum praedictum sibi subesse praetendit, exemptionem et jurisdictionem in suum clerum, quemadmodum capitulum Antverpiense, sibi vendicando. Proinde ecclesiastici illius loci hactenus liberius, quam par est, vixerunt, nunc temporis non minus libere vivunt; de quo episcopus non immerito conqueritur, auxilium Sedis Apostolicae implorans tam contra hoc capitulum quam contra reliqua capitula suae diocesis; quae, cum ipsius jurisdictionem non agnoscant, nihil in tota diocesi superest, exceptis quibusdam monasteriis et pastoribus capellanisque ruralibus, in quo vestigium episcopalis auctoritatis agnosci possit.

In hoc municipio solent esse quinque millia communicantium, nunc vero non excedunt mille. Ecclesiae ab incolis pro suis privatis usibus occupantur, chori duntaxat ecclesiasticis reservantur. In hoc loco eadem est miseria et calamitas, quae de ceteris locis est descripta.

Thronense monasterium situm est extra praedictum oppidum[2], distans ab eodem itinere unius horae. Quod olim fuit

[1]) Oyen, paroisse du Brabant septentrional située sur la rive gauche de la Meuse, fut incorporé au chapitre de Turnhout, lors de la fondation de celui-ci, en 1398, par la duchesse Marie, qui possédait à cette époque la seigneurie d'Oyen. Elle se réserva, à elle et à ses successeurs dans la seigneurie, la collation de deux prébendes du chapitre qu'elle venait de fonder.

[2]) Le *praedictum oppidum* que l'auteur du rapport veut désigner est,

praeclarissimum, sed nunc per haereticos funditus est demolitum, ut vix aliquod exstet vestigium; nec ulla spes superest, ut unquam de novo possit extrui. Hujus monasterii religiosi sunt canonici regulares sub regula sancti Augustini, olim ditissimi, nunc vero pauperrimi. Superessentes religiosi sese una cum bonis ad monasterium sancti Martini Lovaniense, Mechliniensis diocesis, sine licentia episcopi Antverpiensis, cujus interest, transtulerunt et univerunt, non modo contra constitutiones eorum, sed etiam praeter necessitatem, cum Lirae (quod est oppidum munitissimum) insignem habeant domum, in qua habitare potuissent, maxime quod habent plurima bona praedicto oppido adjacentia. Hac vero unione seu translatione monasterii jurisdictio episcopi non solum laeditur et diminuitur, sed pauperes diocesis, quorum cura ipse maxime gerere tenetur, consuetis eleemosinis in perpetuum frustrantur. Hinc quoque supplicat idem episcopus, quatenus Sedes Apostolica dignetur mature huic inconvenienti occurrere, ne in consequentiam trahatur.

Est quoque in praedicto municipio de Turnhout insigne beginasium, ejusdem institutionis, regulae et regiminis, cujus sunt cetera beginasia superius descripta. Superiori anno in hoc beginasio repertae fuerunt circiter triginta beginae, sed quot nunc sint, ignoratur, nam hostes de novo hoc municipium interceperunt ipsumque castrum tenent. Plurimis aliis piis fundationibus iste locus solet esse dotatus, sed quotidianis incursionibus et excursionibus militum harum nulla hodie habetur ratio.

Bredensis decanatus. — Quarta pars hujus diocesis est decanatus Bredensis; quae omnium aliarum nobilissima atque praestantissima esse solet; sed hoc infelicissimo tempore illis

non pas Turnhout, mais Herenthals. Le monastère dit le *Trône de Notre-Dame* était situé autrefois à Grobbendonck. Voyez *Analectes*, I, p. 116, note.

quoque calamitate ac devastatione aequipollet; proinde quicquid de ceteris dictum est, de isto quoque optimo jure dici potest. Hic decanatus sub se habet oppidum Breda, muris circumcinctum (quod est baronia), unum magnificum municipium Oosterhoude nuncupatum, unum nobilissimum comitatum Hochstratense nuncupatum, et triginta sex magnos pagos; singuli suas ecclesias et capellas habere solent, sed nunc omnes tam in oppido praedicto quam in aliis locis spoliatae, profanatae et destructae sunt.

Decanatus iste solet ducentos et plures, tam sacerdotes quam pastores, sibi habere subjectos; nunc vero vix habet quadraginta; et loco centum millium communicantium, quos sibi subjectos habere solet, hodie vix habet duodecim millia.

Oppidum Bredanum anno proxime praeterito rursus in hostium reincidit potestatem. Distat a civitate Antverpiensi itinere unius diei. In eo est unica ecclesia parochialis, illaque collegiata, juris patronatus illustrium laicorum, beatae Mariae Virgini dedicata. In qua sunt duodecim praebendae, et eisdem dignitatibus ac officiis decoratur, quibus reliquae praedictae ecclesiae collegiatae. Praeter has praebendas sunt in ipsa ecclesia ceterisque aliis piis in locis plurima simplicia beneficia, quae per episcopi vicarium ac visitatorem una cum illorum fructibus ad perpetuam rei memoriam fuerant registrata. Tria sunt in hoc praedicto oppido virginum monasteria; unum ordinis Praemonstratensis, alterum ordinis canonicorum regularium servans regulam sancti Augustini, quod in omnibus episcopo Antverpiensi subest. Tertium est Nigrarum Sororum; quod et illi subest. In quantis autem periculis istorum trium locorum religiosae versentur, unusquisque apud se cogitet. Insuper sunt etiam beginasium et plurimae capellae plurimaeque piae fundationes. Sed hospitale pauperum, quod olim ad instar Antverpiensis, Lirensis, Herentalensis, et Bergensis, gubernari solet, in ultima visitatione, quae facta est per vicarium praedictum anno 1590, repertum est non solum istud xenodochium ab

annis quinquaginta a laicis fuisse usurpatum, sed et alia plura pia loca ac pias fundationes a laicis possideri et gubernari. Cum autem episcopus de remedio deliberaret, oppidum ab haereticis fuit fraudulenter interceptum.

Cum autem decanatus iste propinquus sit Hollandis et Zelandis, incolae cum illis et continuum habeant commercium, vicarius praedictus in visitatione sua plurimos sacerdotes pastores et laicos haeresis labe invenit infectos; quos omnes pro majori parte ad fidem catholicam reduxit. Qui propter catholicae fidei profectum, quem in illo decanatu fieri sentiebat, diutius in illius visitatione permanere desiderabat; sed propter continuas insidias sibi ab Hollandis et Zelandis instructas munus visitationis cum maximo vitae suae periculo imperfectum relinquere coactus fuit.

In comitatu vero Hochstratano, qui distat a praedicto oppido tribus et ab Antverpia sex belgicis milliaribus, unica est insignis parocchialis ecclesia, illaque collegiata, sanctae Catharinae dedicata; quae, sicut et aliae hujus decanatus ecclesiae, nunc ab incolis in privatos usus et habitationem conversa est. Collatores harum praebendarum ceterorumque simplicium beneficiorum sunt comes de Hoochstraeten et capitulum Antverpiense. Haec ecclesia praeter decanatum et pastoratum nullas alias habet dignitates. In hoc quoque loco est beginanasium et xenodochium; sed ista duo loca ab haereticis facta sunt inhabitabilia. In eodem autem comitatu est monasterium virginum sanctae Clarae, ordinis sancti Francisci; suntque adhuc in hoc monasterio circiter viginti virgines, vivuntque partim ex propriis redditibus, qui admodum sunt tenues, partim ex eleemosinis, partim ex labore manuum. Hae virgines potius divino mriaculo quam humano subsidio ali putantur; et licet hoc monasterium hostibus maxime obvium sit; tamen quasi intactum hactenus remansit, excepto quod altaria ceteraque loca sunt profanata. Nihil de ceteris decanatibus tam lachrymabile relatum est, quin de hoc (quod episcopi vicarius istorum omnium

locorum visitator, qui nunc praesens est, testari poterit) deplorabilius referri posset.

Bergensis decanatus. — Quinta ac postrema pars diocesis Antverpiensis est decanatus Bergensis, qui ceteris decanatibus nobilitate pagorum, subditorum, sacerdotum, monasteriorum, piorum locorum, insignium ecclesiarum et capellarum multitudine olim praestabat. Sed oppidum Bergense ante annos quindecim ab hostibus occupatum fuit et adhuc modo occupatur. Hic decanatus duo insignia oppida et unum municipium sub se habet, videlicet oppidum Bergense op Zoom nuncupatum, alterum Steenberghen; validisque muris et moeniis circumcincta sunt. In oppido Bergensi fuit una ecclesia parochialis, illaque collegiata, jurispatronatus marchionis Bergensis, beatae Mariae Virgini dedicata. Praeter decem canonicatus et praebendas alia plurima simplicia tam in praedicta ecclesia quam in aliis piis locis fundata fuerunt. In hoc oppido fuerunt quatuor monasteria : unum virorum ordinis sancti Francisci de observantia; secundum vero fuit virginum regularium, clausuram et regulam sancti Augustini observans; tertium virginum Nigrarum Sororum, ejusdem ordinis et instituti, cujus est illud Antverpiense et Lirense; quartum est xenodochium, ejusdem ordinis, instituti et regulae, cujus est illud Antverpiense, Lirense et Herentalense. Fuerunt in hoc oppido quam plurimae aliae piae fundationes, quarum nulla habetur memoria. Omnia ista praedicta loca sacra funditus sunt eversa; paucae admodum horum praedictorum locorum ecclesiae supersunt. Quorum quidam sunt Antverpiae, quibus per episcopum de conditionibus est provisum; quaedam quoque adhuc supersunt illorum monasteriorum moniales, et cuique juxta suum ordinem de alio loco per episcopum est prospectum, quia omnes istae moniales episcopo Antverpiensi semper subfuerunt.

Steenberghen oppidum est quidem parvum, sed suo tempore fuit egregium, et habuit unicam ecclesiam parochialem,

plurimis bonis simplicibus beneficiis castralibus dotatam. Sed haec ecclesia, sancto Andreae dedicata, cum reliquis capellis aliisque piis locis est penitus ab haereticis (qui eam anno proxime praeterito invaserunt) destructa et devastata, et nemo ecclesiasticorum hujus oppidi est in vita.

Municipium seu baronia de Rosendal unicam ecclesiam parochialem, beatae Barbarae dedicatam, habuit; quae cum quadam capella et domo pauperum est quasi funditus per hostes demolita.

In territorio de Westmal[1] praeter insignem parochialem ecclesiam fuit olim quoddam virginum monasterium ordinis et regulae sancti Augustini, quod quoque per iconoclastes est dirutum et penitus demolitum. Et hujus monasterii sex moniales supersunt, quae simul in uno loco Antverpiae agunt vitam, victum opera manuum quaerentes; sed hae in omnibus subsunt canonicis regularibus. Decanus hujus decanatus hoc tempore quatuor habet pastores ipsi subjectos, qui multa patiuntur propter fidem catholicam, et, nisi moverentur pietate et religionis zelo, jam dudum ecclesias et oves sibi commissas deseruissent.

A quo tempore episcopus ecclesiae suae praefuit, non destitit dies noctesque gregi suo incumbere, depravatos mores, qui haereticorum tempore irrepserant, corrigere, ecclesiasticam disciplinam, quantum impedita sibi jurisdictione licuit, in usum revocare, templa, monasteria, altaria, aliaque pia loca diruta et profanata proprio aere ac piorum eleemosinis restaurare, religiosos religiosasque monasteriis suis expulsos vagisque sedibus oberrantes de oportunis locis pro temporum necessitate providere, aliasque pastorali suo officio ita fungi, ut apud regem catholicum ac serenissimum ducem Parmensem, et apud omnes bonos, magnam sibi laudem nactus sit.

[1]) Lisez *Oostmal*; voyez DE RAM, *Synopsis actorum ecclesiae Antverpiensis*, p. 231.

Sed nulla in re magis elaboravit quam in haeresum evulsione, in qua, Deo auctore, ita profecit, ut quatuor annorum, quibus ecclesiae suae praefuit, spacio fere duodecim calvinistarum, anabaptistarum, lutheranorum et zwinglianorum, aliorumque haereticorum millia ex civitate profligaverit, ac sex alia millia ad haeresin publice abjurandum fidemque catholicam profitendum induxerit.

Episcopus in tota diocesi de novo publicari fecit concilium Tridentinum et, quantum in se est, id inviolabiliter observari curat; sed capitulum Antverpiense, et illius exemplo cetera capitula collegiata istius diocesis, exemptionem et jurisdictionem in clerum praetendentes, adeo jurisdictionem episcopalem enervant, ut episcopus hodie non reperiatur habere alios subjectos (qui eum agnoscant) quam pastores aliquot et capellanos in agris degentes et pauca monasteria; reliqua pars cleri ab episcopi jurisdictione et visitatione hortatu et exemplo capituli Antverpiensis sese substraxit, ita ut episcopus potius capellanus quam praesul dici possit. Cui malo exemplo nisi per Sanctitatem Vestram praesens oportunumque remedium adhibeatur, de tota illa diocesi actum erit, ceteraeque Belgii dioceses idem intentabunt; et nullus erit episcopus, qui ecclesiae suae hoc modo praeesse velit, omniaque ruent in exterminium. Quare episcopus Sanctitatem Vestram apertissime protestatur; immo, nisi remedium praedictum quam citissime adhibeatur, supplicabit humillime Sanctitatem Vestram, ut dignetur admittere resignationem suae ecclesiae, cui tuta conscientia hoc modo praeesse nullo modo posse sperat.

Pro dote ecclesiae decem florenorum millia olim assignata fuerunt, sed partim ex fluminis Schaldae inundatione, partim ex agrorum incultorum desolatione aedificiorumque eversione factum est, ut ex pristina dote episcopus hodie non recipiat 150 ducatos.

Episcopus ad ecclesiam Antverpiensem promotus fuit die 27 octobris 1586, possessionem autem accepit die 10 septem-

bris 1587, et est in bona fide, ut credat sibi tempus visitationis non currere nisi a die possessionis. Si tamen id a die promotionis computandum est, supplicat humiliter Sanctitatem Vestram vicarius praedictus, ut episcopo suo dignetur concedere absolutionem a censurarum incursu.

II.

Lettre du cardinal Mathaei, préfet de la congrégation du concile de Trente, à l'évêque Torrentius.

Illustrissimo et reverendissimo uti fratri domino episcopo Antverpiensi.

Illustrissime ac reverendissime domine, uti frater.

Reverendus dominus Franciscus Thenensis, istius ecclesiae canonicus, Amplitudinisque Tuae vicarius generalis et procurator, licet tempus ad visitanda sanctorum apostolorum limina felicis recordationis Sixti V constitutione praefinitum jam pridem exactum sit, nihilominus tamen a sanctissimo domino nostro benigne fuit admissus. Itaque Amplitudinis Tuae nomine (cui, quatenus opus sit, a suspensione, irregularitate et censuris, si quas hanc ob causam incurrit, absolutionem ejus Sanctitas concessit, poenas omnes remisit, fructusque propterea indebite perceptos benigne condonavit) proximis superioribus diebus ea ipsa sacratissima sanctorum apostolorum limina pie ac reverenter visitavit, simul et ad supremam hanc principis apostolorum Sedem, unde recte credendi recteque vivendi norma petenda est, ea qua par est veneratione constitit. Quarum rerum omnium testimonium voluimus Amplitudinem Tuam nostris hisce litteris habere; quibus pro ea, qua nos Christus Dominus noster conjunxit charitate, magnopere hortamur, ut in consortium apostolicae sollicitudinis a Deo vocata, commisso sibi gregi assidue invigilare, et quicquid animarum saluti prodesse intelliget, id diligenter exequi procuret. Quod autem pertinet ad istius eccle-

siae statum, tot turbulentissimorum temporum calamitatibus, tot nobilissimae istius provinciae ruinis afflictum, tot haereticorum minaciis quotidie exagitatum, ubi ad congregationem illustrissimorum cardinalium Tridentini concilii interpretum relatus fuit, ejus sane vices vehementer commiserati sunt patres; sed inde tamen tamquam e tenebris praeclarissimarum tuarum virtutum splendorem lucentius emicuisse conspexerunt, zelum cum primis in catholica religione sarta tecta custodienda, pro virili propaganda, ab haeresum haereticorumque contagio vindicanda, pietatem in dirutis ecclesiis aliisque piis locis, etiam aere proprio instaurandis, sollicitudinem denique vere pastoralem in cleri disciplina et in populorum moribus emendandis, in religiosis, tam viris quam mulieribus, ejectis colligendis, et in quibusvis errabundis ovibus per viam salutis ad pascua Domini reducendis. Illud vero unum Amplitudinem Tuam admonitam voluerunt patres, ut, quoad ejus fieri poterit, curet ab omnibus sanctimonialibus clausurae leges observari. Quae de ejus Amplitudinis pietate atque in Apostolicam Sedem perspecta devotione sperantes, omnipotentem et misericordem Deum rogamus, ut illam incolumen ecclesiae suae diutius conservet.

Romae, 25 septembris 1591.

Amplitudinis illustrissimae et reverendissimae uti frater studiosissimus

HIERONYMUS CARDINALIS MATTHEIUS.

Protestation du clergé primaire et secondaire de Liége contre les décrets du synode diocésain du 24-26 avril 1618.

L'évêque de Liége Ferdinand de Bavière (1612-1650) convoqua, par lettres du 25 mars 1618, un synode diocésain, auquel il invita les chanoines tréfonciers, les 22 abbés des abbayes, les 31 doyens des églises collégiales, les 22 doyens des conciles de chrétienté, les 35 prieurs des couvents du diocèse, et les 31 curés de la cité.

Le clergé primaire et secondaire, qui était exempt de la juridiction épiscopale, craignit que les décrets du nouveau synode ne dérogeassent à ses priviléges. C'est pourquoi, avant de prendre part au synode et d'en d'accepter les décisions, il fit une réserve expresse en faveur de son immunité et de ses droits. Cette réserve se trouve consignée dans le premier document que nous publions.

Après la clôture du synode, croyant que certains statuts portés par le synode violaient ses priviléges, le clergé primaire et secondaire fit dresser, le 30 septembre 1621, un acte d'appel au Saint-Siége. C'est le second document que nous transcrivons.

Ces documents sont extraits d'un registre appartenant à l'église de Saint-Martin à Liége, intitulé : *Fundatio ecclesiae S. Martini*, fol. 313-321.

Voyez l'*Histoire du diocèse et de la principauté de Liége pendant le* XVIIe *siècle* par Jos. Daris, I, p. 303.

E. S.

I.

Protestatio utriusque cleri Leodiensis contra decreta synodi Leodiensis de data anni 1618, 24 *et* 26 *aprilis, in quantum sunt contraria suis privilegiis et exemptionibus a diversis Pontificibus Romanis sibi concessis.*

Clerus Leodiensis universis et singulis has praesentes visuris, lecturis et legi audituris, notum facimus, quod, cum 24 aprilis anni 1618 serenissimus princeps et episcopus Leodiensis in sinodo, per vivae vocis organum reverendi et eximii domini Petri Stevartii, sui vicarii, deputatos et patres sinodi monuisset, ut, si quae haberent proponenda vel communicanda, eadem die ad aedes reverendi et illustris domini decani Leodiensis comparerent, ibique cum reverendis, illustribus et generosis suis deputatis desuper agerent, nos clerus secundarius, qui ante inchoatam sinodum hujusmodi, solemniter, in congregatione nostra apud sanctum Petrum specialiter habita, protestati fuimus, quod per accessum ad sinodum non intenderemus ullo modo privilegiis, juribus, immunitatibus et antiquis consuetudinibus praejudicare, vel ea, quae in dicta sinodo contra privilegia et immunitates praetacta et praetactas proponerentur, ullo modo approbare, eadem die post meridiem, circa horam quartam, ad praetactas aedes, et coram dictis reverendis dominis deputatis Suae Celsitudinis, et in praesentia reverendorum et generosorum dominorum deputatorum cleri primarii comparentes, declarationem per serenissimum principem de non praejudicando nostris privilegiis et exemptionibus vel cujuscumque alterius juri, acceptavimus, prout acceptamus, et nihilominus ad majorem cautelam, cum omni reverentia et honore, pro eorumdem privilegiorum, jurium et exemptionum conservatione, iterum protestati sumus, eamque nostram protestationem Nicolao Braconier a Muno, notario sinodi, ex parte serenissimi principis assumpto, excipienti, in praesentia

reverendorum dominorum deputatorum supratactorum, dictavimus ; quam scripto redactam idem notarius praetactis dictis reverendis dominis deputatis praelegit, infrascripto sub tenore. Qui quidem reverendi illustres domini deputati Suae Celsitudinis, ut actis sinodi insereretur, ad petitionem nostram annuerunt.

Die autem vigesima sexta praetactorum mensis et anni, de mane, ante ingressum praedictae sinodi, cum nos uterque clerus Leodiensis protestati fuissemus tam de angustia temporis quam contra quaedam decreta in sinodo praelecta, statuissemusque eam nostram protestationem et modificationes ad ea et alia decreta per nos factas et conceptas, publice in sinodo, per nos seu nostros notarios ad id a nobis deputatos et assumptos, legi procurare, tamen, per nos intellecto publicam eam protestationem, modificationem, lecturam non fore serenissimo principi gratam, quin magis ei placere, ut protestationes et modificationes,quas clerus facere et publicare intendit, notario sinodi traderentur et exhiberentur ; hinc nos, desiderio serenissimi principis acquiescentes, notariis praetactis mandavimus, ut eam nostram protestationem et modificationes scripto redactas in ipsa sinodo ad manus notarii dictae sinodi exhiberent. Unde nos notarii infrascripti universis et singulis notum facimus et attestamur, quod nos, acceptis a clero mandatis ejusmodi et eis obtemperantes, anno Domini 1618, aprilis 26[a] , in praesentia serenissimi principis in ipsa sinodo realiter exhibuimus protestationem et modificationes supratactas, ad hunc effectum a clero traditas ad manus praetacti Nicolai Braconier a Muno, notarii sinodi, cum expressa petitione, quod illa protestatio et modificationes actis sinodi insererentur, et instrumentum publicum de eo clero traderetur. Qui quidem sinodi notarius dixit et respondit illas protestationes et modificationes haberi pro insinuatis et intimatis. Quo facto,non habito super constitutionibus et decretis aliquo scrutinio, nec petito desuper patrum in ea sinodo praesentium consensu,reverendus dominus vicarius serenissimi principis conclusit

et dissolvit; contra quod, ob non servatam debitam formam nec petitum patrum consensum, quibus tamen, maxime decanis ruralibus et parochialium ecclesiarum pastoribus, nunquam dicta decreta communicata fuerunt, nos clerus supratactus protestati fuimus, declarantes per ejusmodi protestationes nostrae intentionis non fuisse nec esse impedire ea, quae ad morum reformationem et disciplinae ecclesiasticae veram observantiam, et sicubi collapsa sit, restitutionem facient; super quo solemniter protestamur. Tenores autem protestationum et aliorum omnium, quorum supra fit mentio, sequuntur et sunt tales :

Clerus secundarius Leodiensis, visa indictione sinodi per serenissimum episcopum nostrum Leodiensem Ferdinandum ad diem crastinum facta, expresse protestatus fuit et protestatur, quod per comparitionem in dicta sinodo faciendam et publicationem decretorum in eadem exprimendorum nullo modo intendit recedere a suis privilegiis et exemptionibus a diversis Pontificibus Romanis sibi concessis; in quorum possessione pacifica ab immemoriali tempore fuit et est, nec se decretis iisdem contrariis ligari velle, et potissimum, si serenissimus intendat publicatum esse vel publicare concilium Tridentinum, in quantum dictis suis exemptionibus et privilegiis praejudicet, quod, sicut hactenus nunquam acceptarunt, ita nec per praesentem acceptare intendunt, sed, omni honore et reverentia suis superioribus debitis salvis, dicta sua jura, privilegia et exemptiones sarta et tecta se velle conservare protestantur, petens hujusmodi protestationem actis dictae sinodi inseri, sibique desuper instrumentum relaxari.

Acta apud sanctum Petrum 23 aprilis 1618, praesentibus ibidem providis viris Aegidio Opplewe, et Simone Freris, testibus adhibitis.

Sic signatum : De mandato cleri secundarii Leodiensis,

Lapide, ad praemissa rogatus.

Anno a Nativitate Domini 1618, mensis aprilis die 24, hora quarta circiter post meridiem, personaliter comparentes coram reverendis, illustribus et generosis dominis, serenissimi ac reverendissimi Ferdinandi, principis et episcopi Leodiensis, ad negotium sinodi deputatis, in aedibus reverendi domini decani Leodiensis, reverendi domini decani et deputati cleri secundarii, tam intranei quam extranei, nomine totius cleri acceptarunt et acceptant declarationem hodierna die in capitulo majoris ecclesiae Leodiensis per reverendum et eximium dominum Petrum Stevartium, vicarium generalem, jussu, nomine ac in praesentia praedicti serenissimi factam, qua siquidem declaravit et declarat non esse intentionis Serenitatis Suae per hanc sinodum suis et ecclesiae suae juribus praejudicare, nec privilegiis et exemptionibus cleri sui, vel cujuscumque alterius juri; et nihilominus dicti cleri deputati, quatenus opus sit, cum omni reverentia et honore, ad majorem cautelam protestati sunt et protestantur se aliter non comparuisse, nec deinceps in hac sinodo comparere velle, nisi suis juribus, privilegiis et exemptionibus semper salvis. Quam suam protestationem et acceptationem petierunt et petunt actis praesentis sinodi inseri; quod praetacti reverendi, illustres et generosi domini annuerunt. Super quibus praetacti domini deputati cleri petierunt a me sibi dari et confici instrumenta.

Acta fuerunt haec anno, mense, die et loco, quibus supra.

Sic signatum : Nicolaus Braconier a Muno, publicus authoritate apostolica [notarius] et in archivo Romanae curiae descriptus, sigilli majoris praedicti serenissimi substitutus, necnon venerabilis curiae episcopalis Leodiensis ac hujus sinodi notarius juratus, deputatus et proclamatus.

Clerus uterque Leodiensis, qui per angustiam temporis, quod unius tantum diei [spatium] decretorum examini et discussioni clero secundario concessum est, et quo ea capitulis, decanis

ruralibus et aliis sinodi patribus communicari, et eorum suffragia desuper expeti, aut singula peritius, et, ut decuisset, examinari non obtinuerint, ideo, si aliqua in eis decretis sint, quae diversimode intelligi possint, aut aliquomodo privilegiis, exemptionibus aliisque nostris immunitatibus, consuetudinibus et statutis, directe vel indirecte, seu explicite aut implicite adversantur, petit clerus eorum interpretationem, et moderationem in aliud tempus reservari, prout sibi reservat, ac interim illorum vim suspendi; alioquin inhaeret suis protestationibus hactenus factis, prout et protestatur omni meliori modo.

Ita protestatum in aedibus illustris et reverendi domini decani Leodiensis, 26 aprilis, hora octava de mane 1618.

Sic signatum : Ex mandato cleri primarii Leodensis, GUALTERUS D'OUPEY, cleri secundarii ad praemissa notarius.

Clerus tam regularis quam saecularis, suo et omnium interesse habentium nomine, acceptavit et acceptat declarationem, quam nudius tertius, die vero 24 hujus mensis aprilis, principio inchoatae sinodi, fecit serenissimus et reverendissimus Ferdinandus, princeps et episcopus Leodiensis, per organum reverendi et eximii domini Petri Stevartii, vicarii Leodiensis, in praesentia ejusdem serenissimi in sinodo praesidentis, quod videlicet per hanc sinodum nullatenus intendat suis et ecclesiae suae juribus praejudicare, nec privilegiis et exemptionibus cleri, aut juri cujuscumque alterius; et, praevia ejusmodi declarationis acceptatione, declarat etiam dictus clerus, et cum omni reverentia et honore, se non intendisse, nec intendere ad praesentem sinodum comparere, quam salvis, ut praemittitur, juribus, privilegiis, exemptionibus, libertatibus, juridictionibus, gratiis, laudabilibus consuetudinibus et immunitatibus, et aliis praerogativis quibuscumque, et nominatim « quod juridictio ecclesiastica tam officialis Leodiensis in civilibus et criminalibus quam etiam officialis capituli, archidiaconorum,

et aliorum ecclesiasticorum in suis respective authoritate et juridictione, illarumque exercitio et possessione vel quasi persistant et manuteneantur. Quas acceptationem, declarationem, et protestationem petiit et petit clerus actis praesentis sinodi inseri.

Actum 26 aprilis 1618.

Sic signatum : De mandato utriusque cleri supratacti,
GUALTERUS D'OUPEYE, cleri primarii notarius.

Item sic : De mandato cleri secundarii Leodiensis,
LAPIDE, notarius.

Articuli propositi, excepti et reservati pro parte cleri utriusque Leodiensis ad sinodum celebratam per serenissimum principem et episcopum Ferdinandum, 26 aprilis 1618.

Circa caput primum decretorum sinodi de professione fidei praestanda coram vicario vel archidiacono, petitur extendi, quod beneficiati simplices, etiam canonici, quorum institutio seu collatio ad monasteria et capitula, praepositos vel alios ordinarios spectat, professionem emittant coram dictis ordinariis, qui jus habent conferendi vel admittendi.

In capite 2, § 3, ubi prohibetur archidiaconis instituere absque approbatione examinatorum, petitur apponi „ nisi per examinatores recusatum fuerit examen particulare „ in ecclesiis concursui non subjectis; quo casu licebit archidiaconis jure suo uti, aliis ad examen instituendum assumptis.

Ad caput 10, § 7, ubi agitur de Romano breviario introducendo, respondit clerus id ecclesiis fore nimis damnosum, atque etiam per id decedere splendori ecclesiae Leodiensis, qui per cantum et alias ceremonias accedit, intendens, per renovationem breviarii, Romano usui, quantum poterit, appropinquare.

Ad caput 12, de provisionibus ecclesiarum parochialium, intendit clerus, quod, ubi vicariae sunt perpetuae, illarum vacatione occurrente, praesentatio personae idoneae ad se per-

tineat, petens nihilominus dicti articuli contenta quoad parochiales ecclesias per concordata decidi.

Ad caput 13, § 2, regulares praelati intendunt servare formulas visitationum sibi in suis capitulis generalibus juxta sua statuta ordinatas. Ad idem caput, § 3, clerus hunc articulum, suis exemptionibus et privilegiis salvis, non potest admittere.

Ad cap. 14, quod est ultimum, quo agitur de observandis concilii decretis, si publicetur, declarat clerus Leodiensis, tam regularis quam saecularis, quod, si aliqua publicatio concilii Tridentini facta fuerit, non aliter facta sit, quam salvis suis exemptionibus, libertatibus et privilegiis, et punctis aliis diversis, prout etiam aliter acceptatum non fuit, nec in illis et aliis compluribus fuisse usu receptum, prout declarat se non aliter acceptare.

Sic signatum : Ad mandatum cleri primarii Leodiensis,

GUALTERUS D'OUPEYE, notarius.

Item : De mandato reverendorum dominorum meorum supratactorum,

LAPIDE, notarius.

In quorum omnium et singulorum fidem, robur et testimonium, praesentes exinde fieri et sigillis nostris muniri mandamus.

Et nos notarii infrascripti, quoad ea, quae nos tangunt et quae coram nobis, ut praefertur, gesta sunt, subsignamus in fidem eorumdem.

Sic signatum : Ad mandatum cleri primarii,

GUALTERUS D'OUPEYE, notarius.

Et deinde sic : JOANNES A LAPIDE, cleri secundarii et curiae spiritualis Leodiensis notarius, ad praemissa rogatus et requisitus.

II.

Appellatio utriusque cleri Leodiensis a decretis sinodi de anno 1618 *praejudicialibus, et in quantum sunt contraria exemptionibus et privilegiis dicti cleri.*

In nomine Domini. Amen. Tenore praesentis publici instrumenti cunctis pateat et sit notum, quod anno a Nativitate ejusdem Domini 1621, indictione quarta, mensis vero septembris die ultima, pontificatus sanctissimi domini nostri Gregorii divina Providentia papae ejus nominis XV anno primo, coram reverendo domino Ogero Lonchino, abbate monasterii sancti Laurentii, prope et extra muros civitatis Leodiensis siti, tanquam egregia persona, in mei notarii publici testiumque infrascriptorum ad hoc specialiter vocatorum et rogatorum praesentia, personaliter constitutus providus vir Joannes Goesin, illustris cleri tam primarii quam secundarii civitatis et dioecesis Leodiensis sindicus sive procurator, de quibus qualitatibus per exhibitionem publici instrumenti fidem fecit, eoque nomine habens et tenens in suis manibus quamdam appellationis scedulam, animo et intentione dicendi nullam, saltem in passibus gravantibus, novissimam dioecesanam Leodiensem sinodum, in anno 1618, 24ª et 26ª aprilis ejusdem anni 1618, prout praetenditur, lectam et publicatam sive saltem ejusdem praetensae sinodi decreta praejudicialia, de nullitate impugnandi, et, [si] sint aliqua, ab iisdem ad serenissimum dominum nostrum papam, illiusque sanctam Sedem Apostolicam appellandi et provocandi, appellavit et provocavit, aliaque fecit, prout in scedula, cujus tenor sequitur, latius continetur.

Ego Joannes Goesin, sindicus sive procurator illustris cleri tam primarii quam secundarii civitatis et dioecesis Leodiensis, eoque nomine coram te, reverende domine, teque notario et testibus adstantibus gravi cum querela propono et dico :

Primo : quod ad celebrandum sinodum per sacros canones certa sit praescripta forma, tam in convocatione, sessione, rogatione, conclusione, lectura, publicatione et aliis, sine quorum observatione praetensa decreta sinodalia corruunt et ipso jure nulla sunt;

Secundo : signanter autem fieri debet super constitutionibus et decretis ferendis solemne scrutinium ;

Tertio : peti debet insuper patrum in ea sinodo praesentium consensus, antequam concludatur sive dissolvatur ;

Quarto : debet etiam legitimum temporis intervallum intercedere, ut quilibet cum maturo consilio possit sacras constitutiones examinare.

Quinto : quod haec omnia et alia multa in jam dicta praetensa sinodo fuerunt omissa et aliqua nimium praecipitata ;

Sexto : sic quod ipso jure corruat et sit ex omni capite plane nulla.

Septimo : si tamen esset aliqua, quod non creditur, gravantur domini mei multis nominibus et capitibus appellabilibus, et continuum gravamen irreparabile inferentibus sive definitivae vim habentibus.

Octavo : nam in facto verum est praefatos dominos meos principales jam ab annis tercentum plus minus ab omni juridictione ordinaria fuisse et adhuc esse exemptos, et soli Romano Pontifici immediate subjectos.

Nono : laudabilis haec exemptio ipsis sarta tecta mansit, etiam post praetensam concilii Tridentini publicationem.

Decimo : imo, quatenus opus sit, probabitur eamdem exemptionem per Apostolicae Sedis legatum legitime fuisse reservatam, et secundum illam saepe in contradictorio judicatum, non obstante tali quali praetensa concilii Tridentini publicatione.

Undecimo : gravantur ob hoc domini mei per dictam praetensam sinodum, dum statim ab initio decernitur de dignitatibus, sive saecularibus sive regularibus, aut canonicatibus

provisos fructus suos non facere, nec illis possessionem suffragari, nisi coram vicario episcopi Leodiensis generali fidei professionem faciant ;

Duodecimo : cum hoc non coram vicario generali, cui non subsunt, sed coram decano et capitulo aliisque, qui jus in possessionem mittendi habent, fieri soleat, et etiam juxta laudabilem ecclesiae Leodiensis consuetudinem fieri debeat.

Decimo tertio : imo ipsummet concilium Tridentinum, quod hoc praetensum sinodale decretum authorem nominat, in hoc puncto vicario generali nullam authoritatem tribuit[1].

Decimo quarto : gravantur etiam in illo domini mei, quod in eadem praetensa sinodo, sub titulo I, cap. 9, generaliter vult haereticae pravitatis inquisitores, quibus nulla in his partibus competit juridictio, et qui nullam in exemptos authoritatem habent, quoquo modo vel sub cujusvis privilegii praetextu in exercitio officii sui non impediri.

Decimo quinto : nam, si contingeret (quod Deus avertat) aliquem exemptorum haereticum esse vel imposterum fieri, deve haeresi vel majoribus etiam criminibus suspectum reddi, praetendunt domini mei etiam in illo casu juridictionem ordinariam vel inquisitorum haereticae pravitatis authoritatem non admittere, et, si quid in contrarium fiat, conservatorum suorum et officium, prout hactenus semper observatum fuit, implorare, ac authoritate apostolica quod juris et rationis expediri.

Decimo sexto : gravantur etiam in illo domini mei, quod sub dicto praetensae sinodi titulo 2, cap. 1, statuitur archidiaconos non posse suorum archidiaconatuum emolumenta arrendare, subarrendare, vel elocare, cum hoc sit contra sacros canones,

1) Contrairement à ce qu'on affirme ici, le concile de Trente dit expressément : « Provisi de canonicatibus et dignitatibus in ecclesiis cathedralibus, non solum coram episcopo *seu ejus officiali*, sed etiam in capitulo idem facere teneantur : id est orthodoxae fidei publicam facere professionem. » Conferatur bulla Pii IV data idibus novembris 1564.

et antiqua ecclesiae Leodiensis statuta, mores et consuetudines immemoriales, contraque libertatem ecclesiasticam, et, si tale quid simile foret statuendum, ipsimet statutum desuper condent.

Decimo septimo : ipsummet etiam concilium Tridentinum in praetensa sinodo marginaliter citatum, sessione videlicet 25, *De Reformatione*, cap. 11, nil tale quid statuit, sed tantum vult ecclesiarum bona in successorum praejudicium repraesentata pecunia non locari, vel ad longum tempus locationem fieri, non adimens archidiaconis potestatem locandi vel arrendandi fructus et emolumenta jurisdictionis, quam habent in temporalibus, minus proventus temporales.

Decimo octavo : multum etiam gravantur domini mei, quod eadem praetensa sinodus sub eodem titulo 2, cap. 3, et tit. 4, cap. 1, statuit archidiaconos neminem in beneficiis curatis instituere posse, nisi sit ab ordinario et examinatoribus sinodalibus examinatus, ac insimul per vicarium approbatus ;

Decimo nono : quod repugnat notoriis cleri privilegiis et antiquissimis consuetudinibus, desuper pendent multae praejudiciales lites, tam in Romana curia quam alibi ;

Vigesimo : aufertque praetensum hoc sinodale statutum, contra clarum concordatorum nationis Germaniae textum, collatoribus ordinariis libere de quibuscumque beneficiis ad ipsorum collationem spectantibus disponendi facultatem.

Vigesimo primo : gravantur etiam in illo domini mei, quod contra privilegia et antiquas ecclesiae Leodiensis consuetudines per eandem praetensam sinodum, sub tit. 3, cap. 3, decanis ruralibus adimatur potestas bannos matrimoniales sive publicas de futuro inter tales matrimonio denuntiationes remittendi vel distribuendi,

Vigesimo secundo : cum ipsummet concilium Tridentinum patiatur quemlibet pastorem sive parochialis ecclesiae rectorem pro matrimonii subsistentia, nullis etiam praeviis denuntiationibus, non solum matrimonium solemnisare, sed etiam

alteri sacerdoti solemnisationem committere, vel in illam consentire.

Vigesimo tertio : gravantur etiam in illo domini mei, quod eadem praetensa sinodus, sub tit. 3, cap. 4, vult eosdem decanos rurales, si quando necessitate inevitabili praepediantur personaliter assistere sacrorum oleorum consecrationi, delationi et distributioni, privative tunc de hujusmodi necessitate apud dominum vicarium fidem fieri debere,

Vigesimo quarto : cum hoc hactenus semper fieri potuerit apud praedictos dominos archidiaconos, qui suis in archidiaconatibus juridictionem habent ordinariam tam in laicos quam in clericos, et in juridictionalibus concurrunt cum serenissimo principe et episcopo Leodiensi juxta statuta sinodalia per Sanctam Sedem confirmata.

Vigesimo quinto : gravantur etiam in eo domini mei, quod in eadem praetensa sinodo per serenissimum principem et episcopum Leodiensem, sub tit. 5, cap. 1, designati fuerunt pro judicibus apostolicis personae ibidem descriptae, cum hoc non ad episcopum, sed etiam ad patres sinodi spectet; et hac ratione exclusi fuerunt nonnulli praecipui hujus civitatis Leodiensis praelati et abbates; et quod in ea primo loco nominetur dominus suffraganeus, et post eum dominus vicarius, postpositis domino praeposito, decano et aliis praelatis in dignitate constitutis.

Vigesimo sexto : gravantur etiam in illo domini mei, quod sub tit. 5, *De judic. apostolicis*, cap. 1 in fine, decernitur quascumque delegationes, etiam a sanctissimo vel per sanctam Sedem Apostolicam factas, subreptitias esse censendas, si fiant aliis quam personis in eodem capite denominatis, cum per hoc decretum non solum abbates excludantur, verum etiam omnes prothonotarii apostolici, commissionum apostolicarum alioquin capaces.

Vigesimo septimo : gravantur etiam in illo, quod sub tit. 8, cap. 4, promiscue volunt omnes ordinandos parochum suum

adire et curare denuntiationes publicas fieri, si quid contra natales, aetatem, etc. habeant, cum hoc quoad exemptos locum habere non debeat, nec sit practicabile, cum alibi non servetur.

Vigesimo octavo : gravantur etiam in eo domini mei, quod per eandem praetensam sinodum, sub tit. 12, cap. 1, concursum ad ecclesias parochiales, et verisimiliter etiam ad vicarias perpetuas, introducere conatur,

Vigesimo nono : cum hoc ex diametro pugnet cum praedictis nationis Germaniae concordatis, et laudabilibus ac inveteratis ecclesiae Leodiensis consuetudinibus,

Trigesimo : cum etiam desuper pendeant plures lites praejudiciales, tam in Romana curia quam alibi.

Trigesimo primo : gravantur etiam domini mei in eo, quod in eadem praetensa sinodo, sub tit. 12, cap. 2, permittitur dumtaxat archidiaconis, ut quoties parochialis aliqua sui respective districtus vacaverit, possint praetacto examini ad eam faciendo interesse, ad quem effectum deputantur, si modo juramentum ibidem tactum praestiterint; cum tamen ex statutis sinodalibus antiquis per sanctam Sedem confirmatis constet, quod examen promovendorum spectet ad archidiaconos.

Trigesimo secundo : multum etiam gravantur domini mei, quod eadem praetensa sinodus sub tit. 13, cap. 2, det authoritatem vicario generali curandi, ut superiores monasteriorum ordinum exemptorum, etiamsi in eis vigeat regularis observantia, quotannis ea visitent et abusus reforment, et, si per vicarium admoniti correctionem et visitationem per sex menses differant, quod tunc ipse vicarius eorum negligentiam suppleat ;

Trigesimo tertio : superiores enim monasteriorum exemptorum praetendunt servare formulas visitationum ipsis in capitulis generalibus praescriptas ;

Trigesimo quarto, ipsummet etiam concilium Tridentinum,

sess. 21, *de reformatione*, cap. 8 sub finem, per sinodum, prout videtur, laudatum, sed non sine causa subticitum, non dat illam vicario potestatem,

Trigesimo quinto : sed tantum vult infra sex menses alternative vel correctionem vel visitationem fieri, cum praetensum hoc sinodale statutum conjunctim utrumque requirat, et visitationem et abusuum reformationem.

Trigesimo sexto : omnium autem maxime gravantur domini mei, quod eadem praetensa sinodus, sub eodem tit. 13, cap. 3, vult dictum dominum vicarium generalem, tanquam serenissimi principis et episcopi Leodiensis subdelegatum, in casibus ipsi domino episcopo authoritate apostolica et vigore concilii Tridentini specialiter commissis et delegatis diligenter procedere;

Trigesimo septimo : nam praeter quod hanc subdelegationem in illis casibus de jure fieri posse non admitto, articulus iste [opponitur] ex diametro privilegiis et exemptionibus dominorum meorum, tanto sumptu et labore partis, tanto sudore et sanguine per tot centenos annos inviolabiliter conservatis, et ipsis etiam, prout in praetensa concilii Tridentini publicatione, reservatis.

Trigesimo octavo : gravantur etiam in illo, quod serenissimi principis declaratio, qua clare declaravit se vel in minimo privilegiis cleri derogare non intendere, omissa fuerit.

Trigesimo nono : prout etiam per impressorem omissa fuit in impressione dicti cleri solemnis protestatio, non obstante promissa.

Quadragesimo : prout et in aliis locis multis deducendis.

Hinc igitur est, quod ego Joannes Goesin, nomine quo supra dicto, praedicta omnia aliaque decreta dictae praetensae sinodi, quae dominos meos in aliquo possent offendere, vel ipsorum privilegiis, immunitatibus et exemptionibus et praerogativis aliquod praejudicium facere, plane nulla, irrita et inania, nulliusque roboris et momenti, vel si sint aliqua, quod non credo, ab iisdem omnibus et singulis latius imposterum,

quatenus opus est, specificandis, gravamen appellabile et continuum ex causis gravamina de praesenti et quotidiana inferentibus, latius etiam, quatenus opus sit, exprimendis, his in scriptis ad sanctissimum dominum nostrum papam (nullitatis dictione semper salva) provocem et appellem, petens apostolos primo, secundo, tertio, instanter, instantius, instantissime, ad omne minus testimoniales, protestans de praesentem nullitatis dictionem et eventualem appellationem prosequendo, aliamve vel alias proponendi, et respective interponendi, salvo jure addendi etc.; petens dictus Goesin, sindicus sive procurator qui supra, per reverendum abbatem praefatum super praefata sua appellatione epistolas dimissoriales seu saltem apostolos testimoniales instantius, instantissime dari. Cui dictus reverendus dominus abbas apostolos testimoniales petitos tales, quales de jure potest, dedit et annuit.

Super quibus omnibus et singulis, praefatus Joannes Goesin dicto nomine sibi a me notario infrascripto unum vel plura publicum vel publica fieri petiit instrumentum et instrumenta.

Acta fuerunt haec in monasterio sancti Laurentii praefato, praesentibus ibidem Michaële de Tiernesse et Aegidio Frankinet, testibus rogatis.

Les abbayes de Stavelot et de Malmédy a l'époque de leur suppression, par J. DARIS, professeur au séminaire de Liége.

§ 1. — *Les deux abbayes.*

Célestin Thys fut élu abbé, le 4 janvier 1787, par 32 suffrages sur 46 votants.

En 1798, il vivait encore 48 des derniers religieux. C'étaient : Antoine Dethier, prieur de Stavelot, Joseph Collin, Ernest Lambert, Martin Charlier, Ambroise Mols, Paul Dresse, Hubert Bottar, Grégoire Sauveur, Gérard d'Arlon, Remacle Jacob, Pierre Dumoulin, Lambert Lombart, Théodard Vincent, François Waseige, Dieudonné Marly, Nicolas Closset, Célestin De Bouni, Antoine Bouxhat, Benoît Dochain, Jacques Winandy, Henri Malacord, Placide Fraipont, Charles De Beurre, du monastère de Stavelot. Placide Decouve, prieur de Malmédy, Henri Cavans, jubilaire, Antoine Doutrelepont, jubilaire, Émilien Soumagne, Bernard Cornill, Augustin Godfroy, Mathias Claude, Remacle Miessen, Benoît Seivart, Pierre Wintgens, Maur de Mathelin, Louis Bethune, Juste Lekeu, Célestin Lejeune, Sigebert Faber, Charles Gavé, Ambroise Hartman, Alexandre Chapelle, Paul Dumont, François Xhardé, Nicolas Brasseur, Placide Dewaide, Joseph De Loneux, Jacques Sotré, Dieudonné Michel, du monastère de Malmédy.

§ 2. — *La principauté et ses Trois-États.*

La principauté de Stavelot, dont l'abbé était le prince, était divisée en trois parties : la postellerie de Stavelot, celle de Malmédy, et le comté de Logne.

La postellerie de Stavelot comprenait les quatorze communautés suivantes : Stavelot, Roanne, Wanne, Rahier, Chevron,

Fosse, Bodeux, Bra, Lierneux, Stoumont, Chauveheid, Ottré, Hébronval et Odeigne.

La postellerie de Malmédy était composée de Malmédy, Weismes et Francorchamps.

Le comté de Logne, divisé en quatre quartiers, comprenait les communautés de Hamoir, Ferrières, Filot, Sy, Logne, Vieux-ville, Lorcé; Ocquier, Hody, Xhoris, Pouhons, Jenneret, Attrin; Comblain, Fairon, Poulseur-sous-Renostein, Poulseur-sous-Rahier, Sart; Louvegniex, Fraipont.

Il y avait en outre, depuis 1768, les seigneuries d'Anthines et de Vien en Condroz.

La population était environ de 20,000 habitants.

Les États de la principauté étaient composés des deux prieurs de Stavelot et de Malmédy, des seigneurs dits gentilshommes, des maieurs tant héréditaires que commissionnés, de deux échevins de chacune des hautes cours de Stavelot et de Malmédy, des bourgmestres de ces deux villes et des délégués des autres communautés du pays[1]. Les mairies ou offices héréditaires étaient ceux de Roanne, de Stoumont, de Rahier, de Bodeux, de Chevron, de Wanne, de Xhoris.

Le prince-abbé réunissait, chaque année, ses États et leur proposait les dépenses qu'il avait à faire pour le gouvernement de la principauté. Les communautés d'Anthines et de Vien devaient y intervenir pour un 33e; la postellerie de Stavelot pour les 5/12, celle de Malmédy pour un quart et le comté de Logne pour un tiers du reste. Les chefs de chaque postellerie et ceux du comté de Logne répartissaient sur les communautés de leur district, la part contributive de chacune; et dans chaque communauté cette part était fournie soit au moyen d'une contribution foncière, soit au moyen d'une taxe sur le revenu présumé des habitants.

Les États étaient au nombre de trois. Les gentilshommes,

[1]) Voyez De Noue, *Études historiques sur Stavelot*, p. 330.

officiers et députés de chaque postellerie formaient un État. Il en était de même de ceux du comté de Logne avec ceux d'Anthines et de Vien.

C'était aussi dans l'assemblée des Trois-États que se vérifiaient les comptes des dépenses.

§ 3. — *L'assemblée générale des États tenue le* 11 *juin* 1793.

Les États réunis par le prince-abbé votèrent les dépenses suivantes :

	Florins.
Pour donatif à Son Altesse, en suite de la sentence de Sa Majesté Impériale du 17 juin 1726	8,000
A M. le baron de Karg de Bebenbourg, plénipotentiaire de Son Altesse à la diète de Ratisbonne,	450
Pour « ziels et termines » à la chambre impériale de Wetzlar	661
Pour les officiers civils et militaires du cercle de Westphalie . . , ...	112
Pour le messager de Son Altesse sur Verviers	80
Pour l'entretien militaire, c'est-à-dire des troupes de la principauté	6,000
A la communauté de Stavelot pour tailles réelles de messieurs les conseillers	42
A celle de Malmédy pour même tailles . .	33
A celle de Roanne pour même sujet	25
A la haute cour de Stavelot pour droits dans des poursuites criminelles contre... et pour recharges à	294
A l'officier et haute cour de Malmédy pour droits d'enquêtes et poursuites criminelles contre . .	92
A l'officier et cour de Weisme pour visite du cadavre d'un étranger	23
Au ci-devant officier de Louveigné pour poursuites criminelles contre	170

A la cour pour mêmes poursuites	573
Au même officier de Louveigné pour poursuites contre	55
A la cour pour même sujet	364
A l'officier et cour de Chevron pour poursuites contre	208
On répartit, pour le contingent militaire du cercle, éventuellement	20,000
Au secrétaire pour gage	50
Au haut-sergent pour gage	8
La somme totale du présent répartiment porte	37,245
Au regard de laquelle somme Anthine et Vien payeront, à raison du 33e	1,128
La postellerie de Stavelot payera	14,752
Celle de Malmédy	8,851
Le comté de Logne	11,801

Tel est le budget des dépenses ordinaires de la principauté.

Les troupes françaises avaient occupé la principauté du 10 décembre 1792 au 3 mars 1793, puis les troupes autrichiennes pendant quelques jours. Les habitants avaient dû leur fournir le logement et la nourriture, ainsi que le fourrage pour leurs chevaux. L'assemblée générale résolut de les dédommager de ces fournitures, après due vérification ; « en attendant ces opérations, messieurs de cette assemblée ont résolu de passer provisionellement 95,000 florins, pour être distribués aux différentes communautés suivant les tableaux remis et vérifiés. »

	Florins.
Anthines et Vien y contribueront pour . . .	2,878
La postellerie de Stavelot pour	38,383
Celle de Malmédy pour	23,030
Le comté de Logne pour	30,707

La ville de Stavelot produisit un état de dépenses faites aux troupes françaises et autrichiennes, ainsi qu'aux émigrés, montant à . . 40,958

La ville de Malmédy produisit un état montant à 53,869

Les autres communautés produisirent aussi leurs états ; de sorte que la somme des dépenses faites montait à 120,970

§ 4. — *Le budget des dépenses arrêté dans l'assemblée du* 13 *mai* 1794.

Les six premiers articles de ce budget sont les mêmes que dans le précédent. Viennent ensuite :

	Florins.
A la communauté de Stavelot pour tailles de ses conseillers	85
A la communauté de Malmédy pour même sujet	76
A la communauté de Roanne pour même sujet	25
A la haute cour de Malmédy pour droits dans des poursuites	210
A l'officier d'Odeige pour frais dans des poursuites contre	125
A l'officier et cour d'Anthines	222
Au procureur de Remouchamps	80
A l'officier héréditaire et cour de Hamoir .	195
Les états dans la cause de Germain Gilles contre la veuve Ghys pour autant qu'ils sont relatifs au maintien de la juridiction contre les entreprises de l'official de Liége	654
A l'officier et cour de Chevron pour frais dans la cause de	76

Suivent encore quelques frais d'administration.

La somme totale du budget ordinaire des dépenses monte à 18,536

Des 20,000 florins accordés l'année précédente pour le

contingent militaire du cercle de Westphalie, on n'avait payé à ce cercle que les deux sommes de 4,364 et 2,000 florins.

Il fallait encore une somme de 25,970 florins pour indemniser les habitants de fournitures faites aux Français et aux Autrichiens en 1792 et 1793.

L'assemblée accorda pour le contingent militaire la somme de 40,000 florins.

« Comme il est de justice et d'équité que messieurs les exempts contribuent aux dépenses extraordinaires que l'empire est obligé de faire dans la présente guerre, Son Altesse est supplié d'interposer son autorité à cet égard, députant monsieur le baron de Selys de Fanson, podestat et châtelain, comme président, messieurs Du Pierry et Massange, échevins, pour la postellerie de Stavelot, messieurs Drèze et Dumet pour celle de Malmédy, messieurs Dethier, de Grimonster et De Gomzé pour le comté de Logne, à l'effet d'aviser le *quantum* et en procurer l'acquittement. »

§ 5. — *La postellerie de Stavelot le* 15 *mai* 1794.

La postellerie de Stavelot, outre sa part dans les dépenses générales de la principauté, avait encore ses dépenses et charges particulières.

Les gentilshommes, officiers et députés de la postellerie se réunirent, le 15 mai 1794, et fixèrent le budget des dépenses :

	Florins.
Quote-part dans les dépenses ordinaires de la principauté	7,489
Aux RR. PP. Capucins par charité . . .	150
Au secrétaire pour son gage	40
Au haut-sergent pour son gage	4
Au même d'après son état	57
Au magistrat de Stavelot d'après le récès du 14 mai 1783	300
Au mayeur Malacord d'après son état . .	272

Suivent les arrérages de plusieurs rentes.

La somme totale des dépenses monte à . . 14,141

La quote-part dans les 40,000 passés pour le contingent militaire monte à 16,666

La quote-part dans la somme de 25,970 pour indemnités de fournitures faites aux Français monte à 10,493

Toutes ces sommes devaient être fournies par les quatorze communautés de la postellerie, dans la proportion de leur population ou de leur importance.

Le même ordre de choses existait dans la postellerie de Stavelot et au comité de Logne.

§ 6. — *Émigration des religieux et suppression des abbayes.*

Au mois de septembre 1794, les religieux, à l'approche des Français, émigrèrent ne laissant que les domestiques dans les deux abbayes. « Les Français s'emparèrent de toute la moisson qu'on venait d'engranger et de quantité de bêtes à cornes qui y étaient restées ; les domestiques furent dispersés ; les bâtiments des deux monastères furent employés à tout ce que les Français ou les municipalités établies par eux jugèrent à propos. L'an 1795, les municipalités de Stavelot et de Malmédy se prêtèrent au retour des religieux en expédiant les passes nécessaires à ceux qui en avaient besoin. Ils rentrèrent presque tous au mois d'août et furent réintégrés dans leurs biens, ou plutôt dans une partie d'iceux, car ils se trouvèrent tellement circonscrits à cet égard qu'ils avaient peine à subsister, bien loin de pouvoir payer les taxes tant municipales que militaires dont ils furent frappés ensuite. Les religieux de Stavelot ne furent pas même remis en possession de leur maison qui servait d'hôpital aux troupes. » *Lettre de Soumagne,* du 1 décembre 1797.

La loi du 1 septembre 1796, qui supprima les couvents dans notre pays, fut exécutée à l'égard des abbayes de Stavelot

et Malmédy au mois de février 1797. Les religieux, qui refusèrent tous d'accepter le *bon* du gouvernement, durent sortir de leur monastère pendant ce mois.

Ceux qui étaient restés dans le pays, refusèrent de faire la *déclaration* au mois de mai et de prêter le *serment de haine* au mois d'octobre 1797. Ils furent condamnés à la déportation, au mois de novembre 1798, et cinq d'entre eux furent déportés à l'île d'Oléron, savoir Brasseur, Claude, Chapelle, Loneux et Mathelin.

Le gouvernement vendit, le 29 août 1798, l'abbaye de Stavelot avec un enclos de quatre bonniers, pour 100,000 fr. à Ant. Lemaire et J. F. Herman.

L'église de l'abbaye de Malmédy avec un enclos de 21 verges fut vendue, le 7 mars 1798, à Henri Steinbach, pour 301,000 livres. C'est aujourd'hui l'église paroissiale.

L'abbé Célestin Thys mourut, dans l'émigration, à Hanau le 15 décembre 1796.

§ 7. — *Le congrès de Rastadt.*

Pendant la guerre entre la république française et l'empire d'Allemagne, les deux parties convinrent des préliminaires de la paix à Leoben, le 18 avril 1797, et du traité définitif de paix à Campo-Formio, le 17 octobre suivant. L'exécution de la paix devait être réglée dans un congrès ultérieur.

Le congrès se réunit à Rastadt vers la fin de l'année 1797. La république y envoya trois ambassadeurs. Tous les princes de l'empire s'y firent également représenter. Le prince-évêque de Liége, comte de Méan, y députa son propre frère César, comte de Méan, et le baron d'Othée.

Il était de l'intérêt des religieux de Stavelot et de Malmédy de s'y faire également représenter. Émile Soumagne, qui résidait à Hanau, après avoir obtenu le consentement de ses confrères, pria le baron d'Othée de vouloir bien soigner les intérêts des deux abbayes, et il lui envoya à cet effet des instructions et un

plein pouvoir (1 déc. 1797). Il avait également écrit, peu de jours auparavant, au baron de Leikam, leur envoyé à Ratisbonne, pour le prier de recommander les intérêts des deux abbayes au comte de Metternich, ambassadeur de Sa Majesté impériale au congrès.

Dans les instructions envoyées au baron d'Othée se trouvent plusieurs renseignements historiques. « Depuis le mois de février dernier, y lit-on, plusieurs usines et biens appartenant aux deux chapitres ont été vendus par les agens français qui en ont perçu le produit... Les deux chapitres n'étaient pas riches; Stavelot jouissait à peine de 15,000 florins d'Allemagne[1] de revenus, et Malmédy de 12,000 ; chaque chapitre se trouve composé de 20 à 25 membres... Le chapitre de Malmédy se trouvait déjà obéré, avant l'arrivée des troupes françaises, d'environ 70,000 florins d'Allemagne; mais il paraît que, par le bon soin des bourgeois, l'église et le monastère sont restés jusqu'à cette heure en assez bon état. Celui de Stavelot n'était pas à beaucoup près si chargé, mais il a, pendant toute cette guerre, beaucoup souffert, particulièrement dans ses bois qui étaient considérables. L'église qui était comme une cathédrale, et le monastère qui était nouvellement bâti et superbe, se trouvent actuellement réduits dans le plus triste état : cloches, orgues, jubé, autels, fers, plombs, bois de charpente etc., tout a été arraché ; il ne reste plus que les murailles... Le prince n'avait rien perçu de ses revenus qu'on peut évaluer de 12 à 15 mille florins, depuis sa retraite, qui eut lieu au mois de juillet 1794; comme une partie de ses revenus provient de la recette de Hesbaye, ce serait matière à réclamation d'indemnité, si cette contrée, située au delà de la Meuse, venait à être cédée aux Français. Le prince et les deux chapitres possèdent également cinq à six cents muids d'avoine ou grains en dîmes dans les pays de Limbourg et Luxembourg et quelque partie de bois. »

[1]) Un florin d'Allemagne valait environ, 2,45 fr.

Le prince-évêque de Liége, qui se trouvait à Ettlingen, autorisa le baron d'Othée à se charger des affaires des deux abbayes. Celui-ci en informa Soumagne le 10 décembre, et lui écrivit en même temps : „ Je joins ici un modèle de pleins pouvoirs dans la forme adoptée par l'empire pour ce congrès. Nous avons dû aussi, pour Liége, abandonner l'ancienne forme et nous conformer à celle-ci. On n'y veut pas, ou du moins on n'y aime pas le titre de *legatus* qui a autrefois donné des sujets de dispute entre plusieurs princes de l'empire et surtout entre les électeurs et les princes. Et, comme dans les instructions générales de l'empire pour ce congrès, on s'y est servi du mot *abgeordnete, envoyé,* il ne convient pas de donner d'autre titre que *ablegatus,* pour se conformer aux désirs des états de l'empire qui sont d'éloigner dans ce congrès toutes les anciennes prétentions réciproques, en laissant chacun sur son droit... Il ne s'est encore rien fait ici qui regarde le fond des négociations ; et probablement elle ne seront pas bien actives de sitôt. La députation générale de l'Empire a seulement pu commencer hier ses séances... „

Soumagne répondit, le 15 décembre, au baron d'Othée et le remercia avec effusion : „ Qui sait, ajouta-t-il, quel sort nous attend encore. La retraite totale des Autrichiens ; cette manie opiniâtre de vouloir révolutionner la rive gauche du Rhin ; ce qui se passe actuellement du côté de Mayence ; tout cela me paraît bien de mauvais augure tant pour l'empire en général que pour nos pays en particulier. Les négociations qui vont avoir lieu dans le congrès ne tarderont pas peut-être de nous éclairer. „ Dans une lettre du 20 décembre, il lui dit encore : „ Je crains que Bonaparte, qu'on attend à Rastadt, n'y apporte des conditions un peu dures ; la conduite des Français envers Mayence n'en est du moins pas un fort avantageux prélude. „

Les religieux qui se trouvaient dispersés dans notre pays envoyèrent des pleins pouvoirs rédigés en due forme au ba-

ron d'Othée et se recommandèrent à la protection du comte de Metternich.

La conduite des Français inspirait de vives inquiétudes à Soumagne, qui en fit part au baron d'Othée, le 28 janvier 1798 : « Dans l'état où les choses en sont à notre égard, nous n'avons véritablement plus de salut à espérer que dans les mesures vigoureuses que peut encore employer Sa Majesté impériale conjointement avec ses alliés ; mais entretemps voilà que la forteresse d'Ehrenbreitstein vient aussi d'être forcée à la fin de succomber. Les exactions des Français sur cette rive ne discontinuent pas. Quelle révoltante manière d'observer un armistice et des négociations de paix ! La Prusse paraît demeurer immobile. Et toute l'Allemagne ne vole pas aux armes ! D'un autre côté les affaires de Naples sont en désordre. Tout cela présente de rechef un bien mauvais coup d'œil. »

Le baron d'Othée fut agréé par la députation de l'empire, en qualité d'envoyé particulier des deux abbayes (18 janvier 1798) et le comte de Metternich se montra assez favorable aux religieux. Les ministres français exigèrent la cession de la rive gauche du Rhin à la République et la députation de l'empire dut céder. Dès lors, il ne restait plus aux religieux des deux abbayes que de demander une indemnité. Le baron d'Othée demanda, à cet effet, des renseignements à Soumagne. Ce religieux parvint à lui fournir les tableaux des revenus et de la valeur des biens des deux abbayes. Le 18 août, il lui écrivit encore : « Vous êtes sans doute bien ennuyé du séjour de Rastadt, surtout depuis que le prince et monsieur le comte de Méan s'en sont éloignés... Nous voici, je crois, arrivé tout-à-coup presque au terme de cette longue et embarassante négociation. La dernière note des plénipotentiaires français est du moins fort précise et tranchante à cet égard, et ils n'en usent pas ainsi, sans doute, sans un ordre supérieur ; accordera-t-on donc tout ou aurons-nous la guerre ? Mais où sont nos forces pour la faire ? Quelle malheureuse situation !

Entretemps l'armée française se renforce et menace déjà d'une nouvelle invasion. J'avais espéré jusqu'à cette heure que l'article du transport des dettes affectées sur les pays cédés sur cette rive n'aurait pas lieu, mais il faudra bien sans doute à présent que la députation y passe et l'agrée, quelqu'embarrassant qu'il soit. "

Le baron d'Othée insista plusieurs fois pour avoir le tableau exact des dettes de la principauté de Stavelot, mais on ne put le lui procurer. Le 3 janvier 1799, Soumagne lui écrivit de Hanau : " Le résultat des négociations de Rastadt n'est, jusqu'à cette heure, guère propre à seconder et réaliser une partie de mes souhaits; je ne compte pas davantage sur leurs suites; mais nous ne sommes pas bien éloignés peut-être de voir les choses changer de face et prendre une tournure plus favorable. L'insurrection des Pays-Bas a des suites très-sérieuses. Je ne vous parlerai pas de la perspective orageuse qui paraît menacer les Français; vous saurez mieux l'apprécier que moi; mais je crois qu'elle peut servir à fonder de nouvelles espérances ; il faut espérer qu'elles ne seront pas toujours vaines. "

Elles furent cependant vaines. Pendant les négociations du congrès, le directoire de Paris avait donné ordre à ses généraux de prendre l'offensive (février 1799). L'Autriche se retira dès lors du congrès, et celui-ci se trouva dissout par le fait (28 avril).

§ 8. — *La mense abbatiale.*

Les tableaux des revenus de l'abbaye de Stavelot, de celle de Malmédy et de la mense abbatiale, dressés en 1798, renferment quelques renseignements historiques, que nous donnons ici :

La mense abbatiale possédait sept moulins banals, savoir, à Bra, à Odenval, à La Fosse sous Lierneux, à Odeigne, au ban de Wanne, à Bodeux, à Forges sous Chevron.

Elle possédait en outre : « 1° les droits seigneuriaux et médieté annale de la cour féodale de Stavelot; 2° les droits seigneuriaux de la haute cour de Stavelot ; 3° ceux du ban de Roanne, les deux tiers ; 4° de Rahier, les deux tiers ; 5° de Chevron, les deux tiers ; 6° de Chauveheid item ; 7° d'Odeigne ; 8° de Bra ; 9° de Lierneux ; 10° du ban de Fosse ; 11° de Wanne, les deux tiers ; 12° de Bodeux, les deux tiers.

Les droits seigneuriaux de la haute cour de Malmédy ; ceux de Weismes (les 5/9) de Francorchamps.

Les droits seigneuriaux de la cour féodale et des alleux du comté de Logne (les 4/9).

Les droits seigneuriaux de la cour de Ferrières (les 2/3), de Fairon-Comblain, de Filot (les 2/3), de Comblain-au-Pont (les 2/3), de Hody (les 2/3), de Hamoir (les 2/3), de Louveigné (les 2/15), d'Ocquier (les 2/3), de Thermes ;

Une pêche sur l'eau d'Ourthe et d'Amblève ;

La Venne du Cô ;

Les pulles-mortes de Louveigné ;

Les amendes, les droits d'issue, tiersetoux et de mainmorte.

Les charges civiles du pays étant en général peu lucratives et se donnant souvent au mérite, aux recommandations, il était assez rare que le prince reçût de l'argent pour la collation d'icelles. »

§ 9. — *L'abbaye de Stavelot.*

L'abbaye possédait, entre autres biens, dix moulins banals, à Stavelot, à Cô, à Goubieval, celui de Henri-Moulin, deux à Henval, celui des Gottes, à Vieuville, à Ockier, à Jenneret.

« Un moulin à écorces et une usine ou scierie à deux fers. »

« Le chapitre de Stavelot possédait, à la Moselle, savoir à Condt et Valviehs, deux tiers de la dîme dans le produit des vignes, rendant, année commune, 12 foudres de vin blanc et

4 aimes de vin rouge. Le dit chapitre possédait en propriété à Crouffs, sur la haute Moselle, des vignes dont le produit, année commune, était de 6 foudres. Notez que chaque foudre contient, jeauge de la Moselle, 6 1/2 aimes. Le prix courant de 1793 était de 24 rixdalers par aime. "

" Le chapitre était officier héréditaire du ban de Roanne, où il avait, en cette qualité, un tiers dans les deniers seigneuriaux, sa quote dans les bois communaux et dans les aventures ; il y percevait encore, comme chapitre et comme officier héréditaire, en aventures des mouches à miel, morte-main, etc... "

" Le chapitre était prévôt et voué de Louveignez ; il y établissait le greffier et les sergeants de la cour. "

" Il établissait, dans la cour de l'office héréditaire de Xhoris, le greffier, les sergeants et les échevins. Il percevait les deux tiers dans les deniers seigneuriaux. "

" Le chapitre, comme seigneur de Jenneret, y établissait le mayeur, les échevins, greffier et sergeants de la cour. "

" Il établissait aussi les échevins, greffiers et sergeants de la cour de Ferrière. Il y avait la chasse et la pêche, et les deux tiers dans les deniers seigneuriaux. "

" Il avait à Fexhe-Slins quelques pièces de terre d'une ancienne fondation de la maladrerie ou ladrerie de Stavelot. "

" Il était seigneur d'Ozo, terre de Durbuy, y établissait la cour, y avait la chasse et la pêche avec celle de Vieuville, et percevait les deniers seigneuriaux et les aventures. "

" Il était co seigneur du ban de Wellin pour 5/8 contre monsieur de Smaekers, et pour 3/8 contre monsieur de Mirwart. "

" L'église de l'abbaye est belle et vaste avec onze autels, deux beaux jubés, huit cloches, un très-beau carillon, deux belles orgues, des stalles d'une rare beauté. "

" L'abbaye est un très-spacieux corps de logis en quarré, nouvellement reconstruit presqu'en entier et considérablement augmenté... "

« La révolution commença dans le pays de Stavelot au mois de septembre 1789. On fut obligé de recourir aux princes directeurs du cercle du Bas-Rhin, qui envoyèrent des troupes sur la fin de novembre. Ces troupes durent partir le 3 mai 1790. Leur séjour a coûté à Son Altesse et à ses deux chapitres près de 6,000 louis d'or. Immédiatement après leur départ, la révolution éclata terriblement... L'abolition de la majeure partie des cens et rentes, ceairries, etc., fut en partie arbitrairement décrétée par les assemblées des sujets du pays insurgés, sous prétexte de prestation personnelle. »

« Au mois de juillet 1794, les religieux, sur l'arrivée des Français, furent saisis de frayeur et s'enfuirent au-delà du Rhin, abandonnant toute la subsistance de la maison et presque tous ses meubles et effets. Ils sont revenus, sous passeports, en 1795 et ont été réintégrés, seulement pour très-peu de temps, dans la perception des revenus des censes et des moulins ; le monastère était changé en hospice pour les malades et vénériens français au nombre à cinq à six cents. Les religieux ont dû conséquemment se retirer chez leurs parents ou amis, ne recevant que de faibles secours, étant obligés de payer les contributions, les emprunts forcés leur imposés, hors de la modicité de leurs revenus. »

« Les dégradations de l'église et du monastère sont énormes. L'église n'est plus qu'une grange. Aucun autel, tableau, stalle, jubé, chaire de vérité, n'existe plus ; huit cloches, un très-beau carillon emportés ; la charpente de la tour très-endommagée ; la voûte de la nef croulée ; une belle grotte, les manocques ou collatéraux de la dite église réduits aux simples murailles presqu'entièrement démolies ; tous les plombs généralement emportés jusqu'à ceux qui servaient aux conduits des eaux ; toutes les fenêtres généralement brisées et les barres de fer enlevés ; toutes les boiseries des archives, de la sacristie, de la bibliothèque, et généralement de toutes les places emportées ou détruites ; toutes les chambres du dortoir

détruites avec ce qu'elles contenaient; les fourneaux, les cheminées de marbre enlevés; tous les pavés et escaliers très-mutilés; l'usine ou scierie brûlée. »

§ 10. — *L'abbaye de Malmédy.*

L'abbaye possédait deux moulins à grains à Malmédy, trois moulins à écorces situés près de Malmédy qui ont moulu jusqu'à 10,000 voitures d'écorces dans les dernières années, deux usines à papier et cartonnerie, une brasserie banale à Comblain-au-Pont, trois moulins banals, savoir à Comblain-au-Pont, à Fairon, à Hamoir; une brasserie banale à Hamoir.

Elle possédait les droits seigneuriaux d'une cour foncière à Malmédy et dans les environs. « La seigneurie de Lorcé, dans le comté de Logne, lui valait pour ses deux tiers dans les émoluments des coupes annuelles des bois, d'un moulin banal, des deniers et autres droits seigneuriaux (l'autre tiers venant à M. le comte de Lynden de Barvaux, sique mayeur héréditaire), item pour ses cens et rentes foncières, 1,509 florins.

« Le chapitre de Malmédy jouissait du droit de chasse et de pêche dans tout le district ou postellerie de Malmédy, dans toute la même étendue que le prince (de même que le chapitre de Stavelot dans la postellerie de ce nom).

« La prévôté de Sainte-Geneviève à Andernach, consistant en une belle chapelle et une bonne maison bourgeoise, ayant pour revenus la moitié ou les deux tiers de la dîme du dit lieu (contre l'électeur de Trèves qui perçoit le reste), une rente de 25 muids de grains, quelques vignes, en sorte qu'elle entretient honorablement deux religieux. »

« Les deux tiers de la dîme des vignes à Clotten sur la Moselle (l'électeur de Trèves étant en possesion de l'autre tiers) avec les vignes appartenant au chapitre tant ici, qu'à Namédy près d'Andernach, rendant, année commune, 14 foudres de vin, le foudre évalué à 60 rixdalers. »

« Depuis l'année 1776 le chapitre emprunta 91,000 florins pour bâtir la nouvelle église. »

Le prince-évêque de Liége pendant l'émigration (1799-1801), par J. DARIS, professeur au séminaire de Liége.

Le comte de Méan, prince-évêque de Liége, émigra, au mois de juillet 1794, à l'approche des Français et se retira en Allemagne. Il y résida habituellement à Erfurt, avec son secrétaire Berthonier. Les prêtres de son diocèse qui avaient refusé de faire la *déclaration* et de prêter le *serment de haine*, en 1797, restèrent en relation avec lui et reçurent de si grands pouvoirs qu'ils pouvaient se dispenser de recourir au vicaire général de Rougrave, qui avait prêté le serment.

Le baron Van Velde de Melroy, évêque de Ruremonde, émigra également en Allemagne. Il fixa sa résidence à Emmerich, avec son secrétaire Consgen. Ils y prirent leur quartier dans le couvent des Trinitaires. Le cardinal de Frankenberg, archevêque de Malines, résida aussi dans la même ville et au même couvent.

Consgen servit d'intermédiaire à plusieurs prêtres du diocèse de Liége et adressait leurs demandes à Berthonier, secrétaire de notre évêque. Les lettres qu'il lui écrivit du 2 novembre 1799 au 17 août 1801 renferment quelques renseignements historiques que nous donnons ici.

Le 17 octobre 1799, l'évêque de Liége donna à celui de Ruremonde une délégation générale pour conférer les saints ordres, mais celui-ci refusa de l'accepter, comme nous l'apprend Consgen dans sa lettre du 2 novembre; toutefois, ajoute-t-il, „ l'évêque de Ruremonde ne fera aucune difficulté d'ordonner ceux de votre diocèse, lorsque Mgr le prince-évêque le munira de dimissoriales, car ne connaissant point les curés ou autres ecclésiastiques du diocèse de Liége, l'évêque de Ruremonde pourrait être aisément surpris par les témoignages d'un curé jureur; il a rompu, en effet, toute

communication avec les jureurs ; ceux-ci exercent les fonctions de leur ministère uniquement en vertu du serment illicite et non en vertu de leur ordre ou autres facultés obtenues des évêques, tandis que ces fonctions sont interdites par la loi aux prêtres fidèles à Dieu et à l'Église. L'évêque de Ruremonde ne pourrait donc, sans approuver le serment impie et donner un très-grand scandale à ses ouailles, communiquer avec les jureurs, si longtemps qu'ils persistent dans leur opinion perverse. C'est pour cette raison qu'il a déjà refusé les dimissoriales données par M. de Rougrave ainsi que par les vicaires généraux de Tournay, qui ont prêté le serment. »

Le canton civil de Wittem comprenait dix paroisses, dans lesquelles il n'y avait pas un seul prêtre jureur. Jeanne-Guillaume Crouss, curé d'Eys, étant mort en 1799, les autres curés du canton recommandèrent Joseph Rubin, pour la cure vacante, au comte de Plettenberg et à l'évêque de Liége, afin qu'elle ne fût point conférée à un jureur (7 novembre 1799).

Le 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799), Bonaparte renversa le directoire par un coup d'état et se fit proclamer premier consul. Le lendemain, il imposa à tous les fonctionnaires le serment suivant : *Je jure fidélité à la république française une et indivisible, fondée sur la souveraineté du peuple, le régime représentatif et le maintien de la liberté, l'égalité, la sûreté et la propriété.* La question s'il était permis de prêter ce serment fut soumise au cardinal-archevêque et aux évêques de Ruremonde et d'Ypres. Ils décidèrent le 24 décembre suivant que ce serment était illicite : « Cum complures dioecesium nostrarum parochi et fideles ad nos recurrerint a nobis petendo, an novum illud juramentum functionariis publicis a Galliae moderatoribus novissime impositum per legem 19 brumarii anni VIII sub sequenti formula : *Je jure fidélité...* nos, pro munere nostro, implorato ante omnia divini Spiritus lumine et assistentia, quaestionem hanc, ea, quam res tanti momenti exigebat, diligentia mature perpendimus et exami-

navimus, adhibito etiam vicariatuum nostrorum, imo fere totius Belgii, aliorumque virorum pietate, scientia ac prudentia, omni aestimatione dignissimorum consilio; quorum rationibus et argumentis magis magisque confirmati, unanimi consensu declaramus, quod juramentum hoc exigens sub invocatione divini Numinis pollicitationem solemnem et illimitatam fidelitatis erga rempublicam, quae se profitetur fundatam super bases supremi populi dominii, libertatis et aequalitatis, in formula ipsa juramenti expressas, religioni catholicae contrarias et in diversis conciliis generalibus jam diu ab ecclesia condemnatas, illicitum omnino sit et a nemine tuta conscientia praestari possit. Quam praesentem declarationem nostram supremi eligendi proxime (uti speramus) Pontificis Romani judicio in omnibus subjicimus. Manu nostra propria subscripsimus et sigillis nostris muniri jussimus. Datum in recessu nostro 24 decemb. 1799. Johannes-Henricus card. archiep. Mechl.; Carolus, ep. Iprens. Johannes-Baptista Robertus, ep. Rurem[1].

Consgen envoya une copie de cette pièce à Berthonier le 15 janvier 1800 : « Grâce à Dieu, ajouta-t-il, ce serment n'a pas été exigé. Il vient d'être remplacé par une promesse de fidélité à la constitution de l'an VIII, basée sur les mêmes principes destructeurs de la religion catholique. Jusqu'à présent rien n'est encore statué sur cette promesse à faire par les ministres du culte. Oserais-je vous demander s'il est vrai qu'après une lettre pleine de force que Son Altesse a écrite à de Rougrave, celui-ci n'est plus revêtu du caractère de vicaire général. Tout le monde y applaudit. Cela doit faire des effets merveilleux pour la rétractation du serment de haine; car, quoiqu'on ne demande plus ce serment, ceux qui l'ont prêté ne sont pas moins obligés de le rétracter, comme Son Altesse l'a très-bien fait observer dans sa lettre pastorale du

[1]) Cette pièce est peut-être encore inédite.

1 décembre 1799, et cela sans hésiter ou différer longtemps. La réponse de notre saint Père Pie VI, de glorieuse mémoire, est trop claire à ce sujet. "

Le 1 février 1800, Berthonier répondit à Consgen : " Il est bien vrai que Son Altesse a écrit plusieurs fois à de Bougrave pour l'instruire des décisions du Saint-Siége à l'égard du serment; mais dans l'intention d'opérer une réunion des ministres des autels dans son diocèse en ramenant les égarés, le prince a cru devoir différer de prendre des mesures sévères jusqu'à ce qu'une résistance opiniâtre serait constatée. Son Altesse a appris avec regret que, par une fatalité des circonstances, la plupart de ses lettres ne sont pas parvenues à M. le grand-vicaire; mais comme le dernier canal qu'il a employé à cet effet, a eu un meilleur succès et que les réponses qu'il en a reçues lui donnent l'espoir le mieux fondé de parvenir au but de ses ardents désirs, il a cru que ce n'était pas le moment de lui retirer ses pouvoirs, pour ne pas faire échouer ses espérances au moment de les voir se réaliser. "

Le gouvernement exigea une *promesse de fidélité à la constitution de l'an VIII*, qu'il venait de promulguer.

Les prêtres qui voulaient exercer le culte devaient la faire, aussi bien que les fonctionnaires publics. La question si cette promesse était licite fut proposée au cardinal de Frankenberg et aux évêques d'Ypres et de Ruremonde. Ces prélats décidèrent, le 3 février 1800, qu'il n'était pas permis de faire cette promesse : Constitutio illa novissime edita a Galliae consulibus populo ad acceptandam proposita fuit circa medium decembris 1799, praevia declaratione ubique promulgata sequentis tenoris : La constitution est fondée sur les vrais principes du gouvernement représentatif, sur les droits sacrés de la propriété, de l'égalité, de la liberté... Citoyens, la révolution est fixée aux principes qui l'ont commencée; elle est finie. En principia et bases, quibus innititur nova constitutio, attestantibus id publice et authentice consulibus ipsis; quae

principia et bases in pluribus jam conciliis generalibus condemnata fuerunt et propter quae nuper illicitum judicavimus juramentum 19 brumarii. Constitutio haec insuper continet duos articulos, 93um et 94um [1], religioni catholicae, omnique justitiae directe contrarios, qui si executioni mandari ac fideliter observari deberent, actum foret irrevocabiliter de episcopis, capitulis, beneficiis, monasteriis utriusque sexus, fundationibus piis; actum foret de sacerdotio, hierarchia ecclesiastica, de ecclesia ipsa et de religione catholica, quae per illam constitutionem funditus subverteretur in Belgio et Gallia. Quapropter, re mature considerata et invocato denuo Dei omnipotentis auxilio et divini Spiritus lumine, adhibitaque vicariatuum Belgii consilio, declaramus promissionem hujusmodi fidelitatis illimitatae erga constitutionem, quam novissime Galliae moderatores a ministris cultus catholici exigunt sub hac formula : Je promets fidélité à la constitution, illicitum esse et a nemine tuta conscientia pure et simpliciter praestari posse. Quam praesentem pariter declarationem nostram supremo eligendi Romani Pontificis judicio in omnibus subjicimus. Praesentes manu propria subscripsimus et sigillis nostris muniri jussimus. Datum in recessu nostro, die 3 februarii 1800. JOHANNES HENRICUS; CAROLUS; JOHANNES BAPTISTA ROBERTUS.

Consgen envoya une copie de cette décision à Berthonier,

[1]) Ces articles étaient : La nation française déclare qu'en aucun cas, elle ne souffrira le retour des Français qui, ayant abandonné leur patrie depuis le 14 juillet 1789, ne sont pas compris dans les exceptions portées aux lois rendues contre les émigrés; elle interdit toute exception nouvelle sur ce point. Les biens des émigrés sont irrévocablement acquis au profit de la république.

La nation française déclare qu'après une vente légalement consommée de biens nationaux, quelle qu'en soit l'origine, l'acquéreur légitime ne peut en être dépossédé, sauf aux tiers réclamants à être, s'il y a lieu, indemnisés par le trésor public.

le 12 mars 1800, pour être présentée à l'évêque de Liége : « Vous verrez, ajouta-t-il, que tous les vicariats des Pays-Bas, un seul excepté, ont été consultés sur ce point, et tous sont convenus, avec les trois évêques, de l'illicéité du serment. Les discussions qui ont eu lieu à ce sujet sont bien trop volumineuses pour pouvoir vous être transmises; mais je peux vous assurer que la manière dont les trois évêques se sont conduits a été accueillie par le sacré collége au conclave de Venise. Et comme, dans des circonstances pareilles, l'uniformité des sentiments fait une double sensation et effet, j'ose vous prier de vouloir me communiquer le jugement que Son Altesse en portera. »

L'évêque de Liége déclara, le 15 mars 1800, que la licéité de la promesse de fidélité était douteuse et que, par conséquent, il fallait s'en abstenir jusqu'à décision ultérieure du Saint-Siége.

Consgen revint sur le même sujet dans sa lettre du 19 avril : « Les deux déclarations, dit-il, données par les évêques de la Belgique ont été très-accueillies au conclave. Le cardinal Antonelli en a fait part par le canal de Mgr Brancadoro. Les cardinaux ont approuvé la conduite des évêques, qui est conforme à celle de plusieurs évêques français résidants dans la Bavière et qui, par la voie du cardinal Maury, ont fait connaître leurs sentiments à la congrégation des cardinaux pour les affaires ecclésiastiques de France... Mgr de Ruremonde a aussi bénit une certaine quantité d'huile pour les doyens du diocèse de Liége qui ont refusé de prêter le serment. La part bénite pour les Pays-Bas a été de cent et quatre pots. Jugez par là combien les insermentés continuent leurs fonctions, car presque personne ne s'adresse aux jureurs; aussi aucun d'eux ne recevra la moindre chose d'ici. »

La décision donnée par l'évêque de Liége fut agréable aux trois prélats qui résidaient à Emmerich. Consgen en informa Berthonier le 3 mai 1800 : « L'on nous assure, ajouta-t-il,

que M. l'archiprêtre de Liége a été fait vicaire du diocèse. Ce choix a été généralement approuvé. Comme il y a des curés qui se sont informés, si j'en avais connaissance, je vous prie de vouloir m'en dire un mot... Demain Mgr de Ruremonde tiendra la vingt-deuxième ordination depuis le 4 janvier. C'est un bonheur dans les circonstances actuelles que Sa Majesté le roi de Prusse reconnaisse l'évêque de Ruremonde ; par là Sa Grandeur,qui rend service avec plaisir, a la satisfaction de voir que la religion ne sera pas sitôt privée de dignes ministres. Nous nous flattons que notre exil touche à sa fin. Depuis les derniers succès en Italie, tout notre pays commence à revivre, croyant que cette campagne décidera de son sort, selon le désir commun. "

Les succès des alliés,qui faisaient revivre l'espoir de Consgen, ne furent pas de longue durée ; aussi écrivit-il le 25 juin 1800 : " Les nouvelles deviennent de jour en jour plus alarmantes et font bien reculer notre espoir d'une prochaine délivrance et de notre retour dans nos foyers. "

L'évêque de Ruremonde condamna, le 16 juillet 1800, un ouvrage en deux volumes, imprimé à Venloo sous le titre : *Theophila of de godminnende ziel door Christus onderwesen in de wegen der volmaektheyd.* " Ce livre, dit Consgen, renferme, sous le nom de piété, plusieurs choses très répréhensibles et dangereuses, surtout dans les circonstances actuelles."

Le 6 septembre 1800, Consgen fit part à Berthonier de la triste impression qu'il éprouvait des événements politiques : " L'on parle ici beaucoup de la reprise des hostilités. Le mauvais succès de la dernière bataille en Italie et ses suites désastreuses nous font frémir. Passé trois semaines, tout paraissait arrangé et plusieurs prétendaient que Son Altesse aurait bientôt pu reprendre ses états. Mais hélas, la douce espérance s'est encore une fois évanouie. Il faut que les républiques d'Italie tiennent bien fortement au cœur de Bonaparte. "

La paix qui fut conclue à Luneville, le 9 février 1801, porta un coup sensible aux intérêts de l'Église et amena la suppression de toutes les principautés ecclésiastiques : „ Voilà la paix conclue et annoncée officiellement, s'écria Consgen; mais quelle paix pour nos malheureux pays ! „ *Lettre du* 20 *février* 1801.

Le jeudi-saint de l'année 1801, l'évêque de Ruremonde consacra encore les saintes huiles pour tous les diocèses des Pays-Bas, à savoir 132 pots. Il faisait aussi toutes les ordinations. Le cardinal de Frankenberg, qui résidait également à Emmerich, s'abstenait de toute fonction épiscopale. Cet éminent prélat reçut, le 21 mai 1801, l'ordre de quitter la ville dans les vingt-quatre heures et le territoire prussien dans les trois jours; ce qui fut un grand sujet de tristesse pour ses compagnons d'exil. *Lettre du* 3 *juin* 1801. De Frankenberg se rendit à Borcken, où il resta jusqu'au 30 août 1802. L'ordre du roi de Prusse est daté du 2 mai 1801 et concerne tous les prêtres belges Le motif allégué est qu'ils abusent de la faveur de l'hospitalité, et que, par leurs relations et l'exercice de leur pouvoir spirituel, ils cherchent à exciter des troubles en Belgique. Le cardinal de Frankenberg avait encore donné le mandement de carême pour 1801.

L'évêque de Liége donna à Albert Lejeune, Carme chaussé à Liége, tous les pouvoirs de vicaire général et il délégua tous ses pouvoirs pour les ordinations à l'évêque de Ruremonde, qui accepta la délégation au mois de juin 1801. Lejeune signa tous ses actes du nom de *Titius*. *Lettres du* 13 *juin et du* 25 *juillet* 1801.

Consgen avait entendu parlé des négociations du concordat et écrivit, à ce sujet, à Berthonier : „ Il paraît que la fin n'est si près qu'on le pense. Les demandes exagérées et absurdes faites par le gouvernement français au chef de l'Église sont de nature à désoler tout catholique. L'on dit que la commission de Mgr le cardinal Consalvi a complètement réussi, mais

jusqu'à ce moment l'on n'en sait rien. Quant au départ subit de Son Éminence le cardinal archevêque de Malines, je ne doute point que les raisons qu'on prétend en être la cause ne vous soient assez bien connues. L'électeur de Cologne accorde à Sa dite Éminence toute protection dans ses États; il lui a offert sa résidence d'Ahuys à huit lieues de Munster; il permet qu'il exerce les *pontificalia*; elle est déjà occupée à donner les saints ordres à ses sujets qu'elle y fait venir. » 25 *juillet* 1801.

Le concordat, signé à Paris, le 15 juillet 1801, excita vivement l'attention du clergé, qui était impatient d'en connaître le contenu : « Nous ne savons encore rien, écrivit Consgen, des articles convenus entre Bonaparte et Mgr Consalvi. L'un dit que Son Altesse en serait informé par Mgr le nonce de Cologne; si cela est, vous nous obligerez infiniment de vouloir en dire un mot. » 19 *août* 1801.

L'ERMITAGE DE HELSHOVEN, PAR J. DARIS, PROFESSEUR AU SÉMINAIRE DE LIÉGE.

Rectification et supplément[1].

Gérard, frère d'Arnoul IV, comte de Looz (1227-1273), et de Louis, comte de Reinecke, fonda à Helshoven, un hôpital, (prieuré) pour les frères hospitaliers de Saint-Jean. Henri de Gueldre, évêque élu de Liége, confirma la fondation par diplôme du 4 juillet 1255 et la prit sous sa protection. Il autorisa les services divins dans la chapelle et accorda une indulgence de quarante jours à ceux qui feraient une aumône à l'établissement; puis il ajoute, dans sa charte : *Vota fracta, si ad eadem redierint, offensas patrum et matrum sine injectione manuum violenta, misericorditer relaxamus*, c'est-à-dire, qu'il autorise les confesseurs à absoudre les coupables de ces péchés, dont l'absolution lui était réservée. HENNES, *Codex diplomaticus ordinis sanctae Mariae Teutonicorum*, II, p. 107.

Gérard ne survécut pas longtemps à sa fondation. Il mourut le 3 septembre 1257. Dans l'abbaye de Waulsort se trouvait anciennement son inscription funéraire : *Anno Domini m. cc. lvii, iii nonas septembris obiit, Gerardus, frater comitis de Los*. Voyez *Voyage littéraire*, II, p. 131.

L'ordre des frères hospitaliers de Saint-Jean se trouvant chargé de dettes, Gérard de Hammerstein, vice-gérant de Fulcon de Vilareit, maître général, et de Léonard de Tybertis, visiteur général, résolut de vendre les biens que l'ordre possédait à Helshoven. Après avoir obtenu le consentement de Jean de Helphenstein, commandeur de Malines et de Nimègue, de Werner de Hasewic, prieur de Malines, de Conrard de Scoennecken, de Philippe de Hellensfort, de Jean Mulart et

[1]) Voyez ci-dessus, p. 205.

d'autres frères, il vendit, le 10 décembe 1317, à Goswin, commandeur de Bernissem, tout ce que l'ordre possédait à Helshoven, à savoir vingt trois bonniers de terres et prés, à trois livres tournoises le bonnier (*pro tribus libris turonensibus grossorum veterum legalium*), six bonniers de terres après la mort de Lysa, veuve de frère Iwain; la chapelle de Helshoven avec ses dépendances; le droit de la conférer; et une rente de six muids de seigle appartenant à la chapelle. Voyez Hennès, II, p. 347.

Lettres d'amortissement et autorisations de construire des chapelles et clochers, accordées aux couvents d'hommes fondés a Mons depuis le xvie siècle.

Nous avons publié ci-dessus (pp. 285-316) des *Extraits des registres aux résolutions du conseil de la ville de Mons, concernant les couvents d'hommes fondés en cette ville depuis le* xvie *siècle,* c'est-à-dire, en suivant l'ordre de date des fondations, les Jésuites, les Capucins, les Carmes Déchaussés, les Minimes, les Dominicains, les Oratoriens et les Carmes Chaussés.

Pour faire suite à cette publication, nous offrons aux lecteurs des *Analectes* des lettres inédites d'amortissement, octroyées à quelques-unes de ces corporations religieuses : aux Carmes Déchaussés, aux Minimes, aux Dominicains et aux Oratoriens. Ce sont les seuls documents de cette nature, qu'il nous ait été donné de découvrir jusqu'ici dans diverses collections du dépôt des archives de l'État, à Mons.

Les actes d'amortissement concernant les Jésuites ont déjà été publiés par M. Léopold Devillers dans les *Annales du Cercle archéologique de Mons,* VIII, 1869, pp. 166-168.

Charles ROUSSELLE.

Carmes Déchaussés.

I.

Le chapitre de Sainte-Waudru autorise, sous certaines conditions, les Carmes Déchaussés à fonder un couvent dans la ville de Mons.

26 juillet 1647 — ... 1648.

A tous ceulx qui cestes verront les damoiselles chanoynesses du noble et illustre chapitre de sainte Waudru à Mons. Sçavoir faisons qu'avons veu et ouy la requeste présentée en

assemblée de nostre chapittre général du xxvj de julet 1647 par le révérend père Charles de Saint-Joseph, vicaire provincial des Carmes Deschaussez, contenant en substance qu'il prétendoit ériger et establir ung couvent de son ordre en la ditte ville de Mons, pour y faire et exercer les fonctions de l'institut. Et, comme il estoit nécessaire d'en avoir préalablement nostre congé et permission, à raison que le dit droit d'amortissement régal par toutte la dite ville de Mons nous appertenoit, il nous auroit requis et supplié, à l'adjonction de ceulx de son ordre, de luy permettre l'érection et l'ouverture d'une chapelle et d'y pouvoir pendre et sonner cloche pour y célébrer la messe; advertissant que Son Altesse Sérénissime les auroit favorisé de son consentement, aussi messieurs du magistrat de ladite ville, pour autant que la chose les pouvoit toucher; estant la ditte requeste signée du dit révérend père Charles de Saint-Joseph, et addressante à nous, ainsi et en la mesme qualité que dessus.

Sur laquelle requeste ayant ouy et consulté nos officiers, nous avons ordonné et accordé, ordonnons et accordons au suppliant et à ceulx de son ordre l'érection et ouverture de la ditte chapelle prétendue, et d'y pouvoir célébrer, pendre et sonner cloche, à la charge d'une recognoissance arbitraire.

A condition de présenter la dite requeste et la présente ordonnance quand ils voudront bastir leur église, pour lors ordonner aussi d'une autre et nouvelle recognoissance. Et devront les supplians venir et paroistre à touttes processions générales, en estans advertis et semoncez de nostre part.

Si ne pouront faire office de mort ny service en leur chapelle ou église, au préjudice des paroisses de la ditte ville de Mons, et si elles ne sont premièrement servyes, spécialement la nostre comme la principale et la mère des autres, y portans et représentans devant tous les corps de ceulx et celles qui auront choisi la sépulture chez eulx. Et à la mort des dittes damoiselles, se debvront trouver en corps à leurs funérailles.

Et ne feront rien au préjudice du dit chapittre ny de ses droits et hauteurs.

Et seront, au surplus, obligez de délivrer au dit chapittre les lettres patentes et réciproques en bonne forme, contenans l'acceptation de cette ordonnance et de ses conditions; et à faute de la dite acceptation, les présentes seront nulles et de nul effet.

Actum, en assemblée de nostre dit chapittre, le dit jour vingt sixiesme de julet mil six cens quarante sept. Et pour preuve et mémoire de tout ce que dessus, nous avons fait signer ceste par notre greffier et y pendre nostre seel ordinaire et accoustumé.

Depuis, assçavoir le ....., nous ayant esté présentée une autre requeste de la part du susdit révérend père provincial et les religieux de son ordre en la dite ville de Mons, contenant que Sadite Altesse Sérénissime l'archiduc Léopold leur avoit permis et accordé, le dix-septiesme du dit mois de julet mil six cens quarante sept, de s'instituer et establir ung couvent en la dite ville de Mons, selon qu'apparoissoit par act et lettres du conseil privé de Sa Majesté du seiziesme d'octobre du dit an mil six cens quarante sept, aussi par lettres patentes de messieurs les vicaires généraulx de Cambray en datte du troiziesme de novembre ensuivant, suivyes du consentement de messieurs du magistrat de la dite ville, du vingtiesme du dit mois de novembre, qui leur avoient aussi permis d'achapter la maison du s[r] d'Orville et d'y bastir le dit couvent pour y vivre religieusement et selon leur institut. Mais, comme par nos lettres susdites du vingt sixiesme de julet et la grâce y mentionnée, ils estoient chargez et obligez de se représenter et de prétendre de nous une autre et nouvelle grâce, arrivant le changement de leur première et petite demeure et l'establissement du dit couvent, ils nous ont supplié de leur accorder le droit d'amortissement à l'ouverture de leur chapelle,

aussi l'usage de la cloche et que, vivans selon les obligations de leur institut, ils puissent paisiblement joyr des grâces que les Souverains Pontifs leur avoient accordé de l'adveu et par l'aggréation de Sa Majesté catholique, signantment de ne pas se trouver aux processions, puisque cela leur estoit deffendu par les règles de leur institution, approuvées (comme prédit) par le Saint-Siége Apostolique, comme aussi de ne se trouver aux funérailles; les dispensant quant à ces deux points, spécialement du premier, touchant les dites processions.

Sur laquelle requeste estans assemblées capitulairement comme dessus, et nos dits officiers et assesseurs préadvisez et consultez sur le sujet d'icelle, nous avons accordé et accordons aux dits supplians l'ouverture de la ditte chapelle prétendue, et l'usage d'une cloche, les dispensant pour bonnes et particulières considérations et sans préjudicier au droit de nostre ditte église et chapittre, de paroistre aus dittes processions; néantmoins seront tenus et obligez de se treuver et assiter en nombre de six religieux et prestres à tous enterremens, vigilles et services de nous et de touttes autres, et chacunnes des damoiselles chanoynesses du dit collége et chapitre, comparaissans et prians dans le chœur du dit chapitre pour l'âme de la trépassée. Si devront à mesme fin célébrer la messe, vigilles et ser vices en leur église ou chapelle conventuelle à chaque fois qu'aucunne des dittes damoiselles viendrat à décéder et à l'heur à désigner par les testamenteurs de la deffuncte ou par les plus proches héritiers, à fin de s'y pouvoir trouver par les autres damoiselles du dit chapitre, si elles le trouvoient convenir. Retenant par nous le pouvoir d'augmenter le nombre des dits six religieux à proportion qu'iceulx pouront multiplier et s'augmenter conventuellement.

Et pour la ditte grâce et permission les dits supplians devront payer annuellement et par forme de recognoissance et à notre comis, deux chapons de rente perpétuelle et non rachaptable; et, par dessus ce, donner et livrer une pla-

tinne d'argent, contenant par escript qu'elle at esté donnée pour et à cause de la ditte grâce et amortissement régal susdit. Le tout soubs les mesmes conditions et peynes de nullité que par nos dittes lettres antérieures du vingt-sixiesme de julet dernier, que nous tenons icy pour résumées et reprises de mot à autre ; en effect que les dits supplians se devront représenter, demander et implorer de rechef nostre grâce et permission, s'ils venoient desormais à changer de demeure et bastir leur église, fust au comprendement sus ditte du s[r] d'Orville ou ailleurs.

Ne pourront aussi faire aucun office ny service de mort en leur ditte chapelle ou église, si le debvoir n'en est fait premièrement à la paroisse.

Et lorsqu'on choisira chez eulx la sépulture, les corps devront estre premièrement portez et représentez à la ditte paroisse soubs telle peyne et amende que nous les dittes damoiselles chanoynesses voudrons et pourrons arbitrer.

Ce qui devra être accepté par les dits supplians et par leurs lettres réciproques, contenans la ditte acceptation et promesses de furnir à tout ce que dessus, spécialement à la dite recognoissance annuelle, à peyne de nullité des présentes et des grâces et permissions y portées.

Ainsi fait et accordé en l'assemblée de notre dit chapitre, le dit jour ..... de l'an mil six cens quarante huit.

Par ordonnance des dites damoiselles

Duquesnoy.

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Mons. Clergé régulier ; Carmes Déchaussés de Mons.

II.

Lettres d'amortissement données par Philippe IV, roi d'Espagne, aux Carmes Déchaussés pour leur couvent de Mons.

18 mars 1658.

PHILIPPES, par la grâce de Dieu roy de Castille, etc. A tous ceux qui ces présentes verront, salut. Receu avons l'humble supplication de nos chiers et bien amez les père provincial et religieux Carmes Deschaussez de nostre ville de Mons, contenante que nous leur aurions faict la grâce par nos lettres patentes du septiesme d'octobre mil six cens quarante sept de pouvoir fonder un monastère dans nostre ditte ville de Mons, avecq pouvoir d'y achapter une maison et place compétente pour exercer duement les fonctions de leur religion ; ensuitte de laquelle ilz avoient prins lieu vis-à-vis de la Croix Place, leur désignée par le magistrat de nostre ditte ville, dans une maison qu'ils auroient acquis du s[r] d'Orville; laquelle ilz auroient depuis augmentée d'une seconde achaptée des héritiers de la veuve de Brun, avec nostre aggréation et celle du dit magistrat, ainsy qu'il nous a consté par l'adhéritance faite par les suppliantz. Et comme leur auroit aussy esté enjoinct de procurer l'amortissement des dittes places, ils ne l'auroient sceu consuyvre, à cause que par devises de leur achapt ilz s'estoient obligez de furnir au préalable les deniers capitaux des rentes dont les dittes maisons estoient chargées ; ce que néantmoins ilz auroient effectué à présent ; nous supplians par ainsy très humblement de leur faire despecher lettres d'amortissement des dittes deux places sur les quelles leur monastère est basty, et permettre d'incorporer encore deux aultres maisons et héritages d'un certain nommé Gallet et la veuve Boucher, que les architecques et ingénieurs ont jugé nécessaires et sans lesquelles il seroit tout à fait impossible que l'église pourroit estre bastie ; comme aussy de vouloir

déclarer que les supplianz auront à jouyr de l'exemption des vingtiesmes, cheminées, impôts, maltôtes et de toutes autres impositions, comme estans un des quatre ordres mendiants, conformément aux déclarations et priviléges que les Souverains Pontifs leur ont accordées et qui depuis ont esté par nous aggrées. Sçavoir faisons que, les choses susdittes considérées et sur icelles eu l'advis tant de nostre chier et féal Jacques Tiriau, conseiller et advocat fiscal de nostre cour et conseil ordinaire à Mons, de noz amez et féaulx les président et gens de nostre chambre des comptes à Lille, de nostre chier et féal messire Pierre Blondel, chevalier, conseiller et maître aux requestes ordinaires de nostre conseil privé et commis aux causes fiscales d'iceluy, que de noz chiers et bien amez les échevins de nostre ville de Mons, et conséquament celluy de noz très chiers et féaulx, les chef, trésorier général et commis de noz domaines et finances; nous, pour ces causes et aultres à ce nous mouvantes, inclinans favorablement à la supplication et requeste des dits père provincial et Carmes Déchaussez de nostre ditte ville de Mons, supplians, leur avons, par la délibération de nostre fils don Jean d'Austriche, grand prieur de Castille, de nostre conseil d'État, lieutenant gouverneur et capitaine général de noz Pays-Bas et de Bourgogne, gouverneur général de touttes noz armes maritimes, pour noz hoirs et successeurs, comtes et comtesses de Haynnau, de nostre certaine science, authorité, puissance absolue et de grâce spécialle, admorty et amortissons par ces présentes les deux maisons et héritages par eulx acquis du s[r] d'Orville et la vefve de Brun, comme aussy les deux aultres maisons et héritages de Gallet et la vefve Boucher, cy-dessus spécificiées, qu'avons consenty et permis, ainsi que consentons et permetons par les cestes présentes aux dits supplians d'incorporer pour y bastir leur église en bonne et convenable forme pour par eulx en jouyr et posséder héreditablement et à tousiours comme des biens admortiz, sans qu'au temps advenir les dits

suppliants ny leurs successeurs soyent ou puissent estre constraincts de les vendre, transporter ou mectre hors de leurs mains à faulte d'amortissement ou quelquez cause que ce soit. Déclarons et ordonnons de plus ample grâce que les dits père et religieux, comme aussy leurs successeurs, jouyront de l'exemption et franchise des vingtiesmes, cheminées, impôtz, maltôtes et aultres impositions quelconques, comme estans un des quatre ordres mendians, à condition que les suppliantz seront tenuz, pour recognoissance de cestre nostre présente grâce, de chanter annuellement et à tousiours deux messes solennelles pour prospérité de noz armes et salut de notre âme et de nostre dit filz; et après nostre trespas, pour repos d'icelle et de nos successeurs, pourveu aussy qu'avant pouvoir jouyr de l'effect de cestes présentes, les ditz impétrans seront tenuz de faire présenter ces mesmes originelles tant au conseil de nos dits finances qu'en nostre dite chambre des comptes à Lille, pour y estre respectivement enregistrées, vérifiées et inthérinées, à la conservation de noz droictz, haulteur et authorité, là où qu'il appartiendra. Si donnons en mandement à noz très chiers et féaulx les chef, présidens et gens de noz privé et grand conseilz, aux dits de noz finances, grand bailly d'Haynnau, et gens de notre cour et conseil ordinaire à Mons, ceulx de nostre chambre des comptes à Lille, et à tous aultres noz justiciers, officiers et subjectz icy ce regardera, que de ceste nostre présente grâce et admortissement, aux conditions, selon et en la forme et manière que dit est, ilz facent, souffrent et laissent les ditz supplians pleinement, paisiblement et perpétuellement jouyr et user, sans leur faire mectre ou donner, ny souffrir estre faict mis ou donné, ores ny en temps advenir, aulcun trouble, destourbier ou empeschement au contraire. Car ainsy nous plaist-il, nonobstant que par les ordonnances cy-devant faites sur la conduite de noz domaines et finances soit entre aultres défendu et interdit tels et semblables admortissements, les

paines et astrictions contenues ès dittes ordonnances et les sermens faictz sur l'observation d'icelles. Ce que ne voulons au cas présent aulcunement préjudicier ausdits suppliantz, ains les en avons relevé et relevons par ces dittes présentes et par icelles deschargé les dits de nos finances et de nos comptes à Lille, et à tous aultres noz officiers auxquels ce regardera, des sermens par eulx respectivement faits sur l'entretènement des ordonnances susdittes, icelles demeurans en toutes aultres choses en leur plaine force et vigueur, nonobstant aussy quelconques aultres ordonnances, restrictions, mandemens ou deffences à ce contraires. En tesmoing de ce nous avons faict mectre nostre seel à ces présentes.

Donné en nostre ville de Bruxelles, le dix-huictiesmes jour de mars l'an de grâce mil six cens cincquante huict, et de noz règnes le transeptiesme. Ho. vidit.

Copie certifiée sur papier, aux archives de l'État à Mons. Clergé régulier ; Carmes Déchaussés de Mons.

III.

Lettres d'amortissement accordées par le chapitre de Sainte-Waudru au couvent des Carmes Déchaussés de Mons.

9 décembre 1676.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou ouyrront les demoiselles chanoinesses du noble et illustre chapitre de sainte Waudru, à Mons, salut. Comme requeste nous ayt esté présentée par les révérends pères et religieux des Carmes Deschaussez de Notre-Dame du Mont-Carmel de cette ville Mons, dont la teneur s'ensuit :

Au noble et très illustre chapitre des dames de sainte Waudru de Mons, remontrent humblement les P. prieur et religieux Carmes Deschaussez de cette ville, que Vos Seigneuries leur ont cy-devant accordé amortissement de leur maison,

de quoy ils en réitèrent des nouvelles actions de grâce ; mais, comme ils sont fort à l'estroit, et que, chacun dimanche du scapulaire, le peuple ne peut entrer en leur église pour sa petitesse, ils souhaittent bien d'avoir quelque élargissement en faveur du peuple; ce qui ne se peut obtenir que par leur grâce. Ce pourquoy ils ont recours à Vos très illustres Seigneuries, les suppliants très humblement de leur vouloir accorder l'amortissement de la maison voisine, savoir celle du s^r^ Gallet avec le jardin y tenant ; parmy quoy ils tâcheront de l'acquérir pour de suitte bastir leur église pour la comodité et service du peuple ; puis des parties du jardin qui y resteront en tirer les légumes, pour y vivre selon leurs statuts ; ce que faisans, ils reconnoistront à tousjours par leurs prières la grâce qu'ils ont receue de Vos Seigneuries.

Sur laquelle requeste estoit couché par appostille ce que s'ensuit :

Veu cette requeste, mesdemoiselles accordent aux supplians la grâce y mentionnée, à charge de payer annuellement et sans rachapt cincqz chappons au Noël, selon les appréciations du chapitre, et de passer obligation au profit du dit chapitre, en forme ordinaire.

Fait au bureau du chapitre, en l'assemblée tenue le ixe décembre xvj^c^ septante six. Par ordonnance, *signé* : H. DU PUIS.

A laquelle charge les dis prieur et religieux, joinctement les RR. PP. provincial et deffiniteur de la province de Haynnau, adjoints aussy des RR. PP. discrets du dit couvent, ayans satisfait par le titre de reconnoissance et obligation des dis chapons en parchemin mis en nos mains, signé des dis révérends pères provincial, définiteur, prieur et discrets au nom de toute la communauté du dit couvent avec les seaux provincial et conventuel y apposez, avec serment que c'est toute la meilleure forme qu'ils puissent pratiquer pour vaillablement s'obliger;

Savoir faisons que nous avons, de nostre plein pouvoir et authorité et en vertu du droit régal à nous compettant, accordé et

octroyé, accordons et octroyons aux dis prieur et religieux du couvent des Carmes Deschaussez, au dit Mons, l'amortissement par eux demandé de la ditte maison, laquelle est scituée vis-à-vis de la Croix Place, entre la leur et celle appertenant aux hoirs N..... Boucher, qu'occupe présentement le s[r] Jean Chrisostome de Vergnies, l'un des héritiers, appertenante au s[r] Henry Gallet; à l'effect tel que pour les dis religieux la ditte maison et héritage, le lieu comme il se contient en tout son comprendement selon les termes de leur arrentement, pouvoir et par leur successeur posséder, occuper et en jouyr comme des biens amortis à tousjours. Et pour tesmoignage de la ditte grâce et vérité, nous leur en avons fait despecher les présentes lettres en forme, les signer de nostre greffier et y appendre le grand seel de nostre chapitre en tel cas accoustumé.

Fait au bureau du chapitre, en assemblée tenue le noefviesme jour du mois de décembre de l'an mil six cens septante six. Par ordonnance : H. DU PUIS. 1676.

Original sur parchemin, avec sceau enlevé, aux archives de l'État, à Mons. Clergé régulier; Carmes Déchaussés de Mons.

Minimes.

IV.

Accord conclu entre le chapitre de Sainte-Waudru et les pères Minimes de Mons.

21 mai 1629.

Nous Elit de Buignies, consellier du noble et illustre chapitre de l'église madame sainte Waudru, à Mons, Nicolas Brassart, avocat d'iceluy chapitre, et Jean Gaillart, greffier, sçavoir faisons à tous que pardevant nous, pour ce spéciallement requis et appellés come homes de fief à la comté de

Haynaut et cour, et aussy en la présence et au témoing de vénérable et discrette personne, maitre Gaspard Tahon, prêtre distributeur du dit chapitre, come notaire apostolique et impérial à ce évocqué et appellé avec nous lesdits hommes de fief, comparurent en leur personne révérend père Matthieu Martin, correcteur du couvent des RR. PP. Minimes de cette ville de Mons, d'une part, et nobles damoiselles mesdemoiselles Jacqueline de Lalaing de Hoostrate, Marie-Françoise de Noyelles, Walburge de Hornes et Anne de Lannoy, chanoinesses aysnées et représentans le corps d'iceluy chapitre, d'autre. Et là endroit, le dit R. P. Matthieu Martin nous délivra une procure pour en estre fait lecture en audience ; laquelle est cy ensuitte reprinse de mot à aultre.

Nous, s[r] Baltazar d'Avila, provincial de l'ordre des pères Minimes ès Pays-Bas, ayant eu advertissement de la parte de nos pères et relligieux de notre couvent de Mons, que les très nobles demoiselles de l'illustre chapitre madame sainte Waudru de la ville de Mons seroyent contentes, par l'entremise de messire François de Gand, grand prévost, s'accorder avec nous, tant pour la sonnerie de notre cloche qu'elles nous ont fait interdire que pour les processions, èsquelles elles désiroient qu'allassions sans croix, et sur ce avoit été dressé une minutte de quelques articles à nous exhibés; nous, de l'advis et consentement de mes trois VV. PP. collègues, ne désirant aultre chose que la paix, fuiant tous procès, autant que faire se peult, et désireux de rendre témoignage de notre bonne volonté aux susdites très nobles demoiselles, et avoir eu sur ce l'advis du chapitre de nostre susdit convent ; concluant à ce de notre authorité et puissance tant à nous come ensuitte de notre charge, que par l'ordonnance du chapitre provincial tenu l'an 1623, par lequel la cognoissance et décision de cette affaire nous est enthièrement remise et à nos susdits VV. pères collègues; somes d'avis et concluons d'entendre au dit accord ensuitte des

articles à nous proposez, y jointes aucunes modifications. Et d'autant que ne pouvons en personne être présens en notre dit couvent, noz affaires nous appellans aultre part, nous donnons plain et enthière pouvoire au vénérable père Mathieu Martin, prédicateur de notre ordre et définiteur de la province, de modifier et traicter avec les dittes demoiselles et s'accorder avec elles ensuitte des dits articles, et à cest effect comparoistre pardevant telle justice et officier que compètera, constituant et establissant à ces fins le dit père pour nostre procureur général et spécial, promettant avoir pour agréable et tenir pour vaillable tout ce que fait sera, accordé, arresté et accepté par le dit père, sous les obligations ordinaires, come sy nous même en propre personne y aurions intervenu.

Fait à notre couvent d'Anvers, le premier d'octobre mil six cent et vingt huit.

Ainsy sinné : Fr. Baltazar d'Avila, provincial, Fr. Bernard Demonterot, collègue, Fr. Pierre Piart, collègue, Fr. Pierre Legillon; et cacheté d'un cachet portant l'image de Notre-Dame.

Plus bas y avoit ce quy s'ensuit :

Cejourd'huy dix-huitième d'avril seize cent et vingt-noef, avons donné tout pouvoir au V. père Matthieu Martin, correcteur et définiteur, le constituant de rechef procureur, come dit est; lequel pouvoir nous augmentons pour traiter et satisfaire aux illustres et très nobles damoiselles de sainte Waudru, touchant les trois points à nous par luy remontré, et faire générallement en notre nom tout ce qu'il trouvera convenir en la susdite affaire.

Fait à Mons en notre couvent, le jour et an que dessus; étant aussy soubsinnez de tous les dessus nomez.

Suivant lecture de laquelle procure et en vertu d'icelle fut dit et rémontré, tant de la part du dit R. P. Matthieu Martin, que des dittes demoiselles prénomées, que, pour assopir toute difficulté quy sont, passé aucunes années,

en être à la noble et souveraine cour à Mons entre les personnes du dit chapitre, d'une part, et les dits RR. PP. Minimes, d'autre, touchant l'interdiction du son de la cloche de leur église à eux faite par la ditte cour, sur la plainte des dittes personnes du chapitre, et la subjection et obligation prétendue de venir aux processions solemnelles d'icelle église sans croix come les aultres ordres de cette ditte ville, les partyes, à l'intervention de messire François de Gand et Vilain, baron de Razenghien, prévost des églises du dit Mons, se sont appointé en la forme et manière suivante :

Premier, que les dits RR. PP. Minimes, au nom des quels étoit comparu le dit R. P. Matthieu Martin, recognoissant la jurisdiction et authorité primitive de la ditte église et chapitre madame sainte Waudru, seront sujets et obligez de, une fois tous les ans, se trouver en corps à telle procession général que les dittes demoiselles seront servyes de les y appeller, marchans sans leur croix et sous celle d'icelle église sainte Waudru, en tel rang et ordre que leur sera ordonné par les dittes demoiselles : quy est de marcher immédiatement après le collége de Saint-Germain, tant et sy longtemps qu'il ne viendra aultre ordre des religieux. Item, que les dits pères Minimes devront tenir en cette ville un collége formel d'estude de leurs relligieux, leur permettant le chant accoustumé. Item, qu'ils ne se pourront trouver au convoy et accompaignement des trespassez, soit en corps ny en moindre nombre des relligieux, ny pareillement à aucun service pour quy et à quelle église de cette ville que ce fût, ne soit pour les empereurs et roix, princes et princesses, gouverneurs généraux et grand bailly de ce pays de Haynaut, pour lesquels les obsecques se doibvent faire en la ditte église sainte Waudru, ensembles pour mes dittes demoiselles ; que lors y estans appellez des exécuteurs de leurs testaments ou aultre de leur parte se devront trouver deux au convoy, avec lesquels se trouveront encore au cœur de la ditte église huit autres

relligieux du mesme couvent. Item que les dits RR. PP. n'accorderont sépulture en leur ditte église aux paroichiens de la dite église madame sainte Waudru, ne fût à charge de payer les droits ordinaires d'icelle église, aussy des prêtres et vicaires, par les maisons mortuaires, et de quoy ils en advertiront chapitre devant la sépulture, sans par eux faire quelque service, ne soit qu'au préalable il soit fait à la ditte église sainte Waudru. Et seront tenus de donner au dit chapitre lettres de recognoissance de la platinne d'argent qu'ils ont délivré pour la grâce à eux accordée de povoir ériger leur ditte église et pendre cloche au clocher pour convocquer le peuple au saint service divin. Ensemble de faire admortir leurs héritages, en payant le droit d'admortissement régal compétant au dit chapitre, pour touttes maisons qu'ils ont appliqué à eux, et faire le mesme pour celles doyant rentes au dit chapitre, quy sont de leur seigneurie foncière; des quelles rentes ils sont aussy soubmis donner contentement au dit chapitre, soit par assignation d'autre hypotecque suffisant, ou bien donner tel satisfaction que le dit chapitre en soit content.

Tous les quels points et articles, le dit R. P. Matthieu Martin, correcteur, ensuitte du pouvoir prémentionez, at accepté et promis de guarder et faire garder inviolablement par le dit couvent,à tousjours sans jamais aller allencontre. Demorant chacques partyes en dépens des dittes procédures, mesme de la recognoître par condempnation volontaire en ladite cour à Mons, et de la faire agréer et ratifier par leur révérendissime père général, afin qu'il soit taut mieux maintenu et gardé, come les dittes partyes ont promis respectivement faire en tout son contenu; à tel charge et condition que, sy les dits RR. PP. étoyent en faute d'observer le contenu de cette, en tout ou en partye des susdits articles, les dittes demoiselles demeureront, sy bon leur semble, en leur enthière et en mesme estat qu'elles estoyent au temps de procédure, et auparavant le présent appointement.

A l'entretennement duquel les dits RR. PP. Minimes se sont, en vertu d'icelle procure, par le dit R. P. Matthieu Martin obligé et leurs successeurs, ensemble leurs biens temporels sur quarante sols tournoiz de peine à donner à telle justice que mieux plaira aux dittes personnes de chapitre de présent et futur, et de restituer tous frais quy s'ensuiveront de la ditte deffaulte, ensuitte de la coustume et pratique usitée.

Et come estoit dit que le susdit appoinctement en tous ses points et articles se debvoit ratifier et aggréer par le révérendissime père général du dit ordre, pour à ce suppléer et satisfaire par le dit révérend père Matthieu Martin, iceluy a reproduit et exhibé, le noefvieme moy du dit an seize cent et vingt noef, ès mains de mes dittes damoiselles la procure cy-devant mentionnée, en vertu de laquelle il avoit traicté avec les dites personnes de chapitre, estant en desoubs d'iceluy son dit pouvoir ratifié, voire amplifié par le dit s^r^ révérendissime provincial et trois autres collègues du dit ordre ; et sa puissance et authorité augmentée sy avant que de pouvoir à ce regard faire tout ce enthièrement qu'il jugeroit convenir pour l'effect du susdit appointement. En vertu de laquelle procure et d'icelle ampliation avant reprinse, il a recognu et advoué touttes les dittes clauses, debvises et conventions y portées, avec promesse de ne jamais aller allencontre, luy ny successeurs de son ordre, pour lesquels il a contracté.

Duquel appointement en ont été fait deux d'une teneure, pour chacune partye en avoir un, estant l'embrefvure originaille sinnée des dittes quattre demoiselles aysnées, ensemble du dit révérend père Matthieu Martin et de nous les dits hommes de fief, quy avons seelé les présentes de nos seels pour plus grande corroboration de la vérité, avec la signature et soubscription du dit notaire.

Quy furent fait et cognu en pleine assemblée de chapitre,

le vingt-unième du dit mois de may au dit an seize cent et vingt noef.

Estoient sinné : G. TAHON, notaire, et J. GAILLART.

Copie non certifiée, aux archives de l'État à Mons. Section du chapitre de Sainte-Waudru ; procès, dossier n° 152.

V.

Le chapitre de Sainte-Waudru, à Mons, autorise les pères Minimes de cette ville, à transférer leur église dans la chapelle dite des Arbalétriers.

15 janvier 1705.

Les révérends pères correcteur, sénieurs, procureur et communauté du couvent des Minimes, à Mons, ne voulant avoir de difficulté avec mes demoiselles chanoinesses du noble et illustre chapitre de sainte Waudru au dit Mons, au contraire souhaitant recognoistre leur supériorité ; en effect, qu'aucunes mains mortes ne peuvent posséder en cette ville et son banlieu aucuns fonds, ni y ériger église et couvents sans le consentement et amortissement du dit chapitre ; ils ont supplié les dites demoiselles de ne pas se prévaloir de la requeste qu'elles ont présentée le 8 de janvier de la présente année 1705, au conseil souverain d'Haynau, par laquelle elles demandent que les dits pères auroient à ne changer leur église, la mettant au lieu où ils prétendent, qui est où a esté la chapelle des confrères Notre-Dame, dite des Arbalestriers, en la rue de Nimy, et qu'ils auroient à vuider leurs mains des fonds quy y estoient attachez, consistans en six ou sept bonniers de prairies et deux maisons que Sa Majesté leur a accordé par contrat passé avec monsieur le marquis de Roisin, intendant de cette province du dit Haynau, et ratifié par Sa Majesté le 28 de jullet 1703. Les dites demoiselles, voulant bien traiter favorablement les dits pères, ont consenti qu'ils puissent chan-

ger leur église et la mettre au lieu où a esté la chapelle des confrères de Notre-Dame en la dite rue de Nimy, parmy la recognoissance que les dits Pères s'obligent de donner une platine d'argent du poids de trois onces, sur laquelle sera inscrit ce que s'ensuit : *Platine des révérends pères Minimes pour mes demoiselles chanoinesses du chapitre de Sainte-Waudru pour consentement et amortissement que le dit chapitre a bien voulu leur accorder pour l'érection et changement de leur église, faire clocher et y pendre cloche et possession du fond.* Oultre ce, les dits pères s'obligent de payer au dit chapitre quattre chappons l'an, de rente irrémissible, franche de xx^emes^ et touttes impositions à mettre par qui que ce soit, dont la première année à escheoir au Noël de l'an 1705 ; et suivant l'apprétiation du dit chapitre, à cause de deux petites maisons que les dits pères doibvent incorporer à leur église nouvelle, sur lesquelles le chapitre a seigneurie foncière. Stipulé que le dit chapitre se retient entier d'agir pour ses droits d'indemnité, à raison du surplus des héritages incorporez dans la maison où réside à présent le seigneur comte du Rœulx, tant pour sa seigneurie foncière qu'à raison que l'on n'a demandé son consentement pour en faire l'acquisition. La présente grâce s'accordant aux dits pères par les demoiselles du chapitre, à protestation de non préjudice à ses droits, tant pour la révision qu'il pourroit intervenir au sujet de la sentence rendue le 3 de décembre dernier au procès qu'il a soustenu contre le sieur conseiller advocat du roy, que touttes autres actions qu'il pourroit avoir, qui n'entend par le présent accord se préjudicier en rien.

Fait et passé au couvent des dits pères, qui se sont obligez à accomplir tout ce que dessus. En foy de quoy ils ont signé et apposez leur scel conventuel, avec la feuille de papier timbré nécessaire, ce quinze janvier 1705.

Fr. Jean Rousseau, correcteur; Fr. Nicolas Haynault, sénieur; Fr. Dominique Ouvertus, sénieur; Fr. Guillaume-

Philippe Évrard; Fr. Vincent François; Fr. Jean-François Le Noir; Fr. Nicolas Huez; Fr. Jacques-Charles De L'Eau, procureur; Fr. Joseph Dumont; Fr. David-Joseph Page; Fr. Antoine Spineux.

Original sur papier, avec sceau en placard, aux archives de l'État, à Mons. Chartrier du chapitre de Sainte-Waudru; titre côté *Mons*, n° 32 de l'ancien inventaire.

Dominicains.

VI.

Le chapitre de Sainte-Waudru autorise les Dominicains de Mons à construire leur église et d'y sonner les cloches.

22 mars 1627.

A tous ceulx quy ces présentes lettres voiront ou lire oyront les révérends père prieur, religieux et couvent des pères Dominicains de la ville de Mons salut. Savoir faisons come, à nostre venue en ceste ville, il nous estoit besoing d'accomoder une chapelle ou église en la maison qu'avons prins à rente, gisante en la rue d'Enghien de la ditte ville, ayant appartenu au feu s^r comte de Willerval, ainsi que le lieu est présentement, où il nous at convenu avoir ung petit clochier pour y pendre une cloche, adfin de convocquer le peuple au sainct service divin; et sachant que l'église madame sainte Waudrud est mère et supérieure de toutes aultres églises de la dite ville, et que ne povons ce faire sans au préalable en obtenir grâce et licence des demoiselles du noble, illustre et vénérable chapitre d'icelle église; lesquelles, après en avoir esté bien humblement suppliées de notre part, nous l'ont favorablement et libéralement accordé, à condition toutes fois que nous serons tenuz et subjectz, come par ces présentes promettons, de sonner la dite cloche, lorsque la procession

générale de la dite église sainte Wauldrud passera pardevant nostre maison et couvent, et de donner par forme de recognoissance à la dite église une platine d'argent d'une once pesant, pour une fois seulement. En approbation de quoy, nous avons donné ces présentes lettres, munies du cachet de nostre maison et couvent, l'an de grâce notre Seigneur mil six cens vingt sept, le vingt-deuxième jour du mois de mars.

Original sur parchemin, avec fragment de sceau en cire vermeille, appendu avec des lacs de soie, aux archives de l'État à Mons. Chartrier du chapitre de Sainte-Waudru; titre côté *Mons*, nº 713 de l'ancien inventaire.

VII.

Lettres d'amortissement donuées par le chapitre de Sainte-Waudru aux Dominicains de Mons.

20 novembre 1638.

A tous ceulx quy ces présentes lettres verront ou oyront les personnes du noble et illustre chapitre de l'église madame saincte Waudru à Mons salut. Comme les prieur et religieux de l'ordre de Saint-Dominicq au dit Mons auroyent présenté requeste par escript, et par icelle remonstré que, passé quelques mois, ilz avoyent achepté certaines maisonnettes et jardins en la rue des Telliers et aux environs du Mont du Parcq, provenans, si come : d'Augustin du Bois, à charge de noef cens livres de rente; de Gilles Desmaret payant annuellement huictz cent quarante livres de rente; d'Umbert Hallez, de ving cincq livres de rente et quattre cents florins une fois payé; de Jean Tasche de mil florins une fois payé; et d'Anne de La Chapelle de vingt six livres quinze sols, et treize cent cincquante livres une fois payé. Sur lesquelz héritages ilz prétendoient, à la plus grande gloire de Dieu et au salut des âmes, ériger leur église, cloistre et monastère. Pourquoy ilz

nous ont supplié et requis en toutte humilité leur voulloir accorder l'amortissement régal de tous les dis héritages, sachant bien que semblable droict dépendoit de l'aucthorité de nostre chapitre, se submettant à nostre faveur et grâce touchant la recognoissance. Sçavoir faissons que, désirant en ce les gratiffier, afin de tant plus commodieusement exercer en ce quy est de leur fonction et participer à leurs prières, nous leur avons accordé, et de faict accordons par ces présentes, de grâce spécialle, l'amortissement des maisons et héritages cy-dessus déclarez, consentant qu'eulx et leurs successeurs les tiennent et possèdent, d'ici en avant à tousjours, comme d'héritages amortis et à Dieu dédiez ; à charge qu'ilz seront tenuz et subiectz pour congnoissance de la grâce du dit amortissement de payer annuellement, la veille saint Jean Baptiste, ès mains de nostre bailly présent ou futur, deux chapons de rente héritable sans rachat, pour par luy en compter chacun an à nostre proffit avecq les autres parties de son office ; dont le premier payement pour la première année en eschera à faire et payer la veille saint Jean-Baptiste xvj^{c} et trente noef, pour ainsy continuer d'an en an au dit terme, à tousiours. Et de quoy ilz seront tenus nous bailler lettres de recognoissance en forme due, advouée de leurs supérieurs, affin que, s'ilz estoyent en deffaulte de payement des dits deux chapons de rente, les povoir poursuivre par les voyes dues. Lequel amortissement, moyennant la ditte rente perpétuelle eschéante comme prédit, nous promettons entretenir et accomplir, sans jamais aller au contraire ; à charge néantmoins qu'ilz seront tenus demander nouvelle grâce, lorsqu'ils prendront nouveaux héritages. Et affin que les choses susdittes et chacune d'elles soient fermes et stables à tousiours, nous avons à ces présentes fait mettre et appendre le seel perpétuel de notre ditte église.

Quy furent faites et données en plein chapitre, où pour ceste

cause et autres fusmes assemblées le xxe jour du mois de novembre xvi^c^ trente huict.

Original sur parchemin, avec sceau appendu, en cire vermeille, aux archives de l'État à Mons. Chartrier du chapitre de Sainte-Waudru; titre côté *Mons*, n° 730 de l'ancien inventaire.

VIII.

Le chapitre de Seinte-Waudru accorde aux Dominicains de Mons des lettres d'amortissement pour des acquisitions faites en 1760.

6 juillet 1774.

A mesdames mesdames de l'illustre chapitre de sainte Waudru.

Remontrent très humblement les pères Dominicains de cette ville qu'ils désirroient de satisfaire à la reconoissance due au chapitre pour la partie du Parcq que leur a cédé la ville en l'année dix sept cent soixante.

Pourquoy ils vous supplient, mesdames, de vouloir fixer le montant de cette reconnoissance, offrant de payer les années échues jusqu'à ce jour, suivant ce qui sera reglé.

C'est la grâce.

Frère Raymont Buisseret, procureur des Dominicains.

En marge : Du 6 juillet 1774.

Mesdames ayant vu cette à leur assemblée de ce jour, ont fixé la reconoissance à deux sols annuellement.

M. Desquesnes.

Original sur papier, aux archives de l'État, à Mons. Chartrier du chapitre de Sainte-Waudru; titre côté *Mons*, n° 79 de l'ancien inventaire.

Oratoriens.

IX.

Le chapitre de Sainte-Waudru autorise les Oratoriens à ouvrir une église à Mons.

21 novembre 1631.

Sur ce que les prestres de la congrégation de l'Oratoire de Jésus auroient, sur requeste présentée aux personnes du noble et illustre chapittre de l'église madame sainte Waudru, à Mons, remonstrez qu'estans en cette ville passez sept à huict mois, désireux de rendre la charité spirituelle à ceux et celles qui les en requièrent, il leur est tout à fait nécessaire d'avoir une chapelle avec une petitte cloche, où ilz puissent célébrer la sainte Messe et faire leurs petits exercices de dévotion en publique, dans la maison où ils résident présentement, attendant quelqu'autre comodité, afin que le peuple présent et participant à leurs fonctions ordinaires se porte davantage à l'amour et au service de nostre Seigneur Dieu. Or, comme cette permission dépendoit unicquement de la hauteur et prééminence des dittes personnes de chapitre, ils les avoient très humblement supplié, avec toutte souz-missions, la leur donner : moyennant quoy, oultre la bonne part qu'elles auront à leurs saints sacrifices et l'obligation dont ilz leur seront redevables de prier pour leur prospérité, elles coopèreront grandement à l'advancement de la gloire de Dieu dans la piété que le peuple s'acquerrera par de si saincts et salutaires exercices. Les dittes personnes de chapittre, après avoir le tout meurement considéré, avoient permis aux dits remonstrans, par apostille sur leur requeste, d'avoir chapelle et cloche en leurs dittes maison, pourveu la recognoissance pour cette fois d'une platinne d'argent du poid d'une once, sans préjudice au droit d'amortissement seigneurial et régal, dépendant immédiate-

ment du dit chapittre. Aussy qu'ayans lieu et place pour inhumer les corps des trespassez, ceulx qui de leur vivant y auront choisy sépulture, y pourront estre portez, recevans par les chanoines et vicaires de l'église monsieur saint Germain et aultres y ayans droict les cires et offrandes lorsque le cas escherra ; mesme que touttes les offrandes qui se feront aux prémices des prêtres de telle nature que ce soit, apartiendront au dit chappitre de sainte Waudru, comme aussy celles en or, chevaux et drap de soye ; pareillement les offrandes de la chandeleuze, jeudy et vendredy saints ; comme n'entendans les dittes personnes de chapittre rien céder en leur droict et haulteur. Et arrivant qu'ilz changeroient de maison, iceux seront tenuz d'avoir nouveau consentement du dit chapittre. A tous les quels points iceux remonstrans se sont bien voulu condescendre et accorder, aussy d'en donner lettre de reconnoissance, qui est la présente sellée de leur scel.

Qui fut fait le vingt-uniesme novembre seize cens trente et ung.

Original sur parchemin, aux archives de l'État à Mons. Chartrier du chapitre de Sainte-Waudru; titre côté *Mons*, n° 702 de l'ancien inventaire.

X.

Le chapitre de Sainte-Waudru consent à l'amortissement de certaines propriétés acquises par les Oratoriens de Mons.

4-5 novembre 1664.

Les révérends pères de la congrégation de l'Oratoire de Jésus de cette ville de Mons ont comis la personne du R. père François Picquery, leur procureur, pour en leur nom comparoistre pardevant mesdames chanoinesses du très illustre chapitre de sainte Waudru, et là recevoir la grâce de l'amortissement qu'elles leur accorderont des maisons suivantes, si

comme : Une maison, appendances et dépendances, venante des hoirs du feu s[r] Thomas Laurent, où y a quattre demeures, ainsy qu'elles se contiennent : l'une où les dits Laurent ont résidez, séante au dit Mons en la Grande-rue vis-à-vis de la maison que quittent les dits de l'Oratoire, tenant à une aultre des dites quattre maisons par en hault et par en bas à Philippes Marin, à cause de la génération qu'il a retenu de feu sa première femme, fille de la vefve Fontaine, par derrière à l'opposite de la Petite-Boucherie, à l'école des pauvres et à Jacques de Lausnoit; la seconde maison, en la dite Grande-rue, tenante à la précédente et à Pierre Finet; et les deux autres maisons joindantes ensemble, séantes en la rue de la Petite-Boucherie, tenant à l'issue de la dite première maison d'un costé, et d'autre à ..... Item, une autre venant de Jacques de Lausnoit, en la Noble-rue, tenant à Alex. Liénart, par avant le capitaine La Motte, à l'escolle des pauvres, par derrière, au jardin des dits Laurent et à ..... Item, une autre maison venante de Pierre Finet et par avant de ... Plicette, en la dite Grande-rue, tenant aus dits Laurent par embas, et par en hault à la vefve Jacques Carlier. Et une autre petite maison devant les Petites-Boucheries, venant de Melchior Tanderlin et tenue de louage par Pierre Penin, correur, tenant aus dits Laurent du costé quy fut leur paceus, et d'autre à ... Promettant d'avoir le tout pour agréable, sur l'obligation des biens de leur maison. En tesmoing de quoy, ils ont icy apposé le seel de leur maison avec la signature du R. père Philippes Ferquo, supérieur, et des RR. pères Martha et Jean Ferquo, anciens de la dite maison. Fait à Mons, ce iiij de novembre xvj[c] soixante quattre.

P. Ferquo, prestre de l'Oratoire.

Robert Martha, prestre de l'Oratoire.

J. Ferquo, prestre de l'Oratoire.

A la suite.

Veu que le noble et illustre chapitre de sainte Waudru a

droit d'octroyer amortissement régal des maisons situées en la ville de Mons, fondé en titres authentiques et confirmez par divers actes de possession de temps excédant toute mémoire d'homme, le révérend père François Picquery, muny de la procure cy-dessus, s'est présenté, pour et au nom de la dite communauté et compagnie des prestres de l'Oratoire de Jésus, en assemblée du dit chapittre tenue à l'intervention de mesdemoiselles de Wignacourt, d'Oingnies, de Mastaing et de Noyelles, chanoinesses aînées du dit chapitre, accompagnées de leurs officiers, si comme le s^{r} de Tercamen, bailly, Pierre Gaultier, distributeur, Baulduin Le Roy, conseiller, Jean Levesque, avocat, Martin Lemaire, receveur général, Herman Dubelloy, mayeur, et Nicolas Robert, greffier, requérant l'amortissement régal d'une maison principale pour leur résidence, célébration de l'office divin et comodité nécessaire à leur dite communauté, et de trois autres maisons y annexées, gisantes en la Grande-rue de cette ville, tenant à ....., en la façon et tel comprendement que les a occupé feu Thomas Laurent, et selon qu'elles ont passé comme non partable, le xxxe de septembre dernier, parmi l'offre qu'il a fait (en vertu de mandement exprès qu'il avoit de sa dite communauté) de recognoistre le dit chapitre d'un chapon, chacun an, de rente non rachatable, à payer la première année selon la mise à prix du dit chapitre au Noël xvj^{c} soixante cincq, et ainsy continuer à tousjours. Ce qu'a esté accordé ce cincquiesme de novembre xvj^{c} soixante quattre.

Fran. Picquery, prestre de l'Oratoire.

Walburge de Wignacourt, Marie d'Ongnies, Philippe-Margueritte de Jausse Mastaing, Jolante-Isabelle de Noyelle.

Original sur papier, aux archives de l'État à Mons. Chartrier du chapitre de Sainte-Waudru; titre côté *Mons*, n° 702 de l'ancien inventaire.

XI.

Lettres d'amortissement octroyées par le chapitre de Sainte-Waudru aux Oratoriens de Mons.

31 décembre 1669.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou oyront le R. père Loys Picquery, prevost des maisons de la congrégation de l'Oratoire de Jésus de la province de Haynau, les RR. pères Robert Martha et Jean Ferquo, anciens de la maison et congrégation de l'Oratoire de Jésus en la ville de Mons, les RR. PP. Philippes Ferquo et François Picquery, assistans du dit R. P. prévost, et R. Hugues de Beaufort, secrétaire, salut. Comme le R. père François Picquery, au nom et comme procureur suffisantment comis par la susditte congrégation, ainsi qu'il apparoissoit par procure en datte du quatriesme de novembre xvj^{c} soixante quattre, signée du P. Ferquo, Robert Martha et J. Ferquo, avec le cachet de la communauté imprimé au pied de la dite procure, comparu le cinquiesme du dit par devant le noble et illustre chapitre de sainte Waudru et là endroit remonstra qu'ils avoient faits choix d'une autre demeure à l'opposite de celle où ils résident présentement, et pourquoy le dit procureur, au nom comme dit est, supplioit mesdemoiselles chanoinesses de leur accorder l'amortissement régal des maisons suivantes, si comme : Une maison, appendance et dépendance, venant des hoirs de feu Thomas Laurent où y a quattre demeures, ainsi qu'elles se contiennent ; l'une où les dits Laurent ont résidez, séant en la Grande-rue, à l'opposite de la maison que tiennent les dits de l'Oratoire, tenant par en haut à une autre des dites quattre maisons et par embas à Philippe Marin, à cause de la génération qu'il a retenu de sa première femme, fille de la vefve Jean Fontaine, par-derière à l'opposite de la Petite-Boucherie, à l'escole des

pauvres et à Jacques de Lausnoit; la seconde demeure en la dite Grande-rue, tenante à la précédente et à Pierre Finet; et les deux autres demeures joindantes ensamble, séantes en la rue de la Petite-Boucherie, tenante à l'issue de la ditte premaière maison, d'un costé et d'autre à .....

Item, d'une autre maison, venante de Jacques de Lausnoit en la Noble-rue, tenant à Alexandre Liesnard, paravant le capitaine La Motte, à l'escole des pauvres, et par derrière au jardin des dits Laurent, et à .....

Item, d'une autre maison venant de Pierre Finet et paravant de François Plicette en la ditte Grande-rue, tenante aux dits Laurent par embas, et par en haut à la vefve de Jacques Carlier; et d'une autre petitte maison devant la Petite-Boucherie, venant de Melchior Camberlin, et tenue de louage par Pierre Penin, conreur, tenant aus dits Laurent du costé qui fut leur paceus, et d'autre à ..... Suppliant aussi que leur fût accordé la permission d'y avoir chapelle pour y faire l'office divin et d'y pendre la mesme cloche que le chapitre leur avoit ci-devant accordé à leur autre maison. Sur laquelle requeste mesdittes demoiselles ayant pris favorablement égard, nous ont accordé l'amortissement régal d'une maison principale pour nostre résidence et comodité nécessaire à notre comunauté, et de trois autres maisons y annexées, gisantes en la Grande-rue de cette ville, tenante à .....

En façon et tel compréhendement que les a occupé feu Thomas Laurent, et selon qu'elles ont passé comme non partable, le trentiesme de septembre dernier, parmi la recognoissance annuelle vers le dit chapitre d'un chapon non rachatable, et selon la mise à prix du dit chapitre à payer la première année an Noël xvj^c soixante cincq et ainsi à tousiours pour le dit amortissement, et d'une platine d'argent de la pesanteur d'une once, avec l'inscription de ces mots : *Recognoissance de la nouvelle grâce octroyée par le chapitre de sainte Waudru pour l'érection d'une nouvelle chapelle aux*

PP. de la congrégation de l'Oratoire de Jésus. Et de quoy la ditte congrégation devra donner lettre de promesse en forme, avec le seel de la province et de la congrégation de ceste ville, signée des RR. PP. prévost, assistans et secrétaire, aussi des anciens de la congrégation du dit Mons, comme en tel cas appartient; à charge aussi de n'aller allencontre des priviléges, hauteurs et ordonnances du dit chapitre; le tout estant ainsi ordonné en assamblée de chapitre, tenue le cincquiesme de novembre de l'an xvi^c soixante quattre. Pour à quoy satisfaire, sçavoir faisons que nous avons promis et promettons par cette de payer annuellement au dit chapitre de Sainte-Waudru, à perpétuité et sans rachat, un chapon de recognoissance, selon les appréciations d'icelluy, pour en avoir deu faire le premier payement an Noël xvj^c soixante cincq; aussi de donner une platine d'argent de la pesanteur d'une once, avec inscription des mots cy-dessus, et de n'aller allencontre des priviléges, hauteurs et ordonnances du dit chapitre. A quoy nous nous obligeons et les biens de nostre communauté. En foy de quoy nous avons ici apposé le seel de la province et de la congrégation de cette ville et le signe de nos signes manuels, assurant que ceste obligation est en toute la meilleure forme, et que nous n'en pouvons donner de plus vaillable.

Fait à Mons le xxxj^e décembre 1669.

L. Picquery, Fran. Picquery, F. Ferquo, P. Ferquo, Robert Martha.

Original sur parchemin, aux archives de l'État à Mons. Chartrier du chapitre de Sainte-Waudru; titre côté *Mons*, n° 702 de l'ancien inventaire.

L'hôpital de Sainte-Élisabeth a Pede-Sainte-Anne, sous Itterbeek (Brabant).

L'existence d'un hôpital élevé en l'honneur de sainte Elisabeth à Pede-Sainte-Anne, sous Itterbeek, est un fait historique d'une certaine importance qui, jusqu'ici avait complètement échappé aux historiens.

Il ne reste aucun souvenir de cet hôpital ni dans les traditions locales ni dans les chroniques des temps passés. L'acte que nous publions ci-dessous présente donc un véritable intérêt historique parce qu'il nous révèle un fait entièrement tombé dans l'oubli. Il en présente encore un autre, parce qu'il cite plusieurs noms à peine connus d'évêques du commencement du xiv[e] siècle.

E. R.

Indulgences accordées à ceux qui visiteront l'hôpital de Sainte-Élisabeth à Pede-Sainte-Anne, sous Itterbeek.

24 octobre 1300.

Universis Christi fidelibus presentes litteras inspecturis nos miseratione divina frater Ranutius Calaritanus[1], frater Basilius Jerosolimitanus[2], Adenuphus Consanus[3] archiepiscopi;

[1]) *Archiepiscopus Calaritanus*, archevêque de Cagliari dans l'île de Sardaigne. Ce *Ranutius*, appelé aussi quelquefois *Ranerius*, était r[eli]gieux de l'ordre de Saint-François.

[2]) Le titre d'*archiepiscopus Jerosolymitanus* donné à *Basilius* était pu[re]ment honorifique.

[3]) *Adenuphus*, ou plus souvent *Adenolphus*, *archiepiscopus Consan[us]*, archevêque de Conza dans le royaume de Naples.

Nicholaus Neocastrensis[1], Thomas Ethesiensis[2], Adam Summarturanus[3], frater Antonius Chenadiensis[4], frater Jacobus Cacedonie[5], Sarracenus Melfiensis[6], Jacobus Bibinensis[7] episcopi, salutem in Domino sempiternam. Splendor paterne glorie, qui sua mundum illuminat ineffabili claritate, pia vota fidelium de clementissima ipsius majestatis benignitate sperantium tunc precipue benigno favore prosequitur, cum devota ipsorum humilitas sanctorum precibus et meritis adjuvatur. Cupientes igitur, ut hospitale sancte Elyzabeth de Pede sancte Anne, Cameracensis dyocesis, congruis honoribus honoretur, et frequentantes pro temporali labore perpetue quietis munere gratulentur, omnibus vere penitentibus et confessis, qui ad dictum hospitale singulis subscriptis festivitatibus seu diebus, videlicet in festo sancte Elyzabeth, et in quatuor festivitatibus beate Virginis gloriose, Nativitatis Domini, Circumcisionis, Epyphanie et Resurrectionis, Ascensionis Domini et Penthecostes, inventionis et exaltationis sancte Crucis, commemoratione Omnium Sanctorum, Petri et Pauli et aliorum apostolorum, Johannis Baptiste et Evangeliste, Stephani, Laurentii, Cornelii et Cypriani, martyrum, Antonii, Nicholai, Augustini,

[1]) *Nicholaus, episcopus Neocastrensis*, Nicolas, évêque de Nicastro dans le royaume de Naples. Il était religieux de l'ordre de Saint-Benoît.

[2]) *Episcopus Ethesiensis*; on n'est pas parvenu jusqu'ici à déterminer l'évêché ancien auquel s'applique cette dénomination, qui se rencontre encore quelquefois dans des actes de la même époque.

[3]) *Summarturanus* ou *Marturanus*, de Martorano dans le royaume de Naples.

[4]) *Antonius, Chenadiensis episcopus*, Antoine, évêque de Csanad dans la Hongrie; il était de l'ordre des Frères-Mineurs de l'Observance.

[5]) La dénomination d'*episcopus Cacedonie*, ou plutôt *Chalcedonie*, était un titre purement honorifique.

[6]) *Melphiensis*, de Melphi.

[7]) *Bibinensis*, ou *Biv:niensis*, de Bovino dans le royaume de Naples.

confessorum, sanctarumque Agathe, Lucie et Katerine, virginum, atque Magdalene, et per ipsarum festivitatum octavas, singulis diebus quadragesime majoris, singulis diebus dominicis totius anni, devote accesserint annuatim, seu sacerdotibus celebrantibus devote missas suas in hospitali supradicto, vel qui ad fabricam luminaria, ornamenta vel alia necessaria ipsius hospitalis, manus porrexerint adiutrices, et qui pro salute salubrique statu Johannis de Allodio, clerici, dum vixerit, et pro anima ejus post obitum oraverit, de omnipotentis Dei misericordia et apostolorum Petri et Pauli, ac beate Marie virginis, omniumque sanctorum meritis auctoritate confisi, singuli nostrurum (sic) singulis quadraginta dierum indulgentias de injunctis sibi penitentiis in Domino misericorditer relaxamus, dummodo voluntas dyocesani ad id accesserit et consensus. In cujus rei testimonium presentes litteras nostrorum sigillorum fecimus appensione muniri.

Datum Rome anno Domini m° ccc°, ix° kalendas novembres, pontificatus domini Bonifacii anno sexto.

Original sur parchemin, sceaux enlevés, aux archives de l'église paroissiale d'Itterbeek (Brabant).

TABLE DES MATIÈRES.

NOTICES.

Documents.

TABLE ALPHABÉTIQUE.

A.

B.

C et D.

E ET F.

G.

H.

I ET J.

K ET L.

M.

N et O.

P et Q.

R.

S.

T.

V et W.

CORRIGENDA.

Page 248, ligne 13, *Codicelle*, lisez *Codicille*.
» 249. » 27, » » »
» 333, » 3, Thines, » Thisnes.

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Les *Analectes* paraissent par livraisons trimestrielles, et forment annuellement un volume de 500 pages environ.

Le prix de l'abonnement pour la Belgique est de 6 francs par an, payables à la réception de la première livraison. Pour l'étranger on paye le port en sus.

Tout ce qui concerne les *Analectes* (lettres, paquets, envois d'argent) doit être adressé *franco* à CH. PEETERS, libraire, rue de Namur, 22, à Louvain. On ajoutera à l'adresse : *Pour la direction des Analectes.*

Les lettres non affranchies ne seront pas reçues.

On souscrit chez les libraires suivants :

A LOUVAIN, chez CH. PEETERS, rue de Namur, 22.
A ANVERS, chez BEERTS.
A BRUGES, chez BEYAERT-STORIE.
A BRUXELLES, chez GOEMAERE, HAENEN et MUQUARDT.
A GAND, chez HEMELSOET, successeur de VAN RYCKEGEM.
A HERENTHALS, chez DUMOULIN.
A LIÉGE, chez SPÉE-ZELIS.
A MALINES, chez SCHODTS.
A TOURNAI, chez CASTERMAN.

Le directeur des *Analectes* possède encore un *très petit* nombre d'exemplaires complets des quinze premiers volumes de la collection, qu'il peut céder au prix de 90 francs. Les tomes I, IV, V, VI, VII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV et XV coûtent 6 francs le volume. Les tomes II, III et VIII ne se vendent pas séparément. Quelques livraisons séparées peuvent s'obtenir au prix de 2 francs la livraison. — Adresser les demandes au *Comité de rédaction*, rue de Bériot, 25, à Louvain.

